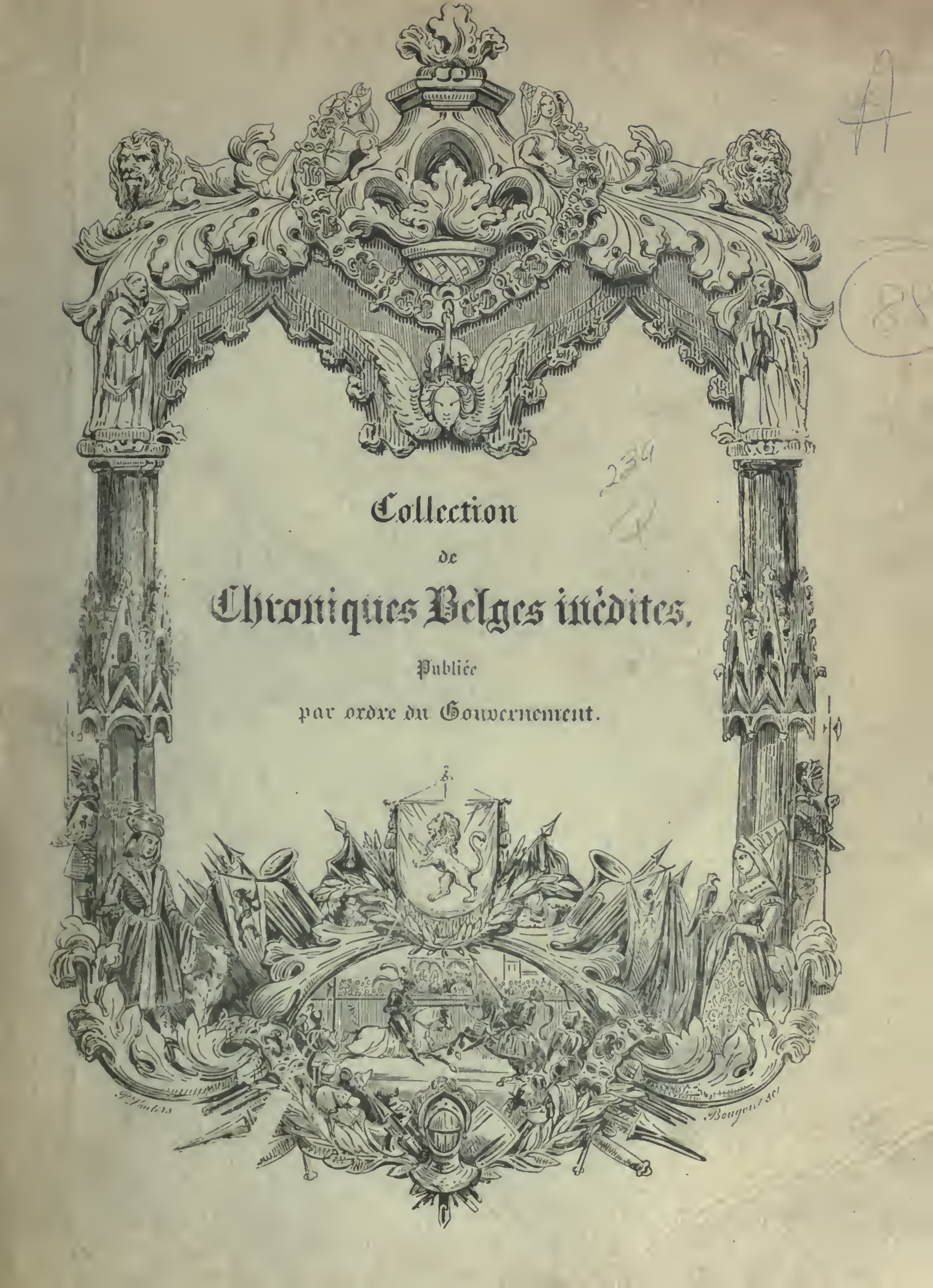

3 1761 06236409 6




Collection
de
Chroniques Belges inédites,
Publiée
par ordre du Gouvernement.

ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

MM. Stanislas Bormans, Président.
Alphonse Wauters, Secrétaire et Trésorier.
Léopold Devillers.
Gilliodts-Van Severen.
Léon Vanderkindere.
Napoléon de Pauw.
Pierre Génard.
Godefroid Kurth, Membre suppléant.
Henri Pirenne, Id.
Alfred Cauchie, Id.
dom Ursmer Berlière, Id.

CHARTES DE L'ABBAYE

DE

SAINT-MARTIN DE TOURNAI

CHARTES DE L'ABBAYE

DE

SAINT-MARTIN DE TOURNAI

RECUEILLIES & PUBLIÉES

PAR

Armand d'HERBOMEZ

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES CHARTES, DE PARIS, ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE

TOME PREMIER



BRUXELLES,

HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES
ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE,

RUE DE LOUVAIN, 112.

—

1898


LIBRARY
JUL 15 1969
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE.

I. — Importance des chartes de Saint-Martin de Tournai.

Si quelques personnes s'attendent à trouver ici, en manière d'introduction aux *Chartes de l'abbaye de Saint-Martin,* une histoire de cette abbaye, elles seront déçues dans leur espérance. Outre qu'une préface de ce genre aurait grossi démesurément le présent volume, elle aurait eu peu d'utilité. C'est que le résumé de l'histoire de Saint-Martin, qu'on trouve dans le *Gallia christiana* des bénédictins [1], est en somme satisfaisant, et que le savant dom Berlière vient d'imprimer, dans son *Monasticon belge* [2], un complément à la notice du *Gallia*, qui est en même temps une rectification de cette notice, là où elle pouvait avoir besoin d'être rectifiée. Nous ne ferons pas difficulté d'avouer, d'ailleurs, qu'en général les histoires d'abbaye nous paraissent assez peu intéressantes. Sans cesse elles se répètent et passent par les mêmes phases : fondation, période d'expansion, apogée, période de déclin, chute. Les monographies de ce genre sont pour passionner les curieux d'histoire locale ; mais en vérité les données nouvelles qu'elles apportent à l'histoire générale sont des plus faibles. L'histoire de Saint-Martin de Tournai, en dépit de la célébrité relative de cette grande

[1] Tome III, col. 272 et suivantes.

[2] Tome Ier, pages 271 et suivantes.

abbaye bénédictine, ne diffère pas sensiblement de celle de tous les autres monastères. Elle présente les mêmes péripéties; et quand nous aurons dit que notre abbaye fut établie dans les dernières années du XIe siècle, qu'elle s'épanouit au XIIe, atteignit au XIIIe son apogée, pour décliner dès lors lentement jusqu'à sa disparition à la fin du siècle dernier, nous aurons, sans doute, suffisamment résumé son histoire.

Est-ce à dire cependant que si cette histoire n'a guère de relief, les chartes de Saint-Martin ne méritaient pas de voir le jour? Il serait difficile de le soutenir. Mais il faut reconnaître que l'intérêt principal de ces chartes se trouve, s'il nous est permis de parler ainsi, à côté de Saint-Martin; qu'il réside dans ces longues listes de témoins qui permettent de préciser, et souvent de rectifier la chronologie de personnages de marque, dans ces noms de lieux innombrables qui contribuent si efficacement à édifier la géographie historique, dans ces formules qui retiennent l'attention du diplomatiste ou du juriste, dans ces formes du langage qui sollicitent celle du philologue.

Dans les Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux correspondants du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [1], M. Léopold Delisle, il y a quelques années, écrivait ceci : « Il ne faut pas oublier que l'éclaircissement de beaucoup de questions, » même secondaires, des annales d'une province, d'une ville ou d'une » abbaye, fournit des jalons précieux, soit pour la géographie, soit pour » la chronologie, et que la connaissance exacte des anciennes institutions » repose presque toujours sur l'étude de détails qui, isolément, semblent » dénués de valeur. » On ne saurait mieux dire; mais on peut développer l'idée de l'éminent érudit. C'est ici, croyons-nous, le lieu de le faire, en empruntant aux chartes publiées ci-après des preuves nouvelles de l'importance de ce genre de documents.

[1] Paris, Leroux, 1890.

Si l'on veut savoir ce qu'ils peuvent nous apprendre sur l'état des personnes, on prendra la charte de septembre 1240 que nous donnons sous le n° 484. Il n'est guère de question plus obscure que celle de l'époque de majorité au moyen âge. La charte dont nous parlons fournit à ce sujet divers renseignements singulièrement instructifs. Elle fixe l'âge de la majorité des hommes, pour vendre une terre, dans le Tournaisis, à quinze ans. Puis elle nous indique les moyens employés pour faire la preuve que le contractant a ses quinze ans révolus. Dans un temps où ce que nous appelons le service de l'état civil n'existait pas, il est important de connaître les procédés usités pour préciser l'âge des gens. Sait-on ceux de ces procédés qu'indique notre charte? Le dire et l'aspect des intéressés. N'est-ce pas aussi simple que... naïf?

Il n'est guère de nos chartes qui ne puisse fournir de renseignements sur l'état des biens ruraux au moyen âge, dans les régions où l'abbaye de Saint-Martin en possédait. Mais parmi ces chartes nous ne pensons pas qu'il y en ait de plus précieuses que celles qui nous ont conservé la série de baux des années 1277 et 1278, publiés par nous sous les n°s 859 et suivants. Pour le XIIIe siècle, les baux provenant des archives des monastères sont rares, d'une part, parce qu'il est probable que les abbayes ne louaient qu'exceptionnellement alors leurs propriétés foncières, et les exploitaient par elles-mêmes; d'autre part, parce que les baux et autres documents administratifs, dans un temps où les privilèges, les donations et les autres actes d'importance majeure, se succédaient avec entrain, étaient sans doute peu estimés dans les monastères. Ce sont les raisons pour lesquelles, avant le XIIIe siècle, ces documents administratifs sont si peu communs. Il ne faut que s'en féliciter davantage qu'un petit volume dont l'usage est incertain, le Cartulaire 124 des Archives générales du royaume, nous ait conservé la série de baux dont nous parlons. Rédigés en français, ils sont précieux pour leur forme; ils le sont plus encore par les données qu'ils apportent à l'histoire du contrat de louage et à celle de l'agriculture.

Une foule d'autres chartes publiées dans le présent recueil contribueront à montrer comment nos aïeux traitaient les affaires, quelles personnes devaient intervenir aux actes et dans quelles conditions, de quelles formalités vraiment excessives la transmission des propriétés était entourée sous le régime féodal. Il suffit d'indiquer cette espèce de documents. Au contraire, nous voudrions insister sur l'importance des renseignements que nos chartes présentent sur les mesures et les monnaies si diverses usitées au moyen âge. En se référant aux Tables onomastiques qui terminent les volumes de cet ouvrage, on aura la liste des monnaies qui se rencontrent dans les chartes de Saint-Martin. Mais dans le corps même de ces chartes, les numismatistes pourront découvrir quelques-unes de ces équivalences qu'ils recherchent avec passion, car elles sont l'une des bases de leurs calculs. Nous leur signalerons seulement ici, dans une charte de 1250 (nº 618), une équivalence établie entre le marc, le sou et le denier de Flandre. Ils n'auront guère besoin de chercher pour en trouver d'autres.

Nous n'avons pas fait difficulté d'avouer qu'on ne trouve point, parmi les chartes de Saint-Martin, de documents de premier ordre pour l'histoire générale. En revanche, il arrive qu'elles fournissent des renseignements que l'histoire locale ne considérera pas comme négligeables. L'une d'elles (nº 2) nous apprend qu'il y eut quelque temps à Odomez, non loin de Saint-Amand-en-Pèvele, un monastère dédié à saint Jacques, qui ne put subsister et fut uni à Saint-Martin de Tournai. Une autre (nº 49) nous donne à connaître un fait analogue. A Merbes, dans les premières années du XIIe siècle, un alleu fut concédé à des religieux par un certain Anselme et par sa femme, sous condition d'établir une abbaye sur cet alleu. Les intentions des donateurs furent d'abord suivies. Mais au bout de peu d'années, les moines abandonnèrent l'abbaye de Merbes, dont l'abbé s'appelait Roger. L'évêque de Cambrai transféra alors, du consentement de la veuve et des héritiers d'Anselme, les biens qu'avait possédés l'abbaye de

Merbes à celle de Saint-Martin de Tournai. Sans nos chartes, on ignorerait absolument ces faits qui, pour n'avoir pas une importance capitale, ne laissent pas de présenter, pour l'histoire ecclésiastique de la France et de la Belgique, un certain intérêt.

Il arrive fréquemment qu'en mettant au jour des documents intéressants pour l'histoire d'une institution, on éclaire du même coup d'une vive lumière l'histoire des personnes avec lesquelles elle a entretenu des rapports. Nous en trouvons des preuves dans ces nombreuses chartes où l'on voit les moines d'Inde, pressés par leurs créanciers, louer d'abord, puis vendre à l'abbaye de Saint-Martin leur domaine de Kain lez-Tournai. Nous en trouvons d'autres dans ces chartes du commencement du XII[e] siècle, relatives à la cession par notre abbaye à celle de Foigny de l'important domaine d'Eparcy. Il va de soi que ces chartes sont de nature à intéresser les historiens de Foigny et d'Inde autant que l'historien de Saint-Martin. De même, n'est-il pas évident que telle charte donnée à notre abbaye par un comte de Flandre, un évêque de Laon, un châtelain de Tournai, peut avoir autant d'importance parfois pour l'histoire de ce châtelain, de cet évêque, de ce comte, que pour celle de notre monastère lui-même?

Mais c'est ici le lieu d'observer que les chartes de Saint-Martin emprun tent une valeur particulière à ce fait, que la grande abbaye tournaisienne possédait de vastes domaines dans des régions très diverses. Ces possessions variées contribuaient à étendre immensément le cercle des relations du monastère. Sans parler des domaines de Saint-Martin dans le Hainaut et dans la Flandre, c'est-à-dire dans des régions assez voisines, en somme, de Tournai, notre abbaye possédait deux gros prieurés fort éloignés d'elle. C'étaient, l'un Saint-Amand, à Machemont, dans le diocèse de Noyon, dont l'histoire a été faite par l'abbé Gordière[1]; l'autre Chantrud, à Grandlup, au

[1] *Le prieuré de Saint-Amand, O. S. B., dépendant de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai*. Compiègne, 1886, in-8°.

diocèse de Laon. Les indications topographiques et généalogiques que l'on trouve dans nos chartes sur la région de ces deux prieurés et les familles de cette région, ne peuvent manquer, on le conçoit aisément, d'augmenter considérablement le champ d'intérêt de nos documents.

II. — Le chartrier de Saint-Martin.

Les chartes de Saint-Martin sont donc précieuses à divers titres et méritaient d'être publiées. Quand la Commission royale d'histoire en eut décidé l'impression, nous commençâmes la recherche de ces documents. Il ne faudrait pas croire que le chartrier de Saint-Martin, aujourd'hui conservé dans les Archives de l'État à Mons, devait nous les fournir tous. Ce chartrier est considérable; mais s'il présente peu de lacunes absolues, l'état déplorable des chartes qui le composent rend trop souvent ces documents inutiles. Une foule de chartes de Saint-Martin, en effet, sont aujourd'hui complètement ruinées; et s'il est possible de les reconnaître, c'est qu'à une époque ancienne, remontant au XVI[e] siècle, ces chartes, qui alors étaient déjà en très mauvais état, ont été doublées d'une feuille de parchemin au dos de laquelle on a inscrit une analyse sommaire du contenu de la charte. Il est donc arrivé ce phénomène bizarre, que la majeure partie du millier de chartes qui constituent le chartrier de Saint-Martin est en ruine, que l'écriture en est complètement gâtée par l'humidité, mais que cette humidité n'ayant pas eu d'action sur la cire des sceaux, un grand nombre de ces sceaux, appendus à des chartes qu'il faut bien considérer comme n'existant plus, sont à peu près intacts, et contribuent à authentiquer les analyses du XVI[e] siècle qui se lisent au dos des documents.

Nous avons dit que le chartrier de Saint-Martin ne comportait pas moins d'un millier de chartes. Il n'y a pas lieu de raconter à nouveau ici les aventures de ce chartrier, depuis le temps où il a quitté le monastère,

dans les dernières années du siècle dernier, M. Gachard ayant fait sur cette histoire une lumière complète[1]. Il suffit de rappeler qu'après avoir séjourné quelque trente ans en Allemagne, notre chartrier est rentré en Belgique en 1827, qu'il a pris alors place dans le dépôt central des Archives du royaume, à Bruxelles, mais que depuis, à une date très récente, il a émigré à Mons, dans le dépôt des Archives de l'État.

Dans ce dépôt, les chartes de Saint-Martin ont jusqu'ici conservé le cadre de classement qu'elles avaient encore à la fin du siècle dernier dans l'abbaye, c'est-à-dire que les chartes y sont groupées suivant les domaines auxquels elles se rapportent. Celles qui concernent les maisons à Tournai, par exemple, constituent un dossier, de même celles qui regardent les prieurés de Saint-Amand lez-Thourotte et de Chantrud, ou les grandes fermes de Kain, de Tourelies, de Warnave, etc. Ce classement, cela va sans dire, n'a plus sa raison d'être. Il s'imposait sans doute quand l'abbaye existait, qu'elle avait des domaines à administrer, des procès à soutenir. Mais depuis la révolution de la fin du siècle dernier, les chartes de Saint-Martin, ses titres, quelle que soit leur nature, n'ont plus qu'un intérêt purement historique, et il nous semblerait, par conséquent, désirable de voir ces documents rangés suivant l'ordre chronologique.

Cependant il ne paraît pas qu'il y ait jamais inconvénient grave à conserver un classement ancien d'archives, surtout quand il subsiste d'anciens inventaires qui se réfèrent à ce classement. Au contraire, tout démembrement d'un fonds d'archives doit être sévèrement condamné. C'est l'opinion de tous les maîtres. Si l'on viole le principe du respect absolu des fonds d'archives, on s'expose à de graves mécomptes de tous genres, et l'on parvient sûrement à entraver les recherches. Nous avons eu le regret d'en faire personnellement l'expérience. Aussi croyons-nous devoir déplorer

[1] Dans un Rapport au Ministre de l'Intérieur sur les Archives générales du royaume, inséré dans le *Moniteur belge* du 21 janvier 1838.

ici la constitution récente, aux Archives de l'État à Mons, d'un « Fonds des greffes scabinaux ». Dans ce fonds, éminemment factice, et constitué aux dépens de tous les autres fonds du riche dépôt de Mons, nous n'avons rencontré, il est vrai, que peu de chartes dont la place légitime soit dans le fonds de Saint-Martin de Tournai. Mais cela tient uniquement à ce que les opérations que nécessite la création du fonds des greffes scabinaux ne sont pas encore terminées. Quand elles le seront, une cinquantaine des chartes trouvées par nous dans le fonds de Saint-Martin auront émigré dans le fonds des greffes scabinaux, uniquement parce qu'elles émanent d'échevins. Mais alors, pourquoi ne pas créer aussi, comme le voudrait la logique, le Fonds des comtes de Flandre ou des comtes de Hainaut, pour y réunir toutes les chartes données par ces princes, le Fonds des papes, pour y grouper toutes les bulles et tous les brefs, ou encore, comme dans ce dépôt d'archives que nous ne voulons pas nommer, le Fonds des dames, pour y verser tous les documents se rapportant, à un titre quelconque, à des femmes?

Les chartes de Saint-Martin se conservent donc à Mons, quelques-unes dans le Fonds des greffes scabinaux, la plupart dans le Fonds de Saint-Martin. Mais les cartulaires, très nombreux, qui se trouvaient autrefois dans l'abbaye, ne sont pas à Mons, et reposent aujourd'hui à Bruxelles dans les Archives générales du royaume. On devine combien, du fait de cette séparation, notre travail s'est trouvé compliqué.

III. — Les cartulaires de Saint-Martin.

Il y a quelques années, nous avons publié une description de tous les cartulaires et manuscrits provenant de Saint-Martin et conservés à Bruxelles, aux Archives générales du royaume [1]. Cette description, nous ne la referons

[1] *Bulletins de la Société historique de Tournai*, tome XXIV, pages 316 et suivantes.

pas ici, parce qu'il nous semble qu'elle tiendrait dans cette Préface une place inutile. Il n'importe guère, en effet, aux érudits qui utiliseront nos chartes, de savoir que telle d'entre elles est tirée d'un cartulaire qui mesure tant de millimètres de hauteur sur tant de largeur, qui comporte tant de feuillets et qui est écrit sur deux colonnes. Au contraire, il est essentiel de dire ici la valeur que présentent les divers cartulaires d'où il nous a été donné d'extraire des documents. C'est ce que nous allons tâcher de dire nettement.

Le plus ancien des cartulaires qui nous sont parvenus de la grande abbaye bénédictine tournaisienne est en même temps de beaucoup le meilleur. Ce cartulaire, que nous avons désigné toujours par le numéro 119, qu'il portait dans le Fonds des cartulaires et manuscrits aux Archives générales du royaume, quand nous avons commencé notre travail, mais qui aujourd'hui, par suite d'un changement de numérotage difficilement explicable, porte dans ce même Fonds le numéro 257, est un mince volume qui, d'après le caractère de l'écriture comme d'après la date des documents qui y ont été transcrits, est certainement des toutes premières années du XIII[e] siècle, sinon des trois dernières années du XII[e]. La dernière pièce qui s'y trouve copiée est, en effet, de l'an 1197, et tout le cartulaire est du même temps. Nous n'hésitons pas à assigner aux documents qui remplissent le Cartulaire 119 la même valeur qu'à des originaux Jamais, quand nous avons pu collationner sur les chartes originales les copies du Cartulaire 119, il ne nous a été donné de prendre en faute sérieuse le copiste de ce cartulaire. Jamais nous ne l'avons vu tronquer les documents en supprimant, suivant l'exemple trop fréquent des copistes de cartulaires, les noms des témoins souscripteurs des chartes. La seule liberté que notre copiste ait prise avec les originaux, consiste dans la suppression presque constante de l'invocation par laquelle ils commencent. Avec quelques petites fautes de copie extrêmement rares, c'est le seul reproche que la

critique la plus sévère puisse faire au copiste qui a transcrit le Cartulaire 119 depuis le premier jusqu'au dernier feuillet.

Le Cartulaire 120 ancien, aujourd'hui 238, est beaucoup moins bon que le 119, encore que très présentable. On y distingue aisément deux mains différentes, toutes deux du XIIIe siècle. La première a copié toutes les chartes numérotées dans le volume de 1 à 257, et inscrites sur les pages 1 à 156; la seconde a transcrit tous les documents (des chartes-parties pour la plupart) qui se voient sur les pages 157 à 176. Le volume commence par la transcription des bulles pontificales. Il se termine par une table des chartes qui y sont copiées. On peut y constater deux lacunes d'inégale importance. La première porte sur les chartes numérotées jadis de 234 à 239, et qui concernaient des exemptions de vinages accordées à Saint-Martin. La seconde lacune, infiniment plus grave, porte sur tous les titres relatifs au prieuré de Chantrud, au diocèse de Laon. Ces titres, dans le Cartulaire 120, avaient été copiés sous les numéros 174 à 204. Il n'est pas impossible que le cahier sur lequel étaient ces copies ait été détaché pour être remis au prieuré que les chartes concernaient. La dernière des chartes copiées dans le Cartulaire 120 est de l'an 1247, voisin apparemment de la confection du cartulaire. Nous croyons pouvoir former l'hypothèse que, vers ce temps, on aura senti à Saint-Martin le besoin de compléter le Cartulaire 119. Un scribe en aura été chargé, qui, s'il était assez bon paléographe, était calligraphe médiocre. En conséquence, son œuvre n'aura donné qu'une médiocre satisfaction, et c'est pour la remplacer qu'on aura entrepris la confection du magnifique cartulaire terminé en 1264, dont nous allons maintenant parler.

Ce cartulaire en deux volumes portait jadis, aux Archives générales du royaume, les nos 121 et 122 dans le Fonds des cartulaires et manuscrits; il y porte maintenant les nos 239 et 240. Les documents y sont classés par chapitres, suivant les matières ou les domaines auxquels ils se réfèrent, et chacun des chapitres a sa table particulière des chartes qu'il renferme. Les

bulles pontificales n'ont été copiées qu'à la fin du second tome. A diverses reprises et jusqu'au XVIe siècle, on a copié des chartes sur les feuillets laissés blancs dans nos deux volumes par le scribe du XIIIe siècle. Le plus grave reproche qu'on puisse faire au cartulaire qui porte en toutes lettres la date de 1264, nous paraît être la suppression des noms des témoins dans les copies de chartes. Une main détestable du XVIe siècle les a, il est vrai, parfois suppléés. Du fait de cette omission, notre cartulaire n'en perd pas moins de sa valeur. Le Cartulaire 121-122 est très inférieur au 119, dont du reste il ne reproduit pas toutes les chartes, et il est aussi souvent inférieur au 120. Ce n'en est pas moins un bon cartulaire, comme on s'en convaincra aisément en lisant les documents que nous en avons tirés.

Le Cartulaire 123, aujourd'hui coté 241, n'est qu'un fragment informe et en état pitoyable d'un cartulaire qui a sûrement été établi pour compléter celui de 1264. La disposition identique du texte, le même caractère des écritures, l'existence de rubriques semblables à celles du Cartulaire 121-122, attestent la volonté de donner un troisième volume à ce grand recueil. Si l'entreprise a été achevée, nous ne le savons pas, puisqu'il ne subsiste plus que des fragments de ce troisième volume. Encore ces fragments ont-ils été récemment mal joints, puisqu'on trouve maintenant sur la page 3 du volume la fin d'un acte dont le commencement est copié sur la page 112. Il n'y a, dans ce qui reste du Cartulaire 123, qu'une seule charte antérieure à 1264, et on n'en rencontre aucune qui soit postérieure à 1299. C'est donc tout à fait à la fin du XIIIe siècle, ou dans les premières années du XIVe, que notre volume doit avoir été écrit. On y remarque, d'ailleurs, plusieurs mains différentes, mais également bonnes, et dont les copies sont louables.

Il n'est pas facile de s'expliquer l'utilité du Cartulaire 124 ancien, actuellement 242. Cependant, à considérer le grand nombre de baux qui y sont transcrits, ainsi que les notes qu'on y trouve sur la contenance des biens immeubles de l'abbaye de Saint-Martin, nous aurions tendance à croire

que ce manuscrit devait être à l'usage du moine chargé de la gestion des domaines du monastère. Quoi qu'il en soit, ce volume est précieux, puisqu'il est seul à rapporter les baux et les notes dont il vient d'être parlé. Tous les documents copiés dans le Cartulaire 124 sont du XIIIe siècle. Ceux qui sont antérieurs à 1264 ont été transcrits dans notre volume non d'après les originaux, mais d'après le grand Cartulaire 121-122. Les copies ont donc ici la même valeur que celles de ce grand cartulaire. Pour les autres, elles ne sont pas mauvaises, sans être franchement bonnes.

En suivant l'ordre des numéros donnés aux volumes provenant de l'abbaye de Saint-Martin dans le Fonds des cartulaires et manuscrits aux Archives générales du royaume, on arrive, avec le volume coté anciennement 125, et maintenant 243, à l'un de ces cartulaires particuliers qu'on établissait dans la plupart des monastères, pour l'usage de telle ou telle dépendance de ceux-ci. Le Cartulaire 125 était manifestement destiné aux moines de Saint-Martin qui résidaient à la grande ferme de Tourelies, près de Maulde, ou du moins à celui de ces moines qui avait à diriger l'exploitation de cette ferme. Tous les documents transcrits dans notre volume, sauf une dizaine copiés après coup sur les pages finales, concernent, en effet, les biens de notre abbaye à Maulde et Tourelies. Ces documents ont été copiés peut-être par le scribe du Cartulaire 122; mais à coup sûr ils ont été transcrits d'après ce cartulaire. Le Cartulaire 125 n'est donc, en somme, que le double du chapitre qui concerne le domaine de Tourelies-Maulde dans le Cartulaire 122.

Le Cartulaire 126, qui porte aujourd'hui le n° 244, est de la même nature que celui que nous venons de décrire. Il présente deux fragments différents de ces petits cartulaires établis vraisemblablement pour être déposés dans les fermes ou les dépendances de notre abbaye. Le premier de ces fragments, écrit à deux colonnes sur les feuillets 1 à 8, et certainement incomplet, concerne les biens de Saint-Martin à Aeltre. Les documents qu'on y rencontre sont tous du XIIIe siècle et assez mal transcrits;

mais nous les avons retrouvés ailleurs en meilleure copie. L'autre partie du Cartulaire 126, écrite à longues lignes sur les feuillets 9 à 14 du manuscrit, se rapporte aux possessions de notre abbaye à Merbes. Il n'y a là qu'une portion des documents relatifs à ce domaine. Tous sont du XIIIe siècle. Ici encore les copies sont médiocres.

Le Cartulaire 127 (*alias* 245), écrit au XVe siècle, est franchement mauvais, en dépit de sa belle apparence. Nous ne lui avons donc emprunté que les chartes dont il nous était impossible de nous procurer ailleurs le texte. Il est manifeste que notre volume a été fait pour compléter le grand cartulaire de 1264. La plupart des documents qui y sont transcrits sont antérieurs à l'an 1400 et y sont rangés suivant un ordre analogue à celui qu'on rencontre dans le Cartulaire 121-122.

Le Cartulaire 128, actuellement 246, n'est qu'un cahier détaché du volume qui porte le n° 787 dans le Fonds des cartulaires et manuscrits aux Archives générales du royaume. On retrouve dans les deux volumes, sur le même papier, la même petite écriture du XIVe siècle, admirable de netteté. Ces deux manuscrits ne constituent pas, à proprement parler, des cartulaires. Cependant un certain nombre de chartes y ont été transcrites. Elles sont relatives aux finances de Saint-Martin, à leur restauration au commencement du XIVe siècle, et aux hommages qui étaient dus au monastère. Si l'on remarque qu'en outre de ces chartes il se trouve dans les Cartulaires 128 et 787 des comptes et des notes sur les rentes et les finances de notre abbaye, et si l'on se rappelle que c'est du 787 que M. le chanoine De Smet a tiré la chronique qu'il a publiée, dans le tome II du *Corpus chronicorum Flandriæ,* sous le titre de *Chronique de Muevin,* on est tenté de supposer que le volume qui forme maintenant les Cartulaires 128 et 787, était comme une sorte de mémorial à l'usage peut-être de l'abbé de Saint-Martin lui-même. Nous avons tiré des Cartulaires 128 et 787 quelques chartes qui ne sont point copiées ailleurs et dont les originaux sont perdus. Ce sont, pour la plupart, des chartes des rois de France, données au début

du XIVe siècle pour la remise en bon ordre des finances de Saint-Martin.

Les Cartulaires 129 et 130 (*alias* 247 et 248) se font suite. Le premier est paginé de 1 à 748, le second, de 749 à 1032. On retrouve dans ces deux volumes la même écriture de la fin du XVIIe siècle, et, dans l'un comme dans l'autre, la copie des documents est authentiquée par deux notaires de Tournai. On a de préférence transcrit assez bien dans nos deux manuscrits des actes plus récents que le Cartulaire 127, c'est-à-dire que dans le 129 comme dans le 130, les pièces antérieures au XVe siècle sont rares. On en a trouvé quelques-unes cependant, mais qu'on avait vues déjà dans les cartulaires précédemment décrits.

Il convient de noter que les dernières pages du Cartulaire 130 sont occupées par quatre chartes copiées d'une autre main que le reste du volume. Ces pages ne sont pas numérotées. Il semble qu'elles ont pu appartenir à un cartulaire aujourd'hui perdu, et dont celui qui porte le n° 132 formait vraisemblablement la suite.

Il est malaisé de se rendre compte du but poursuivi par les copistes des Cartulaires 131 et 132 (à présent 249 et 250). Ont-ils voulu refaire, au XVIIIe siècle, un grand cartulaire général de Saint-Martin? On serait tenté de le croire, d'abord en voyant un certain nombre des chartes transcrites dans le Cartulaire 121-122 recopiées ici. Puis il faut remarquer que les Cartulaires 131 et 132, s'ils ne sont pas exactement du même format, sont de la même écriture et présentent, l'un comme l'autre, des dessins teintés de sceaux exécutés de façon identique. Or, le 131 est paginé de 1 à 200, et sur le 132 la pagination reprend à 1001. Il y a donc une lacune. A-t-elle jamais été comblée? Nous ne saurions le dire. Mais dans l'affirmative le nouveau grand cartulaire de Saint-Martin a comporté au moins 1,152 pages. Il ne nous en est parvenu que 352, sur lesquelles les documents sont transcrits sans aucun ordre. Bien que la plupart de ces documents soient postérieurs au XVe siècle, ceux qui émanent des siècles précédents ne sont pas rares. Le plus récent est de juillet 1738. Les copies, authentiquées par des

notaires de Tournai, ne sont pas mauvaises. Nous avons pu en utiliser quelques-unes.

Dans la description que nous avons donnée, dans les *Bulletins de la Société historique de Tournai*, des cartulaires de l'abbaye de Saint-Martin conservés aux Archives générales du Royaume, nous n'avons pas parlé d'un volume acheté par le Gouvernement belge à Cheltenham, des héritiers de sir Thomas Phillipps. Ce manuscrit porte dans le Fonds de Cheltenham aux Archives générales du Royaume le n° 34. Le R. P. dom Ursmer Berlière l'a décrit soigneusement [1]. Nous n'avons pas à redire ici ce que les comptes et les notes de tout genre qu'on y trouve peuvent avoir de précieux. Mais nous devons signaler les quelques copies de chartes et de bulles pontificales qu'on rencontre dans notre volume. Toutes sont de la première moitié du XIVe siècle, comme le manuscrit lui-même, et de transcription suffisamment correcte.

Un autre manuscrit, présentant accidentellement quelques copies passables de chartes de Saint-Martin, se trouve, comme le précédent, aux Archives générales du Royaume, dans le Fonds de Cheltenham, où il porte le n° 35. Les chartes qu'il renferme ont été copiées aux XIVe et XVe siècles, sur les dernières pages du volume. Elles sont relatives, ou bien aux associations de prières contractées par Saint-Martin avec d'autres monastères, ou bien à la pitance de notre abbaye. On s'explique aisément que ces chartes aient été transcrites dans notre volume, si l'on admet l'hypothèse que le manuscrit était à l'usage du pitancier, ou, comme nous dirions aujourd'hui, de l'économe de l'abbaye de Saint-Martin, c'est-à-dire destiné à celui qui avait à payer les frais de la table des moines, d'une part, et de l'autre ceux des services à célébrer pour les membres défunts des couvents associés.

[1] Dans la *Revue bénédictine* de juin 1893.

IV. — De quelques autres sources du présent recueil.

Les originaux du chartrier de Mons, les copies des cartulaires de Bruxelles, tels sont les éléments principaux dont nous disposions pour édifier le recueil des chartes de Saint-Martin de Tournai. Si nous disons principaux, c'est que, après quelque hésitation, nous nous sommes décidé à emprunter un certain nombre de documents intéressant notre abbaye à des chartriers ou à des cartulaires qui lui sont étrangers.

En principe, le recueil des chartes d'une institution quelconque semble ne devoir se composer que de documents extraits de ses archives. Mais si cette institution a eu avec d'autres des rapports dont la trace ne se retrouve plus dans son chartrier ni dans ses cartulaires; si tel cartulaire de Cambrai, par exemple, est seul à nous avoir conservé le texte d'un échange, d'un accord conclu par le chapitre de Cambrai avec notre abbaye, faut-il renoncer à faire entrer ce texte dans la collection des chartes de Saint-Martin? C'est ce que nous n'avons pas pensé. Quand donc nous avions des raisons de supposer qu'un chartrier ou un cartulaire étrangers à Saint-Martin pouvaient nous fournir un document quelconque intéressant notre monastère, nous avons compulsé ce cartulaire, examiné ce chartrier. C'est ainsi que notre recueil s'est grossi d'un certain nombre de chartes tirées des cartulaires de Foigny et de Cambrai, conservés à Paris, à la Bibliothèque nationale, du cartulaire d'Ourscamp, conservé à Beauvais, aux Archives de l'Oise, de celui de Saint-Amand-en-Pèvele, conservé à Lille, aux Archives du Nord, et de quelques autres encore.

Mais il va de soi que nous n'avons pas fouillé tous les chartriers, dépouillé tous les cartulaires des institutions avec lesquelles Saint-Martin a pu entretenir des rapports, et que c'est seulement lorsque nous croyions savoir que notre monastère avait eu des relations avec tel autre, que nous nous sommes reporté aux archives de cet autre monastère. Ainsi les futurs

éditeurs des chartes provenant de l'une ou l'autre des abbayes des anciens diocèses de Tournai, de Laon, de Noyon, d'Arras ou de Cambrai, notamment, ont chance de nous révéler l'existence de documents que nous aurions désiré admettre dans notre collection. Nous espérons qu'on ne nous fera pas grief de n'avoir pas été le premier à les mettre au jour, et que l'on comprendra qu'il nous était matériellement impossible de procéder au dépouillement de centaines de fonds d'archives différents, résidant aujourd'hui dans les dépôts les plus divers.

V. — Sur le choix des chartes publiées dans cet ouvrage.

Quand la recherche des chartes intéressant l'abbaye de Saint-Martin eut été faite, dans le chartrier, dans les cartulaires et dans les divers fonds étrangers à l'abbaye où l'on croyait avoir chance de les rencontrer, quand l'indication sommaire de chacune de ces chartes eut été prise sur une fiche séparée, alors s'est posée la question de savoir lesquelles de ces chartes il fallait copier pour les publier. *A priori,* il était évident qu'on ne pouvait ni ne devait les imprimer toutes, ne fût-ce que pour cette raison que, à partir d'une certaine époque, qu'on peut fixer aux alentours de l'an 1300, les chartes se transforment au point parfois de perdre leur caractère de chartes. Dès lors, en effet, les donations, les concessions de privilèges se font de plus en plus rares et cèdent la place aux documents de l'ordre administratif, comme ces arrêts du parlement de Paris qu'on rencontre en si grand nombre dans les archives de notre monastère. Mais même quand les chartes du XIVe siècle conservent les traits distinctifs des chartes, elles s'encombrent de formules, toujours les mêmes, qu'il ne semble pas qu'il y ait grand intérêt à publier, et qui, d'ailleurs, grossiraient les recueils de chartes dans des proportions excessives. A partir de la fin du XIIIe siècle donc, on a fait un choix rigoureux; et si l'on a admis qu'il convenait

d'imprimer, après cette date encore, toutes les bulles pontificales, la plupart des chartes royales, épiscopales, ou émanant de personnages titrés, plus un certain nombre de documents de première importance pour l'histoire de Saint-Martin, de ses bâtiments, de sa bibliothèque, de ses reliques, de ses objets d'art, on a admis, au contraire, qu'à dater de 1300 les documents ayant un caractère administratif, comme les baux, les actes de vente, etc., pouvaient être, sans inconvénient grave, passés sous silence.

Mais pour ce qui est des documents antérieurs à l'an 1300, convenait-il de les donner tous, et de rééditer, notamment, ceux qui déjà avaient vu le jour? C'est ce que nous avons laissé à la Commission royale d'histoire le soin de décider. Il y a pour l'affirmative autant de raisons que pour la négative. Le pour, c'est que l'érudit qui ouvre le recueil des chartes d'une abbaye, est en droit de s'attendre à y trouver toutes les chartes, au moins les plus anciennes, de cette abbaye. Que si l'éditeur du recueil remplace les chartes imprimées déjà par une analyse et un renvoi à l'ouvrage où elles sont publiées, ce même érudit paraît avoir quelque droit de se plaindre. Et dans une grande série de publications, comme celles de la Commission royale d'histoire, faut-il hésiter, pour épargner quelques feuilles d'impression, à rééditer des documents dont l'édition par Miræus et les autres est trop souvent défectueuse? D'autre part, le nombre des documents inédits antérieurs au XIVe siècle est encore si grand, qu'il y a scrupule à se faire de rééditer des chartes déjà connues, même si leur texte peut être grandement amélioré. C'est là le contre. La Commission royale d'histoire l'a mis en balance avec le pour, et elle a décidé que nous ne rééditerions que quelques chartes, soit à raison de leur importance exceptionnelle, soit à cause de la trop mauvaise qualité des éditions anciennes. Mais toutes les chartes qui avaient déjà vu le jour sont, naturellement, dans notre publication, représentées par des analyses.

Nous avons donc transcrit et nous publions la plupart des chartes de Saint-Martin antérieures au XIVe siècle et qui étaient encore inédites; la

plupart, car quelques-unes, qui ne sont que des répétitions exactes d'autres imprimées déjà, ont été écartées. Mais ce sont les seules que nous ayons éliminées, car nous ne nous sommes pas reconnu la compétence nécessaire pour faire un choix parmi les autres.

Choisir, c'est s'ériger en juge de la valeur d'une chose. Mais quelle science il faudrait ici pour juger souverainement! Tel document paraît, à première vue, dépourvu d'intérêt, parce qu'un dispositif de deux lignes s'y perd au milieu de formules innombrables. S'ensuit-il qu'un éditeur ait le droit de tronquer ce document? On dira qu'il est inutile de reproduire ces formules, ces renonciations à des « exceptions » qui reviennent le plus souvent dans les mêmes termes. Mais la simple constatation de ce fait qu'à telle époque certaine, dans tel pays déterminé, telle formule était encore d'un usage constant, ne peut-elle donc intéresser ni le juriste ni le diplomatiste? Autre chose : voici une charte d'avril 1206 émanée du chapitre de Reims. Elle ne diffère d'une autre de même date, mais donnée, celle-ci, par l'archevêque de Reims, que par les quelques noms de personnes qu'elle contient en plus. Faut-il renoncer à la publier, pour renoncer en même temps à apporter à la chronologie des grands-officiers du chapitre métropolitain de Reims plusieurs noms intéressants? Et ce texte latin d'avril 1239, qui ne fait que traduire le document en français qui le précède, le supprimerez-vous? Comme si ces traductions du français en latin, ou inversement, n'étaient pas souvent de nature à éclaircir à la fois le sens de certains passages des chartes latines comme des chartes françaises! Et n'y a-t-il pas toujours intérêt, d'ailleurs, à mettre face à face la forme latine et la forme française des noms propres, des noms de lieux surtout, si importants pour la géographie historique et la topographie ancienne?

Nous n'avons donc pas hésité à donner *in extenso,* dans le présent recueil, un certain nombre de pièces du XIII[e] siècle dont l'apparence est, si l'on veut, assez insignifiante; et si nous l'avons fait, c'est que nous étions loin de nous sentir capable d'affirmer que ces pièces ne pouvaient avoir d'intérêt pour personne.

VI. — Dans quel ordre les chartes sont imprimées dans ce recueil.

Dans les archives des anciens monastères, les chartes, nous l'avons dit, étaient toujours réparties en dossiers. Chacun des domaines du monastère avait le sien, comme il y avait le dossier des privilèges, celui des exemptions de péages, etc. Aujourd'hui ces dossiers n'ont plus d'utilité pratique. Que les archivistes les laissent subsister, quand ils se sont maintenus intacts à travers les âges et les révolutions, quand surtout ils correspondent à un inventaire ancien qui s'est conservé, cela se conçoit. Mais il nous semble que l'éditeur des chartes d'une abbaye qui n'existe plus, n'a pas à se préoccuper de suivre un ordre des matières qui n'a plus aucune raison d'être, et que son devoir est de présenter au public les documents dans l'ordre chronologique. Il le doit surtout parce que, comme nous l'avons indiqué, l'intérêt des chartes d'une abbaye est, le plus souvent, à côté de cette abbaye elle-même. Mais encore peut-il le faire sans inconvénient aucun, si la table onomastique de son recueil de chartes est soigneusement faite. Dans ce cas, en effet, l'érudit qui, par hasard, aura intérêt à reconstituer le dossier ancien d'un domaine abbatial, n'aura aucune peine à y parvenir, puisqu'il lui suffira de chercher à la table le nom de ce domaine, pour trouver l'indication de toutes les chartes qui le concernent.

On trouvera donc les chartes de Saint-Martin rangées ci-après suivant l'ordre de leurs dates. Comme ce n'est pas sans peine que, dans diverses circonstances, cet ordre a pu être établi, il convient de donner ici quelques brèves explications sur la façon dont nous avons résolu les problèmes de chronologie qui se sont le plus souvent présentés.

Et d'abord, nous avons toujours supposé le commencement de l'année à Pâques. A Tournai, en Flandre, dans l'ancien diocèse de Cambrai comme dans ceux de Noyon et de Laon, c'est-à-dire dans les régions où l'abbaye

de Saint-Martin étendait surtout son rayon d'action, l'année, pendant tout le moyen âge, a commencé, en effet, avec la fête de la Résurrection du Sauveur. Ceci posé, nous avons mis en tête des chartes se rapportant à une année quelconque, soit 1246, toutes celles de ces chartes qui ne portent que le millésime, sans indiquer le mois de leur confection. Dans l'impossibilité, en effet, de savoir à quel moment de la période comprise entre le 8 avril (le jour de Pâques en 1246), et le 30 mars (la veille de Pâques en 1247), une charte datée simplement de 1246 avait pu être donnée, nous l'avons supposée datée du premier jour de l'an, c'est-à-dire du 8 avril 1246. Il nous a paru que, par ce moyen, l'attention du lecteur serait mieux attirée sur les chartes à date incomplète, et qu'il parviendrait plus facilement à leur assigner leur date véritable, que si nous les avions rejetées, suivant un usage très fréquent, à la fin de l'année à laquelle elles se rapportent.

Pour la même raison que nous avons classé au début de l'an les documents dont la date ne porte que le millésime, nous avons mis ceux qui ne portent que la date de l'an et du mois devant ceux qui, à ces deux éléments, ajoutent la date du jour. Nous avons donc présumé, quand les rapprochements et les comparaisons des chartes ne nous permettaient pas d'arriver à la précision, qu'un document daté de l'an et du mois avait été donné le premier jour de ce mois.

VII. — Du titre de la présente publication.

Avant d'examiner comment a paru devoir se faire l'édition des chartes de Saint-Martin retenues par nous pour être présentées chronologiquement au public érudit, il convient de justifier le titre sous lequel on s'est résolu à les publier. Le mot *Cartulaire*, pour désigner un recueil de chartes, est celui qui vient naturellement à l'esprit. Cependant ce mot présente une certaine ambiguïté, parce que beaucoup de bons esprits estiment qu'il doit

être réservé pour indiquer les volumes manuscrits où des chartes ont été copiées à une date ancienne. D'autre part, inscrire ce mot sur notre publication, ç'eut été donner à croire que nous avions purement et simplement édité un ancien cartulaire tout fait. Nous aurions pu, il est vrai, ajouter au mot Cartulaire le mot Général, qui aurait indiqué que le cartulaire avait été formé par nous. Mais pour sacrifier à l'opinion de ceux qui pensent qu'un cartulaire est nécessairement ancien, pour n'employer pas tout simplement le mot Cartulaire, qui est cependant juste puisqu'il désigne, en somme, un recueil de chartes, qu'il soit de formation ancienne ou moderne, nous avons cru devoir adopter le titre de *Chartes de Saint-Martin, recueillies et publiées, etc.,* qui a au moins le mérite d'être explicite.

Cependant il faut déclarer qu'il n'est point absolument exact, puisque notre recueil renferme des documents qui n'ont pas le caractère des chartes. « La charte », comme Jules Quicherat, notre regretté maître, la définissait justement, « c'est l'écrit authentique destiné à consigner des droits ou à régler des intérêts [1] ». Mais chacun sait que les copistes des anciens cartulaires ne se faisaient pas scrupule d'insérer dans leurs compilations des documents qui ne répondaient pas à cette définition. Nous avons cru pouvoir les imiter. Ainsi le lecteur est averti qu'il se trouve, dans la collection de plus de mille documents que nous offrons au public, une cinquantaine de pièces qui ne sont pas des chartes au sens propre du mot.

VIII. — Des numéros, des analyses et des dates des documents imprimés ci-après.

Le présent travail a été mis sous presse avant les Instructions que la Commission royale d'histoire a fait paraître, au milieu de l'année 1896,

[1] Cfr. GIRY, *Manuel de diplomatique*, p. 8.

pour la publication des documents inédits [1]. Notre devoir est de faire cette constatation avant d'exposer le système d'édition que nous avons suivi dans cet ouvrage, afin que le lecteur ne s'étonne point si les *Chartes de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai* ne sont pas en tout conformes aux Instructions de la Commission.

Numéros. — Tous nos documents portent, naturellement, un numéro d'ordre, que nous avons cru devoir imprimer en chiffres arabes, contrairement à l'usage, encore très répandu, d'employer, pour le numérotage des documents publiés, les chiffres romains. Cet usage est d'une défense difficile. En y réfléchissant, qui donc peut être amené à soutenir que CCCCLXXXIV, par exemple, est d'une lecture plus facile que 484? La tradition a du bon, sans doute; mais encore faut-il qu'elle se justifie quelque peu. Il semble bien qu'ici ce ne soit point le cas.

Analyses. — Après le numéro d'ordre, dans notre édition, vient l'analyse du document. Il est toujours délicat de faire une bonne analyse, si l'on veut résumer en une phrase unique, très claire, et nécessairement courte, un document long parfois de plusieurs pages. Mais en outre, il se présente pour construire cette phrase des difficultés de plus d'un genre. Et d'abord, en quelle langue convient-il d'analyser les pièces que l'on publie? Il se trouve des gens pour soutenir que l'analyse d'une charte devrait toujours se faire dans la langue de la charte elle-même. Nous ne saurions partager cet avis; car s'il est facile à tous les érudits de résumer en latin une charte latine, en revanche, combien d'entre eux seraient capables de résumer en provençal ou en flamand des chartes du nord ou du midi de la France? Il nous a semblé que nous mettrions les chartes de Saint-Martin à la portée d'un plus grand nombre de personnes, si nous rédigions en français les analyses qui les précèdent. Dans ces analyses, nous avons tâché de n'omettre

[1] *Bulletins de la Commission royale d'histoire de Belgique*, 5me série, tome VII.

aucune des choses essentielles; et quand il a été impossible de résumer clairement toutes les idées exprimées dans une charte, nous nous sommes efforcé de mettre au moins bien en relief l'idée principale. Toutes nos analyses commencent par le nom ou la qualité de la personne de qui la charte émane. Ainsi nous disons : Le seigneur de Coucy vend à Saint-Martin une terre à Machemont; et non pas : Vente d'une terre à Machemont, faite à Saint-Martin par le seigneur de Coucy. Nous avons adopté cette forme de rédaction parce que nous la croyons plus claire, et qu'elle a le mérite d'indiquer nettement l'auteur de la charte.

La plus grave des difficultés avec lesquelles nous nous sommes trouvé aux prises, lorsque nous avons rédigé nos analyses, a surgi à propos de la forme qu'il convenait d'y donner aux noms propres. Pour ce qui est des noms de lieux, l'embarras n'était pas grand, car il est maintenant admis par tous les bons éditeurs de documents anciens, que l'analyse d'une charte, latine ou autre, doit toujours présenter les noms de lieux dans leur forme actuelle. Ainsi *Laudunum* sera traduit par Laon, comme *Tintenias* ou *Tintinies* par Taintegnies. On en agira de même pour les noms de lieux qui sont, en même temps, des noms de familles; et l'on traduira *A. de Kevraing* par A. de Quiévrain, *G. de Thorotha* par G. de Thourotte, etc. Mais certains de ces noms de familles, empruntés à des localités, sont d'une identification extrêmement difficile, sinon impossible. Comment, en effet, déterminer le *Pomerium* à qui le *Gonterus de Pomerio* de notre charte 112 empruntait son nom? Comment savoir l'emplacement de l'*Insula* dont le sous-diacre Bernard, de la charte 184, tirait le sien? Comment orthographier, dans une analyse, le nom de *Somrenghem* (charte 177), s'il n'est pas sûr que ce nom soit le même que Sommerghem? Et si l'on se trouve en présence d'une *Domus de Sort,* comme dans notre charte 142, faut-il l'appeler la Maison du Sourd si l'on n'a pas l'absolue certitude que c'était là son nom? Quand donc nous n'avons pu identifier sûrement les noms de lieux de nos chartes avec des noms modernes, nous avons cru que ce serait supprimer une

cause possible d'inexactitude, que de reproduire dans nos analyses ces noms tels qu'ils se rencontrent dans les textes analysés.

En ce qui concerne les noms de personnes, dans les analyses qui précèdent les chartes en langue vulgaire, nous les avons toujours fait figurer sous la forme où ils se montrent dans ces chartes. Mais où la difficulté est devenue tout à fait sérieuse, c'est quand il s'est agi de traduire pour nos analyses les noms de personnes qui se trouvent dans les chartes latines. Si nous avions eu affaire à des documents émanant du cœur de la France, nous n'aurions pas hésité à traduire ces noms en bon français. Mais les chartes de Saint-Martin émanent, pour la plupart, d'une région qui est comme à cheval sur les deux idiomes, le roman et le germanique. Il s'y trouve donc une foule de noms latins de personnes qu'on ne sait si l'on doit traduire en français ou bien en flamand. Sous quelle forme fallait-il faire entrer ces noms dans nos analyses?

Parfois des chartes françaises contemporaines ont élucidé la question, et nous ont indiqué comment il convenait de traduire certains noms latins. C'est ce qui est arrivé, par exemple, pour le nom d'un personnage relativement célèbre pour avoir été, lorsqu'il occupait le siège épiscopal de Tournai, légat du Saint-Siège pour terminer la guerre des Albigeois. Ce personnage, dans les chartes latines, est presque toujours appelé *Walterus*. Dans une analyse de charte rédigée en français, nous aurions dû logiquement traduire ce nom par Gautier. Mais, ce faisant, nous aurions induit le public en erreur, au même titre que ceux qui ont, dans l'espèce, traduit Walterus par Walter. Nous savons, en effet, par des chartes du XIIIe siècle en français de Tournai, que Walterus de Marvis, évêque de Tournai et légat apostolique, ne s'appelait ni Gautier ni Walter, et que ce Tournaisien d'origine avait nom Watier.

Ce que nous venons de dire pour le nom de l'évêque Watier de Marvis, nous pourrions le répéter pour quelques autres. Mais dans la grande majorité des cas les chartes qui font connaître la forme vulgaire des noms latins

des personnes ont fait défaut, et il nous a fallu renoncer à faire la lumière sur le lieu d'origine de ces personnes, et nous résigner à ignorer si le nom qu'elles portaient était français ou flamand. Dans ces conditions, si nous avions traduit, par exemple, par Watier du Quesne ou Gautier du Chesne, le nom latin *Walterus de Quercu* d'un personnage qui était peut-être un flamand, et s'appelait alors Walter van Eyck, nous courrions le risque d'induire en grave erreur les érudits qui pourront avoir à utiliser nos chartes.

C'est pour éviter les présomptions fausses et les traductions vicieuses, que nous avons été amené à adopter un système insolite, il est vrai, mais qui, nous l'espérons, paraîtra justifié. Il y a sans doute inconvénient à introduire des mots latins dans des analyses françaises de chartes. Mais pour éviter cet inconvénient, en somme assez mince, il fallait risquer de tromper continuellement le lecteur sur la nationalité, française ou flamande, d'une foule de personnages. Nous avons donc pris le parti de faire figurer, dans nos analyses des chartes latines comme dans celles des chartes françaises, les noms de personnes avec la forme qu'ils revêtent dans la charte analysée, toutes les fois que nous ne connaissions pas, d'une façon absolument sûre, la forme vulgaire de ces noms.

Mais la forme des noms est variable. Aussi bien en latin qu'en vieux français, le cas sujet diffère du cas régime. Quand nous avons été amené à imprimer, dans l'une ou l'autre de nos analyses, un nom latin, nous lui avons laissé la forme du cas sujet : *Stephanus, Walterus.* Il était impossible, en effet, d'adopter ici le cas régime, qui, en latin, ne revêt pas moins de trois formes différentes. Au contraire, lorsque c'est un nom français que nous avions à transporter dans une analyse, nous avons presque toujours adopté la forme du cas régime. En vieux français, en effet, il n'y a que deux formes, une pour le cas direct, l'autre pour le cas oblique, et c'est cette dernière qui, presque toujours, a persisté. Cependant, comme la règle n'est pas absolue, quand un nom du vieux français s'est maintenu jusqu'à nos jours avec la forme du nominatif, nous lui avons, dans nos analyses,

conservé cette forme. Ainsi nous avons imprimé Gilles et non Gillion, Philippe et non Philippon, Jacques et non Jacquemon. Voilà pour les prénoms. Les noms de famille ont été traités d'une manière analogue. Avions-nous à faire mention, par exemple, d'un personnage nommé au cas sujet *Ségars li Gris,* et au cas régime *Ségart le Gris,* nous avons adopté cette dernière forme, parce que c'est celle qui a persisté. Et même, la forme du nominatif étant la seule à apparaître dans une charte pour un nom de personne, il nous est arrivé d'employer dans l'analyse de cette charte la forme du cas régime. C'est que la déclinaison, en vieux français, étant absolument fixe, nous nous sommes cru le droit de supposer une forme que le hasard seul n'a point fait inscrire dans la charte. C'est ainsi que, dans l'analyse de la plus ancienne de nos chartes françaises, celle qui porte le numéro 278, et qui est de juin 1221, nous avons appelé Yvain de Waudripont un personnage dont le nom n'apparaît qu'une seule fois dans la charte, et ce, au cas sujet. Si nous avons jugé inutile de conserver la forme Yvains de ce cas, c'est qu'il est bien certain que ce n'est pas elle qui a persisté dans le langage.

Dates. — Immédiatement après l'analyse, nous avons mis en vedette la date du document, précédée de l'indication du lieu où il a été donné. Ce nom de lieu se présente toujours sous la forme moderne quand il a été possible de la reconnaître. Mais nous n'avons pas hésité à rectifier cette forme quand elle est manifestement fautive. Ainsi nous avons imprimé Rume, Quarte, par exemple, bien que l'orthographe officielle du nom de ces villages soit Rumes et Quartes. Nous nous sommes cru autorisé à prendre cette licence, parce que dans aucun texte ancien ces noms ne revêtent la forme du pluriel. Les chartes françaises, en effet, disent uniformément Rume, Quarte, tandis que les chartes latines portent toujours Quarta, Ruma. Il n'y a pas d'exception.

Quant à la date de temps indiquée après celle du lieu, nous y avons fait entrer naturellement tous les éléments que la charte nous donnait à con-

naître; c'est dire que, toutes les fois que cela a été possible, nous avons relevé le jour, le mois et l'année. Le jour, qu'il soit désigné dans la charte par les calendes, les ides ou les nones, par la férie ou par une fête quelconque du calendrier chrétien, la veille de Noël, le jour de sainte Madeleine, par exemple, a toujours été indiqué suivant l'usage actuel. Pour l'année, elle a été ramenée dans tous les cas au nouveau style. Comme nous faisons cette observation une fois pour toutes et afin de n'être pas contraint de faire suivre une foule de nos dates de la formule « (n. st.) », nous prions le lecteur de noter que toutes les dates qui se trouvent en tête de nos chartes sont établies d'après le calendrier grégorien.

On peut, croyons-nous, admettre que presque toutes celles de ces chartes qui sont d'une date antérieure à la réforme du calendrier par le pape Grégoire XIII, en 1582, ont été datées d'après ce style, le *mos gallicanus,* comme on l'appelait, qui faisait commencer l'année avec la fête de Pâques. Cependant, certaines formules de dates, comme celles des chartes 177 et 178, sont de nature à inspirer des doutes. N'est-on pas en droit de se demander quel était le commencement de l'année pour un scribe qui datait du 10 des calendes, ou du 7 des ides de mars, des documents donnés « anno M° CC° II° inchoato? » Une autre charte, celle que nous avons analysée seulement dans le présent recueil sous le n° 103, mais dont nous avons ailleurs donné le texte complet [1], ne semble pas davantage avoir été datée d'après le style de Pâques. Mais ces exceptions ne sont peut-être que pour confirmer la règle qui est qu'en Flandre, de même que dans les chancelleries épiscopales de Cambrai, de Laon et de Noyon, le style de Pâques, ou style de France, était généralement suivi [2]. Pour ce qui est de l'instant exact où ce style entrait en vigueur, il convient de rappeler qu'à

[1] *Histoire des châtelains de Tournai,* t. II, p. 9.

[2] Cfr. à ce sujet les savantes introductions mises par M. Alphonse Wauters en tête des tomes I et III de sa *Table chronologique des chartes et diplômes,* etc.

Tournai l'année ne se renouvelait ni pendant la messe du jour de Pâques, ni au moment de la bénédiction du cierge pascal le samedi saint, mais bien après l'office du vendredi saint. Le chroniqueur Gilles le Muisit avait expliqué cela dans un de ses écrits, très nettement en ces termes : « Mutantur datæ litterarum die veneris in Parasceve Domini, post officium missæ [1] ». Une de nos chartes, celle qui porte le n° 610, semble confirmer le dire du bon abbé de Saint-Martin, puisqu'elle est datée comme suit : « Datum... in vigilia Pasche, anno Domini M° CC°XL° IX°, mense aprili », et qu'il n'y a point doute qu'elle ne soit de l'an 1249 et non de 1250, la fête de Pâques, en 1250, ayant été célébrée non pas au mois d'avril, mais le 27 mars.

IX. — Comment nos textes sont établis.

Le texte des documents que nous publions a naturellement été emprunté aux originaux toutes les fois que l'emprunt a été possible. Malheureusement, comme nous l'avons dit, les chartes originales de Saint-Martin ont beaucoup souffert, et ce n'est qu'exceptionnellement que nous avons pu les utiliser. Encore, parfois, cette utilisation n'a-t-elle été que partielle. Nous avons alors pris soin de le dire explicitement. Force nous a donc été, le plus souvent, d'emprunter aux cartulaires de Saint-Martin les documents dont on trouve le texte dans le présent recueil. En principe, nous avons naturellement tiré nos copies du cartulaire qui nous paraissait le meilleur. Cependant, on ne s'étonnera pas si nous disons que dans divers cas nous nous sommes servi de plusieurs cartulaires pour établir le texte d'une charte. La raison en est que tel cartulaire, meilleur en général que tel autre, peut lui être pourtant inférieur par certains côtés, soit parce qu'il

[1] *Chronica*, publiée par De Smet, dans le *Corpus chronicorum Flandriae*, t. II, p. 292.

aura, par exemple, omis l'invocation ou les noms des témoins, quelquefois même la date d'une charte. Il est évident que dans des cas de ce genre le texte emprunté au cartulaire le plus correct doit être complété dans ses lacunes par les autres cartulaires. Mais il importait de dire que nous avions suivi ce système, pour que l'érudit qui voudra collationner le texte de l'un ou l'autre de nos documents sache bien que ce texte peut avoir été emprunté à des cartulaires différents. Il ne devra donc pas négliger de se reporter à toutes les sources indiquées par nous pour ce document, puisqu'il a pu arriver que toutes aient été mises à contribution.

Quand on publie des chartes qui tirent de leur forme leur mérite principal, il y a évidemment intérêt à mettre sous les yeux du lecteur des copies figurées de ces chartes. Il en est ainsi pour les diplomes très anciens, antérieurs, si l'on veut, à l'an mil; de même pour les textes de langue, parce que l'interprétation des abréviations acquiert ici une valeur considérable. Si l'on veut bien comparer le texte de la charte publiée dans le présent recueil sous le n° 317, avec le texte de la même charte, imprimé par nous-même autrefois, à l'appui d'un travail philologique déjà ancien [1], on aura la preuve que, chez nous, cette opinion n'est pas nouvelle : il y a des cas où l'édition figurée s'impose. Mais il faut savoir distinguer et ne pas éditer avec un respect servile de l'original, voire même de la copie d'un cartulaire, des documents qui n'ont d'intérêt que pour leur fond. Il suffit alors de présenter au lecteur des textes facilement intelligibles. C'est ce que nous nous sommes efforcé de faire au cours de la présente édition.

Ponctuation. — Nous n'avons donc pas hésité un seul instant à ponctuer nos documents de telle façon qu'ils soient compréhensibles pour tous. On trouvera dans nos chartes des points pour séparer les phrases, et des virgules pour distinguer les propositions. Nous ne nous sommes pas inquiété de la ponctuation ancienne des documents. Cette ponctuation, si elle n'est

[1] *Étude sur le dialecte du Tournaisis au XIII[e] siècle*, p. 15.

pas du domaine de la fantaisie des scribes, est au moins pour nous inexplicable. Nous avons suivi le système de ponctuation dont tout le monde se sert aujourd'hui, et nous ne l'avons pas suivi seulement pour les points et les virgules, nous l'avons également adopté pour les alinéas.

Si tous les érudits sont d'accord pour ponctuer à la moderne les documents qu'ils publient, ils en est qui croient qu'il ne faut pas introduire dans les éditions de textes les alinéas qui ne se trouvent pas dans les originaux. C'est l'opinion exprimée notamment par M. A. Giry dans son *Manuel de diplomatique.* Nous sommes d'un avis contraire. De tous les signes de ponctuation, l'alinéa nous paraît le plus utile. Sans lui, vous n'offrez au public que des textes compacts, d'une lecture pénible. Que si vous l'introduisez logiquement, au contraire, pour distinguer les parties essentielles des chartes, vous mettez du jour dans vos pages et, ce faisant, vous évitez au lecteur une fatigue inutile. Nos chartes comportent toujours au moins trois alinéas. Le premier contient la formule de salut, le deuxième le dispositif de l'acte, le troisième la date. Il nous a paru indispensable de distinguer, en tout état de cause et quelle que soit la longueur de la charte, ces trois éléments constitutifs de tout instrument diplomatique. De plus, dans les chartes longues, ou dans celles assez courtes mais contenant plusieurs objets différents, l'alinéa a toujours été introduit pour distinguer ces objets.

La séparation des phrases par des points implique naturellement l'introduction de majuscules à la tête des phrases. Nous ne nous sommes pas fait faute de suivre ce système. Mais comme en typographie l'excès des majuscules est toujours d'un mauvais aspect, nous en avons restreint autant que possible l'usage. C'est pour cela que dans les invocations, par exemple, les mots *patris, filii, spiritus sancti* sont toujours écrits sans majuscules. De même dans les dates nous avons imprimé *incarnationis, incarnati Verbi, filii Dei,* mais inversement *Dominice,* dans les locutions comme *incarnationis Dominice,* parce que la minuscule ici, comme dans le mot

Dominus quand il signifie Dieu, aurait pu engendrer le doute sur le véritable sens du mot. En revanche, le nom des jours, à commencer par *dominica,* est toujours imprimé sans majuscule.

Nous avons mis, suivant l'usage, des grandes lettres au commencement des noms propres, sans nous préoccuper de savoir si ces lettres capitales figuraient ou non dans les originaux ou les copies anciennes. Parmi les noms propres, nous comptons les noms de personnes et de lieux et nous y comprenons également ces noms comme *Tournois, Parisis, Flamens,* et autres du même genre que beaucoup d'éditeurs impriment *flamens, parisis, tournois.* Comme ces noms nous ont paru devoir figurer dans les Tables onomastiques qui terminent ce recueil, nous avons pensé devoir les traiter comme des noms de lieux et leur faire les honneurs de la lettre capitale.

En parlant des analyses et des difficultés que présente leur confection, nous avons parlé des noms propres et nous nous sommes expliqué sur leur traduction. Il faut dire maintenant comment nous avons cru devoir traiter ces noms dans l'édition de nos textes. Tous, nous l'avons dit, ont en tête une majuscule. Mais quelle est la tête réelle de certains noms? Voici, par exemple, un personnage qui s'appelle Le Vakier, en langage tournaisien, ce qui serait en bon français Le Vacher. Quelle est la première lettre de son nom? Nous avons adopté pour tous les noms de ce genre une règle uniforme. L'article qui précède ces noms, pas plus que la préposition *de* en latin et en français, *van* en flamand, qui précède les noms de personnes dont l'origine est une localité, ne fait pour nous partie du nom, même si dans l'original il s'y trouve soudé. La lettre capitale initiale du nom de Le Vakier sera donc V, comme elle sera M au nom de l'évêque de Tournai W. de Marvis, par exemple.

Ce que nous venons de dire peut nous dispenser d'ajouter que, sans égard pour la coupe essentiellement irrégulière des noms propres dans les chartes originales ou dans les copies anciennes des cartulaires, nous

n'avons pas hésité à découper ces noms comme il convient, à imprimer, par exemple, Johannes d'Esplecin, sans nous inquiéter si l'original portait Desplecin Il ne fait pas doute, en effet, que ce Johannes empruntait son nom à la commune d'Esplechin.

De la même manière ont naturellement été traités tous les noms analogues. Mais dans l'exemple que nous avons pris, le doute n'existe pas. Au contraire, dans certaines cas il peut se produire. Ainsi dans une charte du 22 avril 1243 (n° 524), nous voyons apparaître un chevalier nommé Arnulphus Dorscham. Il est grandement probable qu'il tirait son nom du lieu dit maintenant Oostcamp, et qu'il faut imprimer Arnulphus d'Orscham. Ce n'est, il est vrai, qu'une probabilité. Mais comme Dorscham ne signifie rien, nous avons préféré la forme d'Orscham, qui veut dire quelque chose. On pourrait citer d'autres cas où la difficulté surgit dans cet ordre d'idées. En voici un qui soulève une question différente. Vous rencontrez un Walterus dans une charte de 1243, au prénom de qui est accolée cette expression : castellanus de Fivia. Convient-il d'imprimer : Walterus Castellanus, de Fivia, ce qui voudrait dire en français : Gautier Châtelain, de Vive, et en flamand : Walter Casteleyn, van Vive, ou vaut-il mieux croire que ce Walterus était simplement le châtelain de Vive-Saint-Bavon? Autre exemple : Un tel, comme dans une charte du 18 septembre 1234, est dit Terricus Cementarius. Cela signifie-t-il que ce Terricus était maçon de son métier, ou bien que Le Maçon était son nom patronymique? Dans les cas de ce genre, quand il nous était absolument impossible de savoir si le vocable accolé au prénom était un nom de famille ou un nom de profession, nous avons toujours supposé le nom propre et imprimé, par exemple, Cementarius. Il nous a semblé, en effet, qu'il valait mieux courir le risque de supposer un nom patronymique que d'en passer un sous silence.

Ce n'est pas tout ; d'autres difficultés encore peuvent surgir. Il y avait à Tournai, au moyen âge, une très grande famille bourgeoise, la famille

Aletake, en latin Adlabem. Quand nous avons rencontré ce nom, fallait-il l'imprimer *à le Take*, pour le reprendre à la Table sous la lettre T, où personne n'aurait sans doute été le chercher? Nous ne l'avons pas cru. Nous avons donc imprimé Aletake, et nous avons traité de même ces noms comme Boilève, Poisetlart, Pietdelièvre, qui paraissent vraiment inséparables.

Accentuation. — Nous avons parlé de la ponctuation; l'accentuation lui touche de près; comment la traiter? Le principe que nous avons adopté est d'accentuer le moins possible dans les chartes en langue vulgaire. L'accentuation, en effet, préjuge la prononciation, qui reste douteuse pour beaucoup des mots en usage au moyen âge. De même, dans les chartes latines, où il est admis qu'on n'accentue pas, si des mots du langage vulgaire se sont glissés, comme c'est assez fréquent, surtout pour des noms propres, on ne verra pas d'accentuation. On imprimera, par exemple, Arnulfus de Wes, parce que le latin n'admettant pas l'*e* muet, il va de soi que la prononciation est Wès. Mais dans une charte en français, le même mot sera imprimé avec l'accent, pour qu'il n'y ait pas doute que Wes s'identifie avec Wez.

Dans nos textes, les *u*, les *j*, des originaux ou des copies anciennes, sont toujours remplacés, quand il y a lieu, par des *v* ou des *i*. Quant à la double lettre latine *æ*, *œ*, elle n'a été maintenue que si elle s'est rencontrée dans une charte originale. On sait que ce cas se présente très rarement. On ne sera donc pas surpris de trouver presque partout, dans notre édition, l'*e* simple, et non l'*æ* ou l'*œ*. Nous avons résolu toutes les abréviations. Il n'y a ci-après d'autres mots abrégés que les noms des monnaies. Pour eux, nous avons reproduit exactement les abréviations des vieux textes. Nous avons donc imprimé, suivant le cas, *lb. lib.* ou *liv.*, *s.* ou *sol.*, *d.* ou *den.*, pour indiquer les livres, les sous ou les deniers dont il est fait mention dans nos documents. Nous n'avons fait ainsi que suivre l'usage.

En revanche, nous avons imprimé partout les mots comme *couvent,*

convenance, en suivant la forme qui a persisté, même si le scribe ancien avait écrit *conuent*, *couuenance.* Nous avons fait de même pour le nom de baptême *Ogina.* Dans la copie d'une charte de janvier 1248, qui se trouve dans le Cartulaire 121 des Archives du royaume, ce mot cependant est écrit *Ogiua.* Mais Ogive n'a jamais été un nom de baptême, tandis qu'Ogine ou, comme nous disons, Eugénie, est encore de nos jours un nom très usité. Il nous semble qu'on attache, en général, trop d'importance à la forme des lettres *u* et *n* dans les documents anciens. Les scribes d'autrefois n'y regardaient pas de si près. Ils écrivaient indifféremment *conuenance* ou *couuenence, conuent* ou *couuent*, *Ogina* ou *Ogiua.* Pour ce dernier nom, la preuve en est dans la copie de la même charte de janvier 1248 citée plus haut, copie qui se trouve dans le Cartulaire 129 des Archives du royaume. Si le Cartulaire 121, en effet, porte nettement *Ogiua*, le 129 dit, non moins clairement, *Ogina.*

X. — Comment sont indiquées les sources de nos chartes.

Nous nous sommes conformé à un usage à peu près constant, en indiquant après le texte de nos chartes les sources d'où nous les avons tirées. Encadrées entre l'analyse qui les précède et le paragraphe des sources qui les suit, les chartes semblent, en effet, présenter meilleur aspect que lorsque le paragraphe des sources, comme l'analyse, précède le document. C'est, si l'on veut, une question de symétrie.

Un recueil de chartes n'est pas un livre de lecture; c'est un ouvrage à consulter. Or, dans un ouvrage de ce genre, chaque document doit être considéré comme formant un tout complet, et envisagé comme indépendant de ses voisins. Nous estimons donc que l'érudit qu'un auteur aura renvoyé à la charte nº X, imprimée à la page X de tel recueil, doit trouver à cette page la charte avec son apparat scientifique complet, et ne doit pas

être contraint de se reporter à la préface du recueil ou aux documents antérieurs, pour connaître la source d'où provient le document qu'il a à utiliser.

Partant de cette idée, nous croyons que le paragraphe où sont groupés les renseignements sur les sources doit indiquer très clairement les lieux de gisement, d'abord de l'original, puis de toutes les copies connues de la charte, avec la date de l'écriture de ces copies. Ces indications doivent être données sans aucune ambiguïté, dût-on pour cela se répéter continuellement, et renoncer à l'emploi des abréviations. L'état matériel de l'original doit naturellement être décrit, le mode d'attache du sceau indiqué, de même la couleur de la cire de ce sceau. Même il nous paraît désirable que, si le sceau est publié, il soit renvoyé à l'ouvrage où cette publication a été faite; que s'il est inédit, une description en soit donnée.

Tels sont, d'après nous, les *desiderata* pour l'indication des sources des chartes, dans un recueil du genre de celui-ci. Si nous ne les avons pas réalisés, la faute n'en est pas à nous. D'abord, pour répondre à une invitation de la Commission royale d'histoire, nous avons renoncé à dire, toutes les fois que l'occasion s'en présentait, la date de l'écriture des copies. La Commission a pensé qu'on pouvait se contenter d'indiquer une fois pour toutes, dans la préface du recueil, la date de confection des divers cartulaires mis en œuvre, et que la continuelle répétition alourdirait le travail. Pour savoir de quelle époque sont les copies des chartes tirées par nous des cartulaires, on devra donc se reporter toujours aux pages de la présente préface où nous nous expliquons sur les nombreux cartulaires que nous avons utilisés, et sur leur âge.

Nous nous sommes vu également dans la nécessité de renoncer à dire si les sceaux de nos chartes étaient connus ou inconnus, et ce, parce que les Archives de l'État à Mons, où se trouvent les originaux des chartes de Saint-Martin, ne possèdent pas les livres nécessaires pour savoir si les sceaux de ces chartes sont ou non inédits. Pour ne pas citer d'autres

ouvrages, en effet, nous n'avons trouvé à Mons ni les *Sceaux des Archives nationales*, de Douët d'Arcq, ni les *Sceaux de Flandre*, de Demay. Dans ces conditions, on juge si nous étions contraint de renoncer à notre idée première.

Qu'il nous soit permis, pour terminer ce que nous avons à dire des sources et de la manière dont nous les avons indiquées, de déclarer que notre procédé n'est pas celui que la Commission royale d'histoire a récemment adopté. Nous n'avons pas à examiner lequel des deux est supérieur à l'autre. Si celui de la Commission avait été porté à notre connaissance avant l'achèvement complet de notre travail, nous l'aurions évidemment adopté. Nous aurions également, comme on nous l'a demandé malheureusement trop tard, indiqué à la suite des sources, et dans le même paragraphe, la bibliographie des chartes, c'est-à-dire l'endroit où celles qui ne sont pas inédites se trouvent publiées. Nous ne faisons pas difficulté, en effet, de reconnaître que cette indication bibliographique se trouverait mieux à sa place dans le paragraphe des sources, que dans les notes où nous l'avons constamment rejetée.

XI. — De l'annotation de nos chartes.

Il faut, après avoir expliqué la façon dont les documents se présentent dans notre recueil, après avoir parlé de l'analyse qui les précède, et du paragraphe des sources qui les suit, dire comment nous avons compris l'annotation des *Chartes de Saint-Martin*. En principe, un recueil de documents est présumé s'adresser à un public érudit, capable de les comprendre. Il semble que c'est lui faire, jusqu'à un certain point, injure, que de lui expliquer ce qu'il sait, ou ce qu'il connaît parfaitement les moyens d'apprendre. Nous avons donc été très sobre de notes. Ce n'est que lorsque nous nous sommes trouvé en présence d'un terme spécial à la région de nos

chartes que nous avons cru devoir l'expliquer. Il suffit de jeter un coup d'œil au bas des pages de notre collection, pour voir combien sont rares les notes de ce genre.

Un certain nombre de notes sont de petites dissertations chronologiques; elles étaient indispensables pour justifier les dates assignées par nous à certains documents non datés ou de date controversée. D'autres notes sont purement bibliographiques, et destinées à rappeler au lecteur où et quand telle charte a été publiée, en tout ou en partie. D'autres encore sont relatives à l'état matériel de tel original ou de telle copie. Enfin il en est pour relever des variantes. On entend bien que nous ne nous sommes pas cru astreint à mentionner toutes les variantes que présentent les documents anciens. Mettre une note pour dire que tel cartulaire du XII[e] siècle écrit *condemnatur* ce qu'un autre du XVII[e] siècle orthographie *condempnatur*, en quoi cela peut-il intéresser l'érudit qui utilise pour le fond un document historique? Nous nous sommes donc borné à indiquer les variantes des noms propres, et surtout celles des noms de lieux. Il est à peine besoin d'expliquer les motifs de cette exception, car il va de soi que les diverses formes des noms de lieux, relevées avec soin, contribuent puissamment à l'identification des noms anciens des localités avec les noms modernes. Mais aucune note ne se trouve au bas des pages pour identifier ces noms. Ce système oblige à répéter continuellement les mêmes choses, à imprimer chaque fois qu'on rencontre un mot comme Splecin, par exemple, que cela veut dire Esplechin, Hainaut, arrondissement et canton de Tournai. Est-ce utile? Nous ne le pensons pas; et c'est pourquoi nous avons identifié une fois pour toutes, aux Tables onomastiques qui terminent les volumes de notre ouvrage.

XII. — Des tables onomastiques.

Certains éditeurs, à la fin de leurs recueils de textes anciens, mettent une table chronologique de ces textes. Si ce système peut se défendre au

cas où les documents ne sont pas présentés dans le corps de l'ouvrage en ordre chronologique, si alors une table où les documents sont classés suivant leurs dates offre une utilité réelle, en revanche, dans un recueil comme le nôtre, où toutes les chartes sont rangées chronologiquement, réimprimer en fin de volume, dans une Table des matières, les analyses qui se trouvent à la tête de chacune de nos chartes, aurait constitué un simple remplissage. La seule table qui nous paraisse utile dans un travail du genre de celui-ci, c'est une table générale des noms propres.

Nous n'avons pas cru devoir distinguer ces noms et faire un index pour les noms de personnes, et un autre pour les noms de lieux. D'abord, il est nombre de cas où la distinction entre ces deux catégories de noms est infaisable. Où porter, par exemple, le mot *Insula,* s'il apparaît dans un nom comme Bernardus de Insula? L'inscrirez-vous parmi les noms de lieux; et alors comment l'identifier? Ne le ferez-vous pas figurer parmi les noms de personnes, pour commettre une omission grave? Vous devez donc le porter à l'index des noms de personnes, comme à celui des noms de lieux. Ces répétitions inutiles, la table onomastique unique les évite. Elle est aussi d'un usage plus commode, puisque l'érudit n'a qu'une seule recherche à faire, qu'un seul index à feuilleter.

C'est dans la conviction qu'il est toujours utile de simplifier les recherches et d'éviter les redites, que nous aurions désiré ne faire qu'une seule table onomastique pour les deux volumes de la présente publication. Il n'y a pas à dissimuler que le système d'une table unique pour une grande publication de documents en plusieurs volumes, s'il offre cet avantage d'éviter nombre de répétitions, présente un grave inconvénient, puisqu'en attendant l'apparition de la table, c'est-à-dire du dernier volume, les premiers tomes sont naturellement d'une utilité restreinte. Ici l'inconvénient aurait été, il est vrai, très atténué, parce que notre publication n'aura que deux volumes. Cependant, comme il est possible que notre tome II ne paraisse qu'assez longtemps après le tome I[er], nous nous sommes résolu à mettre une table onomastique à la fin de chacun de nos deux tomes.

Pour être vraiment utile, une table doit être aussi compréhensive que possible. Il est essentiel, pour obtenir ce résultat, d'abord que tous les noms propres, sous quelque forme qu'ils se présentent dans les documents anciens, soient repris à la table chacun dans un article spécial. Cela doit être fait, même si les noms offrent les analogies les plus grandes. Nous repoussons donc le système des éditeurs des *Monumenta Germaniæ,* qui ne font pas de distinction entre les Galterus, Gauterus, Gualterus et les Walterus, qui groupent Geraldus, Geroldus, Giraldus, sans renvoyer de l'un à l'autre de ces noms. Il nous paraît également essentiel que des renvois constants et très soignés viennent provoquer les rapprochements, et contribuer à identifier les personnages. Ainsi, s'il est évident, et même s'il n'est que probable, que Guillelmus de Era, Willaume d'Ere et Willelmus de Era ne font qu'une seule et même personne, il sera renvoyé de Guillelmus à Willaume et à Willelmus, de Willaume à Guillelmus et à Willelmus, et de ce dernier mot à Guillelmus et à Willaume.

On a dit que tous les noms propres des documents anciens sont repris séparément dans nos tables. Les noms qui se trouvent dans les analyses ou dans les notes n'y figurent pas, non plus que les noms des fêtes, Natale Domini, Pascha, et autres analogues, qui ne sont d'ailleurs ni des noms de personnes ni des noms de lieux. De même on a volontairement omis le nom de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, sous quelque forme qu'il se présente, parce qu'il va de soi qu'il revient ici à chaque page. En revanche, nous avons considéré comme des noms propres les noms de monnaies, Tournois, Parisienses, Laonisiens, etc. Beaucoup d'éditeurs les regardent comme des noms communs. Nous avons cependant cru devoir les comprendre dans nos tables. Nous espérons que les numismatistes seront les derniers à regretter cette décision. Enfin, comme nous l'avons dit en parlant de la façon dont nos textes sont établis, beaucoup de noms comme Major, Carpentarius, etc., ont été pris par nous pour des noms propres. Le fait s'est présenté toutes les fois que nous n'avons pu acquérir

la certitude que nous n'étions pas en présence d'un nommé Le Maire, Carpentier ou Le Charpentier, mais bien d'un personnage exerçant les fonctions de maire, ou la profession de charpentier. Il y a donc dans nos tables un certain nombre de noms qui, il faut le dire bien haut, peuvent n'être pas des noms de personnes. S'ils y sont, c'est que nous avons préféré y inscrire un nom de trop que d'en oublier un seul.

Il nous est arrivé de porter dans nos tables des noms propres qui ne sont pas dans nos chartes. Nous nous y sommes trouvé contraint dans des cas différents. Voici un nommé Daniel; il est dit le fils de Robert Wille, mais rien ne prouve qu'il s'appelait Wille, comme son père. Son nom, cependant, figure dans la table au mot Wille. S'il n'est pas certain, en effet, que Daniel Wille était le nom complet de notre personnage, toutes les probabilités sont en faveur de l'affirmative. Dans le même ordre d'idées, quand nous savions qu'une Mathilde était la femme d'un seigneur d'Ere, par exemple, nous avons repris son nom à l'article Ere, parce qu'il y a toutes chances pour qu'elle ait porté le titre de dame d'Ere, encore que pas un document ne le lui donne expressément. Il nous semble qu'en ne procédant pas comme il vient d'être dit, nous aurions été coupable d'omissions. De même, si dans une charte émanant d'un évêque de Cambrai, on trouve parmi les témoins un personnage qualifié *canonicus;* si, d'autre part, tout concourt à donner la certitude que ce chanoine était un chanoine de Cambrai, faut-il renoncer à reprendre son nom dans la table à l'article *Cameracensis,* sous prétexte que ce dernier nom n'est pas écrit dans la charte? Nous ne le croyons pas, car ce serait se refuser à rendre un service signalé aux érudits qu'intéresse l'histoire du diocèse de Cambrai. On trouvera donc relevés dans nos tables, sous la rubrique *Cameracenses*, les noms latins de tous les chanoines de Cambrai, que ces noms soient ou non suivis du qualificatif Cameracensis dans les textes, s'il est certain qu'ils étaient vraiment chanoines de Cambrai. Il va sans dire que nous avons traité de même tous les cas analogues.

En dépit de la volonté de reprendre invariablement à la table les noms

sous la forme exacte qu'ils revêtent dans les textes anciens, il n'est pas toujours possible de suivre ce système. Ainsi, pour les noms de personnes, s'ils sont en latin, on est convenu de les reprendre sous la forme du cas nominatif : Bernardus Cementarius, même si cette forme ne se trouve pas dans le texte, et qu'on ne connaisse le nom que par l'une des formes : Bernardi Cementarii, par exemple, du cas indirect. Au contraire, il faut de toute nécessité relever les noms de personnes que l'on rencontre dans les chartes françaises, sous la double forme du cas direct et du cas oblique. Il est souvent impossible, en effet, de dire laquelle de ces formes a persisté. On trouvera donc *Fors* (Arnous li), comme *Fort* (Arnoul le), Gilles li Muisis comme Gillion le Muisit dans nos tables. Pour ce qui est des noms de lieux, quand ils ne nous ont apparu en latin que sous une forme, comme il est arrivé, par exemple, pour *Silvanectim,* nous les avons inscrits tels quels à la table. Quand la forme était multiple, nous avons suivi l'usage, qui est d'adopter la forme du nominatif. Nous avons donc rélevé sous *Tornacum* les formes *Tornaci* et *Tornaco.* Mais toutes les formes différentes des noms de lieux, dans les chartes en langue vulgaire, ont été soigneusement distinguées.

Classer les noms pour une table n'est pas aussi aisé qu'on serait d'abord tenté de le croire. L'ordre alphabétique y doit être rigoureux, non pas seulement dans les noms eux-mêmes, mais dans les qualificatifs d'après lesquels se classent les noms semblables. Ainsi *Galterus abbas* doit précéder *Galterus archiepiscopus,* et ce dernier nom doit venir avant *Galterus cardinalis.* Le respect de la hiérarchie, qui semble guider les rédacteurs des tables des *Monumenta Germaniæ* quand ils rangent Gaufridus cardinalis avant Gaufridus archidiaconus, est certes un sentiment respectable, mais il n'est pas de mise dans une table alphabétique. Au début de chaque lettre nous classons, suivant l'usage, les noms qu'on ne connaît que par leur initiale. Les noms des saints sont classés à la première lettre de leur nom et pas à la lettre *S.* On cherchera donc *Saint Amand* à la lettre *A* et

Sanctus Brictius à la lettre *B*. Le nom du saint. *Amandus* (sanctus ou beatus), précède naturellement le nom du lieu qu'il a baptisé : *Amandus in Pabula* (Sanctus). Nous avons eu le soin d'indiquer toujours, entre parenthèses, les titres comme *Magister*, *Frater, Dominus,* qui sont donnés à certains personnages. On a donc imprimé : Walterus (Magister), hospitalarius Tornacensis. Mais ces titres n'ont jamais été considérés comme des éléments de la classification alphabétique. Ainsi un personnage désigné seulement dans le texte par les mots Magister Walterus, sera mis à la table dans la série des Walterus non qualifiés.

Après avoir rappelé que toutes les identifications des noms de lieux sont faites par nous dans les tables et non pas au bas des pages du texte, c'est le lieu de dire ici quelques mots au sujet de ces identifications. Elles prennent à faire un temps tellement considérable, qu'on en arrive à se demander si, en les faisant, les éditeurs de documents ne s'exagèrent pas leurs devoirs, et s'ils ne devraient pas se borner à publier des textes rigoureusement corrects, en laissant à ceux qui s'en serviront la charge, qui souvent leur serait légère, d'identifier les noms de lieux. Cependant, nous n'avons pas cru devoir aller contre l'usage. Les érudits qui consulteront les documents réunis dans notre recueil, s'ils rencontrent le nom d'une localité quelconque, seront donc avertis que cette localité s'identifie sûrement avec telle commune ou tel lieu dit modernes, ou bien que les recherches entreprises par l'éditeur du recueil n'ont pas abouti à l'identification. Le cas se présentera quelquefois pour les noms de lieux de nos chartes. Il y a des localités qui n'existent plus, d'autres que nous n'avons pas eu la sagacité de reconnaitre. Mais les investigations que nous avons faites pour identifier les noms de lieux anciens de nos documents avec les noms modernes, ont toujours été poussées par nous aussi loin qu'il est possible de le faire dans l'état actuel de la science. On trouvera donc en somme, dans notre table, fort peu de noms de lieux non identifiés. En revanche, on y trouvera l'identification d'un grand nombre de noms de personnes.

Si l'usage de dire que tel nom de lieu, qui se trouve sous telle forme dans un document ancien, correspond à tel nom moderne, si cet usage est constant maintenant dans le monde de l'érudition, au contraire, l'habitude d'identifier les noms de personnes est encore rare. Cependant vous rencontrez un personnage qualifié *advocatus*. Vous avez toutes raisons de supposer qu'il était avoué de Tournai. Hésiterez-vous à faire suivre à la table sa qualité du mot *Tornacensis*, qui, placé entre [ ], avertira que cette désignation hypothétique n'est pas dans le texte ancien, mais qu'elle semble se déduire de ce texte ou des chartes qui l'avoisinent? Et si le rapprochement de deux de vos documents vous a permis d'établir que X était le frère de Z, devez-vous renoncer à imprimer dans vos tables : X, frater Z, et plus loin : Z, frater X? Nous n'avons pas hésité davantage à relever certaines désignations qui constituent non pas précisément des identifications, mais, si l'on veut, des notes biographiques. Ainsi, toutes les qualités différentes qui sont données à un même personnage dans nos textes, *civis, scabinus*, *burgensis*, ont été soigneusement relevées pour l'article qui concerne ce personnage; et quand nous avons vu quelque part que Gossuinus, episcopus Tornacensis, était dit l'Avunculus advocati Tornacensis, nous nous sommes empressé de relever l'indication pour la reporter dans notre table à l'article Gossuinus.

Toutes ces indications, de même que toutes les identifications des noms de personnes, sont données invariablement par nous dans la langue de la charte. Ce procédé logique s'imposait à nous d'autant plus que nous avons jugé inutile d'imprimer dans nos tables, comme le font, par exemple, les rédacteurs des tables des *Historiens de France,* en caractères romains, les noms latins, et les noms en langue vulgaire en italiques.

CHARTES DE L'ABBAYE

DE

SAINT-MARTIN DE TOURNAI

1.

L'évêque de Tournai et de Noyon approuve la restauration de l'abbaye de Saint-Martin par l'écolâtre de Tournai Odo.

Noyon, 1094.

In nomine patris, et filii et spiritus sancti, ego Radbodus, Noviomensium seu Tornacensium episcopus, omnimodam salutem tam futuris quam presentibus.

Noverit karitas vestra, fratres dilectissimi, ecclesiam Sancti Martini Modici, que in monte Modico, prope muros urbis Tornacensis sita est, antiquitus abbatiam fuisse, verum paganis in ipsam civitatem irruentibus destructam, et in laicalem postmodum ditionem redactam, ad nichilum pene devenisse. Adeo autem ejusdem ecclesie percrebuit desolatio, ut nec ad plenum unius saltem sacerdotis deserviri posset officio, congregatio siquidem illa hostili manu dispersa est et abiit; familia ejusdem ecclesie interempta est et deperiit; terras ejus laicalis manus in beneficio de manu antecessorum nostrorum et nostra longo post tempore habuit. Anno vero incarnationis Dominice M°. XC°. II°., ecclesiole illius rememorans pia Dei misericordia.

fratris Odonis et aliorum quatuor mentes spirituali celitus inflammavit gratia, qui uno eodemque animo, cum se hujus seculi cenulenta pertimescerent implicari voragine, elegerunt magis in prefata ecclesia Deo in pauperie deservire, quam animarum suarum ad perditionem divitiis secularibus habundare. Cum ergo hac ex causa nostram adissent presentiam, consilio et assensu Rodulfi advocati, qui tunc temporis eam jure possidebat hereditario, sub clericorum ac laicorum testimonio, eandem eis cum adjacenti solummodo atrio concessimus ecclesiam, ea scilicet conditione ut eam libere, utpote abbatiam, haberent, et inibi sub regula sancti Augustini tanquam regulares canonice Deo deservirent. Anno autem altero introitus eorum, majori adhuc divinitus inspirati sunt desiderio, utpote qui jam bonorum allaborabant interesse collegio. Ut enim Deo plenius deservirent, quod artius estimabant sponte elegerunt, et divine se gratie devoventes, habitum sancti Benedicti compuncti susceperunt. Percepta itaque infatigabili eorum perseverantia, in eodem anno, Deo annuente, indigenarum elemosinis adeo illa succrevit ecclesia ut ibi xvii sub ditione predicti Odonis abbatis monachi substituerentur, et ad serviendum Deo et sancto Martino, secundum sancti Benedicti regulam, ordinarentur. Videntes ergo circamanentes aliquantulum fratrum devotionem, terrarum quas antiquitus abbatia illa tenuerat nobis fecere mentionem, quatinus eas recolligeremus, et usibus fratrum quibus deputate fuerant, pro remissione peccatorum nostrorum redderemus. Quorum benivolis petitionibus, licet difficillimum videretur, benivole condescendentes, advocatum Rodulfum, quem eas tunc temporis in beneficio tenere didicimus, benigne convenimus, et pro consolatione anime sue, quid ei super hoc faciendum foret, ex officio nostro intente suggessimus. Vero inedicibilis spiritus sancti gratia inflammatum ilico cor hominis benigne ad omnia respondit, terras illas sancti Martini, quas in suo possidebat dominio, libere ut eas ecclesie illi restitueremus reddidit, aliasque omnes ejusdem ditionis, quas in vadimonio seu in beneficio alii de illo habebant, quandocunque, seu per redemptionem, seu per eorum qui eas tenebant elemosinariam manumissionem ad ecclesiam devenire possent, liberas votive concessit. Noverit ergo etas et sexus omnis quos contigerit audire, terras omnes illas quas antiquitus ecclesia tenuit, predictum Rodulfum, una nobiscum, ecclesie Sancti Martini, quacunque hora, quoquo modo ab illis qui eas hactenus habuere liberari poterunt, sancto

Martino libere concessisse, et in usu fratrum inibi degentium amodo et in perpetuum habendas libere reddidisse. Ut vero hec nostra recognitio inconvulsa maneat in seculum, karte huic parvitatis nostre impressimus sigillulum, ut si quis eam scienter amodo violaverit, nisi ad emendationem redierit, Dei et sanctorum omnium, et postmodum excommunicationis nostre, inenodabile incurrat vinculum.

S. domni Radbodi, episcopi; S. Baldrici, archidiaconi; S. Petri, cantoris; S. Ernulfi, presbiteri; S. Roscelini, presbiteri; S. Maurini, presbiteri; S. Segardi, diaconi; S Gerelmi. diaconi; S. Aloldi, diaconi; S. Stephani, subdiaconi; S. Hugonis, subdiaconi; S. Desiderii, subdiaconi; S. Landrici, acoliti; S. Odonis, acoliti; S. Hagenonis, acoliti; S. Hugonis, castellani; S. Hugonis Calniacensis; S. Helinandi, militis; S. Sasgualolonis (*sic*), militis; S. Goisberti, militis; S. Gualteri, Tornacensis archidiaconi; S. Petri, decani; S. Herimani, prepositi; S. Elberti, cantoris; S. Stephani, presbiteri; S. Hellini, presbiteri; S. Johannis, presbiteri; S. Ledberti, diaconi; S. Bernuini, subdiaconi; S. Ingebrandi, acoliti; S. Werici, acoliti; S. Evrardi, castellani; S. Rodulfi, advocati; S. Gonteri, militis; S. Radbodi, militis; S. Teoderici, prepositi; S. Rodulfi, militis; S. Ledberti, militis.

Actum Noviomi, incarnationis Dominice anno M°. XC°. IIII°, indictione I^a^, regnante rege Phylippo anno XXXVI°, domno Rabbodo episcopante anno XXVI.

Ego Guido cancellarius legi et subterfirmavi.

Mons, Archives de l'État, Fonds de Saint-Martin de Tournai, carton I; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Archives générales du royaume, Cartulaire 119, fol. 10^b^, copie du XIIe siècle; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 9, copie du XIIIe siècle; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 1, copie du XIIIe siècle; *Ibidem,* Cartulaire 130, p. 1023, copie du XVIIIe siècle [2].

[1] Cet original est en si mauvais état qu'il nous a été impossible de l'utiliser.

[2] Ce document a été publié plusieurs fois, notamment dans GALLIA CHRISTIANA III, Instr. col. 58. Cfr. WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés relatifs à l'histoire de la Belgique*, t. I, p. 587. Nous avons cru cependant devoir le réimprimer, non pas seulement parce que les diverses éditions qui en ont été données jusqu'ici sont défectueuses, mais parce qu'il nous a paru que le Recueil des chartes de Saint-Martin ne pouvait pas ne pas commencer par un document qui est comme la charte de fondation du monastère.

2.

Baudouin II, comte de Hainaut, transporte à l'abbaye de Saint-Martin le lieu dit Odomez, dans la forêt de Vicoigne, précédemment donné par lui à un monastère établi à Odomez en l'honneur de saint Jacques, et qui avait périclité.

Tournai, 1095.

Balduinus, Dei gratia comes Montensis, filius Balduini comitis Flandrensis qui in ecclesia Hasnoniensi requiescit, omnibus fidelibus tam futuris quam presentibus, dum tempus habemus operari bonum ad omnes, maxime autem ad sacre cultores religionis.

Notum fieri volo vestre dilectioni locum qui dicitur Audolmansus, in Viconia silva, super ripam Scaldi fluvii, me dedisse Deo. et sancto Jacobo, ceterisque apostolis, tempore Gerardi, Cameracensis episcopi, totum sicut per circuitum metis appositis designatus est, in terra et aqua et nemore, a quibusdam fratribus illic communi vita degentibus libere perpetualiter possidendum, assensu et concessu Anselmi de Ribotmont et Almanni de Provin, ceterorumque qui eundem locum de me in feodo tenebant. Decimas etiam ejusdem loci, tam de animalibus quam segetibus, vel aliis rebus, remisi concessu Walcheri d'Escalpont et Gonteri filii Aie, qui ecclesiam de Fraxino tenebant, necnon Walanni de Valenceniis, qui ipsius ecclesie altare tenebat, sed et Gerardi, Cameracensis episcopi.

Cum vero post obitum ejusdem Gerardi, Cameracensis et Atrebatensis dioceses, auctoritate Urbani pape, fuissent divise, idemque locus ad regimen Lamberti, Atrebatensis episcopi, devenisset, videns eum per inhabitantes non multum succrescere, subjecit eum cenobio Sancti Martini Tornacensis, rogans domnum Odonem, ipsius cenobii abbatem, quatinus locum ipsum cum inhabitantibus susciperet, et utpote sibi traditum exstrueret. Abbate vero renuente id facere, nisi meo consensu et eorum quorum juris locus ille esse videbatur, rogatus a multis, donavi ecclesie Sancti Martini prefatum locum totum, sicut per circuitum metis signatus est, in terra et aqua et nemore, hereditario jure perpetualiter possidendum, omnesque loci

ipsius decimas, et comitatum, districtum, advocationem et justiciam, et quicquid prius loco illi separatim donaveram, iterum predicto cenobio simul cum ipso loco tradidi.

Preterea, quantum lignorum ex tota circumquaque silva ad eundem locum carro uno cotidie deduci potest, ejusdem cenobii fratribus ad ardendum, pro anima mea antecessorumque meorum donavi, concedentibus et assentientibus Anselmo de Ribotmont et Almanno de Provin, et ceteris qui eandem terram de me tenebant.

Has autem donationes confirmavi Tornachi, coram altari Sancti Martini, anno Dominice incarnationis circiter M. XC. V, indictione III[a], concurrente VII[a], epacta XII[a], presentibus et confirmantibus Anselmo de Ribotmont et Almanno de Provin, ceterisque qui prius hoc concesserant, sed et aliis nobilibus viris quamplurimis in testimonium convocatis, quorum ista sunt nomina : Walandus de Valenceniis, Walcherus d'Escalpont, Wido frater ejus, Almannus frater Soymundi de Valenceniis, Gotbertus de Haveloi, Radulfus de Firmitate, Addo vicedominus Lauduni, Manasses de Cameraco, Gontardus et Almannus de Lespais, Gerardus filius Ernulfi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 29[a].

3.

L'évêque de Tournai et de Noyon confirme l'engagement pris par deux notables Tournaisiens, les frères Radulfus et Letbertus, de fournir aux moines de Saint-Martin la maière *destinée à la fermentation de la bière consommée dans l'abbaye.*

1098.

In nomine patris et filii et spiritus sancti, ego Rabbodus, Noviomensis seu Tornacensis episcopus, circa congregationem Sancti Martini Tornacensis cenobii bonum zelum habens, propter devotionem aliquantulam

quam in eis vidi, inter alia que per meam providentiam, adjuvante Deo, ecclesie contuli, etiam fermentum deesse nolui, unde cervisiam fermentarent quam potare deberent. Duo etenim fratres, Radulfus et Letbertus nomine, in Tornacensibus non inferiores, fermenti cervisiarum, quod maiera vulgo dicitur, potestatem, in Tornacensi civitate, hereditario jure, a me obtinebant. Hii, pro animabus parentum suorum, amicorum consilio, ecclesie Sancti Martini Tornacensis unam maieram, id est unum fermentum, per unamquamque omnino ebdomadam, ad fratrum potum fermentandum, et ad Natale Domini non unam maieram tantum, sed duas, vel tres, vel quotcunque opus fuerit, dare voluerunt. Quorum bone voluntati adquiescens, donationem eorum, sicut supra determinata est, concessi. Quod ut hoc ipsum congregatio fratrum sine ulla controversia in perpetuum habeat, sub anathemate sigilli mei auctoritate confirmavi.

Hujus rei testes, clerici : Herimannus prepositus, Sicherus, Letbertus, Vuido, Lambertus archidiaconus, Tetbertus, Balduinus, Elbertus, Stephanus, Machellus, Bernuinus; judices civitatis : Teodericus, Henricus, Soitmundus, Godezo, Movinus.

Actum anno ab incarnatione Domini M. XC. VIII, regnante Philippo anno XXXVIII, episcopante Rabbodo anno XXVIII, indictione VI^{a}.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 16^{v}; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 17; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 15; *Ibidem*, Cartulaire 130, p. 1028 [1].

[1] Un fragment de cette charte se trouve dans le *Glossaire* de Du Cange, v° *Maera*.

4.

L'évêque de Cambrai donne aux moines de Saint-Martin les deux autels de Gaurain et de Quarte, sous condition que ces moines commémoreront chaque année l'anniversaire de sa mort.

Après 1100 [1].

In nomine Domini, ego Manasses, Dei gratia Cameracensium episcopus, remissionem peccatorum orationibus et operibus justicie precipue provenire considerans, quam in altero me minus sufficientem intueor, dignum duco viros religionis et orationi vacantes, elemosinarum mercimonio patronos et intercessores mihi conducere. Respectu igitur pietatis divine, et rogatu et consensu domni Manasse, Remorum metropolitani, petitione quoque Roberti junioris et egregie Clementie, Flandrensium comitis et comitisse, ad usum monachorum ecclesie Beati Martini Tornacensis, duo altaria : Galrem scilicet et Quartham [2], absque persona, in perpetuum tenenda contrado; ita tamen ut reditus episcopales, quales prius et quomodo prius, absque occasione et detrimento aliquo, decano persolvantur. Pro hujus itaque dotis commercio, post excessum meum, a predicte ecclesie publico conventu, anniversarium meum conscribi et celebrari, eterna memoria, caritative reposco. Sane quicunque hanc traditionem imminuere vel immutare temptaverit, animadversione eterni judicis et auctoritatis nostre sententia perpetualiter, nisi resipuerit, condemnetur. Ut autem hec carta firma et inconvulsa permaneat, presentibus indiciis et proprii impres-

[1] Manassés, de qui la charte émane, fut évêque de Cambrai de 1095 à 1105. Mais la charte est postérieure à 1096, puisqu'elle fut donnée à la demande de l'archevêque de Reims Manassés, dont les dates d'épiscopat sont : 1096-1106. D'autre part, elle fut donnée à l'instance du comte Robert II de Flandre qui, de 1096 à 1100, résida en Terre sainte. Notre charte paraît donc devoir se placer après 1100, c'est-à-dire après le retour du comte Robert II en Flandre, mais avant 1105, année où Manassés cessa de gouverner le diocèse de Cambrai.

[2] Les Cartulaires 122 et 125 de Bruxelles portent *Gaurain* et *Quartam*.

sione sigilli, personarumque subscriptarum testimonio, sinodali lege corroboro.

S. Radulfi, archidiaconi; S. Theoderici, archidiaconi; S. Erlebaldi, prepositi; S. Erlebaldi decani, Anselli prepositi, Guidonis, Mascelini et Rotberti.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 25[v]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 84; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 53; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 8.

5.

L'évêque de Tournai et de Noyon donne aux moines de Saint-Martin l'autel d'Esplechin et la dîme des deux maisons que l'abbé de Saint-Martin se proposait de construire en la paroisse d'Ere.

Tournai, 1103.

Ego Baldricus, Tornacensis et Noviomensis Dei gratia episcopus, sancte ecclesie filiis omnibus, sic transire per bona temporalia, ut perveniant ad eterna.

Quidam canonicus Sancte Marie Tornacensis, Wericus nomine, per domnum Lambertum, archidiaconum nostrum, suppliciter me rogavit quatinus altare sancti Martini de Spelcin, cujus et personatum et curam gerebat, Tornacensi cenobio Sancti Martini donarem, et quod ille, pro sua anima, usibus monachorum dare volebat, ego quoque pro mea concederem. Cujus pie petitioni assensum prebui, et predictum altare sancti Martini de Spelcin, cum omnibus suis appendiciis, Tornacensi ecclesie Sancti Martini perpetuo habendum concessi et donavi, liberum absque persona, ita ut a nobis vel a posteris nostris nil in perpetuum pro predicto altari exigatur, preter ea que jure debentur. Solummodo sacerdoti quem abbas predicti cenobii proposuerit, episcopus vel ejus vicarius simpliciter curam animarum dabit; abbatis autem erit sacerdotem, pro suo arbitrio, ponere vel auferre.

Preterea domnus Odo, Sancti Martini Tornacensis cenobii abbas, in parrochia ejus ville que dicitur Era, juxta Tornachum, duas mansiones construere disponebat. Et rogavit me per domnum Lambertum, archidiaconum nostrum, et cancellarium nostrum domnum Widonem, quatinus earum mansionum decimas Tornacensi cenobio Sancti Martini donarem. Quorum petitioni assentiens, duarum mansionum decimas omnes, ubicunque mansiones ille in predicta parrochia de Era constructe fuerint, benigne concessi in perpetuum, et donavi ecclesie Sancti Martini Tornacensis, preter decimas segetum, ea tamen conditione, quatinus ab abbate Sancti Martini Tornacensis unoquoque anno, pro unaquaque illarum duarum mansionum, quandiu mansiones ille manserint, solvantur duodecim nummi ei qui altare predicte parrochie possederit. Hoc totum et Gerricus, Sancte Marie Tornacensis canonicus, prefate parrochie curam gerens, benigne annuit et concessit. Has autem nostras donationes qui evacuaverit vel evacuare molitus fuerit, anathema sit. Et ut hoc inviolatum, inconcussumque maneat in eternum, sigilli nostri impressione roboravimus, idoneosque testes apposuimus.

S. Baldrici, episcopi; S. Lamberti, archidiaconi; S. Goteri, decani; S. Gonteri, prepositi; S. Balduini, cantoris; S. Letberti; S. Leduini; S. Gerrici; S. Tetberti; S. Werici.

Actum Tornaci, anno Dominice incarnationis M°. C°. III°, regnante rege Phylippo, episcopante domno Baldrico pontifice.

Ego Wido cancellarius legi et subtersignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 13^v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 37; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 122.

6.

L'évêque de Tournai et de Noyon confirme la cession de la dîme de Templeuve en Dossemer, faite aux moines de Saint-Martin par deux chevaliers et un chanoine de Tournai.

Tournai, 1103.

Actum Tornaci, anno Dominice incarnationis M°. C°. III°, regnante rege Phylippo, episcopante domno Baldrico pontifice.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 12[a]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 44; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 271 [1].

7.

L'évêque de Noyon donne aux moines de Saint-Martin la chapelle de Saint-Amand lez-Thourotte, au diocèse de Noyon.

1103.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. III°, indictione XI[a], regnante rege Phylippo, episcopante domno Baldrico.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 39[a]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 117; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 222 [3].

[1] Cette charte est publiée dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. II, p. 10.

[2] Cet original est dans un tel état de délabrement qu'on ne saurait l'utiliser.

[3] Cet acte a été publié plusieurs fois, notamment dans Gallia christiana III, Instr. col. 44. Cfr. Wauters, *Table chronologique des chartes et diplômes, etc.*, t II, p. 16.

8.

L'abbé de Saint-Médard de Soissons concède aux moines de Saint-Martin le droit de cultiver à perpétuité, moyennant une dîme, la terre de Devincourt, qui appartenait au prieuré de Saint-Étienne de Choisy.

Après 1103 [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé d'un sceau plaqué, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 42ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 124 [2].

9.

L'évêque de Cambrai confirme aux moines de Saint-Martin la possession de la chapelle et des dîmes de Dameries, à Grandmetz, ainsi que des autels de Flobecq, de Gaurain et de Quarte.

Tournai, 1105.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris et filii et spiritus sancti, amen. Odo, Dei miseratione Cameracensium humilis episcopus, eterne vite gaudium tam presentibus quam futuris omnibus.

Rogaverunt me fratres cenobii Tornacensis Sancti Martini, quibus abbas extiteram, et a quibus in episcopum Cameracensem assumptus fueram, ea que in nostro episcopatu, ecclesiastico jure, possidebant, suo monasterio confirmare anathematis virtute et nostri sigilli impressione. Equidem multa jam erant ab episcopis confirmata; sed difficile ab aliis invaditur quod multiplici excommunicatione retentatur. Eorum itaque petitionibus adquies-

[1] Cette charte est sans date. Raoul, de qui elle émane, fut abbé de Saint-Médard à Soissons de 1095 à 1120. Mais le document paraît devoir être postérieur à l'acte publié sous le numéro 7.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand ..... dépendant de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai*, p. 157.

cens, altare de Floresberch, et altare de Galren, et altare de Quarta [1], hec inquam tria altaria cum omnibus suis appendiciis, predicto Sancti Martini cenobio Tornacensi in perpetuum possidenda concedimus libera, absque personatu, salvo jure episcopi et consuetudinibus, ita ut abbas vel ejus legatus presbiteros predictarum ecclesiarum presentet episcopo, ut ab eodem curam animarum accipiant; qui presbiteri decani sui et archidiaconi concilia, et synodum in festivitate sancti Luce observabunt. Abbas etiam ipse synodum observabit in predicta festivitate Luce.

Preterea, fratribus ejusdem cenobii mansionem quandam apud Dameries, in parrochia de Geralmes [2], construentibus, domnus Manasses, venerande memorie Remorum archiepiscopus, et domnus Manasses, antecessor noster, Cameracensis episcopus, capellam que in predicto loco antiquitus fuerat restitui et divinum officium cum celebratione missarum inibi fieri, assensu Stephani, qui altare predicte parrochie possidebat, concesserunt, et insuper decimas duorum mansorum terre, omnesque decimas nutrimentorum curtis ejusdem, consensu ejusdem Stephani, predicto cenobio donaverunt, ea tamen conditione quatinus unoquoque anno solvantur tres solidi ei qui altare predicte parrochie possederit. Has autem eorum donationes, et nos quoque concedendo pontificali auctoritate confirmamus; et ut inviolate inconcusseque permaneant in eternum, sigilli nostri impressione roboramus, violatoresque, nisi resipuerint et ad satisfactionem venerint, perpetuo anathemathe condemnamus. Idoneos etiam testes qui his interfuere, subnotari decrevimus.

Signum domni Odonis, episcopi; S. Raineri, abbatis de Sancto Sepulchro; S. Fulgentii, abbatis Hafligmensis; S. Rodulfi, archidiaconi; S. Anselli, archidiaconi; S. Theoderici, archidiaconi; S. Evrardi, archidiaconi; S. Erlebaldi, prepositi Sancte Marie; S. Johannis, prepositi Sancti Gaugerici; S. Bernardi, Widonis, Mascelini canonicorum.

Actum Tornachi, apud Sanctum Brictium, anno Domini M°. C°. V°, indictione XIII^{a}, anno primo episcopatus venerandi patris Odonis.

Ego Werimboldus cancellarius legi ac subtersignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 22^{b}; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 96; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 109.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles porte *Flobierc, Gaurain, Quarta.*

[2] Le même Cartulaire 122 dit *Granlmes.*

10.

L'évêque de Tournai et de Noyon donne à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Saméon, de Passchendaele et d'Evregnies.

1105.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, ego Baldricus, Dei gratia Noviomensium seu Tornacensium episcopus, voluntatem habens benefaciendi omnibus, maxime autem ad domesticos fidei, et desiderans in cura pastorali orationibus fidelium adjuvari, donavi Tornacensi cenobio Sancti Martini, altaria de Samiun, et de Passendal, et de Ivregniis [1], usibus fratrum perpetuo possidenda, libera absque personatu; ita tamen ut pro ipsis altaribus, mihi et successoribus meis et vicariis nostris, episcopalia et sinodalia jura solvantur. Abbatis vero erit sacerdotes pro suo arbitrio ponere et auferre. Quotiens sacerdos ab abbate constituetur, curam animarum ab episcopo vel ejus vicario suscipiat. Et ut hoc beneficium nostrum firmum in perpetuum perseveret, consilio et assensu Lamberti, archidiaconi nostri, nostrorumque clericorum, auctoritate sigilli mei apposui, et ne ab aliquo violetur, sub anathemate interdixi.

S. domni Baldrici, episcopi; S. domni Lamberti, archidiaconi; S. Goteri, decani; S. Gonteri, prepositi; S. Balduini, cantoris; S. Henrici, decani; S. Letberti; S. Geldulfi; S. Desiderii; S. Roberti; S. Radulfi.

Actum anno ab incarnatione Domini M°. C°. V°, indictione XIII^{a}, regnante rege Phylippo, episcopante domno Baldrico.

Ego Wido cancellarius subscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 13^{v}; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 51; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 229. — Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 81; copie du XVIe siècle.

[1] Le Cartulaire 120 de Bruxelles porte *Samium, Paschendal, Evregniis;* le Cartulaire 121 dit *Samion, Paskendale, Evregnies.*

11.

Le garde de l'église Saint-Pierre de Leuze approuve la cession faite à l'abbaye de Saint-Martin, moyennant payement par elle d'un cens annuel, de la terre qu'Osbert de Tillen tenait en fief de Saint-Pierre de Leuze à Tourelies, dans la paroisse de Quarte.

Avant 1106 [1].

Mascelinus, custos ecclesie Sancti Petri Lotosensis, omnibus sancte matris ecclesie filiis.

Noverit tam nostri temporis etas quam futura posteritas, quoniam terra de Toreliis, que inter Maltrau et Wathenias sita est, quam Osbertus de Tillen in feodo de manu mea tenuerat, hanc inquam terram idem Osbertus mihi in manum meam reddidit, et ego eandem terram, eodem Osberto ejusque heredibus annuentibus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis ad elemosinariam, presente Theoderico de Avesnis, in capitulo Sancti Petri Lotose, perpetualiter possidendam dedi, concessi atque tradidi, ea tamen conditione, ut elemosinarius ejusdem ecclesie Sancti Martini predicto Osberto et heredibus ejus, unoquoque anno, in festo Sancti Petri quod est in Lotosa, duos persolvat solidos, quandiu Osbertus vel heredes idem beneficium tenuerint. Quod si lege aliqua aut casu idem beneficium perdiderint, idem census custodi ecclesie Sancti Petri persolvetur. Et ne quis hanc nostram traditionem presenti vel futuro tempore conetur evacuare, in capitulo nostro hujus violatores excommunicari feci, et sigillo Sancti Petri eam signari, idoneosque testes qui huic interfuere, apponi jussi.

Signum Mascelini, custodis; S. Balduini, prepositi; S. Jelfridi, scolastici; S. Bernardi, Rogeri, Rainiali, Sicheri, canonicorum; S. Gosceuini de

[1] Il nous a été impossible de trouver les dates extrêmes des officiers du chapitre de Saint-Pierre de Leuze dont les noms figurent dans la charte qu'on va lire. Ce qui nous fait croire que la charte est antérieure à 1106, c'est que Thierry d'Avesnes y apparaît comme témoin, et qu'on rapporte généralement à 1106 la mort de ce personnage.

Forest, Raineri de Tillen, Gonteri de Capella, Alardi, Waldrici de Bruch; S. Engelardi, scavini; S. Hermeri, scavini; S. Huelbaldi, scavini; S. Tietbaldi, scavini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 25ª; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 89.

12.

Le pape Pascal II confirme à l'abbaye de Saint-Martin la possession de tous ses biens, présents et à venir.

Ceprano, 1er mai 1106.

Data apud Ciperanum, per manum Johannis, sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis ac bibliothecarii, kalendis maii, indictione xiiii, anno incarnationis Dominice M°. C°. VI°, pontificatus domni Paschalis secundi pape VII°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original sur parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 2b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 1; *Ibidem*, Cartulaire 130, p. 1029 [2].

[1] Cet original est dans un tel état de délabrement qu'on ne saurait l'utiliser.

[2] Cette charte est publiée, avec la date fausse du 18 avril 1105, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. I, p. 498.

13.

Le pape Pascal II charge les évêques d'Arras et de Térouanne de rétablir l'accord entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin.

1108.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 156 [1].

14.

L'évêque d'Arras invite les abbés de Saint-Vaast, d'Hasnon et de Marchiennes, à se trouver le 20 juillet au château de Cappy, pour régler le litige pendant entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin, à l'occasion de droits de dîmes et de sépultures.

1108.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 156.

15.

L'évêque d'Arras invite le doyen et le prévôt de l'église de Tournai à nommer des procureurs pour terminer le litige pendant entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin.

1108.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 156.

[1] Cette lettre, comme les cinq suivantes, a été publiée plusieurs fois, toujours d'après l'édition de Baluze. Cfr. à ce sujet Wauters, *Table chronologique des chartes et diplômes*, t. II, pp. 58 et 42.

16.

L'évêque d'Arras invite l'abbé et les moines de Saint-Martin à désigner des procureurs, à l'effet de terminer le litige pendant entre eux et les chanoines de Tournai.

1108.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 156.

17.

Le doyen et le chapitre de l'église de Tournai remercient l'évêque d'Arras d'avoir réglé leur litige avec les moines de Saint-Martin, et le prient de consigner dans un instrument authentique les conditions de ce règlement.

1108.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 156.

18.

L'évêque d'Arras fait connaître à quelles conditions a été réglé le litige pendant entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin.

Cappy, 17 juillet 1108.

Actum apud Capi, in ecclesia Sancti Medardi gloriosi confessoris et episcopi, xvi kalendas augusti, indictione i, incarnationis Dominice anno M. C. VIII, pontificatus autem domni Paschalis II pape nono.

Baluze, *Miscellanea*, édit. Mansi, t. II, p. 157.

19.

L'évêque d'Arras écrit au pape Pascal II qu'il a rétabli l'accord entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin, et prie le souverain pontife de ratifier les conditions de cet accord.

17 juillet 1108.

Recueil des Historiens des Gaules et de la France, t. XV, p. 200 [1].

20.

Le pape Pascal II charge l'évêque de Tournai et de Noyon d'assurer l'exécution de l'accord intervenu sous les auspices du Saint-Siège, et modifiant complètement celui passé au mois de juillet 1108 sous les auspices des évêques d'Arras et de Térouanne, entre les chanoines de Tournai et les moines de Saint-Martin.

Au Latran, 29 octobre 1108.

Data Laterani, per manum Joannis cardinalis, IV kalendas novembris.

Recueil des Historiens des Gaules et de la France, t. XV, p. 43 [2].

[1] Cette lettre est encore publiée dans d'autres recueils, dont on trouvera l'indication dans WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes*, t. II, p. 59.

[2] Il y a d'autres éditions de cette bulle pontificale; on en trouvera l'énumération dans WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes*, t. II, p. 59.

21.

L'évêque de Cambrai donne à l'aumônerie de Saint-Martin l'autel de Maulde, et approuve la résolution prise par l'abbaye, de faire aux pauvres chaque année, le jour anniversaire de la mort de ses père et mère, une distribution de bière et de viande.

Inchy, 1109.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Odo, Dei miseratione Cameracensis episcopus, omnibus sancte matris ecclesie fidelibus, sic transire per bona temporalia, ut adipisci mereantur eterna. Dum discutiendis causis, uti cura exegit pastoralis, sepius occupati, rarius superni luminis fulgorem sinimur intueri, exinde spei remedium assumere poterimus, si misericordie operibus dediti, amicos nobis qui nos in eterna tabernacula recipiant, adquiramus.

Notum igitur tam nostri quam futuri temporis fidelibus esse volumus, nos pro remedio anime nostre, animarum quoque patris ac matris mee, predecessorumque nostrorum, elemosinarie Sancti Martini Tornacensis, in usus pauperum, altare de Malda, liberum absque persona, concedere, tradere atque confirmare; hoc ipsum, Radulfo archidiacono Bracbatense, pro salute anime sue, patris quoque ac matris, benigne concedente, salvis tamen xeniis episcopalibus, sicut mos exigit Cameracensis ecclesie. Synodum autem in festivitate sancti Luce abbas exsequetur ecclesie supradicte. Idem etiam abbas in eadem ecclesia sacerdotem constituet; qui tamen sacerdos, a me vel ministro meo, curam animarum accipiet.

His vero nostris beneficiis, quid spiritualis commodi sit repensum a fratribus ejusdem cenobii, nequaquam silentio comprimendum estimavimus. Nam, tam ab abbate supradicti monasterii, domno Segardo, quam ab elemosinario, domno scilicet Benedicto, ceterisque fratribus, statutum esse cognovimus, quatinus unoquoque anno, in die anniversarii patris ac matris mee, exceptis his que consuetudinaliter in eadem elemosinaria cotidie in usus pauperum preparari solent, unus porcus solidorum quinque, et unus

sextarius cervisie, pro animabus eorum, patris quoque ac matris Rodulfi, archidiaconi nostri, qui hoc ipsum annuit devote, ab elemosinario preparetur in pauperum refectione. Et ut hec nostre traditionis pagina firma permaneat et inconvulsa per succedentia tempora, hujus violatores, nisi resipuerint, perpetuo anathemate condemnamus, et sigilli nostri impressione, idoneis appositis testibus, corroboramus.

S. domni Odonis, episcopi; S. Rodulfi, archidiaconi; S. Evrardi, archidiaconi; S. Anselli, archidiaconi; S. Johannis, archidiaconi; S. Erlebaldi, prepositi; S. Mascelini; S. Gerardi; S. Martini, abbatis Brunehensis; S. Levini; S. Hathewini, decani; S. Ailulfi.

Actum apud Inci, anno Dominice incarnationis M°. C°. VIIII° [1], episcopante domno Odone.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 21[b]; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 90; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 53; *Ibidem,* Cartulaire 123, p. 5, copie du XIII[e] siècle.

22.

Louis VI, roi de France, confirme la donation faite à l'abbaye de Saint-Martin par Gérard de Cérizy et sa femme Heluide, de leurs biens de Luvry et de Brazicourt.

Laon, 1109.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, universis sancte Dei æcclesiæ cultoribus, tam posteris quam et instantibus, in Domino Jhesu salutem.

Fraternitati vestræ notum fieri volumus ac certum haberi, quia Gerardus de Chyrisi, cum uxore sua Heluide, assensu Rogeri, consanguinei sui, terras apud Luvriacum, et apud Branzicurtem, cum molendino et nemore,

[1] Les Cartulaires 120, 121 et 123 de Bruxelles disent par erreur *XVIIII°*. L'évêque de Cambrai Eudes mourut en 1113.

pratisque et aquis, et servis et ancillis ad easdem terras pertinentibus, Beato Martino de Tornaco, in salutem animæ suæ attribuit, et omnia quæ suæ potestatis et sui juris ibi fuerant, scilicet patronatum, advocationem, districtum, omnem videlicet judiciariam potestatem, supradicto cenobio contradidit. Nos etiam credentes stabilitatem regum et principum firmari fidelium orationibus, et nos aliquo beneficio commendare volentes, et animas predecessorum nostrorum, supradicti cenobii fratribus, petitione ejusdem Rogeri, predictas terras Deo et prefatæ ecclesiæ possidendas perpetualiter et habendas, cum omnibus supra denominatis concessimus, et majestate regia, nostrique sigillo nominis, confirmavimus. Quod si aliquis infirmare vel irritum facere quoquomodo presumat, de contemptu majestatis nostræ centum libras auri persolvat.

Actum Lauduni publice in æcclesia Beati Johannis, anno incarnati Verbi M°. C°. VIIII°, anno vero consecrationis nostræ primo, tempore Waldrici tunc temporis Laudunensis episcopi.

Affuerunt testimonium veritatis perhibentes : Ansellus de Garlanda, dapifer noster; Willelmus, frater ipsius; Hugo, constabularius; Wido, buticularius; Stephanus, cancellarius; Ansellus, decanus matris ecclesiæ; Blihardus, cantor.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original scellé d'un sceau plaqué, de couleur rouge brique. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 35^{b}; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 307 [1].

[1] Une analyse de cette charte se trouve dans Luchaire, *Louis VI le Gros*, p. 45.

23.

L'évêque de Cambrai donne les deux églises d'Ostiches et de Papignies aux moines de Saint-Martin, à condition de commémorer l'anniversaire de sa mort, et de payer chaque année douze deniers à ses officiers.

1111.

Actum est autem hoc anno incarnati Verbi M°. C°. XI°, indictione IIIIa, presulatus domni Odonis VI°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 24a; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 106; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 150 [1].

24.

L'évêque de Cambrai donne l'autel de Sirault à l'abbaye de Saint-Martin.

Cambrai, 1112.

Actum Cameraci, anno Domini M°. C°. XII°, imperante Henrico, episcopatus domni Odonis anno VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 22b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 109; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 149 [2].

[1] Ce document est publié dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclesiastique de la Belgique*, t. I, p. 500.

[2] Cette charte est publiée dans Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, p. 506.

25.

L'évêque de Tournai et de Noyon donne à l'abbaye de Saint-Martin les autels d'Aeltre, d'Iseghem, de Gulleghem, de Zarren et d'Estaimpuis.

1112.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. XII°, indictione v[a].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 14[a]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 59; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 276 [1].

26.

Baudouin VII, comte de Flandre, confirme l'église de Saint-Trond dans la possession des soixante-quatre mesures de terre au territoire de Bruges, qui avaient été données à cette église par un des officiers de la cour du comte, nommé Lithnotus.

Bruges, 16 octobre 1113.

Anno incarnationis Dominice M°. C°. XIII°, indictione vi, luna v[a], xv kalendas novembris. Actum Bruggis in choro Sancti Donatiani.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 20[b] [2].

[1] Cette charte est publiée dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. II, p. 11.

[2] L'original de cette charte appartient à un particulier. Dans la *Revue des documents historiques*, t. III, p. 177, il a été donné de cet original un beau fac-simile héliographique, accompagné d'une transcription de la charte. L'église de Saint-Trond, autrement dit Eeckhout, appartenait encore à Saint-Martin en 1131, comme l'atteste la bulle d'Innocent II, indiquée ci-après sous le n° 46.

27.

L'évêque de Laon donne aux moines de Saint-Martin l'autel de Froidmont, au diocèse de Laon.

Laon, 1115.

Ego Bartholomeus, Dei gratia Laudunensis episcopus, credens me servorum Dei orationibus, tam in presenti quam in futura vita, ab omni liberari posse incommodo, festinansque eos michi aliquo colligare beneficio, consilio et assensu Guidonis, archidiaconi nostri, donavi fratribus cenobii Sancti Martini Tornacensis altare de Froimunt, in diocesi nostra, liberum et absque personatu perpetualiter possidendum, salvo tamen per omnia episcopali jure, et sinodali consuetudine. Abbas itaque prefati cenobii presbiteros illi altari providebit, adquiret beneficium temporale, eis tradet; episcopus autem, vel ejus vicarius, presbiteris curam animarum committet. Ut vero hec nostra donatio inconvulsa et inviolata permaneat, hanc cartam fieri, et sigilli nostri impressione, testiumque subscriptione eam roborari precepi, quatinus si quis exinde predicti cenobii fratres aliquo modo turbare presumpserit, et ecclesiastice admonitus non satisfecerit, reum se vinculo anathematis, donec recipiscat, noverit.

S. Bartholomei, episcopi, qui hanc cartam fieri jussit; S. Widonis, archidiaconi et thesaurarii; S. Anselli, decani et archidiaconi; S. Blihardi, cantoris; S. Radulfi, magistri; S. Bosonis, decani; S. Harduini, decani; S. Herberti Pil[el]; S. Anselli, thesaurarii.

Actum Lauduni, anno ab incarnatione Domini M°. C°. XV°, indictione VIII^a^, epacta XXIII^a^, concurrente IIII°.

Ego Ansellus, Sancte Marie cancellarius, relegi et subscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 30ª.

28.

L'évêque de Laon approuve le don du domaine de Chantrud, dans le pays de Laon, fait aux moines de Saint-Martin par Roger de Pierrepont et Elie de la Fère.

Laon, 1115.

Bartholomeus, Dei gratia Laudunensis episcopus, omnibus fidelibus presentibus et futuris, salutem et superne patrie dulcedinem.

Notum facimus vestre dilectioni Rogerum de Petreponte, pro anima sua, quandam possessionem dedisse fratribus cenobii Sancti Martini Tornacensis, in pago Laudunensi, in loco qui dicitur Chantrius, cujus termini sunt ab exortu fontis de Sumbloiscurte usque ad grossam quercum silve de Moncellis, et sicut aqua interfluit usque ad terram Sancte Marie de Barentone, et sicut curtis sedet, brolium, et pratum et terram usque ad collem versus Grandemlucum Concessit etiam ut in silva Salmuncei, ad usum curtis sue, carrum unum ligna carricantem haberent. Et quotquot homines de terra sua eos sequerentur, et cum eis remanere vellent, nequaquam eos pro albaniis haberet, nec in eos vel advocariam vel aliquid juris clamaret, sed eos monachis libere et quiete tenere liceret. Hoc autem fecit assensu Ermengardis, uxoris sue, necnon et domini Ingelranni, tunc temporis Laudunensis episcopi, nobilibus viris in testimonium aggregatis : Gerardo scilicet de Charisiaco, Amelio, castellano de Petreponte, Hugone Albo, Radulfo de Firmitate, Elberto de Gusia, Odone Wastim, Albrico de Boumunt, cum filio suo Clarembaldo, Letaldo de Petreponte, Heddone de Petreponte, Rainaldo de Poenci, aliisque quamplurimis.

Preterea Helias de Fara, cum Regina, uxore sua, ac filio Clarembaldo, filiaque sua Sibilla, dedit predictis fratribus, in eodem loco, quandam terram concessu Clarembaldi de Foro, de quo eam in feodo tenebat, coram testibus idoneis : Bernerio scilicet, abbate Sancti Nicolai, Gualtero filio Hellini, Rainaldo Curello, Rainaldo filio Rainaldi, Guilelmo filio Johannis, Odone Albo, Radulfo de Castello, Gualtero filio Guilelmi, aliisque nonnullis. Post etiam utrique Rogerus et Helias hanc donationem coram prefato

Ingelranno episcopo confirmaverunt, ut eandem terram prefati monachi perpetualiter possiderent liberam, omnem videlicet loci ipsius advocatiam, comitatum, districtionem, et justiciam tenentes, sicque eam predicti episcopi tempore, successorumque ejus Gaudrici et Hugonis libere possederunt; ac deinde ut hoc idem privilegii nostri auctoritate confirmaremus, tam monachi quam et prefati donatores, Rogerus videlicet et Helias, petierunt. Quorum annuentes precibus, cuncta que illis in eodem loco sepefati Rogerus et Helias in pratis et terra et nemore donaverant, queque ipsi predecessorum nostrorum tempore quiete tenuerant, nos quoque confirmamus; et ne quis hec diminuere seu defraudare presumat, omnino interdicimus, sciens quisquis hec transgressus fuerit, quoniam nisi canonice admonitus satisfecerit, anathematis vinculo, donec recipiscat, subjacebit.

S. Bartholomei, episcopi, qui hanc cartam fieri jussit; S. Anselli, archidiaconi et decani; S. Guidonis, archidiaconi et thesaurarii; S. Blihardi, cantoris; S. Bosonis, presbiteri; S. Harduini, presbiteri; S. Hugonis, presbiteri; S. Bonardi, diaconi; S. Robberti, diaconi; S. Ebali, diaconi; S. Radulfi, subdiaconi; S. Bernardi, subdiaconi; S. Herberti, subdiaconi.

Actum Lauduni, ab incarnatione Domini anno M°. C°. XV°, indictione VIIIa, epacta XXIIIa, concurrente IIII°.

Ego Ansellus, Sancte Marie cancellarius, relegi et subscribsi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original scellé sur lacs de peau, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 35a; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 292.

29.

L'évêque de Laon ratifie les donations de biens à Chantrud, faites à l'abbaye de Saint-Martin par Roger de Pierrepont, Elie de la Fère et autres.

Laon, 1115.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, [et spiritus sancti, amen]. Ego Bartholomeus, Dei gratia Laudunensis episcopus, omnibus

[1] Cet original, dont il ne subsiste plus d'ailleurs qu'un fragment informe, n'a pu nous servir.

fidelibus presentibus et futuris salutem et superne patrie dulcedinem.

Notum facimus vestre dilectioni Rogerum de Petreponte, pro anima sua, quandam possessionem dedisse fratribus cenobii Sancti Martini Tornacensis, in pago Laudunensi, in loco qui dicitur Canteliu, assensu Ermengardis, conjugis sue, necnon et donni Ingelranni, tunc temporis Laudunensis episcopi, nobilibus viris in testimonium aggregatis. Gerardo scilicet de Cerisgi, Amelio, castellano de Petreponte, Hugone Albo, A[rn]ulfo de Firmitate, Elberto de Guisgi, Odone Wastin, Albrico de Boemont, cum filio suo Clarenbaldo, Letaldo de Petreponte, Heddone de Petreponte, Rainaldo de Pauheci, aliisque quamplurimis.

Preterea, Helias de Fara, cum Regina, uxore sua, ac filio Clarenbaldo filiaque sua Sibilla, dedit predictis fratribus in eodem loco quandam terram, concessu Clarenbaldi de Foro de quo eam in feodo tenebat, coram testibus idoneis, Bernerio scilicet, abbate Sancti Nicholai, Gualtero filio Heluini, Rainaldo Curello, Rainaldo filio Rainaldi, Guilelmo filio Johannis, Odone Albo, Radulfo de Castello, Gualtero filio Guillelmi, aliisque nonnullis.

Post etiam utrique Rogerus et Helias hanc donationem coram prefato Ingelranno episcopo confirmaverunt, ut eandem terram predicti monachi perpetualiter possiderent liberam; omnem videlicet loci ipsius advocationem, comitatum, districtionem et justiciam tenentes; sicque eam predicti episcopi tempore, successorumque ejus Gualdrici et Hugonis libere possederunt, ac deinde ut hoc idem privilegii nostri auctoritate confirmaremus, tam monachi quam et prefati donatores Rogerus et Helias petierunt. Quorum annuentes precibus, cunctaque illis in eodem loco sepefati Rogerus et Helias in pratis et terra et nemore donaverant, queque ipsi predecessorum nostrorum tempore quiete tenuerant, nos quoque confirmamus, et ne quis hec diminuere seu defraudare presumat interdicimus, sciens quisquis hec transgressus fuerit quoniam, nisi canonice admonitus satisfecerit, anathematis vinculo, donec resipiscat, subjacebit.

Signum Bartholomei, episcopi, qui hanc kartam fieri jussit; S. Johannis, archidiaconi; S. Anselli, decani et archidiaconi; S. Blihardi, cantoris; S. Bosonis, presbiteri; S. Harduwini, presbiteri; S. Hugonis, presbiteri; S. Bonardi, diaconi; S. Roberti, diaconi; S. Ebali, diaconi; S. Radulfi, subdiaconi; S. Bernardi, subdiaconi; S. Herberti, subdiaconi.

Actum Lauduni, anno incarnationis Dominice M°. C°. XV°, indictione VIII, epacta XXIII, concurente IIII.

Ego Ansellus, Sancte Marie cancellarius, relegi et subscripsi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé.

30.

L'évêque de Laon confirme les moines de Saint-Martin dans la possession de leur domaine de Chantrud, qu'un certain Clarembauld de Foro avait tenté de leur contester.

Laon, 1115.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Bartholomeus, Dei gratia Laudunensium presul.

Helias de Fara, cum Regina, uxore sua, amita Clarebaldi de Foro, de feodo quod ab ipso Clarembaldo tenebat, dedit monachis Sancti Martini Tornacensis monasterii, terram quandam apud villam que dicitur Cantrius, assensu et voluntate ipsius Clarembaldi tunc pueri. Cum autem ipse Clarembaldus vir factus fuisset, et post mortem amite sue feodum illud de manu Helie in proprium dominatum recepisset, etiam terram illam quam monachi obtinebant pervasit. Sed postea commonitus a cumpluribus bonis, accepta etiam pecunia a Sigardo abbate et monachis Sancti Martini, ipsam terram in nostra manu, presente Widone archidiacono, et Rogero de Petreponte, et Elberto vicedomino, et Willelmo filio Haduwini, et Clarembaldo de Brueriis, reddidit, et nos reddidimus Sancto Martino in manu Sigardi abbatis. Ut vero hujusmodi efficatia in perpetuum inconvulsa permaneat, hoc scripto confirmavimus, et subscriptis nominibus eorum qui affuerunt, nostre etiam imaginis impressione, corroboravimus.

S. Bartholomei, episcopi, qui hoc scriptum fieri precepit; S. Alberonis, abbatis Sancti Vincentii; S. Wiberti, abbatis Beate Marie; S. Simonis,

abbatis Sancti Nicholai; S. Ernaldi, abbatis de Hunocurt; S. Elberti, abbatis Sancti Michaelis; S. Anselli, decani et archidiaconi; S. Radulfi, magistri: S. Gerulfi; S. Haimonis; S. Harduwini; S. Johannis, castellani; S. Leonis, militis; S. Raineri, majoris; S. Bunardi, servientis; S. Clarembaldi de Foro et Gisle, uxoris ejus.

Actum Lauduni in sinodo, anno ab incarnatione Domini M°. C°. XV°, indictione VIII^a, epacta XXIII^a, concurente IIII^a, regnante Ludovico rege Francorum, anno ipsius VIII°.

Ego Ansellus, Sancte Marie cancellarius, subscribsi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original sur parchemin, très délabré. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 36^a; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 295.

31.

L'évêque d'Arras confirme les moines de Saint-Martin dans la possession du domaine d'Odomez, qui leur avait été contestée par Almannus, seigneur de Fresnes.

Après 1115 [1].

Robbertus, Dei gratia Atrebatensis episcopus, universis ecclesie filiis in perpetuum.

Noverit dilectio vestra quod Balduinus, comes Montensis, filius Balduini comitis Flandrensis, qui Hasnonii jacet, dederit cenobio Sancti Martini Tornacensis locum qui dicitur Audolmansus, in Viconia silva, super ripam Scaldi fluvii, tempore domni Lamberti predecessoris mei, totum sicut per circuitum metis signatus est, in terra, et aqua, et nemore, omnemque loci ipsius comitatum, districtum, advocationem et justiciam, hereditario jure

[1] Robert fut évêque d'Arras de 1115 à 1131; c'est donc naturellement entre ces dates extrêmes que se place la charte précieuse qu'on va lire.

perpetualiter possidenda. Decimas etiam ejusdem loci, tam de animalibus quam segetibus, vel aliis rebus, remisit concessu militum qui ecclesiam seu altare de Fraxino tenebant. Quod postea prefatus episcopus confirmavit assensu Walberti clerici, ejusdem altaris possessoris, sic tamen ut pro his, singulis annis in festivitate sancti Remigii, persone ipsius altaris solvantur XII nummi. Preterea quantum lignorum ex tota circumquaque silva ad eundem locum cotidie carro uno deduci posset, predicti cenobii fratribus ad ardendum pro anima sua tribuit; confirmans omnes has donationes Tornachi, coram altari Sancti Martini, presentibus et concedentibus Anselmo de Ribotmont et Almanno de Provin, ceterisque qui eundem locum de ipso comite in feodo tenuerant, sed et aliis nobilibus viris quampluribus in testimonium convocatis.

Sic ergo quandiu prefati principes vixerunt, locum illum monachi Sancti Martini quiete possederunt, ita ut etiam predictus donus (*sic*) Lambertus episcopus, illuc veniens, ecclesiam illic a monachis edificatam consecraverit, divinumque in ea officium semper fieri concesserit. Post mortem vero eorum, cum comitatum Montensem junior Balduinus optinuisset, et Anselmo prefato filius suus Godefridus successisset, quidam Almannus, suprascripti nepos Almanni, locum illum violenter invasit, monachisque exinde fugatis, rusticis suis eum tradidit, dicens quandam partem illius de suo feodo esse, nec sine suo assensu, licet tunc nonnisi infantulus esset, eum a parentibus suis dari monachis debuisse. Unde prefatus episcopus, audita monachorum querimonia, et rei veritate diligenter investigata, eum cum tota sua familia excommunicavit, ita ut villa Fraxinensis, cujus ipse dominus erat, fere per quinquennium divino officio caruerit. Tandem itaque post obitum predicti comitis junioris Balduini, ab incepta presumptione resipuit, et coram comitissa Hyolende, defuncti comitis uxore, tunc apud Malbodium cum exercitu residente, monachis jus suum recognovit. Quia vero prefatus Godefridus de quo terram suam in feodo tenebat, Hierusalem profectus, tunc forte deerat, Waltero de Lilers qui feodum tenebat ejusdem Godefridi avunculi sui, idem Almannus locum illum coram omnibus reddidit, duodecim etiam bonarios de adjacenti silva, pro commutatione cujusdam terre quam monachi apud Fraxinum habebant, superaddidit. Comitissa vero protinus hec omnia ab eodem Waltero et Almanno recepta, Sancto Martino reddidit per manum domni Segardi, Tornacensis abbatis,

perpetuo possidenda, presentibus optimatibus et principibus totius exercitus : Gosceguino scilicet de Avesniis, Widone de Cirvia, Gosceguino Montensi, et fratre ejus Isembardo, Gosceguino de Rameniis, Gontero de Cin, Goscello de Antonio, Waltero de Vals, et aliis nonnullis. Prefatus deinde Almannus, jam predecessore meo defuncto, cum suprascripto abbate Atrebatum veniens, se injuste contra monachos egisse, in presentia mea, clericorumque meorum, confessus est, et que eis coram comitissa reddiderat iterum confirmans, tandem ea conditione est absolutus ut, si eis deinceps ex his que suprascripta sunt aliquam molestiam intulerit, triginta libras pro quibus primitus fuerat nominatim excommunicatus, eis solvere compellatur. Ne ergo aliquis in posterum prefatos fratres super his inquietare presumat, presenti carta ex auctoritate Dei prohibemus, ipsamque cartam sigilli nostri impressione et testium subscriptione roboramus, quatinus si quis ei temere obviare temptaverit, et admonitus non resipuerit, eidem ipse quoque subjaceat excommunicationi.

S. domni Roberti, episcopi; S. Roberti, archidiaconi; S. Drogonis, archidiaconi; S. Odonis, prepositi; S. Robberti et Gerardi, canonicorum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 28ª.

32.

L'évêque de Tournai et de Noyon écrit à Ségard, abbé de Saint-Martin, pour lui reprocher son absence, et l'inviter à reprendre ses fonctions abbatiales.

1116.

Thesaurus anecdotorum, t. I, col. 344 [1].

[1] Cette édition du *Thesaurus* est faite « ex ms. Sancti Martini Tornacensis ». C'est elle qui assigne à notre pièce la date de 1116. Gousset, dans ses *Actes de la province ecclésiastique de Reims*, t. II, p. 187, a réédité cette lettre.

33.

Baudouin VII, comte de Flandre, confirme plusieurs donations faites à l'abbaye de Saint-Martin, notamment celle de la ferme de Pèvele, située à Nomain et à Templeuve, que l'abbaye tenait du comte de Flandre Robert II.

Watinie [1], 1118.

Ego Balduinus, Dei gratia comes Flandrensis, domno Seggardo, venerabili abbati Sancti Martini Tornacensis, cunctisque fratribus ibidem Deo in perpetuum servituris, mee memores esse salutis.

Notum fieri volo omnibus christianis presentibus atque futuris, quod Rabbodus de Dossemer, qui nemus de Pevela in feodo tenebat de me, concessit vobis de eodem nemore in templo vestro, coram altari Sancti Martini, in presentia domni Lamberti, Tornacensis episcopi, quantum cotidie jugiter uno carro extrahi potuerit, meque ut idem confirmarem postulavit.

Gosceguinus [2] etiam de Rameniis, qui de me in feodo quedam obsonia avene possidebat in pago Tornacensi, ubicunque in terris vestris quas in eodem pago excolebatis prefata ei obsonia debebantur, vobis ea pro anima sua remisit, et a me hoc ipsum concedi et confirmari expetiit.

Utriusque igitur devote favens voluntati, meque et meos, cum animabus predecessorum meorum festinans commendare orationibus vestris, et carrum unum in prefato nemore vobis perpetuo ponere concedo, et obsonia libenter indulgeo. Et ne ab eorum posteris vel quibuslibet aliis hoc beneficium quoquomodo violetur, presenti carta prohibeo.

Preterea curtim de Pevela cum appendicia terra, cujus terre pars jacet in parrochia de Namen [3], pars in parrochia Templovii, patronatum etiam

[1] Il faut peut-être traduire ce mot par *Wattines*. Il y a à Bersée, dans le pays de Pèvele, un endroit qui porte ce nom; et comme notre charte concerne des localités de Pèvele, Wattines n'est pas invraisemblable. Il est cependant permis de penser aussi à *Watten* et à *Wattignies*.

[2] Les Cartulaires 120 et 121 de Bruxelles l'appellent *Gossuinus*.

[3] Le Cartulaire 121 dit *Namaing*.

illius loci, advocationem, comitatum, districtum, omnem videlicet judiciariam potestatem, et duas partes decime totius supradicte terre, hec inquam omnia sicut pater meus comes Robertus, assensu matris mee Clementie, quondam vobis pro anima sua dedit, vosque jam ferme viginti annis quiete tenuistis, ita ego quoque omnino concedo et confirmo; et ne aliquis inde vobis fraudem vel molestiam inferre presumat, penitus interdico. Si quis vero his temere contraire temptaverit, et admonitus corrigi noluerit, ad curiam meam querela delata, judicio optimatum meorum, vobis que vestra sunt, velit nolit, recognoscet, et pro contemptu privilegii mei centum insuper libras michi persolvet. Quod ut ratum perpetuo et inconvulsum permaneat, sigilli nostri impressione roborari, presentiumque optimatum meorum subscriptione precipimus insigniri.

S. Balduini, comitis Flandrensis; S. Lamberti, abbatis Sancti Bertini; S. Henrici, abbatis Sancti Vedasti; S. Olgeri, prepositi Sancti Audomari; S. Henrici, cancellarii; S. Karoli, filii regis Danorum; S. comitis Eustachii; S. Wilelmi, nepotis comitis; S. Balduini de Lens; S. Ricuardi de Furnes; S. Goscelini de Anton; S. Wilelmi, castellani de Sancto Audomaro; S. Froulfi Bergensis; S. Gerrici de Era.

Actum Watinie, anno Dominice incarnationis M°. C°. XVIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 18ᵇ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 49; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 119.

34.

L'évêque de Tournai et de Noyon approuve la donation faite à l'abbaye de Saint-Martin par l'avoué de Tournai, d'un moulin sur le cours d'eau appelé le Ries.

Tournai, 1119.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, ego Lambertus, Dei gratia Tornacensium atque Noviomensium episcopus, omnibus fidelibus eterne salutis querere munus.

Notum fieri volo vestre dilectioni quod Walterus, Tornacensis advocatus, tenebat de me in feodo quoddam molendinum super Ries, sicut et antecessores ejus de antecessoribus meis tenuerant. Hoc itaque molendinum, pro anima sua parentumque suorum, ecclesie Sancti Martini Tornacensis dare disposuit; et ut hoc concederem, una cum matre sua que ibidem converti volebat, me rogavit. Hujusque rei gratia, coram multis testibus, illud in manu mea reddidit. Ego vero ab eo susceptum ilico Sancto Martino, per manum donni Segardi, ejusdem loci abbatis, eque pro anima mea antecessorumque meorum, cum aqua et omnibus appendiciis suis, libere et absque omni exactione perpetualiter tenendum donavi, ipsiusque donationis cartam sigillo nostro et presentium testium subscriptione roborari precepi, quatinus, si quis forte aliquando huic nostre liberalitati obviare quoquomodo temptaverit, et canonice admonitus corrigi noluerit, pro sua presumptione usque ad condignam satisfactionem subjaceat anathemati.

S. donni Lamberti, episcopi; S. Gualcheri, editui; S. Goteri, decani; S. Theoderici, prepositi; S. Henrici, decani; S. Balduini, cantoris; S. Walteri, Hugonis, Tetberti, canonicorum Sancte Marie; S. Rabbodi de Dossemer; S. Gosceguini de Rameniis; S. Teoderici, monetarii; S. Gosceguini, filii ejus; S. Radulfi de Sancto Petro; S. Goscelli de Antonio; S. Walteri, fratris ejus; S. Radulfi, dapiferi episcopi, qui erat avunculus prefati Walteri advocati; S. scabinorum Tornacensium atque burgensium plurimorum.

Actum Tornachi, anno Dominice incarnationis M°. C°. XVIIII°, episcopatus donni Lamberti anno V°.

Ego Hugo cancellarius legi et subtersignavi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 4; original dont le sceau est tombé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 17ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 23; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 47; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 290, copie de 1685.

35.

L'abbé de Saint-Denis en Broqueroie ratifie solennellement la vente faite par son monastère à l'abbaye de Saint-Martin, de deux alleux sis l'un à Bouvignies, l'autre à Mainvault.

Après 1119 [1].

Balduinus, Dei gratia abbas cenobii Sancti Dionisii quod est situm in silva Montensi, omnibus fidelibus futuris et presentibus.

Noverit dilectio vestra, quod Tietguinus de Maiongualt dederit ecclesie nostre in elemosinam pro anima sua, alodium quoddam circa Bovenias, et Hatheguidis de Siliaco aliud circa Maiongualt. Hec itaque duo alodia pluribus annis libere tenuimus, et deinde ea monachis Sancti Martini Tornacensis sub eadem libertate perpetuo tenenda, septem libris Valencenensium nummorum vendidimus, in terra et aqua, in prato et nemore, confirmantes hoc apud Bovenias, coram presbitero Odone et hominibus circamanentibus. Ne quis autem posterorum nostrorum eisdem fratribus exinde aliquid molestie temptet inferre, rursus hoc donum in capitulo nostro confirmamus, et sigillo nostro presentem cartam publice roboramus, nominaque fratrum nostrorum qui capitulo interfuerunt, unanimi eorum consensu subnotamus.

S. Balduini, prioris; S. Alberici; S. Roberti; S. Rainardi, Raineri, Thiescelini, Hermanni; S. Balduini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 25[b]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 104; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 161.

[1] Cette charte se place nécessairement entre les années 1119 et 1143, dates extrêmes du gouvernement abbatial de Baudouin, troisième abbé de Saint-Denis en Broqueroie.

36.

L'évêque de Cambrai approuve la cession faite à l'abbaye de Saint-Martin par les chanoines de Notre-Dame de Cambrai, de tout ce qu'ils possédaient à Mainvault, l'autel de l'église, les terres, les serfs, etc.

1120.

In nomine sancte et individue trinitatis, Burcardus, Dei gratia Cameracensis episcopus, tam futuris quam presentibus in perpetuum.

Noverit dilectio vestra, quod altare de Mainwaut ab antiquis diebus sit canonicorum Sancte Marie Cameracensis, et integra obsonia utpote ecclesia integra episcopo solvere debeat, quarto scilicet anno xx sol., ceteris vero duos. Sed quoniam jam longo tempore ad tantam solitudinem devoluta est eadem villa, cum sua ecclesia, ut nec canonici in ea aliquid accipiant, nec mihi pro ea aliquid solvant, concesserunt monachis Sancti Martini Tornacensis, assensu, prefatum altare et terciam partem bodii que ad eos pertinebat, et quicquid aliud apud prefatam villam in terris et pratis, in aqua et nemore, et servis et ancillis possidebant, ea conditione ut pro hiis omnibus eis monachi singulis annis unam marcam argenti persolvant, cujus unam medietatem in festivitate sancti Remigii, alteram in media quadragesima tribuant. Duo vero solidi et sex nummi quos antea canonicis solvebant, pro quadam terra quam secus Tenram tenebant, ulterius non solventur, sed in eadem marcha simul computabuntur. Facta est autem concessio ista sub presentia nostra, Erleboldo preposito, Oilardo decano, concedentibus, assentiente capitulo, sub archidiaconorum nostrorum testimonio. Ego quoque obsonia que mihi in eadem ecclesia debebantur, petentibus monachis, pro anima mea, consilio archidiaconorum ejusdem ecclesie et totius capituli, ita modicavi, ut unoquoque anno, etiam in bissexto, v sol. mihi vel ministris meis pro eis persolvant, sicque remota omni exactione vel consuetudine, prefatum altare cum omnibus que supradixi, liberum perpetualiter teneant. Ut vero hec nostre pactionis carta inconvulsa jugiter

permaneat, sigillo tam nostro quam canonicorum eam roborari, idoneisque testibus precepi confirmari.

S. Radulphi, archidiaconi; S. Johannis, archidiaconi; S. Anselli, archidiaconi; S. Theoderici, archidiaconi; S. Erleboldi, prefati prepositi, Oilardi decani, Harduini, Werimboldi, Radulphi, Evrardi, Hugonis, Fulconis, Walcheri, Lamberti, Mascelini, Gossuini, canonicorum.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. XX°, indictione xii^a, presulatus domni Burchardi iiii.

Ego Guerimbaldus cancellarius scripsi et s[ubscripsi].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 151.

37.

L'évêque de Soissons donne à l'abbaye de Saint-Martin la chapelle de Notre-Dame au bois de Pinon, et ratifie en même temps diverses donations faites à cette chapelle.

1121.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, sancte et individue trinitatis, ego Lisiardus, Dei gratia Suessorum episcopus, voluntatem habens benefaciendi omnibus, maxime autem Deo servientibus, et desiderans in cura pastorali orationibus fidelium adjuvari, donavi Tornacensi cenobio Sancti Martini capellam Sancte Marie in nemore de Pinon, libere possidendam, concessu illorum qui altare parrochie possidebant. Preterea Harricus, et Gerlicus, et Warnerus, eidem ecclesie Sancte Marie sub nostra presentia circumadjacentem terram, pro salute animarum suarum, liberam, patronatum quoque ejusdem terre, et districtum, omnemque judiciariam potestatem attribuerunt; nemus étiam, quantum fuerit necessarium monachis

inibi habitantibus in preparatione domorum suarum, et ad ardendum; pastionem insuper animalium eorum in nemore, porcorum scilicet ceterarumque pecudum, absque ulla exactione; hospitibus etiam super eandem terram commanentibus mortuum nemus concesserunt, Ingelranno et Widone vicecomite, aliisque a quibus terra illa in feodo tenebant, assentientibus. Nos vero eorum bone voluntati congaudentes, quod nostri intererat juris et officii, omnem scilicet terre illius decimationem, tam in pecoribus quam in segetibus, alios quoque redditus, consensu altare parrochie possidentium, eidem ecclesie indulsimus, ita tamen ut, singulis annis, ecclesie Sancti Martini de Pinon, in festivitate ipsius, due libre cere persolvantur. Ut autem hoc nostrum beneficium atque illorum donum ratum atque inviolatum permaneat in æternum, sigilli nostri impressione, sub anathemate corroboravimus, idoneosque testes, tam clericos quam laicos qui his interfuere, apposuimus.

Signum Waleranni, prepositi; Signum Ansculfi, Petri, Ebali, archidiaconorum; S. Bernardi, Johannis, presbiterorum; S. Engelberti, Walteri, levitarum; S. Wiardi, Odonis, subdiaconorum; item Signum Ernaldi de Cathena, Ingelranni Matifart, Dieti, Walteri.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. XXI°, indictione xiii, epacta nulla, concurrente v°.

Paris, Bibliothèque nationale, Collection de Flandre, tome CLXXXIII, pièce cotée : Tournai 1 ; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

38.

N . . . . . [1] *publie les conditions d'un accord fait entre les abbés de Saint-Martin et de Saint-Amand en Pèvele, au sujet du nombre de porcs que l'abbaye de Saint-Martin pourra faire paître dans la forêt de Saint-Amand à Sirault.*

1122.

Hoc definitum est ab abbate Sancti Amandi Waltero, et abbate Sancti Martini Segardo, consensu utriusque capituli, anno Domini M°. C° XXII° indictione xv^a^, epacta xi^a^, concurrente vi°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 26^a^; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 110 [2].

39.

L'abbé de Saint-Amand en Pèvele autorise, moyennant un cens annuel, la cession à l'abbaye de Saint-Martin de la terre qu'un certain Gualterus, de Velvain, tenait en fief de l'abbaye de Saint-Amand. Il autorise, en outre, l'échange d'une terre à Longuesauch, tenue en fief de Saint-Amand par le prévôt de cette abbaye, contre une autre à Taintegnies appartenant aux moines de Saint-Martin.

Après 1123 [3].

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, ego frater Absalon, humilis minister ecclesie Sancti Amandi, tam presentibus quam futuris fidelibus

[1] Il semble impossible de déterminer l'auteur de cette charte. Il s'adresse aux « frères de son église »; ce doit donc être un abbé. Mais les termes employés montrent, selon nous, que ce n'est ni l'abbé de Saint-Martin, ni celui de Saint-Amand, qui prend ici la parole.

[2] Cette charte a été publiée par Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien,* p. 525.

[3] Cette charte se place nécessairement entre l'année 1123, pendant laquelle Absalon devint abbé de Saint-Amand, et l'année 1145 pendant laquelle il mourut, le 19 septembre.

volo notum fieri, quod quidam homo nostre ecclesie, Gualterus, in pago Tornacensi apud Velveng degens, de ipsa nostra ecclesia terram in feodum tenebat, pro qua fratribus nostris ultra Renum proficiscentibus, singulis annis, equum unum procurabat; candelam etiam duodecim denariorum custodi ecclesie similiter singulis annis persolvebat. Ipse Gualterus, respectu divine misericordie tandem vitam secularem volens relinquere, et in monasterio Sancti Martini Tornacensis sub monastica professione religiose eligens conversari, humiliter a nobis petiit, quatinus terram quam de nobis in feodum tenebat, liceret sibi in monasterio Sancti Martini sollempniter et absque ulla refragatione contradere. Et nos adtendentes devotionem viri, maxime autem propter specialem familiaritatis gratiam quam ad ipsum monasterium habebamus, communi fratrum nostrorum assensu concessimus, et rata ac stabili sanctione decrevimus, quatinus fratres de prefato monasterio Sancti Martini terram ipsam tenerent, ac firmo jure deinceps in perpetuum, absque ulla calumnia, possiderent, ea tamen conditione ut fratres ipsius monasterii quinque solidos camerario, XII vero denarios custodi ecclesie nostre, singulis annis, in festivitate depositionis beati Amandi persolvant; ipso autem anno quo abbatem ejusdem monasterii Sancti Martini decedere contigerit, cum censu pretaxato, XII solidos ecclesie nostre exsolvant.

Preterea notum esse volumus quod tria terre boneria loco qui dicitur Longasalix adjacentia, que de nobis noster prepositus Herimannus, de Herimanno vero quidam Almannus tenebat in feodum, ipse Almannus Herimanno, Herimannus vero nobis reddidit, et nos ea ecclesie Sancti Martini concessimus. Et ut in nullo nostri juris esset minoratio, duo terre boneria loco qui dicitur Tintinnias adjacentia, fratres ecclesie Sancti Martini nobis concesserunt, nos vero Herimanno, Herimannus vero Almanno in feodum dedit. Quoniam igitur funiculus triplex difficile rumpitur, ad confirmandam hujus nostre concessionis paginam, cyrographum scripsimus, testes notavimus, sigillum Beati Amandi apposuimus

S. Absalonis, abbatis; S. Gualteri, prioris; S. Gualteri de Corda; S. Fulconis; S. Gerardi, Godefridi, Huberti, Gualcheri, Gozuini, Heribrandi, Gonteri, Jordanis, Gualteri, Hellini, Hugonis.

Ego frater Robertus scripsi et subscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 17v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 26; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 81. — Lille, Arch. du Nord, Fonds de Saint-Amand, Cartulaire tome II, fol. 83, copie du XIIIe siècle.

40.

Le garde de Notre-Dame de Tournai confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession d'un pré situé près de Tournai, dans le pays de Brabant, et de deux parcelles de terre à Warnave.

Vers 1123 [1].

Gualcherus, divina miseratione custos sive edituus Sancte Marie Tornacensis ecclesie, omnibus fidelibus futuris et presentibus.

Noverit dilectio vestra quod Guido de Vals tenebat in feodo de me quoddam pratum secus Tornachum, in Bracbanto, quod pertinebat ad thesaurariam Sancte Marie. Hoc pratum, accepta pecunia, donavit Radulfo cuidam militi Tornacensi, ad censum XII nummorum singulis annis in festo sancti Remigii, sibi suisque successoribus solvendorum. Sicque illud idem Radulfus multis annis in seculari vita tenuit. Deinde cenobio Sancti Martini, in quo monachus est factus, illud donavit, meque ut hoc concederem rogavit.

Preterea, Gonterus de Orca de eodem Guidone tenebat in feodo duas particulas terre juxta Warnaviam, quas cum prefato prato Guido de me in feodo tenebat. Has duas particulas idem Gonterus monachis Sancti Martini,

[1] C'est vainement que nous avons tenté d'assigner une date à la charte qu'on va lire. Elle est de quelques années antérieure au document publié ci-après sous le n° 51, et qui se place entre les années 1136 et 1146. Il ne paraît pas possible d'arriver à plus de précision, dans l'état actuel de nos connaissances.

concessu predicti Guidonis, duabus marchis vendidit, ita tamen ut sibi heredibusque suis pro una quidem duo, et pro altera, singulis annis, IIIIor solvantur nummi. Rogantibus ergo monachis ut hoc quoque eis concederem, benigne annui, et tam pratum illud quam easdem duas particulas terre ad eundem censum eis concessi. Post aliquot vero annos, cum feodum illud a Guidone, judicio hominum meorum, transiens ad Gualterum de Vals pervenisset, et predictis monachis super his molestiam inferret, ab incepta injuria eum resipiscere et Sancto Martino jus suum coegi recognoscere, rursumque monachis ea que prius concesseram renovavi et confirmavi coram Gosceguino de Warçim, Teoderico monetario, et filio ejus Gosceguino, Radulfo de Sancto Petro, Gosceguino de Foro, Symone de Sancto Piato, fratribusque ejus Waltero et Hugone, canonicis Sancte Marie, et de hac concessione cartam fieri et sigillo meo feci signari.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 26b.

41.

L'évêque de Tournai et de Noyon approuve le don fait à l'abbaye de Saint-Martin d'un alleu à Lassigny, de deux vignes à Landrimont, et d'une autre à Brainceun.

Noyon, 1124.

Actum Noviomi, anno Dominice incarnationis M°. C°. XX°. IIII°, episcopatus autem domni Symonis anno secundo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 59b; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 121; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 229 [1].

[1] Cette charte est publiée dans les *Bulletins de la Société historique de Tournai,* t. XII, p. 327, et dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 153.

42.

Le prévôt de Renaix, le doyen de la même église, et tous leurs confrères, acensent à l'abbaye de Saint-Martin tout ce que l'église Saint-Pierre de Renaix possède à Bracquegnies.

Vers 1126 [1].

In nomine sancte et individue trinitatis, Rodulfus, Rothnacensis ecclesie prepositus, Johannes, decanus, cum ceteris ejusdem ecclesie confratribus, tam futuris quam presentibus in perpetuum. Quoniam bone recordationis actio per devolutionem temporis, oblivionis dispendio adnullatur, nisi munimentis aliquibus subscribatur, idcirco quod gessimus, ratumque et inconvulsum fieri decrevimus, tam futurorum quam presentium noticie mancipantes, presentis cyrographi testimonio promulgamus.

Notificamus igitur ecclesie sancte filiis, sueque possessionis tutoribus et munificis, quia communicato fratrum nostrorum consilio, omnem terram quam apud Brantennies ecclesia Beati Petri Rothnacensis possidet, cum redditibus, justitiis sive dominio, ecclesie Sancti Martini Tornacensis cenobii, petitione Segardi, ejusdem ecclesie venerabilis abbatis, suique capituli, sub jure censuali concessimus; eo videlicet tenore, quatinus in festo sancti Remigii, xx^{ti} solidos monete comparabilis ejusdem vicinie, absque omni exactione, canonicis Rothnacensis ecclesie quotannis solvendos provideant. Si vero die nominata solvendis supersederint, presertim si infra dies xv^{cim} sequentes cum legitima satisfactione duorum solidorum prefatum censum non persolverint, ejusdem terre redditus et usus et dominicaturam prius habitam suam, sepefata ecclesia Rothnacensis cognoscat, et absque controversia, immo ex definito sibi in perpetuum restituat. Hujus itaque convenientia pactionis facta et confirmata est testimonio probabilium personarum Cameracensis ecclesie.

Signum Burchardi, episcopi; S. Johannis, archidiaconi; S. Anselli, archi-

[1] La charte publiée ci-après sous le n° 43, et qui est datée de 1126, nous semble avoir été donnée peu de temps après celle qu'on va lire.

diaconi; S. Teoderici, archidiaconi; S. Erleboudi, prepositi; S. Sigeri, Rothnacensis advocati; S. Gosceuvini de Forest; S. Teoderici de Anven; S. Sigeri de Bernes.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 13; chirographe original. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 25ª et 55ª; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 103.

43.

L'évêque de Cambrai concède à l'abbaye de Saint-Martin les autels d'Hacquegnies, de Bracquegnies et de Bouvignies.

1126.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, Bulchardus, divina gratia Cameracensium episcopus, tam futuris quam presentibus in perpetuum.

Idoneum ducimus, Deoque non ingratum esse estimamus, ministros ejus et commilitones donativis temporalibus remunerare, et pro posse nostro, dum tempus habemus, locupletare. Petitione igitur venerabilis fratris nostri Segardi, Tornacensis abbatis, altare de Hachegniis [1], altare de Branthegniis. altare de Bovegniis, libera et absque persona, episcopi et ministrorum suorum salvis debitis, canonice concessimus. Ut autem hujus beneficii nostri traditio rata et inconvulsa permaneat, in hujus decreti pervasores, data excommunicatione, conservatoribus vero eterna benedictione, rei actionem sigilli nostri impressione signavimus, et personarum nostrarum auctentica subtitulatione, corroboravimus.

S. Anselli, eorumdem altarium archidiaconi; S. Erleboldi, archidiaconi et prepositi; S. Johannis, archidiaconi; S. Theoderici, archidiaconi; S. Gerardi, archidiaconi; S. Oilardi, decani; S. Rothberti, cantoris; S. Haduini, Radulfi, Hugonis, Mascelini, canonicorum; S. Widdonis, Arnulfi, capellanorum.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles porte *Hakegnies*.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. XX°. VI°, presulatus domni Burchardi XI°.

Ego Werimbaldus cancellarius scripsi et recognovi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 24°; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 94; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 148.

44.

Baudouin Pavo, et son fils Robert, donnent quatre bonniers de terre à l'abbaye de Saint-Martin.

Après 1127 [1].

Balduinus Pavo dedit terram quatuor bonarios Sancto Martino Tornacensis cenobii. cum filio suo Roberto, in elemosiam, tempore Herimanni abbatis, et tempore Clementie comitisse et ducisse, sub testimonio Roberti de Cortra, et Herimanni fratris ejus, et Sigeri de Hula, et Disdiri Forestarii, et Balduini de Odengun, et Goszuini fratris ejus, et Disdiri de Mortsela, et Fastradi Forestarii, et Godsuini de Nova ecclesia, et Willelmi de Harlebecca, et Stephani de Landast, et Roberti Greci, et Dapiferi, et Godsuini de Fivia, et Lamberti fratris ejus, et Danihelis de Cortra, et Eggeberti de Harlebecca.

Ego Robertus mea manu scripsi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 21°; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 308.

[1] Il ne paraît pas possible de dater exactement la petite charte qu'on va lire. Elle fut donnée au temps de l'abbé Herman, c'est-à-dire entre les années 1127 et 1147. Nous aurions tendance à la placer plutôt au commencement qu'à la fin du gouvernement d'Herman, parce qu'en 1127 déjà, la comtesse de Flandre, Clémence de Bourgogne, était fort avancée en âge.

[2] Cet original est absolument gâté; il n'est possible de le reconnaître que parce qu'on lit au verso « de iiij bonariis Balduini Pavonis ».

45.

L'évêque de Tournai et de Noyon approuve la donation du moulin d'Élincourt, faite à l'abbaye de Saint-Martin par la dame Mainsendis de Traci.

Noyon, 1130.

Actum Noviomi, anno Dominice incarnationis M°. C°. XXX°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 41ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 123; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 233 [2].

46.

Les chanoines de Notre-Dame de Noyon acensent à l'abbaye de Saint-Martin, pour sa maison de Saint-Amand dans le pays de Noyon, tout ce qu'ils possèdent à Montigny.

Noyon, 1130.

Actum Noviomi, in capitulo Sancte Marie, millesimo centesimo tricesimo ab incarnatione Domini anno.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur double queue de parchemin [3]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 40ᵇ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 120; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 229 [4].

[1] Cet original ne saurait être utilisé, à cause de son mauvais état.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 155.
[3] Cet original ne peut être utilisé, à cause de son mauvais état.
[4] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 154.

47.

L'évêque de Laon approuve diverses donations faites à l'abbaye de Saint-Martin, et notamment celle de la villa d'Eparcy, que Clarenbaldus de Roseto tenait de l'église de Laon.

Laon, 1er février 1131.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Bartholomeus, sancte Laudunensis ecclesie Dei gratia minister indignus. Quia, propiciante Domino, pontificali cathedre, licet indigni, presidemus, cum omnium in commune fidelium ex officii nostri debito curam gerere necesse habeamus, illi tamen precipuum providentie nostre locum merentur, qui ne hujus mundi fluctuante procella involverentur, abjecta seculi sarcina ad tranquillum sancte conversationis portum felici naufragio nudi evaserunt. Cum enim, ex occasione cure pastoralis, ad exteriora negotia rapta in hujus seculi lubrico, imperfectio nostra titubare compellatur, oportet ut eorum orationibus fulciatur qui beata cum Domino sancte contemplationis quiete perfruuntur.

Notum igitur esse volumus quam presentibus tam futuris, quia cum Clarenbaldus de Roseto villam cui Sparsiacus nomen est, de casamento Laudunensis ecclesie, ex beneficio nostro teneret, eamque Sancto Martino de Tornaco in elemosinam dare proposuisset, ipsam villam in manu nostra, de quorum beneficio descendebat, reddidit, quatinus nos predicti loci monachos de illa investiremus, annuens ut ipsi monachi totam terram que ad ville illius mansum dominicum pertinet, tam in agris quam in pratis, pascuis, silvis et piscariis, ita libere teneant sicut ipse tenuerat. Et si qui hominum Sancti Martini illuc ad mansionem faciendam convenerint, ab omni seculari potestate immunes erunt, neque forisfacturam, neque exactionem, neque advocariam, vel aliquid aliud juris Clarenbaldus vel heredes ejus in eis habebunt. Et tam ipsi monachi quam et homines eorum omnibus ville oportunitatibus libere fruentur silvam quoque, et ad exsartationes, et ad porcorum pastiones, et ad urendum, et ad edificandum, et ad quoslibet alios usus habebunt, excepto quod aliis eam vendere non poterunt. Si qui

vero vel hominum Clarenbaldi vel aliorum in ipsa villa manserint, in justicia quidem et districto monachorum erunt; sed et silvagium, et paisnagium, et alias consuetudines quas dominis suis debent, persolvent. Concessit étiam Clarenbaldus ut si qui militum suorum, qui in terra illa beneficia habent, terras quas de beneficio ejus tenent Sancto Martino dare voluerint, ita libere eas monachi habeant sicut terram illam quam de ipsius Clarenbaldi dono habent. Porro domina Machania de Guisia, que tempore guerre illius ville terragia violenter accipere solebat, annuentibus filiis suis, illam malam consuetudinem Sancto Martino quietam clamavit. Sicut autem Clarenbaldus concessit, ita et nos monachis Sancti Martini terram illam reddidimus. Cui donationi etiam Elizabet, uxor ejus, et liberi sui, assensum prebuerunt. Testesque sunt hi qui nobiscum affuerunt : Letaldus, archidiaconus; Odo, Cathalanensis archidiaconus; Soifridus, abbas Sancti Vincentii; Giraldus de Tenolia; Johannes Capellanus; Bonefacius; Radulfus, presbiter de Roseto; Bonardus, decanus de Roseto; Nicholaus de Rumenii; Herbertus Pisellus; Johannes Dapifer; Gepuinus Hastemorsel; Godescalcus; Herbertus de Ganta; Joscelinus de Roseto.

Firmamus etiam eis quod domina Ermengardis de Monteacuto, cum filio suo Roberto, concessit Beato Martino quandam mulierem, Amulbergam nomine, cum filio suo Willermo, qui ad conversionem venerunt, cum tota terra quam possidebant, videlicet cum domo et curte et pomerio in alodio, et nemus unum. et decem agellos, et duas vineas, omnia in alodio, et unam vineam sex sextarios vinatitii reddentem. Quam donationem filii ejus Martinus et Albricus concesserunt, et quicquid de terra illa in partem eorum hereditario jure cadere debebat, in presentia nostra quietum clamaverunt, indeque nos ipsos obsides dederunt.

Berengarius quoque, et Emma soror ejus, quicquid hereditarii juris in predictis terris habebant, similiter Sancto Martino adquietaverunt. Insuper etiam dederunt terram arabilem in alodio, et vineam unam vinatitii quatuor sextarios reddentem, domumque unam et pratum unum que reddunt census denariorum VIII[lo]. Hujus rei testes fuerunt : Gualterus de Puteolis, Willermus camerarius, Odo Pellisaguina, Girardus Rufus.

Preterea Alwidis de Vallis, annuente episcopo, cum filiabus suis et filiis filiarum suarum, duas vineas apud villam que Vallis dicitur, Sancto Martino dedit, quarum unam Croceron et alteram Perticas dicunt, duos modios

vinatitii reddentes. Testes horum omnium : Wido archidiaconus, Letaldus archidiaconus, Blihardus cantor. Galterus magister, Wido prepositus, Arnulfus, Willermus de Caraco, Nicholaus Castellanus.

Porro de terra Amulberge et filiorum ejus, quam domina Ermengardis Sancto Martino concessit, obsides fuerunt Letaldus archidiaconus et Willermus de Apia.

Preterea aput Moncellos, in via Petrepontis, Gepuinus Hastemorsel et Ebrardus de Curiolis, annuente domino suo Rogero de Petreponte, curtim et ortum liberum Sancto Martino dederunt, et terras ad terragia excolendas monachis concesserunt. Cui rei affuerunt testes : Walterus de Puteolis. Johannes Capellanus. Stephanus de Grandiluco. Hec omnia que suprascripta sunt, predicto monasterio et Hermando abbati presenti privilegio firmamus. Et ne quis sacrilego ausu quippiam horum cassare vel infirmare audeat, sub anathemate interdicimus, ipsumque privilegium testium subscriptione et sigilli nostri impressione roboramus.

S. Bartholomei, episcopi, qui hoc privilegium fieri jussit; S. Widonis, decani; S. Letaudi, archidiaconi; S. Blihardi, cantoris; S. Alberici, sacerdotis; S. Herberti, sacerdotis; S. Roberti, sacerdotis; S. Rogeri, diaconi; S. Anselmi, diaconi; S. Roberti, diaconi; S. Arnulfi, subdiaconi; S. Widonis, subdiaconi; S. Milonis, subdiaconi.

Actum Lauduni, kalendis februarii, feria vii^{a}, luna xix^{a}, anno Dominice incarnationis M^{o}. C^{o}. XXX°, indictione viii^{a}, epacta ix^{a}, concurrente i^{o}.

Ego Radulfus Sancte Marie cancellarius relegi.

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 18373 (Cartulaire de Foigny), fol. 8^{r}, copie du XIIe siècle; *Ibidem*, Collection Moreau, t. LIV, fol. 217, copie de 1787 d'après l'original alors aux archives de l'abbaye de Foigny.

48.

Le pape Innocent II confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession de tous ses biens, dont il fait l'énumération.

Compiègne, 24 juin 1131.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Herimanno, abbati monasterii Sancti Martini Tornacensis, ejusque successoribus regulariter substituendis in perpetuum.

Quoniam sine vere cultu religionis nec caritatis unitas potest subsistere, nec Deo gratum exhiberi servitium, expedit apostolice auctoritati religiosas personas diligere, et earum loca sedis apostolice munimine confovere. Ideoque, dilecte in Domino fili Herimanne abbas, tuis rationabilibus postulationibus annuentes, monasterium Sancti Martini Tornacensis cui, Deo auctore, presides, apostolice sedis patrocinio roboramus, statuentes ut quecumque bona, quascumque possessiones prefatum monasterium inpresentiarum juste et legitime possidet, aut in futurum concessione pontificum, liberalitate principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma tibi tuisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis nominibus duximus exprimenda : Possessionem de Guarnavia [1], de Dusiolpera, de Longasalice, de Tinteniis, de Oveniis, de Maregia, de Canfen, de Cateniis, de Ormunt, de Costenten, de Olai, de Guateniis, de Dameriis, de Galren, de Vesoncel, de Adolmanso, de Veson; sex molendina super Ries, tria molendina super Mairam, unum super Marvit, unum apud Costenten; in pago Noviomensi obedientiam Sancti Amandi, cum terris, vineis, molendinis et omnibus que ad eandem ecclesiam pertinent; in pago Laudunensi obedientiam de Canteliu et de Sparsi cum terris, vineis, molendinis et omnibus ad eam pertinentibus; in pago Suessionensi obedientiam de Rosel, cum omnibus ad ipsam pertinentibus;

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles donne, pour quelques-uns des noms qui suivent, des variantes dont voici les principales : *Warnavia, Dulsiopera, Camfaing, Holai, Gaurain, Vesenciel, Hattra.*

in Flandria secus Brugias obedientiam Sancti Trudonis cum his que ad eam pertinent; altaria etiam de Spelcin, de Samiun, de Pasendal. de Floresberc, de Quarta, de Galren, de Evreniis, de Froimunt. de Stamput, de Sirau, de Baveniis, de Branteniis. de Hacaeniis, de Malda. de Sarra, de Isengen, de Guderengen, de Haletres. libera deinceps ac sine personis, salvo episcoporum jure, tam tibi quam tuis successoribus nichilominus confirmamus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prenominatum monasterium temere perturbare. aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, vel temerariis vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum sustentatione et gubernatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco justa servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Christi quatenus hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen, amen.

Cercles concentriques avec l'inscription : Adjuva nos Deus salutaris noster.

Ego Inocentius catholice ecclesie episcopus subscripsi. Benevalete.

Dat. Compendii, per manum Aimerici sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, VIII kalendas julii. indictione VIIII, incarnationis vero Dominice anno M°.C.XXX°. I°, pontificatus autem domini Innocentii II pape anno secundo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1 ; original bullé sur cordelettes de chanvre. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 9' ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 4 ; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 401.

49.

L'évêque de Cambrai donne à l'abbaye de Saint-Martin un alleu à Merbes, précédemment affecté par Anselme de Merbes et Geluidis, sa femme, à une abbaye qui n'avait pu subsister.

Lobbes, après 1131 [1].

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, ego Leutardus, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus fidelibus tam futuris quam presentibus. Notum facimus vestre dilectioni quod Anselmus de Merbiis, et Geluidis uxor ejus, dederunt quoddam alodium apud Merbias, pro animabus suis, quibusdam conversis, ut ibi ad honorem Dei ecclesiam construerent, et pro animabus eorum exorarent. Prius itaque Rogero cuidam abbati illud dederunt, sed illo post paucos annos inde propter loci paupertatem discedente, rursus secundo et tercio aliis conversis illud reddiderunt. Sed cum etiam ipsi exinde transmigrantes locum illum penitus vacuum et desolatum reliquissent, post obitum prefati Anselmi, veniens Geluidis relicta conjunx ejus, cum filiis et filiabus suis, Isaac scilicet et Bernardo, Ida quoque et Ada, in ecclesia Lobiensi, coram universo populo reddidit in manu mea locum illum liberum absque omni comitatu vel advocatione, sicut illum prefatus abbas Rogerus et alii conversi post eum jam multis annis tenuerant. Ego vero statim precibus eorum satisfaciens, tradidi locum illum fratri Herimanno, abbati Sancti Martini Tornacensis, et monachis ejus, ut illum perpetualiter in terra et aqua, in prato et nemore, cum molendino et hospitibus, et duobus manipulis decime que ad prefatam Geluidem pertinebant, sicut predicti conversi antea tenuerant, ita ipsi quoque teneant. Et ne quis

[1] Leutard ou Liétard tint le siége épiscopal de Cambrai de 1131 à 1137. D'autre part, Herman, dont il est question dans la charte, fut abbé de Saint-Martin de 1127 à 1136. Notre pièce se place donc nécessairement entre les années 1131 et 1136.

eis deinceps inde molestiam inferat, auctoritate Dei prohibui, et in contemptores sententiam excommunicationis promulgavi.

Testes qui huic donationi, in ecclesia Lobiensi, in die cene Domini, ante consecrationem chrismatis interfuerunt, sunt hi : Leonius, abbas Lobiensis; Wericus, abbas Lesciensis; Odo, abbas de Raminiis; Wenricus, abbas Sancti Foillani; Erlebaldus, archidiaconus; Teodericus, archidiaconus; Gerardus, archidiaconus; Obbertus, decanus; Alexander, decanus; Ansellus de Perona; Alardus Hasbanicus; Walterus, filius Walteri Tonitrui, et Bartholomeus, canonicus, frater ejus, et multi alii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 27[b]; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 110; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 207.

50.

L'abbé de Saint-Martin déclare avoir acensé la dîme de Quatrechin aux religieux de Saint-Nicolas-des-Prés de Tournai.

1132.

Anno Dominice incarnationis millesimo centesimo trigesimo secundo.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Médard ou de Saint-Nicolas-des-Prés, publié par M. le chanoine J. Vos dans *Mémoires de la Société historique de Tournai,* t. XII, p. 15. La charte y est éditée d'après un cartulaire de Saint-Médard de Tournai, appelé par M. Vos *Le Rouge livre.* Nous ignorons le lieu actuel de gisement de ce cartulaire évidemment mauvais.

---

*31.

Thierry, comte de Flandre, confirme aux moines de Saint-Martin la possession des redevances en avoine qui leur avaient été concédées par le comte Baudouin VII, et que leur contestait un certain Hugo de Ramegnies.

Thourout, 1134.

Teodericus, Dei gratia comes Flandrensis, omnibus fidelibus in perpetuum.

Notum vobis facimus quod predecessor meus, comes Balduinus, quedam obsonia avene que in pago Tornacensi tenebat, monachis Sancti Martini, in terris suis, pro anima sua remisit, et per privilegium confirmavit. Quod privilegium et confirmavi et confirmo. Cum igitur ea monachi diu in pace tenuissent, quidam Hugo de Rameniis qui eadem obsonia de me in feodo tenebat, monachos de possessione sua turbavit. Unde querimonia monachorum audita, et Balduini comitis privilegio viso, prefatum Hugonem ab incepta injuria resipiscere feci, ita ut in festo sancti Petri, apud Torhult veniens, monachis obsonia de terris suis reddiderit, et se deinceps nichil in eis clamaturum in presentia mea et optimatum meorum spoponderit. Rogatus itaque a monachis redditionem illam ibidem scribi et sigillari precepi, nominaque optimatum meorum qui interfuerunt subnotari feci, ne quis deinceps eos de elemosina nostra et predecessorum nostrorum perturbare presumat.

S. Teoderici comitis; S. Iguani de Gandavo; S. Danihelis de Tenremunda; S. Hugonis Candavene; S. Gisleberti de Bergis; S. Guilelmi de Ponten; S. Walteri, castellani Tornacensis; S. Radulfi, castellani Brugensis; S. Gilionis de Cin; S. Raszonis de Gavera; S. Henrici de Durbui; S. Walteri de Duaco; S. Goszuini et Walteri de Foro, Teoderici de Haldiun, Adonis de Duaco.

Actum apud Torhult, anno Domini M°. C°. XXX°. IIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 20^a; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 49; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 120.

52.

L'évêque de Tournai et de Noyon publie les conditions de l'accord intervenu entre les moines de Saint-Martin et les chanoines de Saint-Nicolas-des-Prés de Tournai, pour l'usage du cours d'eau appelé le Ries.

Tournai, 1136.

Symon, Dei gratia Tornacensium atque Noviomensium episcopus, universis fidelibus tam futuris quam presentibus.

Quoniam officii nostri est pacem et concordiam in ecclesiis nobis commissis providere, ne aliquo, quod absit! dissensionis offendiculo, Sathane astutia eas possit perturbare, pactionem quandam quam inter monachos Sancti Martini et canonicos Sancti Nicholai composuimus, vobis volumus notificare. Cum enim domnus Ogerus, abbas Sancti Nicholai, templum suum in pratis edificare cepisset, videns rivulum qui dicitur Ries, pene fundamentum ipsius templi influendo evertere, rogavit per nos abbatem Sancti Martini ut sedem cujusdam molendini ad caput ipsius templi sitam ei daret, et rivum illum aliorsum verti permitteret. Ad quod abbas nobis respondit molendinum illud propter tutelam et custodiam superiorum molendinorum servari, ne miles quidam Walterus scilicet de Calon, inter illud et superiora aliud posset edificare in sede media et deserta. Hac necessitate itaque, predictus abbas Ogerus sedem illam a prefato milite emptam Sancto Martino liberam tradidit, et sic rivum illum mutari impetravit, ea tamen conditione ut nec in terra Sancti Nicholai nec alibi ulterius molendinum in illa aqua a superioribus molendinis Sancti Martini usque in Scaldum possit fieri, nisi per licentiam monachorum. Rivus ergo ille, quocunque fluat, monachorum est usque in Scaldum, nec licebit canonicis per officinas suas eum deducere, vel aliquod impedimentum in eo facere, sed liberum et rectum habebit cursum, et naviculis ad molendinum venientibus expeditum. Quod si monachi rivum ostenderint aliquo modo impeditum, canonicorum erit illum intra terram suam purgare, et si terra in eum deciderit, usque ad stipites in fundo positos evacuare, sed extra terram suam non cogentur

eum mundare. Hec conventio concessa et confirmata est ab utriusque ecclesie abbatibus in presentia mea, canonicorumque Sancte Marie, ac civium Tornacensium; quam etiam eis petentibus presenti carta feci conscribi. ipsamque cartam ut firma in perpetuum maneat, sigilli mei impressione et testium subnotatione roborari precepi.

S. domni Symonis, episcopi; S. Gonteri, decani; S. Theoderici, prepositi; S. Walteri, cantoris; S. magistri Gerrici; S. Movini, Balduini, Wiberti, canonicorum; S. Hermanni, abbatis Sancti Martini; S. Ogeri, abbatis Sancti Nicholai; S. scabinorum Tornacensium : Everardi, Godezonis, Theoderici, Gerardi, Ingeranni. Walteri.

Actum Tornaci, anno Dominice incarnationis M°. C°. XXX°. VI, episcopatus domni Symonis anno XIII°.

Ego Hugo cancellarius legi et sigillavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 48a; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 21; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 38.

53.

L'évêque de Tournai et de Noyon invite le doyen Henri à faire respecter les droits que l'abbaye de Saint-Martin possède sur un pré et une terre situés près de Tournai, dans le pays de Brabant, et sur deux parcelles de terre à Warnave.

Après 1136 [1].

Symon, Dei gratia Tornacensium atque Noviomensium episcopus, Henrico decano salutem.

Conqueritur abbas Sancti Martini Tornacensis super Waltero de Orca,

[1] En 1136, d'après le *Gallia Christiana,* le doyen de Tournai s'appelait encore Gontier, et en 1149 il avait nom Watier. C'est donc entre ces dates extrêmes, 1136, année possible de la promotion d'Henri au décanat, et 1146, année où Simon cessa d'être à la fois évêque de Tournai et de Noyon, que se place la charte qu'on va lire.

qui ei auferre molitur quoddam pratum et terram in Bracbanto prope Tornachum, que ecclesia Sancti Martini jam xxx[a] tribus annis quiete tenuit, ad censum xII nummorum, de Guidone seu Waltero de Vals, assensu domni Gualcheri, Tornacensis ecclesie editui, de quo illi ea in feodo tenebant. Duas etiam particulas terre secus Warnaviam eis similiter auferre nititur, quas jam pluribus annis monachi Sancti Martini quiete possederunt, ad censum vI nummorum, de Gontero fratre ejusdem Walteri, quas etiam cum prefato prato idem domnus Gualcherus ecclesie Sancti Martini coram testibus concessit, et scripto confirmavit. Quia ergo nos possessiones ecclesie non diminuere sed augere volumus, que prefatus domnus Gualcherus eis concessit, ego quoque concedo et confirmo; et ne de his que tanto tempore possederunt quisquam eis molestiam inferre presumat interdico, et ut ejusdem Walteri cetérorumque ecclesie malefactorum insolentiam viriliter reprimas, ex debito obedientie tibi injungo. Vale.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 27[a].

54.

L'évêque de Noyon donne à l'abbaye de Saint-Martin, pour l'usage de ceux de ses moines qui résident à Saint-Amand lez-Thourotte, l'autel de Montigny, sous condition de payer un cens annuel de six deniers.

Noyon, 1137.

Actum Noviomi, in presentia domni Symonis episcopi, personarumque ejus. anno ab incarnatione Domini M°. C°. XXX° VII°.

Mons, Arch. de l'Etat, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 40[a]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 120; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 228 [2].

[1] Cet original est en si mauvais état qu'on ne saurait plus l'utiliser.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 156.

55.

L'abbé de Saint-Martin vend à l'abbaye de Prémontré tout ce que son monastère possédait au bois de Pinon, l'oratoire de Notre-Dame de Rosay, des terres, prés, bois, vignes, moulins, etc.

1140.

In nomine sancte et individue trinitatis, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Divinis edocemur paginis caritatem non tantum que sua sunt querere, sed et aliorum, maxime autem domesticorum fidei, commoditatibus diligenter inhiare.

Igitur ego Gualterus, Tornacensis ecclesie Sancti Martini Dei patientia vocatus abbas, ac totus ejusdem ecclesie conventus, oratorium Sancte Marie de Rosel, quod in nemore de Pinon situm est, concessione domni Lisiardi, quondam Suessorum episcopi, et aliorum qui altare parrochie possidebant, libere possidendum habuimus, magistra caritate dictante, Premonstrate ecclesie perpetuo habendum contulimus. Preterea, quicquid ibi habebamus in terris cultis et incultis, pratis, silvis, pascuis, vineis, pressoriis, vivario et molendino, sive oblatione fidelium nobis collatum, sive labore nostro adquisitum, vel emptione comparatum, sicut in nostro privilegio continebatur, et in Premonstratensium renovatum est, quia a nobis longinquum erat, quia etiam ipsi ecclesie Premonstrate magis necessarium esse poterat, contulimus, et ad aliam terram emendam que magis nobis esset commoda, LX libras ab eadem ecclesia recepimus. Hoc autem ne aliquis presumptuose irritum facere intendat, nostri capituli consilio et assensu, sigillo nostro corroboravimus.

Actum anno Dominice incarnationis M. C. XL, indictione III[a], regnante rege Ludovico. episcopante domno Simone.

S. domni Gualteri abbatis; S. Gerardi, abbatis Sancti Nicholai; S. Gerberti prioris: S. Sicheri. Alexandri, Guidonis, Gozuini, Gozuini (*sic*), Gil-

leni, monachorum; et de clericis Sancte Marie : S. Movini, Gaulteri, Heribrandi, Guiberti, Segardi.

Omnibus hanc pactionem custodientibus, pax; infringentibus, nisi resipiscant, anathema.

Paris, Bibliothèque nationale, Collection de Picardie, tome CCXC, n° 2; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

56.

L'évêque de Tournai et de Noyon concède les autels de Wielsbeke et de Vive-Saint-Bavon à l'abbaye de Saint-Martin.

Tournai, 1141.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, Symon, Dei gratia Tornacensium ac Noviomensium episcopus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, Galtero venerabili abbati, ceterisque fratribus tam presentibus quam successuris in perpetuum. Providi pastoris est sui nominis opinionem diligenter attendere, et quid ex officio sibi injuncto facere debeat sollicite pensare, quatinus subditorum suorum necessitatibus in quantum prevalet subveniat, et eorum justis postulationibus paterno affectu condescendat.

Altaria igitur in pago Curtriacensi, in villa que dicitur Wilesbecca, et in Fivia altare quod dicitur Sancti Bavonis, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et tibi, frater Galtere, venerabilis abbas, tuisque successoribus, ob salutem anime nostre et predecessorum nostrorum, necnon et pro nostri obitus anniversaria recordatione, laudante et concedente Erpulfo, qui eorumdem altariorum personatum tenebat, benigne damus, atque assensu filii nostri Evrardi archidiaconi, sub perpetua libertate possidenda concedimus, et salvo sinodali jure, et nostra nostrorumque ministrorum justicia, presentis pagine munimento firmamus. Ut hec igitur concessio rata et

illibata permaneat, tam sigilli nostri impressione quam testium subassignatione corroboramus, et ne ab aliquo ullo in tempore violetur, episcopali auctoritate et sub anathemate prohibemus.

S. domni Symonis, episcopi; S. domni Evrardi, archidiaconi; S. domni Radbodi, archidiaconi; S. domni Absalonis, abbatis Sancti Amandi; S. domni Teoderici, abbatis Sancti Eligii Noviomensis; S. domni Balduini, abbatis Sancti Quintini insule; S. Willelmi, decani; S. Movini, cantoris; S. Gerrici; S. Wiberti; S. Teoderici, prepositi; S. Letberti, magistri; S. Everardi.

Actum Tornaci, anno ab incarnatione Domini M°. C°. XL°. I°.

Ego Hugo cancellarius relegi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 14[b]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 531.

57.

L'évêque de Laon approuve les donations faites à l'abbaye de Saint-Martin par Clarembaldus de Roseto, en compensation des dommages qu'il avait causés à cette abbaye, et qui avaient entraîné pour lui l'excommunication.

Laon, 1142.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Bartholomeus, Dei gratia sancte Laudunensis ecclesie minister humilis. Pastoralis sollicitudinis cura constringimur, et loci sublimitate qua nos superna providentia domui sue preposuit provocamur, ut in ea officii nostri apex (*sic*) tanquam lapis positus angularis, ad imitationem ipsius fidelibus quidem et humilibus tutissimum refugium exhibeamus, presertim Christi pauperibus qui nichil sibi preter cotidiana stipendia reservantes, omne quod superest in piis causis erogare festinant.

Quodcirca notum esse volumus tam presentibus quam futuris, quia cum

Clarembaldus de Roseto possessiones monasterii Beati Martini Tornacensis injuriis, dampnis, variisque exactionibus longo tempore vexasset, et pro his omnibus excommunicatus fuisset, tandem ecclesiastica censura compulsus, ad misericordiam venit, et pro restauratione predictorum, quicquid apud Sparsiacum tenebat, in terra, in aqua, in pratis et piscariis, in proventu apium, in captura venationum, in silva non solum ad ardendum vel edificandum, sed etiam ad vendendum quibuscumque vellent, omnem etiam districtum, et justiciam loci et advocationem, et ex integro omnia que ibi a nobis in feodo tenebat, assensu uxoris sue, et filiorum et filiarum, ceterorumque heredum suorum, pro salute anime sue et filii sui Roberti, suorumque predecessorum, prefati monasterii fratribus, per manum nostram hoc modo donavit, scilicet ut milites in predicte ville territorio feodos tenentes, hominium abbati Beati Martini faciant, et feodos suos ab ecclesia tenendos, per manum abbatis recipiant. Concessit etiam ad cumulum sue misericordie ut monachi de Sparsi, et conversi eorum, et famuli domus sue, quando ad mercatum vadunt, libere et absque calumpnia per terram suam transeant, et de bestiis suis, vel de his que ad victum suum pertinent, nullum wionagium vel aliam consuetudinem in tota terra ipsius persolvant. Insuper duas carretas vini sub eadem libertate per terram suam singulis annis ducere eis concessit: quas si vendere voluerint, libere eis licebit. Monachi quoque pro hac tam congrua satisfactione et emendatione domini Clarembaldi, nobis et ipsi poscentibus, concesserunt ut vicini Bucelienses participes pascuarum existant, ita tamen ut nullum dampnum per bestias suas, vel alio modo eis inferant. Si vero monachi bestias eorum in agris vel in pratis suis dampnum sibi facientes invenerint, absque ulla contradictione, ad domum suam eas ducent, ibique rustici de forisfacto justiciam prosequentur. Ad hec concesserunt ut jam dicti vicini mortuam silvam incidant. Si vero fagum, vel quercum seu arborem fructiferam secantes inventi fuerint, lege terre, per justiciam monachorum emendationem inde facient. Hoc etiam a fidelibus reminisci decernimus quod de cereo xx^ti^ librarum cere quem idem Clarembaldus de feodo de Sparsi debebat ecclesie Beate Marie, monachi xiii^cim^ libras singulis annis persolvent. Ne autem in postmodum, quod absit! aliquis huic traditioni et concessioni Clarenbaldi obviare presumeret, hoc privilegium fieri decrevimus, sigilli nostri impressione assignatum, attestatione fidelium subnixum. Quod si quis presump-

serit, presumptionis sue vicem quoad perseveraverit, a Deo recipiat.

S. Bartholomei, episcopi; S. Bartholomei, archidiaconi; S. Anselmi, abbatis Sancti Vincentii; S. Walteri, abbatis Sancti Martini de suburbio Laudunensi; S. Balduini, abbatis Sancti Johannis; S. Gerardi, abbatis Fidemensis; S...., abbatis Tenoliensis; S. Roberti, capellani; S. Deiamici, decani; S. Roberti, decani de Petreponte; S. Nicholai, castellani; S. Guidonis de Loisi; S. Petri de Sessonia; S. Arnulfi de Marfontenis; S. Walteri et Roberti de Seon.

Actum Lauduni, anno Dominice incarnationis M°. C°. XL°. II°, indictione v[a], epacta xxii[a], concurrente ii°.

Ego Bartholomeus Sancte Marie cancellarius relegi.

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 18375 (Cartulaire de Foigny), fol. 24[a], copie du XII[e] siècle; *Ibidem*, Collection Moreau, t. LX, fol. 24, copie de 1787 d'après l'original alors dans les archives de l'abbaye de Foigny.

58.

L'évêque de Beauvais approuve le don fait par Ivo à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, d'une partie de la dîme de Saint-Hilaire de Coudun.

1144.

Anno incarnati Verbi M°. C°. XL°. IIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 41[b]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 127; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 239 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 159.

59.

L'évêque de Tournai donne à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Beveren et de Ledeghem, en Flandre, et celui de Templeuve, dans le Tournaisis.

Tournai, 1145.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Symon, Dei gratia Tornacensium episcopus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis Galtero venerabili abbati, ceterisque fratribus tam presentibus quam successuris in perpetuum. Quoniam et ex cura regiminis et ex officii nostri vocabulo admonemur superintendere, sicut animabus nobis subditorum, ita et corporum necessitatibus in quantum prevalet, debet munificentia nostra providere.

Quocirca ecclesie Sancti Martini Tornacensis et tibi, fili carissime Galtere venerabilis abba, tuisque successoribus, ob salutem anime nostre et predecessorum nostrorum, benigne damus in pago Flandrensi altare de Beverna et altare de Ledeguin [1], atque in pago Tornacensi altare de Templovio, atque assensu filii nostri Evrardi archidiaconi, sub perpetua libertate possidenda concedimus, et salvo sinodali jure, et nostra, nostrorumque ministrorum justicia, pagine presentis munimento firmamus. Ut igitur hec concessio rata et illibata permaneat, tam sigilli nostri impressione quam testium sub assignatione corroboramus, et ne ab aliquo ullo in tempore violetur, episcopali auctoritate et sub anathemate prohibemus.

S. domni Symonis, episcopi; S. domni Everardi, archidiaconi; S. Bonefacii, custodis; S. Letberti, prepositi; S. Movini, cantoris; S. Maineri, Nicholai, Gossuini, presbiterorum; S. Raineri, Galteri, Ascrici, Guiberti. Letberti, Thome, Balduini, Henrici, Teoderici, canonicorum.

Actum Tornaci, anno ab incarnatione Domini M° C° XL° V°.

Ego Hugo cancellarius relegi et subtersignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 15ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 63; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 249.

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Bevrena* et *Ledenghem*.

60.

L'évêque de Laon approuve les donations de terres et bois à Monceau-le-Wast, faites à l'abbaye de Saint-Martin par divers donateurs.

Laon, 1145.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti. amen. Ego Bartholomeus, Dei gratia Laudunensis ecclesie episcopus, notum fieri volo cunctis fidelibus tam futuris quam presentibus, quod Gebuinus Hastemorsel et Ebrardus de Curiolis, annuente domino suo Rogero de Petreponte, apud Moncellos. in via Petrepontis, curtem et ortum liberum Sancto Martino de Tornaco dederunt. et terras ad terragia excolendas et perpetuo possidendas monachis concesserunt coram Waltero de Puteolis. Johanne Capellano, Stephano de Grandiloco. Cum ergo monachi Sancti Martini jam per viginti annos et eo amplius quiete tenuissent eandem curtem cum prefatis terris, et alias etiam terras ad terragia nichilominus excolendas, non solum a militibus, sed et a monachis Majoris silve qui morabantur apud Gisi suscepissent, quidam miles nomine Herbertus de Ganta, quandam terram eis ibidem, accepta pecunia, in elemosinam pro anima sua dedit, et in presentia mea confirmavit, concedente Gosceguino. castellano de Petreponte, et Amisardo Wastin, ac Rainaldo Bidena. qui participes ejus erant.

Preterea Massa, conjunx Odonis de Barentun, post mortem viri sui, silvam quam ibidem habebat eis dedit, ea conditione ut monachi eam succiderent. et terram, succisa silva, ad terragium excolerent, sibique ac heredibus suis pro terragio nonum manipulum dantes, sine aliqua contradictione eam in perpetuum possiderent. Hoc donum fecit apud Montemacutum, assensu filiorum suorum et filiarum, necnon et Wicardi militis de Monteacuto, filiique ejus Anselmi. de quo eam in feodo tenebat, coram multis testibus, ita ut idem Anselmus Laudunum veniens, coram me donum istud confirmaret, utque illud privilegio meo confirmarem, rogaret, pre-

sente Bartholomeo archidiacono, Waltero, decano matris ecclesie, Anselmo, abbate Sancti Vincentii, aliisque multis.

Robbertus quoque de Derci dedit eis terram quam apud Moncellos habebat, coram multis testibus, assensu uxoris sue Contesse, filiique sui Radulfi, ad disrumpendum et perpetuo possidendum, ita tamen ut sibi et heredibus suis nonum manipulum pro terragio semper donent.

Preterea Robardus de Puteolis dedit eis quandam terram ibidem in elemosina pro anima sua, concessu cognatorum suorum, Guilelmi de Puteolis, et Herberti fratris ejus, coram Roberto, majore de Barentun, Stephano de Grandiloco, Lamberto de Salmunci, et aliis multis.

Berengarius etiam, et Emma soror ejus, et Walterus de Puteolis, dederunt eis quandam terram ibidem prope Tumbam, in elemosinam, pro animabus suis coram Guilelmo de Puteolis, et Herberto fratre ejus. Ne quis ergo prefatos Sancti Martini monachos de his omnibus perturbare deinceps presumat, prohibemus, et hanc cartam sigilli nostri impressione et testium subnotatione roborari precipimus.

S. domni Bartholomei, episcopi; S. Gualteri, decani matris ecclesie; S. Bartholomei, archidiaconi et thesaurarii; S. Anselmi, abbatis Sancti Vincentii.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi M°. C°. XL°. V°, indictione viii^a, epacta xxv^a, concurrente vii°.

Ego Algotus cancellarius relegi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 37*, *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 300.

[1] Cet original est en si mauvais état qu'il n'a pu être utilisé.

61.

Le doyen de Notre-Dame de Laon autorise l'établissement d'un cimetière auprès de l'église de Chantrud, dépendance de l'abbaye de Saint-Martin.

Laon, 1145.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Galterus, Sancte Marie Laudunensis ecclesie decanus, et tota canonicorum congregatio. Scriptorum consuetudo a patribus statuta ideo tenetur, ut quod prolixitate temporis memoriam excederet, scriptura superstes ad memoriam reduceret, et rei geste argumentum in se evidenter obtineret.

Quocirca notum esse volumus tam modernis quam posteris, quod in parrochia Sancti Remigii de Grandiluco, que nostra est, monachi ecclesie Sancti Martini de Tornaco in quadam curte que Chantrius vulgo dicitur manebant, et ibidem ecclesiam solam sine cimiterio habebant. Quia vero fratres ibi commorantes valde gravabantur, deferendo corpora defunctorum suorum ad remota cimiteria, Galterus, abbas predicti monasterii, nos adiens, postulavit ut juxta ecclesiam prefate curtis cimiterium benedici permitteremus. Nos vero pro ejus religione piis petitionibus annuentes, ibi fieri cimiterium hoc modo concessimus, ut tam ipse quam monachi sui, homines ecclesie nostre capite censos, sine assensu nostro, ad conversionem non recipiant, nec aliquem de parrochianis nostris ibidem sepeliant. Ut igitur hec nostra concessio in posterum inconcussa valeat permanere, istud cyrographum cum annotatione testium qui affuerunt, nostra imagine muniri, et inter nos et ecclesiam Beati Martini dividi precepimus.

Actum Lauduni, anno Dominice incarnationis M°. C°. XLV°, indictione VIII, epacta XXV, concurrente VII.

S. magistri Galteri, Laudunensis ecclesie decani; Signum Herberti; S. Milonis, cantoris; S. Arnulfi; S. Roberti; S. Johannis; S. Berrardi; S. Gunteri; S. magistri Petri; S. Haimonis; S. Fulberti; S. Herberti, subcantoris; S. Lisiardi, sub...

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original en forme de charte-partie, jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 50[b]; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 293.

62.

L'évêque de Tournai concède à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Cuerne et de Lierde.

Tournai, 1146.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Anselmus, Dei gratia Tornacensium episcopus, voluntatem habens benefaciendi in omnibus, maxime autem ad domesticos fidei, et desiderans in cura pastorali orationibus fidelium adjuvari, donavi Tornacensi cenobio Sancti Martini altaria de Cuerna et de Liedda, usibus fratrum, et tibi, fili carissime, Galtere, venerabilis abba, tuisque successoribus, perpetuo possidenda, concedente dilecto filio nostro Desiderio, archidiacono, qui eorumdem personatum antea tenebat, libera et absque personatu, ita tamen ut pro ipsis altaribus, mihi et successoribus meis, et vicariis nostris, episcopalia et sinodalia jura solvantur. Abbatis vero erit, quotienscunque opus fuerit, sacerdotes substituere. Sacerdos autem ab abbate substitutus, curam animarum ab episcopo vel ejus vicario suscipiat. Et ut hoc beneficium nostrum firmum in perpetuum perseveret, consilio et assensu Evrardi, archidiaconi nostri, nostrorumque clericorum, auctoritatem sigilli mei apposui, et ne ab aliquo violetur, sub anathemate interdixi.

Signum domni Anselmi, episcopi; S. domni Evrardi, archidiaconi; S. domni Desiderii, archidiaconi; S. Gerardi, abbatis Sancti Nicholai; S. Anselmi, abbatis Cisoniensis; S. Leonis, abbàtis de Sancto Bertino; S. Lamberti, abbatis de Lobiis; S. Letberti, prepositi; S. Movini, cantoris; S. Evrardi, S. Ernulfi, canonicorum.

Actum Tornachi, anno incarnati Verbi M°. C°. XL°. VI°, epacta XVII^{a}.

Ego Letbertus cancellarius legi et subtersignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 16^{a}; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 60; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 324.

63.

L'évêque de Laon approuve la cession de la terre d'Eparcy, faite par l'abbaye de Saint-Martin à celle de Notre-Dame de Foigny.

Laon, 1147.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Bartholomeus, Dei gratia sancte Laudunensis ecclesie minister humilis. Pastoralis sollicitudinis cura constringimur, et loci sublimitate qua nos divina providentia domui sue preposuit, provocamur, ut in ea officii nostri apex, tanquam lapis positus angularis, ad imitationem ipsius, fidelibus quidem et humilibus, tutissimum refugium exhibeamus, presertim Christi pauperibus, qui nichil sibi preter cotidiana stipendia reservantes, omne quod superest in piis causis erogare festinant. Quodcirca, notum esse volumus tam presentibus quam futuris, quod abbas Sancti Martini Tornacensis Gauterus, assensu capituli sui, terram de Sparsiaco quam a Clarenbaudo de Roseto per manum nostram acceperat et libere possidebat, ecclesie Sancte Marie de Fusniaco eadem libertate possidendam, per manum nostram reddidit. Hoc autem ne possit oblivione deleri, et a posteris infirmari, scripto commendari, sigillique nostri impressione et testium subscriptione muniri fecimus.

Signum Gauteri, decani; S. Richardi, archidiaconi; S. Herberti de Oriniaco; S. Roberti, capellani; S. Gerardi, subthesaurarii; S. Herberti Pileel; S. Warnerii; S. Hioberti de Fastis; S. Hernulphi, fratris ejus.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi M°. C°. XL°. VII°.

Ego Angotus cancellarius relegi.

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 18375 (Cartulaire de Foigny), fol. 43, copie du XII siècle [1].

[1] Un fragment de cette charte est publié dans *Historia Fusniacensis cenobii*, p. 21.

64.

L'évêque de Laon concède à l'abbaye de Saint-Martin l'autel de Faty avec ses dépendances.

Laon, 1147.

Ego Bartholomeus, Dei gratia Laudunensium episcopus, omnibus fidelibus tam presentibus quam futuris in perpetuum. Quoniam et ex cura regiminis et ex officii vocabulo admonemur superintendere, episcopus enim dicitur superintendens, sicut necessitatibus animarum Deo servientium, ita et corporum, in quantum prevalet, debet munificentia nostra per providentiam subvenire.

Quocirca ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et tibi, Galtere abbas, tuisque successoribus, altare de Fasti concessu Hberti qui illud tenebat, medietatem insuper decime pertinentis ad casam ipsius altaris, et possessionem omnem in pratis, et terra arabili, et nemore, sicut idem Hbertus possederat ibidem, benigne damus, et sub perpetua libertate possidendum, salvo tamen jure sinodali et nostra, nostrorumque ministrorum justicia, assentiente simul Ernulfo, fratre ipsius Hberti, concedimus. Ut igitur ista concessio nostra rata illibataque in perpetuum permaneat, tam sigilli nostri impressione quam testium subassignatione corroboramus, et ne ab aliquo ullo violetur in tempore, episcopali auctoritate sub anathemate prohibemus.

S. Bartholomei, episcopi; S. Gualteri, decani; S. Richardi, archidiacano; S. Goscewini, abbatis Foisnacensis; S. Milonis, cantoris; S. Gerardi, subthesaurarii; S. Herberti de Oriniaco; S. Herberti Pelel; S. Robberti, capellani; S. Galteri, nepotis decani.

Actum Lauduni, Dominice incarnationis anno M°. C°. XL°. VII°.

Ego Algotus cancellarius relegi et subscribsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 36°; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 312.

65.

L'abbé d'Inde garantit à l'abbaye de Saint-Martin la libre jouissance de tous les biens qu'elle possède à Kain.

Renaix, 1149.

In nomine patris, etc. Agno, Dei gratia abbas Indensis ecclesie, tam presentibus quam futuris in perpetuum.

Notum facimus tam nostris quam karissimis fratribus Beati Martini Tornacensis ecclesie succedentibus, quod eorum petitioni condescendens, pio caritatis affectu concessi ut quicquid in villa nostra Kein, prope Tornachum sita, terre hereditarie prece sive precio adquirere potuerint, salvis redditibus nostris et consuetudinibus, libere possideant, absque ulla villicorum nostrorum exactionis molestia. Ea vero que ante hanc concessionem primitus tenuerant, firma et absque inquietatione nichilominus teneant. Huic concessioni interfuerunt homines nostri tam clerici quam laici : Evrardus, major ejusdem ville; Movinus, Ambrosius, Erembaldus, Alardus, magister Florentius, canonici Rothnacensis ecclesie; Osto, prepositus ejusdem ecclesie; Otto, monachus Indensis ecclesie.

Actum Rothnachi, anno Domini M°. C°. XL°. VIIII°, sub abbate Sancti Martini Galtero.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 26v: *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 81; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 34.

66.

L'abbé de Saint-Martin acense aux moines de Loos la ferme que son abbaye possédait à Templeuve en Pèvele.

1149.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Debemus juxta apostolum semper operari bonum ad omnes, maxime autem ad domesticos fidei. Quoniam igitur de profectu sancte matris ecclesie nostrum est gaudere, atque in vinea Domini pro mercede laboris operantibus auxilium ferre, dignum est ut quod fideles quilibet pro libertate seu multiplicatione locorum divino cultui mancipatorum devote postulaverint, adtendamus, et in quantum possumus orationem eorum exaudiamus.

Comperiat igitur fidelium sollertia, quod ego Galterus, abbas Sancti Martini Tornacensis ecclesie, assensu totius capituli, curtem que sita est in pago Pabulensi, in villa que dicitur Templovia, cum omni possessione que ad eam pertinere dinoscitur, in terra, in aqua, in pratis, in silva, fratribus apud Lhos in professione Clarevallis Deo famulantibus, sub assignato censu, singulis annis, quinque marcharum, quarum due et dimidia in Natali Domini, et totidem in festo sancti Johannis Baptiste persolventur, firma manu et jure perpetuo possidendam dedimus. Sicut ea que a predecessoribus nostris bene et rationabiliter facta sunt, firma et inconvulsa volumus permanere, ita que a nobis bene constituta sunt, nulla debent immutatione convelli. Hujus igitur possessionis traditio ne in posterum, refragatione pravorum hominum, valeat turbari, sigilli nostri impressione confirmamus, et testimonio fratrum nostrorum qui affuerunt et assensum prebuerunt, corroboramus.

Signum Galteri, abbatis; S. Lamberti, prioris; S. Radulfi, prepositi; S. Gotsuini, cantoris; S. Galteri, custodis; S. Gotsuini, thesaurarii; S. Gotsuini, Alardi, Pauli, presbiterorum; S. Christiani, subprioris; S. Christiani, tercii subprioris; S. Galteri, Gotsuini, Gerardi, diaconorum; S. Radulfi, Sicheri, Symonis, subdiaconorum.

Actum anno Domini M. C. XL. VIIII°, indictione xii*, presente venerabili Tornacensi episcopo Geraldo, anno pontificatus ejus primo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 19*, *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 233.

67.

L'évêque de Tournai approuve l'acensement de la ferme de Templeuve en Pèvele, fait aux moines de Loos par ceux de Saint-Martin.

1149.

Justicie et equitatis ratio postulat, et apostolus nos admonet semper operari bonum ad omnes, maxime autem ad domesticos fidei. Quoniam igitur de profectu sancte matris ecclesie nostrum est gaudere, atque in vinea Domini pro mercede laboris operantibus auxilium ferre, dignum est ut quod fideles quilibet pro libertate seu multiplicatione locorum divino cultui mancipatorum devote postulaverint, adtendamus, et in quantum possumus orationem eorum exaudiamus.

Comperiat ergo fidelium sollertia quod ego Geraldus, Dei miseratione Tornacensium episcopus, curtem que sita est in parrochia que dicitur Templovia, cum omni possessione que ad eam pertinere dinoscitur, quam fratres apud Lhos in professione Clarevallis Deo famulantes sub assignato censu quinque marcharum, singulis annis, ab ecclesia Sancti Martini Tornacensis tenent, episcopalis officii auctoritate confirmo, et sigilli nostri impressione corroboro, ne pravorum hominum refragatione in posterum valeat turbari. Sicut enim ea que a predecessoribus nostris bene et rationabiliter facta sunt, firma et inconvulsa volumus permanere, ita que a nobis juste constituta sunt, nulla debent immutatione convelli.

S. domni Geraldi, Tornacensis episcopi; S. Evrardi, S. Desiderii, archidiaconorum; S. Galteri, Tornacensis decani; S. Symonis, capellani; S. Nicholai, S. Goszuini, presbiterorum.

Actum anno Domini M°. C. XL. VIIII°. indictione xii^a, anno pontificatus pretaxati Geraldi primo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 19^a.

68.

L'évêque de Tournai approuve l'accensement de l'église d'Odenghem lez-Bruges, fait à l'abbaye d'Eeckhout par celle de Saint-Martin.

Tournai, 1149.

Quoniam de profectu sancte matris ecclesie nostrum est gaudere, atque in vinea Domini pro mercede laboris operantibus auxilium ferre, dignum est ut quod fideles quilibet pro libertate seu multiplicatione locorum divino cultui mancipatorum devote postulaverint, adtendamus, et in quantum possumus eorum petitionem exaudiamus.

Comperiat igitur fidelium sollertia quod ego Geraldus, Dei miseratione Tornacensis episcopus, ecclesiam que sita est in villa que dicitur Odenghem juxta Brugas, cum omni possessione que ad eam pertinere dinoscitur, quam ecclesia Sancti Martini Tornacensis hactenus tenuerat, pro qua abbas Hechoutensis et fratres sui assignatum censum viii videlicet marchas, singulis annis, predicte Sancti Martini ecclesie solvendas, iiii^or in festo sancti Remigii, et iiii^or in Purificatione Sancte Marie, quousque assensu abbatis et fratrum cenobii Sancti Martini commutatio equevalens a predicto Hechoutensi abbate et fratribus ejus facta fuerit, episcopalis officii auctoritate confirmo, et sigilli nostri impressione corroboro, ne pravorum hominum refragatione in posterum valeat turbari. Sicut enim ea que a predecessoribus nostris bene et rationabiliter facta sunt, firma et inconvulsa volumus permanere, ita que a nobis bene sunt constituta, nulla debent immutatione convelli.

S. domni Giraudi, episcopi; S. Evrardi et Desiderii, archidiaconorum;

S. domni Roberti, abbatis Sancti Nicholai Tornacensis; S. domni Gaulteri, abbatis Sancti Amandi; S. domni Anselmi, Cisoniensis abbatis; S. Bonefacii, custodis; S. Letberti, prepositi; S. Movini, cantoris; S. Symonis, Nicholai, Gossuini, presbiterorum; S. Guiberti, Ascrici, Galteri, canonicorum.

Actum Tornachi, anno Domini M°. C°. XL°. VIIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 21°.

69.

L'évêque de Tournai concède à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Mouscron, de Ledeghem et de Beveren.

Tournai, 1149.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, Geraldus, Dei gratia Tornacensium episcopus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis Galtero venerabili abbati, ceterisque fratribus tam presentibus quam successuris in perpetuum. Quoniam et ex cura regiminis, et ex officii nostri vocabulo admonemur superintendere, sicut animabus nobis subditorum, ita et corporum necessitatibus, in quantum prevalet, debet nostra munificentia providere.

Quocirca ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et tibi, fili carissime Galtere, abbas venerabilis, tuisque successoribus, ob salutem anime nostre et predecessorum nostrorum, benigne damus in episcopatu Tornacensi altare de Muscherun, altare de Lydenghem [1], altare de Bevrene, atque assensu filiorum nostrorum Evrardi et Desiderii archidiaconorum, sub perpetua libertate possidenda concedimus, et salvo sinodali jure et nostra, ministrorumque nostrorum justicia, presentis pagine munimento firmamus.

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Moskeron* et *Ledenghen*.

Ut igitur hec concessio rata et illibata permaneat, tam sigilli nostri impressione quam testium subassignatione corroboramus, et ne ab aliquo ullo in tempore violetur, episcopali auctoritate, et sub anathemate prohibemus.

Signum domni Giraudi, Tornacensis episcopi; S. Evrardi, S. Desiderii, archidiaconorum; S. domni Roberti, abbatis Sancti Nicholai Tornacensis; S. domni Galteri, abbatis Sancti Amandi; S. domni Anselmi, Cisoniensis abbatis; S. domni Bonefacii, custodis; S. Letberti, prepositi; S. Movini, cantoris; S. Symonis, S. Nicholai, S. Gossuini, presbiterorum; S. Guiberti, S Ascrici, S. Galteri, S. Raineri, canonicorum.

Actum Tornachi, anno Domini M°. C° XL°. VIIII°.

Ego Letbertus cancellarius legi et subtersignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 16°; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 51; *Ibidem*, Cartulaire 121, p 229.

70.

Le seigneur de Coudun approuve les donations faites à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, de plusieurs dîmes, notamment de celles de l'autel de Saint-Hilaire de Coudun.

Vers 1149 [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé en cire brune sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 126; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 238 [2].

[1] Cette charte a dû être donnée peu de temps avant la suivante, qui paraît être du commencement de l'épiscopat de l'évêque de Beauvais Henri.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 158.

71.

L'évêque de Beauvais approuve la donation faite à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, de la dîme que possédait Hugo Duraboisa à Saint-Hilaire de Coudun.

Après 1149 [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé en cire rouge sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 127; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 240 [2].

72.

L'évêque de Beauvais approuve la cession faite à l'abbaye de Notre-Dame de Trye, par l'abbaye de Saint-Martin, de tout ce que son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte possédait dans la dîme de Plainval.

Saint-Just, 1150.

Actum feliciter apud Sanctum Justum, anno ab incarnatione Domini M. C. quinquagesimo, indictione XIII^a. regnante Lodovico Lodovici regis filio, anno regni ejus XIIII°. presulatus nostri primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 126; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 237 [3].

[1] L'évêque de Beauvais, Henri, de qui la charte émane, tint le siège épiscopal de 1149 à 1162.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 160.
[3] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 161.

73.

L'archevêque de Reims publie le jugement de la cour de Reims qui attribue à l'abbaye de Saint-Martin la possession de la terre, à Favières, qui lui était contestée par l'abbaye de Saint-Vincent de Laon.

Reims, 1151.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Samson, divina miseratione Remorum archiepiscopus, universis sancte ecclesie filiis in perpetuum. Pro ecclesiis que a Deo nobis commisse sunt, sollicitos nos esse oportet, nec solum videndum est de presenti ut quietam et tranquillam vitam agant in omni pietate, sed etiam ne qua in posterum inquietudine laborari valeant, quantum Dominus prestare dignatus fuerit, vigilantissime providendum.

Quocirca litteris mandari decrevimus, controversia que inter abbates Balduinum de Sancto Vincentio Laudunensi, et Gualterum de Beato Martino Tornacensi, diutius agitata est, quo fine fuerit terminata. Partem siquidem terre quam ecclesia Tornacensis in episcopatu Laudunensi, in loco videlicet qui ad Fabarias dicitur, diutius possederat, Laudunensis abbas suam esse debere asserebat; sed auditis allegationibus partis utriusque a dilectissimo fratre nostro Josleno, Suessionensi episcopo, ea quam curie Remensis diligentia tunc reperire valuit, est prolata sententia, consentientibus his qui tunc aderant episcopis et abbatibus; abbasque Sancti Vincentii a causa decidit, et partem illam de qua lis agebatur, ecclesia Tornacensis sicut jam diu possederat, judicio obtinuit. Quod nequando negari possit aut aliter actum asseratur, presenti scriptura contestamur, et sigilli nostri impressione confirmamus, probabiliumque personarum que tunc interesse potuerunt testimonio roboramus

Signum Josleni, Suessionensis episcopi; S. Balduini, Noviomensis episcopi; S. Geraldi, Tornacensis episcopi; S. Milonis, Morinensis episcopi; S. Teoderici, Ambianensis episcopi; S. Aldrici, abbatis Sancti Teoderici; S. Gisleberti, abbatis Sancti Nicholai de Silva; S. Bosonis, S. Bartholomei,

archidiaconorum; S. Leonis, decani; S. Gregorii, cantoris; S. Henrici, S. Constantii, presbiterorum; S. Hayderici, S. Josfridi, S. Guidonis, S. Bosonis, subdiaconorum.

Actum Remis, anno incarnati Verbi M°. C°. L°. I°, indictione XIII^a, regnante Ludovico Francorum rege anno XVI°, archiepiscopatus autem domni Samsonis anno XII°.

Robertus cancellarius recognovit, scripsit et subscripsit.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 36^b; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 311.

74.

L'évêque de Tournai confirme le don des autels de Beveren, de Ledeghem et de Templeuve en Dossemer, fait à l'abbaye de Saint-Martin par les évêques ses prédécesseurs.

Tournai, 1152.

In nomine summe et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Geraldus, Dei gratia Tornacensium episcopus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis Galtero venerabili abbati, ceterisque fratribus tam presentibus quam futuris in perpetuum. Quicquid locis divino cultui mancipatis ad suggestionem fidelium virorum divina inspiratione conferimus, id nobis profuturum ad eterne remunerationis premia capessenda confidimus.

Quamobrem altare de Beverna, altare de Ledeghem, in pago Flandrensi, altare de Templovio in pago Tornacensi, que ex dono Symonis et assensu Anselmi, bone memorie Tornacensium pontificum, ecclesia Sancti Martini Tornacensis hactenus quiete possedit, nos, salvo jure episcopali et

[1] Cet original n'a pu être utilisé, vu son état de délabrement.

ministrorum nostrorum, nostre auctoritatis privilegio communimus. Ut igitur hec possessio et nostra confirmatio rata et inconvulsa permaneat, tam sigilli nostri impressione quam testium subassignatione corroboramus, et ne ab aliquo violetur sub anathemate prohibemus.

S. domni Geraldi, episcopi; S. Galteri, decani; S. Evrardi et Desiderii, archidiaconorum; S. Bonefacii, custodis; S. Letberti, prepositi; S. Movini, cantoris; S. Gossuini, S. Nicholai, S. Symonis, presbiterorum; S. Raineri, diaconi; S. Letberti, S. Ascrici, S. Heribrandi, S. Evrardi, S. Wiberti, S. Henrici, S. Teoderici, S. Raineri, S. Galteri, canonicorum.

Actum Tornaci, anno ab incarnatione Domini M. C. LII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 15ᵇ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 63; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 556.

75.

L'évêque de Laon déclare qu'en sa présence Hugo de Wasnoc a promis de respecter, à l'avenir, les biens que l'abbaye de Saint-Martin tenait de la libéralité de Roger de Pierrepont, à Chantrud.

Laon, 1152.

In nomine sancte et individue trinitatis. Ad nos pertinet que in presentia nostra fiunt attestari, et ne oblivionis nubilo deleri aut infirmari possint, scripto commendari et posteris notum fieri.

Eapropter ego Galterus, Dei gratia Laudunensium episcopus, notum fieri volumus tam presentibus quam futuris, quod super possessione illa quam Rogerus de Petreponte pro anima sua dedit fratribus cenobii Sancti Martini Tornacensis, in loco qui dicitur Cheantrux [1], cujus termini sunt ab exortu fontis de Semblescurte usque ad grossam quercum silve de Mon-

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles dit *Chantelus*.

cellis, et sicut aqua ejusdem fontis interfluit usque ad Guletum, et sicut curtis sedet, brolium, et pratum, et terram, et nemus, a colle versus Grandilucum usque ad terram Sancte Marie de Vernuil [1], et Robertus filius Rogeri donum patris ratum habuit, Hugo de Wasnoc eis succedens ecclesiam inquietavit. Tandem vero se errasse recognoscens, in presentia nostra, predictam possessionem ecclesie Tornacensi liberam et quietam, et nemus ad extirpandum concessit; asseverans se deinceps nullam inquietationem ecclesie super hoc facturum Hanc concessionem uxor ejus Clementia laudavit. Hoc autem ut ratum et firmum permaneat, sigilli nostri impressione et testium subscriptione muniri fecimus

S. Balduini, archidiaconi; S. Willemi, abbatis Sancti Vincentii; S. Roberti, capellani; S. Deiamici, S. Gonteri, presbiterorum; S. magistri Petri, S. Hodonis de Capriniaco, S. magistri Hugonis, diaconorum; S. Haimonis Britonis, S. Warneri, subdiaconorum; S. Gocuini, castellani; S. Curelli; S. Ostonis; S. Johannis Matun; S. Odonis, monachi; S. Hectoris, vicedomini; S. Dionisii, prepositi; S. Gisleberti de Chiriaco.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi M°. C°. L°. II°.

Angotus cancellarius relegit, scripsit et subscripsit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 51[a]; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 294.

76.

Le seigneur de Coudun fait remise de diverses redevances aux moines de Saint-Martin qui habitent le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

Coudun, 1152.

Actum Cosduni, M°. C°. LII° Dominice incarnationis anno.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 273 [2].

[1] Le même Cartulaire 122 porte *Vermell[is]*.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 162.

77.

Le seigneur de Coudun approuve la convention en vertu de laquelle Pierre de Sorel s'est obligé à payer chaque année à l'église de Saint-Amand lez-Thourotte, dépendance de l'abbaye de Saint-Martin, certaines redevances, en compensation de la jouissance du moulin de Clairoix appartenant à cette église.

Coudun, 1153.

Acta sunt hec apud Cosdunum, et confirmata coram missis militibus, M°. C°. LIII° Dominice incarnationis anno.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé [1].

78.

L'évêque de Noyon approuve le don fait par Udo de Rossonto et ses fils, à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, de tous leurs droits dans les dîmes de Machemont et de Cambronne.

Noyon, 1153.

Descriptio autem supradicta Noviomi confirmata est, M°. C°. LIII° Dominice incarnationis anno, indictione I°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé sur lacs de peau, en cire rouge [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 119; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 226 [3].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 163.

[2] Toute la première partie de cet original est maintenant inutile; la fin seulement, à partir des noms des témoins, pourrait être tirée du document de Mons.

[3] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 164.

79.

L'évêque de Noyon approuve la donation faite par Jean de Saint-Germain et son frère Pierre, à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, de leur alleu de Machemont avec toutes ses dépendances.

Noyon, 1156

Actum Noviomi, anno M°. C°. L^{mo}. VI° Dominice incarnationis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 118; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 224 [1].

80.

Le pape Adrien IV prend l'abbaye de Saint-Martin et tous ses biens, présents et à venir, sous la protection du Saint-Siège.

Au Latran, 31 décembre 1156.

Adrianus, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Galtero, abbati monasterii Sancti Martini Tornacensis, ejusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis in perpetuum.

Religiosis desideriis dignum est facilem prebere consensum, ut fidelis devotio celerem sortiatur effectum. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et prefatam ecclesiam in qua divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus; statuentes

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 165.

ut quascunque possessiones, quecunque bona eadem ecclesia impresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus in perpetuum et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : Altare Sancti Bavonis de Fivia, altare de Moscherun, altare de Villesbecca, altare de Beverna, altare de Cuerna, altare de Liedengien. In episcopatu Noviomensi, ecclesiam Sancti Amandi cum appendiciis suis.

Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed illibata omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice auctoritate, et diocesani episcopi canonica justicia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam, sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo terciove commonita, nisi presumptionem suam digna satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen, amen!

Cercles concentriques avec la légende : Semper ad Dominum oculi mei.

Ego Adrianus, catholice ecclesie episcopus, subscripsi. Benevalete.

Ego Hubaldus, presbiter cardinalis titulo Sancte Praxedis, subscripsi; ego Odo, diaconus cardinalis Sancti Georgii ad velum aureum, subscripsi; ego Gregorius, episcopus Sabinensis, subscripsi; ego Jacinthus, diaconus cardinalis Sancte Marie in Cosmydyn, subscripsi; ego Ildebrandus, diaconus cardinalis Sancti Eustachii, subscripsi; ego Henricus, presbiter cardinalis titulo Sanctorum Nerei et Achillei, subscripsi.

Data Laterani, per manum Rolandi, sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, II kalendas januarii, indictione V, incarnationis

Dominice anno M°. C°. L°. VI°, pontificatus vero domni Adriani pape IIII, anno III°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 10°; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 5; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 397.

81.

L'évêque de Laon constate la cession de divers biens à Luvry, Brazicourt et Froidmont, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Gilbert de Chéry.

Laon, 1157.

In nomine sancte et individue trinitatis. Pastoralis officii est que in presentia nostra ecclesiis conferuntur attestari.

Eapropter ego Galterus, Dei gratia Laudunensium episcopus, notum fieri volumus tam futuris quam presentibus, quod Gillebertus de Chiriaco, preposituram quam habebat apud Brangicurtem et Luvriacum, et quicquid ibidem tenebat de jure prepositure, et insuper alodium quoddam quod est juxta ecclesiam de Froimunt, et pratum quod est juxta pontem de Froimunt, assensu Gerardi de Chirisiaco a quo ista in feodum tenebat, ecclesie Beati Martini Tornacensis, per manum nostram in elemosinam contulit, acceptis inde triginta libris Proveniensis monete. Attestamur etiam quod Anselmus Agnus, preposituram quam in predictis villis, et quecumque de jure prepositure habebat, predicte ecclesie in presentia nostra in elemosinam concessit, acceptis inde x^cem^ libris Proveniensis monete. Hoc laudavit Rainaudus Bidena, a quo feodaliter hoc tenebat, acceptis inde xxx^ta^ solidis; Gislebertus etiam de Chiriaco, a quo Rainaudus preposituram in feodum tenebat, prefate ecclesie eandem preposituram, assensu fratrum suorum : Franconis, Galteri, Suplicie et mariti ejus Guischardi. Et Gislebertus fide firmavit se fore garannum et tutorem utriusque elemosine contra omnes inquietaciones sine expensis suis, acceptis inde centum solidis. Hoc

autem ne possit ab aliquo infringi vel immutari, sigilli nostri impressione et testium subscriptione muniri fecimus.

Signum Bartholomei, thesaurarii; S. Balduini, archidiaconi; S. Gunteri; S. Gerardi, subthesaurarii; S. magistri Hugonis; S. Odonis de Capriniaco; S. Guidonis, decani de Barenton; S. Galteri, abbatis Sancti Vincentii; S. Gisleberti, abbatis Sancti Nicholai de Bosco; S. Hugonis Sancti (*sic*) abbatis Sancti Amandi; S. Aitoris, vicedomini: S. Radulfi de Erchri; S. Hugonis de Monte Cabilonis: S. Raineri juvenis de Guisia; S. Ilgerranni de Loisiaco; S. Dionisii, prepositi; S. Guillermi de Sarni: S. Rogeri, fratris Anselmi Agni.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi M°. C°. L°. VII°.

Angotus cancellarius relegit, scripsit et subscripsit.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 55ᵇ; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 508.

82.

L'abbé de Saint-Vincent de Laon abandonne aux moines de Saint-Martin, moyennant une redevance en nature, les droits que son abbaye possédait sur les moulins de Brazicourt.

1159.

In nomine sancte et individue trinitatis, notum sit omnibus tam futuris quam presentibus, quod ecclesia Beati Vincentii Laudunensis aput Branzicurt habebat medietatem molendini ex alia parte aque siti. Cujus aque predictum molendinum tertiam tantum partem habebat. Molendinum vero ei contiguum quod est ecclesie Sancti Martini Tornaci duas partes tenebat. Hec autem molendina, si aqua sufficeret, ambo molebant; si non, molendinum Sancti Martini duobus diebus, aliud vero tertia die molebat. Hujus

autem predicte ecclesie expensas equaliter faciebant et emolumenta inter se dividebant. Porro domnus Walterus abbas, assensu capituli sui, quidquid in hoc molendino habebat, firmiter tenendum ecclesie Sancti Martini Tornaci, ita etiam quod ipsum molendinum predicta ecclesia restaura reposset, hac conditione concessit, quod ei, in festo sancti Thome apostoli, unus modius frumenti et unus siliginis ad mensuram Petreponti aput molendinum de Branzicurt, sive aput ipsam curtim, solverentur. Quod ne aliqua possit incursione cassari, placuit hac ratione ecclesiarum sigillis muniri, ut unius ecclesie scriptum alterius ecclesie retineret sigillum.

S. Walteri. abbatis; S. Ernaldi, prioris; S. Rainaldi, subprioris.

Actum anno incarnationis Dominice M°. C° L°. IX°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original en forme de charte-partie, jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 54ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 309.

83.

L'évêque de Laon publie les conditions de l'accord intervenu entre l'abbaye de Saint-Martin de Laon et celle de Saint-Martin de Tournai, pour la détermination de leurs droits respectifs au bois de Samoussy et au moulin de Beccherel.

1159.

Ego Galterus. Dei gratia Laudunensium episcopus, notum fieri volumus tam posteris quam modernis. quod querimonia inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis atque ecclesiam Beati Martini Laudunensis diu habita. scilicet pro nemore de Salmunci, in quo ecclesia Sancti Martini Tornacensis unum carrum carriantem ad usum curtis sue de Chantru habere se affirmabat, et pro piscaria molendini de Beccherel, quam totam esse suam dicebat, atque pro curtillo et campo eidem molendino contiguo, cujus dimidietatem se ecclesie Sancti Martini Laudunensis in concambium dedisse

negabat, atque pro minutis decimis ejusdem molendini de Beccherel. quas similiter reclamabat, ac pro planca ejusdem molendini. quam ex una parte in terra sua haberi contradicebat, hoc modo per dominum Samsonem, Remensem archiepiscopum et apostolice sedis legatum. per nos etiam et per venerabiles episcopos Balduinum Noviomensem. et Theodericum Ambianensem, domnumque Leonem, ecclesie Remensis decanum, atque domnum Rogerum de Porta carceris, demum terminata est quod ecclesia Beati Martini Tornacensis calumpnias super nemus de Salmunci ecclesie Sancti Martini Laudunensis prorsus in perpetuum remisit, cum omnibus predictis querimoniis, salvo concanbio camporum quod ratum est. concedens eidem ecclesie dimidietatem totius prefate piscarie. Sanccitum est etiam quod spacium aquarum a molendino de Beccherel usque ad molendinum de Brangicurt, positis metis per medium parciatur, ut noverit unaqueque ecclesia quod in parte suo molendino proxima sua sit piscaria. A predictis autem metis. piscaria usque ad molendinum de Brangicurt, et desuper, est ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et ab eisdem metis usque ad molendinum de Beccherel, et subtus, piscaria est ecclesie Beati Martini Laudunensis. Porro, ecclesia Sancti Martini Laudunensis, pro prefatarum remissione calumpniarum, ecclesie Beati Martini Tornacensis, in festo Sancti Thome. decem galetas frumenti ad mensuram Laudunensem, duobus nummis minus meliore venali valentis, annuatim apud jamdictum molendinum dabit. Quod si aliquo infortunio idem molendinum destructum fuerit, apud curtim de Estrepoit predictum frumentum persolvetur. Ut autem hujus compositionis tenor amodo ratus permaneat. hoc cyrographum fieri, sigillique nostri impressione muniri, atque in parte Tornacensis ecclesie, sigillum ecclesie Sancti Martini Laudunensis. et e converso in parte ecclesie Beati Martini Laudunensis sigillum ecclesie Sancti Martini Tornacensis, subscriptis utriusque ecclesie testibus apponi atque altrinsecus dividi jussimus.

Signum Lisiardi, Laudunensis decani; S. Bartholomei, thesaurarii; S. Walteri, abbatis Sancti Vincentii; S. Gilleberti. Viromandensis abbatis; S. Galteri, Tornacensis ecclesie abbatis; S. Lamberti, prioris; S. Christiani, supprioris; S. Radulfi, prepositi; S. Galteri, custodis; S. Theberti, cellerarii; S. Garini, abbatis Sancti Martini Laudunensis; S. Gumberti, prioris; S. Nicholai, supprioris; S. Machelini. prepositi; S. Henrici, sacerdotis; S. Stephani, sacerdotis.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. L°. IX°, indictione septima.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 52v; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 296.

84.

L'évêque de Noyon approuve le jugement qui a terminé, en faveur de Saint-Amand, le litige pendant entre ce prieuré de l'abbaye de Saint-Martin et l'église de Saint-Léger, à l'occasion du moulin de Tracy.

1160.

Actum anno ab incarnatione Domini M°. C°. LX°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 124; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 234 [2].

[1] Cet original est en si mauvais état de conservation qu'il n'a pu être utilisé qu'en partie.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 166.

85.

L'évêque de Noyon et l'abbé de Saint-Martin, Yves, approuvent l'échange de biens à Machemont, appartenant à André de Dive, contre les bois à Tirefol et à Plémont, que possédait le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

Après 1160 [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 277 [2].

86.

L'abbé de Saint-Martin, Yves, vend à l'abbaye d'Ourscamp un bois sis au mont d'Attiche, que Guy de Dreslincourt avait jadis donné au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

Après 1160 [3].

Beauvais, Archives de l'Oise, Cartulaire de Notre-Dame d'Ourscamp [4].

[1] La charte qu'on va lire émane certainement de Baudouin de Boulogne, qui fut évêque de Noyon de 1148 à 1167, puisque son successeur immédiat, sur le siège de Noyon, Baudouin de Beuseberg, apparaît encore comme doyen de Noyon parmi les témoins de notre charte. Mais cette charte n'est certainement pas antérieure à 1160, date de l'avènement d'Yves à la dignité d'abbé de Saint-Martin; elle se place donc nécessairement entre les années 1160 et 1167.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 167.

[3] Cette charte se place nécessairement entre les années 1160 et 1184, dates extrêmes du gouvernement abbatial d'Yves à Saint-Martin.

[4] Nous n'avons pas vu ce manuscrit. Mais c'est d'après lui qu'a été faite, en 1865, l'édition du *Cartulaire d'Ourscamp*, par M. Peigné-Delacourt, pour la *Société des antiquaires de Picardie* (p. 55). La charte est encore publiée dans les *Bulletins de la Société historique de Tournai*, t. XII, p. 329.

87.

L'abbé de Saint-Martin cède à l'abbaye de Foigny tout ce que son monastère possédait à Eparcy.

Après 1160 [1].

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 18374 (Cartulaire de Foigny), fol. 15[v], copie du XIII[e] siècle [2].

88.

L'évêque de Senlis termine le litige survenu entre les prieurés de Saint-Léger et de Saint-Amand lez-Thourotte, à l'occasion du moulin d'Ollancourt à Tracy, et spécifie la quantité de froment que le prieuré de Saint-Léger recevra chaque année de celui de Saint-Amand, dans ce moulin.

Senlis, 1162.

Actum apud Silvanectim, anno incarnati Verbi M°. C°. LX° secundo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 268 [3].

[1] Cfr. la note 3 de la page précédente.
[2] Cette charte est publiée dans *Historia Fusniacensis cenobii*, p. 22.
[3] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 169.

89.

L'abbé de la Sauve majeure approuve les conditions de l'accord intervenu entre son prieuré de Saint-Léger de Laigne, et l'abbaye de Saint-Martin, au sujet de la capacité des mesures de froment que Saint-Martin et Saint-Léger devaient respectivement prendre au moulin d'Ollancourt à Tracy.

1162.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LX°. II°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 264 [1].

90.

L'évêque de Senlis publie les conditions de l'accord intervenu entre les prieurés de Saint-Léger et de Saint-Amand, à l'occasion du moulin de Tracy, et déclare que pendant la durée de cet accord, il ne pourra être construit d'autre moulin audit Tracy.

Vers 1162 [2].

Ego Amalricus, Dei gratia Silvanectensis episcopus, notum fieri volui presentibus et futuris, quod controversia quedam que inter ecclesias Sancti Leodegarii et Sancti Amandi, pro quodam molendino versabatur, a nobis, mediantibus viris prudentibus, auctoritate apostolica hoc modo terminata est. ut monachi Sancti Leodegarii duos modios et dimidium annone ab

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 168.

[2] Il est permis de supposer que la charte qu'on va lire est contemporaine de la précédente.

ecclesia Sancti Amandi, per manum prioris, apud Trachi, in festo sancti Remigii, ad mensuram molendini qua monachi Sancti Amandi modiationem suam habent, reciperent.

Sciendum autem quod dum hujus compositionis series tractaretur, monachi Sancti Leodegarii, sicut dominus Bartholomeus, Belvacensis episcopus, et Johannes, ejus archidiaconus, abbas quoque Sancti Vincentii, et Petrus, archidiaconus noster, et quidam alii qui affuerunt, attestantur, litteras se habere professi sunt, quibus prohibitum erat ne aliquod aliud apud Trachi fieret molendinum, Propter pacis igitur, caritatisque custodiam, statutum est atque dispositum, ut predicte littere, auctoritate et sigillo domini Noviomensis episcopi, firmarentur, et ab utrisque monachis in duas partes divise sub cyrographo communiter haberentur. Si autem ab aliquo controversia super hoc moveretur, utraque ecclesia expensa vexaretur, et que plus in molendino possideret, plus in expendendo gravaretur.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 272 [1].

91.

L'évêque de Cambrai fait connaître les précautions prises pour assurer à l'abbaye de Saint-Martin le payement du loyer de ses biens d'Odomez.

Cambrai, 22 juillet 1162.

Ego Nicholaus, Dei gratia Cameracensium episcopus, notum facio tam presentibus quam futuris, quod ecclesia Sancti Martini Tornacensis possessionem quandam diu quiete tenuerat in loco qui vocatur Audomansus, quam Ludovicus videns sibi competere, obtinuit ab abbate et fratribus ejusdem ecclesie, ea conditione in jus suum cedere ut pro eadem posses-

[1] Un fragment informe de cette charte se trouve dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 171.

sione singulis annis septem libras denariorum Valentianensis monete eis, in crastinum post festum sancti Dionisii, persolvat. Ut autem idem fratres omnimodis de persolvenda pecunia certi redderentur, decretum est ut si, die prefixo, eadem pecunia non solveretur, Ludovicus commonitus, si infra quindecim dies non satisfaceret, et super hoc ad nostri notitiam querimonia deferretur, duo molendina predicti Ludovici que apud Sosonium habentur, absque ulla dilatione clamoris, aut responsi seu placiti, sub nostri custodia redigerentur et servarentur, et quicquid ex eis profectus exiret venditione distraheretur, donec predicta pecunia absque diminutione ecclesie Sancti Martini persolveretur. Sciendum autem de his duobus molendinis quod Theodericus de Waslers unum de nostro jure in feodum tenet, et alterum Matheus filius Thome, quod de eodem Matheo predictus Theodericus in feodum nichilominus tenet Utrumque autem idem Theodericus in dotem sororis sue Ludovico tradidit et confirmavit. Ad petitionem igitur Ludovici et uxoris ejus, ad quam maxime jus molendinorum pertinebat, seu filiorum eorum, tam ego quam prefati milites Theodericus et Matheus, concessimus ut, sicut prescriptum est, jam sepefata pecunia de eorumdem molendinorum redditu persolvatur. Quod si termino constituto eadem non solvatur pecunia, et unus mensis vel duo seu plures effluxerint antequam solvatur, singulis mensibus viginti solidis in summam subputatis cum septem libris persolventur, et interim is ad quem molendina pertinebunt, quicunque sit, excommunicationi subjacebit propter pecunie dilationem. Si vero molendina quolibet deperierint infortunio, jus suum monachi recognoscent in redditibus de Fraxino et de Aldomanso, quousque suam recipiant pecuniam Post molendinorum quoque reparationem, si quid forte desolationis eorum tempore de summa predicte pecunie frustratum fuerit, neque persolutum, totum de singulis annis in summam supputatum, antequam ad jus Ludovici vel alicujus molendina redeant, de eorum redditu per nostram justiciam et ministrorum nostrorum officium, sine ulla diminutione persolvetur. Hanc pactionem in nostri presentia, coram ecclesiasticis personis et honeste fame laicis constitutam, munimento presentis pagine et nostri sigilli impressione confirmavimus, et testes idoneos subannotari fecimus.

Ego Nicholaus, Dei gratia Cameracensium episcopus, me hujus instituti testem et obsidem adhibeo. Et quia res ad honorem et jus episcopalis dignitatis plurimum attinet, successores meos testes et obsides fieri volo.

Signum Johannis, archidiaconi; S. Alardi, archidiaconi; S. Hugonis, decani; S. Hugonis, abbatis Sancti Amandi; S. Fulconis, abbatis Hasnonie; S. Parvini, abbatis Sancti Sepulchri; S. abbatis Sancti Autberti; S. Egidii de Sancto Autberto; S. Galteri Tonitrui; S. Manasse de Rumiliaco; S. Johannis de Marconio; S. Thome de Fontaniis.

Actum Cameraci, anno Domini M°. C°. LX°. II°, undecimo kalendas augusti.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 31ᵇ.

92.

L'abbé de Saint-Vincent à Senlis déclare que la prétention des moines de Saint-Léger, de ne voir établir à Tracy aucun autre moulin que celui d'Ollancourt, sera confirmée par l'évêque de Noyon en deux chartes-parties, l'une pour les moines de Saint-Léger, l'autre pour ceux du prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, dépendance de l'abbaye de Saint-Martin.

Après 1162 [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 234 [2].

[1] Baudouin, qui prend ici la parole, paraît avoir cessé de gouverner l'abbaye de Saint-Vincent de Senlis au plus tard en 1163. D'autre part, l'évêque de Beauvais, Barthélemy, qui figure parmi les témoins de notre charte, ne parvint au trône épiscopal qu'en 1162. Le présent document ne semble donc pouvoir se placer qu'en 1162 ou 1163.

[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 170.

93.

Thierry, comte de Flandre, approuve la cession à l'abbaye de Saint-Martin, par Willelmus, fils de Fulchardus de Thelt, d'un fief tenu du comte à Suinesmers.

Bruges, 1163.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Theodericus, divina dispositione Flandrensium comes, omnibus tam futuris quam presentibus in perpetuum. Dignum arbitramur justis petitionibus quorumque fidelium pie aurem accommodare, ut eorum precibus in futuro vivemur, quorum inopie necessaria ministrando, in presenti consulimus.

Notum sit igitur presenti atque future generationi, quod Willelmus, filius Fulchardi de Thelt, tenebat de me in feodo jure hereditario in Suinesmers centum quatuordecim mensuras terre. Qui Willelmus, acceptis centum marchis argenti a fratre Waltero de Summerengen, monacho Sancti Martini de Tornaco, per dictum feodum, dilecto filio atque successori meo Philippo libere reddidit, dignamque commutationem de propriis allodiis pro ipso feodo in Gisteles nobis assignavit. Quod feodum et ipsius feodi redditus, pro salute animarum nostrarum et antecessorum nostrorum, per manum Walteri de Summerengen, ecclesie Sancti Martini Tornacensis perpetuo libere possidenda, tam ego quam filius meus Philippus, in elemosina contulimus. Ne autem in posterum, per quorumlibet hominum malitiam seu violentiam, ecclesia Sancti Martini hujus legitime donationis aliquod sustineat detrimentum, ipsius elemosine largitores, et de pacto inter Willelmum et ecclesiam Sancti Martini testes et obsides nos profitemur, et tam sigilli nostri impressione quam idoneorum testium annotatione, ipsam elemosinam sepefate ecclesie Sancti Martini Tornacensis benigne confirmamus.

S. Theoderici, comitis; S. Philippi, comitis; S. Desiderii, archidiaconi; S. Hachonis, decani; S. Cononis, castellani; S. Bethonis, subcastellani; S. Rassonis, pincerne; S. Eustachii, camerarii; S. Michaelis, conestabuli;

S. Rogerii. dapiferi; S. Rogerii de Cisonio; S. Rogerii, castellani de Cortu-riaco; S. Guillelmi Junioris, Richuardi Scaphenarch, Walberti de Hutau, Tancredi, Willelmi Cinnarth, Radulphi de Sclipes et Rainfredi, fratris ejus, Basilii Rufi et Gerardi Anseris, Heloth de Gistele, Fredebodi Strabonis et Walcheri de Dich, scabinorum.

Actum Brugis, anno Verbi incarnati M°. C°. LXIII°, coram summa scabinorum, feliciter, amen, amen!

Ego Desiderius cancellarius legi et subterscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 47v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 68; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 356.

94.

Philippe, comte de Flandre, approuve l'échange fait avec l'abbaye de Saint-Martin par Jean de Velvain et Walterus Tirans, d'un arrière-fief qu'ils tenaient du comte de Flandre à Taintegnies et Velvain, contre un autre à Velvain et Wez.

Au château de Lille, 1163.

Ego Philippus, superne dispositionis clementia Flandrensium comes, cunctis fidelibus quam presentibus tam futuris in perpetuum. Dignum arbitramur pro ejus amore qui nos prior dilexit, proprium fundens sanguinem in argumentum dilectionis, justis petitionibus quorumque fidelium pie aurem accommodare, et ut quandoque divine respectu misericordie inter regni filios computari mereamur, ecclesiam Dei viventis, dum in terris peregrinatur, manutenere, totis viribus defensare, proprii juris largitionibus amplificare.

Notum igitur sit presenti atque venture generationi, quod Amolricus de Landast tenebat de me in feodo apud Tintenias et Velven octo bonaria arabilis terre, paulo plus aut minus; quod feodum Alardus de Spelcin

tenebat de Amolrico; item Johannes de Velven et Walterus Tirans, filius Hugonis de Legiez [1], de Alardo. Hanc terram videntes sibi competentem et utilem, fratres ecclesie Sancti Martini Tornacensis egerunt cum supradictis Johanne et Waltero, ut pro illis octo bonariis terre dignam commutationem acciperent. Quod et factum est; nam octo similiter bonaria terre paulo plus aut minus, in parrochiis de Weezh [2] et de Velven, supradicti fratres ecclesie Sancti Martini Johanni et Waltero eque supradictis assignaverunt, utrique in hac commutatione suam perspicientes utilitatem. Quia vero Johannes et Walterus illam terram in feodo tenebant, ne ulterius jura feodi de illa exigerentur, reddiderunt ipsum feodum Alardo de Spelcin de quo illud tenebant; quod Alardus reddidit Amolrico de Landast, Amolricus mihi Philippo, Dei gratia comiti Flandrensium. Hanc feodi terram, assignata nobis illa pro feodo quam in recompensatione acceperant, quasi proprium allodium, pro animabus parentum meorum et antecessorum ecclesie Sancti Martini Tornacensis, per manum Walteri de Summerengen, ejusdem ecclesie monachi, perpetuo libere possidendam concessimus. Quod ut ratum et irrefragabile perseveret, hujus de qua loquimur libere largitionis elemosinam per presentia scripta ad posteros fideliter transmittimus, quam etiam sigilli nostri impressione confirmamus, et idoneorum testium annotatione corroboramus, successores nostros, comites videlicet Flandrensium, rogantes et obtestantes quatinus ea que intuitu pietatis a nobis vel a predecessoribus nostris gesta sunt, inviolata conservent, et a filiis qui nascentur et exurgent nullatenus dissolvi permittant.

S. Philippi, illustris Flandrensium comitis; S. Evrardi Radul, Tornacensis principis; S. Rassonis, pincerne; S. Eustachii, camerarii; S. Hellini, dapiferi; S. Rogeri de Cisonio; S. Rogeri, castellani de Corturiaco; S. filiorum ejus : Gauthcrii, Sycheri; S. Guillelmi de Dossemer; S. Rogeri junioris de Ruma; S. Sycheri de Summerengen; S. Gerardi, fratris ejus; S. Bernardi de Rusbacho; S. Hugonis de Bruuch.

Actum apud Insulanum castrum, anno Verbi incarnati M°. C°. LX°. III°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 49v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 54; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 106.

[1] Les Cartulaires 120 et 121 de Bruxelles portent *Legies*.

[2] Le Cartulaire 120 de Bruxelles dit *Wez* et le Cartulaire 121 *Wès*.

95.

L'évêque de Laon confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession de l'autel de Faty et de ses dépendances.

Laon, 1163.

Ad nos pertinet que a predecessoribus nostris ecclesiis rationabiliter collata sunt, attestari, et ne oblivionis nubilo obfuscata deleri aut infirmari possint, litteris adnotari et posteris notum fieri. Eapropter ego Walterus, Dei gratia Laudunensium episcopus, notum facimus universis quam futuris tam presentibus, quod altare de Fasti, et medietatem decime pertinentis ad casam altaris, et insuper quicquid Hilbertus, canonicus noster, ibidem possederat, que predecessor noster bone memorie Bartholomeus episcopus, assensu Hilberti et Arnulphi fratris sui, ecclesie Sancti Martini Tornacensis donaverat et perpetuo possidenda concesserat, et sigillo suo confirmaverat, eidem ecclesie pontificali auctoritate libere et perpetuo possidenda confirmamus. Hoc autem ne possit ab aliquo infringi vel immutari, sigilli nostri impressione munivimus, et testium subscriptione corroboravimus. Et ne ab aliquo ullo violetur in tempore, episcopali auctoritate sub anathemate prohibemus, salvo jure sinodali, et nostra nostrorumque ministrorum justitia.

Signum Lisiardi, Laudunensis decani; S. Gualteri, thesaurarii; S. Galteri, abbatis Sancti Vincentii; S. Engelranni, abbatis Sancti Johannis; S. Hugonis, abbatis de Quitiaco; S. Galteri, capellani; S. Segardi, presbiteri; S. Gerardi, subthesaurarii; S. magistri Hugonis, S. Rainaldi, S. Brictelli, S. Waleranni, canonicorum Laudunensium; S. Harduini, decani Sancti Johannis de suburbio; S. Stephani, decani de Sisiaco; S. Widonis, decani de Barentone; S. Franconis de Tornaco.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi millesimo centesimo sexagesimo tertio.

Angotus cancellarius relegit, scripsit et subscripsit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 30[v]; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 313.

96.

L'évêque de Cambrai donne à l'abbaye de Saint-Martin l'autel de Vaulx.

1163.

In nomine Domini, Nicholaus, Dei gratia Cameracensium episcopus, tam futuris quam presentibus in perpetuum. Quando beneficium aliquod sanctis Dei ecclesiis largimur, justum est ut illud, munimine quo possumus et debemus, confirmare studeamus. Altare de Vals [1], quod Gualterus, ecclesie Tornacensis decanus, de nobis tenuit, liberum in nostra manu reddidit. Nos vero ad petitionem dilecti nostri Ivonis, ecclesie Sancti Martini reverendi abbatis, necnon fratrum ibidem Deo digne militantium, prefatum altare ecclesie Sancti Martini liberum et sine persona tradidimus in elemosinam, salvo tamen per omnia jure episcopali, et ministrorum episcopi. Et hoc assensu Theoderici, ejusdem altaris archidiaconi, factum est sub his testibus :

Johanne, Alardo, archidiaconis; Hugone, decano; Gualtero, cantore; Gualtero, Garino, Johanne, sacerdotibus ; Guillelmo, Oilrico, Bartholomeo, levitis.

Ego Galterus cancellarius recognovi et recensui.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LX°. III°., presulatus vero nostri xx°. vi°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 24[v]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 84; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 20.

[1] Les Cartulaires 120 et 122 de Bruxelles disent *Vaus*.

97.

L'évêque de Tournai déclare que l'abbaye d'Eeckhout a cédé l'autel de Mouscron aux moines de Saint-Martin, en échange d'une partie du cens qu'elle devait à ces moines pour le domaine d'Odenghen lez-Bruges.

1163.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Episcopalis sollicitudinis ac providentie est ecclesiarum Christi pacem custodire, atque omnes dissensionis causas et fomitem prout prevalet amputare.

Eapropter ego Giraldus, Dei gratia Tornacensis episcopus, innotesco tam futuris quam presentibus, quod bone memorie Walterus, abbas ecclesie Sancti Martini Tornacensis, assensu capituli sui, quicquid apud Odengen prope Brugas tenebat, abbati Lamberto et ecclesie de Echehult, me mediante, ad censum octo marcharum annuatim solvendarum concessit. Sciendum vero est quod ecclesia de Echehult pro hujus argenti quadam parte, id est pro tribus marchis et dimidia, altare de Muscherun quod sui juris erat, me presente atque annuente, ecclesie Sancti Martini perpetuo tenendum concessit; reliquum vero argentum, id est quatuor marchas et dimidiam, in Purificatione beate Marie singulis annis persolvere, donec ipsum argentum ecclesie Sancti Martini fideliter alicubi assignare potuisset, constituit. Ut igitur hec compositio tam concorditer facta, firma atque inconcussa permaneret, placuit perturbatores ejus anathematis vinculo innodare, atque utriusque ecclesie paginam tam sigilli nostri impressione quam testibus fidelibus atque honestis confirmare.

S. Geraldi, episcopi; S. Gualteri, decani; S. Letberti, prepositi; S. Letberti, cantoris; S. magistri Symonis; S. Amulrici, presbiteri; S. Thome; S. Danihelis; S. Ivonis, abbatis; S. Lamberti, prioris; S. Heldemeri; S. Radulfi, prepositi; S. Walteri; S. Lamberti, abbatis; S. Arnulphi, prioris; S. Manecchini; S. Symonis; S. Walteri; S. Johannis; S. Lamberti; S. Vincentii; S. Rainfridi.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LXIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 45ᵛ; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 53; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 255.

98.

L'abbé de Saint-Martin, Yves, déclare avoir cédé à dame Albrede la moitié du manse de Giraumont, que le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte tenait de dom Robert, mari de ladite Albrede, qui s'était fait moine à Saint-Martin.

1164 [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 274 [2].

99.

L'évêque de Tournai concède à l'abbaye de Saint-Martin l'autel d'Annœulin avec ses dépendances, parmi lesquelles l'église d'Allennes.

Tournai, 1165.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Giraldus, Dei gratia Tornacensium episcopus, cunctis fidelibus quam presentibus tam futuris in perpetuum. Justum arbitramur, rationique consentaneum, ut pro illius amore qui nos prior dilexit, proprium fundendo sanguinem in argumentum dilectionis, ad exibenda beneficia ecclesiis et locis divino cultui mancipatis, tanto studiosius et efficatius operam demus, quanto constat fratres in eisdem locis Deo deservientes, divinis officiis affectuosius intendere.

[1] C'est l'abbé Gordière qui date ainsi, nous ne savons trop pourquoi, le document. Cette pièce se place nécessairement entre les années 1160 et 1184, dates extrêmes du gouvernement abbatial d'Yves.

[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 171.

Hoc attentius considerantes, altare de Aneulin cum appenditiis suis, ecclesia scilicet de Alennes, et quicquid ad utramque ecclesiam pertinet. quod Gotsuinus Hanchars longo et inconcusso tenore possederat, ob salutem anime nostre et predecessorum nostrorum, de manu prefati Gothsuini receptum, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et fratribus ibidem sub regulari disciplina Deo militantibus, salvo in omnibus jure sinodali et nostra, nostrorumque ministrorum, justitia, perpetuo libere possidendum concessimus. Ne autem in posterum a filiis qui nascentur et exurgent prefate ecclesie super hoc beneficio aliqua inferatur injuria, hanc ipsam nostre largitionis elemosinam presenti pagina communimus, quam sigilli nostri impressione confirmamus atque testium idoneorum annotatione corroboramus.

S. domni Giraldi, Tornacensium episcopi; S. Galteri, decani; S. Evrardi, archidiaconi; S. Desiderii, archidiaconi; S. Letberti, prepositi; S. Letberti, cantoris; S. Hugonis, abbatis Sancti Petri de Gandavo; S. Roberti, abbatis Sancti Nicholai de Tornaco; S. Anselli, Cisoniensis abbatis; S. Hermanni, abbatis de Audenburch; S. Amulrici, presbiteri, elemosinarii, canonici; S. Raineri, diaconi, canonici; S. Herbrandi, canonici; S. Gauberti, canonici; S. magistri Lamberti, canonici; S. Thome, canonici; S. Henrici, canonici; S. magistri Gotsuini, canonici; S. Theoderici, canonici; S. Absalonis, canonici; S. Johannis, fratris ejus, canonici; S. Mathei, notarii.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati M°. C°. LX°. V°.

Letbertus, Dei gratia Tornacensis ecclesie cantor atque cancellarius, legit et subscripsit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 35°; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 323.

100.

L'évêque de Laon ratifie les concessions de terres à Monceau et au Sart, faites à l'abbaye de Saint-Martin par Evrard de Monceau et Philippe de Turro.

1166.

In nomine sancte et individue trinitatis. Ad nos pertinet que in presentia nostra ecclesiis conferuntur attestari, et ne oblivionis nubilo obfuscata deleri aut infirmari possint, litteris adnotari et posteris notum fieri.

Eapropter ego Galterus, Dei gratia Laudunensium episcopus, notum facimus universis tam futuris quam presentibus, quod Everardus de Moncellis et Philippus de Turro sex culturas in territorio de Moncellis concesserunt ecclesie Sancti Martini Tornacensis, perpetuo possidendas, ad terragium decime garbe; scilicet unam ante portam curtis ibidem site, secundam ad Curcellas, tertiam ad Roiaz, quartam retro ecclesiam Sancti Laurentii, quintam ad Tumbam, sextam ad Ulmum, insuper septimam culturam bosco de Moncellis contiguam. Preterea unam perticatam terre et dimidiam ad crementum curtis, et duos curtillos predicte ecclesie perpetuo possidendos concesserunt, ad censum duorum solidorum Pruveniensis monete, ad festum sancti Remigii annuatim persolvendorum. Unde ipsi habuerunt sex libras Proveniensis monete de caritate ecclesie. Hoc laudavit Galterus de Gondelaincurt, et Gertrudis uxor ejus, et filii sui et filie, de cujus feodo predicta terra est. Hoc concessit Hugo de Petreponte, et uxor ejus Clementia, et filii ejus et filie, a quo Galterus predictam terram in feodum tenet.

Preterea notificamus quod predictus Everardus quandam culturam terre que nominatur Sartum, contiguam predicte ecclesie, perpetuo possidendam concessit, et terragium none garbe. Hoc laudavit Simon de Monteacuto, a quo Everardus predictam culturam feodaliter tenet. Hoc concesserunt Eva, Everardi mater, et Emelina uxor Evrardi, et filii sui et filie. Hoc autem ne possit ab aliquo infringi vel immutari, sigilli nostri impressione et testium subscriptione muniri fecimus.

Signum Galteri, thesaurarii; S. Galteri, capellani; S. Gerardi, subthesaurarii; S. Guidonis, decani de Barentone; S. Fulconis de Erci; S. Hugonis de Montecabylonis; S. Pagani de Monteacuto; S. Johannis de Petreponte; S. Balonis; S. Briccii; S. Johannis Fabri; S. Johannis, filii Wibaudi; S. Stephani, prepositi; S. Drogonis de Landricurt; S. Guidonis de Lereval; S. Johannis Maton; S. Benedicti, fratris ejus; S. Amisardi, majoris de Moncellis; S. Gerardi Cossart de Monteacuto; S. Radulfi le Menut; S. Herberti le Pelei; S. Gisleberti de Ganta.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. LX°. VI°.

Angotus cancellarius scripsit, relegit et subscripsit.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 53ª; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 304.

101.

L'évêque de Tournai confirme l'abbaye de Ham dans la possession d'une part de l'autel de Templeuve, qui lui avait été contestée par Guillaume de Rumez, et par Lambert et Gontier de Templeuve.

Tournai, 22 avril 1166.

Ego Geroldus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus fidelibus in perpetuum. Quod in presentia nostri factum est, ad veritatis suffragium, posterorum memorie scripto transmittimus.

Abbas siquidem et monachi ecclesie Sancti Salvatoris de Ham, magnam in conspectu nostro controversiam habuerunt adversus quosdam parrochianos nostros, Wilelmum scilicet de Rume, Lambertum et Gonterum

[1] Cet original, très délabré, n'a pu être utilisé que pour sa dernière partie.

filium ejus de Templovio, quia ea que monachi de Ham in altari de Templovio habebant, sibi vendicare presumebant. Que controversia post varias altercationes sic protelata est, ut ad audientiam domini pape Alexandri veniret; que tamen postmodum sic sopita est : Willelmus itaque de Rume, et Lambertus et ceteri calumpniatores venerunt in conspectu nostro, et injuriam suam recognoscentes, ea que rapuerant monachis reddiderunt, et omnia que in altari de Templovio monachi clamaverant, sacramento abjuraverunt. Unde volumus et precipimus ne quis super his ecclesiam predictam inquietare presumat ulterius, sed ipsa elemosinam suam, partem scilicet quam habent in altari de Templovio, sicut eam auctoritate domini pape et nostra justitia monachi sibi vendicaverunt, quiete teneat et in eternum possideat. Et ne a filiis qui nascentur et exurgent hec possessio ecclesie divellatur sive imminuatur, presenti pagina et sigilli nostri impressione, et testium qui interfuerunt subnotatione corroboramus.

S. domni Geraudi, episcopi; S. Letberti, cancellarii, Nicholai de Mauritania; S. Petri, Walteri, Theoderici, sacerdotum; S. Mathei, notarii.

Acta sunt hec anno Dominice incarnationis M°. CLXVI. Data Tornaco, x kalendas maii a domno Geraudo episcopo, qui omnes presentis pagine violatores, donec resipiscant, anathematizavit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 47°; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 45; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 251.

102.

Evrard dit Radul, prince de Tournai, se déclare l'avoué et le défenseur de toutes les possessions de l'abbaye de Saint-Martin, à qui il confirme toutes ces possessions en général, et en particulier celles qu'elle tient d'Almannus Tilauva et de Gossuinus de Stenvurt.

Tournai, 1166.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo centesimo sexagesimo sexto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 49[b]; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 36; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 120 [2].

103.

Evrard, prince de Tournai, garantit à l'abbaye de Saint-Martin la libre jouissance des terres qu'elle a achetées de Walterus, fils de Gerulfus de Blandinio, à Warnave.

Tournai, 1166.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo centesimo sexagesimo sexto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 73; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 45[b]; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 25; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 127 [3].

[1] L'état de délabrement de cet original ne permet plus de l'utiliser.

[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai,* par A. d'Herbomez, t. II, p. 7.

[3] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai,* par A. d'Herbomez, t. II, p. 9.

104.

L'évêque de Beauvais ratifie les donations de froment faites au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, par Pierre de Remin au moulin d'Eparmont, par Odo de Remin dans sa grange de Coudun, et par Rainaud de Vignemont sur ses dîmes d'Antheuil et de Vignemont.

Beauvais, 1168.

Actum Belvaci, anno incarnationis Dominice millesimo centesimo sexagesimo octavo, regnante Loduvico Loduvici filio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 128, copie (incomplète) du XIII[e] siècle; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 242 [1].

105.

L'abbé de Notre-Dame et de Saint-Jean de Laon publie les conditions de l'accord passé entre son abbaye et celle de Saint-Martin, au sujet d'une terre contestée à Chantrud.

Laon, 1168.

In nomine sancte et individue trinitatis. ego Ingorrannus, Dei gratia ecclesie Sancte Marie Sanctique Johannis de Lauduno dictus abbas. Quoniam res geste ab hominibus, tam ipsorum hominum defectu quam temporum decursu, facile a memoria dilabuntur, necesse est scripto mandari que a posteris non expedit ignorari.

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 172.

Eapropter, notum facimus presentibus et futuris, quod querela versabatur inter ecclesiam nostram et ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, pro cultura quadam que est ante Chantrius [1], quam ecclesia Sancti Martini possidebat. Sed ecclesia nostra eandem suam fuisse, et ab ecclesia Sancti Martini injuste possideri asserebat. Tandem vero nostri et prefate ecclesie capituli assensu, hoc modo in pacem convenimus : Ecclesia Sancti Martini dedit ecclesie nostre terram ad sementem dimidii modii Laudunensis, minutam quoque decimam domus nostre de Gunhardi insula, scilicet ad parrochiam de Frigidomonte pertinentem, nobis in perpetuum remisit; ecclesia autem nostra culturam illam pro qua querela habebatur eis quitam clamavit. Quod ut ratum habeatur, sigillo utriusque ecclesie et cyrographi divisione necnon et testium subscriptione muniri fecimus.

S. Galteri, abbatis Sancti Vincentii; S. Wilelmi, abbatis Sancti Nicholai de Bosco; S. Wilelmi, abbatis Sancti Michaelis; S. Ivonis, abbatis prefate ecclesie Tornacensis; S. Herberti, abbatis Sancti Teoderici; S. Odonis, abbatis Fidemensis; S. Ingorranni, abbatis ipsius ecclesie Sancti Johannis Laudunensis; S. Willelmi, prioris; S. Gilleberti, subprioris; S. Thome, presbiterorum; S. Walteri, S. Warini, S. Alardi, diaconorum; S. Drogonis, S. Roberti, subdiaconorum; S. Lamberti, prioris ecclesie Tornacensis; S. Gossuini de Orcha; S. Richardi; S. Radulfi, preposili; S. Johannis de Chantrius; S. Everardi; S. Odonis; S. Petri, monachi Corbiensis.

Actum Lauduni, anno incarnati Verbi M°. C°. LX°. VIII°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé de trois sceaux pendants sur double queue de parchemin [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 51[a]; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 295.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles porte *Chantelus*.

[2] Cet original, vu son mauvais état, n'a pu être utilisé.

106.

L'évêque de Tournai confirme la vente du moulin du Fossé à Tournai, jadis faite à l'abbaye de Saint-Martin par l'avoué Gossuin.

Tournai, 1169.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Gualterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, cunctis fidelibus in perpetuum. Considerantes attentius illam apostoli sententiam qua dicit : quandiu gentium ero apostolus, ministerium meum honorificabo; et eandem formam magnopere nobismet imprimere gestientes, credimus ad honorem ministerii nostri pertinere, possessiones ecclesiarum ampliare, ampliatas tueri et defensare. Notum igitur facimus presentibus atque futuris, quod Gossuinus, filius Galteri, advocatus, quoddam molendinum apud Tornacum, quod dicitur de Fossato, de episcopo Tornacensi jure hereditario tenebat in feodo. Qui Gotsuinus Hierosolimam proficisci, sanctumque adire sepulchrum desiderans, sed ad iter tantum sumptus sibi deesse considerans, prefatum molendinum venale proposuit. Quod quia absque licentia domini de quo illud tenebat, fieri non potuit, vix tandem jugi precum instantia, proximorum et amicorum propriisque precibus optinuit ut molendino, molendinique fructibus, ipse Gossuinus exueretur, et remota totius mali ingenii occasione, tam molendino quam ejus fructibus ecclesia Sancti Martini investiretur. Res sicut erat nuda michi apparuit, et ego rei veritatem aperio cunctis. Predictus Gotsuinus de caritate ecclesie Sancti Martini novies vigenas marcas quatuor minus accepit, molendinum episcopo libere reddidit. Et quia Tornaco absens erat episcopus, per manum nostram, qui tunc temporis ecclesie decanatum tenebam, et postea divino favore in presulem promotus sum, sigillatis litteris, molendinum libere a se receptum, similiter libere perpetuo possidendum, prefate ecclesie Sancti Martini in elemosinam ex sua parte dari mandavit. Et factum est ita, abbate et monachis Sancti Martini convenientibus in capitulum sancte Dei genitricis Marie, videntibus et audientibus hoc clericis et laicis, juratis et scabinis

Civitatis. Quod etiam ipse episcopus Ansellus postmodum rediens, nobis presentibus, viva voce confirmavit. De hac igitur quam suprataxavimus elemosina, si quis violentiam, injuriam vel aliquam fraudem sepefate ecclesie presumpserit inferre, noverit in presenti scripto adversum se calamum nostrum vigilare, quo eum perpetuo anathematis vinculo innodamus, donec resipiscens pro arbitrio episcopi et abbatis digne satisfaciat. Nos vero eandem elemosinam acclamantes legitime factam approbamus, et presenti pagina confirmamus, quam sigilli nostri impressione communimus, atque testium idoneorum annotatione corroboramus.

S. Gualteri, episcopi; S. Letberti, decani; S. Evrardi, Roberti, archidiaconorum; S. Symonis, Amolrici, presbiterorum; S. Gualteri, Raineri, Thome, diaconorum ; S. Henrici, Oliveri, Gotsuini, subdiaconorum; S. Herbrandi, Lamberti, Theoderici, canonicorum; S. Gonteri, decani.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo centesimo sexagesimo nono.

Ego Letbertus, Dei gratia Tornacensis ecclesie cantor et cancellarius, legi et subscripsi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 46v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 20; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 48.

107.

L'évêque de Tournai confirme le don fait à l'abbaye de Saint-Martin par les évêques, ses prédécesseurs, des autels de Cuerne et d'Annœulin.

Tournai, 1169.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Gualterus, divina dispositione Tornacensium episcopus, cunctis fidelibus in perpetuum. Quia, secundum Johannis vocem, mundum in

maligno positum filii lucis perspiciunt, precaventes sibi in futurum a filiis seculi nequam nostre humilitatis adeunt consilium, rogantes quatinus, evaginato gladio spiritus, calumpniarum inventoribus fidenter occurramus, transforantes eos, exemplo Finees sacerdotis, ecclesiastice spiculo discipline, quod profecto non ignoramus ad nostri dignitatem officii pertinere, proinde placet quod rogant rogata prestamus.

Pro illius igitur amore qui nos prior dilexit, proprium fundendo sanguinem in argumentum dilectionis, altare de Cuerna, et altare de Aneulin [1], quorum alterum scilicet de Cuerna Ansellus, secundum videlicet de Aneulin [1] Giraldus, predecessores nostri bone memorie Tornacenses episcopi, ecclesie Sancti Martini pro animabus suis contulerunt eidem ecclesie cum omnibus appenditiis eorum, salvo dumtaxat in omnibus jure episcopali perpetuo libere possidenda non solum concedimus, sed etiam benigne confirmamus. Ut autem hec predecessorum nostrorum largitio, nostraque concessio firma stabilisque in eternum permaneat, anathematizando interdicimus ne a quoquam hominum super hac elemosina prefate ecclesie injuria vel aliqua molestia inferatur, transmittentes ad posteros presentis pagine monimentum quam sigilli nostri impressione munimus, atque testium idoneorum annotatione corroboramus.

S. Gualteri, episcopi; S. Letberti, decani; S. Evrardi, Roberti, archidiaconorum; S. Symonis, Amulrici, presbiterorum; S. Gualteri, Raineri, Thome, diaconorum; S. Henrici, Oliveri, Gotsuini, subdiaconorum; S. Herbrandi, Lamberti, Theoderici, Absalonis, Johannis, Balduini, canonicorum.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati M°. C°. LX°. nono.

Ego Letbertus, Dei gratia Tornacensis ecclesie cantor et cancellarius, legi et subscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 45*; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 60; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 324.

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Anulin*.

108.

Le prieuré de Saint-Étienne de Choisy accense à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, le port de Bellerive.

Vers 1170 [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 120; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 228 [2].

109.

L'abbé d'Oudenbourg s'oblige, au nom de son monastère, à payer chaque année à l'abbaye de Saint-Martin une redevance en beurre, en compensation des sommes d'argent que cette abbaye avait prêtées à celle d'Oudenbourg.

Oudenbourg, 1170.

Ego Hermannus, Dei gratia Aldeburgensium abbas dictus, tam futuris quam presentibus in perpetuum. Sicut ea que nobis et ecclesie nostre, intuitu misericordie et pietatis. collata fuisse noscuntur, firma in posterum et inconvulsa permanere concupiscimus, sic nichilominus ea que nos ipsi locis divino cultui mancipatis contulimus, ut non in irritum ducantur, sive imminuantur, omni sollicitudine providendum censemus.

Proinde notum facimus cunctis fidelibus, quia cum essemus in arto

[1] L'abbé Gordière, en publiant cette charte lui assigne la date de 1170, qui est possible. A la vérité, elle peut se placer entre les années 1148 et 1177, dates extrêmes du gouvernement abbatial d'Enguerrand à Saint-Médard de Soissons. Comme on ne connait pas les dates exactes d'existence des autres fonctionnaires de la grande abbaye Soissonnaise, dont les noms sont cités dans notre charte, il semble impossible de dater exactement ce document.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 175.

positi, pro quadam terra quam nostre ecclesie utilem et valde necessariam fore cognovimus, ad quam per nos attingere non facile poteramus, consilio domni Ivonis, venerabilis abbatis ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et pretio expensarum non modicarum ab ipso et ejus monachis nobis collatarum, suprataxatam terram tandem, Domino auctore, in proprios usus ecclesie nostre et fratrum nostrorum comparavimus. Nos igitur tanti beneficii non immemores, consilio religiosarum personarum et assensu totius capituli nostri, octo pensiones quas vulgo dicimus pisas butiri probati et benevalentis, ponderisque legitimi, quod videlicet pondus Brugensis est territorii, prefate ecclesie Sancti Martini jure perpetuo libere tenendas, bono animo contradidimus, quas singulis annis, kalendis octobris, omni remota prava ingenii occasione seu fraude solvere decrevimus. Verum nuntiis sepefate ecclesie Sancti Martini propter debitum venientibus, nichil omnino primo die subministrare pro expensis debemus. Si autem per culpam aut negligentiam nostram plusquam uno die morati fuerint, aut forte, quod absit! ad eos a quibus missi sunt a debito frustrati redierint, deinceps Aldeburgensis ecclesia omnes sumptus necessarios iterum venientibus aut redeuntibus nuntiis, tam animalibus quam hominibus procurare debebit. Ne igitur donum istud nostrum pro recompensatione a Deo digna factum divelli possit seu infirmari futuris temporibus, impressione sigilli nostri presentis pagine scripturam confirmando munimus, quam etiam testimonio eorum qui subnotantur corroboramus.

S. Hermanni, abbatis; S. Georgii, prioris; S. Bartholomei, prepositi; S. Walteri, S. Gerardi, Jordanis, Willelmi, monachorum et presbiterorum; S. Reinfridi, diaconi; S. Riquardi, Walteri, subdiaconorum; S. Hugonis, monachi Haffligemensis.

Actum Aldenburgi, anno Verbi incarnati M°. C°. LXX°.

Ego Gualterus, Dei gratia ecclesie Aldeburgensis cantor, legi et subscripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 42[b]; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 65; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 294.

110.

L'évêque de Tournai approuve l'engagement pris par les moines d'Oudenbourg, de donner tous les ans huit mesures de beurre à l'abbaye de Saint-Martin, en compensation de l'argent que, dans une circonstance critique, cette abbaye leur avait prêté.

Tournai, 1170.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo centesimo septuagesimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 12; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 33b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 65; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 295 [1].

111.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte détermine les rapports qu'il doit entretenir avec le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, à qui il fait en outre plusieurs donations.

1170.

Actum Verbi incarnati anno M°. C°. LXX°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé sur lacs de peau de deux sceaux en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 243 [2].

[1] Cette charte est publiée dans Warnkoenig, *Flandrische Staats- und Rechtsgeschichte*, t. III (2e partie), p. 135.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 173.

112.

L'évêque de Laon déclare : 1° qu'Hugo de Pierrepont a fait amende honorable à l'abbaye de Saint-Martin pour les torts qu'il lui avait causés à Chantrud ; 2° qu'Eva de Monceau a donné à la même abbaye une dîme à Monceau-le-Wast.

Mons-en-Laonnois, 1171.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Gualterus, Dei gratia Laudunensis episcopus. Per autenticum scriptum bone memorie Bartholomei episcopi, predecessoris nostri, manifeste cognovimus quod Rogerus de Petreponte dedit olim, pro anima sua, fratribus cenobii Sancti Martini Tornacensis de Canteluz, quandam possessionem cujus termini sunt ab exortu fontis de Samblescurt, usque ad grossam quercum silve de Moncellis, et sicut aqua interfluit usque ad terram Sancte Marie de Barentone, et sicut curtis sedet, brolium et pratum et terram, usque ad collem versus Grandemlocum. Dedit etiam eis in predicta terra comitatum, districtum et justitiam. Insuper concessit ut quotquot homines, exceptis hominibus ipsius Rogeri, eos sequerentur, et cum eis vellent remanere, nequaquam eos haberet pro albaniis, nec in eos advocariam, vel aliquid juris clamaret, sed eos predicti fratres tenerent libere et quiete. Postmodum vero, temporibus nostris, Hugo de Petreponte, qui in hereditate successit, prenominatos fratres cepit molestare, et contra eos de quibusdam supradictarum possessionum movit questionem, videlicet de brolio, de prato, de terra versus Grandemlocum, et de quadam terra que dicitur ad Cuneos. Pasturas etiam terre sue et aisentias et carriationem per castrum suum eis inhibuit. Insuper, curtis libertatem infringens, prohibuit hominibus monachorum ne servirent eis. Ipsos etiam homines fratrum per campos cepit et abduxit. Tandem vero idem Hugo de his omnibus resipiscens, venit ante nos apud villam que dicitur Montes, ubi coram nobis, in plena curia, recognovit se in his omnibus monachos injuriose vexasse, et propter hoc ab eis veniam postulans, omnia supradicta super quibus contra eos calumpniam moverat ipsis libere

relaxavit, assensu uxoris sue Clementie et liberorum suorum : Roberti, Galteri, Willelmi, Margarete et Beatricis. Nobis etiam et ecclesie illatam injuriam emendavit. Postremo a nobis petiit ut pro pace inter eos in posterum conservanda, scriptum eis super hoc faceremus. Nos igitur precibus ejus annuentes, omne ipsius erramentum et concessionem sicut prescripta est, per presentem paginam attestamur, et pro majore robore nostro eam sigillo et subscripto munimus testimonio, eum qui ista, prout predicta sunt, perturbaverit, districto ferientes anathemate donec idem resipuerit, et injuriam perpetratam digna satisfactione correxerit.

Testes sunt : Robertus, decanus Laudunensis; Galterus, thesaurarius; Galterus, cantor; dominus Gonterus; Gerardus, subthesaurarius; Herbertus, decanus de Anisi; Ansellus, decanus de Cerni; Guido, presbiter de Barentone; de militibus : Fulco de Erchri, et Johannes, filius ejus; Galterus de Gundeleincurt; Reinerus de Bomonte; Johannes de Rocoinnecurt; Terricus de Fai; Everardus de Moncellis; Willelmus de Sarni; Wenemarus de Capriniaco; Odo de Troissi et Nicolaus de Montibus.

Preterea notum facimus quod domina Eva de Moncellis dedit ibidem et eodem die predictis fratribus in elemosinam, totam portionem minute decime que eam contingebat infra clausuram curtis de Moncellis, assensu Everardi de Moncellis filii sui, et uxoris ejusdem Everardi et liberorum ejus, et assensu Hugonis de Petreponte, a quo illa res in feodo descendebat. Nos igitur eandem decimam sepedictis fratribus supradictorum testimonio, et hoc nostro privilegio confirmamus.

Actum apud Montes, anno Verbi incarnati millesimo C°. LXX° I°.

Willelmus scripsit.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 38[a]; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 297.

[1] Cet original, vu son état de délabrement, n'a pu être utilisé qu'en partie.

113.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte approuve l'échange de la vigne Haganon, appartenant à Pierre Sarcel, contre trois prairies que le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte possédait près de Bellerive, sur l'Oise.

1173.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXX°. III°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 246 [2].

114.

Le seigneur de Coudun déclare que pour terminer le différend qui avait surgi entre les prieurés d'Elincourt-Sainte-Marguerite et de Saint-Amand lez-Thourotte, à l'occasion de certaines dîmes réclamées par ce dernier prieuré, il a été décidé que chaque année Sainte-Marguerite payera à Saint-Amand une mine de froment.

1173.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LXX°. tercio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 260 [3].

[1] Cet original est en si mauvais état qu'il ne saurait être utilisé complètement.
[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 177.
[3] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 178.

115.

Jacques d'Avesnes exempte l'abbaye de Saint-Martin de tout péage dans les domaines qu'il tient de sa femme Adeluye, à Guise et à Lesquielle.

Tournai, 1173.

In nomine sancte et individue trinitatis, amen. Ego Jacobus de Avesnes cunctis fidelibus in perpetuum.

Notum facimus presentibus atque futuris, quod wiennagium quod pro transverso a transeuntibus ab antiquo apud Guisiam et Lescherias accipitur, bono assensu Adeluye, uxoris mee, de cujus parte, jure paterne hereditatis, ipsum wietnagium nobis provenit, ecclesie Sancti Martini Tornacensis benigne remittendo quitum clamamus, libereque omni remota pravi ingenii occasione perpetuo possidendum concedimus. Ut autem hec nostra donatio rata et inconcussa permaneat, eandem concessionis nostre liberalitatem predicte Sancti Martini ecclesie presentis scripto pagine confirmantes, ad posteros transmittimus, quam sigilli nostri impressione munimus atque testium idoneorum fideli annotatione roboramus.

S. domini Philippi, Flandrensium atque Viromandensium comitis; S. Evrardi, Tornacensium castellani; S. Razonis, pincerne; S. Hellini, dapiferi; S. Alardi, Gosselli de Antonio.

Ego Jacobus laudavi et signavi, feliciter, feliciter, feliciter.

Actum Tornachi, anno Verbi incarnati M°. C°. LXX°. III°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 337.

116.

L'évêque de Tournai approuve l'acensement fait à l'abbaye de Loos par celle de Saint-Martin, de tout ce que cette dernière possédait à Templeuve en Pèvele.

Tournai, 1173.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Evrardus, divina dispositione Tornacensis episcopus, cunctis fidelibus in perpetuum. Ad nostri curam officii pertinere cognoscimus, religiosos quosque pro vite denario in vinea summi patrisfamilias laborantes, sub nostre protectionis alas pie colligere, continuisque beneficiis fovere, et ne forte maris hujus procellis collidantur, mundi turbines manu providentie ab eis propulsare, ut eorum orationibus in eterna tabernacula recipiamur.

Hujus igitur rei gratia, presentis pagine monimentum digerimus, ut per eam notum habeat generatio presens atque ventura, quod ecclesia Sancti Martini Tornacensis apud Temploviam, in pago qui dicitur Pevela, longo tempore quandam possessionem libere tenuit, quam sibi utilem perspicientes, fratres apud Lohs in professione Clarevalensi Deo famulantes, per bone memorie Geraldum, hujus sancte ecclesie cui, Deo auctore, presidemus, episcopum reverendum, eandem possessionem a fratribus Sancti Martini, sub quodam censu sibi concedi petierunt, nec diu frustrati a desiderio suo, quod volebant impetrarunt. Quod enim in terra, in aqua, in silva, in pratis illic ecclesia Sancti Martini tenebat, et quicquid ad eandem possessionem pertinet, Galterus abbas, communi capituli sui assensu, suprafatis fratribus de Lohs, remota omni pravi ingenii occasione, perpetuo libere possidendum concessit, censumque consilio et interventu prefati Geraldi episcopi ex toto remisit. Que, quia a predecessoribus nostris bene et rationabiliter facta sunt, laudamus et approbamus, firmaque et inconcussa permanere volumus, nec ulla intentione convelli permittimus. Ne igitur super hujus possessionis traditione ecclesie de Lohs aliqua inferatur injuria vel molestia, calumniam inferre molientes vinculo anathematis innodamus, presentisque pagine

scripturam in pacis perpetue munimentum ad posteros transmittimus, cui ad confirmationem tam Sancti Martini quam nostri sigilli appendimus impressionem; testesque idoneos libet subnotare.

Signum Evrardi, episcopi; S. Yvonis, abbatis Sancti Martini; S. Letberti, decani; S. Symonis, Thome, Raineri, Galteri, Da[n]ielis, canonicorum; S. Lamberti, prioris; Radulphi, prepositi; Galteri, thesaurarii; Gossuini, Gerardi, Hermanni, Balduini, Rikardi, Theoderici, Nicolai, monachorum.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo C°. LXXIII°.

Letbertus, ecclesie Tornacensis cantor atque cancellarius, legit et scripsit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 213.

117.

Le seigneur de Coudun déclare que Raoul, fils de Hugo Dureboise, a renoncé, moyennant indemnité, à toutes les prétentions qu'il avait élevées sur la dîme de Saint-Hilaire de Coudun, qui appartenait au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

Coudun, 1174.

Actum Cosduni, anno Domini M°. C°. LXX°. IIII°, regnante Ludovico rege, Henrico Remis archi[episcopante].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 127; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 240 [2].

[1] Cet original, vu son état de délabrement, ne peut être utilisé que partiellement.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 179.

118.

Le seigneur de Coudun déclare que les héritiers d'Arnoul Roscelin se sont engagés à réparer leurs torts envers le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, et à lui payer régulièrement, à l'avenir, le cens qu'ils lui devaient pour une terre à Coudun.

1176.

Actum anno Domini M°. C°. LXX°. VI°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 257 [1].

119.

Le doyen de Notre-Dame de Noyon publie les conditions de l'accord passé, à l'occasion du moulin que le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte possédait à Tracy, entre ce prieuré et le chevalier Rainaud de Tracy.

1177.

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LXX° septimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original absolument inutile maintenant. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 123; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 265 [2].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 180.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 181.

120.

L'abbé de Ham cède à l'abbaye de Saint-Martin tout ce que son monastère possédait à Templeuve.

1177.

In nomine Domini, Willelmus, divina dispositione abbas Hamensis, presentibus atque futuris. Dignum arbitramur posterorum memorie scripto tradere quod postmodum sit utile non ignorare.

Noverit igitur fidelium universitas, monachos Tornacenses ad nostrum monasterium venisse, gratia requirendi quandam portionem decime que nobis provenerat de manu laica in Templovii ecclesia, que specialiter pertinere cognoscitur ad Sanctum Martinum de Tornaco. Nec frustrati sunt a spe sua. Nos enim rem diligenter examinantes, justum judicavimus eandem portionem, ut capiti membrum cohereat, Sancto Martino debere resignari. Communi itaque nostre congregationis assensu, uno animo, una voce, quicquid in Templovii parrochia possidebamus, prefate ecclesie Sancti Martini Tornacensis benigne nos tradidisse in elemosinam testamur, omnique remota mali ingenii occasione, perpetuo libere possidendum concedimus. Ne autem in posterum super hac nostre concessionis elemosina sepefate ecclesie aliqua forte inferatur calumpnia, paci et quieti illius pro viribus intendentes, munimenta que de eadem possessione penes nos habebantur, in testimonium confirmationis Sancto Martino contulimus, insuper et presentem paginam sigilli nostri impressione munientes de omnibus fratribus nostris qui proprio ore in capitulo assensum prebuerunt, atque hoc opus benigno favore prosecuti sunt, quorumdam nomina subnotare curavimus.

S. Willelmi, abbatis; S Adam, prioris; S. Nicholai, prepositi; S. Johannis, subprioris; S. Erembaldi, Gerardi, Balduini, Thome, Walteri, Walonis, Johannis, presbiterorum; S. Arnulphi, Thome, Ernaldi, Gerardi, diaconorum; S. Roberti, Willelmi, Nicholai, Rainaldi, subdiaconorum; S. Riquardi, Johannis, Hugonis, Clarembaldi, monachorum.

Actum in presentia domini Everardi, episcopi Tornacensis, anno Verbi incarnati M°. C°. LXX°. VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 43°; *Ibidem,* Cartulaire 120, p. 45; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 250.

121.

L'évêque de Laon publie les conditions de l'accord passé entre l'abbaye de Saint-Martin et Renaud de Chéry, à l'occasion d'une terre voisine de la maison de Saint-Martin à Chantrud.

1177.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Rogerus, Dei gratia Laudunensis episcopus. Utile est et ab antiquo prospectum, ut scriptum in pactionibus intercedat, per quod et gestorum memoria conservetur, et rei veritas clarius elucescat, si quid inde postmodum questionis emerserit.

Propter quod notum facimus per hoc scriptum presentibus et futuris, quod inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis et Renaldum de Ciriaco, causa est diutius ventilata, super quadam terra in potestate de Ciriaco sita, quam fratres de Chantelus, nomine Sancti Martini ecclesie Tornacensis ex dono domine Roscie de Vallibus vendicabant. Unde tandem transactum est inter eos in hunc modum : Renaldus de Ciriaco, et ejus post eum heredes. retinebunt in perpetuum terram illam, sub annua pensione duorum galetorum frumenti, tres denarios post melius minus valentis ad mensuram Laudunensem, in domo eorumdem fratrum de Chantelus ad festum sancti Remigii solvendorum. Et si idem Renaldus vel ejus heredes pensionem istam, sicut dictum est, non solverit, condictum est quod fratres de Chantelus terram illam saisient et tenebunt, nec aliquis predictorum heredum illam poterit exercere donec fratres sepedicti pensionem suam detentam, et si quid eis hac de causa dampnum datum est, fuerint consecuti. Hoc

laudavit Doha, uxor predicti Renaldi, et omnes filii sui, et nepotes ejus Gerardus et Radulphus. Ipse etiam Renaldus cepit super se assensum Johannis filii Roscie memorate de Vallibus, tunc absentis, et ejus nomine laudavit hoc factum, sub testimonio subscriptorum.

S. Reneri, archipresbiteri, et magistri Bernardi, canonici Laudunensis, de Barentun (*sic*), Matei de Vernolio, Walteri de Poilliaco, et Gaulteri, capellani sui, et Clarembaldi de Chiriaco, presbiterorum; S. Balduini et Werrici, clericorum, et Guilberti et Balduini de Ciriaco, militum; S. Gusleberti et Werrici, fratris ejus; Odonis, fratris Werrici, Anselini et Reneri.

Ne quis igitur pacem istam malignanter immutet, presenti eam privilegio confirmamus, anathemate percellentes omnes qui contra hoc per maliciam venire presumpserint.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXX°. VII°.

Ego Willelmus cancellarius scripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 298.

122.

Le pape Alexandre III prend sous la protection du Saint-Siège l'abbaye de Saint-Martin, qu'il confirme dans tous ses biens, et à qui il concède de nombreux privilèges.

Bénévent, 31 décembre 1177.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Sancti Martini Tornacensis, ejusque fratribus tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis in perpetuum.

Quotiens illud a nobis petitur quod religioni et honestati convenire dinoscitur, animo nos decet libenti concedere, et petentium desideriis congruum suffragium inpartiri. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et prefatum monasterium in

quo divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus, inprimis siquidem statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et beati Benedicti regulam in eodem loco institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur.

Preterea quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium inpresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propria duximus exprimenda vocabulis: locum ipsum in quo prefatum monasterium constructum est, cum omnibus pertinentiis suis; altare de Fasti cum medietate decime pertinentis ad ipsam casam ipsius altaris, et possessionem omnem in pratis et in terra arabili et nemore; altare de Vals, altare de Cuerna, altare de Aneulin cum omnibus appenditiis suis; altaria de Beveren [1], de Ledegue, de Templavia, de Muscherun, de Everniis, de Spelchin; molendinum apud Tornacum quod dicitur de Fosset; octo pensas butiri annuatim ab ecclesia Sancti Petri Aldeburgensis. Sane novalium vestrorum que propriis manibus aut sumptibus colitis, sive de nutrimentis vestrorum animalium, nullus omnino a vobis decimas presumat exigere. In parrochialibus autem ecclesiis quas tenetis, liceat vobis clericos eligere et episcopo presentare, quibus, si idonei fuerint, episcopus curam animarum committat qui de plebis quidem cura episcopo vobis autem de temporalibus debeant respondere. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse concedimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat, salva tamen justitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Liceat etiam vobis clericos vel laicos e seculo fugientes liberos et absolutos ad conversionem recipere, et in vestro monasterio sine contradictione aliqua retinere. Prohibemus insuper ut nullus fratrum vestrorum, post factam in monasterio vestro professionem, fas sit de eodem monasterio absque licentia abbatis sui, nisi obtentu artioris religionis discedere. Discedentem vero sine communium

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Beverna, Ledenghien, Templovia, Moskeron, Evregniis, Esplecin.*

litterarum vestrarum cautione, nullus audeat retinere. Preterea libertates, immunitates, et antiquas et rationabiles consuetudines monasterii vestri integras et illibatas presenti decreto manere sancimus. Obeunte vero te, nunc ejusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet subreptionis astutia seu violentia preponatur, nisi quem fratres communi consensu, vel fratrum pars consilii sanioris, secundum Deum et beati Benedicti regulam providerint eligendum.

Decernimus ergo ut nulli omninno hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere seu quibuslibet molestiis fatigare. Per omnia integra et illibata serventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice auctoritate, et diocesani episcopi canonica justitia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum digna satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei ac Domini redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen, amen!

(*Rota avec la légende :*) Domine, demonstra michi vias tuas.

Ego Alexander, catholice ecclesie episcopus, subscripsi. Benevalete.

Ego Guillelmus, Portuensis et Sancte Rufine episcopus, subscripsi; ego Manfredus, Prenestinus episcopus, subscripsi; ego Albertus, presbiter cardinalis Sancti Laurentii in Lucina, subscripsi; ego Boso, presbiter cardinalis Sancte Prudentiane in titulo Pastoris, subscripsi; ego Theodinus, presbiter cardinalis Sancti Vitalis in titulo Vestine, subscripsi; ego Petrus, presbiter cardinalis tituli Sancte Susanne, subscripsi; ego Iacinthus, Sancte Marie in Cosmidin diaconus cardinalis, subscripsi; ego Cinctius, diaconus cardinalis Sancti Adriani, subscripsi; ego Hugo, diaconus cardinalis Sancti Eustachii juxta templum Agrippe, subscripsi; ego Laborans, diaconus cardinalis Sancte Marie in Porticu, subscripsi.

Data Beneventi, per manum Gratiani, sancte Romane ecclesie subdiaconi

et notarii, II kalendas januarii, indictione x^a, incarnationis Dominice anno M°. C°. LXX°. VII°, pontificatus vero domni Alexandri pape III anno x°. VIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 5^b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 2; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 405.

123.

Le pape Alexandre III énumère toutes les possessions du prieuré que l'abbaye de Saint-Martin avait à Saint-Amand lez-Thourotte, et les place sous la protection du Saint-Siège.

Au Latran, 1er juillet 1178.

Data Laterani, per manum Alberti, sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, kalendis julii, indictione XI, incarnationis Dominice anno M°. C°. LXX°. VIII°, pontificatus vero domni Alexandri pape III anno XVIIII.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original bullé sur lacs de soie jaune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 6; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 398 [2].

[1] Cet original est en mauvais état; il porte une *Rota* dont la légende n'est plus lisible.

[2] Cette bulle est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 185; mais les noms des cardinaux signataires ont subi dans cette publication de nombreuses altérations.

124.

Jacques, seigneur d'Avesnes, exempte pour toujours l'abbaye de Saint-Martin de péage à Guise et à Lesquielle.

Tournai, 1179.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen.

Notum sit tam presentibus quam futuris, quod ego Jacobus, dictus Avesniensis dominus, fratribus Sancti Martini Tornacensis wiennagium quod pro transverso in terra de Guisia et Leschires a nobis accipitur, de his que ad usus ecclesie sue conduxerint, assensu uxoris mee Adeluye, pro salute nostra et antecessorum nostrorum, in perpetuum remittimus. Ne autem futuris temporibus super hac nostre largitionis elemosina prefata ecclesia aliquam calumniam incurrat, modernis atque venturis in testimonium predicte elemosine presentis cartule litteras destinamus, quam sigilli nostri impressione munientes, fideliter confirmamus, et testium subnotatione roboramus.

S. Jacobi, domini de Avesniis; S. Radbodi de Ruma; S. Amulrici de Landast; S. Evrardi de Vinea; S. Gonteri de Quarta; S. Rassonis de Tornaco; S. Gonteri, prepositi, Thome, Warnerii, Walteri de Salinis, civium Tornacensium.

Actum Tornaci, anno Domini M°. C°. LXX°. VIIII°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 54v; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 336.

125.

L'abbé de Saint-Riquier déclare qu'il est intervenu, entre son abbaye et le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, un accord en vertu duquel le prieuré, pour avoir la libre jouissance de celles de ses terres qui relèvent de Saint-Riquier, lui payera chaque année six mines d'hivernage et autant d'avoine.

1180.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 125; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 236 [1].

126.

L'abbé de Saint-Martin acense à Ernoul, fils de Raimond, la dîme à Coudun que ledit Ernoul avait donnée au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

1180.

Actum anno incarnati filii Dei M°. C°. LXXX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 276 [2].

[1] Cette charte est publiée dans Hénocque, *Histoire de Saint-Riquier* (dans *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*), t. II, p. 502, et dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 185.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 187.

127.

L'évêque de Noyon déclare qu'Ansellus, neveu de feu le doyen de Noyon Léonard, a légué au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte sa terre sise à Lassigny, au lieu dit le Pré Sulebert.

1180.

Actum anno Verbi incarnati M. C° octogesimo.

Beauvais, Archives de l'Oise, Cartulaire de Notre-Dame d'Ourscamp [1].

128.

Ansoius, fils d'Arnoul, ses frères et sa sœur Belòs, abandonnent leurs droits sur une vigne à Hostes, entre les mains du prieur de Saint-Amand lez-Thourotte, qui la transmet à Wermund d'Ansolmes.

1180.

Actum anno Domini M°. C° LXXX°, in supradictis locis (*id est :* in claustro Sancti Amandi, apud Machimont), tempore paschali. Amen.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 256 [2].

[1] Nous n'avons pas vu ce manuscrit, d'après lequel a été faite, en 1865, l'édition du *Cartulaire d'Ourscamp*, par M. Peigné-Delacourt (p. 219, charte CCCLIX), pour la *Société des antiquaires de Picardie.* La charte est rééditée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 187.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 188.

129.

Les abbés de Saint-Martin de Tournai et de Saint-Martin de Laon règlent les conditions auxquelles chacune de leurs abbayes pourra acquérir la moitié n'appartenant pas à Saint-Martin de Tournai du domaine afférent à l'église de Faty.

1180.

Ivo, divina patientia Sancti Martini de Tornaco, et Galterus, Sancti Martini Laudunensis dicti abbates, cunctis fidelibus in perpetuum. Ad sopienda inter nos omnium jurgiorum fomenta, literis manentibus commendamus que posteris cognoscenda censemus.

Notum igitur habeat presens atque ventura generatio, ecclesiam Sancti Martini Tornacensis dono pontificum Laudunensium, Bartolomei scilicet atque Galteri, altare de Fasti cum medietate case jure perpetuo possidere, alteram vero medietatem quidam milites hereditario injuste diu tenuerunt. Quam medietatem nobis conquirere, assensu capitulorum nostrorum, remota fraude et omni prava occasione, eo tenore disposuimus, quod quevis ecclesiarum, sive Sancti Martini Tornacensis, sive Sancti Martini Laudunensis, eam sibi vel elemosina vel emptione acquirere poterit in ratione pretii dati et accepti; altera alteri parmanebit, solvendo scilicet pari modo pecuniam in emptione, necnon participando medietati fructuum in receptione. Quod ut ratum et inconcussum maneat, presens scriptum utriusque capituli nostri attestatione et sigillorum appositione confirmamus.

S. Lamberti, prioris Sancti Martini Tornacensis; S. Galteri, subprioris: S. Goscevuini, Balduini, Simonis, sacerdotum; S. Joseph, Lamberti, Henrici, diaconorum; S. Jacobi, Oliveri, subdiaconorum; S. Radulfi, prepositi; Galteri, thesaurarii; Galteri, cellerarii; S. Lamberti, prioris Sancti Martini Laudunensis; S. Alsteni, subprioris; S. Garini, Malgeri, Garsie, sacerdotum; S. Salomonis, Symonis, Alardi, diaconorum; S. Johannis, Hugonis, Goscevuini, subdiaconorum.

Preterea huic pactioni interfuerunt quidam canonicorum Sancte Marie

Laudunensis, quorum ista sunt nomina: Fulco, cantor, Walerannus, Petrus li Bievre, Galterus d'Antoong, Egidius de Haudiun.

Actum anno incarnati Verbi M°. C°. LXXX°.

Frater Hubertus scripsit et subscripsit.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 54b; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 315.

130.

Accord entre Aymar de Marrigny et le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, au sujet du cens de trente-huit sous qu'Aymar devait chaque année à ce prieuré, et qu'il payait irrégulièrement.

1181 [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 249 [2].

131.

L'abbé de Saint-Corneille de Compiègne déclare avoir pris à cens du prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, dépendance de l'abbaye de Saint-Martin, tous les biens et revenus que ce prieuré possédait à Compiègne.

Compiègne, 1181.

Actum apud Compendium, anno Dominice incarnationis M°. C°. LXXX°. I°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 270 [3].

[1] C'est l'abbé Gordière qui propose la date de 1181; elle est possible, mais pas certaine. En réalité, la charte se place entre les années 1158 et 1189, dates extrêmes du gouvernement de l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne par l'abbé Ansoul (*Ansoldus*), en présence de qui fut passé l'accord relaté dans notre pièce.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 189.

[3] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 190.

132.

L'évêque de Laon confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession de l'autel, de la dîme et des autres choses qu'elle possédait à Faty.

Octobre 1181.

In nomine Domini, Rogerus, Dei gratia Laudunensis episcopus, dilectis amicis abbati et capitulo Sancti Martini Tornacensis, et eorum successoribus in perpetuum. Justum est ut que sacrosanctis ecclesiis legitime sunt collata, perpetua gaudeant firmitate.

Iccirco, juste petitioni vestre clementer, sicut decuit, annuentes, altare de Fasti, et medietatem decime que ad casam altaris pertinet, et quicquid Hilbertus canonicus ibidem possederat, que omnia sancte memorie Bartholomeus episcopus, assensu ejusdem Hilberti et Ernulphi, fratris sui, vobis contulit et firmavit, unde etiam felicis recordationis Galterus episcopus gratiam vobis sue confirmationis indulsit, pontificali vobis auctoritate concedimus, et presenti privilegio communimus perpetuo possidenda. Huic etiam concessioni et confirmationi nostre ut firmior perseveret, subscriptos testes duximus adhibere.

S. Ade, capellani et Reineri, archipresbiteri, presbiterorum ; S. Guidonis de Moncornet, et Lamberti Surdelli, et magistri Gervasii, diaconorum et canicorum Laudunensium, et Guidonis, presbiteri de Barentun.

Actum anno Domini M°. C°. LXXX° primo, mense octobri.

Ego Willelmus cancellarius scripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 31*; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 314.

133.

L'évêque de Tournai prend sous sa protection l'abbaye de Saint-Martin, à qui il donne les églises de Zulte et de Wacken.

Tournai, 18 août 1182.

In nomine Domini, amen. Ego Everardus, Dei gratia Tornacensium episcopus, tam futuris quam presentibus inperpetuum. In hoc positi sumus et preesse debemus ut subjectos nostros, et maxime domesticos fidei, quanta possumus dilectione foveamus, quia non solum officii nostri est bene agentes custodire, sed etiam bona volentibus opem ferre.

Eapropter ecclesiam Beati Martini, que de gremio sancte Tornacensis ecclesie prodiit in lucem, tamquam precipuum et coherens corpori menbrum, cujus odor bonus positos in invio bonorum operum radiis dirigit ad viam, cujus actio regulari severitate congaudet, cujus opus in benedictione est, cujus memoria ab his qui intus et foris sunt boni testimonii prohibitione refulget, sub sancte Tornacensis ecclesie et nostra protectione suscepimus, et ei ecclesias de Zulte et de Wachines [1] cum appenditiis suis, quas Lethbertus, canonicus noster, libere et sine conditione in manus nostras resignavit, pro celebratione anniversarii nostri in perpetuum faciendi, et pro expiatione predecessorum nostrorum Tornacensium pontificum, seu etiam parentum nostrorum, ita quod in die anniversarii nostri, monachi pro tempore congruam de ipsis altarium redditibus refectionem habebunt, contulimus, et ne per revolutiones temporum aliquam molestiam vel gravamen sustineat, ipsam donationem presenti scripto commendavimus, et sigilli nostri auctoritate confirmavimus, et nomina testium qui interfuerunt annotavimus.

S. Everardi, Tornacensis episcopi; S. Arnulphi, decani; S. Gothsuini atque Rothberti, archidiaconorum; S. Theoderici, prepositi; S. Johannis, cantoris; S. Thome, Gonteri, Henrici, presbiterorum; S. Gualteri, Raineri,

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Wakines*.

Lamberti, diaconorum; S. Henrici, Gilleberti, Oliveri, Absalonis, Gothsuini, Symonis, Letberti, Hugonis, Galteri, Goscelli, canonicorum; S. Eustachii, abbatis Sancti Nicholai; S. Rogeri, capellani.

Si quis autem, quod absit! ordine judicii pretermisso, contra hanc donationem temere venire presumpserit, vel quoquomodo perturbare seu diminuere presumpserit, donec reatum suum congrua satisfactione correxerit, a consortio fidelium immunis existat, et horrendi anathematis maledictione multatus, judicium eterne damnationis incurrat. Amen!

Actum Tornaci, anno Domini M°. C°. LXXX°. II°, ordinationis nostre x°, x° v° kalendas septembris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 32b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 330.

134.

Le seigneur de Pierrepont notifie les conditions de l'accord intervenu entre l'abbaye de Saint-Martin et Engelard de Dercy, à l'occasion de la terre de Monceau-le-Wast, donnée jadis à l'abbaye par le père d'Engelard, et revendiquée néanmoins par ce dernier.

1183.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti. Quoniam preteritis presentia, et presentibus futura succedunt, et cum lapsu temporum labitur etiam noticia rerum, idcirco monimentis litterarum vidimus quod in futurum reminisci volumus.

Eapropter ego Hugo, Dei gratia dominus Petrepontis, notum facio presentibus et futuris, quod querela versabatur inter ecclesiam Beati Martini Tornacensis et Engelardum de Derci, pro terra de Moncellis, quam pater suus Robertus, assensu uxoris sue Contesse, et filii sui Radulfi, eidem monasterio in elemosinam contulerat ad excolendum, et perpetuo possi-

dendum, ita quod sibi et heredibus suis nonus manipulus pro terragio a monachis inde redderetur. Cum ergo eandem terram xxx[a] jam annis et amplius in pace monachi possedissent, Engelardus qui patri in hereditate successit querelam inde movens, partem terre illius suam esse debere asserebat, et ecclesia totam sibi vendicabat. Post longam igitur concertationem, utrisque in presentia domni Rogeri, Laudunensis episcopi, ad judicium constitutis, Engelardus a causa decidit, et abbas memorate ecclesie judicio curie, per autenticum scriptum Bartholomei, Laudunensis episcopi, et per testes indoneos evicit. Postea Engelardus injuriam suam recognoscens, donationem patris approbavit, totamque de qua loquimur terram, cultam scilicet et incultam, per manum prefati Rogeri episcopi, ad terragium none garbe, in elemosinam ecclesie perpetuo possidendam dereliquit.

Et quia ecclesiam injuste vexaverat, proprio eam beneficio visitavit, dans ei annuatim, pro animabus parentum suorum, et pro sua et uxoris sue Emmeline salute, modium unum frumenti ad mensuram Petrepontis, de ibernagio quod in eadem terra creverit, et hoc post suum et uxoris sue decessum. In signum autem hujus recognitionis, duas interim garbas frumenti annuas ecclesia de terragio retinebit. Condictum quoque fuit quod si in ipsa terra ecclesia, seu quilibet alius, plantet vineam, totius commodi quod ad ecclesiam inde proveniet, Engelardus nonam partem habebit. Promisit autem sub datione fidei se pactum istud firmiter custodire, et garannum inde fore ecclesie contra omnes qui ad justiciam venire voluerint. Gobertus etiam clericus et Engelrannus, fratres prefate Emmeline, sacramento fidei sue interposito, spoponderunt quod heredem si quem forte de sorore eorum susciperet, bona fide pactum istud facerent observare. His omnibus assensum prebuerunt : Nicholaus de Humont, de quo Engelardus terram illam in feodo tenebat, et Emmelina, uxor ejus, quam inde dotaverat. Hec, sicut descripta sunt, recognita sunt apud Petrepontem in presentia mea, et uxoris mee Clementie, et filii nostri Roberti. Hujusque pactionis, precatu partis utriusque, necnon et Nicholai de Humont de quo res in feodo tenebatur, ego et filius meus Robertus nos testes et obsides profitemur, et ob majorem securitatem presentem paginam imaginibus nostris subsignamus, idoneorumque testium subnotatione roboramus.

Testes : magister Anglicus, canonicus Laudunensis ; Petrus, Rainerus et Robertus, presbiteri de Petreponte ; Galterus et Guillelmus, filii mei ; Vido

de Montecablonis; Gerardus de Macheni. milites; Girardus Cossars, tunc prepositus; Galterus li Pelus et Bonardus, filius Johannis Maton

Actum anno Verbi incarnati millesimo centesimo octogesimo tercio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 303.

135.

L'évêque de Laon déclare que l'abbaye de Saint-Martin et Engelard de Dercy se sont mis d'accord sur la possession de la terre de Monceau, et que ledit Engelard, en compensation des torts qu'il avait causés à l'abbaye, lui a fait diverses concessions.

1183.

Ego Rogerus, Dei gratia Laudunensis episcopus. sicut bone memorie Bartholomei, Laudunensis episcopi, autenticum scriptum quod oculis nostris vidimus loquebatur, Robertus de Derci dedit ecclesie Sancti Martini Tornacensis, coram multis testibus, assensu uxoris sue Contesse et filii sui Radulphi, terram quam apud Moncellos habebat, excolendam et perpetuo possidendam, ita quod sibi et heredibus suis nonam inde garbam pro terragio solveret annuatim. Quam terram dicebatur ecclesia supradicta xxx[a] jam annis et amplius pacifice tenuisse, quando Engelardus, filius eorum cepit ecclesiam super quadam parte ejusdem terre querelare et plurimum fatigare. Tandem eo ad judicium coram nobis constituto, abbas et monachi memorate ecclesie terram illam totam per supradictum autenticum domni Bartholomei episcopi, et per testes idoneos suam esse legitime probaverunt. Postea venit ante nos Engelardus, et injuriam suam indebitam recognoscens, predictam donationem patris sui sollempniter approbavit, et terram

[1] Cet original, extrêmement délabré, n'a pu être utilisé que partiellement.

sepedictam totam, cultam et incultam. per manum nostram ecclesie liberam dereliquit ad nonam, sicut prediximus, garbam in perpetuum.

Et quoniam ecclesiam injuste fatigaverat, voluit eam proprio beneficio visitare. Unde et pro animabus parentum suorum, et pro sua et uxoris sue Emmeline salute, dedit eidem ecclesie perpetuo possidendum, post suam et uxoris sue mortem, modium unum frumenti Petrepontensem. de hibernagio quale in eadem terra creverit. In cujus cognitionem duas interim garbas frumenti annuas retinebit ecclesia de terragio. Si vero in terra supradicta, vel ecclesia vel alius per ecclesiam plantet vineam. Engelardus habebit nonam partem totius commodi quod ad ecclesiam ea ratione proveniet. De pacto isto firmiter observando, fidem suam interposuit Engelardus, et quod inde etiam ferret ecclesie legitimam guarandiam contra omnes qui ad justiciam venire voluerint, et ad majorem securitatem, dominum Hugonem de Petreponte, et Robertum, filium ejus, obsides interposuit, quod hoc firmiter observabitur. Hoc laudavit uxor ejus Emmelina supradicta, quam Engelardus inde dotaverat. Hoc laudavit Nicholaus de Humont, de quo Engelardus terram illam tenebat in feodo, et se laturum garandiam ecclesie contra omnes qui ad justiciam venerint promisit, et fidejussores interposuit dominum Hugonem de Petreponte et Robertum filium ejus, qui pactum istud facient firmiter observari. Ut igitur factum istud perpetuam habeat firmitatem, nos illud presenti scripto ymagine nostra subsignato et subscriptorum testimonio duximus confirmare, videlicet Roberti, decani Laudunensis; Hugonis, abbatis Sancti Vincentii Laudunensis; Roberti. abbatis Sancti Nicolai; magistri Anglici; magistri Bernardi, canonicorum Laudunensium; Dionisii, prepositi; Petri de Lauduno. Assensu etiam Nicolai supradicti et Emeline, uxoris Engelardi, audierunt Adam, capellanus, Henricus, Lambertus Surdellus, Hugo de Lutosa, canonici Laudunenses, et Johannes, decanus de Meria et Petreponte, Petrus, Renerus et Hubertus, dominus etiam Hugo de Petreponte, et Clementia, uxor ejus, et [Guido] de Montecablonis, et Gerardus de Marinniaco, milites, et Gerardus Cossart.

Actum anno Domini M°. C°. LXXX°. III°.

Ego Willelmus cancellarius scripsi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 302

136.

Le pape Lucius III prend sous la protection du Saint-Siège l'abbaye de Saint-Martin, à qui il confirme toutes ses possessions, et qu'il dote de nombreux privilèges.

Velletri, 6 mai 1183.

Lucius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Sancti Martini Tornacensis, ejusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis inperpetuum.

Pie postulatio voluntatis effectu debet prosequente compleri, ut devotionis sinceritas laudabiliter enitescat, et utilitas postulata vires indubitanter assumat. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et prefatum monasterium in quo divino estis obsequio mancipàti, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus, in primis siquidem statuentes ut ordo monasticus qui secundum Deum et beati Benedicti regulam in eo loco institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur.

Preterea quascunque possessiones, quecunque bona idem monasterium inpresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, Deo propitio poterit adipìsci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est cum omnibus suis pertinentiis; altare scilicet de Fasti cum apendiciis suis; altare de Frotmunt [1]; altare de Vals; altare de Spelcin; altare de Samiun; altare de Paschendal; altare de Beverna; altare de Templovio; altare de Evreniis; altare de Altra; altare de Sarra; altare de Isenguen; altare de

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles présente, pour ce nom et ceux qui le suivent, quelques variantes qu'il importe de relever; ce sont : *Froitmont, Vaus, Splecin, Samion, Paskendale, Evregnies, Haltra, Ysenghien, Guedelino, Gaurain, Ramecrois, Hakegnies, Papenghien, Wakines.*

Gudelino; altare de Lingiis; altare de Sirau; altare de Florbech; altare de Galren; altare de Rameeros; altare de Quarta; altare de Malda; altare de Hascheniis; altare de Boveniis; altare de Branteniis; altare de Hostiolo; altare de Papengen; altare de Zulte; altare de Wachines; molendinum de Fossato; octo pensiones butiri probati ab ecclesia Sancti Petri Aldeburgensis; domum Sancti Amandi in pago Noviomensi; decimas etiam ecclesiarum ubicunque habetis.

Libertates quoque seu immunitates ab archiepiscopis et episcopis ecclesie vestre concessas, et hactenus observatas, ratas habemus, easque futuris temporibus manere decernimus illibatas. Inhibemus insuper ne quis in vos vel ecclesias vestras sine manifesta et rationabili causa excommunicationis vel interdicti sententiam audeat promulgare. Liceat quoque vobis clericos vel laicos e seculo fugientes, liberos et absolutos ad conversionem vestram recipere, et eos absque pravitate aliqua retinere. Prohibemus etiam ut nulli fratrum vestrorum post factam in eo loco professionem, fas sit absque abbatis sui licentia nisi artioris religionis obtentu de eodem discedere. Discedentem vero absque communi litterarum cautione nullus audeat retinere. Sane novalium vestrorum que propriis manibus vel sumptibus colitis, seu de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas extorquere presumat. Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, submissa voce, divina officia celebrare. Sepulturam quoque loci ipsius liberam esse decernimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat, salva tamen justicia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Obeunte vero te, nunc ejusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus, ibi qualibet subreptionis astutia seu violentia preponatur, nisi quem fratres communi consensu, vel fratrum pars consilii sanioris, secundum Dei timorem et beati Benedicti regulam providerint eligendum.

Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat monasterium vestrum temere perturbare, aut possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice auctoritate, et diocesani episcopi canonica

justitia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica, secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam, sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum digna satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine divine ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen, amen!

(*Rota avec la légende :*) Adjuva nos Deus, protector noster.

Ego Lucius, catholice ecclesie episcopus. Benevalete.

Ego Theodinus, Portuensis Sancte Rufine sedis episcopus; ego Henricus, Albanensis episcopus; ego Petrus, presbiter cardinalis tituli Sancte Susanne; ego Vivianus, tituli Sancti Stephani in Celio monte presbiter cartinalis; ego Laborans, presbiter cardinalis Sancte Marie trans Tibrim, tituli Calixti; ego Hubertus, presbiter cardinalis tituli Sancti Laurentii in Damaso; ego Parvus (?), presbiter cardinalis tituli basilice duócecim Apostolorum; ego Soffredus, Sancti Marci diaconus; ego Albinus, diaconus cardinalis Sancte Marie nove.

Data Velletri, per manum Alberti, sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, II nonas maii, indictione I, incarnationis Domini anno M°. C°. LXXX°. III°, pontificatus vero domni Lucii pape III° anno II°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 12; original jadis bullé sur lacs de soie jaune et rouge [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 7ᵃ; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 3; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 402.

[1] Il est aujourd'hui complètement impossible d'utiliser cette bulle.

137.

L'évêque de Tournai rappelle les donations faites à l'abbaye de Saint-Martin par les évêques ses prédécesseurs, et confirme l'abbaye dans toutes ses possessions au diocèse de Tournai.

Tournai, 1184.

Ego Evrardus, Dei gratia Tornacensium episcopus, cunctis fidelibus in perpetuum. Quoniam secundum naturalis ordinis morem, et veridicam apostoli sententiam, parentes debent filiis thesaurizare, curamus summopere ecclesiis nostre humilitati creditis bonum ac desiderabile pacis atque tranquillitatis thesaurum providere. Inde est quod benigno favore animum applicamus precibus justa supplicantium, mancipantes effectui quorumlibet affectum in claustris sub regula degentium. Rogamur igitur ab abbate et fratribus Sancti Martini, quatinus que a singulis predecessoribus nostris prefati Sancti Martini monasterio diversis temporibus collata cognovimus, quadam carta perstringamus, quam confirmatam ad posteros transmittamus. Rogata libenter prestamus.

Notum ergo facimus quam modernis tam futuris hominibus, idem monasterium olim destructum, quod post diuturnam vaste solitudinis destitutionem, tandem, Deo miserante, sub felicis memorie Rabbodo, sancte Tornacensis ecclesie antistite, per quemdam Aurelianensem clericum nomine Odardum, qui civitatis Tornacensis pollebat in magistrum, sue reedificationis sumpsit exordium. Hic igitur Rabbodus episcopus magno devotionis zelo prefato Odardo et fratribus cum eo servituris Deo liberum tradidit locum monasterii, terras Sancti Martini vocatas reddidit et reddi fecit, insuper et fermentum quod maeria vocatur ad fermentandam cervisiam, assensu militum qui de ipso illud tenebant in feodo, sufficienter Sancto Martino liberaliter tribuit.

Decedente ex hac luce Rabodo venerabili episcopo, Baldricus successit episcopus, qui gaudens novellam Sancti Martini plantationem ramos suos protensius extendere, et tam interius quam exterius in dies proficere,

novum de antiquo monasterium ad altiora promovere studuit, et possessionibus ampliare curavit. Assensu itaque capituli sui. primo altare de Templovio, postmodum altaria de Spelcin, de Samiun, de Paschendal, de Evreniis, de Haltra, de Ysengen. de Guldelgien, de Sara. de Stenpuch, eidem monasterio benigne contulit. Concessit etiam simili ratione et scripto confirmavit, ut fratres sepefati monasterii in parrochia que dicitur Era duas mansiones construerent, quarum minutas decimas illis remisit. ea tamen conditione, ut pro decimis singularum mansionum, xii^{cim} denarios singulis annis persolverent.

Huic successit Lambertus episcopus, qui precibus Walteri advocati, patris mei, cum matrem suam monialem in eodem monasterio faceret, quoddam molendinum super fluviolum de Ries, quod ipse de eodem episcopo tenebat. Sancto Martino collatum confirmavit.

Hujus locum Symon episcopus suscepit, qui ecclesie Sancti Martini altaria de Willebecca, de Fiva, de Beverna et Ledęngien libera tenere concessit atque confirmavit.

Post hunc Ansellus in episcopum surrexit. qui instantia precum Desiderii archidiachoni, qui Morinensis ecclesie presul effulget, Sancto Martino altaria de Curna et de Ledda prebuit. molendinum quoque de Fossato intra urbem precibus Gossuini. germani mei. atque parentum nostrorum, libere perpetuo possidendum concessit.

Geraldus episcopus succedens Ansello, Sancto Martino altare de Anuelin cum apendiciis suis, et altare de Moscherun dedit et confirmavit.

Tempore predecessoris nostri Walteri episcopi, fratres de Sancto Martino viii^{to} pensiones butyri probati ad pondus castri Brugensis adquisierunt in ecclesia Sancti Petri Aldeburgensis, ab eadem ecclesia annis singulis solvendas, quod abbas Aldeburgensis, assensu capituli sui confirmavit, et Walterum episcopum confirmare fecit.

Nos quoque altaria de Zulte et de Wachines, ad sollempnizandum nostri obitus anniversarium, eidem monasterio benigne contulimus. Habet quoque sepefata Sancti Martini ecclesia diversas in diversis locis elemosinas, et multas possessiones quas per suos conquisivit officiales, inter quas tenet fluviolum qui dicitur Ries. prope Tornacum, et cuncta molendina a molendino Tyeselini usque in Scaldum. et ex altera parte Tornaci fluviolum qui vocatur Maira, et super illum duo molendina. et in ipsa Civitate simi-

liter duo, quorum unum vocamus Pluviarium, alterum Fossatum, de quo supra mentionem fecimus; insuper et domos et redditus aliquos in Civitate, et circa Civitatem terras quas jure possidet hereditario, quasdam earum excolens de monasterii habitatione, alias de mansionibus culture congruis, videlicet de Warnavio, de Dusiperio, de Longasalice, de Tintinies, de Froiana, de Spelcin, de Canfen, de Oveniis in Pevela. Hec igitur omnia que descripta sunt, cum apendiciis eorum, et cetera que apud Cateniis, apud Warchin, apud Evreniis, et cuncta que in Flandria sive in toto episcopio nostro in presentiarum, absque calumnia Sancti Martini tenet ecclesia, ut quieta et libera et inconcussa in eternum possideat, eidem monasterio confirmamus per presentis pagine monimentum, posteris nostris precipientes quatinus si quis sepefatam Sancti Martini ecclesiam inquietare vel molestare in aliquo horum que descripsimus, presumpserit, anathemati subjaceat, donec resipiscens pro arbitrio abbatis satisfecerit. Hujus itaque possessionis descripte tenorem approbamus legitimum, quem presenti pagina confirmamus, cui etiam nostri sigilli imaginem appendimus, et ad ejus corroborationem idoneorum testium nomina subnotamus.

S. Evrardi, episcopi; S. Arnulfi, decani; S. Gossuini et Theoderici, archidiaconorum; S. Theoderici, prepositi; S. Thederici, Thome, Henrici, presbiterorum; S. Gonteri, decani; S. magistri Gualteri, S. magistri Lamberti, diaconorum; S. Henrici, Oliveri, Gossuini, subdiaconorum.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°. III°, feliciter.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original scellé sur lacs de peau, en cire verte [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 56a; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 10; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 3.

[1] Nous n'avons pu utiliser cet original, étant donné son état de délabrement.

138.

L'abbé de Saint-Riquier publie les conditions d'un accord conclu entre son abbaye et le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, à l'occasion de la dîme en vin que ce prieuré devait à Saint-Riquier.

1184.

Actum est hoc anno Verbi incarnati M°. C°. LXXXIIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 125; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 235 [1].

139.

L'archevêque de Reims confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession de l'autel de Beveren.

1186.

Willelmus. Dei gratia Remorum archiepiscopus, sancte Romane ecclesie tituli Sancte Sabine cardinalis. apostolice sedis legatus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod nos auctentico scripto Symonis, bone memorie quondam episcopi Tornacensis, diligenter inspecto, plenius agnovimus quod idem episcopus, pro remedio anime sue, assensu venerabilis fratris nostri Evrardi, tunc archidiaconi, nunc episcopi Tornacensis, dilectis filiis nostris abbati et monachis Sancti Martini Tornacensis, altare de Beverna benigne dedit et concessit perpetuo possidendum. Cum autem ad

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 192.

preces eorumdem monachorum, predictum Evrardum episcopum super illius altaris donatione convenissemus, eandem donationem predicto modo factam fuisse, nobis et in presentia multorum confessus est. Ne igitur memorata ecclesia super jamdicto altari sibi sollempniter collato, aliquod in posterum incurrat dispendium, idem altare prefate ecclesie presentis scripti patrocinio et sigilli nostri impressione confirmamus, statuentes, et sub anathemate prohibentes, ne quis hanc nostre confirmationis paginam audeat infringere, vel ei aliquatenus contraire.

Actum anno incarnationis Domini M°. C°. octogesimo sexto.

Datum per manum Lambini, cancellarii nostri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 64; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 347.

140.

Le pape Urbain III confirme l'abbaye de Saint-Martin dans la possession de l'autel de Beveren.

Vérone, 30 août 1186 ou 1187 [1].

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et fratribus Sancti Martini de Tornaco, salutem et apostolicam benedictionem.

Justis petentium desideriis facilem nos convenit prebere consensum, et vota que a rationis tramite non discordant, effectu prosequente complere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, altare de Beverna quod bone memorie S[ymon], quondam Tornacensis episcopus, monasterio vestro in perpetuam elemosinam pia devotione concessit, sicut in autenticis predecessorum nostrorum Alexandri et Adriani, Romanorum pontificum, et prefati episcopi conti-

[1] A la date du 30 août, Urbain III fut à Vérone, en 1186 comme en 1187. Il semble donc impossible de dire à laquelle de ces deux années se rapporte la petite bulle qu'on va lire.

netur, et vos juste et sine controversia possidetis, vobis et per vos ecclesie vestre auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo, etc. Si quis autem, etc.

Dat. Verone, III° kalendas septembris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 8; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 411.

141.

Le doyen de Chièvres déclare que le chevalier Albricus de Gonbautsart a cédé à l'abbaye de Saint-Martin quatre bonniers de terre à Camionfontaine lez-Ath.

1187.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Walterus, Dei gratia decanus, totumque capitulum de Cirvia, conctis fidelibus tam presentibus quam futuris in perpetuum. Quoniam ob temporum mutabilitatem et vite hominum brevitatem nulla diu certa haberi possunt, sed oblivione concta depereunt, nisi suffragio litterarum muniantur, iccirco placuit apicibus annotare quod posteris expediat non ignorare.

Notum igitur facimus tam presenti quam venture generationi, quod Albricus miles de Gonbautsart, sumptis a Sychero, camerario Tornacensi, quinquaginta sex libris denariorum, assensu Gertrudis, uxoris sue, dedit in elemosinam ecclesie Beati Martini de Tornaco, pro remedio anime sue suorumque predecessorum, quatuor bonaria terre paulo plus minusve, de terrario de Aath, que est juxta Camiunfontaine, offerens illam per ramum et cespitem super altare de Brantheniis, coram scabinis : Autberto videlicet, Ulbaldo, Gossuino, Ascelino, et hominibus potestatis ; domino Nicholao de Beverne, de quo eadem terra in feodum tenebatur, laudante et assensum prebente, coram hominibus suis, videlicet Hostone de Arbre, et Gossuino de Diclevene, et quamplurimis aliis. Promisit autem idem Albricus multis coram positis, interposito etiam fidei sue sacramento, et proprie

manus juramento, se artem vel ingenium nunquam adinventurum. unde ecclesia dampnum sustineat ad valens duodecim denariorum. Gertrudis quoque uxor predicti Albrici, in presentia capituli, nullum se habere dotalicium in predicta terra asseruit, et donum quod vir suus fecerat approbavit. Et ut ratum in evum inconvulsumque permaneret, quicquid juris habebat vel habere poterat in ea, annuente filio suo Gerardo, qui ibidem presens aderat, per manum Nicholai de Bieverne a quo terra tenebatur in feodum, pro retributione eterna memorate ecclesie, omni pravitate remota, liberam reddidit. Ne qua igitur nostris seu futuris temporibus, super hac largitione, ecclesie Beati Martini Tornacensis, a filiis qui nascentur et exurgent inferatur injuria, omnimodis et sub anathemate prohibemus, et ne ab aliquo aliter asseratur factum, rei veritatem quam plenius agnovimus, in hac pagina diligenter exarata, ad posteros transmittimus, quam etiam ecclesie paci providentes, sigilli nostri appositione munimus, et idoneorum testium subnotacione roboramus.

Signum Walteri, decani de Cirvia; Signum Alardi de Syrau, Gossuini de Floresbech, Gerardi de Bovegnies qui fidem de manu Albrici militis recepit, et in cujus presentia se omnia irrefragabiliter servaturum sacramento consecravit; S. Florentii de Cirvia, Ferici de Hautrege, decani [de] Ballul, Gualteri de Ormegnies, Werici de Elignies, Aimerici de Helchin (?), Nicholai de Ligne, Stephani de Yreceonwes, Nicholai de Ogi. Huic etiam facto interfuerunt, et elemosine donum approbaverunt Rainaudus, prepositus Leciensis, Ansellus, camerarius, Petrus, monacus.

Actum anno incarnati filii Dei M°. C°. LXXX°. VII°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 13; original jadis scellé sur lacs de peau. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 105; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 155.

142.

L'abbé de Saint-Martin publie les conditions de l'accord passé entre son monastère et celui de Fervacques, au sujet de la maison de Sort dans la paroisse de Faty.

1187.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Johannes, divina dispositione ecclesie Sancti Martini Tornacensis minister humilis, cunctis fidelibus in perpetuum. Quoniam res geste ab hominibus, tam ipsorum hominum defectu quam temporum decursu, facile a memoria dilabuntur, necesse est scripto mandari que a posteris non expedit ignorari.

Eapropter, notum facimus presentibus et futuris, quod querela versabatur inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis. et ecclesiam Fontissomene, super antiquis terris, scilicet pratulo ad fontem Sancti Martini, et ortis ante januam curie, et loco ubi eadem curia sedet, et Valcellis a domo usque ad Surdum, et terra veteris Belliloci, et campo Walteri qui sunt in possessione domus de Sort, que domus ad ecclesiam Fontissomene pertinere dinoscitur. Predicta enim domus de Sort, quia in parrocia de Fasti sita est, que parrochia cum decima ad ecclesiam Beati Martini Tornacensis pertinet, de terris pretaxatis decimam ecclesia Tornacensis exigebat. Tandem vero ab utraque ecclesia, scilicet Sancti Martini Tornacensis et Fontissomene, hoc modo compositio statuta est. ut terras illas de quibus querela erat, ecclesia Fontissomene ad censum unius modii ad mensuram de Guisia. annuatim. a domo de Sort solvendum, in festo sancti Remigii, liberas perpetuo possideat. Si quid vero deinceps ibidem ecclesia Fontissomene adquirere quolibet modo poterit. ecclesia Beati Martini in adquisitione ipsa, si quid sui juris esse cognoverit, reclamare poterit. Quod ut ratum habeatur, sigillo utriusque ecclesie et cyrographi divisione, necnon et testium subscriptione muniri fecimus.

S. Johannis, abbatis; S. Lamberti, prioris; S. Walteri, cellarii; S. Galteri, elemosinarii; S. Raineri. prepositi; S. Johannis, subprioris; S. Gerardi, Balduini, Nicholai. presbiterorum; S. Evrardi, Jacobi, Oliveri. diaconorum;

S. Stephani, Hermanni, subdiaconorum; S. Richeri, capellani; S. Odonis et Walteri; S. Radulfi, Huberti, Raineri, Evrardi, fratrum; S. Margarite, abbatisse, et plurimarum sanctimonialium.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°. VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 59ª; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 314.

143.

L'abbé de Saint-Médard de Soissons publie les conditions d'un accord passé entre Saint-Étienne de Choisy, prieuré de son abbaye, et Saint-Amand lez-Thourotte, prieuré de l'abbaye de Saint-Martin, pour le règlement d'une série de difficultés qui les divisaient.

Soissons, 1187.

Actum in capitulo Sancti Medardi, anno Verbi incarnati millesimo centesimo octogesimo septimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 245 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 193.

144.

Le seigneur de Pierrepont déclare que l'écluse du moulin de Brazicourt, avec le droit de pêche, a été reconnue par jugement appartenir à l'abbaye de Saint-Martin, en dépit des prétentions du chevalier Raoul d'Ostremoncourt.

1188.

In nomine Domini, Hugo, Dei gratia dominus Petrepontis, omnibus ad quos littere iste pervenerint quam presentibus tam futuris in perpetuum. Notum vobis facimus, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis, sclusam molendini de Brangecort annis XL.[a] VI quibus terre prefui, in pace poscedit. Cum autem Radulfus, miles de Ostremoncort, super eadem sclusa adversus monachos jamdicte ecclesie questionem movisset, et eos exinde plurimum fatigaret, tandem coram judicibus a papa Clemente delegatis, ad judicium ventum est, et allegationibus hinc inde auditis, prefatus Radulphus a causa decidit, et ecclesia Tornacensis judicio sclusam de qua agebatur, et molendinum cum jure piscationis obtinuit. Nos igitur ecclesie paci in quantum possumus providentes, rei veritatem quam plenius agnovimus ad posteros transmittimus, et precatu monachorum quod audivimus et vidimus huic scedule inscribi fecimus, quam sigilli nostri appositione munimus, et iduneorum testium subnotatione roboramus.

S. Hugonis, domini de Petreponte; S. Albricii de Boniot; S. Errembaldi de Cievere; S. Evrardi de Moncellis, militum; Gerardi Gossart, Franconis, Radulphi, archep..... [1].

Actum anno Dominice incarnationis M°. C°. LXXX°. VIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 320.

[1] Ces noms de témoins ont été ajoutés dans le Cartulaire 122 de Bruxelles, au XVI[e] siècle, par un scribe détestable.

145.

L'évêque de Cambrai donne à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Lierde, de Belœil et d'Ormeignies, à condition qu'elle commémorera chaque année les anniversaires de la mort de l'évêque et de tous les siens.

1189.

In nomine Domini, Rogerus, divina miseratione Cameracensis episcopus, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Sacris litterarum apicibus facta perpetuantur sollemnia, et cavillationes litium ne adversus ea suscitentur, in posterum sopiuntur.

Presenti eapropter memoriali committimus, quod ecclesie Beati Martini Tornacensis altare de Lierde Sancti Martini, et altare de Bailluel cum altari de Ormegnies, pro nostra predecessorumque necnon et successorum nostrorum animabus, sollenniter et canonice sub elemosine titulo contulimus, pace tranquilla possidenda. Quoniam vero dignus est operarius cibo suo, memorata ecclesia hoc sibi collatum de manu nostra beneficium, ita animabus nostris misericorditer repensabit, quod annis singulis una die, videlicet die tercia ante Nativitatem summe Virginis, diem obitus nostri, patrisque nostri Rogeri, matrisque nostre Matildis, atque fratris (*sic*) nostri Egidii, Hellini, Roberti et Gossuini, cum in fata concesserint, sollenniter celebrabit. Hanc igitur doni nostri et elemosine paginam ratam permanere volentes, in ejus conservatores divinam disseminari volentes benedictionem, econtra vero in ejus defraudatores eterni penam promulgantes anathematis, eam appensi karactere sigilli et subscriptione testium qui interfuerunt duximus communire.

Signum Walteri atque Sygeri, archidiaconorum; S. Herberti, [Beati] Auberti abbatis; S. Odonis, abbatis de Castello; S. Walteri, capellani; S. Wicardi, Franconis, Godescalci, Ingelbrandi, Walteri, Johannis, item Johannis, decanorum christianitatis; S. Gregorii, Condatensis decani; S. Karoli de Frasne.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX° IX°, presulatus vero nostri XI°. Ego Walcherus cancellarius subscripsi et in publicum recognovi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 57v; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 107; *Ibidem*, Cartulaire 122, pp. 149 et 180.

146.

L'évêque de Cambrai annonce aux doyens de Chièvres et de Grammont qu'il a donné à l'abbaye de Saint-Martin les autels de Lierde, de Belœil et d'Ormeignies, et les charge d'investir solennellement l'abbé de la possession de ces trois autels.

Vers 1189 [1].

Rogerus, Dei gratia Cameracensis episcopus, dilectis suis decanis W[illelmo] de Cirvia et Ar[nulpho] de Geraldimonte, salutem et dilectionem.

Presentium significationis vobis innotescere volumus, quod Autbertus, filius Walteri Maliclerici, de Mauritania. altare de Lierde Sancti Martini, et Deiamicus, clericus noster, altare de Bailluel cum altari de Ormegnies, presentibus magistro Sygero. archidiacono nostro. et Waltero, capellano nostro. et magistro Erardo, et Alardo, presbitero de Sirau, et Nicholao, presbitero, et Matheo Flael, et filio ejus Henrico, in manu nostra absolute et libere reddiderunt. Nos vero ecclesie Beati Martini Tornacensis, per manum Johannis abbatis, altaria in elemosinam contulimus memorata. Mandamus igitur vobis et precipimus, quatinus cum dicto abbate, cum ab eo fueritis requisiti, ad memorata loca accedatis, et eum, ex parte et auctoritate nostra, personatu dictorum altarium. adhibitis vobiscum aliquot sociorum nostrorum presbiterorum, sollempniter investiatis, et factum

[1] Il est évident que la lettre qu'on va lire est contemporaine de la charte précédente.

vestrum donumque nostrum sociis vestris in pleno capitulo palam et publice nuncietis. .

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 107; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 180.

147.

Le prévôt, le doyen, et tout le chapitre de Notre-Dame de Cambrai ratifient, suivant un usage qu'ils revendiquent, le don des autels de Lierde, de Belœil et d'Ormeignies, fait à l'abbaye de Saint-Martin par l'évêque de Cambrai.

1189.

Johannes prepositus, Hugo decanus, et universum Beate Marie Cameracensis capitulum, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Approbate consuetudinis est, si episcopus de his que ad sedem suam vel ad episcopalem donationem pertinent, alicui ecclesie, maxime illi que in alieno episcopatu esse dinoscitur, pro remedio anime sue vel suorum, elemosine nomine aliquid largiri voluerit, ut a sacro sedis cathedralis conventu consensus requiratur, et quod canonice factum est conservatricibus litteris commendetur, ne preteritorum ignara posteritas super eodem negotio lites injuriosas suscitare presumat.

Eapropter noverit universitas paginam presentem inspicientium, quoniam dilectissimus episcopus noster Rogerus, pro salute anime sue et suorum, concessit monasterio et fratribus Sancti Martini Tornacensis altare de Lierde Sancti Martini, et altare de Bailluel cum altari de Ormenies, et episcopali largitione donavit, libere perpetuo possidenda, salvo tamen episcopali jure in omnibus. Hanc ergo donationem concedentes et per omnia ratam habentes, presenti scripto subnixam esse volumus, et sigilli nostri appensione corroborare dignum duximus.

Signum Johannis, prepositi; S. Hugonis, decani; S. Walteri et Sycheri, archidiaconorum; S. Walcheri, cancellarii; S. Petri, Fulconis, Johannis,

presbiterorum ; S. Henrici, cantoris, Anscul fi, Helgoti, diaconorum; S. magistri Gerardi, Hugonis Abbatis, Roberti Rufi, subdiaconorum; S. Egidii de Gondelcurt.

Actum anno Domini millesimo centesimo LXXX°. IX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 58ª; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 108; *Ibidem*, Cartulaire 122, pp. 150 et 181.

148.

L'abbé d'Anchin, l'archidiacre et le prévôt de Tournai, délégués par le pape pour trancher la question de propriété d'un alleu à Evregnies, l'adjugent à l'abbaye de Saint-Martin, nonobstant les prétentions d'Hugo Morellus et de son fils Pierre.

Douai, 1189.

In nomine Domini, Symon, Dei miseratione Aquicintensis ecclesie vocatus abbas, Gossuinus, Tornacensis archidiaconus, et Theodricus, prepositus, omnibus qui hec nostra approbaverint scripta, salutem et gaudium nunquam terminandum. Quoniam preteritis presentia et presentibus futura succedunt, et cum lapsu temporum labitur etiam noticia rerum, idcirco volumus apicibus annotare quod posteris expediat non ignorare.

Noverint igitur quam presentes tam futuri quod miles quidam, Herimannus nomine, habebat apud Evregnias quoddam alodium, jamque pluribus annis quiete tenuerat, et antequam diem clauderet extremum, ecclesie Sancti Martini Tornacensis illud in salutem anime sue attribuit. Cum igitur prefata ecclesia memoratum beneficium de manu prescripti militis recepisset, et jam triginta annis et eo amplius in pace possedisset, Hugo Morellus, et filius ejus Petrus, hoc et reliqua predia calumpniati sunt, et super hoc tam per se quam per suos fautores, ecclesiam plurimum fatigaverunt. Nos denique a domino papa Clemente delegati judices, partes

utrasque ante nos evocavimus, et allegationibus hinc inde auditis, cognita veritate, dato judicio, Hugo et Petrus a causa deciderunt. Abbas quoque et fratres sui possessionem unde agebatur liberam obtinere meruerunt. Ecclesie autem paci in quantum possumus providentes, in contradictores auctoritate apostolica sententiam anathematis promulgavimus, et ne quod a nobis dictante justicia gestum est in irritum revocari queat, rei geste ordinem, hac in scedula ascribi fecimus, quam nostrorum appositione sigillorum muniri mandavimus, et juratorum testium subnotatione roboravimus.

S. Symonis, abbatis Aquicinti; S. Gossuini, Tornacensis archidiaconi; S. Theodorici, prepositi; S. Arnulphi, presbiteri, Gonteri, accoliti, Gherardi de Evregnies, Johannis Rin (?), Alardi Varleti, Walteri de Guerchon, Walberti Bernart, Petri Pavonis [1].

Actum Duaci, anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°. IX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 49; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 220.

149.

L'abbé d'Anchin, l'archidiacre et le prévôt de Tournai, délégués par le pape pour terminer une querelle entre l'abbaye de Saint-Martin et Pierre Moriel, écrivent à l'évêque de Térouanne pour lui faire connaître la sentence qu'ils ont rendue, et lui demander d'en assurer l'exécution.

Vers 1189 [2].

Domino et amico suo karissimo D[esiderio], venerabili Dei gratia Morinensi episcopo, frater S[imon], eadem gratia humilis Aquicintensis ecclesie minister, G[ossuinus], archidiaconus et T[heodericus], prepositus Tornacensis, salutem et dilectionis plurimum.

[1] Ces noms de témoins ont été ajoutés au XVI[e] siècle, dans le Cartulaire 121 de Bruxelles, par un très mauvais copiste. La lecture en est douteuse.

[2] Il est plus que vraisemblable que ce document est contemporain de la charte précédente.

Noverit discretio vestra, quod querelam que inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis et Petrum Moriel vertitur, auctoritate apostolica suscepimus audiendam. et fine debito terminandam. Cum autem super hoc Duaci convenissemus, cause finem debitum posituri, prefatus Petrus. tamquam contumax et rebellis a nobis recessit, sententiam judicialem non solum audiens, sed etiam parvipendens. Quoniam igitur ecclesiam prenominatam constat per eum dampnum decem librarum incurrisse. et hujus rei certitudinem habeamus, auctoritate qua fungimur vobis mandamus atque precipimus, quatinus predictum Petrum submoneatis et moneatis ut ecclesie illi de decem libris infra quindecim dies satisfaciat. Quod si non adquieverit, eum excomunicetis, et per confinia vestra eadem sententia eum feriri faciatis districtius et teneri, donec sit ecclesie per omnia satisfactum.

Bruxelles, Arch. gén du royaume, Cartulaire 121, p. 245.

150.

L'abbé d'Anchin, l'archidiacre et le prévôt de Tournai, délégués par le pape pour trancher le différend survenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le chevalier Raoul d'Ostremoncourt, à l'occasion de l'écluse du moulin de Brazicourt, adjugent à l'abbaye cette écluse avec le moulin et le droit de pêche.

Douai, 1189.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, Symon, Dei gratia ecclesie Aquicinensis dictus abbas, Gossuinus, Tornacensis archidiaconus, et Theodericus, prepositus, cunctis fidelibus in perpetuum. Quoniam, ut aït apostolus, quod antiquatur et senescit prope interitum est, idcirco ne per revolutionem temporum oblivione depereat, litteris mandare curavimus quod in futurum reminisci volumus.

Eapropter, notum facimus quam presentibus tam futuris quod querela versabatur inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis et Radulphum.

militem de Ostremoncort, super sclusa molendini de Brangicort, quam ecclesia suam esse dicebat, longo quia et inconcusso tenore possederat, et Radulphus se de domino Petrepontis eam feodaliter tenere affirmabat. Post longam igitur decertationem, cum ex mandato domini pape coram nobis ab eo delegatis judicibus, ad judicium ventum fuisset, auditis hinc inde allegationibus, et rei veritate diligenter inquisita et cognita, idem Radulphus judicio a causa decidit, et ecclesia Tornacensis sclusam de qua agebatur et molendinum cum jure piscationis obtinuit Ne qua igitur in posterum a filiis qui nascentur et exurgent prefate ecclesie super hoc inferatur molestia, auctoritate apostolica et sub anathemate prohibemus, et ne ab aliquo aliter actum asseratur, ecclesie paci providentes, rei veritatem quam plenius agnovimus, in hac pagina diligenter exarata, ad posteros transmittimus, quam etiam nostris ymaginibus subsignamus, et juratorum testium subnotatione roboramus.

S. Simonis Aquicinensis, etc.

Actum Duaci, anno incarnati filii Dei M°. C°. LXXX° IX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 309.

151.

L'abbé et les moines de Saint-Martin donnent à l'évêque de Cambrai tous leurs droits à Odomez, et tous les cens qu'ils possèdent sur les moulins de Sausoit.

1189.

In nomine Domini, Johannes, divina paciencia ecclesie Beati Martini Tornacensis minister humilis, universumque quod cum eo est capitulum, tam modernis quam posteris in perpetuum. Sollemne factum sacrarum presidio litterarum in thezauris signatum memorie contra versutarum prestigia litium ne emergant, robustius convalescit.

Eapropter in communis lucem noticie presentium significatione prodire

volumus, quod quicquid juris in Audonismanso, necnon et quicquid census in molendinis de Sausoit habebamus, episcopo Cameracensi, per manum venerabilis Cameracensis episcopi, donni Rogeri, de communi conventus nostri consensu, libere et absolute contradidimus, in usus proprios mense episcopalis perpetuo devolvendos. Hanc igitur hujus doni nostri paginam inconvulsam in evum manere volentes, eam nostri ymagine sigilli et sub signatione testium duximus roborare.

Signum Walteri et Sigeri, Cameracensium archidiaconorum: S. Lamberti, prioris; S. Johannis, supprioris; S. Johannis, tercii prioris; S. Anselli, prepositi; S. Sygeri, Fulcini, Walteri Prepositi, presbiterorum; S. Alardi, Oliveri, levitarum; S. Wilellmi, Ade, Jacobi, sublevitarum; S. Herberti, Beati Autberti Cameracensis abbatis; S. Walteri, domini Cameracensis capellani; S. magistri Oylrici; S. Karoli de Fraisne.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°. IX°, benedictionis vero nostre sexto.

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 10969 (Cartulaire de l'église de Cambrai), fol. 41ᵃ, copie du XIIIᵉ siècle.

152.

Le seigneur de Pierrepont approuve la renonciation par sa mère, en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, à tout ce qu'elle aurait pu revendiquer, à titre de dot, à Pierrepont.

1190.

In nomine sancte trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Quoniam homo natus de muliere brevi vivit tempore, et venientia tempora oblivione cuncta operiunt, iccirco volumus litterarum appicibus annotare quod posteris expediat non ignorare.

Eapropter ego Robertus, Dei gratia dominus Petrepontis, notum volo fieri

quam presentibus tam futuris, quod post obitum pie memorie Hugonis, patris mei, mater mea Clementia, que castrum Petrepontis cum appenditiis suis tenebat, jure dotis reclamavit, adversus ecclesiam Beati Martini Tornacensis, quasdam possessiones quas eadem ecclesia, temporibus predecessorum meorum, adquisierat, longoque et inconcusso tenore possederat. Postmodum vero proprie saluti consulens, et injuriam suam recognoscens, in presentia plurimorum clericorum et laicorum, doti sue in omnibus ejusdem ecclesie possessionibus abrenuntiavit, et quicquid prefata ecclesia de dote sua possidebat, vel in futurum adquireret, quitum clamavit et concessit, ut si aliquo postmodum tempore predictam ecclesiam super dote sua vexari contingeret, si in carta ejus vel in testimonio aliquid de ejusdem ecclesie tenementis de dote sua fuisse continentur, nullius esset momenti et non reciperetur. Omnes itaque elemosinas, donationes et concessiones, meo meorumque predecessorum temporibus, memorate ecclesie factas, una cum uxore mea Eustachia, et filia mea Beatrice, jam duodenni, sed nulli juncta matrimonio, approbavit, et ut tenor privilegiorum que monachi pretendebant ratus haberetur, annuit. Quod ad preces et instantiam ipsius, ego quoque annui; et insuper libertates et consuetudines hactenus observatas, et aisentias omnes quibuslibet in rebus, et cuncta que temporibus predecessorum meorum in dominatu Petrepontensi prefata ecclesia quoquomodo adquisivit, ut hujus rei gratia beneficiorum suorum particeps effici merear, habenda ac perpetuo libere possidenda clementer indulsi. Si autem in futurum quilibet hominum meorum de proprio allodio aut etiam de feodo, religionis vel questus causa, aliquid in alimonia monasterii conferre voluerit, quantum dimidio modio Petrepontensi seri protest, et non amplius, sine mea vel heredum meorum requestione, ei dare vel vendere monachis licebit; ita tamen ut tantumden terre remaneat sibi suisque heredibus ad serviendum mihi meisque successoribus. Ad majorem denique pacis tutelam, prenominata mater mea, tunc vidua existens, ego quoque, interposito fidei nostre sacramento, multis coram positis, hec omnia nos irrefragabiliter servaturos, et contra adversantes guarandiam laturos repromisimus. Et ne quod a nobis gestum est a quoquam in irritum revocari queat, hanc nostre concessionis seu confirmationis paginam nostris imaginibus subsignavimus, cui etiam, ob majorem firmitatem, quia funiculus triplex difficile rumpitur, domni Hugonis, abbatis Sancti Vincentii, quo mediante res hec gesta est,

sigillum appendi fecimus, et idoneorum testium subnotatione roborari precepimus.

Signum Roberti, domini Petrepontis; S. Clementie, matris ejus; S. Hugonis, abbatis Sancti Vincentii; S. Symonis, presbiteri de Grantlu; Johannis, filii Warneri; Gerardi Cossart; Wiardi, Raineri, filiorum ejus; Johannis, filii Freessendis.

Actum anno incarnationis filii Dei millesimo centesimo nonagesimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original scellé sur double queue de parchemin, de trois sceaux en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 299.

153.

Le seigneur de Coucy déclare que l'abbaye de Saint-Martin pourra chaque année transporter librement sur ses terres le contenu de six charrettes.

1190.

In nomine sancte et individue trinitatis, ego Radulfus, Cociaci dominus, notum fieri volo universis tam presentibus quam futuris, quod ego, pro remedio anime mee, pro animabus quoque predecessorum et successorum meorum, assensu uxoris mee Aelidis, et liberorum meorum, concedo ecclesie Beati Martini de Tornaco in elemosinam in perpetuum, quod monachi in ea Deo servientes, ad usus suos possint unoquoque anno per terram meam ducere sex carratas et non plures, cujuscunque rei voluerint, eundo et redeundo, ab omni wionagio meo liberas. Quod ut ratum et inconvulsum permaneat, sigilli mei impressione communivi.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. LXXX°. X°, quando ego debebam ex proposito Jherosolimam proficisci.

Hujus rei testes sunt: Nicholaus, prior de Marla; Johannes, decanus de Vervin; Bartholomeus de Leschieres, Symon de Grandiloco. Albericus de

Bomont; Wichardus, dapifer; Radulfus Canis; Johannes de Cini, Herbertus, prepositus de Marla; Symon, prepositus de Kerci; Petrus Camerarius.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé sur lacs de peau, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 336.

154.

Le seigneur de Mortagne fait remise aux moines de Saint-Martin des droits qu'ils lui devaient pour le charroi, à travers ses domaines, des objets destinés aux usages de leur abbaye.

Tournai, 1191.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati M°. C°. XC° I°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 335 [1].

155.

Le seigneur d'Antoing et d'Epinoy exempte l'abbaye de Saint-Martin de tout péage dans ses domaines d'Antoing et d'Epinoy, ainsi qu'au Pont à Wendin, pour les objets nécessaires à cette abbaye et à ses moines.

Antoing, 1191.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen.

Notum sit tam presentibus quam futuris, quod ego Hugo, dictus Spineti

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 23.

et Antonii dominus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis wiennagium quod pro transverso in omni terra nostra, videlicet ad pontem de Wendin, et aliis in dominio terre Spineli passagiis, et in omni dominio terre Antonii, tam in aqua quam in terra, a nobis accipitur, de quibuscunque predicte ecclesie vel fratribus necessariis, ab eisdem fratribus vel eorum servientibus conduxerint, assensu uxoris mee Agnetis, pro salute nostra et antecessorum nostrorum in perpetuum remittimus. Ne autem futuris temporibus super hac nostre largitionis elemosina prefata ecclesia aliquam calumniam incurrat, modernis atque venturis, in testimonium predicte elemosine, presentis cartule litteras destinamus, quam sigilli nostri impressione munientes fideliter confirmamus.

Actum apud Antonium, anno Verbi incarnati M°. C° XC°. I°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé sur lacs de peau, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 336.

156.

L'abbé de Saint-Martin, d'accord avec ses moines, donne en fief au seigneur d'Antoing et à ses héritiers le tiers des produits du bois de Vezon.

Antoing, 1191.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Johannes, Dei gratia dictus abbas, totumque capitulum Sancti Martini Tornacensis, cunctis fidelibus in perpetuum. Sicut ea que a predecessoribus nostris recte ac laudabiliter gesta sunt volumus inviolata permanere, sic etiam que a nobis juste et provide disponuntur a successoribus non incongrue debent illibata custodiri.

Eapropter, notum sit quam presentibus tam futuris, quod de tota portione quam in nemore de Vezon jure hereditario habebamus, fundo terre

nobis sub perpetua libertate retento, terciam partem spoliorum dedimus in feodum Hugoni de Antonio et heredibus ejus, ita quod, ob custodiam nemoris hominium ecclesie nostre facient, et tam suam quam nostras partes a vastatoribus pro posse suo tuebuntur, et bona fide custodient, adeo ut quandiu nemus nobis nutrire placuerit, non inde onus vehiculi vel unius homunculi alteri dare seu vendere, aut in usus proprios assumere, sine nostro consensu eis licebit. Hanc autem partem quam eis in feodum tradidimus, nulli in elemosinam dare, vel invadiare, seu vendere contra beneplacitum nostrum poterunt. Cum vero prefatum nemus vendere, vel ad usum nostrum excidere voluerimus, id sine aliqua contradictione facere et proprium ibi custodem deputare poterimus, ita tamen ut de lignis aut de precio lignorum terciam partem que eis competit habeant. Hoc etiam non ignorandum quod si, voluntate nostra vel successorum nostrorum, et assensu capituli nostri, nemus ex toto sariri, et in terram arabilem seu prata verti contigerit, tantam portionem in fructibus terre quantam in spoliis nemoris habuerat, lege qua supra idem Hugo vel heres ejus habebit. Quod si prefatus Hugo plures heredes habuerit, et ejus hereditas inter eos dispartita fuerit, is qui Antonium tenebit super hoc hominium ecclesie faciet, et sic ab abbate feodum suum recipiet. Sed neque hoc silendum, quod ab eodem Hugone et circummanentibus, nobis recognitum est scilicet quod de toto nemore in octo partes diviso, tres sine alicujus usuagio spectant ad jus nostrum, de quibus ipse aut heredes ejus habebunt, ut premisimus, terciam tantum partem spoliorum. Hiis omnibus assensum prebuit Agnes, uxor Hugonis. Ipse etiam, primo interposito fidei sue sacramento, et post ea juramento, multis coram positis, tam laicis quam clericis, se irrefragabiliter omnia servaturum confirmavit, et ad majorem firmitatem, Theodericum de Anvegn, Balduinum de Pierewes, super hoc nobis fidejussores tradidit. Igitur propter pacis caritatisque custodiam, ut quod amicabiliter inter nos composuimus, ratum in evum habeatur, et ne ab aliquo futuris temporibus aliter actum asseratur, rei veritatem posteris nostris scriptam relinquimus, et presentem paginam cyrographi divisione, ac utriusque partis sigillorum appositione communimus, providentes ut pars cyrographi que nobis manebit, sepefati Hugonis imagine et nostra muniatur, et ea pars quam ipse sibi retinebit, ecclesie nostre sigillo et ipsius similiter roboretur.

Actum apud Antonium, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesino primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 32; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 83; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 27.

157.

Etienne, évêque de Tournai, écrit au pape Célestin III, pour le mettre en garde contre un ancien moine de Saint-Martin, qui avait quitté clandestinement son abbaye.

1192-1193 [1].

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 479.

158.

Etienne, évêque de Tournai, demande au pape Célestin III de condamner solennellement le moine Nicolas, qui avait quitté clandestinement l'abbaye de Saint-Martin, en emportant un sceau dont il avait fait un usage frauduleux.

1192-1193.

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 480.

[1] Il semble impossible de dater précisément cette lettre, non plus que les cinq suivantes.

159.

Etienne, évêque de Tournai, expose à l'évêque d'Arras[1] le fâcheux état de l'abbaye de Saint-Martin, dont l'abbé se livre à tous les désordres, et lui demande de l'aider à mettre un terme à cette situation.

1192-1193.

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 498.

160.

Etienne, évêque de Tournai, dans une lettre adressée à tous les moines, raconte comment il a rétabli l'ordre dans l'abbaye de Saint-Martin, d'accord avec l'évêque d'Arras, après avoir suspendu l'abbé de ses fonctions.

1192-1193.

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 495[2].

[1] Jusqu'ici cette lettre a été considérée par les divers éditeurs des lettres d'Étienne de Tournai comme adressée à l'archevêque de Reims. Cependant M. l'abbé Desilve, dont l'édition est la plus récente, dit (p. 373) qu'elle a pu être envoyée à Lambert, évêque de Térouanne. Le ton de la lettre, à la vérité, semble indiquer qu'elle a été écrite à un égal, non à un supérieur. Mais l'évêque de Térouanne n'a pas été mêlé à l'affaire que vise l'évêque Étienne; l'évêque d'Arras, au contraire, y a joué un rôle prépondérant, comme le montre la pièce qui suit. Voilà pourquoi nous croyons que la présente lettre a été écrite à l'évêque d'Arras.

[2] Cfr. Desilve, *Lettres d'Étienne de Tournai*, p. 333, dont l'édition présente avec celle de Migne quelques petites divergences.

161.

Etienne, évêque de Tournai, demande à l'archevêque de Reims de sévir contre l'abbé de Saint-Martin qui, en dépit de ses serments, continue d'entretenir le désordre dans son monastère.

1192-1193.

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 498.

162.

Etienne, évêque de Tournai, demande à l'archevêque de Reims de sévir contre les abbés d'Anchin, de Marchiennes et de Vicoigne, qui encouragent l'abbé de Saint-Martin dans sa rébellion contre l'autorité épiscopale.

1192-1193.

Voyez les diverses éditions des lettres d'Étienne de Tournai, notamment celle de Migne, *Stephani Tornacensis episcopi epistolæ*, col. 548.

163.

L'évêque de Cambrai confirme à l'abbaye de Saint-Martin le don des autels de Lierde, de Belœil et d'Ormeignies, qui lui avait été fait par l'évêque son prédécesseur.

Meslin-l'Évêque, 1193.

In nomine patris, et filii. et spiritus sancti, amen. Johannes. divina miseratione Cameracensis episcopus, tam presentibus quam futuris in perpetuum. Sacris litterarum apicibus facta perpetuantur sollemnia, et cavillationes littium, ne adversus ea suscitentur in posterum, sopiuntur.

Presenti eapropter memoriali committimus, quod altare de Lierde Sancti Martini, et altare de Bailluel, cum altari de Ormegnies, que predecessor noster, domnus Rogerus, bone memorie Cameracensis episcopus, assensu capituli Sancte Marie Cameracensis ecclesie, sollemniter et canonice sub elemosine titulo contulit ecclesie Beati Martini Tornacensis, nos eidem ecclesie cum omnibus appenditiis eorum, salva dumtaxat in omnibus jure episcopali, perpetuo libere possidenda non solum concedimus, sed etiam benigne confirmamus. Ut autem hec predecessoris nostri largitio, nostraque concessio firma stabilisque in eternum permaneat, anathematizando interdicimus ne a quoquam hominum super hac elemosina prefate ecclesie injuria vel aliqua molestia inferatur, transmittentes ad posteros presentis pagine monimentum, quam sigilli nostri impressione munimus, et testium idoneorum annotatione corroboramus.

Signum Johannis, episcopi Cameracensis; S. Egidii, canonici Cameracensis; S. Roberti, capellani; S. Rogeri, canonici Sancti Gaugerici; S. Roberti, decani ecclesie de Lens; S. Galteri, decani de Cyrvia; Signum Arnulphi, decani de Geraldimonte.

Actum apud Melin, anno incarnationis filii Dei M°. C°. XC°. tercio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 58b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 108; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 181.

164.

L'abbé de Saint-Martin acense à l'abbaye d'Ourscamp tout ce que son monastère possédait à Lassigny. Etienne, évêque de Tournai, approuve cet acensement.

1193.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Johannes, Dei gratia Sancti Martini Tornacensis dictus abbas, totumque ejusdem ecclesie capitulum, cunctis fidelibus quam presentibus tam futuris in perpetuum Ad sopienda omnium jurgiorum fomenta, litteris manentibus committimus que posteris cognoscenda censemus.

Notum igitur habeat presens atque futura generatio, Rogerum, castellanum de Thorota, pro remedio anime sue, dedisse in elemosinam ecclesie nostre terciam partem alodii sui in territorio de Lacheni, in terra, et terragio, et aqua, et prato, et nemore, et hospitibus, totumque terre illius comitatum, districtum, justiciam et advocationem. Cum igitur eandem possessionem longo et inconcusso tenore possedissemus, videntes nos ibi parum posse proficere, utilitati ecclesie nostre providentes, concessimus eam, cum omnibus pertinentiis suis, ecclesie Sancte Marie Ursicampi, ea libertate qua tenuimus perpetuo possidendam, sub annuo censu viginti modiorum frumenti et decem modiorum avene, utrumque ad mensuram Thorote, annis singulis in grangia Carmeie accipiendum de meliori, solo semine domus excepto; que modiatio in kalendis novembris exigenda est, et usque ad Natale ex integro persolvenda Sciendum vero quod si mensura Thorote aliquando creverit vel decreverit, illa que de consensu utriusque ecclesie facta est juxta capacitatem dicte mensure, qua etiam in presenti publice venditur et emitur, immutata permanebit. Hanc autem modiationem concessit dominus Hugo, abbas Ursicampi, et ejusdem loci conventus, me et fratribus meis, Richardo scilicet, Matheo, Gossuino, Rainero, Ansculfo, in eorum capitulo presentibus, ab ecclesia sua, mensura, loco et tempore prout suprascriptum est, nobis annuatim persolvendam. Ad majorem igi-

tur hujus rei confirmationem, Balduino, priore et Gilleberto, monacho Ursicampi, et Balduino, converso, in capitulo nostro residentibus, quod apud Ursicampum gestum est recapitulavimus, et ut inviolabilem obtineat firmitatem, rei veritatem posteris nostris scriptam reliquimus, et presentem paginam cyrographi divisione, ac utriusque ecclesie sigillorum appositione, communivimus, quam etiam nostrorum et Ursicampi monachorum testimonio reborare curavimus; hoc ante omnia providentes, ut pars cyrographi que nobis manebit, sigillo Ursicampi muniatur, et ea pars quam predicta ecclesia retinebit, nostri karactere sigilli roboretur.

Signum Johannis, abbatis Tornacensis; S. Lamberti, prioris; Oreti, prepositi; Vualteri, cellararii; Johannis, camerarii; Balduini, Johannis, Ade, Theoderici, presbiterorum; Nicholai, Henrici, Johannis, diaconorum; Willelmi, Ade, Johannis, subdiaconorum; Petri, Alardi, Evrardi, laicorum, monachorum Tornacensium.

Ego Hugo, Ursicampi vocatus abbas, factum hoc approbavi, fratrumque nostrorum pari assensu confirmavi, de quorum numero aliquorum nomina in testimonium subscribi feci.

Signum Balduini, prioris Ursicampi; S. Roberti, subprioris, Salicii, cellararii, Rogerii, presbiterorum; Antelmi, Willelmi, Andree, diaconorum; Willelmi, Balduini, Gilleni, subdiaconorum; Gaufridi, Raineri, Bartholomei, laicorum, monachorum Ursicampi.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. XC°. III°.

Sciendum quoque quod domnus Stephanus, Tornacensium venerabilis episcopus, pactionem hanc approbavit, et propter concordiam inter predictas ecclesias conservandam, sigillo suo muniri mandavit, ac subscriptione testium: Theoderici, prepositi; Gonteri, Stephani, canonicorum Tornacensium, roborari precepit.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original jadis scellé de deux sceaux pendants probablement sur lacs de soie.

165.

Eléonore, comtesse de Vermandois, approuve l'acte par lequel l'abbaye de Saint-Martin a donné à cens à celle d'Ourscamp tous ses biens de Lassigny.

Saint-Quentin, 1193.

Datum apud Sanctum Quintinum, presentibus et videntibus domino Renero de Guisia, Bartholomeo de Thory, Alberto de Faiel.

Actum anno Verbi incarnati M°. C°. XC°. tercio.

Beauvais, Archives de l'Oise, Cartulaire d'Ourscamp [1].

166.

L'abbé d'Ourscamp déclare que les vignes de Landrimont ne font pas partie du domaine de Lassigny, acensé par l'abbaye de Saint-Martin à celle d'Ourscamp.

Vers 1193 [2].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur lacs de soie blanche. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 122; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 252 [3].

[1] Nous n'avons pas vu ce manuscrit, d'après lequel a été faite l'édition du *Cartulaire de l'abbaye de Notre-Dame d'Ourscamp*, donnée en 1865 par M. Peigné-Delacourt dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*, p. 177.

[2] L'abbé Gordière croit pouvoir assigner à cette charte la date de 1195. Il nous semble plutôt qu'elle doit être contemporaine des précédentes.

[3] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 194.

167.

Baudouin IX, comte de Flandre, exempte de tout péage dans ses domaines les sommeliers [1] de l'abbaye de Saint-Martin.

Fin 1194 [2].

Balduinus, Dei gratia comes Flandrie, cunctis officialibus et ballivis suis salutem.

Precipiendo mandamus vobis et volumus, ut summarii ecclesie Beati Martini Tornacensis, per terram nostram eundo et redeundo, in perpetuum, transitum habeant ab omni exactione liberum et quietum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 335.

168.

L'abbé d'Oudenbourg renouvelle, au nom de son monastère, la promesse de payer chaque année à l'abbaye de Saint-Martin, qui venait de donner dix marcs d'argent aux moines d'Oudenbourg, la redevance en beurre que ces moines payaient depuis vingt-six ans.

1197.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, ego Balduinus, Dei gratia ecclesie Sancti Petri Aldeburgensis dictus abbas,

[1] C'est ainsi, croyons-nous, qu'il convient de traduire ici le mot *summarii*.

[2] Notre charte semble ne pouvoir émaner que du comte Baudouin IX, qui, du 15 novembre 1194, date de la mort de la comtesse de Flandre Marguerite d'Alsace, sa mère, jusqu'au 17 décembre 1195, date de la mort du comte Baudouin V de Hainaut, son père, porta seulement le titre de comte de Flandre. Le document se placerait donc entre les dates extrêmes : novembre 1194-décembre 1195. Mais les privilèges généraux de la nature de celui visé dans notre charte, se donnaient le plus souvent au début des règnes. C'est pourquoi nous croyons pouvoir dater de la fin de 1194 le petit document qu'on va lire.

et totus ejusdem loci conventus, cunctis fidelibus tam futuris quam presentibus in Domino salutem. Ad sopienda omnium fomenta jurgiorum, necessarium duximus monimentis litterarum tradere quod posteris nostris expediat non ignorare.

Notum igitur habeat presens atque ventura generatio, quod predecessor noster abbas Herimannus, accepta ab ecclesia Beati Martini Tornacensis argenti quantitate non modica, de qua comparavit terram ecclesie nostre valde utilem et admodum necessariam, in recompensatione hujus beneficii, consilio et communi assensu capituli nostri, tradidit predicte Sancti Martini ecclesie monachis octo pensiones butiri probati et bene valentis, jure perpetuo possidendas, et in kalendis octobris annis singulis ad pondus Brugensis territorii fideliter persolvendas. Sciendum autem quod Tornacenses monachi apud Aldenburch propter debitum mittere habebant, quibus pro expensis primo die nichil dare debebamus. Si vero per incuriam aut negligentiam nostram, nuncios monachorum Tornacensium amplius quam die uno apud nos remorari oportebat, vel frustratos a debito ad propria reverti contingebat, remorantibus ultra constitutum, aut iterum euntibus et redeuntibus tam hominibus quam animalibus, in expensis et omnibus necessariis eis providere tenebamur.

A die autem constitutionis hujus transacto viginti sex annorum spacio, cum anxie doloremus per hoc ecclesiam nostram plurimum gravari, contractum istud volentes rescindere, super hoc a sede apostolica litteras impetravimus, et coram judicibus nobis constitutis, et de jure partis utriusque tractantibus, nos et monachi Tornacenses frequenter convenimus. Post longam igitur concertationem, auditis hinc inde allegationibus, et rei veritatem diligenter inquisita et cognita, delegati judices, dictante justicia, perpetuum nobis super hoc imposuere silentium, et auctore Deo, mediantibusque viris sapientibus ac discretis, hoc modo ad pacem et concordiam venimus, quod Tornacenses monachi super nos moti misericordia, ne in redditione debiti supra modum gravaremur, nullo cogente, decem marchas argenti ad pondus Flandrie nobis caritative contulerunt, e quibus nos aliquos redditus ecclesie nostre multum proficuos comparavimus. Et intelligentes monachos Tornacenses a nobis super hoc amplius merito non esse vexandos, contractum quem fecerant nostri predecessores, omnes unanimiter approbavimus, et in audientiam religiosarum persona-

rum que pro pace reformanda convenerant, remota fraude seu ingenii pravitate, prescriptam pactionem nos irrefragabiliter servare repromisimus, et ad majorem firmitatem, precatu monachorum Tornacensium, episcopum et capitulum Sancte Marie Tornacensis ecclesie, necnon et Balduinum, comitem Flandrie et Hainoie, testes ac defensores constituimus. Igitur ne quis monachorum nostrorum quod a nobis communi assensu gestum est futuris temporibus in irritum temptet revocare, sub anathemate prohibuimus; et ut ratum habeatur et a successoribus nostris inviolabiliter observetur, presentem paginam sigillo Beati Petri Aldenburgensis et sigillo conventus ejusdem ecclesie munivimus, et monachorum Aldeburgensium qui interfuerunt et audierunt subscriptione roboravimus.

Signum domni Balduini, abbatis; S. Andree, prioris; S. Gerardi, prepositi; S. Henrici, thesaurarii; S. Nicholai, Walteri, Nicholai, diaconorum; S. Henrici, Andree, subdiaconorum.

Actum anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo VII°, Tornaci episcopante domno Stephano, comitatum Flandrie et Hainoie tenente Balduino, Balduini filio, feliciter, feliciter.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 66; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 297.

169.

Le seigneur de Cysoing donne à l'abbaye de Saint-Martin un alleu à Ouvignies et un terrage à Camphin en Pèvele, à charge de commémorer chaque année le jour de la mort de son père et le sien.

1197.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, ego Johannes, dominus Cysoniensis notum volo fieri presentibus et futuris, quod pro remedio anime

mee, et pro animabus antecessorum meorum, assensu etiam uxoris mee et liberorum meorum, dedi in elemosinam ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad usum refectorii. viginti et unum bonarium terre, paulo plus minusve, jacentis apud Ovenias, quam a Gerricho de Helim, sumptibus meis, in proprium alodium redegi. Sciendum autem quod me viam universe carnis ingresso, ob recompensationem hujus beneficii, in prefata Sancti Martini ecclesia, cotidie a fratribus ejusdem cenobii, pro mea et predecessorum meorum absolutione, hostia salutaris debet immolari. De septem nichilominus bonariis terre paulo plus aut minus quos eadem ecclesia de me tenebat hereditarie apud Kanfaen [1], terragium quod michi jure debebatur, prefate ecclesie perpetuo libere possidendum tradidi; ita tamen quod exinde in anniversario patris mei Rogeri, quod est VI° nonas julii, fratribus ejusdem loci competens refectio annis singulis fiat, et me ab hac vita decedente, hec eadem refectio ad sollempnizandum obitus mei diem anniversarium transferatur. Hec autem elemosina tam terre de Ovenies quam terragii de Kanfen, a me Tornaci per ramum et cespitem, super altare in basilica Sancti Martini, sic facta est, ut deinceps non queat immutari, nobilibus viris qui illo convenerant super hoc vocatis in testimonium: Thoma scilicet de Leaulcort, Matheo de Hera, Waltero de Vinea, Hugone Lespir et pluribus aliis; et in crastino hoc idem recognitum est a me apud Baysu, coram hominibus meis qui tunc illic aderant. Quod ut ratum habeatur, litteris manentibus commendare volui, quas sigilli mei appositione muniri precepi, et idoneorum testium qui interfuerunt et factum approbaverunt, subnotatione roborari.

Testes Rabodus de Ruma, Oliverus de l'Orthioit, Flamingus de Crespellis et multi alii.

Actum anno Verbi incarnati M°. centesimo nonagesimo septimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 119, fol. 59b; *Ibidem*, Cartulaire 120, p. 46; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 165.

[1] Le cartulaire 121 de Bruxelles écrit *Camfaing*.

170.

L'abbé de Saint-Eloi de Noyon acense au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte le cens que son abbaye tenait du chanoine de Noyon Sigebert.

1197.

Actum anno Domini M°. C°. XC°. VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 279 [1].

171.

L'évêque de Noyon acense au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte le cens qu'il tenait du chanoine Sigebert.

1197.

Actum anno Domini M°. C°. XC°. VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 279 [2].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 196.
[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *loc. cit.*, p. 196.

172.

Le seigneur de Coudun approuve le don fait au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte par Jean, fils de Robert Malefuison, d'un vinage à prendre chaque année dans la vigne appelée Daridals, à Clairoix.

Coudun, 1199.

Actum Cosduni, anno Dominice incarnationis M°. C°. XC°. IX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 261 [1].

173.

Les prévôts, jurés, échevins, eswardeurs et toute la commune de Tournai, déclarent que le fait, pour l'abbaye de Saint-Martin, d'avoir prêté à leur ville une somme d'argent pour contribuer à la racheter du comte de Flandre, a été complètement bénévole, et ne saurait entraîner dans l'avenir aucun préjudice pour l'abbaye.

Tournai, mars 1199.

Universis in Christo fidelibus ad quos littere presentes pervenerint, prepositi, jurati, scabini. electores, cum reliqua Tornacensi communia, in perpetuum.

Cum vir nobilis Balduinus, Flandrensis et Hainonensis comes, occasione guerre que inter ipsum et illustrem dominum nostrum Philippum, regem Francie, habebatur, urbem Tornacensem obsedisset, tandem. cooperante

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 197.

gratia Dei, non sine multo labore et difficultate maxima, cum eo ita convenimus in pacem quod, receptis a nobis quatuor mille marcis Flandrensis monete, firmas treugas et firmam pacem nobis tenere spopondit, donec firma pax de incepta guerra omnino reformata esset inter ipsum et dominum regem. Et quoniam grave visum fuit nobis, tantam summam pecunie, pro communi omnium civium acquisita pace exsolvere sine subsidio omnium, capitulo Beati Martini Tornacensis amicabiliter supplicavimus, ut nobis, ad levamem tanti debiti, de suis facultatibus, intuitu caritatis, subvenirent; qui nostris postulationibus prompta facilitate annuentes, ita nobis de suo habundanter subvenerunt, ut eis semper provide nos teneri fateamur ad grates.

Ne igitur, unde gratiam dignissime meruerunt et favorem, inde futuris temporibus libertatis ecclesie offuscetur titulus, aut juri suo prejudicium aliquod generetur, presentium significatione profitemur, et ad noticiam volumus pervenire futurorum, ut quod nobis de mera liberalitate et omnino gratis contulerunt, ab omnis tallie seu exactionis specie qualibet prorsus judicamus alienum. Et quoniam occasione talliarum et exactionum quas aliquando ab eis voluimus extorquere, grandis inter nos et ipsos nonnumquam altercatio fuit, ne forte aliquando eis imponatur, quod umquam aliquid nomine tallie, occasione qualibet, nobis impenderint, presentem paginam sub notatione prepositorum, juratorum, scabinorum, et electorum in hoc consentientium, et sigillo communie nostre munitam, ipsis fecimus conscribi Per quod fideliter eis promittimus quod, occasione vel exemplo hujus elemosine, ad consequentiam non trahemus, ut aliquid ab eis nomine tallie vel petitionis, violentia qualibet in posterum requiramus, eo tempore existentibus prepositis, juratis, scabinis, et electoribus communie Tornacensis quorum nomina subscripta sunt.

Signum Gerardi Capiel et Johannis Rasoir, prepositorum; Signum Everardi de Vinea, Johannis Gormin, Walteri de Canfeng, Lebberti le Capon, Terrici Wambe, Johannis le Godelent, Henrioli del Casteler, Blancardi de Sancto Martino, Petri Folvisage, Johannis Seghebuede, Henrici Morghet, Walteri Rufi, Stephani Wastelet, Gonteri Catine, Johannis le Chien, Terrici de Wavrin, Gossuini Clerici, Lamberti Bissole, Henrici Pance de boc, Johannis Wisse, Henrici Suret, Radulfi de Viler, Deiamici de Bruleo, Everardi de Atrio, Fulberto le Justicie, Gommari le Blanc, Willelmi le Salvage,

Johannis de Condato, juratorum; Signum Gommari de Barra, Gossuini Crespiel, Wicardi de Waudripont, Henrici de Hor[a], Dirini de Sancto Piato, Gossuini Flamingi, Egidii Regon, Lebberti de Sancto Petro, Arnulfi le Fort, Gonteri le Bure, Thome Maugi, Walteri de Clauetcamp, Balduini Fabri, Stephani Moderlin, scabinorum; Signum Gossuini Scabini, Willelmi Cordewan, Henrici Wambe, Gerulfi Lopart, Johannis Ghernon, Everardi del Casteler, Walteri de Vinea, Gossuini Bucau, Guidonis de Valencenis, Lebberti Strabonis, Walteri Fabri, Elbaudi de Vinea. Walteri le Fol, Nicholai Caudron, Gerardi Flamingi, Gossuini Lekebroke, Gossuini Audent, Henrici Taket. Everardi Piet de lievre, Walteri Galet, Everardi de Baisiu, Guerrici le Justicie, Walteri Boroete, Michaelis de Porta, Aumandi le Justicie, Gerardi Lesquiruel, Terrici le Cambier, Walteri le Tendeur, Petri de Salinis, Egidii Bokehort, electorum.

Actum Tornaci, anno Dominice incarnationis millesimo centesimo nonagesimo octavo, mense martio, regnante gloriosissimo rege Philippo secundo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 16; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 13; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 291, copie de 1685 [1].

[1] Cette charte est publiée dans le GALLIA CHRISTIANA NOVA, III, Instr., col. 59; mais elle y est tronquée, en ce sens que les noms de tous les magistrats de Tournai en 1199 y ont été omis. Comme ces noms sont peut-être ce qu'il y a de plus intéressant dans la charte, nous avons cru devoir la réimprimer intégralement d'après l'original.

174.

Baudouin IX, comte de Flandre et de Hainaut, confirme à l'abbaye de Saint-Martin les dons qui lui ont été faits dans le bois de Pèvele par Rabbodus de Dossemer et le comte Baudouin VII de Flandre, et les promesses de redevances en avoine et en beurre qui lui ont été faites respectivement par Gossuin de Ramegnies et par les moines d'Oudenbourg.

1202.

Ego Balduinus, comes Flandrie et Hainoie, notum volo fieri presentibus et futuris, quod per inspectionem autentici predecessoris mei Balduini, Flandrensis comitis, cognovi Rabbodum de Dossemer, qui nemus de Pevela de predicto comite in feodo tenebat, olim concessisse abbati et fratribus ecclesie Sancti Martini Tornacensis, de eodem nemore quantum cotidie jugiter uno carro extrahi posset, et jamdictum comitem, ut idem confirmaret, postulasse. In eodem quoque autentico continebatur quod Gossuinus de Rameniis, pro anima sua, remiserit eisdem fratribus obsonia avene que ei debebantur in terris eorum, ubicunque in pago Tornacensi excolerent, et prefatum comitem a quo eadem in feodo tenebat, ut hoc ipsum concederet et confirmaret, expetierit. Comes igitur utriusque Rabodi scilicet et Gossuini devote favens voluntati, se et suos volens commendare fratrum orationibus, et carrum unum in prefato nemore de Pevela eis perpetuo, sicut dictum est, ponere concessit, et obsonia libenter indulsit, et sub testimonio optimatum suorum scripto confirmavit.

Preterea per inspectionem autenticorum domni Walteri, Tornacensis episcopi, necnon et ecclesie Sancti Petri Aldeburgensis, cognovi predictam ecclesiam de Aldenborch obnoxiam teneri jure perpetuo ad solvendas ecclesie Sancti Martini Tornacensis, annis singulis in kalendis octobris, octo pensiones que vulgo pise dicuntur butiri probati et benevalentis, ad pondus Brugensis territorii. Cumque igitur, sicut in autenticis continebatur, per viginti et sex annos ecclesia Sancti Martini Tornacensis, sine alicujus reclamatione, possedisset predictum redditum butiri, monachi Alde-

burgenses super eodem reddito fratres ecclesie Tornacensis inquietaverunt, et per litteras a sede apostolica impetratas plurimum fatigaverunt. Delegati vero judices, inquisita rei veritate et cognita, silentium Aldeburgensibus imposuerunt, et mediantibus viris prudentibus et religiosis, pace inter utramque ecclesiam reformata. Aldeburgenses Tornacensibus jus suum recognoverunt, et scripto iterato confirmaverunt.

Volens igitur me et meos, tam predecessores quam posteros, ecclesie Beati Martini Tornacensis aliquo colligare beneficio, predictas elemosinas légitime factas approbavi, carrumque et obsonia que de feodo Flandrensis comitatus esse noscuntur, memorate ecclesie clementer indulsi. Ad hec ne de cetero inter sepefatas ecclesias, Tornacensem scilicet et Aldeburgensem, super pretaxatis pensionibus butiri oriatur controversia, sicut in autenticis continetur factum, laudavi et concessi, ac precatu venerabilis viri Milonis, Tornacensis abbatis. suorumque monachorum, privilegii mei auctoritate confirmavi.

Actum anno incarnationis filii Dei millesimo ducentesimo secundo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 67; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 296.

175.

Le doyen, l'archidiacre et tout le chapitre de Tournai, notifient la vente de la dîme d'Esplechin, faite par Alard d'Esplechin à l'abbaye de Saint-Martin.

Tournai, 22 avril 1202.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Arnulfus, Dei gratia decanus, Gossuinus, archidiaconus, cum reliquo capitulo Tornacensi, universis Christi fidelibus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem.

Accedens ad presentiam nostram, vir nobilis Alardus de Splechin recognovit quod, receptis a monasterio Beati Martini Tornacensis sexaginta libris alborum, se in perpetuam elemosinam contulisse eidem monasterio

decimam quam intra terminos parrochie de Splechin, cujus personatus ad sepedictum dinoscitur pertinere monasterium, dicebat se habuisse. et longo tempore hereditario jure possedisse in novalibus allodii proprii de Splecin. Concessit etiam ut si quando residuum nemoris in novalia redigi contingeret, inde nichilominus eadem ecclesia decimam quittam haberet. et sub perpetua libertate possideret. Addidit quoque quod donationem hanc fecerat per manum reverendi domini et patris Stephani, Tornacensis episcopi, et per assensum nobilis mulieris Margarete, uxoris sue, et liberorum suorum. Dominus etiam Nicholaus. frater ejus, cum eo presens similiter testificatus est factum, hoc modo quo prescripsimus, habuisse processum. Ut igitur dicta donatio firmiore in perpetuum stabilitate perseveret, presentem inde paginam fecimus conscribi, et nomina testium qui presentes affuerunt subscribi.

Signum Arnulfi, decani; S. Johannis, cantoris; S. Willelmi de Bocharmez, magistri Theoderici de Aldenardo, et Johannis de Montibus, dyachonorum; S. Boedini de Wasia, Thome de Sancto Petro, Mathei de Sancto Piato, Stephani Parisiensis, subdyachonorum; S. Gosselli de Holai, accoliti.

Actum Tornaci, decimo kalendas maii, anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo secundo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original jadis scellé sur lacs de soie rouge et verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 38; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 145.

176.

Etienne, évêque de Tournai, approuve la vente de la dîme d'Esplechin, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Alard d'Esplechin.

Avril 1202.

Ego Stephanus, Dei permissione Tornacensis ecclesie humilis minister, tam futuris quam presentibus in perpetuum.

Ad universitatis vestre noticiam volumus pervenire, quod Alardus de Spelcin, miles, filius Alardi senioris, decimam quam habebat in novalibus allodii sui in parrochia de Spelchin, ultra aquam per eandem villam fluentem, qua longo et inconcusso tenore pacifice et quiete possederat, uxore sua Margareta et liberis suis concedentibus, bona devotione in elemosinam in manu nostra reddidit, quam nos statim ecclesie Sancti Martini Tornacensis, ad quam predicte parrochie personatus pertinet, libere reddidimus possidendam. Similiter autem et de residuo nemoris illic juxta existentis, quandocunque illud in novalia redigi contigerit, decimam eidem ecclesie sub perpetua libertate possidendam devote concessit. Cum igitur ipse Alardus, et tam uxor sua quam filii ejus, Nicholaus scilicet et Johannes et Symon, decimam illam, sicut dictum est, in manu nostra resignassent, nullam se super hoc ulterius sepedicte ecclesie molestiam vel injuriam illaturos, immo contra calumpniatores vel malignantes qooslibet pro posse suo semper et ubique, bona fide, interposito fidei sue sacramento, defensuros firmiter promiserunt. Nicholaum insuper, fratrem ipsius Alardi, Egidium de Guegniis et Philippum de Haudion, milites, hujus facti testes et obsides statuerunt. Nos autem in facto isto devotione predicti militis attendentes, ipsum cum uxore sua et filiis in beneficiis et orationibus memorati monasterii admisimus, et a conventu monachorum admiti fecimus participem et consortem, cui etiam Alardo ipsi monaci, ne ingrati existere viderentur, sexaginta libras Valencenensis monete pro liberalitate et devotione sua libere contulerunt. Hanc igitur elemosinam acclamantibus cunctis qui aderant devote et legitime factam, non solum approbavimus, verum etiam auctoritate nostra duximus confirmandam, eos quicumque de cetero temere contravenire, seu quacumque fraude in eam presumpserint malignari, anatematis vinculo innodantes, unde et ad petitionem utriusque partis, ne qua inter prefatam ecclesiam et dicti militis successores super hoc possit controversia pullulare, paginam presentem exinde conscribi fecimus, et sigilli nostri munimine roborari, testium qui interfuerunt nomina subnotantes.

Signum Garini, capellani nostri, etc.

Anno ab incarnatione Domini M°. CC°. secundo, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 58; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 144.

177.

Baudouin IX, comte de Flandre et de Hainaut, confirme le don fait à l'abbaye de Saint-Martin par Willelmus de Somrenghen, des dîmes qu'il tenait en fief du comte de Flandre à Aeltre.

Male, 20 février 1203.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen.

Cognoscat presens etas et sciat postera, quod ego Balduinus, comes Flandrie et Hanoie, ad preces fidelis mei Willelmi de Somrenghen, divini amoris intuitu, libere confirmavi ecclesie Sancti Martini Tornacensis duas partes decimarum totius deserti in culturam redacti vel redigendi, ubicunque dominium de Haltra protenditur ultra fluvium qui dicitur Dorma, quas prefatus Willelmus de me et meis antecessoribus in feodo tenebat. Ut autem hoc factum illibatum permaneat, nec deleri possit calumpnia subnascente, mandari feci litteris et sigilli mei munimine roborari.

Actum publice in domo mea apud Mala, anno Verbi incarnati M°. CC°. II°. inchoato, x kalendas marcii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 60; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 277; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 1[b], copie du XIII[e] siècle.

178.

Le seigneur de la Wœstine déclare avoir donné les dîmes qu'il possédait à Aeltre à l'abbaye de Saint-Martin, parcequ'elle lui avait accordé le droit d'entretenir un chapelain dans la chapelle que son père avait fait construire en la paroisse d'Aeltre.

La Wœstine, 9 mars 1203.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Willelmus, filius Sygeri de Somerghem, dominus de le Wastine, notum volo fieri presenti-

bus et futuris, quod cum ad preces et instantiam meam, abbas et capitulum Sancti Martini Tornacensis mihi concessissent, ut ad serviendum jugiter capelle mee quam in parrochia de Haltra pater meus construxerat, capellanum haberem proprium. cui de facultatibus meis sustentationem idoneam providerem, in recompensatione hujus concessionis ac beneficii. assensu uxoris mee Margarete, filiique mei Philippi. ac filie mee Mathildis. dedi prefate Sancti Martini Tornacensis ecclesie in helemosinam, ubicunque dominium meum protenditur, ultra fluvium qui dicitur Dorma, duas partes decime novalium omnisque decimationis de tota brueria culta vel inculta que ex paterno jure mihi provenerant. donum istud approbante et sigilli sui munimine roborante illustri viro Balduino, comite Flandrie et Hainoie, a quo prescriptam bruériam in feodo tenebam. Sciendum autem quod presbiter ibi ab abbate sustituendus, primo ei fidelitatem faciet, sicque beneficium de manu ejus recipiet, ac pro recognitione subjectionis et oblationum que sibi provenient illibata, sex solidos Flandrensis monete. duos scilicet in Natali, et duos in Pascha, et duos in Pentecoste, presbitero de Haltra annuatim persolvet. et de cetero in primiciis et decimis et sponsalibus et exequiis et ceteris omnibus, jus ecclesie de Haltra secundum ecclesiasticam consuetudinem conservabit bona fide, nec in aliquo minuet. Igitur, pro pace inter prefatam Sancti Martini ecclesiam et posteros meos perpetuo conservanda, quod a me recte et laudabiliter gestum est, ne oblivione depereat, aut ab aliquo futuris temporibus immutari queat, aut in irritum revocari, litterarum apicibus annotari feci. quas sigilli mei caractere signavi, et idoneorum testium subscriptione roboravi. quorum hec sunt nomina subarata : Galterus, presbiter de Odelghem ; Galterus, presbiter de Orsla ; Symon, presbiter de Haltra ; Radulfus. presbiter de Kneslar ; Willelmus Gimel ; Iwain de Rokenghem ; Balduinus et Geraldus, frater ejus, de Letherna.

Actum publice in domo mea de le Wastine, anno incarnationis Domini M°. CC°. II°. inchoato, septimo idus martii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 59; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 276; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 1.

179.

L'official de Laon notifie la vente faite par Willard à l'abbaye de Saint-Martin, de tous ses droits sur un pré voisin de Chantrud.

1205.

Ego Johannes Garneri, officialis Laudunensis, notum facio omnibus in perpetuum, quod cum Willardus, nepos Galteri. militis de Cyri, tres denarios censuales haberet super quoddam pratum Sancti Martini de Tornaco, quod situm est inter Chantelus et Samblescort, et illos denarios teneret in feodo a magistro Anselmo, canonico Laudunensi, dictus Willardus, assensu dicti magistri et laude ipsius, contulit in elemosinam ecclesie Beati Martini de Tornaco, et quicquid juris habebat in dicto prato, sive in alodio sive in annuo censu, eidem ecclesie quitum clamavit, et preterea fide ipsius interposita, et fide dicti Galteri militis, idem Willardus promisit se legitimam garandiam portaturum predicte ecclesie super elemosina prescripta, adversus omnes qui de illa ad placitum vel ad jus venire voluerint. Ecclesia vero Beati Martini, ne ingrata videretur beneficii sibi collati, eidem Willardo, de bonis et elemosinis suis contulit sex libras Laudunensium. Et quia hec in curia domini Laudunensis facta fuerunt, nos qui vices ejus, licet immeriti, gerebamus, seriem facti fecimus hic inscribi, et sigillo curie Laudunensis roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. V°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 516.

180.

L'abbé d'Ourscamp autorise les moines de Saint-Martin habitant le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, à moudre tous les ans dix muids d'avoine au moulin de Louvet, qui appartenait à l'abbaye d'Ourscamp.

1205.

Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo quinto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur lacs de soie rouge. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 122; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 233 [1].

181.

L'abbé de Saint-Martin publie les conditions de l'accord passé entre son monastère et celui de Notre-Dame d'Ourscamp, pour régler le différend survenu entre ces deux abbayes, à l'occasion du domaine de Lassigny, acensé à l'abbaye d'Ourscamp par l'abbaye de Saint-Martin.

4 juillet 1205.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. V°., quarto nonas julii.

Beauvais, Archives de l'Oise, Cartulaire d'Ourscamp [2].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 199.

[2] Nous n'avons pas vu ce manuscrit, d'après lequel notre charte a été publiée dans le *Cartulaire de l'abbaye de Notre-Dame d'Ourscamp* (p. 55), édité par M. Peigné-Delacourt dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*. La charte est encore publiée dans les *Bulletins de la Société historique de Tournai*, t. XII, p. 328.

182.

L'abbé d'Ourscamp publie les conditions de l'accord passé entre son monastère et celui de Saint-Martin, pour régler le différend survenu entre ces deux abbayes, à l'occasion du domaine de Lassigny, acensé à l'abbaye d'Ourscamp par celle de Saint-Martin.

4 juillet 1205.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. V°., quarto nonas julii [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 121; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 231 [2].

183.

L'évêque de Noyon approuve l'accord intervenu entre les abbayes d'Ourscamp et de Saint-Martin, à l'occasion du cens dû par la première à la seconde pour jouir en paix du domaine de Lassigny.

Septembre 1205.

Actum anno gratie M°. CC°. quinto, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 122; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 232 [3].

[1] Le Cartulaire 120 de Bruxelles porte *julii*; le Cartulaire 122 dit *junii*. La comparaison de notre charte avec la précédente montre que *julii* est la bonne leçon.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 197.

[3] Cette charte est publiée dans Gordière, *loc. cit.*, p. 199.

184.

Les évêques d'Arras et de Térouanne, et l'archidiacre d'Arras, délégués par le pape, mettent fin à un différend qui avait surgi entre l'abbaye de Saint-Martin et le chapitre de Tournai, à l'occasion de la dîme des fruits vendus par l'abbaye, du droit d'inhumation dans son cimetière, etc.

Tournai, 30 septembre 1205.

Ego R[adulfus], Dei permissione sancte Attrebatensis ecclesie minister humilis, et G[ossuinus], eadem permissione Tornacensis episcopus, et P[ontius], Attrebatensis archidiaconus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit in perpetuum.

Ad futurorum noticiam volumus pervenire, quod cum inter canonicos Tornacenses ex una parte, et abbatem et monachos Sancti Martini Tornacensis ex altera, super decimis arborum et hortorum quas ab eis canonici petebant cum fructus vendebant, coram nobis, videlicet Attrebatensi episcopo, ex delegatione domini Innocentii pape III questio verteretur, postmodum tam predicti canonici quam abbas et monachi ad pacem et concordiam sic venerunt, quod abbas ipse et monachi omni renunciantes questioni, et litteras apostolicas in nostris manibus resignantes, in nostra recognoverunt presentia, quod ad observationem eorum que in bone memorie Lamberti Attrebatensis, et Johannis Morinensis quondam episcoporum, a summo pontifice Paschali II° judicum delegatorum, continebantur auctenticis, tenebantur, et ea se promiserunt sine controversia de cetero servaturos, hec videlicet quod si monachi fructus arborum et hortorum, vel cetera hortolana venundarent, tunc de venalibus decimam canonicis darent. Decimam etiam fabarum, leguminum et frugum, ovium quoque et porcorum, et animalium de parrochia sancte Tornacensis ecclesie, canonicis pacifice et absque omni retractatione darent. Sepulturam vero monachis et eorum conversis liberam canonici concessere, hac conditione interposita, ut nullum de parrochia Tornacensi, nullum de canonicorum parrochianis

propriis, nullum etiam de paribus et casatis episcopi, nullum vero de paribus et casatis pertinentibus sive ad urbem sive ad castellum, aliquo modo monachi presumerent in suo cimiterio sepelire, nisi permissu et licentia canonicorum. Hanc autem et cetera. Ut autem hujus pacis reformatio et juris recognitio firma et inconcussa permaneat, presentem paginam sigillis nostris, sigillorum etiam partium, canonicorum videlicet et abbatis ac monachorum, appensione fecimus roborari, testium etiam qui affuerunt nomina subnotantes.

Signum R[adulfi], Attrebatensis episcopi; Signum G[ossuini], Tornacensis episcopi; Signum P[ontii], Attrebatensis archidiaconi; Signum A[rnulfi], Tornacensis ecclesie decani; Signum J..... et Th....., archidiaconorum; Signum M....., cantoris; Signum Galteri, hospitalarii et sacerdotis; Signum Galteri, lectoris, magistri Theoderici, J..... de Cruce, Stephani de Anglia, diachonorum; Signum magistri Giselini, cancellarii, Symonis de Obert, Gonteri Catel, Thome de Sancto Petro, Bernardi de Insula, Stephani, magistri Roberti, Stephani, magistri Hugonis de Attrebato, subdiachonorum; Signum magistri Assonis de Viteri, magistri Willelmi de Habordin, canonicorum Attrebatensium; Signum magistri Roberti, et Roberti de Novavilla, clericorum domini Attrebatensis; Signum Johannis, abbatis Sancti Martini Tornacensis; Nicholai, subprioris; Gossuini, Johannis, quondam abbatis, Jacobi de Sancto Piato, Hungeri, Therrici de Stainpuc, Everardi, presbiterorum; Signum Henrici, Amandi, Mathie, Gregorii, diachonorum; Signum Gossuini, Petri, subdiachonorum.

Actum Tornaci, anno Domini M°. ducentesimo quinto, II° kalendas octobris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original jadis scellé de six sceaux, dont cinq en cire rouge-brique subsistent encore, pendants sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 69; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 17.

185.

L'abbé de Saint-Martin cède sept bonniers de terre à Manfroitpus à l'abbé de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, qui en échange cède à l'abbaye de Saint-Martin une terre de contenance égale à Wissempierre.

9 octobre 1205.

Actum anno gratie M° CC°. V°, septimo idus octobris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 23; original en forme de charte-partie. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 23; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 74; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 314, copie de 1685 [1].

186.

Le doyen et le chapitre de Tournai déclarent que les chanoines de Saint-Sauveur d'Harlebeke ont cédé à l'abbaye de Saint-Martin la moitié de leurs dîmes de Mouscron et de Luingne, au lieu de leur dîme de Luingne tout entière que réclamait l'abbaye.

Tournai, 20 novembre 1205.

A rnulfus], Dei gratia Tornacensis ecclesie decanus, totumque ejusdem loci capitulum, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit in perpetuum.

Cum ecclesia Sancti Salvatoris de Herlebecca, quasdam decimas de

[1] Cette charte est publiée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. XII, p. 137; mais les noms des témoins ont été omis par l'éditeur.

Moscheron et de Lugne, a quodam laico Balduino nomine et coheredibus suis, per manum Balduini, illustris Flandrie et Haonie comitis redemisset, et ecclesia nostra super quadam parte earumdem decimarum, videlicet de Lugne, quia nostra parrochia est, ecclesiam de Herlebecca impeteret, canonici ejusdem ecclesie, pro bono pacis, de consultu et assensu domini Gossuini, Tornacensis episcopi, ecclesie nostre dimidiam tam decime de Moscheron quam et decime de Lugne, eo quod decima de Lugne ab altera que habetur infra parrochiam de Moscheron certis limitibus dividi non poterat, et ex integro in perpetuum concessit percipiendam, refusa ejus dimidia precii quam jam impenderant redemptioni. Ne quis autem hujus nostre conventionis equitatem maliciose valeat revocare, eam sigilli nostri appensione et testium qui interfuerunt nominatione, caute sategimus corroborare.

S. Arnulphi, Tornacensis ecclesie decani, etc.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. quinto, x°. II° kalendas decembris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 53; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 232.

187.

Les prévôt, doyen, chantre et chanoines de Reims, déclarent qu'un nommé Hugo Spiritus a abandonné à l'abbaye de Saint-Martin les parts de la dîme d'Ere dont il avait hérité.

Avril 1206.

B[alduinus], prepositus, B[alduinus], decanus, H[erbertus ?], cantor, ceterique Remensis ecclesie fratres, omnibus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod dilectus noster in Christo Hugo, laicus, cognomine Spiritus, in presentia nostra constitutus, duas partes tocius decime de villa que vocatur Era, que sibi juré hereditario pervenerant,

gratis et sine omni conditione resignavit ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro salute anime sue et predecessorum suorum in perpetuum conferendas. Nos autem in hujus rei testimonium presentes litteras scribi fecimus, et sigillo nostro muniri.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. sexto, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 34; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 100.

188.

L'archevêque de Reims investit l'abbé de Saint-Martin des parts de la dîme d'Ere que le nommé Hugo Spiritus avait abandonnées à son monastère.

Avril 1206.

Guido, Dei gratia Remen[sis] archiepiscopus, sancte Romane ecclesie cardinalis, apostolice sedis legatus, omnibus Christi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra quod dilectus filius Hugo, laicus, cognomine Spiritus, in presentia nostra constitutus, duas partes totius decime de villa que vocatur Era, que sibi jure hereditario pervenerant, in manus nostras gratis et sine omni conditione resignavit, ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro salute anime sue et predecessorum suorum, in perpetuum conferendas. Nos vero ad petitionem ejusdem H[ugonis], dilectum filium J[ohannem], abbatem ejusdem ecclesie, duabus partibus decime jam dicte in elemosina collatis investivimus, salvo jure alieno. In cujus rei testimonium, hanc paginam scribi fecimus et sigillo nostro muniri.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. sexto, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 23; original scellé en cire verte, sur lacs de soie verte et rouge. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 147; *Ibidem*, Cartulaire 129, p 315, copie de 1685.

189.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte cède au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte la dîme de vingt-huit mines de terre à Cambronne.

1207.

Actum anno Domini M°. CC°. VII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 278 [1].

190.

L'évêque de Noyon investit le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte de la dîme à Cambronne qui lui avait été cédée par le chanoine de Noyon Sigebertus.

1207.

Actum anno Domini M°. CC°. septimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 278 [1].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 200.
[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *loc. cit.,* p. 200.

191.

L'abbé d'Eename déclare que dans un litige entre l'abbaye de Saint-Martin et Emma, la veuve de maître Sigerus, à l'occasion des appendances de l'autel de Lierde, les arbitres ont donné raison à l'abbaye.

Vers 1207 [1].

Walterus, Dei gratia Ehamensis ecclesie dictus abbas, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in vero salutari.

Notum vobis facio, quod cum querela versaretur inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis et Emmam, quondam uxorem magistri Sigeri, pro quibusdam appendiciis altaris de Lierde, precepto G[erardi], prepositi Brugensis, et W[illelmi], castellani Sancti Audomari, partibus apud Gerolmont in presentia mea convocatis, et auditis hinc inde allegationibus. ipsis etiam precipientibus, per me, et Arnulphum decanum, Gerardum Cymai, Gossuinum Peie, milites, a testibus juratis rei veritate diligenter inquisita et cognita, et a nobis in foro Gerolmontensi, coram ipsis et nobilibus viris, presentibus quoque scabinis et hominibus ville multis, prolata, prefata Emma a causa decidit, et ecclesia Sancti Martini Tornacensis terram de qua agebatur judicio optinuit, excepto uno bonario terre et pomerio, de quibus jurati testes ambigebant cujus sorti jure ista cedere deberent. Res nuda et aperta mihi apparuit, et ego rei veritatem aperio cunctis. Quod ne oblivione depereat, aut ab aliquo immutari queat, litteris manentibus annotari feci, quas etiam ad majorem firmitatem sigilli mei appositione munivi.

[1] On ne connaît pas exactement les dates extrêmes du gouvernement abbatial de Gautier à Eename. Mais Siméon, futur abbé de Grammont, qui avec Gautier donne la charte qu'on va lire, ne paraît avoir gouverné son abbaye qu'à partir de 1208. Comme en 1207 l'abbé d'Eename Gautier, d'une part, et de l'autre le prevôt de Bruges, Gérard d'Alsace, qui figure également dans la charte, étaient à la fin de leur carrière, nous croyons ne pas nous éloigner de la vérité en datant notre pièce de l'an 1207. La pièce suivante, d'ailleurs, montre que la présente a été donnée au temps de l'abbé de Grammont Gautier, qui mourut en 1207.

Ego Symeon, Dei miseratione postea Geromontensis abbas, huic facto interfui, et ecclesie paci in futurum providens, et veritati testimonium perhibens, huic scripto sigillum meum appendi. Ego etiam Arnulphus, Geromontensis decanus, hujus rei inquisitor constitutus, veritati testimonium perhibens subsignavi.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 182.

192.

Enquête au sujet des dépendances de l'autel de Lierde, qu'Emma, la veuve de maître Sigerus, revendiquait contre l'abbaye de Saint-Martin.

Vers 1207 [1].

Iste sunt attestationes de terra pertinente ad altare de Lierde, quam calumpniabatur adversus ecclesiam Sancti Martini Tornacensis Emma, quondam uxor magistri Sigeri.

Segericus juratus dixit : « Audivi dici quod Adela, mater magistri Sigeri, emit terram ubi pomerium est, ab Impino patre meo, et avunculo meo Segerico. Item audivi dici quod Gossuinus sacerdos dedit filio suo Theoderico bonarium terre. » Nescit aut duas marcas supra aut libere. Item audivit dici quod pars de Stenvelt fuit allodium Gossuini sacerdotis, sed nescit quantum.

Ava, Lambertus, Stop, Zaginarus, Odilia, Impinus, seniores parrochie, sacerdos ville secundum quod intellexit, decanus de Geralmont secundum quod vidit et novit, concorditer dixerunt quod terra illa de qua querela erat, terra est ecclesiastica, ad ecclesiam Beati Martini de Lierde pertinens, excepto uno bonario terre, et pomerio de quibus diversi diversa sentiunt.

Arnulphus Blavechinus, qui cum Gossuino sacerdote IX annis mansit,

[1] Le document qu'on va trouver ci-dessous se rattache manifestement à la charte précédente.

dixit quod Gossuinus sacerdos quatuor bonarios terre in Stenvelt sicut allodium suum, quod partitus fuit cum fratre suo Sigero, libere possedit. Postmodum, filio suo Sigero in ecclesia de Lierde, quasi terram ecclesiasticam, in elemosinam composuit.

Arnulphus Mors dixit quod audivit patrem suum dicere quod Gossuinus sacerdos, allodia sua in parrochia de Lierde contra fratrem suum Sigerum partiens, sex bonarios terre in Stenvelt possedit.

Gossuinus Bladerbuc dixit : « Audivi sacerdotem Gossuinum dicere quod partitus est cum fratre suo Sigero, et omnem terram de Stenvelt in parte sua obtinuit. »

Idem dixit Arnulphus.

Hujus veritatis inquisitores fuerunt domnus Walterus, tunc Gerolmontensis abbas, Arnulphus, tunc Geromontensis decanus, Gerardus Chimai, Gossuinus Peie. Hec etiam inquisitio facta est ab eis, precepto prepositi Brugensis et castellani Sancti Audomari. Quam ego Walterus, Ehamensis abbas, rem sic se habere prestans, sigillo meo signavi, sicque contra calumpniatores ecclesie paci providere curavi. Ego quoque Arnulphus, Geromontensis decanus, hujus rei inquisitor constitutus, veritati testimonium perhibens, sigillum meum apposui.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 167.

193.

Le seigneur de Harnes, d'accord avec sa femme, reconnait le droit de l'abbaye de Saint-Martin sur six bonniers de terre à Warcoing et à Espierre, au sujet desquels il avait élevé des prétentions.

1208 [1].

Dominis et amicis suis J[ohanni]. archiacono. M. . . . , cantori, et magistro H[ugoni] de Attrebato, canonico Tornacensi, M[ichael] dominus de Harnes, et domina B. . . . ., predicti militis uxor, salutem et dilectionem.

[1] Cette date n'est pas certaine; mais la pièce suivante la rend vraisemblable.

Dilectioni vestre significamus, quia sex bonarios terre illius et eo amplius, pro qua ex conquestione ecclesie Beati Martini Tornacensis, summi pontificis auctoritate, ad vestram nos citastis presentiam, quorum altera pars in parrochia de Warcoing, altera in parrochia d'Espire existit, ad jus ecclesie Beati Martini cognovimus pertinere. Unde nolumus ulterius ecclesiam sepedictam litigando vexare, sed eam volumus predicte terre possessione in perpetuum gaudere; a veridicis quippe personis accepimus nos in ea nichil juris habere, et vobis hoc litteris et signis curavimus significare.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 224.

194.

L'archidiacre, le chantre, et le chanoine de Tournai Hugues d'Arras, délégués par le Saint-Siège pour terminer le différend survenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le seigneur de Harnes, à l'occasion de six bonniers de terre à Warcoing et à Espierre, constatent que le seigneur de Harnes s'est désisté de ses prétentions sur ces terres.

1208.

J[ohannes], archidiaconus, et M....., cantor, et magister H[ugo] de Attrebato, canonicus Tornacensis, universis Christi fidelibus tam modernis quam posteris ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in perpetuum.

Significamus vobis causam quam ecclesia Beati Martini Tornacensis super sex bonariis terre et eo amplius, adversus virum nobilem M[ichaelem], dominum de Harnes, et dominam B....., uxorem ipsius, habere videbatur, summi pontificis auctoritate nobis delegatam, et cum predicta causa aliquo tempore in presentia nostra esset ventilata, tandem dominus M[ichael] et domina B....., uxor ejus, recognita erroris sui semita, scrip-

serunt nobis in hunc modum : « Dominis et amicis suis » etc. (*Suit le texte de la lettre précédente, n° 193.*)

Inde est quod ea que facta sunt coram nobis litteris denotare, et denotata, prout debuimus, sigillorum nostrorum appensione solliciti fuimus communire; volumus quippe ad exsuperandam seculi hujus maliciam, eorum que in presentia nostra facta sunt, memoriam ad universorum noticiam in posterum devenire.

Actum anno Domini M°. CC° octavo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 246.

195.

L'évêque de Noyon investit le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte de la partie des dîmes de Machemont et de Cambronne qui lui avait été donnée par le clerc Henri de Cauciaco.

Noyon, 1208.

Actum Noviomi, apud Sanctum Eligium, anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo octavo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 119; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 226 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 201.

196.

L'évêque de Cambrai investit l'abbaye de Saint-Martin des parts de dîme sur soixante bonniers de terre dans la paroisse de Maulde, qui lui avaient été cédées par un chevalier de Maulde nommé Segardus.

Tournai, 1209.

Johannes, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus presentem paginam inspecturis in perpetuum.

Universitati vestre notum esse volumus, quod miles quidam de Malda, Segardus nomine, una cum uxore sua Ida et filio suo Ernulpho, in presentia nostra constitutus, duas partes decime sexaginta bonariorum terre culte, et omnium nemorum suorum, si forte ea sariri contigerit, infra parrochiam de Malda, que ad ecclesiam Beati Martini de Tornaco pertinere dinoscitur, in manus Gossuini del Plois a quo predicta decima tenebatur in feodum, reportavit. Idem quoque Gossuinus, ad petitionem dictorum Segardi, et uxoris sue, et filii, in manus nostras decimam eandem cum ipsis libere et absolute resignavit, quam sub testimonio clericorum nostrorum qui huic facto presentes interfuerunt, predicte Sancti Martini ecclesie, per manum Johannis, ejusdem loci abbatis, nomine elemosine tradidimus habendam, ac perpetuo possidendam. Quo facto, sepedicti Segardus et uxor ejus et filius, fide prestita et interposito juramento, firmiter promiserunt se factum istud bona fide servaturos in posterum, ita quod si memorata ecclesia super hoc impeteretur ab aliquo, consilium suum ei prestabunt et auxilium. Ad preces igitur utriusque partium, presenti scripto mandari fecimus quod in nostra gestum est presentia, ne per diuturnam temporum successionem excidere possit a labili posterorum memoria; ipsum quoque scriptum presens, sigilli nostri appensione, et testium qui ad hoc vocati sunt subscriptione precepimus roborari.

Testes : Gerardus, Cameracensis archidiaconus; Theodericus, archidiaconus Tornacensis; magister Doto, canonicus Cameracensis ecclesie; Roge-

rus, cantor Insulensis; Balduinus, capellanus noster, Radulphus, decanus Sancti Brictii.

Actum Tornaci, anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo nono.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 31; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 91; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 54; *Ibidem*, Cartulaire 123, p. 9, copie du XIII[e] siècle.

197.

L'évêque de Cambrai investit l'abbaye de Saint-Martin des parts de dîme sur seize bonniers de terre dans la paroisse de Maulde, qui lui avaient été cédées par un chevalier de Maulde du nom de Segardus.

Leuze, mai 1210.

Johannes, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus ad quos presens pagina pervenerit in perpetuum.

Universitati vestre duximus notificandum, quod Segardus, miles de Malda, una cum uxore sua Ida, in presentia nostra constitutus, duas partes decime sedecim bonariorum terre culte, que continetur infra terminos parrochie de Malda, ad ecclesiam Beati Martini de Tornaco pertinentis, in manus Alulphi, militis de Timogies, a quo predicta decima tenebatur in feodum, coram suis paribus, scilicet Johanne de Nemore, Sigero de Froimont et Gerardo de Alneto, reportavit. Idem quoque Alulfus, ad petitionem dictorum Segardi et uxoris sue, in manus nostras decimam eandem cum ipsis absolute ac libere resignavit; quam nos postmodum jamdicte Sancti Martini ecclesie, nomine elemosine, tradidimus habendam ac perpetuo possidendam. Quo facto, sepedicti Segardus et uxor ejus, fide et juramento interpositis, firmiter promiserunt se donationem istam bona fide servaturos, nec memoratam ecclesiam super eadem molestabunt in posterum, nec calumpniam ullam inferent aut gravamen. Ad preces igitur utriusque par-

tis, presenti scripto mandari fecimus quod in nostra gestum est presentia, ne per diuturnam temporum successionem recedere possit a labili memoria posterorum: ipsum quoque scriptum presens sigilli nostri appensione, et testium qui ad hoc vocati fuerunt subscriptione precepimus roborari.

Testes : Theodericus, archidiaconus Tornacensis; Robertus, capellanus, et magister Johannes de Roya, canonici Cameracenses; Hugo, decanus Lutosensis, et Radulfus, [decanus] Sancti Brictii in Tornaco.

Actum Luthose, anno gratie M°. CC°. X°., mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 91; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 55; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 11.

198.

L'évêque de Tournai énumère les biens de l'abbaye de Saint-Martin, et lui en garantit la libre jouissance.

15 août 1210.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Gossuinus, Dei miseratione Tornacensis episcopus, omnibus Christi fidelibus tam presentibus quam futuris in perpetuum. Rogati sepe et multum ab abbate et fratribus ecclesie Sancti Martini Tornacensis, ut que a singulis predecessoribus nostris prefato monasterio diversis temporibus collata cognovimus, quadam charta perstringeremus, quam ad posteriorum notitiam mitteremus, eorum petitioni libenter annuimus.

Noverit igitur presens atque ventura generatio, idem monasterium olim destructum, quod post diuturnam vaste solitudinis destitutionem, tandem, Deo miserante, sub felicis memorie Rabodo, sancte Tornacensis sedis antistite, per quendam Aurelianensem clericum nomine Odardum, qui civitatis Tornacensis pollebat in magistrum, sue restaurationis sumpsit exordium. Hic itaque Rabodus episcopus prefato Odardo et fratribus ibi Deo

servituris, in perpetuum liberum tradidit locum monasterii, terrasque quas antiquitus eadem ecclesia possedisse dicebatur de manu Radulfi, Tornacensis advocati, receptas reddidit, et fermentum quantum ad fermentandam fratrum cervisiam posset sufficere, assensu militum qui de eo illud tenebant in feodum, liberaliter tribuit.

Decedente ex hac luce Rabodo, venerabili episcopo, Baldricus successit episcopus; qui gaudens novellam Sancti Martini plantationem ramos suos propensius extendere, et tam interius quam exterius in dies proficere, novum de antiquo monasterium ad altiora promovere studuit, et possessionibus ampliare curavit. Assensu itaque capituli sui, altaria de Templovio, de Splecin, de Samion, de Paschendal, de Haltra, de Ysenghien, de Gudelenghien, de Sarra, de Staimpuch, de Evregnies benigne contulit. Concessit etiam, et scripto confirmavit, ut fratres sepefati monasterii, in parrochia que dicitur Hera duas mansiones construerent, quarum minutas decimas illis in perpetuum remisit; ea tamen conditione ut pro decimis singularum mansionum, duodecim denarios singulis annis persone altaris de Hera persolverent.

Huic successit Lambertus, episcopus; qui precibus Walteri advocati, scilicet avi mei, cum matrem suam monialem in eodem monasterio faceret, quoddam molendinum super fluviolum de Ries, quod ipse de eodem episcopo tenebat in feodo, Sancto Martino collatum confirmavit.

Hujus locum Symon episcopus suscepit, qui ecclesie Sancti Martini altaria de Villebeccha, et de Fivia, de Beverna, et de Ledenghien libera tenere concessit et confirmavit.

Post hunc Anselmus surrexit in episcopum, qui instantia precum Desiderii archidiaconi, qui postea Morinensis ecclesie presul effulsit, Sancto Martino altaria de Cuerna et de Liedda prebuit; molendinum quoque de Fossato, inter urbem, precibus Gossuini advocati, patrui mei, atque parentum nostrorum, libere perpetuo possidendum concessit.

Geraldus episcopus succedens Anselmo, memorate Sancti Martini ecclesie altare de Anulin, cum capella de Alesnes, et altare de Moskeron dedit et confirmavit.

Tempore Walteri, qui Gerardo successit in episcopatum, fratres jamdicte Sancti Martini ecclesie octo pensiones butiri probati et benevalentis, ad pondus castri Brugensis, ab ecclesia Sancti Petri Aldeburgensis annua-

tim sibi solvendas adquisierunt; quas per jamdictum episcopum sibi confirmari fecerunt.

Post excessum Walteri episcopi, Evrardus, patruus meus, cathedram suscepit episcopalem, qui altaria de Zulte, et de Wathines, ad sollemnizandum obitus sui diem anniversarium, sepefato monasterio benigne contulit et confirmavit.

Subtracto ex hac luce nobili viro Evrardo episcopo, locum ministerii hujus adeptus est domnus Stephanus, predecessor noster; cujus tempore monachi, per officiales suos, ab Alardo, domino de Splecin, decimam quam habebat in novalibus allodii sui apud Splecin, sed et decimam de residuo nemoris, quandocumque illud contingat in novalia redigi, dato pretio adquisierunt, et prefati episcopi scripto sibi confirmari fecerunt.

Nostris quoque temporibus Hugo, qui cognominabatur Spiritus, duas partes decime de Hera, que jure hereditario a progenitoribus suis ei provenerat, sepefate Sancti Martini ecclesie in elemosinam dedit. Unde inter canonicos Tornacenses et predictos monachos grandis altercatio exorta est; sed post longam decertationem, utrique in nos compromiserunt, nosque consilio prudentum virorum, reformande pacis gratia, illius doni medietatem canonicis concessimus, et alteram medietatem monachis benigne contulimus, et presenti scripto confirmavimus. Habet quoque sepefata Sancti Martini ecclesia diversas in diversis locis elemosinas, et multas possessiones quas pretio vel elemosina per suos adquisivit officiales. Inter quas tenet fluviolum qui dicitur Ries, prope Tornacum, et cuncta molendina a molendino Thiesselini usque in Scaldum, et ex altera parte Tornaci fluviolum qui vocatur Maira, et super illum duo molendina, et nichilominus in ipsa Civitate duo, quorum unum dicitur Pluviarium et alterum Fossatum; insuper et domos, et redditus aliquos in Civitate, et circa Civitatem terras quas jure possidet hereditario, quasdam earum excolens de monasterii habitatione, alias de mansionibus culture congruis, videlicet de Warnavia, de Dulsiopera, de Longasalice, de Tintegnies, de Froiana, de Marege, de Canfeng, de Ovegnies. Hec igitur omnia cum appenditiis eorum, et cetera que apud Cathegnies, apud Warcong, apud Dotegnies, apud Staimpuch, apud Evregnies, et cuncta que in Flandria, seu in toto episcopio nostro inpresentiarum absque calumpnia Sancti Martini tenet ecclesia, ut quieta, et libera, et inconcussa in eternum possideat, eidem monasterio confirma-

mus, episcopali auctoritate precipientes, quatinus si quis sepefatam Sancti Martini ecclesiam inquietare vel molestare in aliquo horum que descripsimus presumpserit, anathemati subjaceat, donec resipiscens pro arbitrio abbatis satisfecerit. Harum itaque possessionum tenorem approbamus legittimum, quem presenti pagina confirmamus, cui etiam sigilli nostri imaginem appendimus, et ad majorem firmitatem testimonio nostro roborare curavimus.

Signum domni Gossuini, Dei permissione Tornacensis episcopi.

Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo decimo, jam mediante mense augusto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1 ; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 11 ; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 6 [1].

199.

L'abbé de Foigny notifie les conditions de l'accord qu'il a ménagé entre les abbayes de Saint-Martin et de Fervacques, à l'occasion de terres et dîmes à Faty, Wiège et Proisy.

1211.

Ego Gillebertus, dictus abbas Fusniacensis, omnibus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem.

Universitati vestre non incognitum esse volumus, quod querela versabatur inter ecclesiam Beati Martini de Tornaco et ecclesiam Fontissomene, super terris, prosecutionibus et decimis villarum de Fasti, de Wiege et de Proisi, quas jamdicta Sancti Martini ecclesia longo et inconcusso tenore

[1] Cette charte est publiée dans Miraeus, *Opera diplomatica* (édit. Foppens), t. III, p. 377, et dans le Gallia christiana nova, III, Instr., col. 60. Cependant on a cru devoir la rééditer ici, à cause de son importance, et parce que les éditions anciennes laissent à désirer.

possederat, et conversi de Surto eas sibi vendicare volebant. Auctoritate privilegiorum Romanorum, et prosecutionis jure consuetudinario, tandem, Deo miserante, nobisque mediantibus, per compromissionem in nos a partibus factam, pax hoc modo reformata est, quod predicti conversi Tornacensibus monachis fructus auctoritate sua retentos restituerint, et si decetero ab hominibus prescriptarum villarum terras susceperint excolendas, tres partes decime prefatis monachis tenebuntur reddere, quarta parte sibi remanente. De terris autem quas infra terminos supradictarum villarum, quoquomodo sibi acquirere poterunt, ecclesia Sancti Martini medietatem decime habebit, et altera medietas suprascriptis conversis remanebit. Compositionem istam a nobis, non judicio sed discretione, pro bono pacis factam, ratam esse volentes, litterarum apicibus annotari fecimus, quam cyrographi divisione et sigilli nostri appensione munire curavimus; hoc ante omnia providentes, ut pars cyrographi que unicuique ecclesie manebit, sigillo alterius ecclesie roboretur, salva tantum compositione litis preterite signata sigillo ecclesie Fontissomene.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. XI°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 515.

200.

L'abbé de Cornelismunster autorise l'abbaye de Saint-Martin à posséder en toute liberté des terres dans la paroisse de Kain lez-Tournai.

1211.

Ego Florentius, Dei gratia abbas Indensis ecclesie, tam presentibus quam futuris in perpetuum.

Notum facimus tam nostris quam karissimis fratribus Beati Martini Tornacensis ecclesie succedentibus, quod eorum petitioni condescendens, pro caritatis affectu concessi, ut quicquid in villa nostra Kain, prope Tornacum

sita, terre hereditarie, prece sive precio adquirere potuerint, salvis redditibus nostris et consuetudinibus, libere possideant, absque ulla villicorum nostrorum exactionis molestia. Ea vero que ante hanc concessionem primitus tenuerant, firma et absque inquietatione nichilominus teneant. Huic concessioni interfuerunt homines nostri tam clerici quam laici : Amorricus de Acherne, monachus meus, magister Salomon, canonicus de Rosnais, Thomas, miles, frater meus, Franco, miles Aquisgrani, et plures alii.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. undecimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 81; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 35; *Ibidem*, Cartulaire 132, p. 1041.

201.

L'abbé d'Ourscamp autorise le chevalier Gobert de Thourotte et ses hoirs à moudre chaque année trente muids de blé au moulin de Louvet.

1211.

Johannes, abbas Ursicampi, et conventus, omnibus hec visuris in perpetuum.

Notum fieri volumus, quod Gobertus de Thorotha, miles, et heres suus, possunt molere annis singulis triginta modios bladi in proprios usus, absque moliture prebitione, in molendino nostro de Louvet, sine dilatione post bladum illius quem ipsi in molendino molentem invenerint. Unde etiam ne ipsi super hoc molestiam in posterum ab aliquo fratrum nostrorum patiantur, presentes litteras eidem Goberto in testimonium dedimus, sigilli nostri appensione munitas.

Actum anno Domini Verbi incarnati millesimo ducentesimo undecimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 233, copie du XIVe siècle, ajoutée en marge.

202.

Le pape Innocent III charge l'archidiacre, l'écolâtre et l'hospitalier de Tournai, de statuer, après enquête, sur la plainte portée au Saint-Siège par les curés d'Ath et de Bouvignies, qui prétendaient que le comte de Namur, le chapelain d'Ath et d'autres personnes du diocèse de Cambrai, empiétaient sur leurs droits paroissiaux à Ath, à Bouvignies et à Bracquegnies.

Au Latran, 11 avril 1211.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Th[eoderico], archidiacono, magistro scolarum, et hospitalario Tornacensibus, salutem et apostolicam benedictionem.

N[icholaus de Ath] et G[erardus de Bovegnies], presbiteri, nobis significare curarunt, quod capellanus de Ath, comes Namurcensis, et quidam alii Cameracensis diocesis, super jure parrochiali ecclesiarum suarum de Ath, de Brantegnies et de Bovegnies, ac rebus aliis injuriantur eisdem, propter quod fuit ad audientiam nostram appellatum. Ideoque discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus, partibus convocatis, audiatis causam, et appellatione remota, fine debito terminetis, facientes quod decreveritis, per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, per censuram eandem, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur.

Dat. Laterani, III idus aprilis, pontificatus nostri anno x°. IIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 104; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 152.

203.

Arnoul de Quiévrain déclare avoir cédé la moitié de la dîme d'Hacquegnies à l'abbaye de Saint-Martin.

24 juin 1211.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti. amen.

Noverint universi presentem paginam inspecturi, quod ego, Arnulphus de Kevraing[1]. jure hereditario possedi medietatem decime de Hachegnies[2], quam ab eadem ecclesia et duabus privatis personis, Ulbaldo videlicet de Bari, et Stephano, cive Tornacensi, tenebam sub annua pensione dimidii modii annone, tribus scilicet raseriis bladii et tribus avene. Hanc autem decimam, cum omni integritate quam eam possidebam, et cum omnibus accrescentiis suis que provenire possunt de terris pascualibus et nemorosis ad fertilitatem novalium redactis, de liberali assensu Matildis, uxoris mee, et de convenientia eorum quibus canonem prefatum solvere consuevi, ecclesie Sancti Martini Tornacensis. in cujus personatu prefata decima sita est, pro trecentis libris blancorum denariorum jus suum redimenti, per manum magistri Johannis. tunc officialis domini Kameracensis, sano fretus consilio resignavi. Intellexi enim quod laici qui ecclesiarum fructus et ministrorum Dei stipendia percipiunt. judicium sibi manducant et bibunt, eosque dumtaxat licere de altario vivere qui debitam impendunt altario servitutem. Officialis illico resignatam in manu sua decimam, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, per manum domni Johannis abbatis, restituit, jure canonico in perpetuum possidendam. Postmodum, ab eodem officiali uxor mea Matildis interrogata utrum donatio propter nuptias facta fuisset ei in prefata decima, et clam et publice constanter abnegavit, asserens et contestans se potius induxisse maritum ad resignationem hujus decime, quam inductam esse a marito. Et ne cui veniat in dubium ne sepedictam decimam tenuerim in feodum, ego fide prestita promisi ecclesie quod eam

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles dit *Kievrain*.

[2] Le même Cartulaire 122 dit *Hakegnies*.

usque ad legem acquitabo, et etiam si qua cautio intermissa sit que necessaria videatur, eam nichilominus bona fide adiciam et supplebo. Hec omnia nos bona fide observaturos, fide media et juramento sollempniter prestito, ego et uxor mea compromisimus, nec aliquid juris decetero in prefata decima clamaturos, sed guarandiam contra omnes homines prestituros.

Facta est autem hec resignatio Valencenis, in ecclesia Beati Gaugerici, coram testibus ad hoc invocatis : Martino scilicet decano christianitatis, et diocesanis presbiteris : Johanne, Hugone, Willelmo, Gerardo, Nicholao, Jesse, Rainero, Duranno, ibi ad capitulum congregatis, militibus quoque Jacobo de Gage et Egidio de Wasnebecche [1]. Postmodum autem, paucis diebus evolutis, recognitus fuit processus hujus negotii in ecclesia de Hacchegnies, presente et pro ecclesia agente Gossuino, priore Sancti Martini, ibique ego et uxor mea obtulimus eandem decimam super altare per ramum et cespitem, sicut fieri solet de rebus in elemosinam collatis. Juramentum etiam nostrum ibidem renovavimus coram scabinis et hominibus ipsius ville et potestatis.

Testes Walterus, magister scole Tornacensis; Willelmus, capellanus Sancti Thome; Walterus de Hackegnies, Stephanus de Thierrang, presbiteri; Willelmus, miles de Fraxino; Gerardus, major de Hachegnies; Wericus, Hugo, Stephanus, Teobaldus, scabini; Walterus du Pus, Stephanus de Petra, Theodericus Mallez, Johannes de Hainau, Gregorius de Malda, civis Tornacensis.

In hujus rei memoriam presentem paginam conscribi, et sigilli nostri appositione fecimus roborari.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. undecimo, octavo kalendas julii.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé en cire brune, sur lacs de soie rouge [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 94; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 110.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles porte *Wanebeke*.

[2] Cet original est si dégradé qu'on n'a pu l'utiliser que partiellement.

204.

L'official de Cambrai investit l'abbaye de Saint-Martin de la propriété de la moitié de la dîme d'Hacquegnies, qui lui avait été cédée par Arnoul de Quiévrain.

24 juin 1211.

Omnibus Christi fidelibus quibus presentem paginam videre contigerit, Johannes de Tornaco, domini Cameracensis clericus et officialis, in omnium Salvatore salutem.

Ad vestram volo noticiam pervenire, quod Ernulphus de Kevraing, miles, medietatem decime de Hacchegnies, quam ab ejusdem loci ecclesia et duabus privatis personis tenebat sub annua pensione dimidii modii annone, tribus scilicet raseriis bladii et tribus avene, cum omni integritate qua eam possidebat, et cum omnibus accrescentiis suis que provenire possunt de terris pascualibus et nemorosis ad fertilitatem novalium redigendis, de liberali assensu Mathildis, uxoris sue, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, in cujus personatu prefata decima sita est, de trecentis libris blancorum denariorum jus suum redimenti, per manum meam, sano fretus consilio, resignavit, eadem decima ab eodem Ernulpho in manum meam ad opus ejusdem ecclesie reportata. Ego itaque decimam ipsam, loco domini mei qui tunc aberat, predicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis per manum domni Johannis, ejusdem loci abbatis, restitui, jure canonico in perpetuum possidendam. Prius autem a me uxor ejusdem Ernulphi, Matildis, interrogata utrum quicquam juris in eadem decima vel dotis nomine vel alio modo haberet, et publice et privatim respondit quod nichil sibi juris in eadem decima competebat, constanter asserens et contestans se potius induxisse maritum ad resignationem hujus decime, quam inductam a marito fuisse. Et ut nulli veniret in dubium, ne sepedictam decimam idem Ernulphus ab aliquo teneret in feodum, ipse fide prestita promisit ecclesie quod eam usque ad legem acquitabit, et etiam si qua cautio pretermissa fuisset que necessaria ecclesie postmodum videretur, eam nichilominus bona fide adiceret et suppleret. Hec omnia se bona fide observaturos, fide

media et juramento sollempniter prestito, predictus Ernulphus et uxor sua Matildis compromiserunt, nec aliquid juris de cetero in prefata decima clamaturos, sed guarandiam contra omnes homines prestituros.

Facta est autem hec resignatio et cognitio Valencenis, in ecclesia Beati Gaugerici, coram testibus ad hoc invocatis. Martino scilicet decano christianitatis. Johanne de Gommegnies, Hugone de Preus, Willelmo de Waregni, Gerardo de Geuleng, Nicolao de Presiel, Petro, clerico ejusdem loci, Gesse. capellano de Struem, Renero, capellano de Waregni, Duranno de Calceia, Willelmo de Dureng, presbiteris, ibi eo die ad capitulum congregatis, militibus quoque Jacobo de Gage [et] Egidio de Wasnebecche.

In hujus rei memoriam presentem paginam conscribi feci, et sigilli curie Cameracensis appositione roborari.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. undecimo, VIII° kalendas julii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 95; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 111.

205.

Le seigneur d'Ere transfère à l'abbaye de Saint-Martin, sous réserve d'un cens annuel, la terre à Longuesauch qui lui a été vendue par Simon Waubert.

Ere, 9 octobre 1211.

Ego Matheus, dictus de Hera dominus, notum volo fieri omnibus presentium litterarum inspectoribus, quod Symon, filius Nicholai, cui cognomen erat Waubertus, fratribus suis et sorore cum marito in presentia mea constitutis, bono et communi assensu eorum, vendidit ecclesie Beati Martini de Tornaco sex quartarios et dimidium quartarium terre, paulo plus minusve, jacentis juxta viam ad Spinam, prope Longamsalicem, quam de me tenebat in feodo. Hanc autem venditionem, rogatus sepe et multum ab eodem Simone, libenter annui, prius tamen servitio quod mihi et heredibus meis debebat super residuum terre sue coram comparibus suis assi-

gnato. Cum vero predictam terram, multis astantibus sine contradictione in manus meas resignasset, statim eam reddidi in elemosinam predicte Sancti Martini ecclesie, per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, ita tamen quod eadem ecclesia, ut liberius et securius eam teneat, tres denarios Tornacensis monete annis singulis ad festum sancti Remigii mihi et heredibus meis censuali more persolvat, sicque quittam et sine exactione eam perpetuo possideat. Et si quis exinde adversus eam questionem moverit, nulli coram nobis respondeat, sed tamquam de elemosina a nobis sibi liberaliter indulta, christianitatis judex ei justiciam teneat. Factum est hoc interrogatis comparibus Symonis, ipsis donum approbantibus, venditionemque legitime factam acclamantibus. Postea iidem Symon et fratres sui, una cum sorore sua et marito suo, in audientia et sub testimonio omnium qui aderant, interposita fide corporali se in terra illa nichil amplius clamaturos spopunderunt, meque et filium meum Matheum hujus sponsionis testes et contra calumpnias, si forte merserint, adjutores ac defensores constituerunt. Igitur, quod in presentia mea gestum est, ne ab aliquo in posterum immutari queat, aut in irritum revocari, litterarum apicibus annotari feci, quas sigilli mei appositione munivi, et testium subscriptione roboravi.

Testes Matheus junior et cetera.

Actum apud Heram, anno Dominice incarnationis M°. CC°. undecimo, die festo sancti Dionisii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 27; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 83

206.

L'abbé de Grammont transfère à l'abbaye de Saint-Martin la portion de dîme à Flobecq que le chevalier Theodericus del Bruech lui avait donnée.

29 novembre 1211.

Walterus, Dei gratia Geromontensis dictus abbas, omnibus Christi fidelibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in vero salutari.

Universitati vestre non incognitum esse volumus, quod per litteras sigillo munitas ab Amolrico, officiali domini Kameracensis, in mandatis accepimus ut de terris quas Theodericus, miles del Bruech, possidebat in parrochia de Florberch [1], cultis scilicet et incultis, totam partem decime quam per hominium de Sygero del Ghieron tenebat in feodum, prius ab ipso Theoderico prefato Sygero redditam, dehinc ab eodem Sycero in manus nostras libere resignatam, loco sui eam ecclesie Beati Martini Tornacensis redderemus; et factum est ita. Ipsis enim in presentia nostra constitutis, Theodericus, assensu filiorum suorum, Henrici presbiteri et Danielis militis, necnon et Sygeri, generi sui, hanc de qua loquimur decimam in manus domini sui Syceri del Gieron reportavit, quam incontinenti idem Sycerus titulo elemosine in manus nostras liberam resignavit, eamque sicut nobis fuerat jussum, ecclesie Sancti Martini Tornacensis per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, liberam reddidimus. Postea idem Sygerus, una cum Theoderico et filiis ejus, interposita fide corporali super sanctorum reliquias juraverunt se in decima illa nichil amplius clamaturos, sed contra calumpniatores, si forte adversus ecclesiam emerserint, pro viribus defensuros. Abbates etiam Hugonem Lessiensem, et Sygerum Eihamensem, per litteras eorum imaginibus signatas, quas oculis nostris vidimus, quicquid juris habebant vel habere poterant in decimis terrarum quas idem Theodericus in predicta parrochia tenebat de eis, jamdicte Sancti Martini ecclesie benigne concessisse cognovimus. Igitur, quod vidimus et audivimus ne oblivione depereat, pro bono pacis litteris patentibus annotari fecimus, quas sigilli nostri impressione munivimus, et testium subscriptione roboravimus.

Testes : Brunellus, miles, Balduinus de le Hamaide, Gerardus et Arnulphus, fratres Aneken (?).

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. undecimo, tercio kalendas decembris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 31; original jadis scellé sur double queue de parchemin [2]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 102; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 163.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles dit *Flobierc*.

[2] Cet original, vu son état de dégradation, n'a pu être utilisé.

207.

L'évêque de Noyon concède au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte la dîme des parties nouvellement défrichées du bois de Saint-Amand.

Décembre 1211.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. XI°., mense decembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 278 [1].

208.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte donne au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte dix sous parisis, à prendre chaque année sur son cens de Machemont.

1212.

Actum anno gratie M°. CC°. XII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 247 [2].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 202.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *loc. cit.*, p. 202.

209.

L'abbé de Cysoing autorise l'abbaye de Saint-Martin, moyennant paiement par elle d'un cens annuel, à jouir librement des deux bonniers de terre à Dottignies qui lui venaient d'une religieuse nommée Sara.

1212.

In nomine Domini, ego Segardus, ecclesie Cysoniensis dictus abbas, et ejusdem loci conventus, notum fieri volumus universis presentes litteras inspecturis, quod duo bonaria terre paulo plus minusve, per frusta in parrochia de Dotegnies jacentia, que nostri juris erant, et ex parte Sare sanctimonialis ad ecclesiam Beati Martini Tornacensis provenerant, bono et communi assensu, fratribus ejusdem ecclesie tenere, ac perpetuo possidere concessimus, hac interposita conditione, quod pro eadem terra predicte Sancti Martini ecclesie fratres annuatim nobis more censuali persolvant quatuordecim solidos Torn. monete, septem scilicet solidos ad Natale Domini duosque capones, et alios septem solidos ad Pascha, et in ordinatione abbatis duplicatum censum quatuordecim solidorum. Quod ut ratum habeatur, et ne ab aliquo possit in irritum revocari, litterarum apicibus annotari fecimus, quas sigillorum nostrorum appositione munire curavimus, et testium subscriptione roboravimus.

Testes : Nicolaus, prior; Gommarus, Jacobus, Johannes, presbiteri; Johannes, Christoforus, Alardus, Walterus, diaconi; Johannes, Hubertus, Nicolaus, subdiaconi; Gossuinus, Ludovicus, scolares pueri.

Actum anno gratie M°. CC°. duodecimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original sur parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 55; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 224.

[1] Il n'est plus possible aujourd'hui d'utiliser cet original.

210.

L'official de Cambrai constate la transmission d'une part de la dîme de Maulde à l'abbaye de Saint-Martin, faite par le chevalier Gontier de Maulde, qui la tenait en fief du seigneur de Wattripont.

Cambrai, 1212.

Universis Christi fidelibus quibus presentem cartulam videre vel audire contigerit, R[obertus] dictus Capellanus, canonicus Cameracensis, et domini episcopi officialis, salutem in vero salutari.

Universitati vestre notum volumus esse, quod miles quidam de Malda, Gonterus nomine, duas partes decime septem mansorum terre et eo amplius, que continentur infra terminos parrochie de Malda, ad ecclesiam Beati Martini Tornacensis pertinentis, cum omni integritate qua eam tenebat de viro nobili Ostone, domino de Waudripont, tam in terris propriis quam in alienis, cum proventibus que provenire possunt de terris pascualibus et nemorosis, una cum uxore sua Oda, libere et absolute resignavit, et ad opus memorate Sancti Martini ecclesie in manus prefati nobilis viri Ostonis, tanquam feodi illius domini, reportavit. Qui super hoc habito parium predicti Gonteri militis judicio, predicte decime tam dicto G[ontero] militi et uxori sue O[de] possessionem omnino abjudicavit, et coram Willelmo, decano christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, ad hoc specialiter a domino Cameracensi episcopo misso, pro remedio anime sue et antecessorum suorum redditam libere tradidit, et per manum Gossuini, sepedicte ecclesie prioris, nomine elemosine tradidit habendam ac perpetuo libere possidendam, ecclesie memorate. Ne vero super collatione predicte elemosine in posterum ab aliquo reclamante gravari possit ecclesia prenotata, sicut in autentico prefati viri nobilis O[stonis] super hoc tradito plenius continetur, ratam et firmam habentes, eam sicut facta est domini Cameracensis auctoritate confirmamus, et sigilli sedis Cameracensis appensione communimus.

Actum Cameraci, in ecclesia Beate Virginis, anno Dominice incarnationes M°. CC°. X°. II°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 93; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 56; *Ibidem,* Cartulaire 125, p. 12.

211.

L'official de Cambrai ratifie, au nom de l'évêque de Cambrai, la cession de plusieurs dîmes à Quarte et à Maulde, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Jean de Quarte et Segard le Gris.

Cambrai, 1212.

In nomine Domini. Omnibus Christi fidelibus quibus presentem cartulam videre vel audire contigerit, Robertus dictus Capellanus, canonicus Cameracensis et domini episcopi officialis, in Domino salutem.

Ad omnium vestrum noticiam volumus pervenire, quod sicut continebatur in auctenticis scriptis que vidimus, Johannes de Quarta ab Egidio, domino de Cin et de Buzegnies, per hominium tenebat in feodo duas partes decime de omnibus terris suis cultis et incultis, in novalia redigendis, que continentur infra terminos parrochie de Quarta. Itemque Segardus li Gris de Gossuino del Ploich tenebat in feodo duas nichilominus partes decime triginta bonariorum terre, paulo plus minusve, jacentis in parrochia de Malda. Has itaque decimas in personatu ecclesie Beati Martini de Tornaco sitas, predicti Segardus et Johannes constituti in presentia Stephani, decani Sancti Brictii in Tornaco, assentientibus conjugibus suis, Ida et Johanna, et filiis suis Ernulpho et Egidio, sub testimonio parium suorum, cum omni integritate qua eas possidebant, libere resignatas in manibus dominorum suorum reportaverunt, quas ab eisdem dominis, Egidio videlicet et Gossuino, idem Stephanus nostra auctoritate, a magistro Michaele, canonico et clerico domini Cameracensis, ad hoc missus, a prefatis dominis, Egidio

videlicet et Gossuino, loco episcopi recepit, unaque cum ipsis eas prefate Sancti Martini ecclesie per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, titulo elemosine tradidit habendas ac perpetuo libere possidendas. Nos vero collationem predicte elemosine ne in posterum ab aliquo reclamante predicta gravari possit ecclesia, sicut in auctenticis prefati viri nobilis Egidii, domini de Cin, et Stephani, decani christianitatis, super hoc traditis plenius continetur, ratam et firmam habentes eam sicut facta est, domini Cameracensis auctoritate confirmamus, et sigilli sedis Cameracensis appensione communimus.

Actum Cameraci, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 88; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 58; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 18.

212.

Le seigneur de Chin et de Busignies approuve la cession de la part de dime à Quarte, faite par Jean de Quarte qui la tenait de lui en fief, à l'abbaye de Saint-Martin.

Chin, 1212.

Egidius, Dei patientia dominus de Cin et de Buzegnies, omnibus Christi fidelibus quibus hec videre vel audire contigerit, salutem in eo qui est omnium salus.

Universitati vestre notum volo fieri, quod Johannes de Quarta de me per hominium tenebat in feodum duas partes decime omnium terrarum suarum, que continentur infra terminos parrochie de Quarta, ad ecclesiam Beati Martini de Tornaco pertinentis. Hanc autem decimam cum omni integritate qua eam possidebat, tam in terris propriis quam in alienis, et cum omnibus accrescentiis suis que provenire possunt de terris pascualibus

et nemorosis ad fertilitatem novalium redigendis, una cum uxore sua Johanna, et filio suo Egidio, in manus meas libere resignavit, et ad opus predicte Sancti Martini ecclesie in cujus personatu sita est, reportavit. Prefata quoque uxor Johannis per advocatum que, me jubente, accepit, Ulbaudum scilicet militem de Bullemont, in audientia plurimorum, omnibus que habebat in decima vel habere poterat sua sponte abrenuntiavit, asserens et contestans se potius induxisse maritum ad resignationem hujus decime, quam inductam fuisse a marito. Cumque super hoc ab hominibus meis requisissem judicium, et a suis comparibus, Hugone scilicet de Felines, et Willelmo de Crumberie, Hugone de Holai, Terrico de Germegni, Aghoberto de le Locherie, Gerardo de Gyzegnies, Gontero de Pomerio, possessio eis abjudicata fuisset, ego pro remedio anime mee et antecessorum meorum, eandem decimam prius a me, loco episcopi, Stephano, decano christianitatis, redditam, una cum ipso eam jamdicte Sancti Martini ecclesie per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, nomine elemosine tradidi habendam, ac perpetuo libere possidendam. Promisit etiam ipse Johannes quod decimam ecclesie acquittaret, et si qua cautio pretermissa fuisset que necessaria ecclesie postmodum videretur, bona fide adiceret ac suppleret. Quo facto ad interrogationem meam ter confitentes se nichil juris habere in decima, interpositis fide et sacramentis promiserunt se hec omnia bona fide servaturos, et quod ecclesiam super hac donatione non molestabunt in posterum, nec calumpniam ullam inferent aut gravamen. Hujus conventionis sepedicti Johannes et Johanna, et filius eorum Egidius, me testem ac ecclesie defensorem constituerunt, hac conditione interposita, quod si quis eam facere vellet irritam, ad omnia que de me tenent in feodo manum apponerem usque ad plenam emendationem. Horum omnium cognitio facta est in domo mea apud Cin. Postmodum recognitum est in nemore meo de Buillemont, coram hominibus meis factum approbantibus, et elemosinam legittime factam acclamantibus. Ad preces igitur partis utriusque, quod in mea gestum est presentia scripto mandari feci, quod sigilli mei appensione munivi, et testium subscriptione roboravi.

Testes : Nicholaus, custos Antoniensis, et plures alii.

Ego Stephanus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, hiis omnibus interfui, et rem sic se habere contestans, presentem paginam sigilli mei appenditione munivi.

Actum apud Cin, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. X°. II°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 87; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 14.

213.

Le seigneur de Wattripont transfère à l'abbaye de Saint-Martin la part de dîme à Maulde qui lui avait été cédée par le chevalier Gontier de Maulde.

Wattripont, 1212.

In nomine Domini, Osto, Dei patientia dominus de Wadripont [1], omnibus qui hec viderint vel audierint. in Domino salutem.

Notum vobis facio, quod miles quidam de Malda, Gonterus nomine, de me tenebat in feodo duas partes decime septem mansorum terre et eo amplius, que continetur infra terminos parrochie de Malda, ad ecclesiam Beati Martini de Tornaco pertinentis, quam cum omni integritate qua eam de me tenebat, tam in terris propriis quam in alienis, et cum omnibus accrescentiis suis que provenire possunt de terris pascualibus et nemorosis ad fertilitatem novalium redigendis, una cum uxore sua Oda libere et absolute resignavit, et ad opus predicte Sancti Martini ecclesie in manus meas reportavit. Cumque super hoc requisissem judicium, et prius a paribus suis, scilicet Waltero le Descovert, et Gossuino del Ploic, et postea a Matheo de Popiola, et Matheo de Velaine, et Waltero del Kaisnoit, simul cum ipsis possessio eis abjudicata fuisset, ego pro remedio animarum antecessorum meorum, et mea meorumque salute, eandem decimam prius a me loco episcopi Willelmo. decano christianitatis, redditam, una cum ipso eam jamdicte Sancti Martini ecclesie, per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, nomine elemosine tradidi habendam ac perpetuo libere possidendam. Pre-

[1] Les Cartulaires 122 et 125 de Bruxelles écrivent *Waudripont.*

dicta quoque uxor Gonteri, cum per advocatum suum Gerardum, militem de Morinpret, doti quam per vadium in medietate illius decime habere dicebatur, sponte sua renunciasset, isdem Gonterus assignavit ei portionem equevalentem in residua parte feodi qui spectat ad ipsum, de qua eam, tanquam dominus feodi, coram paribus suis investivi. Volens etiam ipse Gonterus indempnitati ecclesie in posterum providere, assignavit eam per me ad tria bonaria terre jacentis ad Ledesfliere [1], et ad omnia terragia que habebat in parrochia de Malda, tenenda sine contradictione, coad uxor sua vixerit, si forte super dotalicio suo ecclesiam inquietare voluerit. Promisit etiam quod decimam ecclesie usque ad legem acquitaret, et si qua cautio pretermissa fuisset que necessaria ecclesie in posterum videretur, bona fide adiceret ac suppleret. Quo facto ad interrogationem meam ter confitentes se nil juris habere in decima, interpositis fide et sacramentis, promiserunt se super hoc ecclesiam decetero non molestaturos, sed guarandiam contra omnes prestituros. Hujus pactionis tenende, G[onterus] et O[da] me testem ac ecclesie defensorem constituerunt, hac conditione quod si eam alter eorum fecerit irritam, ad ea que de me tenent in feodo manum apponam usque ad plenam emendationem. Horum omnium recognitio me jubente facta est Tornaci, coram suprascriptis hominibus meis ipsis factum approbantibus, et elemosinam legittime factam acclamantibus. Ad preces igitur partis utriusque, quod in mea gestum est presentia scripto mandari feci, quod sigilli mei appositione munivi et testium subnotatione roboravi.

Testes : Nicholaus de Wadripont et Nicolaus, presbiteri, Gonterus clericus, Hugo de Holai, Thomas de Rassoncamp, et plures alii.

Ego Willelmus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, hiis omnibus interfui, et rem sic se habere contestans, huic cartule, pro bono pacis, sigillum meum apposui.

Actum apud Wadripont, et recognitum Tornaci, anno gratie M°. CC°. X°. II°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 93; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 59; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 20.

[1] Les Cartulaires 122 et 125 de Bruxelles portent *à le Defflière*.

214.

Le doyen de chrétienté de Saint-Brice à Tournai transfère à l'abbaye de Saint-Martin la possession des dîmes que lui avaient cédées, à Quarte et à Maulde, Jean de Quarte et Segard le Gris.

1212.

In nomine Domini, ego Stephanus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, notum volo fieri universis presentes litteras inspecturis, quod per litteras sigillo munitas, a magistro Michaele, canonico Cameracensi, in mandatis accepi quatinus duas partes decime de terris omnibus cultis et incultis in novalia redigendis, quas Johannes de Quarta ab Egidio, domino de Chin et de Busegnies, per hominium tenebat in feodo, que continentur infra terminos parrochie de Quarta, itemque duas partes decime xxx[a] bonariorum terre paulo plus minusve, jacentis in parrochia de Malda, quas Segardus li Gris de Gossuino del Ploic tenebat in feodo, prius ab ipsis libere et absolute resignatas, et ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco in cujus personatu site sunt decime, in manibus dominorum suorum sub legitimo testimonio reportatas, ego quoque ab eisdem dominis suis, loco domini Cameracensis, reciperem, et auctoritate officialium ipsius eidem ecclesie conferrem; et factum est ita. Predicti namque Johannes et Segardus in presentia mea constituti, assentientibus conjugibus suis et filiis, sub testimonio parium suorum, utramque decimam in manibus dominorum suorum reportaverunt, quam, ut premissum est, ab eisdem dominis, Egidio videlicet et Gossuino, loco episcopi recepi, unaque cum ipsis utramque decimam prefate Sancti Martini ecclesie per manum Gossuini, ejusdem loci prioris, titulo elemosine tradidi habendam ac perpetuo libere possidendam. Ad interrogationem quoque dominorum suorum, Johannes et Segardus ter confitentes se in decimis illis nil juris habere, promiserunt interpositis fide et sacramentis se in eis nichil amplius clamaturos, sed contra calumpniatores pro viribus defensuros, inde tradentes memoratos dominos suos testes ac defensores. Igitur quod in mea gestum est presentia ne oblivione

depereat, litterarum apicibus annotari feci, quas sigilli mei impressione munivi, et testium subscriptione roboravi.

Testes : Gonterus, presbiter de Maubrai, Leonius canonicus, et plures alii.

Actum anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 60; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 25.

215.

L'écolâtre et l'hospitalier de Tournai, délégués par le Saint-Siège pour trancher le différend survenu entre les prêtres d'Ath et de Bouvignies, d'une part, et le chapelain d'Ath, d'autre part, à l'occasion des droits paroissiaux à percevoir à Ath, à Bracquegnies et à Bouvignies, décident en faveur des prêtres et contre le chapelain.

Tournai, mai 1212.

Magister Walterus, scolasticus, et Walterus, hospitalarius, canonici Tornacenses, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod Nicholaus de Ath et Gerardus de Bovegnies, sacerdotes, litteras apostolicas reportarunt ad Th[eodericum], archidiaconum Tornacensem, et nos, in hunc modum :

(*Suit le texte de la bulle d'Innocent III, datée du Latran le 11 avril 1211, publiée ci-dessus n° 202*).

Domino ergo Th[eoderico], archidiacono Tornacensi, collega nostro, se ad totam causam et generaliter et specialiter excusante, vocatus ad nostram presentiam capellanus de Ath, et conventus, a prefatis sacerdotibus super oblationibus in capella domini comitis de Ath ad manum suam venientibus, post multas altercationes, litem contestatus, tandem respondit quod oblationes predictas de jure suo percipiebat, duplici scilicet ratione, quarum prima erat quod comes Hainoie in omnibus capellis suis id juris ex antiqua consuetudine sibi vendicabat ; sed huic exceptioni non institit, nec

eam aliquibus privilegiis vel testibus comprobavit. Secundo ad commodum cause pretendit auctoritatem rei judicate, ad quod probandum testes clericos et laicos introduxit. Auditis igitur adtestationibus et publicatis, et die assignata ad dicendum in testes et in testimonia, prefatus capellanus quasdam causas appellationis confinxit, quas frivolas reputavimus et inanes. Ipso itaque contumaciter recedente, vocavimus eum ad judicium tercio edicto, et ad convincendam omnem maliciam quarto et quinto. Sed cum eum sua contumacia faceret haberi, pro presenti, et inspectis adtestationibus liqueret nobis de meritis cause et ipsum capellanum in probatione sue intensionis defecisse, de consilio bonorum virorum, adjudicavimus dictis sacerdotibus omnes oblationes que fiunt in capella de Ath, utpote ad jus parrochiale pertinentes, eo videlicet quod sepedicta capella intra limites illius partis quam pro indiviso possident sacerdotes de Ath et de Bovegnies, noscitur contineri. In hujus rei testimonium presentem paginam conscribi, et sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. X°. II°., mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 104; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 152.

216.

L'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai concède à l'abbaye de Saint-Martin, en présence des échevins de Tournai, et moyennant une rente annuelle de quatorze livres de Flandre, tout ce qu'elle possédait sur le ruisseau de Ries, moulins, masures, etc.

9 mai 1212.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo duodecimo, indictione quarta decima, septimo idus maii.

Tournai, Archives communales, Fonds des chirographes de la Cité, layette 1; chirographe original sur parchemin [1].

[1] Cet original est très mal conservé; mais M. le chanoine Vos, au tome XII des *Mémoires de la Société historique de Tournai*, p. 150, a donné une édition de la présente charte d'après un cartulaire de Saint-Nicolas-des-Prés, appelé le *Rouge livre*, dont l'emplacement actuel nous est inconnu.

217.

L'abbé de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai déclare que son monastère a cédé à l'abbaye de Saint-Martin, moyennant paiement d'une rente annuelle, tous ses droits sur le ruisseau de Ries, avec les moulins et leurs dépendances.

9 mai 1212.

In nomine sancte et individue trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Hugo, Dei permissione abbas ecclesie Sancti Nicholai de Pratis juxta Tornacum, et ejusdem loci conventus, significamus presentibus et futuris presentem paginam inspecturis, quod abbas et monachi Sancti Martini Tornacensis legitime acquisierunt a nobis quicquid habebamus vel habere videbamur in rivo de Ries, tam in molendinis quam in masuris ipsis adherentibus, et ceteris rebus omnibus ad jus molendinorum pertinentibus, ita ut nullum eis in posterum in hac parte obsit privilegium, vel aliud instrumentum super eisdem possessionibus hactenus nobis indultum. Pro hac autem acquisitione obligaverunt nobis se et sua dicti abbas et monachi, ad annuam pensionem quatuordecim librarum Flandrensis monete, jure perpetuo, coram venerabili domino Gossuino, Tornacensi episcopo, et coram magistris Waltero de Marvis, Roberto de Hunencort, Hugone de Attrebato, Waltero, hospitalario, Waltero de Stades, canonicis Tornacensibus. Nos quoque similiter coram memoratis episcopo et canonicis, remota ingenii pravitate, werpivimus eisdem monachis et perpetuo possidenda contulimus, quecunque ad jus nostrum hactenus pertinuerant in rivo de Ries, ac molendinis et in omnibus eorum pertinentiis. Postmodum vero ad majorem firmitatem, pars utraque hec omnia recognovit coram scabinis Tornacensibus, videlicet Gerardo Crokin, Waltero Sotie, Balduino de Bevre, Willermo le Capuzeur, Gerulfo de Sancto Petro, coram quibus etiam additum est quod sicut in toto rivo de Ries, et molendinis, et omnibus eorum appenditiis, a molendino Mathei, domini de Era, usque in Scaldum, salva pensione nichil ulterius possumus exigere; ita nichil in ipso rivo ulterius a nobis exigi potest, nec in possessionibus ad ipsa molen-

dina pertinentibus. Porro dicta pensio statutis terminis solvetur nobis hoc modo : in die sancti Remigii solventur censuali more solidi quinque; infra octo dies Natalis Domini centum solidi; infra ebdomadam qua cantatur Misericordia Domini centum eque solidi; infra octabas sancti Johannis Baptiste nichilominus septuaginta quinque solidi. Nos igitur super hiis omnibus dictis monachis sufficienter cavere, sed et nobis caveri volentes, illorum super hac pactione scripta recipere, et nostra illis conferre curavimus, quatinus et illi per nostra, et nos per illorum instrumenta, subscriptionibus et sigillis utraque ut decuit communita, debita securitate perpetuis temporibus utrique gaudeamus.

Signum abbatis Hugonis et aliorum.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. duodecimo, indictione quartadecima, septimo idus maii.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1 ; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur lacs de soie jaune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 20; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 37.

218.

L'abbé de Saint-Martin déclare que son monastère a acquis de l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, moyennant paiement d'une rente annuelle, tout ce que cette abbaye possédait sur le ruisseau de Ries, moulins, masures, etc.

9 mai 1212.

Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo duodecimo, indictione quarta decima, septimo idus maii.

Le Rouge livre, cartulaire de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, dont le lieu actuel de gisement n'est pas connu, folio 17a [2].

[1] Il n'a pas été possible d'utiliser complètement cet original, qui est extrêmement délabré.

[2] Cette charte est la contre-partie exacte de celle qui est publiée ci-devant sous le numéro 217. Au tome XII des *Mémoires de la Société historique de Tournai*, M. le chanoine Vos l'a éditée (p. 148) d'après le *Rouge livre*, cartulaire de l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés.

219.

L'évêque de Tournai ratifie la cession faite par l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai à l'abbaye de Saint-Martin, des moulins, masures, etc., qu'elle possédait sur le ruisseau de Ries.

Juillet 1212.

Actum Tornaci, anno gratie millesimo ducentesimo duodecimo, mense julio, consecrationis nostre anno nono.

Le Rouge livre, cartulaire de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, dont le lieu actuel de gisement est inconnu, folio 18[a] [1].

220.

Evrard Raddo, seigneur de Mortagne et châtelain de Tournai, investit les moines de Saint-Martin de la propriété des quatre bonniers de terre que le seigneur d'Ere leur avait vendus à Longuesauch.

Tournai, 1213.

Actum Tornaci, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 27; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 82 [2].

[1] Dans le tome XII des *Mémoires de la Société historique de Tournai,* p. 154, M. le chanoine Vos a publié la charte d'après le *Rouge livre.*

[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai,* par A. d'Herbomez, t. II, p. 47.

221.

Le seigneur d'Ere vend à l'abbaye de Saint-Martin une terre à Wissempierre, et confirme les donations qui ont été faites à la même abbaye par son père et par Rasso de Haudion.

Tournai, 1213.

Ego Matheus, Mathei et Agnetis filius, et dominus de Hera, notum volo fieri omnibus litterarum istarum inspectoribus, quod cum crucesignatus contra inimicos christiane fidei ire disponerem, terram que de matris hereditate mihi provenerat, scilicet modice minus de quinque bonariis in duobus frustis jacentibus, uno ad Milonis pirum, et altero ad viculum de Dulsiopera, venalem exposui, quam fratres ecclesie Beati Martini Tornacensis videntes intra terminos suos jacentem, et ideo sibi magis utilem, datis mihi centum et quatuor libris blancorum, jure perpetuo possidendam sibi acquisierunt. Hanc autem terram voluntate et assensu Agnetis, matris mee, et Usilie, uxoris mee, ad majorem ecclesie firmitatem in elemosinam contuli, unaque cum ipsis per ramum et cespitem super altare Sancti Martini posui, ibique coram altari, interpositis fide et sacramentis, promisimus nos in terra illa nichil amplius clamaturos, sed contra calumpniatores pro viribus defensuros.

Rasso quoque de Haudiun, annuente me, ibidem dedit eis in elemosina modicum terre jacentis prope murum de Longasalice, quam quia de me tenebat in feodo prius resignavit, et coram paribus suis, hominibus meis, ad opus ecclesie in manus meas reportavit, quam titulo elemosine eidem contuli ecclesie.

Prenominatas itaque possessiones, ut firmius teneant monachi, de me receperunt ad censum sex denariorum Tornacensis monete annuatim in festo sancti Remigii mihi et heredibus meis solvendorum, justicia mea in predictis terris mihi retenta. Huic facto interfuerunt scabini de Hera, scilicet Osto, Terricus, Symon et Sigerus.

Preterea pater meus cum adhuc viveret, voluntate et assensu matris mee,

meque concedente, nomine elemosine contulit prefate ecclesie modice minus duobus bonariis terre jacentis prope Tornacum, loco qui dicitur Walteruli fossatum, Nicholao, presbitero de Hera, et scabinis Tornacensibus presentibus, scilicet Gerardo Crokin, et Gerulfo de Sancto Petro, tanquam scabinis vocatis in testimonium. Igitur ne super hiis in posterum a me vel a successoribus meis prefata gravetur ecclesia, rei veritatem cunctis aperiens, et ratam volens haberi, litterarum apicibus annotari feci, quas sigilli mei munimine et testium qui interfuerunt subscriptione roboravi. Testes, etc.

Actum Tornaci, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. tertio decimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 26; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 80.

222.

Le doyen de chrétienté de Saint-Brice à Tournai, au nom de l'évêque de Cambrai, investit l'abbaye de Saint-Martin de la dîme à Quarte qui lui avait été cédee par Jacques de Brugeletes.

Tournai, 28 avril 1213.

Ego Stephanus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, notum volo fieri omnibus litterarum istarum inspectoribus, quod sicut multorum, tam clericorum quam laicorum, veridica relatione didici, Jacobus de Brugeletes, ad preces et instantiam Alisdis, uxoris sue, libere resignavit tres quartarios, paulo plus minusve, terre arabilis, totamque decimam quam habebat vel habere poterat de terris cultis et incultis in novalia redigendis, in parrochia et in territorio de Quarta jacentibus, et ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco, in cujus personatu decima sita est, in manus Gosselli del Kesnoit a quo tenebat in feodo, coram paribus suis reportavit, ibique fidejussores dedit de centum libris blancorum ecclesie reddendis Theodericum de Anvaing, Balduinum de Membrenghem, et prefatum Gossellum

del Kesnoit. quem etiam ad residuum feodi, tanquam dominum, usque ad plenam denariorum solutionem tenendum assignavit. si forte. quod absit! predicta Alisdis super dotalicio suo ecclesiam inquietare voluerit. Cumque ad trinam ipsius Gosselli interrogationem a paribus Jacobi. Theoderico scilicet de Anvaing, Alulpho de Timogies, Willelmo Capiel, Sicero del Maresch, Theoderico de Pesch. Gossello del Kesnoit, Gossuino de Wiheries, possessio ei abjudicata fuisset, isdem Gossellus. ut est consuetudinis, eam per ramum et cespitem super altare, titulo elemosine posuit, Jacobo et Alisde, cum Balduino de Meurenghem quem advocatum acceperat, manum apponentibus, et interpositis fide et sacramentis in istis se nichil amplius clamaturos promittentibus. Cum autem a magistro Amolrico, officiali domini Cameracensis, ad perquirendum missus fuissem, isdem Gossellus coram Adam, cantore. et Godefrido de Oezi, canonico Cameracensi, asserens et contestans rem sic se habere. eandem decimam loco episcopi in manus meas resignavit. quam per manum Gossuini, prioris memorate Sancti Martini ecclesie, reddidi jure perpetuo possidendam. Cumque eidem Gossello dicerem me velle parium Jacobi super hoc audire testimonium. ipso die rediit cum duobus, Gossello videlicet del Kesnoit et Gossuino de Wiheries, se cum aliis suprascriptis paribus donationi interfuisse. et omnes factum approbasse profitentibus. In hujus rei memoriam, presentem paginam sigilli mei appositione munivi, et testium subscriptione roboravi.

Testes : Ysaac de Sancto Brictio, et Nicholaus de Fraxino, presbiteri; Letbertus et Symon de Sancto Amando, clerici; Ulbaldus de Buillemont, miles, et plures alii.

Actum Tornaci. apud Sanctum Brictium, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XIII°.. IIII kalendas maii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 88; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 61; *Ibidem,* Cartulaire 125, p. 25.

223.

L'écolâtre et l'hospitalier de Tournai, qui ont alloué, contrairement aux prétentions du chapelain d'Ath, les offrandes faites en la chapelle du comte à Ath, aux curés d'Ath et de Bracquegnies, déclarent que ledit chapelain s'est engagé à respecter leur sentence.

Avril 1213.

Magister W[alterus], scolasticus, et W[alterus], hospitalarius, canonici Tornacenses, omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem.

Noverint universi, quod pro presbiteris de Hat [1] et de Brantegnies, super oblationibus in capella comitis de Hat provenientibus, contra capellanum, auctoritate apostolica, tulimus sententiam, et scripto sigillis nostris munito commendavimus. Tandem capellanus sententie se pariturum promisit, et predictis presbiteris sacramentum fidelitatis in nostra fecit presentia super eisdem oblationibus.

Datum anno Domini M°. CC°. X°. III°., mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 105; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 153.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles écrit *Ath*.

224.

Le prévôt, le doyen, et tout le chapitre de Notre-Dame de Cambrai approuvent un échange de terres à Mainvault, fait entre le chevalier Nicolas de Mainvault et l'abbaye de Saint-Martin.

Juin 1213.

Daniel, prepositus, Adam, decanus, totumque Beate Marie Cameracensis ecclesie capitulum, omnibus presentem paginam inspecturis, in Domino salutem.

Presentium attestatione universitati vestre notum facimus, quod cum Nicholaus, miles de Mainvualt [1], in eadem villa de nobis teneret sex bonaria terre censualis, de assensu nostro commutavit cum ecclesia Beati Martini de Tornaco, pro totidem bonariis terre que libera erat, tali conditione quod terra nostra que censualis fuerat, dicte ecclesie libera redderetur; terra vero que fuerat libera, fieret nobis censualis. Cui commutationi Alexandra, dicti militis uxor, et filius ejus Nicholaus, benignum prebuerunt assensum, interpositis fide et sacramentis, se dictam commutationem fideliter servaturos. In cujus facti testimonium presentem paginam conscribi fecimus, sigilli nostri karactere roboratam.

Actum anno Domini M°. CC°. X°. III°., mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 107; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 115.

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles écrit *Mainwaut.*

225.

L'abbé de Saint-Pierre de Gand déclare avoir cédé à l'abbaye de Saint-Martin, moyennant restitution du prix d'achat, la dîme que son monastère avait acquise à Lierde-Saint-Martin.

Novembre 1213.

Theodericus, Dei permissione abbas Sancti Petri Gandensis, omnibus tam presentibus quam futuris presentis pagine inspectoribus salutem in Domino.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum nos emissemus ad opus elemosine nostre quandam decimam, circiter de sexaginta et sex bonariis terre, in parrochia de Lierde Sancti Martini jacentem, ecclesia Sancti Martini Tornacensis, ad cujus patronatum dicta decima pertinere dinoscitur, cum jam illam per multos annos possedissemus, nos super eadem decima impetebat. Nos autem intelligentes dictam Beati Martini ecclesiam justam causam habere erga nos in hac parte, totam prefatam decimam, sicut eam possidebamus, per manum domni Balduini, tunc ecclesie nostre monachi, in manum domni Nicholai, ecclesie Sancti Martini monachi, ad opus dicte ecclesie integre resignavimus, recipientes prius ab ipsa ecclesia totam pecunie quantitatem qua nobis comparavimus decimam memoratam, sexaginta videlicet et undecim lib. Flandrensium; promittentes bona fide quod nunquam queremus artem vel ingenium unde prefata Beati Martini ecclesia super hoc valeat molestari. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras eidem ecclesie contulimus, sigillo nostro roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. X°. III°., mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 109; *Ibidem*, Cartulaire 122, pp. 182 et 192.

226.

Osto de Arbre confirme à l'abbaye de Saint-Martin la donation de quatre bonniers de terre à Bouvignies, qu'il lui avait faite jadis, mais que l'un de ses fils avait voulu contester.

1214.

In nomine Domini, noverint universi presentes litteras inspecturi, quod ego Osto de Arbre, accepta olim ab ecclesia Beati Martini de Tornaco pecunie quantitate non modica, quatuor bonaria terre paulo plus minusve, jacentis ad Felcheroet de Bovegnies, prope Kamionfontaine, ob remedium anime mee, per ramum et cespitem in elemosinam predicte contuli ecclesie, voluntate et assensu domini mei Nicholai de Beverne, a quo eam tenebam in feodo, Nicholao de Ath et Albricho, fratre ejus, Gossello de Fassegnies, Johanne de Marche et aliis multis vocatis in testimonium. Longo igitur post evoluto tempore, Osto, filius meus, super eadem possessione movit questionem, et exinde diu multumque predictam fatigavit ecclesiam; sed tandem injuriam suam recognoscens, et facti sui penitens, ab ejus infestatione quievit. Rogatus itaque a monachis ejusdem loci ne super hiis inter eos et successores meos aliqua deinceps oriretur controversia, donationem illam sicut prius feceram, iterum apud Cirviam recognovi, ibique confirmavi, uxore mea Beatrice, et filiis meis Ostone, Matheo, Hugone, Nicholao concedentibus, et factum approbantibus. Interpositis quoque fide et sacramentis, in presentia clericorum et laicorum multorum qui aderant, promisimus nos in terra illa nichil amplius clamaturos, sed ubique guarandiam laturos, et contra calumpniantes, si forte emerserint, totis viribus defensuros. In hujus rei memoriam, presentes litteras conscribi feci, quas sigilli mei impressione munivi, et idoneorum testium qui interfuerunt subnotatione roboravi.

Testes : Nicholaus de Ath, Gerardus de Bovegnies, Hugo de Yrechonwes, Walterus de Tongre, Teodericus de Ysiel, Walterus de Ormegnies, Rainerus de Ostich, presbiteri; Gerulfus, clericus de Attre; Raineras de

Lenghesent, Walterus del Pont, Balduinus del Bosch ?); Walterus, major noster de Bovegnies, et plures alii.

Ego Balduinus, decanus christianitatis de Cirvia, recognovi, in capitulo nostro facto interfui, et ad majorem firmitatem, precatu partis utriusque, sigillum meum apposui.

Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo quarto decimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé sur lacs de soie verte, de deux sceaux en cire rose. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 105; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 153.

227.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte restitue à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, la partie de bois qu'il lui avait enlevée à Cambronne.

1214.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. X°. IIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 119; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 227 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand,* p. 203.

228.

La dame de Bonlers et Michel, son fils, connétable de Flandre, déclarent qu'en leur présence une femme de Lierde, nommée Emma, a solennellement promis de ne plus inquiéter l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion des appendances de l'autel de Lierde.

1214.

Ego Aelidis, domina de Bonlers, et Michael, miles, filius meus, Flandrie constabularius, omnibus presentem paginam inspecturis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod quedam mulier de Lierde, Emma nomine, super terris quibusdam et possessionibus ad altare de Lierda pertinentibus, ecclesiam Beati Martini de Tornaco, cui jamdicta ecclesia de Lierde subjecta est, sepe et multum presumpserit molestare. Nos vero, ad petitionem monachorum Sancti Martini, partibus convocatis, et auditis hinc inde propositis, tandem post multas altercationes, didicimus quod Emma prefata memoratam ecclesiam indebite molestavit, quod ipsa demum coram nobis in judicio recognovit, et fide prestita, interposito pariter juramento, promisit quod decetero cessaret ab impetitione ecclesie memorate. Igitur quod vidimus et audivimus fecimus conscribi et sigillorum nostrorum appositione muniri, ac testium subscriptione roborari. Nomina eorum sunt hec :

Abbas Walterus de Granmont; Gerardus, monachus ejusdem loci; Gerardus, presbiter de Bovenies; Samuel, cappellanus de Bolis; Robardus li Boes, miles; Gerardus [de] Chimay, Adam d'Autresches, Nicolaus de Maude, milites; Walterus [de] Muntegni, Galinus de Volves, Dionisius del Duche, Imperius, Walterus Maledeure, Walterus Lerippe de Cirfia [1].

Actum anno gratie M°. CC°. XIII.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 183.

[1] Tous ces noms de témoins, fort mal transcrits au XVI[e] siècle dans la marge du Cartulaire 122 de Bruxelles, sont d'une lecture extrêmement douteuse.

229.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte donne à l'abbaye de Saint-Martin, pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, tout le terrage de la terre échangée avec Simon de Bétencourt.

Décembre 1214.

Actum anno gratie M°. CC°. quarto decimo, mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 118; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 225 [1].

230.

L'évêque de Cambrai transfère au chapitre de Saint-Pierre de Leuze la dîme à Gaurain que Galterus et sa femme Agnès avaient refusé de céder à l'abbaye de Saint-Martin.

Janvier 1215.

Johannes, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus quibus presentes litteras videre contigerit in perpetuum.

Universitati vestre notum esse volumus, quod cum Galterus, et Agnes, uxor ejus, de Querqueto, laici, in parrochia de Gauraing ad ecclesiam Beati Martini in Tornaco jure personatus spectante, quandam decimam hereditarie possedissent, quam sepius et diligenter moniti prefate ecclesie Beati Martini restituere non volebant, ne in periculum animarum suarum prefati

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amund*, p. 205.

laici dictam decimam ulterius retinerent, ipsam in manu nostra ad opus ecclesie Lutosensis, titulo elemosine, a sepedictis laicis reportatam, Dei intuitu, ob remedium anime nostre et antecessorum nostrorum, necnon antecessorum prefatorum laicorum, dicte ecclesie Beati Petri Lutosensis contulimus in perpetuum possidendam. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine et testium qui interfuerunt annotatione fecimus confirmari.

S. magistri Jacobi de Attrebato, S. Roberti Capellani, presbiterorum; S. Roberti, archidiaconi, S. Johannis, thesaurarii, canonicorum Cameracensium.

Actum anno Domini M°. CC°. X°. IIII°, mense januario.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 32; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 86; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 26; *Ibidem*, Cartulaire 132, p. 1125.

231.

Enguerrand de Coucy renonce à exiger la taille de la maison que l'abbaye de Saint-Martin avait à Chantrud, pour les terres que cette maison possédait à Luvry.

Février 1215.

Ego Ingelrannus de Chouciaco, universis tam presentibus quam futuris notum facio, quod cum ego, a domo de Cantelus talliam requisissem pro terris quas in territorio de Luvri tenebant de advocatia mea, tandem sano usus consilio, ipsam talliam et quicquid juris in eisdem terris habebam, quitam in perpetuum clamavi, et in elemosinam pro anima mea domui predicte concessi, ita quod deinceps dictas liberas possidebit; tali conventione interposita, quod si in dictis terris usque ad hanc diem plus fuerit quam decem et octo galeti terre sementis ad mensuram de Lauduno, in residuo nullam faciam libertatem. Sciendum est autem, quod si in pre-

dictis terris minus fuerit quam decem et octo galeti ad dictam mensuram, ad illud minus predicta domus se bona fide tenebit sine plus adquirere. In cujus rei memoriam et confirmationem, presentem paginam emisi sigilli mei munimine roboratam.

Actum anno Domini M°. CC°. XIIII°, mense februario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 310.

232.

L'official de Cambrai tranche en faveur de l'abbaye de Saint-Martin le différend qu'elle avait avec Walterus de Atrio, de Belœil, à propos de terres dépendantes de l'autel de Belœil.

Vendredi 29 mai 1215.

Omnibus litteras has visuris, Asso, decanus christianitatis et officialis domini Cameracensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis Walterum de Atrio, de Bailluel, coram me traxisset in causam, et proponeret contra eum quod ei injuriam faciebat de terris quibusdam quas diu idem W[alterus] excoluerat, quia erant de dote altaris de Bailluel cujus ad prefatam ecclesiam pertinet personatus. Idem vero W[alterus] quod ab ipso propositum fuerat diffitendo, videlicet quod terre predicte non essent de dote altaris, eas diceret ad se jure hereditario pertinere, et etiam sub censu annuo quem debebat eidem ecclesie et solvebat. Testes super dote premissa produxit ecclesia contra eum; quibus ordine canonico diligenter auditis et eorum testimoniis publicatis, cum in eos nil obiceret vel dicta eorum, nec de hereditate quam dixerat se habere in terris eisdem, vel quod eas sub censu annuo tenere deberet, aut quod censum eundem debitis terminis persolvisset, ullam facere posset fidem aut vellet, plene tamen ecclesia proponente quod eas censualiter non tenebat, quod si etiam verum esset, a

solutione census in tantum cessaverat quod jus nullum in eis de cetero poterat retinere, ego tam testimoniis quam rationibus premissis inductus, pariterque instructus consilio peritorum et bonorum virorum, sententialiter diffinivi dictas terras de jure ad prefatam ecclesiam pertinere, cum plene fuisset probatum quod erant de dote altaris de Bailluel cujus pertinet personatus ad eam, nec dictus W[alterus] aliquid de hereditate vel censu aut census solutione probasset per quod posset jus aliquod retinere in terris eisdem. Prefato insuper W[altero] sub pena excommunicationis precepi, ne se deinceps intromitteret de terris premissis contra dicte ecclesie voluntatem. Ut autem super hiis nulla possit in posterum ambiguitas suboriri, presentes signavi litteras curie Cameracensis sigillo. Dominus quoque Bartholomeus, abbas Sancti Auberti Cameracensis, qui eidem sententie cum multis aliis presens fuit, suum similiter hiis appendit sigillum.

Actum anno Domini M°. CC°. quintodecimo. in crastino Ascensionis Dominice.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé sur lacs de soie verte, de deux sceaux en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 154; *Ibidem*, Cartulaire 130, p. 1002, copie de 1691.

233.

Walterus, chevalier et maire de Desselghem, déclare avoir donné à Lambert de Bonarde une dîme et un cens.

Juin 1215.

Ego Walterus de Derselghem major et miles, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris presentem paginam inspecturis, quod ego karissimo amico meo Lamberto de Bonarde, et successoribus suis, quandam decimam que spectat ad dominium meum dedi in perpetuum, et de illa solvit annuatim mihi [decem] hausterias avene, et quatuor illis de

Cassella. Insuper dedi ei et successoribus suis, pro quatuor solidis quatuordecim hausterias avene super quosdam manentes meos, et illi solvunt ei avenam predictam de quatuor bonariis terre. Et illud dominium modo spectat ad Lambertum predictum sicut ad me spectare solebat. Et hanc donationem et hoc dominium, ego et uxor mea eidem contulimus apud Derselghem, in curia abbatis, coram scabinis meis, et coram scabinis abbatis qui sunt : Balduinus Frae, Balduinus Monachus, Zeleverdus, Lambertus Faber, Symon Malin, Willelmus de Zevencote, Willardus. In hujus igitur rei memoriam et firmitatem, presentem paginam scribi feci et sigillo meo roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XV°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 352.

234.

E. de Reumont et M., sa femme, donnent au prêtre Th. d'Evregnies tout ce qu'ils possèdent de dîme en la paroisse d'Evregnies.

31 janvier 1216.

Universis Christi fidelibus presentem paginam inspecturis, E..... de Reumont et M....., uxor ejusdem, salutem in Domino.

Notum vobis fieri volumus, quod nos Th....., presbitero de Evregnies, dedimus, nomine elemosine, totam decimam quam in parrochia de Evregnies habebamus; sed eam de manu domini Tornacensis, in cujus manu eandem resignaveramus, predictus sacerdos recepit hoc modo quod suam inde faceret voluntatem. Ut autem hec donatio et resignatio nostra stabilis et illibata permaneat, presens scriptum sigilli nostri appensione et testium qui affuerunt subnotatione fecimus roborari.

S. Gossuini, prioris Beati Martini in Tornaco, S. Willelmi de Hauterive, presbiterorum; S. Balduini de Dotegnies, S. Statii de le Haverie, nobilium

virorum; S. Egidii, S. Lamberti, clericorum coronatorum; S. Walteri Froidure, S. Johannis Bielebarbe, scabinorum.

Actum anno Domini M°. CC°. XV°, II° kalendas februarii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 236.

235.

L'évêque de Cambrai approuve les donations de dîmes à Quarte, faites à l'abbaye de Saint-Martin par Gilles, fils d'Agnès de Popuelle, et par le chevalier Jacques de Brugeletes.

1216.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Johannes, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus tam presentibus quam futuris in perpetuum.

Universitati vestre notificandum duximus, quod sicut continebatur in litteris decani nostri Stephani, quas ymagine sua signatas oculis nostris vidimus, et coram nobis legi fecimus, Egidius, filius Agnetis de Popiola, totam decimam quam habebat, et que de terris pascualibus et nemorosis in novalia redigendis ei provenire poterat in parrochia de Quarta, et in territorio de Willeries, coram septem paribus suis : Guidone de Attra, Gaufredo de Bocheolt, Nicholao de Petra, Balduino del Bosch, Johanne majore de Brugeletes, Balduino de Patebruech, Colino de Attra, ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco, in cujus personatu sita est, in manus Jacobi, militis de Brugeletes, a quo eam tenebat in feodo, libere resignavit. Hanc autem decimam ab eodem Jacobo loco nostri in manus predicti Stephani reportatam, idem decanus ex parte nostra memorate Sancti Martini ecclesie reddidit, perpetuo libere possidendam. Preterea prefatus Jacobus in ecclesia de Quarta, ad admonitionem Gossuini prioris, coram decano et suprascriptis hominibus suis, ceterisque astantibus, recognovit

tres quartarios terre arabilis et tantumdem decime, in predicta parrochia et in eodem territorio site, elemosine titulo olim se contulisse predicto Sancti Martini cenobio. Has itaque donationes ratas habemus, et assensum nostrum benigne prebentes, pontificali auctoritate confirmamus, inhibentes sub pena excommunicationis, ne quis ausu temerario ecclesiam de cetero super hiis inquietare presumat. In hujus rei memoriam, presentem paginam fecimus sigilli nostri impressione muniri, et testium qui interfuerunt subnotatione roborari.

Testes : Dodo, Willelmus de Bethunia (?), Jacobus, canonici ecclesie Cameracensis.

Actum anno Verbi incarnati M°. CC°. X°. VI°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 86; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 64; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 30.

236.

L'abbé, le prieur et les moines de Saint-Martin publient les conditions de l'accord passé entre leur monastère et le chapitre de l'église cathédrale de Cambrai, à l'occasion des dîmes de Mainvault.

1216.

In nomine Domini, Johannes, Dei permissione ecclesie Sancti Martini Tornacensis abbas, Gossuinus, prior, et totus ejusdem loci conventus, omnibus Christi fidelibus quibus hoc videre vel audire contigerit, in Domino salutem.

Universitati vestre non incognitum esse volumus, quod cum inter nos et capitulum Cameracensis ecclesie contentio fuisset exorta, pro quibusdam decimis in parrochia de Mainwaut consistentibus, tandem mediantibus viris sapientibus, in talem formam pacis convenimus, quod remanentibus nobis terragiorum nostrorum decimis, predicta Cameracensis ecclesia jure

perpetuo retinebit decimas minutorum seminum, totamque quatuor bonariorum terre noviter extirpatorum decimam, quam violenter sibi vendicabat Ernulphus, miles de Mainwaut, decimas quoque de terris deinceps ad fertilitatem novalium redigendis. Pro decimis vero quas adversum nos reclamabat de novalibus retroactis a quadraginta annis et citra, quasque nobis retinuimus sicut antea tenueramus, tenemur eidem ecclesie annuatim reddere infra festum Sancti Martini duas raserias bladii et duas avene, utramque ad mensuram Montensem, de parte nostra accipiendum apud Mainwaut in decimali grangia. Sciri etiam volumus quod hac conditione predicta Cameracensis ecclesia nobis quitam clamavit, et scripto suo confirmavit tertiam partem totius majoris decime de Mainwaut, cum terris et terragiis et omnibus que ibidem possidemus, sicut antea tenueramus, salvis etiam consuetudinibus reliquis hactenus observatis. Ut igitur hec compositio de assensu partium facta rata et inconcussa permaneat, presentem paginam inde conscriptam sigillorum nostrorum appensione munivimus, et testimonio capituli nostri roborare curavimus.

S. Gossuini, prioris; Nicholai, Oliveri, Amandi, presbiterorum; Nicholai, Walteri, diaconorum; Egidii, Willelmi, subdiaconorum.

Actum anno Domini M°. CC°. sexto decimo.

Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit latin 10969 (Cartulaire de l'église de Cambrai), fol 59^b, copie du XIIIe siècle.

237.

Le seigneur d'Antoing et d'Epinoy ratifie l'acte par lequel Walterus Surdellus a cédé à l'abbaye de Saint-Martin deux parts de dîme à Gaurain et à Ramecroix, en compensation des terres, prairies et redevances que l'abbaye lui avait acensées dans lesdites paroisses.

Antoing, 2 avril 1216.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen.

Ego Alardus de Spineto dominus et de Antonio, notum volo fieri uni-

versis presentes litteras inspecturis, quod domnus Johannes, ecclesie Sancti Martini Tornacensis abbas, et ejusdem loci conventus, dederunt Waltero Surdello et posteris ejus, hereditarie tenenda ad annuum censum duodecim denariorum Valencenensis monete, omnia que possidere videbantur in parrochiis de Galrain et Ramecrois, in pratis scilicet et terra arabili, et terragiis, et avene redditibus, et denariis, et caponibus, ibi nichil sibi retinentes, exceptis hiis que ad altare pertinent, personatu scilicet, decimis, oblationibus, legatis et oventionibus cunctis, uno quoque bonario terre quod ubi eis magis utile visum fuerit, ad superedificandum mansum et grangiam, accipient liberum. In recompensatione autem suprascripti beneficii, idem Walterus contulit in elemosinam memorate Sancti Martini ecclesie duas partes decime quam habebat in prescriptis parrochiis de Galrain et de Ramecrois, cum omni integritate qua eam possidebat, et accrescentiis que provenire poterunt de terris pascualibus et nemorosis ad fertilitatem novalium redigendis. Hanc itaque decimam quam de me tenebat in feodo, prius coram paribus suis : Theoderico de Anven, Matheo de Popiola, Waltero de Malda, Willelmo Capiel, Gossello del Kaisnoit, Hugone et Egidio de Perrona, Nicholao de Calona, Johanne de Wannes, Gossuino et Waltero de Wieres libere resignavit, et ad opus jamdicte Sancti Martini ecclesie, in cujus personatu sita est, ut membrum capiti cohereret, una cum uxore sua et filio suo primogenito, in manus meas reportavit, fide et sacramento firmans se in ea nichil amplius reclamaturum. Cumque, ut est consuetudinis, ter a me requisiti fuissent compares sui utrum quod fecerat sufficere deberet an non, et ipsi Waltero ejusque successoribus eam abjudicassent, statim eandem decimam in manus Stephani, decani christianitatis Sancti Brictii, loco episcopi Cameracensis, a quo cum litteris ad hoc missus fuerat, ad opus sepefate Sancti Martini ecclesie reportavi, et ob remedium anime mee et antecessorum meorum, annuente Ida, uxore mea, decano quoque approbante, eam prescripte ecclesie contuli in elemosinam, sub perpetua libertate possidendam, et ad preces utriusque partis, hujus commutationis me testem, et contra calumpniatores, si qui forte emerserint, ecclesie defensorem bona fide repromisi. Ne qua igitur in posterum super hac commutatione oriatur controversia, quod de consensu partium in mea gestum est presentia, ne oblivione depereat, litterarum apicibus annotari feci, quas sigilli mei impressione munivi, et testium qui interfuerunt subnotatione roboravi.

Testes : Nicholaus, Leonius, Radulfus, Gislebertus, Johannes, Martinus et Walterus, canonici; et suprascripti pares Walteri, Egidius de Bruiele, Fastredus de Linea, Bartholomeus, Ulbaldus de Bullemont, Hugo de Holai, milites; Walterus Angelus, Gerardus Molnerius, Guido Paganus, scabini Anthonienses, et plures alii.

Actum apud Antonium, anno gratie M°. CC°. XVI°, quarto nonas aprilis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 85; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 22.

238.

Le garde et les chanoines de l'église d'Antoing constatent la cession de deux parts de dîme à Gaurain et à Ramecroix, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus Surdellus, qui les tenait en fief du seigneur d'Antoing.

Antoing, 2 avril 1216.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Nicholaus, custos Anthoniensis, Leonius, Radulfus, Gillebertus, Thomas, Johannes, Martinus et Walterus, ejusdem ecclesie canonici, omnibus Christi fidelibus quibus hec audire vel videre contigerit, salutem in vero salutari.

Ad vestram volumus pervenire noticiam, quod Walterus Surdellus, in presentia nostra constitutus, duas partes decime de Gaurain et de Ramecrois, quam de viro nobili Alardo, domino Anthoniensi, tenebat in feodo, cum omni integritate qua eam possidebat, et commodis omnibus que provenire poterunt de novalibus, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis, in cujus personatu sita est, ut membrum capiti cohereat, libere resignavit, et coram paribus suis : Theoderico de Anvaing, Matheo de Popiola, Waltero de Malda, Willelmo Capiel, Gossello del Kaisnoit, Hugone de Perrona, Johanne de Waumes, Gossuino et Waltero de Wieres, una cum uxore sua et filio suo primogenito, in manus domini sui reportavit, fide et sacramento firmans se in ea nichil amplius clamaturum, et in recompensatione hujus

beneficii prius non modicam ab eadem ecclesia recipiens hereditariam possessionem. Cumque ad trinam interrogationem predicti Alardi, a suprascriptis paribus Waltero ejusdemque successoribus, abjudicata fuisset decima, statim idem Alardus in manus Stephani, decani christianitatis Sancti Brictii, loco episcopi, a quo cum litteris ad hoc missus fuerat, ad opus memorate Sancti Martini ecclesie eam reportavit, et ob salutem anime sue et predecessorum suorum, assentiente Ida, uxore sua, decano quoque approbante, predicte ecclesie Sancti Martini contulit in elemosinam perpetuo libere possidendam, hujus commutationis se testem existere promittens, et contra calumpniatores, si qui forte emerserint, ecclesie defensorem. Nos igitur quod vidimus et audivimus ad posteros transmittimus, et veritati testimonium perhibentes, ut pactio firmiori stabilitate perseveret, presentes litteras sigilli nostri impressione munivimus, et idoneorum testium subscriptione roborare curavimus.

Testes : Ulbaldus de Bullemont, Hugo de Holai, Bartholomeus, Fastredus de Linea, milites ; et suprascripti pares Walteri ; Walterus Angelus, Gerardus Molnerius, Guido Paganus, scabini Anthonienses, et plures alii.

Ego Stephanus, decanus Sancti Brictii in Tornaco, missus a domino meo episcopo Cameracensi, cum litteris ymagine sua signatis, hinc facto interfui, et rem sic se habere contestans, huic cartule sigillum meum apposui, ecclesie paci providens et quieti.

Actum apud Anthonium, anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XVI°, IIII° nonas aprilis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 21.

239.

L'abbé de Saint-Martin déclare que son monastère a échangé la plupart de ses biens et revenus de Gaurain et de Ramecroix, contre la dîme que Galterus Longus tenait dans ces deux villages du seigneur d'Antoing.

Antoing, 2 avril 1216.

Perhennari voce testium ac litterarum debent officio que in fuga temporis geruntur actiones. Eapropter ego Johannes, ecclesie Beati Martini Tornacensis abbas, et capitulum nostrum, notum facimus tam presentibus quam futuris, inter nos et Galterum Longum talem intercessisse conventionem. Commutavimus et tenenda dedimus tam ipsi Galtero quam heredibus suis in perpetuum, pro XII nummis Valencenensis monete annuatim in festo sancti Remigii more censuali persolvendis, ea que possidere videbamur in parrochia de Gaurain et de Ramecrois, in pratis scilicet et terra arabili, redditibus, hereditate, necnon et terragiis terrarum illarum que dicuntur dotales ecclesie, pro decima quam tenebat in eadem parrochia de viro nobili Alardo, Anthoniensi domino, nichilque nobis retinuimus, exceptis his que ad altare pertinent, personatu scilicet, oblationibus, legatis, decimis et oventionibus cunctis, et uno bonario terre, quod ubi nobis magis utile visum fuerit ad edificandum mansum et grangiam accipiemus libere. Facta est hec commutatio, presente et concedente viro nobili Alardo, domino de Anthonio, de cujus feodo decima illa ad ipsum Galterum descendere videbatur. Ne igitur vetustas subrepens hanc commutationem, processu temporis valeat infirmare, presentem paginam cyrographi divisione, et sigilli nostri impressione roboravimus, et multarum religiosarum personarum et secularium nomina subscripsimus.

S. Johannis, abbatis; S. Gossuini, prioris; Nicolai, Johannis, Oliveri et Balduini, monachorum; S. Nicolai, custodis Anthoniensis; Leonii, Radulphi, Gilleberti, Johannis, Martini, Walteri, canonicorum; S. Theoderici de Anvain, Mathei de Popiola, Walteri de Mauda, Hugonis, Egidii de Perona,

Johannis [de] Wasmes, Nicolai de Calona, Walteri, Werici Parvi, Walteri, Hugonis de Holai, Ulbaldi de Bullemont, Fastredi de Linea, militum

Actum apud Anthonium, anno gratie M°. CC°. XVI°, IIII° nonas aprilis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 32; original scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 26.

240.

L'évêque de Cambrai ratifie la cession de dîmes à Gaurain et à Ramecroix, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus Surdellus.

Mai 1216.

In nomine sancte trinitatis, patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Johannes, Dei gratia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus quibus hoc videre vel audire contigerit in perpetuum.

Notum vobis facimus, quod sicut continebatur in autentico viri nobilis Alardi de Spineto et domini de Antonio, quod oculis nostris inspeximus. et coram nobis legi fecimus, vir quidam nomine Walterus cognomento Surdellus, duas partes decime que continetur intra terminos parrochiarum de Gaurein et de Ramecrois, ad ecclesiam Beati Martini de Tornaco pertinentium, cum omni integritate qua eam possidebat, et accrescentiis que provenire possunt de terris pascualibus et nemorosis ad fertilitatem novalium redigendis, coram multis paribus suis libere et absolute resignavit, et ad opus memorate Sancti Martini ecclesie, ut membrum capiti cohereret, una cum uxore sua et filio suo primogenito, in manus prefati Alardi a quo eam tenebat in feodo, reportavit, fide et sacramento firmans se in ea amplius nichil clamaturum, prius tamen non modicam pro commutatione decime ab eadem ecclesia recipiens hereditariam possessionem. Postea, cum ab ipso Alardo ter facta fuisset juris interrogatio, et a comparibus predicti

[1] Cet original, étant donné son état de délabrement, n'a pu être utilisé.

Walteri possessio decime sibi suisque successoribus abjudicata fuisset, prefatus Alardus ob salutem anime sue et antecessorum suorum, eandem decimam in manus Stephani, decani christianitatis Sancti Brictii, qui ad hoc specialiter a nobis illuc missus fuerat, ad opus sepefate Sancti Martini Tornacensis ecclesie reportavit, quam idem Stephanus, per manum Johannis, ejusdem loci abbatis, ecclesie sue ex parte nostra reddidit libere perpetuo possidendam. Hujus itaque decime donationem, et de assensu partium factam commutationem ratam habentes, et assensum nostrum benigne prebentes, pontificali auctoritate confirmamus, inhibentes sub pena excommunicationis ne aliquis, ausu temerario, eandem commutationem violare vel infringere presumat. In hujus autem rei memoriam et firmitatem perpetuam presentem paginam sigilli nostri appensione fecimus muniri, et testium subscriptione roborari.

Testes : Johannes et Dodo, archidiaconi ; Johannes, thesaurarius ; Robertus Capellanus, Michael, Amulricus, canonici ; Godefridus, prepositus Sancti Gaugerici ; magister Gerardus de Marege.

Actum anno ab incarnatione Domini M°. CC°. X°. VI°, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 84; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 24.

241.

Le seigneur d'Avesnes approuve la cession de deux parts de dîme à Gaurain et à Ramecroix, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus Surdellus, dont les héritiers étaient devenus les vassaux du seigneur d'Avesnes.

Tournai, juin 1216.

Actum Tornaci, anno Dominice incarnationis M°. CC°. XVI°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 86; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 24 [1].

[1] Cette charte est publiée dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 1re série, t. X, p. 47, et dans le Supplément à la *Chronique rimée de Philippe Mouskés*, éditée par le baron de Reiffenberg, page 22.

242.

Étienne, curé de Thieulain et doyen de Saint-Brice à Tournai, transfère à l'abbaye de Saint-Martin la dîme à Quarte qui lui avait été cédée par Gilles de Quarte, lequel la tenait en fief du chevalier Jacques de Brugeletes.

Quarte, novembre 1216.

In nomine Domini, ego Stephanus, presbiter de Tiellaing et decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Egidius de Quarta, filius Agnetis de Popiola, in mea presentia constitutus, totam decimam quam habebat, et que de terris pascualibus et nemorosis in novalia redigendis ei provenire poterat in parrochia de Quarta, et in territorio de Willeries, coram septem paribus suis : Widone scilicet de Atra, Gaufrido de Bocheolt, Nicholao de Petra. Balduino del Bosch, Johanne majore de Brugeletes, Balduino de Patebruech, Colino de Atra, absolute resignavit, et ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco, in cujus personatu sita est, in manu Jacobi militis de Brugeletes, a quo eam tenebat in feodo, libere reportavit. Cumque ad trinam ipsius Jacobi interrogationem, a suprascriptis Egidii paribus sibi et suis successoribus possessio abjudicata fuisset, statim idem Jacobus in manus meas, loco episcopi a quo specialiter illuc ad hoc missus fueram. eandem decimam liberam reddidit, et ex parte domini mei, per manum Gossuini, prioris prefate Sancti Martini ecclesie, contuli sub perpetua libertate possidendam. Egidius quoque, interpositis fide et sacramento, promisit se in ea nichil amplius clamaturum, et contra calumpniatores, si qui forte emerserint, totis viribus defensurum. Ad hec predictus Jacobus coram prescriptis hominibus suis ibidem recognovit tantumdem decime in eadem parrochia site, elemosine titulo, olim se contulisse prescripto Sancti Martini cenobio. Quod igitur in mea gestum est presentia, ne oblivione depereat, posterorum memorie per presentes litteras mandare curavi, quas sigilli mei impressione munivi, et testium subscriptione roboravi.

Testes : Johannes, miles de Quarta, Robertus de Praiers, etc.
Actum apud Quartam, anno gratie M°. CC°. XVI°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 63; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 28.

243.

L'official de Tournai juge, après enquête, que ce n'est pas à l'abbaye de Saint-Martin qu'il appartient de refaire le chancel d'Esplechin.

Tournai, janvier 1217.

Officialis domini Tornacensis, universis presens scriptum inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum Alardus et Nicholaus, milites de Esplecin, et omnes ejusdem ville parrochiani, abbatem et conventum Sancti Martini in Tornaco, super refectione cancelli de Esplecin, coram nobis, auctoritate domini Tornacensis, traxissent in causam, idem abbas et conventus responderunt refectionem illam ad ipsos minime de jure pertinere. Nos igitur auditis testibus super hoc productis, et eisdem diligenter et modo debito examinatis, de cause meritis, per depositiones ipsorum sufficienter instructi, habito prudentum consilio, et juris ordine plenius observato, prefatos abbatem et conventum ab impetitione supradictorum militum et parrochianorum de Esplecin, per diffinitivam sententiam absolvimus.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. X°. VI°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 44; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 164.

244.

Le prévôt, le doyen et tout le chapitre de l'église de Cambrai publient les conditions de l'accord qu'ils ont conclu avec l'abbaye de Saint-Martin, pour la jouissance respective des dîmes de Mainvault.

Février 1217.

In nomine Domini, Michael prepositus, Adam decanus, totumque Cameracensis ecclesie capitulum, omnibus Christi fidelibus quibus hec videre vel audire contigerit, in Domino salutem.

Universitati vestre non incognitum esse volumus, quod cum inter nos et capitulum Sancti Martini Tornacensis contentio fuisset exorta, pro quibusdam decimis in parrochia de Mainvualt consistentibus, tandem mediantibus viris sapientibus, in talem pacis formam convenimus, quod remanentibus predicte Sancti Martini ecclesie terragiorum suorum decimis, ecclesia nostra jure perpetuo retinebit decimas minutorum seminum, totamque quatuor bonariorum terre decimam quam violenter sibi vendicat Arnulphus, miles de Mainvualt, decimasque de terris deinceps ad fertilitatem novalium redigendis. Pro decimis vero quas adversus prefatam Sancti Martini ecclesiam reclamabamus de novalibus retroactis a quadraginta annis et citra, quasque sibi retinuit sicut ante tenuerat, tenetur nobis annuatim reddere duas rascrias bladii et duas raserias avene, utrumque ad mensuram Montensem, de parte sua accipiendum apud Mainvualt in decimali grangia. Sciri etiam volumus, quod hac conditione supradicte Sancti Martini ecclesie quittam clamavimus, et scripto nostro confirmavimus, terciam partem tocius majoris decime de Mainvualt, cum terris et terragiis et omnibus que ibidem possidere dinoscitur, sicut antea tenuerat, salvis quoque consuetudinibus reliquis hactenus observatis. Ut igitur hec compositio de assensu partium facta, rata et inconvulsa permaneat, presentem paginam inde conscribi fecimus, et ad majorem firmitatem sigillo capituli nostri munire curavimus.

Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo sexto decimo, mense februario [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original jadis scellé sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 106; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 114; *Ibidem*, Cartulaire 130, p. 999, copie de 1691.

245.

L'abbé de Saint-Martin détermine les conditions sous lesquelles le seigneur d'Antoing peut jouir de la partie du bois de Vezon qu'il tient en fief de l'abbaye.

1217.

Ego Johannes, ecclesie Sancti Martini abbas, et ejusdem loci conventus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod in tota portione nemoris de Veson, que ad nostram spectat ecclesiam, et continet circiter XLV bonarios terre, cujus terciam partem spoliorum, ob custodiam nemoris, Alardus, dominus de Anthonio, per hominium tenet de nobis in feodo, nullam vendendi, dandi vel invadiandi, vel quoquomodo alienandi habeat potestatem. Requisitus quoque a nobis, interposita fide corporali, coram capitulo Anthoniensi, multis hominibus suis vocatis in testimonium, promisit se de nemore nichil acturum quod ecclesie nostre juri obviet in aliquo, aut posteritati vel nostre libertati fiat in prejudicium, sed omnia que in autentico patris sui Hugonis scripta continentur, bona fide servaturum. Quia vero in autentico patris sui continetur quod heredes sui dictum nemus bona fide custodient, quamdiu ecclesie nemus nutrire placuerit, nos de consilio bonorum virorum clausulam hanc sic exponimus, quod nos absque ulla reclamatione dictum nemus per decem annos continuos nutrire

[1] Cette charte n'est, en somme, que la contrepartie de celle qui est publiée sous le numéro 256. Bien que cette dernière porte la date de 1216 (v. st.), on doit présumer qu'elle est contemporaine de la présente.

poterimus, et si forte viderimus ita expedire pro casibus emergentibus secundum arbitrium proborum hominum a partibus electorum, duos annos vel tres ad plus ad predictum numerum annorum adicere poterimus. Inde et successores sui, in relevatione hujus feodi tenentur prestare sacramentum. In hujus rei memoriam, presentes litteras inde sub cyrographi divisione conscriptas, ipsi Alardo tradidimus, quas etiam ad majorem firmitatem sigillorum nostrorum impressione roborare curavimus.

Actum anno ab incarnatione filii Dei M°. CC°. XVII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 28.

246.

Le seigneur d'Antoing promet d'observer les conditions qui lui ont été imposées par l'abbaye de Saint-Martin, pour la jouissance de la partie du bois de Vezon qu'il tient en fief de cette abbaye.

1217.

Ego Alardus, dominus de Antonio, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod in tota portione nemoris de Veson que ad Sanctum spectat Martinum de Tornaco, et continet circiter XL^a quinque bonarios terre, cujus tertiam partem spoliorum, ob custodiam nemoris, per hominium teneo ab abbate ejusdem loci in feodo, nullam vendendi, dandi vel invadiandi, vel quoquomodo alienandi habeam potestatem. Requisitus quoque ab abbate et fratribus prescripti monasterii, interposita fide corporali, coram capitulo Antoniensi, multis hominibus meis vocatis in testimonium, promisi me de nemore nichil acturum quod ecclesie juri obtinet[1] in aliquo, aut posteritati vel ejus libertati fiat in prejudicium, sed omnia que in autentico patris mei Hugonis scripta continentur, bona fide servaturum.

[1] *Sic*, pour *obviet*.

Quia vero in autentico patris mei continetur quod heredes ejus dictum nemus bona fide custodient, quamdiu ecclesie nemus nutrire placuerit, nos de consilio bonorum virorum, clausulam hanc sic exponimus, quod ecclesia absque ulla reclamatione dictum nemus per decem annos continuos nutrire poterit, et si forte viderimus ita expedire pro casibus emergentibus, secundum arbitrium proborum hominum a partibus electorum, duos annos vel tres ad plus, ad predictum numerum annorum adicere poterit. Inde et successores mei in relevatione hujus feodi tenentur prestare sacramentum. In hujus rei memoriam presentes litteras inde sub cyrographi divisione conscriptas, sigilli mei impressione munivi, quas etiam ad majorem firmitatem, Antoniensis ecclesie sigillo roborare curavi.

Actum anno ab incarnatione filii Dei M°. CC° septimo decimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 83.

247.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai écrit à l'évêque de Cambrai qu'il a, suivant ses ordres, transféré à l'abbaye de Saint-Martin les dimes à Maulde qui lui avaient été données par les chevaliers Alulphus de Thimougies et Walterus de Maulde.

Fin 1217 [1].

Reverendo patri et domino Johanni, Dei gratia Cameracensi venerabili episcopo, salutem. Decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco paratam ad obsequia voluntatem.

Vestre paternitati significare curavi quod Alulphus, miles de Thimougies, in presentia mea constitutus, totam decimam quam habebat et que ei quoquomodo provenire poterat in parrochia de Malda, coram paribus suis : Willelmo de Costentaing, Segardo le Gris, Waltero del Kesnoit, ad opus

[1] Il est manifeste que la charte qu'on va lire est contemporaine de la suivante.

ecclesie Beati Martini de Tornaco, in cujus personatu sita est, resignavit in manus Gossuini del Ploich a quo eam tenebat in feodo. Hanc autem decimam a suprascriptis paribus, Alulpho suisque successoribus abjudicatam, et ab eodem Gossuino in manus meas, loco vestri a quo fueram missus, reportatam, jamdicte Sancti Martini ecclesie tradidi, perpetuo libere possidendam. Alulphus quoque et filii sui, Egidius et Johannes, fide et sacramento firmaverunt se in ea nichil amplius clamaturos.

Simili modo Walterus, miles de Malda, annuente Emma, uxore sua, totam decimam quam ibidem possidebat, coram paribus suis : Segardo le Gris, Johanne Maucouvent, Johanne del Bosc, Johanne de Timougies, reportavit in manus prescripti Alulphi, a quo tenebatur in feodo, et Alulphus eam per manum meam memorate reddidit ecclesie liberam.

Idem etiam Walterus, donum quod Wibertus, pater suus, olim fecerat sacerdoti et ecclesie de Malda, super decima camporum de Arbroia, ad usum lampadis in eadem ecclesia ardentis, de qua frequenter ecclesiam fatigaverat, injuriam suam recognoscens, et ablata restituens, coram Gossuino de Raucort a quo tenebatur, concessit et approbavit, et tam ipse quam uxor sua, interposita fide corporali, promisit se in suprascriptis decetero nil reclamare. Hiis omnibus ego missus a vobis personaliter interfui, et ad preces et instantiam monachorum Tornacensium, per presentes litteras sigillo meo munitas, testimonium perhibeo veritati.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 64; *Ibidem,* Cartulaire 123, p. 52.

248.

L'évêque de Cambrai ratifie les donations de dîmes à Maulde, faites à l'abbaye de Saint-Martin par les chevaliers Alulphus de Thimougies et Walterus de Maulde.

Antoing, 8 novembre 1217.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Johannes, benigna Dei patientia Cameracensis episcopus, omnibus Christi fidelibus quibus hoc videre vel audire contigerit, salutem in vero salutari.

Ad vestram volumus pervenire noticiam, quod sicut continebatur in litteris Stephani, decani nostri, quas imagine sua signatas vidimus, et coram nobis legi fecimus, Alulphus, miles de Thimougies, in presentia constitutus, totam decimam quam habebat et que ei quoquomodo pervenire poterat, in parrochia de Malda, coram paribus suis : Willelmo de Costentaing, Segardo le Gris, Waltero del Kesnoit, ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco, in cujus personatu sita est, resignavit in manus Gossuini del Ploich, a quo eam tenebat in feodo. Hanc autem decimam a suprascriptis paribus, Alulpho suisque successoribus abjudicatam, et ab eodem Gossuino in manus prefati decani, loco nostri a quo missus fuerat, reportatam, jamdicte Sancti Martini ecclesie tradidit, perpetuo libere possidendam. Alulphus quoque et filii sui, Egidius et Johannes, fide et sacramento firmaverunt se in ea nichil amplius clamaturos.

Simili modo Walterus, miles de Malda, annuente Emma, uxore sua, totam decimam quam ibidem possidebat, coram paribus suis : Segardo le Gris, Johanne Maucovent, Johanne del Bosc, Johanne de Timogies, reportavit in manus prescripti Alulphi, a quo tenebatur in feodo, et Alulphus eam per manum prescripti decani memorate reddidit ecclesie liberam.

Idem etiam Walterus donum quod Wibertus, pater suus, olim fecerat sacerdoti et ecclesie de Malda super decima camporum de Arbroia, ad usum lampadis in eadem ecclesia ardentis, de qua frequenter ecclesiam fatigaverat, injuriam suam recognoscens, et ablata restituens coram Gossuino de Raucort a quo tenebatur, concessit et approbavit, et tam ipse quam uxor sua, interposita fide corporali, promisit se in suprascriptis decetero nichil reclamare. Has itaque donationes ratas habemus, et ne quis ecclesie super hiis molestiam inferat, sub pena excommunicationis inhibentes, pontificali auctoritate confirmamus, presentem quoque cartam sigilli nostri appensione munimus, et subscriptorum testimonio roboravimus.

Testes : Johannes Capellanus, Stephanus Sancti Brictii, et Alexis, et Leonius, Gonterus et Walterus, canonici.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XVII°, apud Antonium, vi° idus novembris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 90; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 65; *Ibidem*, Cartulaire 123, p. 34.

249.

Le doyen et tout le chapitre de Noyon approuvent l'accord passé entre le curé de Saint-Martin de Wafont, dépendance de l'église de Noyon, et le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, à l'occasion d'une vigne que ledit curé avait achetée de celui de Machemont, et pour laquelle le prieuré réclamait un vinage.

Mars 1218.

Actum anno gratie M°. CC°. septimo decimo, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune [1].

250.

Le seigneur d'Audenarde approuve la vente des parts de dîme à Flobecq, faite par Theodericus de Baudrengien et sa femme à l'abbaye de Saint-Martin.

1218.

Ego Arnulphus, dominus de Aldenarda, notum volo fieri omnibus litterarum istarum inspectoribus, quod Theodericus de Baudrengien et Aliidis, uxor sua, in recompensatione date sibi pecunie xxviii librarum Flandrensis monete, dederunt in elemosinam ecclesie Beati Martini de Tornaco totam decimam quam in parrochia de Florebech ipse Theodericus, ex parte uxoris sue, de me tenebat in feodo, et coram paribus suis: Balduino de Ogi, Arnulpho Majore, Symone de Molendino, Balduino de

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 204.

Akerna. Johanne de le Baille, eamdem decimam ad opus jamdicte Sancti Martini ecclesie, in cujus personatu sita est, ut membrum capiti cohereret, in manus meas, nomine elemosine, una cum predicta conjuge libere resignavit. Cum autem a suprascriptis paribus sibi suisque successoribus abjudicata fuisset, ego pro remedio anime mee, loco episcopi, per manum Henrici presbiteri, eam memorate Sancti Martini ecclesie liberam et ab omni justicia seculari exemptam tradidi perpetuo possidendam, ad preces et instantiam monachorum, hujus elemosine me testem constituens ac defensorem. Portiunculam quoque decime quam in eodem territorio idem Theodericus tenebat in feodo de Balduino de Ogi, ab ipso ad usus monachorum in manus dicti Balduini reportatam, presentium auctoritate litterarum, eo annuente eidem ecclesie confirmavi. Quod ut ratum habeatur et ne ab aliquo immutari queat, presentes litteras inde conscriptas sigilli mei appensione feci muniri et testium qui interfuerunt subnotatione roborari.

Testes : Henricus, presbiter; Walterus, diaconus; Gossuinus de Aubeche, Egidius Hustres, Dyonisius, Everardus, Theodericus Baras et plures alii.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. octavo decimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 31; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 102; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 165.

251.

Le châtelain de Noyon déclare que la veuve et les enfants de Govin de Dreslincourt se sont résignés à ratifier la donation qu'il avait faite, sur son lit de mort, au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, du quart de ses possessions à Machemont.

1218.

Actum anno Domini M°. CC°. X°. VIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 118; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 225 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 205.

252.

L'évêque de Laon approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Adam de Chalendri, de tout son terrage de Monceau-le-Wast.

Juin 1218.

Anselmus, Dei gratia Laudunensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in salutis auctore salutem.

Noverit universitas vestra quod Adam de Chalendri, crucesignatus, filius Reneri, militis Racine, in nostra presentia recognovit se vendidisse ecclesie Sancti Martini de Tornaco, pro negotio crucis et voto peregrinationis sue exequendo, totum terragium quod habebat apud Monciaus le Wast, et quicquid juris habebat in eodem terragio. Radulphus etiam et Matheus, fratres, et Symon, avunculus ejusdem A[dam], venditionem istam coram nobis laudaverunt et approbaverunt fide interposita. Gregorius etiam, miles de Moncellis, et Maria, uxor ejus, a qua dictus A[dam] terragium tenebat in feodum, de quo feodo ipsa dotata fuit a Willelmo de Sort, primo marito suo, et Mathildis et Aelidis, filie dicte Marie, que sunt heredes dicti feodi, eandem venditionem laudaverunt et approbaverunt fide interposita, Anselmo, milite de Fussignies, a quo dicta Maria dictum feodum tenebat in feodum venditionem istam laudante et approbante. Dedit etiam plegios dictus Adam de garandia portanda dominum Gregorium predictum, Radulphum de Chalendri, Matheum, fratrem ejus, et Symonem de la Folie, ita quod unusquisque istorum in solidum plegius est de portanda garandia predicta, salva justicia in dicto terragio predicti Gregorii, ad quem ipsa noscitur pertinere. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. octavo decimo, mense junio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 76; original scellé sur lacs de soie verte, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 307.

253.

Charte du doyen de Courtrai (?), relative à la dîme de Wielsbeke.

1218.

De fidejussione obligationis decime de Willebeskha, facta a Johanne. Habemus per emptionem [1].

Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo octavo decimo, mense [junio *ou* julio ?]

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé de trois sceaux en cire blanche, pendants sur double queue de parchemin.

254.

L'official de Cambrai, sur requête du chapitre d'Antoing, tranche la question du droit à la dîme des bestiaux nourris dans la ferme de Torelies, dîme dont l'abbaye de Saint-Martin prétendait avoir été exemptée par privilèges des papes.

Mardi 12 février 1219.

Universis presentes litteras inspecturis, R[obertus] de Vermella, canonicus et officialis Cameracensis, in Domino salutem.

[1] Cette analyse se lit au dos d'une charte émanée d'un personnage nommé *Walterus* et qualifié *decanus* [*Curtracensis ?*]. Cette charte, dont l'état de délabrement est complet, laisse cependant voir la date.

Noverit universitas vestra quod, petente ecclesia Antoniensi ab ecclesia Sancti Martini Tornacensis decimas de nutrimentis propriorum animalium et alienorum que in curte de Torellies nutriebantur, ecclesia Sancti Martini Tornacensis hoc negante eo quod de nutrimentis propriorum animalium super solutione decimarum per privilegia Romanorum pontificum erat exempta, inspectis et ostensis in jure privilegiis, in hoc tandem remansit controversia, quod de alienis animalibus que in eadem curte nutriebantur, tam de portione sua quam laicorum decima peteretur. Ecclesia Sancti Martini econtrario asserente quod de parte laicorum semper receperat, sed de portione que ecclesie venire debebat, decimam petere non debebat, ratione predicta, et quia etiam dum hoc idem peteretur, coram judicibus a domino papa delegatis sententiatum fuit pro ecclesia Sancti Martini, quod paratus erat procurator dicte ecclesie probare per testes; scriptum enim sententie non habebat, sed asserebat incendio deperiisse. Tandem ad hoc deventum fuit, ut de formis et modis pactionum sub quibus aliena animalia in curte predicta ponebantur nutrienda, fieret diligens inquisito. Qua facta per testes idoneos apparuit quandam esse formam talem, ut statim positis in curte animalibus per triennium forte vel per quadriennium nutriendis, si eum peniteat qui ea ibi nutrienda commiserit, ea retrahere non potest quin medietas ad ecclesiam devolvatur, nec minuitur numerus quin pro mortuo animali vivum restituere teneatur, aliam esse secundum quam non capitum medietas sed fructuum solummodo ad ecclesiam pertinet. Habito ergo super altercatione tali prudentium consilio, sententialiter decrevimus, ex confessionibus et aliis instrumentis ad causam pertinentibus, ecclesiam Sancti Martini a solutione decimarum de nutrimentis propriorum animalium esse immunem, eam in prima forma pactionis nutriendorum alienorum animalium a prestatione earumdem decimarum absolventes, cum medietatem eorumdem animalium suam fieri in ipsa datione intelligamus. In alia vero forma eam dicimus a prestatione decimarum non esse immunem, eam in prestatione talium decimarum condempnantes, cum nec prescriptionem circa hoc probaverit, nec aliquo circa hoc privilegio sit munita. Ut autem hec sententia rata et illibata permaneat, presens scriptum sigillo sedis Cameracensis fecimus roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XVIII°, mense februario. Datum feria tertia post octavas Purificationis beate Marie.

Et quia neutra pars ex toto vincit vel vincitur, compensationem expensarum duximus faciendam.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 15; original jadis scellé [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 89; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 67; *Ibidem,* Cartulaire 125, p. 37.

255.

Le seigneur de Rume approuve le don fait à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Theodericus Mollepains, d'un quartier de terre à Florent, et autorise l'abbaye à construire un moulin sur cette terre qui était tenue de lui en fief.

Mai 1219.

Ego Robodo, dominus de Ruma, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Theodericus Mollepains, miles, qui de me quatuor bonaria terre prope Floraing tenet in feodum, unum quartarium illius terre ecclesie Beati Martini Tornacensis, in presentia hominum meorum, Anselmi videlicet de Guingnies, Walcheri, fratris ipsius, et Amolrici de Ognevain [2], de assensu meo contulit hereditarie, sub annuo censu duorum denariorum Tornacensium, singulis annis infra quindenam sancti Remigii, ei qui feodum predictum tenuerit solvendorum, ad construendum ibi molendinum ad ventum, lege patrie in ista donatione per omnia observata, et me testem et hostagium hujus donationis posuit super omne id quod de me tenebat in feodum. Quia vero utilitatibus ecclesie quemlibet convenit congaudere, et pium prestare assensum, intuitu Dei, et ipsius Theoderici prefati rogatu, liberaliter concedo quod in prefata terra dictum molendinum ecclesie Beati Martini jure perpetuo construatur, et omni seculari jus-

[1] L'état actuel de cet original le rend complètement inutile.

[2] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Honevaing ;* dans l'original ce mot n'est plus visible.

ticia exemptum, illud ecclesia de consensu meo debeat libere perpetuo possidere. Rogabo etiam homines meos, et nullo modo prohibebo ut ibi molant, attamen sine consuetudine, si apud illum molendinum talem sicut ad alia inveniant rationem; semitas omnes et tritas vias quibus ad molendinum meum prope terram illam quondam situm venientes, ire et redire solebant, cum planis pascuis patrie, dicte concessioni per omnia adjungendo. De mera etiam liberalitate dicte Beati Martini ecclesie concedo, ut mihi vel heredi meo non liceat decetero citra hahiam de le Crois molendinum aliquod fabricare. Sed si dictum molendinum incendio vel alio quolibet infortunio deperire contigerit, et ecclesia infra terminum unius anni aliud reedificare voluerit, citra predictam haiam in terra mea, ubicunque voluero, michi molendinum construere licebit, ita tamen quod prefata ecclesia in eodem loco sub omni libertate prioris molendini, jure perpetuo quandocumque voluerit, aliud construere poterit. Ego quoque et primogenitus filius meus, Balduinus li Karons, promisimus quod nunquam queremus artem vel ingenium per quod de molendino suo prefata ecclesia detrimentum incurrere possit vel dampnum, sed bona fide super hoc ecclesiam satagemus defendere ac tueri Hoc etiam coram domino meo Radone, castellano Tornacensi, me fecisse et scripto confirmasse recognovi. In cujus rei memoriam, presentes litteras sigilli mei appensione munivi, et testium qui interfuerunt subnotatione roboravi.

Testes : Petrus de Guingnies, Petrus de Lis, pares Theoderici; Johannes de Mauritania, Gonterus de Moschin, Almannus de Lelliu, Theodericus de Pesch, milites, et plures alii.

Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo nono decimo, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 33; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 105.

256.

Le seigneur d'Enghien ratifie la cession de deux serfs et d'une serve, faite par ses ancêtres à l'abbaye de Saint-Martin, moyennant un cens annuel de douze deniers.

Mai 1219.

Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod ego Ingelbertus, dominus de Habenghem [1], quosdam servos, Fulcerum scilicet, Gossuinum, et ancillam unam, Adam nomine, ab antecessoribus meis, Hugone de Ramegnies, et Gossuino, filio ipsius, ecclesie Beati Martini Tornacensis, sub annuo censu XII denariorum, et ad mortem quantum abbati et conventui ipsius loci visum fuerit, elemosine titulo bene et legittime libertati donatos, quos ego aliquo tempore quorumdam consilio reclamare solebam, nichil me juris in eisdem habere, tam bonorum virorum quam ipsius ecclesie cartarum testimonio, sufficienter cognoscens, factam elemosinam, una cum filio meo primogenito Sigero, divine pietatis intuitu approbo, firmiter et fideliter promittens, me numquam dicte ecclesie causa dictorum servorum calumpniam decetero illaturum. In hujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras conscribi feci, quas ego et dictus filius meus Sigerus, sigillorum nostrorum appensione dignum duximus roborari.

Actum anno Domini M° CC° nono decimo, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 68; *Ibidem*, Cartulaire 121, p 220.

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles porte *Aenghien*.

257.

L'abbé de Saint-Martin publie les conditions de l'accord passé entre son monastère et Robert de Vermella, chanoine de Saint-Donat de Bruges, pour la jouissance d'une dîme à Allennes, et acense audit Robert de Vermella l'autel d'Annœulin avec la chapelle d'Allennes.

Juin 1219.

Ego Johannes, Dei permissione ecclesie Sancti Martini Tornacensis abbas, et ejusdem loci conventus, notum esse volumus universis tam presentibus quam futuris, quod cum dominus Robertus de Vermella, canonicus Sancti Donatiani in Brugis, ab Anselmo de Borch haberet decimam in personatu nostro. videlicet in parrochia de Alesnes, pro nonaginta marchis sibi pignori obligatam, idem R[obertus] ad nos accedens, pia devotione, jus illud quod ei competebat in pignore predicte decime in nos transtulit, tam liberaliter quam libenter, ita quod fructus prefate decime ad vitam suam perciperet. In suprema autem rerum suarum ordinatione poterit, si velit, ubicunque placuerit, quadraginta marchas in predicto pignore, vel in elemosina, vel in solutione debitorum assignare, pro sue arbitrio voluntatis, toto residuo ecclesie nostre remanente. Si autem vivente prefato Roberto, contigerit predictum Anselmum a nobis redimere decimam memoratam, de summa pecunie, scilicet nonaginta marchis, alii redditus ementur, quorum fructus idem Robertus perciperet quoad vivet, et in testamento quadraginta marchas poterit super illos redditus assignare, sicut superius de ipsa decima est pretaxatum vel predictum. Et quicquid acciderit in prefato pignore, ecclesie nostre semper L^a^. marche salve remanebunt, pro sua suorumque salute in pictantias monachorum nostrorum ordinande. Nos autem cum gratiarum actione petitioni ejus grato concurrentes assensu, que predicta sunt libenter annuimus.

Insuper concessimus eidem tenere ad annuam censam altare de Anulin cum capella de Alesnes, quoad ipse vixerit, pro quadraginta libris Flandrensis monete, tali tenore quod in Nativitate beati Johannis Baptiste sol-

vet censam totius anni sequentis, ita quod nisi ante festum beati Petri ad vincula censam totam persolverit, rescisso contractu inter nos et ipsum, quantum ad censam istam, poterimus de altaribus predictis tanquam de nostris disponere secundum nostre arbitrium voluntatis. Insuper, si prefatus Robertus moriatur postquam totam censam persolverit, pro voluntate sua totius anni fructus secundum quod disposuerit conferentur. Si autem ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, solutione nondum facta, ipsum mori contigerit, predictorum altariorum possessio ad ecclesiam nostram libere revertetur. In hujus rei memoriam, presentes litteras conscribi fecimus, quas sigillorum nostrorum impressione munivimus.

Actum anno gratie M° CC° XIX°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 326.

258.

L'official de Tournai approuve l'accord conclu entre l'abbaye de Saint-Martin et Robert de Vermella, chanoine de Saint-Donat de Bruges, pour la jouissance d'une dîme à Allennes, et de l'autel d'Annœulin avec la chapelle d'Allennes.

Juin 1219.

Nicholaus, ecclesie Sancte Marie Tornacensis canonicus et officialis, omnibus Christi fidelibus quibus hec videre vel audire contigerit in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod sicut continebatur in autentico abbatis et conventus Sancti Martini Tornacensis, quod vidi, et coram me legi feci, cum dominus Robertus de Vermella, canonicus Sancti Donatiani in Brugis, ab Anselmo de Borch haberet decimam in personatu monachorum Tornacensium, videlicet in parrochia de Alesnes, pro nonaginta marchis sibi pignori obligatam, idem Robertus ad eos accedens, pia devotione, jus illud quod ei competebat in pignore predicte decime in eos transtulit, tam

liberaliter quam libenter, ita quod fructus prefate decime ad vitam suam perciperet. In suprema autem rerum suarum ordinatione poterit, si velit, ubicunque placuerit, quadraginta marchas in predicto pignore, vel in elemosina, vel in solutione debitorum assignare, pro suo arbitrio voluntatis, toto residuo ecclesie Beati Martini remanente. Si autem, vivente prefato Roberto, contigerit predictum Anselmum ab ecclesia redimere decimam memoratam, de summa pecunie, scilicet nonaginta marchis, alii redditus ementur, quorum fructus idem Robertus percipiet quoad vivet, et in testamento quadraginta marchas poterit super illos redditus assignare, sicut superius de ipsa decima est pretaxatum vel predictum, et quicquid acciderit in prefato pignore prescripte Sancti Martini ecclesie, semper quinquaginta marche salve remanebunt, pro sua suorumque salute in pietantias monachorum ordinande, qui cum gratiarum actione, petitioni ejusdem Roberti grato concurrentes assensu, que predicta sunt libenter annuerunt.

Insuper concesserunt ei tenere ad annuam censam altare de Aneulin cum capella de Alesnes, quoad ipse vixerit, pro xl[a] libris Flandrensis monete, tali tenore quod annis singulis, in nativitate beati Johannis Baptiste, solvet censam totius anni sequentis, ita quod nisi ante festum Beati Petri ad vincula censam totam persolverit, rescisso contractu inter monachos et ipsum Robertum, quantum ad censam istam poterunt de altaribus predictis tanquam de suis disponere, secundum sue arbitrium voluntatis. Insuper si prefatus Robertus moriatur postquam totam censam persolverit, pro voluntate sua totius anni fructus secundum quod disposuerit conferentur. Si autem ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, solutione nondum facta, ipsum mori contigerit, predictorum altariorum possessio ad sepefatam Sancti Martini ecclesiam libere revertetur. Igitur pro bono pacis, ad petitionem partis utriusque, quod in mea gestum est presentia, ne oblivione depereat, litterarum apicibus annotari feci, quas predictam pactionem approbans et confirmans, sigilli sedis Tornacensis appensione munivi, et testium subnotatione roboravi.

Testes : Gossuinus, Mathias, presbiteri et monachi; Matheus, decanus; magistri Arnulphus et Gerardus de Marege.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC° XIX°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 328.

259.

Evrard Radou, châtelain de Tournai et seigneur de Mortagne, confirme aux moines de Saint-Martin la possession de leur moulin de Florent. Il approuve en outre la vente faite auxdits moines par Emma del Léliu, d'une terre à Longuesauch.

Juillet 1219.

Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo nono decimo, mense julio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original scellé sur lacs de soie verte, en cire rouge [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 29; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 89 [2].

260.

Le seigneur de Belœil se porte garant de l'exécution par Walterus de Bailluel de Atrio, son beau-frère, de l'accord passé entre lui et l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion d'une terre, d'un pré et de trois hôtes.

Septembre 1219.

Nicholaus de Condato, dominus de Bailluel, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum volo fieri, quod cum inter ecclesiam Beati

[1] Cet original est tellement délabré qu'on ne saurait plus l'employer utilement.

[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai,* par A. d'Herbomez, t. II, p. 53.

Martini Tornacensis, ex una parte, et Walterum de Baillucl de Atrio, sororium meum, ex altera, super quadam terra, et prato, et tribus hospitibus, questio diu fuisset ventilata, tandem de communi consensu partium, pax talis intervenit, ut pro bono pacis, dictus Walterus, ad censum quatuor denariorum in Natali solvendorum, ab ecclesia retineat quinque quartarios tam terre quam prati, et unum hospitem nomine Johannem; cetera autem ecclesie perpetua pace remanebunt. Ego autem ad petitionem ipsius Walteri, sororii mei, fidejussorem et hostagium me constituo, quod predictus Walterus et heredes ejus prefatam pacem inviolabiliter observabunt. In cujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum anno Domini M°. CC°. XIX°, mense septembris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 114.

261.

L'abbé de Saint-Martin détermine l'emploi des fruits provenant des terres du Sart et du Transloy, cédés au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte par Pierre de Ressons.

Vers 1220.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 260 [2].

[1] Cet original est aujourd'hui complètement gâté.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 209. C'est l'abbé Gordière qui propose de dater la charte de 1220.

262.

Ansoldus de Remin, chevalier, cède au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte quatre mines de terre à la Croix Morel, en échange du muid de blé qu'il lui devait chaque année ; et d'accord avec Hubert de Compiègne, dit Pidowe, il cède au même prieuré quatre autres mines de terre au même lieu, en échange de l'aire du moulin que le prieuré possédait à Clairoix.

1220.

Anno gratie M°. CC°. XX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 128; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 241 [1].

263.

L'abbé de Saint-Martin approuve les échanges faits entre le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, d'une part, le chevalier Ansoldus de Remin et Hubert de Compiègne, dit Pidowe, d'autre part.

1220.

Anno gratie M°. CC°. XX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 274 [2]

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 207.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *loc. cit.*, p. 208.

264.

L'official de Tournai constate que Rabodo de Rume a reconnu devoir tous les ans, pour une terre à Templeuve, trois mesures de blé et deux chapons à l'abbaye de Saint-Martin.

Lundi 6 juillet 1220.

Officialis domini Tornacensis, omnibus ad quos littere iste pervenerint salutem in eo qui est salus.

Noverit universitas vestra, quod vir nobilis dominus Rabodo de Rume, in jure coram nobis constitutus, adversus ecclesiam Sancti Martini Tornacensis recognovit se debere, pro terra que fuit Flore, jacente in territorio de Templueve, dicte ecclesie tres quartrullos bladi et duos capones annuatim ad Natale Domini persolvendos. Huic autem recognitioni interfuerunt Theodericus de Wes, capellanus domini episcopi, presbiter; Letbertus de Castellario, clericus; et Balduinus Karons, primogenitus filius dicti Rabodonis. Ut autem hoc firmum et ratum habeatur, presentem paginam sigillo officialitatis Tornacensis contulimus roboratam.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°, mense julio, feria secunda post Omnes gentes.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 46; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 252.

265.

L'évêque de Tournai ratifie l'accord conclu entre l'abbaye de Saint-Martin et Robert de Vermella, chanoine de Saint-Donat de Bruges, pour la jouissance d'une dîme à Allennes, et de l'autel d'Annœulin avec la chapelle d'Allennes.

Novembre 1220.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus Christi fidelibus quibus hec videre vel audire contigerit in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod cum dominus Robertus de Vermella, canonicus Sancti Donatiani in Brugis, ab Anselmo de Borch haberet decimam in personatu monachorum Tornacensium, videlicet in parrochia de Alesnes, pro nonaginta marchis sibi pignori obligatam, idem Robertus ad eos accedens, pia devotione, jus illud quod ei competebat in pignore predicte decime in eos transtulit, tam liberaliter quam libenter, ita quod fructus prefate decime ad vitam suam perciperet. In suprema autem rerum suarum ordinatione poterit, si velit, ubicunque placuerit, quadraginta marchas in predicto pignore, vel in elemosina, vel in solutione debitorum assignare, pro sue arbitrio voluntatis, toto residuo ecclesie Beati Martini remanente. Si autem vivente prefato Roberto contigerit predictum Anselmum ab ecclesia redimere decimam memoratam, de summa pecunie, scilicet xc^a^ marchis, alii redditus ementur, quorum fructus idem Robertus percipiet coad vivet, et in testamento quadraginta marchas poterit super illos redditus assignare, sicut superius de ipsa decima est pretaxatum vel predictum. Et quicquid acciderit in prefato pignore, prescripte Sancti Martini ecclesie semper quinquaginta marche salve remanebunt, pro sua suorumque salute, in pietantias monachorum ordinande, qui cum gratiarum actione petitioni ejusdem Roberti grato concurrentes assensu, que predicta sunt libenter annuerunt.

Insuper, concesserunt ei ad annuam tenere censam altare de Aneulin cum capella de Alesnes, coad ipse vixerit, pro xl^a^ libris Flandrensis monete, tali tenore quod annis singulis, in Nativitate Beati Johannis

Baptiste, solvet censam totius anni sequentis, ita quod nisi ante festum beati Petri ad vincula censam totam persolverit, rescisso contractu inter monachos et ipsum Robertum, quantum ad censam istam poterunt de altaribus predictis tanquam de suis disponere, secundum sue arbitrium voluntatis. Insuper si prefatus Robertus moriatur postquam totam censam persolverit, pro voluntate sua totius anni fructus secundum quod disposuerit conferentur. Si autem ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, solutione nondum facta, ipsum mori contigerit, predictorum altariorum possessio ad sepefatam Sancti Martini ecclesiam libere revertetur. Igitur, pro bono pacis, ad petitionem partis utriusque, quod multis astantibus in nostra recognitum est presentia, ne oblivione depereat, litterarum apicibus annotari fecimus, quas predictam pactionem approbantes et confirmantes, sigilli nostri appensione munivimus.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XX°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 327.

266.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte confirme au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte tous les privilèges que ce prieuré tenait de son père. Il approuve, en outre, tous les acquêts faits par ledit prieuré depuis la mort de sondit père, et reconnaît n'avoir pas le droit de gîte dans ce prieuré.

Mars 1221.

Data per manum domni Johannis, abbatis Ursicampi, anno Verbi incarnati M°. CC°. XX°., mense marcio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 254 [1].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 206.

267.

L'abbé d'Ourscamp vidime et corrobore la charte précédente, où le châtelain de Noyon et de Thourotte fait diverses concessions au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

Mars 1221.

Actum anno gratie M°. CC°. XX°. sicut superius dictum est [1], mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 267 [2].

268.

Evrard Raddo, châtelain de Tournai et seigneur de Mortagne, garantit aux moines de Saint-Martin la propriété de la terre et du terrage qui leur ont été vendus par le chevalier Bernard de Eschamain, entre Calonne et Warnave.

Tournai, 25 mars 1221.

Actum in abbatia Beati Martini Tornacensis, anno Domini M°. CC°. XX°, in die Dominice adnuntiationis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 73; original jadis scellé sur lacs de soie jaune [3]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 25; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 77 [4].

[1] C'est-à-dire dans la charte du châtelain de Noyon, vidimée dans la présente.
[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 206.
[3] Cet original est dans un tel état de délabrement qu'il est devenu inutile.
[4] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 55.

269.

Jean, comte de Roucy et seigneur de Pierrepont, approuve la vente du terrage à Monceau-le-Wast, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Odardus, fils du chevalier Milo de Dercy.

1221.

J[ohannes], comes de Rouciaco et dominus Petrepontis, universis presentes litteras inspecturis salutem.

Notum vobis facimus, quod nos in terragio quod Odardus, filius Milonis, militis de Dierci, jacente in terris de Monceaus-le-Wast, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, nichil juris habemus, et ipsam venditionem approbanus.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°, primo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 317.

270.

L'évêque de Tournai publie les conditions de l'accord conclu entre l'abbaye de Saint-Martin et Gossuinus, gendre de Willelmus d'Avelghem, à l'occasion de la somme d'argent que ce dernier avait confiée à l'abbaye pour les besoins de sa fille.

1221.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus qui hec viderint vel audierint in Domino salutem.

Notum vobis facimus quod Gossuinus, qui Mariam, filiam Willelmi de Avlenghem, duxerat uxorem, inde sumpta occasione movit questionem adversus ecclesiam Beati Martini Tornacensis, super quantitate pecunie

quam predictum Willelmum ad opus filie sue dicebat eidem ecclesie olim commendasse, et super hoc ecclesiam plurimum fatigavit. Tandem, assensu nostro, mediante viro prudente magistro Waltero, hospitalario, inter ipsum et ecclesiam hoc modo pax reformata est, quod de denariis quos eadem ecclesia reddebat hiis a quibus per usuram Willelmus acceperat, tradite sunt supradictis Gossuino et Marie septuaginta libre Flandrensis monete. Quod factum approbantes, predicti G[ossuinus] et M[aria] de tota pecunia quam juste vel injuste clamabant, ecclesiam quitam clamaverunt, et interposita fide corporali et sacramento, se super hoc ecclesiam nunquam molestare fideliter promiserunt, vocatis in testimonium scabinis Tornacensibus qui tunc aderant, Letberto scilicet de Helda, Evrardo Stampe, et Willelmo l'Enfumet, veri jurato, aliisque multis tam clericis quam laicis.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. I°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 305.

271.

Le doyen et le chapitre de Saint-Ursmer de Lobbes publient les conditions de l'accord passé entre eux et l'abbaye de Saint-Martin, pour la jouissance des dîmes de Merbes.

1221.

In nomine Domini. Universis Christi fidelibus quos presentem paginam videre vel audire contigerit, Nicholaus, decanus, et capitulum ecclesie Sancti Ursmari Lobiensis, salutem in Domino.

Notum vobis facimus quod cum, auctoritate apostolica, coram judicibus Evrardo, decano, Lamberto, cantore et Godescalcho, canonico Tudiniensi, viros venerabiles abbatem et conventum Sancti Martini Tornacensis traxissemus in causam, super tercia parte decime terrarum omnium quas habebant apud Merbias, et omnium terrarum que ibidem tenebantur ab ipsis, necnon et hospitum, quam partem dicebamus de jure patronatus nobis

competere; tandem de assensu Theoderici, presbiteri, qui curam gerebat parrochie, et prudentum virorum utentes consilio, composuimus et in presentia judicum Tudiniensium constituti, cognovimus in jure nos in propriis terris et possessionibus monachorum Tornacensium nullum jus, nullam umquam decimam habuisse, causeque renuntiantes, sub testimonio presentis pagine confirmavimus quod nichil omnino juris aut decime debemus vel possumus in illis decetero reclamare. Omnes autem decimas terrarum omnium que tenebantur ab ipsis et hospitum in quibus cognoscebant nos terciam partem habere, cum omni integritate, libertate et pace perpetualiter possidebunt; ita quod nos in illis nichil decetero capiemus preter quam in minutis decimis hospitum, de quibus amodo fiet sicut hucusque fieri solet, videlicet ipsi monachi duas partes habebunt, nobis Lobiensibus et presbitero partem terciam reservantes. De decimis autem novalium, si qua infra parrochiales metas sartari contigerit, ita fiet sicut de minutis decimis hospitum superius est statutum. Porro, in recompensatione juris nostri et facte compositionis, concesserunt nobis abbas et conventus Tornacensis sex sextaria bladi, et septem sextaria et dimidium sextarium avene, ad mensuram Merbiensem, que singulis annis capiemus in majori decima ejusdem ville, cujus nonam partem sine diminutione juste et canonice tunc temporis possidebant. In dictis quoque sextariis bladi et avene habebit presbiter parrochialis terciam partem, quia in supradictis decimis nobiscum solebat partiri. Ut igitur hec omnia rata permaneant et inconcussa, presentem paginam fecimus scribi, et sigillo nostri capituli confirmari, necnon et sigillo judicum auctoritate apostolica roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur lacs de soie blanche [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 110; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 208; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 9.

[1] Cet original, vu son état de délabrement, n'a pu nous servir.

272.

L'abbé et les moines de Saint-Martin publient les conditions de l'accord conclu entre eux et le chapitre de Saint-Ursmer de Lobbes, pour la jouissance des dîmes de Merbes.

1221.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds du chapitre de Binche; original jadis scellé sur lacs de soie rouge [1].

273.

Le doyen, le chantre et un chanoine de Thuin, approuvent l'accord passé en leur présence entre les doyen et chapitre de Saint-Ursmer de Lobbes et l'abbaye de Saint-Martin, pour la jouissance des dîmes de Merbes.

1221.

In nomine Domini, universis Christi fidelibus quos presentem paginam videre vel audire contigerit, Evrardus, decanus, Lambertus, cantor, et Godescalchus, canonicus Tudinienses, salutem in Domino.

Notum vobis facimus, quod cum Nicholaus, decanus, et capitulum ecclesie Sancti Ursmari Lobiensis, auctoritate apostolica, coram nobis, viros venerabiles abbatem et conventum Sancti Martini Tornacensis traxissent in causam, super tercia parte decime terrarum omnium quas monachi Tor-

[1] Cette charte, qui est la contre-partie de celle publiée sous le numéro 271, est analysée longuement dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. XIV, p. 18.

nacenses habebant apud Merbias, et omnium terrarum que ibidem tenebantur ab eisdem monachis, necnon hospitum, quam partem dicebant ipsi canonici de jure patronatus sibi competere; tandem de assensu Theoderici, presbiteri, qui curam gerebat parrochialem, et prudentum virorum utentes consilio, composuerunt, et in nostra presentia constituti, canonici Lobienses cognoverunt in jure se in terris propriis et possessionibus monachorum Tornacensium nullum jus, nullam unquam decimam habuisse, causeque renuntiantes, sub testimonio litterarum suarum confirmaverunt quod nichil omnino juris et decime debent vel possunt in illis de cetero reclamare. Omnes autem decimas terrarum omnium que tenebantur ab ipsis monachis, et hospitum, in quibus monachi cognoscebant ipsos canonicos terciam partem habere, cum omni integritate, libertate et pace, monachi perpetualiter possidebunt, ita quod in illis nichil decetero canonici capient preterquam in minutis decimis hospitum, de quibus amodo fiet sicut hucusque fieri solet, videlicet ipsi monachi duas partes habebunt, canonicis Lobiensibus et presbitero partem terciam reservantes. De decimis vero novalium, si qua infra parrochiales metas sartari contigerit, ita fiet sicut de minutis decimis hospitum superius est statutum. Porro, in recompensatione juris sui et facte compositionis, concesserunt abbas et conventus Tornacenses ipsis canonicis Lobiensibus sex sextaria bladii, et septem sextaria et dimidium sextarium avene, ad mensuram Merbiensem, que singulis annis capient canonici in majori decima ejusdem ville, cujus nonam partem sine diminutione juste et canonice Tornacenses monachi tunc temporis possidebant. In dictis quoque sextariis bladii et avene habebit presbiter parrochialis terciam partem, quia in supradictis decimis cum sepedictis canonicis solebat partiri. Ut igitur hec omnia rata permaneant et inconcussa, pars utraque litteras suas fecerunt conscribi et sigillo sui capituli confirmari, et sigillis nostris, auctoritate apostolica, roborari.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur lacs de soie rouge de trois sceaux, dont ceux d'Évrard et de Lambert, en cire verte, subsistent seuls. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 209; *Ibidem,* Cartulaire 126, fol. 9[b].

274.

Evrard Raddo, châtelain de Tournai et seigneur de Mortagne, garantit aux moines de Saint-Martin la libre jouissance des terres que Theodericus de Pesch leur avait vendues à Esplechin.

1221.

Actum anno gratie M°. CC°. XXI°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original scellé en cire brune sur lacs de soie rouge [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 41 ; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 152 [2].

275.

Evrard Raddo, châtelain de Tournai et seigneur de Mortagne, investit les moines de Saint-Martin de la dîme des novales d'Esplechin, que Simon, fils d'Alard, seigneur d'Esplechin, avait réclamée induement auxdits moines, en dépit de la vente qui leur avait été faite par son père.

1221.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XX° primo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 164 [3].

[1] Cet original est très délabré, et n'a pu être utilisé qu'en partie.
[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 59.
[3] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 61.

276.

Le seigneur d'Humont approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Odardus, le fils du chevalier Milo de Dercy, et par Maria, sa femme, de leur terrage de Monceau-le-Wast, et en tant que seigneur du fief, investit l'abbaye de ce terrage.

Juin 1221.

Ego Guido, dominus de Humont, notum facio presentibus et futuris quod Odardus, filius Milonis, militis de Derci, et Maria, uxor ejus, de assensu meo vendiderunt ecclesie Sancti Martini Tornacensis, pro centum et xxv libris fortium, totum terragium et totum jus que habebant in terris de Monceaus le Wast, que proveniunt ex parte hereditatis ejusdem Marie, que ipsi(us) Odardus et Maria de me tenebant in feodum, et eidem ecclesie in perpetuum penitus quitaverunt, fidem interponentes de non reclamando, sed eidem ecclesie super predictis legitimam portabunt garandiam contra omnes qui juri et justicie parere voluerint; et se predicti(s) in manu mea devestiverunt, et ego tamquam dominus feodi ipsam ecclesiam de eisdem investivi, et eandem venditionem laudavi, promittens fide interposita me ipsi ecclesie super hiis portaturum legitimam garandiam quantum ad jus pertinet feodale. Requisivimus etiam ego et dicti Odardus et Maria, venerabilem patrem A[nselmum], Laudunensem episcopum, quod factum istud per litteras suas patentes confirmaret. In cujus rei testimonium, presentes litteras patentes emisi, sigilli mei munimine roboratas.
Actum anno Domini M°. CC°. XX°. I°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 306.

277.

L'évêque de Laon ratifie la vente du terrage de Monceau-le-Wast, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Odardus, le fils du chevalier Milo de Dercy, et par Maria, sa femme.

Juin 1221.

A[nselmus], Dei gratia Laudunensis episcopus, omnibus presentes litteras visuris salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod constituti coram nobis Odardus, filius Milonis, militis de Derci, et Maria, uxor ejus, recognoverunt se vendidisse ecclesie Sancti Martini Tornacensis, pro centum et xx quinque libris fortium, totum terragium et totum jus que habebant in terris de Moncheaus le Wast, que proveniunt ex parte hereditatis dicte Marie, et eidem ecclesie in perpetuum penitus quitaverunt, fidem interponentes corporalem quod nec per se nec per alium decetero reclamabunt, sed ipsi ecclesie legitimam garandiam portabunt contra omnes qui juri et justicie parere voluerint, et se de predictis in manus nostras ad opus dicte ecclesie devestiverunt, et nos de eisdem ipsam ecclesiam sollempniter investivimus. Guido etiam, dominus de Humont, a quo dicti Odardus et Maria predicta se tenere dicebant in feodum, coram nobis dictam venditionem laudavit et approbavit, fide interposita promittens se ipsi ecclesie super predictis legitimam portaturum garandiam quantum pertinet ad jus feodale. Recognovit etiam dicta Maria quod venditionem istam faciebat spontanea nec coacta, sed pro urgentibus negociis ipsius et mariti sui, et quod si hoc non faceret, majus ambo incurrerent detrimentum. In cujus rei testimonium, presentes litteras patentes emisimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXI°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 305.

278.

Les échevins de Tournai déclarent qu'Yvain de Waudripont a donné à l'abbaye de Saint-Martin une rente en argent et en chapons, assise sur une maison de la paroisse Saint-Pierre, en la Cité de Tournai.

Juin 1221.

Couneute cose soit à çals ki ore sunt et ki à venir sont, ke Yvains de Waudripont douna à le glise de Saint Martin de Tornai, por Deu et en almosne, xxxvi s. de Loenisiens et iiii capons de rente par an, sor le maison Jehan Boteri, en le profie Saint Piere, à le fieste saint Remi xii d. de cens, al Noel xi s. et iiii capons, à le Paske xii s., à le fieste saint Jehan Baptiste xii s. Et çou douna il à le pitance del refroitoir por faire son aniversarie.

Çou fu fait devant les eskievins de Tornai : Willaume le Capuiseur, Evrart Estampe, Dierin de Saint Piat, Watier Sartiel, Pieron le Roi, Libiert de le Helde, Nicholon de le Roke. Devant ces eut il encovent à warandir enviers tous ceste tenure.

Çou fu fait l'an de l'incarnation M. CC. XXI, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 159.

279.

Le doyen de chrétienté de Courtrai déclare que Henri, fils de Sara de Courtrai, a donné à l'abbaye de Saint-Martin, en gage du payement des cent livres de Flandre qu'il lui devait, toute la dîme et le tiers des revenus de l'autel de Gulleghem.

Février 1222.

J ....., decanus christianitatis in Curtraco, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre significo quod Henricus, filius Sarre de Curtraco, in presentia mea, in ecclesia Beati Martini de Curtraco constitutus, recognovit se obligatum teneri adversus ecclesiam Beati Martini Tornacensis in centum libris Flandrensis monete, pro quibus loco pignoris dedit predicte ecclesie totam decimam et tertiam partem proventuum altaris que in villa de Weulenghem possidebat, per octo annos possidenda, tali forma et tenore que in litteris domini Walteri, Tornacensis episcopi, et domini Walteri de Huele, a q[uibus] predicta decima scilicet et altaris proventus tenentur in feodo, continentur. Ut autem supradicta ecclesia indempnis super hac causa in posterum conservetur, dictus Henricus super dicta conventione firmiter observanda, dedit ecclesie plegios legales : Willelmum Amman de Huele, Walterum de Bonarde, Danielem Vulpem de Huele, Joseph, filium Roberti Wille, Vivianum Henkin et Danielem, filium Walteri le Neve; qui omnes, fide et sacramento prestitis, promiserunt fideliter se super premissis omnibus sepedictam Beati Martini Tornacensis ecclesiam indempnem per omnia servaturos. Ego igitur ad preces partis utriusque, quod in mea gestum est presentia, pro bono pacis, curavi litteris commendare, et sigilli mei munimine roboravi.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. primo, mense februario.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

280.

L'abbé de Saint-Martin affranchit la postérité de la serve Ada, qui avait été donnée à son monastère par Gossuinus, seigneur de Ramegnies.

1222.

Johannes, ecclesie Beati Martini Tornacensis abbas, et ejusdem loci conventus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum esse volumus quod Gossuinus, quondam dominus de Ramegnies, quandam ancillam suam, Adam nomine, ecclesie nostre contulit in elemosinam cum omni posteritate ipsius, cum omni jure quo ipsa subjecta erat eidem. Nos autem, divine pietatis intuitu, posteritatem ipsius Ade a predicta servitute relaxavimus et manumisimus, ita quod ipsa posteritas ad nos per capitalem censum pertineat, persolvendum annis singulis in festo sancti Martini, per duodecim den Torn. monete; et in morte uniuscujusque, melius catallum adm[odum] ill[ud] fuerit ante computationem vel restitutionem debiti illius qui mortuus fuerit, ad nostram ecclesiam pertinebit. Et sciendum quod . . . . de posteritate predicta in posterum a quoquam super servitutem molestetur, et ad nos veniens se de prefata posteritate . . . . potuerit, censum debitum, modo debito persolverit ad liberationem et libertatem ipsius, ita tamen quod omnes expensas que pro . . . . persolvat, tenebitur ecclesia nostra fideliter laborare. Proinde et tenentur inter se per assensum nostrum virum bonum et fid[. . . . .] nostrum, ut suprascriptum est, fide interposita fideliter exequatur. In hujus rei memoriam, presentes litteras . . . . posteritate sunt contulimus, sigillorum nostrorum appensione roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. vicesimo secundo.

(*Au dos est écrit :*) Ordo posteritatis Ade. De Ada exierunt Segardis, Ermengardis, Margaretta, Ida, Eremburgis. De Segarde exierunt Alendis, Mainsendis. De Alende Egidius, Yolendis, Johannes et Walterus. De Ermengarde Ada. De Ada Thomas, Bernardus. De Margareta Ogina. De Ogina Mabilia. De Ida Joseph. De Eremburge Ernulphus. De Emma Elizabeth. De Sarra Matheus. De Mainsende Egidius, Nicholaus, Petrus et Maria. De Yolende exivit Arnulphus, Maria, Yolendis . . . . et Maria.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original en forme de charte-partie, jadis scellé.

281.

Gossuinus del Ploich approuve la vente de deux parts de dîme à Maulde, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Gossuinus de Roucourt, qui les tenait de lui en fief.

Maulde, 1222.

Ego Gossuinus del Ploich notum facio omnibus litterarum istarum inspectoribus, quod Gossuinus, miles de Roechort, de me tenebat in feodo duas partes decime unius quartarii de Malda, quam cum voluntate et assensu uxoris sue Rissendis, per quam ei provenerat, ecclesie Beati Martini de Tornaco ad quam altare predicte ville pertinere dinoscitur, vendere disposuisset, eam nomine elemosine. cum omni integritate qua eam possidebat et que de terris cultis et incultis ei provenire poterat, coram paribus suis : Segardo le Gris, Olivero de Roecort, Evrardo de Gysenghen. militibus, Willelmo de le Katoere, Arnulpho des Faus, Johanne del Kesnoit, Rogero de le Val. et Perrona de le Katoere, ad opus prefate ecclesie, una cum predicta conjuge sua, in manus meas libere resignavit. Interrogata autem a me mulier si hereditatem suam coacta venderet, respondit : non, sed ne majus dampnum incurreret. Cum que prescripti pares in fide qua mihi tenebantur, ut est consuetudinis in talibus, ter a me requisiti fuissent si de jure predictam decimam Gossuinus et Rissendis reclamare possent, dixerunt : minime ; ibique communicato consilio eam sibi suisque successoribus abjudicaverunt. Itemque interrogati si quod factum fuerat ecclesie sufficere posset, responderunt : utique. Hiis ita gestis loco episcopi per manum Stephani, decani christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, eandem decimam memorate Sancti Martini ecclesie tradidi perpetuo libere possidendam, et ab omni justicia seculari exemptam. Postea Gossuinus et Rissendis, interposita fide corporali, prestito etiam juramento, firmaverunt se in decima illa nichil amplius clamaturos, amicis et propinquis eorum quamplurimis astantibus, et venditionem legittime factam acclamantibus. Ernulphus quoque filius Segardi le Gris, sumptis ab ecclesia xx[ti] sol. Fla-

mingorum, coram paribus prenominatis tocius decime quam ibidem, retroactis temporibus, de me tenuerat pater suus, venditionem legittime factam fuisse recognovit et approbavit, et super sanctorum reliquias juravit se in ea nichil amplius reclamare. Igitur ad preces parcium, ego tanquam feodi dominus, recognitionis Ernulphi et conservande pactionis Gossuini testem constitui me, ac fidejussorem et fidelem ecclesie in omnibus adjutorem. Quod ut ratum habeatur, sigillo meo novo hominibus meis illic ostenso et ab ipsis recepto et approbato, presentes litteras signavi, et suprascriptorum parium attestatione roboravi.

Actum in ecclesia de Malda, sub testimonio parrochianorum omnium die dominico post missam ad ecclesiam (*sic*) exeuntium, anno Domini, M°. CC°. XX°. II°.

Ego Stephanus, decanus christianitatis Sancti Brictii, huic facto interfui, et rem sic se habere protestans, rogatus a partibus, pro bono pacis huic scripto sigillum meum apposui.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 92; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 68; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 40.

282.

Le seigneur de Heule donne à l'abbaye de Saint-Martin le droit de collation de l'autel de Gulleghem.

Septembre 1222.

Ego Walterus de Sobrenghem [1], dominus de Huele, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod voluntate et assensu filiorum meorum, Willelmi et Alardi, donationem altaris de Weulenghem, quam sine interruptione diu possederam, ob salutem anime mee et predecessorum meorum, a quibus mihi provenerat, sapientum virorum usus consilio,

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles écrit *Somrenghem*.

ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco reportavi, in manus Johannis, Tornacensis archidiaconi, et sub testimonio magistri Radulphi, Flandrensis archidiaconi, et magistri Arnulphi, officialis episcopi, canonicorum Tornacensium, militum quoque qui aderant, Balduini scilicet de Prat, et Danielis de Herziaus [1], libere resignavi, et ex toto donationi mee renunciavi, salvo tamen hominum meorum jure feodali. Archidiaconus autem, statim de eadem donatione, loco episcopi a quo missus fuerat, prefatam Sancti Martini ecclesiam sollempniter investivit, et scripto suo confirmavit. Igitur, ne super donatione mea legittime facta, futuris temporibus aliqua Sancti Martini ecclesie inferatur molestia, presentes litteras inde conscriptas sigilli mei impressione munivi, quas etiam ad majorem firmitatem primogeniti filii mei Willelmi sigillo, et suprascriptorum clericorum ac militum attestatione roborare curavi.

Actum anno ab incarnatione Domini M°. CC°. XX°. II°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 64; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 299.

283.

Les archidiacres et l'official de Tournai déclarent qu'en leur présence le seigneur de Heule a donné à l'abbaye de Saint-Martin le droit de collation de l'autel de Gulleghem.

5 septembre 1222.

Johannes et Radulphus, archidiaconi Tornacenses, et Arnulphus, officialis, omnibus qui hec viderint vel audierint in Domino salutem.

Notum vobis esse volumus quod Walterus de Sobrenghien [2], dominus de Huele, Tornaci in presentia nostra constitutus, donationem altaris de

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles dit *Herseaus*.

[2] Le même Cartulaire 121 l'appelle *Somrenghem*.

Weulenghem, quam (*sic*) sine interruptione diu possederat, ob salutem anime sue, ad opus ecclesie Beati Martini de Tornaco, in manus Johannis, archidiaconi Tornacensis, qui ab episcopo ad hoc missus fuerat, sub testimonio militum qui aderant, Balduini scilicet de Prat, et Danielis de Hyerziaus [1], libere reportavit, salvo hominum suorum jure feodali. Predictus autem J[ohannes], archidiaconus, loco episcopi constitutus, ipsam donationem recipiens, eam statim in manus Johannis, abbatis ejusdem loci, resignavit, et de ea predictam Beati Martini ecclesiam sollempniter investivit. In hujus rei memoriam presentes litteras conscribi fecimus, quas eidem ecclesie contulimus, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum ab incarnatione Domini anno M°. CC°. XX°. secundo, III° nonas septembris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 65; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 300.

284.

L'évêque de Tournai ratifie la donation de l'autel de Gulleghem, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le seigneur de Heule.

Tournai, septembre 1222.

In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus Christi fidelibus tam presentibus quam futuris in perpetuum.

Universitati vestre non incognitum esse volumus, quod cum Walterus de Sobrenghem [2], dominus de Huele, donationem altaris de Weulenghien [3] sine interruptione possedisset, et a progenitoribus suis ei provenisset,

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles écrit *Herseaus.*
[2] Le même Cartulaire 121 porte *Somrenghem.*
[3] Le même Cartulaire 121 dit *Weuelghem.*

ipsam donationem pro remedio anime sue et antecessorum suorum, in manus Johannis, Tornacensis archidiaconi, qui a nobis ad hoc missus fuerat, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis libere reportavit, sub testimonio magistri Radulphi, Flandrensis archidiaconi, et magistri Arnulphi, officialis nostri, militum quoque qui aderant, Balduini scilicet de Prat, et Danielis de Herziaus, et aliorum plurimorum tam monachorum quam laicorum, in quorum presentia predictus archidiaconus Johannes, loco nostri, ecclesiam de ea sollempniter investivit. Nos autem donationem istam approbamus, et salvo jure episcopali et ministrorum episcopi confirmamus; statuentes ut abbas, tanquam persona altaris, in synodo respondeat, et ecclesie illi sacerdotem provideat, qui ab eo temporale beneficium, et a nobis recipiat curam animarum. Ut igitur ista donatio et nostra concessio rata et illibata permaneat, et ne ab aliquo ullo in tempore violetur, pontificali auctoritate, sub anathemate prohibemus, presentemque cartam scribi fecimus, quam sigilli nostri impressione munivimus, et subscriptione testium roborare curavimus.

Signum domini Walteri, Tornacensis episcopi; S. Radulphi, archidiaconi; S. Ernulphi, officialis; S. Johannis de Sancto Amando, canonicorum Tornacensium; S. Johannis de Sancto Quentino, magistri Gerardi de Betunia, Gossuini de Veson, sacerdotum; S. Gerardi, notarii, etc.

Actum Tornaci, anno gratie M°. CC°. XX°. II°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 64; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 300.

285.

Evrard Raddo, châtelain de Tournai et seigneur de Mortagne, garantit aux moines de Saint-Martin la propriété des terres à Esplechin qui leur ont été vendues par Walterus de Bruilo.

Octobre 1222.

Actum anno gratie M°. CC° vicesimo secundo, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 42; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 158 [1].

286.

Le pape Honorius III prend l'abbaye de Saint-Martin sous la protection du Saint-Siège, et lui confirme toutes ses possessions, spécialement son droit de patronat dans l'église de Gulleghem.

Au Latran, 24 novembre 1222.

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis . . . . . abbati et conventui Sancti Martini Tornacensis, salutem et apostolicam benedictionem.

Sacrosancta Romana ecclesia devotos et humiles filios ex assuete pietatis officio propensius diligere consuevit, et ne pravorum hominum molestiis agitentur, eos tanquam pia mater sue protectionis munimine confovere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato con-

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 63.

currentes assensu, personas vestras et locum in quo divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus. Specialiter autem jus patronatus quod in ecclesia de Weulenghem vos habere proponitis, ac alia bona vestra sicut ea omnia juste, canonice ac pacifice optinetis, vobis et per vos ecclesie vestre, auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Dat. Laterani, VIII kalendas decembris, pontificatus nostri anno septimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original bullé sur lacs de soie jaune et rouge [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 8; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 414.

287.

L'abbé de Saint-Martin déclare avoir loué, en présence des échevins de Tournai, à Willermus, fils de Wicardus de Flekières, la maison de pierre que possédait son monastère dans la rue voisine de la demeure de l'évêque de Tournai.

1225.

Sciant et memoriter teneant scabini, quod ego Amandus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis abbas, et ejusdem loci conventus, bono et communi assensu, concessimus Willermo, filio Wicardi de Flekieres, domum nostram lapideam in vico prope domum episcopi sitam, hereditarie tenendam pro duabus marchis fini argenti et x sol. Flandrensis monete, de quibus, annis singulis, nobis reddere tenetur ad vincula sancti Petri marcham unam, et ad

[1] Cet original est en très mauvais état.

festum sancti Remigii decem sol. Flamingorum, more censuali, et in Purificatione sancte Marie marcham alteram. De hac autem pensione assignavit nos ipse Willermus ad eandem domum, et de defectu, si forte quoquomodo acciderit, ad LX^{a} sol. Flamingorum annui redditus, qui pro contigua domo Egidii le Pinier ei debentur, ecclesia se tenebit. Factum est hoc coram Waltero Sotie, et Gontero le Taneur; et postea recognitum ab ipsis coram ceteris scabinis, Johanne scilicet Aletake, Waltero Abreham, Eustatio de Hersials, Laurentio le Miercier, Nicholao Calvet.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC° vicesimo tercio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 158.

288.

L'official de Tournai déclare qu'Evrard de Condé, châtelain de Leuze, a donné à l'abbaye de Saint-Martin une rente assise sur l'une des deux maisons de pierre qu'il possède à Tournai, sur le rivage, en la paroisse de Saint-Piat, près du pont de l'Arche, et qu'il a promis en outre de lui laisser après sa mort la moitié de la grange située derrière ces deux maisons.

Tournai, 1223.

Magister Arnulphus, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum esse volumus quod Everardus de Condato, castellanus de Lutosa, in presentia nostra constitutus, recognovit se ecclesie Beati Martini Tornacensis sex lib. Flandrensis monete annui redditus, supra alteram duarum domorum suarum lapidearum gemellarum, sitarum ad rivagium, in parrochia Sancti Piati Tornacensis, que sita est versus arcum saxeum Scaldi, in elemosinam contulisse, in perpetuum possidendas, sub hac conditione quod si locationem ejusdem domus sex lib. Flandrensium annuatim non valere contigerit, de locatione domus

alterius debet semper perfici redditus sex lib. Flandrensium ecclesie nominate, nisi hospites effugerint solutione sue locationis non perfecta. Concessit etiam prefatus Everardus, post ipsius decessum, eidem ecclesie medietatem grangie site retro domos jamdictas, in elemosinam in perpetuum libere et absolute possidendam. Eandem tamen medietatem grangie sibi quoad vixerit duxit retinendam. Nomina eorum qui his interfuerunt sunt hec :

Signum Johannis de Marvis, notarii curie Tornacensis, Signum Gilberti Gibeth, clericorum ; Signum Gossuini Bucau, Signum Johannis Aletache, civium Tornacensium.

Actum in claustro Beate Marie Tornacensis, anno Domini M°. CC°. XX° tercio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 49.

289.

L'abbé de Saint-Martin énonce les conditions de l'accord passé entre son monastère et le chevalier Walterus de le Val, pour la jouissance de leurs droits respectifs en la paroisse de Moustier.

1223.

Amandus, ecclesie Sancti Martini in Tornaco dictus abbas, et ejusdem loci conventus, universis presentibus et futuris salutem in Domino.

Notum fieri volumus quod inter nos, ex una parte, et dominum Walterum, militem de le Val, gravis diu contentio fuerat super theloneis et stalagiis, inventionibus et foragiis que clamabat super totam terram ecclesie nostre in potestate de Moustiers; tandem de consilio prudentum ad pacem mediantium concordia facta est in hunc modum :

De inventionibus, stalagiis et foragiis habebit ecclesia medietatem, et

[1] Il nous a été impossible d'utiliser cet original, à cause de son mauvais état.

dominus Walterus alteram medietatem, conditione quidem tali, quod si aliquis super hiis ecclesiam in causam traxerit, ad hoc tamen quod ecclesia poterit retinere, in jure habebit dominus Walterus medietatem. Super hospites vero ecclesie, et in omnibus terris ecclesie, nichil omnino juris, dominationis et justicie habebit dominus Walterus, preter medietatem supradictam in inventionibus scilicet, stalagiis et foragiis supradictis. Scabinos ville habebit ecclesia pro sua voluntate, quotiens ei opus erit ad jura ecclesie observanda, et poterit eos ducere quotiens opus fuerit, pro lege inquirenda et facienda. Et si de causis hospitum et terrariorum ecclesie leges provenerint, ecclesia emendationes habebit. Scabini scabinum eligent, qui si electus sit in terra ecclesie, ecclesia faciet eum haberi, et jurare quod jura ville et jura ecclesie pro posse suo fideliter observabit. Omnes similiter scabinos habebit dominus Walterus, quotiens opus habebit ad jura sua sicut et ecclesia. Ad placita generalia debet esse major ecclesie, et submonere hospites ecclesie. Sed si major vel hospites non venerint, ecclesia emendationes habebit. De extraneis habebit dominus Walterus theloneum, sed non de hospitibus ecclesie. Sciendum etiam quod dominus Walterus solebat falcare ad medietatem pratum Sancti Martini, quod est subtus domum suam. Illud hereditarie excolet et servabit, et cum fenare voluerit, nuntiabit ecclesie, et ecclesia mittet nuntium suum si voluerit; et cum acervi fient, sortes mittentur, et ecclesia recipiet medietatem illam quam sors dederit ei. Similiter terram illam que dicitur Hermersart, ad medietatem excolet et seminabit, et cum fructus colligere voluerit, nunciabit ecclesie, et ecclesia mittet qui medietatem suam, sive per sortes sive garba ad garbam, recipiet. Si autem contingat novos hospites poni super terram ipsam et super pratum supradictum, quod sine ecclesie [voluntate] fieri nullatenus potest, ecclesia habebit omnium proventuum medietatem, et dominus Walterus alteram medietatem. Sciri quoque volumus quod medietatem in stalagiis, in inventionibus et foragiis sepedictis, et mediaturam terre et prati, tenet dominus Walterus in feodo ab ecclesia, et inde est homo ecclesie per amplum feodum secundum consuetudinem Hainoie.

Ut igitur hec concordia stabilis et inconcussa permaneat, presentes litteras ei contradidimus, sigillis nostris firmatas; et ipse nobis contradidit litteras judicum Laudunensium, abbatis scilicet et prioris Sancti Vincentii,

et decani Sancti Juliani, coram quibus, auctoritate apostolica, nos et dominum Walterum diu fuerat litigatum.

Actum anno gratie M°. CC°. XX° tercio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 101; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 133; *Ibidem*, Cartulaire 124, fol. 9[v].

290.

L'official de Tournai et le doyen de Saint-Brice à Tournai, écrivent à l'abbé de Saint-Vincent, au prieur et au doyen de Saint-Julien de Laon, qui avaient reçu du Saint-Siège mission de terminer le différend survenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le chevalier Walterus de le Val, à l'occasion de leurs droits respectifs à Moustier, qu'un accord est intervenu entre les parties, et leur demandent de ratifier cet accord.

1223 [1].

Viris venerabilibus et discretis, abbati Sancti Vincentii, et priori et magistro decano Sancti Juliani Laudunensis, magister A[rnulphus], officialis domini Tornacensis, et Stephanus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Discretioni vestre significamus quod Walterus de le Val, miles, contra quem coram vobis auctoritate apostolica ecclesia Beati Martini Tornacensis diutius litigavit, in presentia nostra constitutus, recognovit se cum dicta ecclesia amicabiliter composuisse sub hac forma :

« Amandus, ecclesie Sancti Martini in Tornaco dictus abbas, etc. » (*Suit le texte de la charte précédente.*)

Hec ita ad preces predictorum abbatis videlicet et conventus, et Walteri, militis de le Val, vobis scribimus, discretionem vestram ex parte eorum

[1] Il est évident que cette lettre est contemporaine de la charte précédente.

attentius rogantes, quatinus formam compositionis hujus secundum tenorem litterarum istarum litteris vestris confirmetis, sigillorum vestrorum appensionibus roboratis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 101; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 133.

291.

Jean, chanoine de Saint-Donat de Bruges, et Jean l'Abbé, chanoine de Tournai, publient les conditions de l'accord qu'ils ont ménagé entre l'abbaye de Saint-Martin et le chapitre de Leuze, touchant les dîmes de Buissenal et de Dameries.

1223.

Magister Johannes, ecclesie Sancti Donatiani de Brugis, et Johannes dictus Abbas, ecclesie Sancte Marie Tornacensis, canonici, omnibus litterarum istarum inspectoribus salutem in vero salutari.

Universitati vestre notum facimus, quod cum in nos esset compromissum sub pena viginti librarum, de querelis que inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis et ecclesiam Luthosensem diu vertebantur, sicut in litteris partium super hoc confectis plenius continetur, tandem lite contestata, auditis utriusque partis rationibus, de prudentum consilio diffinivimus, quod in illo articulo de decima de Buizenau, sufficere debet ecclesie Lutosensi restitutio novalium facta terrarum post tempus novissimi generalis concilii Lateranensis ad culturam redactarum, nec ulteriorem restitutionem potest petere ab ecclesia memorata. De decima autem nutrimentorum curtis de Dameries, sententialiter diffinivimus quod si ecclesia Sancti Martini Tornacensis in dicta curte sua animalia propria duxerit nutrienda, ipsa ecclesia integram retineat decimam animalium predictorum. Sin autem aliena animalia receperit, quocunque modo nutrienda in predicta curte, vel aliquis qui ad medietatem vel censam illam curtem tenuerit, duxerit nutrienda, ecclesia predicta de parte sua quam

ipsa in animalibus et fructibus perceperit, eorumdem decimam ex integro retineat. Laicus autem vel alius cujus sunt animalia, de parte sua fide bona decimam persolvat integraliter ecclesie Luthosensi. De decima autem terre apud Dameries, quam petit ecclesia Luthosensis, per sententiam diximus quod cum in privilegio Beati Martini contineatur quod decimam duorum mansorum terre inibi jacentis habere debeat illibatam, et ex ea et de decima animalium tres solidos annuatim solvere debeat ecclesie parrochiali, dicta Sancti Martini ecclesia de viginti quatuor bonariis terre decimam sine calumpnia in predicto loco apud Dameries, excepta nichilominus curte predicta, perpetuo percipiat, et tres solidos census ecclesie Luthosensi restituat, que ipsam debeat adversus parrochialem ecclesiam indempnem de predictis omnibus conservare. In hujus rei memoriam, presentes litteras scribi fecimus et sigillari, quas ego Johannes dictus Abbas, quia proprium sigillum non habui, sigillo sedis Tornacensis muniri feci.

Actum anno gratie M°. CC°. XX°. III°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 96; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 117.

292.

L'official de Tournai détermine la part respective du curé de Cuerne et de l'abbaye de Saint-Martin, dans les legs et les dons faits à l'église de Cuerne, ainsi que dans les cires apportées dans cette église lors des funérailles.

Jeudi 11 mai 1223.

Magister Arnulphus, canonicus et officialis Tornacensis. omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Noveritis quod cum inter ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex una parte, et Symonem, presbiterum de Cuerne, ex altera, super legatis, cereis mortuorum, et participatione oblationum de Cuerne, questio verteretur coram nobis, inter eos, mediantibus bonis viris, tandem intervenit amica-

bilis compositio sub hac forma, quod quandocunque duos denarios, duos panes et duas candelas, vel minus, de duabus manibus vel una offerri presbitero de Cuerne contigerit, hec oblatio cedet in ipsius presbiteri portionem. Et si una manus vel plures tres denarios vel amplius eidem presbitero obtulerint, duas partes hujus oblationis percipiet ecclesia Beati Martini, et terciam partem presbiter prenotatus; legatorum vero medietas, et tercia pars cereorum, ad ecclesiam Beati Martini devolventur, et residuum eorumdem ad presbiterum sepedictum.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. III°, feria v^{a} post Misericordia Domini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 63; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 325.

293.

Le châtelain et la châtelaine d'Ypres et de Bailleul approuvent la vente des dîmes de Gulleghem, de Rumbeke et d'Ouckene, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Sigerus de Courtrai et sa femme Clariscia, qui les tenaient d'eux en fief.

Juin 1223.

Ego Hugo de Retest, castellanus, et ego Mabilia, uxor ejus, castellana de Ypra et de Baliuel, universis presentis pagine inspectoribus notum facimus, quod in nostra presentia constituti Sigerus de Curtraco, filius Walteri Nepotis, et Clariscia, uxor ejus, vendiderunt ecclesie Sancti Martini Tornacensis totam decimam quam intra parrociales metas ecclesiarum de Guedlenghem, de Ruenbeke et de Oukena tenebant de nobis in feodo, pro centum marchis Flandrensis monete, et in nostris manibus reportaverunt ad opus prefate Sancti Martini Tornacensis ecclesie. Insuper corporalis fidei prestita cautione, fideliter promiserunt quod in illa decima nichil omnino de cetero reclamabunt, nec querent artem vel ingenium per quod ecclesia aliquo in tempore molestetur. Hanc itaque venditionem voluntario et pari assensu concessimus quoram (*sic*) nostris hominibus,

paribus videlicet ejusdem Sigeri, qui semel, secundo et tertio a nobis requisiti utrum idem Sigerus et uxor ejus decimam ipsam tam legitime possedissent quod pro sua voluntate eam dare vel vendere legitime possent, dixerunt utique. Item requisiti utrum dicti Sigerus et uxor ejus in illa decima possent quicquam reclamare deinceps, dixerunt non. Et sic semel, secundo et tertio tam ipsis quam eorum heredibus totam decimam prorsus abjudicaverunt. Hiis ita peractis, pro salute animarum nostrarum, de illa decima supradictam ecclesiam investivimus, et in manus monachorum, Nicholai scilicet et Johannis, eandem decimam reportavimus cum omni integritate, libertate et pace perpetualiter possidendam, et ab omni exactione et feodali jure penitus exemptam. Igitur in hujus rei memoriam et nostre concessionis testimonium et munimen, presentem paginam inde conscribi et sigillorum nostrorum fecimus auctoritate muniri.

Actum anno Domi[ni millesimo] ducentesimo vicesimo tercio, mense junio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original sur parchemin scellé de deux sceaux, l'un, celui du châtelain, en cire brune et pendant sur lacs de soie rouge, l'autre, celui de la châtellenie d'Ypres et de Bailleul, en cire rose, pendant sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 60; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 302; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 569, copie de 1686.

294.

L'abbé d'Alne, le prieur du même monastère et le doyen de Thuin, chargés par le Saint-Siège de ménager un accord, à l'occasion de la dîme de Merbes, entre l'abbaye de Saint-Martin et le desservant de la chapelle fondée par Nicholaus de Barbençon en l'église de Saint-Ursmer à Lobbes, publient et approuvent les conditions de cet accord.

Février 1224.

N. [1], Dei permissione ecclesie Beate Marie de Alna minister humilis,

[1] Les cartulaires 122 et 126 de Bruxelles écrivent B, ce qui est probablement la bonne leçon, car aux alentours de l'an 1224, il y eut à Alne un abbé du nom de *Balduinus de Castilleto*.

prior ejusdem loci, et Evrardus, decanus Tudiniensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Noverit universitas vestra quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis, ex elemosina viri nobilis Nicholai de Barbençon, et ex dono Henrici de Burdell[is], militis, in majori decima de Merbiis nonam partem perciperet, et jam per viginti quinque annos et amplius, sicut asserit, integraliter pacifice possedisset, contigit quod Milo, presbiter qui capellaniam deserviebat quam dictus vir nobilis Nicholaus in ecclesia Sancti Ursmari Lobiensis instituerat, viros venerabiles abbatem et conventum Beati Martini Tornacensis traxit in causam, auctoritate apostolica, coram nobis, et super decimam supradictam reclamavit decem sol. Valencenensis monete annuatim, et terciam partem lini. Post longam denique concertationem et sumptus graves, de prudentum virorum consilio inter partes fuit compositum tali modo, quod in eadem decima percipiet capellanus annis singulis tres raseras bladii ad mensuram de Merbiis, et ecclesia Tornacensis a supradictis decem sol. Valencenensium et lino in perpetuum libera remanebit. Hanc itaque compositionem approbavimus, et sub sigillorum nostrorum testimonio confirmavimus, auctoritate apostolica presentem paginam roborantes.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° tercio, mense februario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 111; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 210; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 10ᵛ.

295.

Le seigneur de Barbençon approuve l'accord intervenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le desservant de la chapelle fondée par Nicholaus de Barbençon en l'église de Saint-Ursmer à Lobbes, pour la jouissance de la dîme de Merbes.

Février 1224.

Ego Egidius, dominus de Barbenchon, universis presentes litteras inspecturis notum facio, quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis ex elemo-

sina viri nobilis Nicholai, patris mei, et ex dono Henrici de Burdell[is], militis, in majori decima de Merbiis nonam partem perciperet, et jam per xxv annos et amplius integraliter pacifice possedisset, contigit quod Milo, presbiter qui capellaniam deserviebat, quam predictus Nicholaus, pater meus, in ecclesia Sancti Ursmari Lobiensis instituerat, abbatem et conventum Tornacenses traxit in causam coram judicibus a domino papa delegatis, abbate scilicet et priore de Alna, et Evrardo, decano Tudiniensi, et super decimam supradictam reclamavit x. s. Valencenensis monete annuatim, et terciam partem lini. Post longam denique concertationem et sumptus graves, de prudentum virorum consilio, inter partes fuit compositum tali modo, quod in eadem decima percipiet capellanus annis singulis tres raserias bladii ad mensuram de Merbiis, et ecclesia Tornacensis a supradictis x. sol. Valencenensium et lino in perpetuum libera remanebit. Ego itaque compositionem istam approbavi, et sub sigilli mei testimonio confirmavi utrique parti et elemosinam suam et formam pacis.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. III°, mense februario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 211; *Ibidem,* Cartulaire 126, fol. 11.

296.

L'official de Tournai constate que le chevalier Baudouin de Trameries a vendu à l'église d'Harlebeke toutes ses dîmes de Mouscron et de Luingne.

26 mars 1224.

Willelmus de Brugis, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod Balduinus de Tramerics, miles, in nostra presentia constitutus, recognovit se totam decimam quam in parrochiis de Moskeron et de Lugne hereditarie possidebat, assensu et voluntate Willelmi de Morsiele, militis, a quo dictam decimam tenebat in feodo, ecclesie Harlebeccensi pro ducentis et septuaginta quinque libris

Flandrensis monete bene et legitime vendidisse, ita etiam quod sui pares ad quos pertinebat de feodo illo judicare, venditionem predictam legittime factam judicaverunt, ipsi Balduino et suis successoribus predictam decimam in perpetuum abjudicantes. Insuper recognovit se et uxorem suam fidem interposuisse quod in eadem decima nichil amplius reclamarent, nec aliquo in tempore super hoc predictam ecclesiam molestarent, sed contra omnes homines, causa hujus contractus, ipsam ecclesiam molestare adtemptantes, consilium et auxilium bona fide impendent. Preterea recognovit se promisisse eidem ecclesie quod filios suos, qui tunc infra annos discretionis erant, tales haberet cum ad annos discretionis venirent, quod hunc contractum, sicut supradictum est, laudarent et ratum haberent, quod, sicut asserit, ipsi filii cum annos discretionis venerunt, in ecclesia Harlebeccensi coram bonis viris fideliter impleverunt.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. III°, in crastino Dominice adnuntiationis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 55; *Ibidem,* Cartulaire 129, p. 566, copie de 1686.

297.

Le prévôt, le doyen et tout le chapitre d'Harlebeke cèdent à l'abbaye de Saint-Martin la dîme à Mouscron qu'ils avaient achetée du chevalier Baudouin de Trameries.

Avril 1224.

Bernardus, prepositus, Balduinus, decanus, et totum capitulum ecclesie Herlebeccensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum esse volumus quod cum nos a Balduino de Trameries, milite, emissemus bene et legitime quandam decimam in parrochiis de Moskeron et de Loingne jacentem, assensu et voluntate Willelmi de Morsele, militis, a quo dictam decimam idem Balduinus tenebat de feodo, ecclesia Beati Martini Tornacensis ad cujus donationem spectat

parrochia de Moskeron, infra cujus terminos pars major ejusdem decime jacere dinoscitur, ratione patronatus sui, cum jam illam per viginti annos et amplius possedissemus, nos super eadem decima impetebat. Bonorum autem virorum utentes consilio, et intelligentes dictam Beati Martini ecclesiam justam causam habere erga nos in hac parte, totam prefatam decimam cum omni integritate et libertate qua ipsam possidebamus, in manus venerabilis patris nostri Walteri, Tornacensis episcopi, ad opus prefate Sancti Martini ecclesie resignavimus, recipientes prius ab ipsa ecclesia totam pecunie quantitatem qua nobis comparavimus decimam memoratam, centum videlicet et xxx septem lib. Flandrensis monete. Promittentes bona fide quod numquam queremus artem vel ingenium unde prenominata Beati Martini ecclesia in hac parte valeat molestari. Insuper rogavimus venerabilem patrem nostrum Walterum, Tornacensem episcopum, ut ad majorem firmitatem sepedicte Beati Martini ecclesie, prenominatam decimam suis litteris confirmaret. In hujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras scribi fecimus, quas eidem Beati Martini ecclesie contulimus, sigillorum nostrorum appensione roboratas.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo tercio, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 48; original scellé sur lacs de soie rouge de trois sceaux, dont deux en cire brune et le troisième, celui du doyen Baudouin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 52; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 231; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 567, copie de 1686.

298.

L'évêque de Tournai confirme la vente de la dîme à Mouscron, provenant du chevalier Baudouin de Trameries, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chapitre de Saint-Sauveur d'Harlebeke.

1224.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus Christi fidelibus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem.

Universitati vestre notum esse volumus, quod Balduinus, decanus, et capitulum Sancti Salvatoris Herlebeccensis ecclesie, in presentia nostra recognoverunt quod cum jam dudum bene et legittime emissent quandam decimam in parrochiis de Moscheron et de Lugne jacentem, a Balduino de Trameries, milite, assensu et voluntate Willelmi de Morsele, militis, a quo predictam decimam idem Balduinus tenebat in feodo, ecclesia Beati Martini Tornacensis, ad cujus donationem spectat parrochia de Moscheron, et infra cujus terminos pars major ejusdem decime jacere dinoscitur, ratione patronatus sui, cum jam illam per viginti annos et amplius ecclesia Herlebeccensis possedisset, ipsam super eadem decima impetebat. Predicti autem decanus et capitulum Herlebeccense bonorum virorum utentes consilio, et intelligentes dictam Beati Martini ecclesiam justam causam habere erga eos in hac parte, totam prefatam decimam, cum omni integritate et libertate quam ipsi possidebant, in manus nostras, ad opus Beati Martini ecclesie resignaverunt, recipientes prius ab ipsa ecclesia totam pecunie quantitatem qua sibi comparaverant decimam memoratam, centum videlicet et triginta septem libras Flandrensis monete. Promiserunt etiam bona fide quod nunquam querent artem vel ingenium unde prenominata Beati Martini ecclesia in hac parte in posterum possit vel debeat molestari. Ad preces igitur predictorum Balduini decani et capituli, sepedictam decimam per presentes litteras memorate Beati Martini ecclesie episcopali auctoritate confirmamus.

Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo vicesimo tercio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 48; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 51; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 250; *Ibidem,* Cartulaire 129, p. 568, copie de 1686.

299.

Amaury de Landas échange un terrage à Camphin et une terre à Baisieux, contre une terre et une rente possédées par l'abbaye de Saint-Martin à Gruson.

Avril 1224.

Ego Amalricus de Landast, universis presentes litteras inspecturis notum facio, quod ego excambiavi ecclesie Sancti Martini Tornacensis terragium quod habebam in dimidio bonario terre sue apud Canfaing, et duo bonaria et dimidium paulo minus terre mee jacentis juxta Canfaing in territorio de Baysiw, pro quodam redditu undecim solidorum Tornacensium quem habebat eadem ecclesia apud Gruson, et pro duobus bonariis paulo minus terre sue ibidem in duobus frustis site. Verum quia terra quam tradidi monachis supercrescebat. et majoris erat valoris quam redditus nominatus et terra illa quam recepi ab ipsis, de beneficio ecclesie recompensaverunt mihi decem et novem libras et octo solidos monete Flandrensis. Hanc autem excambiationem ego et Margaretha, uxor mea, pari assensu fecimus, et per fidem promisimus corporalem nos eam in perpetuum firmiter tenere et warandire. Insuper in manu Willelmi de Durmes terram ipsam reportavimus, quia tenebatur de eo, qui de ea ecclesiam investivit per censum duodecim denariorum Tornacensium, coram scabinis de Baysiu et multis aliis. Item hec omnia recognovimus in presentia domini Johannis, archidiaconi Tornacensis, qui rogatus a partibus, sigillo suo recognita confirmavit. Ad cujus rei memoriam et munimen, presentem paginam ego Amalricus meo signavi sigillo.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° quarto, mense aprili.

Concesserunt autem mihi monachi duos capones qui erant cum supradictis XI solidis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 39; original scellé sur double queue de parchemin de deux sceaux en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 47; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 176.

[1] Cet original est dans un tel état de délabrement qu'il n'a pu nous servir.

300.

Le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele vend à l'abbaye de Saint-Martin sept bonniers de bois à Rumillies.

Décembre 1224.

Ego Gerardus, prepositus ville Beati Amandi in Pabula, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum ego bene et legittime emissem a viro nobili Gossuino de Gauche, marito filie mee, septem bonaria nemoris jacentis in parrochia Sancti Brictii de Tornaco, in nemore de Rumegni, coram scabinis Sancti Brictii ad quorum leges et jurisdictionem dictum nemus dinoscitur pertinere, et ipsum nemus aliquanto tempore pacifice possedissem, predictum nemus cum omni illa libertate qua illud possidebam, vendidi ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro septuaginta libris Parisiensium, bene et legittime, coram scabinis Sancti Brictii Tornacensis, quorum jurisdictioni supradictum nemus subjacet, sicut superius est memoratum. Scabinorum autem ipsorum hec sunt nomina : Wibertus Aupiet, Hugo Fortis, Gregorius de Malde, Brictius li Moutons, Nicholaus, Hado, Gillebertus. Promisi autem eidem ecclesie, fide et sacramento prestitis, quod nunquam queram artem vel ingenium unde super hoc contractu ipsa ecclesia valeat molestari, sed bona fide contra omnes homines super hoc indempnem ecclesiam observabo. Preterea, de ferenda garandia omnium predictorum eidem ecclesie, constitui plegium et hostagium Hugonem Puingnet, de xl[a] lib. Parisiensium adversus ipsam ecclesiam reddendis ad dictum scabinorum infra quadraginta dies ecclesie, si forte de premissis in aliquo fraudaretur. Insuper omnia supradicta recognovi Tornaci, in ecclesia Sancti Petri, coram preposito communie Tornacensis, Gerardo scilicet Crokin, et coram aliis juratis Civitatis, ibi plegio priori superaddens alios tres plegios, Bernardum scilicet de Eschamaing, Hugonem de Rongi, et Petrum de Guiegnies, milites, unumquemque de xl libris, sicut de alio plegio supradictum est, ecclesie conferendis si dampnum aliquod incurreret de premissis. Adjunxi etiam et posui in vadium adversus

sepedictam ecclesiam, coram predictis scabinis, quicquid in parrochia Sancti Brictii possideo, excepto dimidio bonario prati, quod supradicta omnia fideliter et firmiter observabo. Ut autem ista, sicut supradictum est, a me et a successoribus meis in perpetuum fideliter observentur, presentes litteras scribi feci, quas sigilli mei appensione roboravi.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. IIII° [1], mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 81; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 1.

301.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai constatent que le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele a vendu à l'abbaye de Saint-Martin sept bonniers de bois à Rumillies, dans la paroisse de Saint-Brice.

1224.

Sciant qui hec viderint vel audierint quod Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, cum in presentia scabinorum Sancti Brictii bene et legittime emisset a genero suo, viro nobili Gossuino de Gauce, septem bonaria nemoris jacentis in parrochia Sancti Brictii, prope villam de Rumegni, et ea aliquanto tempore pacifice possedisset, cum tota libertate qua illud possidebat, vendidit ecclesie Beati Martini de Tornaco, pro septuaginta libris Parisiensis monete, vocatis in testimonium scabinis Sancti Brictii; Wiberto scilicet Aupiet, Hugone Forti, Gregorio de Mauda, Brictio le Mouton, Nicholao, Hadone, et Gisleberto. Interposita quoque fide corporali et sacramento, promisit quod artem vel ingenium non queret unde super hoc ecclesia Sancti Martini possit molestari, sed eam bona fide indempnem conservabit. Preterea, de ferenda garandia omnium predic-

[1] Le Cartulaire 120 de Bruxelles écrit par erreur *M°. CC°. IIII°*.

torum eidem ecclesie, plegium constituit et ostagium Hugonem Puignet de quadraginta libris Parisiensibus eidem ecclesie reddendis infra quadraginta dies, si forte, ut premisimus, de ferenda garandia ad dictum scabinorum in aliquo de premissis fraudaretur, et de premissis omnibus fideliter conservandis in vadium posuit quicquid possidebat in parrochia Sancti Brictii, excepto dimidio bonario prati.

Actum anno Domini M° ducentesimo vicesimo quarto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; chirographe original sur parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 174.

302.

L'évêque de Tournai déclare que Baudouin et Roger, fils du chevalier Baudouin de Trameries, ont approuvé la vente faite par leur père au chapitre d'Harlebeke, des dîmes à Mouscron et à Luingne acquises depuis par le chapitre de Tournai et l'abbaye de Saint-Martin.

Tournai, janvier 1225.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus presentes litteras visuris salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Balduinus, miles de Trameriis, in nostra presentia recognovit se bene et legittime, et secundum legem patrie, vendidisse ecclesie Herlebeccensi, quandam decimam quam habuerat in parrochiis de Lugne et de Mouskeron, cujus decime medietatem ad presens possidet ecclesia Tornacensis, reliquam vero medietatem ecclesia Beati Martini, cum sita sit dicta decima in personatibus earumdem. Postmodum vero Balduinus et Rogerus, filii supradicti Balduini, in presentia nostra constituti, recognoverunt predictam venditionem legitime fuisse factam, dicentes quod decimam ipsam quitam clamantes, ipsam venditionem approbabant, et nichilominus, fide et sacramento interpositis, promiserunt

quod predictas Sancte Marie et Sancti Martini ecclesias super dicta decima nullatenus molestarent, immo potius adjuvarent si ipsas a quoquam contingeret molestari. In cujus rei memoriam presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Nomina autem eorum qui interfuerunt sunt hec: Johannes, archidiaconus Tornacensis, Nicholaus dictus de Insula, magister Nicholaus, scolasticus, Johannes, hospitalarius, Galterus Crispus, Johannes de Lauduno, magister Constancius, Gerardus de Marege et Willelmus, canonici, Walterus, [decanus] christianitatis, Nicolaus, tesaurarius, Radulphus, camerarius, presbiteri, et plures alii tam clerici quam laici.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. XX°. IIII°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 52; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 231.

303.

Le prévôt et tout le chapitre de Renaix vendent à l'abbaye de Saint-Martin toutes les terres qu'ils possédaient dans la banlieue de Tournai, vers Ere.

1225.

G..., prepositus, et totum quod cum eo est capitulum ecclesie Rothnacensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Notum vobis fieri volumus, quod totam terram quam possidebamus in confinio Civitatis Tornacensis, que ad nos ex parte Lilonis de Aldenarde venerat, cujus terre pars una jacet in Salengroit, et altera super viam qua itur de Tornaco ad Eram, loco qui dicitur Watronfosset, vendidimus legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, et ipsam terram coram scabinis Tornacensibus quorum legibus et jurisdictioni annexa est, per manus Godefridi et Balduini, concanonicorum nostrorum, bene et legitime werpivimus ad opus ecclesie memorate. In hujus rei memoriam, presentes

litteras scribi fecimus, quas prefate Beati Martini ecclesie contulimus, sigillo nostri capituli confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. V°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 23; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 47.

304.

L'abbé de Saint-Martin approuve l'échange d'un cens à Pierrepont sous Coudun, dû au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, contre quatre mines de terre sises devant la maison des religieuses de Géraumont, et appartenant à Baudouin de Coudun.

1225.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. V°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 259 [1].

305.

L'évêque de Cambrai approuve la vente de dîmes à Maulde, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Gossuinus de Roucourt.

Mercredi 2 avril 1225.

Godefridus, Dei gratia Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum Gossuinus de Rouechort [2], miles, ex parte uxoris sue Rissendis, teneret in feodo a Gossuino

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 211.

[2] Le Cartulaire 122 de Bruxelles écrit *Rochort*, et le Cartulaire 123 *Rocourt*.

del Ploich duas partes in quarta parte decime ville de Malda, et jamdiu pacifice possedisset, et etiam ipsam assensu predicti Gossuini del Ploich et uxoris sue predicte bene et legittime, secundum consuetudinem patrie, coram paribus suis, ecclesie Beati Martini Tornacensis, cum omni integritate et libertate qua predictas duas partes possidebat, vendidisset, sicut viva voce ab ipso Gossuino de Rouechort, et per litteras supradicti Gossuini del Ploich, et Stephani, decani christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, plene intelleximus, idem Gossuinus de Roechort in ecclesia Beati Martini Tornacensis coram nobis constitutus, predictam venditionem, sicut supradictum est, fuisse factam legittime recognovit, rogans attentius ut hoc ratum haberemus, et ipsam decimam predicte Beati Martini ecclesie litteris nostris patentibus confirmaremus. Ad preces igitur ipsius Gossuini de Roecort, militis, et monachorum ecclesie supradicte, venditionem hanc ratam habemus, approbamus, et ipsam decimam eidem Beati Martini ecclesie perpetuo confirmamus. In hujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras emisimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. V°, feria IIII^a post Pascha.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 92; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 69; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 43.

306.

Jean de Remin notifie les conditions de l'accord passé entre lui et l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion du blé que ladite abbaye prétendait prendre tous les ans dans sa grange.

Mardi 24 juin 1225.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. V°, in Nativitate beati Johannis Baptiste.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 249 [1].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 210.

307.

L'archidiacre de Tournai déclare qu'Egidius, fils de Sara de Ledeghem, a reconnu n'avoir aucun droit sur la dîme et les offrandes de l'autel de Ledeghem, lequel appartenait à l'abbaye de Saint-Martin.

Lundi 21 juillet 1225.

Ego J[ohannes], archidiaconus Tornacensis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum abbas et conventus Sancti Martini Tornacensis dedissent ad censam Nicholao, presbitero de Dadincsele, decimam et oventiones altaris de Ledenghem, que ad ipsam Beati Martini ecclesiam jure patronatus spectat, et super hoc dictum Nicholaum presbiterum Egidius, filius Sare de Ledenghem, molestaret, jus quoddam in ipsa censa petendo, sicut predictus Nicholaus presbiter asserebat, idem Egidius coram nobis citatus, et ad diem sibi prefixam in jure constitutus, recognovit se nichil juris in rebus predictis prefate ecclesie Beati Martini habere, ibique coram nobis fide et sacramento prestitis, promisit quod nunquam queret artem vel ingenium unde super hoc memorata Beati Martini ecclesia valeat molestari. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi fecimus, quas supradicte ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. V°, feria II[a] ante festum Beate Marie Magdalene.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 506.

308.

Les échevins de Tournai enregistrent une vente, un échange et une cession de rente, intéressant l'abbaye de Saint-Martin.

Août 1225.

Ce sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront, ke Henris li Clers vendi, et werpi, et clama cuite à le glise Saint Martin de Tornai, xxxiii s. et iiii deniers de Flamens de rente iretavle par an, as termes ki i sunt. Et Willaumes Darsiele doit ceste rente as termes ki i sunt, de le maison de piere ki fu Watier des Molins, ki siet d'encosté le porte dedens les murs, si c'on va à le porte de Cortrai. Et Henris li Clers eut encovent ceste rente à aquiter à l'asens des eskievins. Et Henris li Clers en a donet en wages quan k'il a en ceste justice por le cuitance, plèges Evras Audent de l'acuiter. Et Gilos Paskins ki de ceste rente estoit tenans et prendans, por ço k'il l'avoit por xiiii mars en wages, si mist et le wage et le tenance en le main l'abet, el tesmoing de cials ki adunt furent eskievin.

Ce sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront, ke Jehans Froidecuisine dona par escange à le glise Saint Martin de Tornai xxx s. de Torniziens de rente iretavle par an, as tiermes ki i sunt, sor une maison ki siet à le Vigne, dehors les murs. Et li glise Saint Martin de Tornai si avoit en le porofe Saint Jakeme [vers] Maire .... s. et viii d. de Torniziens et .... xiiii capons de rente iretavle par an as tiermes ki i sunt. Et li glise Saint Martin si devoit de ço rendre à le glise Nostre Dame v s. de Torniziens et x capons. Et ceste rente, si con ele est ci nomée, a donet li glise Saint Martin par escange, par l'otroit de l'abet, ad Jehan Froidecuisine. Et Jehans si doit le glise Saint Martin acuiter de ces v s. de Torniziens et de ces x capons, et li glise Saint Martin doit acuiter Jehan ceste rente si con ele est nomée, et Jehans le glise Saint Martin, el tiesmoing de cials ki adunt furent eskievin.

Ce sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront, ke li glise Saint Martin de Tornai avoit iii boniers de tiere vers Orke en le justice de Tornai; et de ce devoit li glise Saint Martin à le glise Nostre Dame v rasières

de forment et I quarteruel l'un an, et ad l'autre v hotials, et v capons et demi par an. Et ces III boniers de tiere, c'on apiele à le Haise, a li glise Saint Martin werpit et clamet cuite, par l'otroi de l'abet, à Sohier de Lameing, ki manans est à Orke, par teil ke Sohiers doit acuiter le glise Saint Martin de Tornai envers le glise Nostre Dame de le rente de formens [et de capons], si con dit est devant. Et Sohiers si a en le justice de Tornai II boniers de tiere pau plus u pau mains; et sor cele tiere si a Sohiers otriet à le glise Saint Martin IIII rasières de forment de rente iretavle par an, à paier à cascun Noël, et cascune rasière IIII den. Torniziens pieur ke le milleur. Et tiesmoing de cials ki adunt furent eskievin, si con Gontiers d'Orke, Téris del Postic, Leurens li Merciers, Willaumes li Toiliers, Evrars Estampe [Nichole]s de le Roke. Tot cist furent.........

Et por ço ke ces devises furent faites ensanle, le jor saint Piere, en un seul liu, en l'enclostriel Saint Martin, se sunt eles mises en un seul escrit. Et por ço k'eles demeurent fermes et estaveles, ne ke par alongement de tans ne s'esvanuissent, s'en fist li glise Saint Martin cartre faire, et livra en le main des eskievins dont vos avès les nons oïs, en l'an de l'incarnation M. et II cens et XXV, el mois d'aoust.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 84; chirographe original sur parchemin.

309.

Le seigneur de Trazegnies transfère à l'abbaye de Saint-Martin un fief à Buissenal qui lui avait été vendu par Jean de Buissenal, lequel le tenait du seigneur de Trazegnies.

17 octobre 1225.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° quinto, in vigilia Luce ewangeliste.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé en cire blonde, sur lacs de soie verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 99; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 112; *Ibidem*, Cartulaire 130, p. 1001, copie de 1691 [1].

[1] Cette charte est publiée dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. VI, p. 181.

310.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai constatent la vente de sept bonniers de bois à Rumillies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Jean de Wasnes.

Janvier 1226.

Ce sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront, que Jehans de Wasnes, li chevaliers, vendi et werpi et clama cuite absoluement vii bonniers de bosc, et le fons de le tiere, pau plus u pau mains, ki sient à Rumegni, en le poesté les eskievins de Tornai ki eskievin sont de Saint-Brise. Et Jehans de Wasnes, li chevaliers, ces vii bonniers tot si com il est dit dedevant, eut encovent à le glise Saint Martin de Tornai à acuiter et à warandir par bone foit, et fiança et jura k'il loialment lor acuiteroit et warandiroit par bone foit. Et testmoing de cials ki adunt furent eskievin, si com Hades de le Cambe, Hues li Fors, Brises li Moutons, Ewrars d'Aubegni, Jehans de Vilers, Bauduins de le Porte, Wibers de Morielporte. Tot cist i furent com eskievin. Et por ço ke ciste soit ferme et estavle, ne ke par uvliance ne s'esvanuisce, si en fist li glise Saint Martin de Tornai cartre faire, et livra en le main des eskievins dont vos avès les nons oïs, l'an de l'incarnation nostre signeur Jhésu Crist M. et CC. et XXV, el mois de jenvier.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; chirographe original sur parchemin. — Tournai, Archives communales, Fonds des chirographes de Saint-Brice; chirographe original sur parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 174.

311.

Gossuin Buciau donne à l'abbaye de Saint-Martin, à charge de célébrer son anniversaire et celui de sa femme, une rente annuelle de quarante sous de Flandre, assise sur une maison du quartier Saint-Piat à Tournai.

Janvier 1226.

Ce sacent cil ki sunt et ki avenir sunt et cest escrit veront, que Gossuins Bucials, borgois de Tornai, dona en almosne, bien et loiaument, à le glise Saint Martin de Tornai XL s. de Flamens deniers de rente iretavle par an, ad eus le covent. Et de ceste mesme rente, en ceste mesme glise, doit on faire deus anniversaires : I por Gossuin Buciau, et l'autre por Cécilien se feme, à tos jors. Et ces XL s. de rente assigna Gossuins Buciaus bien et loiaument, à prendre cascun an sor le maison al plonc, ki siet en le porofe Saint Piat, ensi ke Gossuins Buciaus u ses oirs quant ..... vor .... de rente puet escangier, et le glise Saint Martin de Tornai .... al dit des eskievins de Tornai, dedens les murs de le Citet, de ces XL s. de rente iretavle par an, ensi com ele estoit asenée de devant sor le maison al plonc. Et de ces XL s. de Flamens de rente iretavle par an, ne doit Gossuins Buciaus tant com ..... ke[xx] s. de Flamens par an, et enpriés sen decès doit li maisons al plonc les XL s. de Flamens u li escanges c'om en fera. Et tesmoing de çals ki adonc furent eskievin, si com Gontiers d'Orke, Téris del Postic, Leurens li Merciers, Willaume le Toilier, Ewrart Estampe, Libiert de le Helde, Nicholes de le Roke. Tot cist i furent com eskievin. Et cist l'ont reconeut [pardevant çals qui] or sunt eskievin, si com Bauduins de Valenciенes, Wautes Sartials, Watier l'Autel, Willaumes li Toiliers, Jehans Aletake, Jehans Glaçons, Ernols li Tenderes. Tot cist furent à le reconissance com eskievin. Et por ço ke ceste cose soit ferme et estavle, ne ke par uvliance ne s'esvanuisse, si en fist li glise Saint Martin de Tornai cartre faire, et [livra en le] main [des eski]evins ki .... ce dont vos avès les nons oïs, l'an de l'incarnion nostre signeur Jhésu Crist M. et II cens et XXV, el mois de jenvier.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 84; chirographe original sur parchemin.

312.

L'abbé de Saint-Éloi de Noyon, le doyen et le chantre de Noyon, publient les conditions de l'accord conclu par eux entre le prieuré d'Elincourt-Sainte-Marguerite et l'abbaye de Saint-Martin pour son prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, à l'occasion de redevances annuelles que ce prieuré réclamait de celui d'Elincourt.

Janvier 1226.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. V°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 250 [1].

313.

Les évêques de Beauvais et d'Arras, et le chevalier Michel de Harnes, publient les conditions de l'accord ménagé par eux entre le châtelain de Tournai Evrard Radoul, et les abbayes de Saint-Amand-en-Pèvele, de Saint-Martin et de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, à l'occasion des droits de gîte et autres, réclamés à ces abbayes par le châtelain.

Jeudi 8 janvier 1226.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo quinto, feria quinta post Epiphaniam Domini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 18; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 18. — Lille, Arch. du Nord, Fonds de Saint-Amand, Cartulaire tome II, fol. 73ᵃ, copie du XIVᵉ siècle [2].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 209.

[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 65.

314.

L'évêque de Tournai approuve l'accord intervenu entre le châtelain de Tournai, d'une part, et les abbayes de Saint-Amand-en-Pèvele, de Saint-Martin et de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, d'autre part, à l'occasion des droits de gîte et autres, réclamés à ces abbayes par le châtelain.

1226.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. V°.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé en cire verte, sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 19; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 18 [1].

315.

L'archidiacre de Tournai déclare que Walterus d'Hollain et Robert de Jolain, chevaliers, solidairement avec Anselmus de Guignies, se sont portés garants que le chevalier Jean de Wasnes ne fera aucun tort à l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion des sept bonniers de bois qu'il lui a vendus à Rumillies.

Lundi 12 janvier 1226.

J[ohannes], archidiaconus Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum ecclesia Beati Martini

[1] Cette charte est publiée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. I, p. 245.

Tornacensis emisset a domino Johanne de Wanes, milite, bene et legitime, septem bonaria terre et nemoris paulo plus minusve, jacentia in parrochia Sancti Brictii Tornacensis apud Rumegni, ad scabinatum etiam scabinorum Sancti Brictii pertinentia, centum libris Parisiensium, Walterus de Holang et Robertus de Jolang, milites, et Anselmus de Guiengnies, in nostra presentia constituti recognoverunt se esse plegios legales adversus prefatam ecclesiam, pro prefato Johanne milite, de hoc contractu in eternum firmiter observando; ita quod se quilibet ipsorum obligavit erga ipsam ecclesiam Sancti Martini in centum libris Parisiensium, si contingeret quod aliquis, occasione dicte emptionis, dampnum aliquod eidem ecclesie inferret, vel ipsam super hoc in aliquo molestaret; adjuncto etiam hoc quod unusquisque in solidum plenarie tenebitur de hac plegiatione, si unquam ecclesia predicta super hoc dampnum incurreret vel gravamen.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° quinto, feria secunda post Epiphaniam Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 8.

316.

Jean de Wasnes, chevalier, promet de laisser l'abbaye de Saint-Martin jouir en paix des sept bonniers qu'il lui a vendus dans le bois de Rumillies, et en garantie de l'exécution de cette promesse, assigne à l'abbaye tout ce qu'il possède à Rumillies.

Mars 1226.

Ego Johannes de Wasnes, miles. omnibus in perpetuum hec visuris.

Notum facio quod ego ecclesie Sancti Martini in Tornaco vendidi legittime et absolute septem bonaria nemoris, parum plus vel parum minus, jacentis in Rumegni. in parrochia Sancti Brictii, ita quod, fide corporali

interposita, et prestito sacramento, creantavi dictum nemus warandire et aquitare bona fide ecclesie supradicte. Hanc autem venditionem recognovi et werpivi in manibus monachorum Johannis et Radulfi, et in presentia scabinorum Sancti Brictii : Haddonis scilicet de Camba, Hugonis Fortis, Brictii le Mouton, Evrardi d'Aubegni, Johannis de Vilers, Balduini de Porta et Wiberti de Morelliporta. Preterea assignavi coram dictis scabinis ecclesiam Sancti Martini ad ea omnia que habebam in Rumegni, ita quod septimam partem unius marche argenti possit in hiis accipere, si ecclesia Sancti Amandi eam de aliquo censu impetierit. Hujus venditionis et pactionis aquitande et tenende sunt plegii : dominus Robertus de Golang [1], et dominus Walterus de Holang, et Ansellus de Guiegnies, unusquisque de centum libris. Ut igitur hec omnia rata permaneant et inconvulsa, presentem paginam sigilli mei impressione signavi.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° quinto, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 82; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 6.

347.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai constatent que Maroie de Tuns a vendu tout ce qu'elle possédait dans le bois de Rumillies à l'abbaye de Saint-Martin.

Mars 1226.

Ce sacent cil ki sunt, et ki à venir sunt, et cest escrit veront, ke Maroie de Tuns, ki veve estoit, ki bien le puet faire par loi por ço que Alars, ses fils, l'otria, vendi et werpi et clama cuite absoluement ad le glise Saint Martin de Tornai, quam ke ele avoit el bosc de Rugmegni, et le fons de le tiere et le bosc. Et ce fu fait pardevant les eskievins de Saint Brise de Tornai, en qui poestet li bos est. Et Maroie de Tuns s'eut encovent ad le

[1] Le Cartulaire 122 de Bruxelles écrit *Jolaing*.

glise Saint Martin de Tornai acuiter et le fons de le tiere et le bosc, ad l'asens des eskievins. Et maiement, d'un marc de rente ke cil de le glise Saint Amant demandent sor tot le bosc de Rugmegni, eut Maroie encovent à acuiter ad l'asens des eskievins. Et donet en a en wages, par l'otroit d'Alart sen fil, quam k'ele a en le justice et le poestet Saint Brise de Tornai. Et de ço meesmement s'en est pleges Alars d'acuiter à l'asens des eskievins. Pleges Wauterie del Pontoit, li cevaliers, por ceste quitance de XL lib. de Paresis; pleges alsi Watiers de Holaing, li cevaliers, por ceste quitance de XL lib. de Paresis. El tiesmoing de cials ki adont furent eskievin, si com Hades de le Cambe, Hues li Fors, Evrars d'Aubegni, Brises Moltons, Jehans de Vilers, Bauduins de le Porte, Wibers de Morielporte. Tot cist i furent com eskievin. Et por ço ke ciste cose soit ferme et estavle, ne ke par alongement de tans ne s'esvanuisse, et por ço ke jamais, à nul jor, nus mals ne nus tors en soit fais à le glise Saint Martin de Tornai, ne nule malvaise querele en soit requise, si en fist li glise Saint Martin cartre faire, et livra en le main des eskievins dont vos avés les nons oïs, l'an de l'incarnation M. et CC. XXV, el mois de marc.

Tournai, Archives communales, Fonds des chirographes de l'échevinage de Saint-Brice ; chirographe original sur parchemin [1].

318.

Amaury de Landas, chevalier, approuve la vente de terrages tenus de lui en fief, faite par le chevalier Jean d'Esplechin, son vassal, à l'abbaye de Saint-Martin.

Août 1226.

Universitati fidelium ad quos presens scriptum pervenerit in perpetuum, ego Amulricus de Landast, miles, notum facio quod Johannes de Esplecin,

[1] Cette charte est publiée dans l'*Étude sur le dialecte du Tournaisis au XIII[e] siècle,* par A. D'HERBOMEZ, p. 15. Comme, dans ce mémoire, le texte de la charte a été donné uniquement pour la forme des mots, nous le rééditons afin de montrer par cet exemple quelle différence il faut, suivant nous, faire entre l'édition des *textes de langue,* et la publication des documents que l'on met au jour pour leur fond.

miles, in mea presentia constitutus, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis terragia que de me tenebat, quindecim scilicet bonariorum terre parum plus vel parum minus, et omnia jura dominationis et justicie que in terragiis et terris illis habebat, libere et in allodio possidenda. Preterea omnes census quos ei debebat ecclesia pro quibusdam terris, in puram elemosinam condonavit, et quicquid de feodo suo in possessionem ecclesie usque modo devenerat, approbavit et ratum habuit, necnon et querimonias quas idem Johannes moverat adversus ecclesiam pro terra que quondam fuerat Thome Lupi, et pro terra que quondam fuerat Hugonis de Fossa, remisit in tali forma quod terragia supradicta, cum terris et censibus et adquisitis, et omnia jura que ad feodum solent pertinere, in allodio ecclesie sunt conversa. Quoniam vero res ista de meo feodo descendebat, assensum meum impetravit et optinuit, et sic omnia que predicta sunt in manu mea libere et absolute reportavit, nichil omnino justicie sive juris sibi retinens, vel suis heredibus, in eisdem. Insuper fidem prestitit corporalem quod conventionem istam fideliter obvervabit, nec unquam queret artem vel ingenium per que ecclesia a quoquam super hac molestetur, et inde me plegium constituit de sexaginta libris Parisiensium quas ego redderem ecclesie infra quadraginta dies submonitionis sue, si quis ei existeret super hac injuriosus. Hiis ita peractis, ecclesiam investivi per manum Nicholai, prepositi ejusdem loci, in presentia hominum meorum, Alardi scilicet de Landast, fratris mei, et Willelmi de Gruison, et hominum ipsius Johannis, Alardi et Balduini, fratrum suorum, coram quibus assignavit me ad feodum suum pro plegeria supradicta. Que ut rata et firma permaneant, presentem paginam meo confirmavi sigillo.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. VI, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 59; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 146.

319.

L'archidiacre de Tournai constate la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Jean d'Esplechin, des terrages qu'il tenait en fief d'Amaury de Landas.

Août 1226.

Johannes, archidiaconus Tornacensis, presentis pagine inspectoribus salutem in Domino.

Notum facimus universitati vestre, quod Johannes de Esplecin, miles, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse ecclesie Beati Martini in Tornaco, pro quadraginta septem libris Parisiensium, terragia quindecim bonariorum terre parum plus vel parum minus, et totam justiciam quam in hiis habebat. Asseruit etiam se condonasse eidem ecclesie in elemosinam, omnes census quos ei debebat dicta ecclesia pro terris suis, et quicquid de feodo ipsius in possessionem ecclesie devenerat approbasse, et querimonias quas ipse adversus ecclesiam moverat pro terra que fuit quondam Thome Lupi et Hugonis de Fossa remisisse, in tali forma quod terragia cum terris, censusque et jura supradicta in allodio sepedicte ecclesie sunt conversa. Promisit quoque, fide interposita, quod nunquam reclamabit nec queret artem vel ingenium per quod ecclesia prefata super hoc molestetur aut possit molestari, et quod quando heres suus habebit etatem, quod ipse eum talem habebit, quod omnino approbabit quicquid continetur in carta domini Amulrici de Landast, de cujus feodo tota res ista descendebat. Huic autem recognitioni interfuit Cecilia, uxor ejusdem Johannis, que conventioni supradicte assensum prebuit spontanea, sicut asserebat ipsa non coacta; que etiam fidem prestitit corporalem, quod nunquam reclamabit nec que(re)ret artem vel ingenium per quod ecclesia super hoc sit gravata, aut possit gravari. Igitur ad petitionem utriusque partis, presentem paginam inde conscriptam sigilli nostri appensione firmatam, sepefate ecclesie tradidimus in rei testimonium conservandam.

Actum anno gratie M°. CC°. XX°. VI°, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 59; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 147.

320.

Le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele vend à l'abbaye de Saint-Martin, pardevant les échevins de Saint-Brice à Tournai, tout ce qu'il possède à Rumillies, et constitue garants de l'exécution de cette vente Hellin de Mortagne, garde de la châtellenie de Tournai, et l'avoué de Tournai Gilles d'Aigremont.

10 août 1226.

Ego Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, miles, omnibus hec visuris in perpetuum notum facio quod ego, in presentia scabinorum Sancti Brictii Tornacensis constitutus, vendidi ecclesie Sancti Martini in Tornaco septem bonaria et dimidium nemoris, dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre arabilis, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum, et unius havotti avene, et viginti corporum tam caponum quam aucarum, que omnia possidebam in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii. Hec omnia vendidi ecclesie memorate pro centum sexaginta libris Parisiensium, libere et absolute in perpetuum possidenda, nichil michi vel meis heredibus in hiis retinens. Hujus etiam venditionis inviolabiliter observande, et ad dictum scabinorum firmiter acquitande, plegios constitui, dominum Hellinum de Mauritania, tunc temporis ballivum castellanie Tornacensis, et dominum Egidium de Aiegremont, Tornacensem advocatum, unumquemque de ducentis libris Parisiensium ecclesie memorate reddendis, si forte contigerit quod super ista venditione ecclesia ipsa in posterum molestetur. Nomina autem scabinorum Sancti Brictii sunt hec : Hugo Fortis, Brictius li Moutons, Johannes de Vilers, Wibertus au Piet, Evrardus de Aubegni, Balduinus de Porta et Haddo de Camba. In hujus itaque rei noticiam, et etiam ad majorem firmitatem, contuli ecclesie sepedicte presentes litteras, sigilli mei impressione et nominis mei caractere confirmatas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo sexto, in die sancti Laurentii.

Secunda venditio est hec.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 82; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 2.

321.

Hellin de Mortagne, garde de la châtellenie de Tournai, se porte garant de l'exécution du contrat par lequel le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pévele a vendu à l'abbaye de Saint-Martin les bois, terres, prés, terrages et redevances qu'il possédait à Rumillies.

Août 1226.

Ego Hellinus de Mauritania, castellanie Tornacensis ballivus, omnibus hec visuris notum facio quod dominus Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, vendidit pro centum sexaginta libris Parisiensium ecclesie Sancti Martini in Tornaco, septem bonaria et dimidium nemoris, dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre arabilis, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum, et unius havotti avene, et viginti tam caponum quam aucarum, que possidebat in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii Tornacensis. Hec omnia vendidit ecclesie memorate libere perpetuo possidenda. Hujus venditionis inviolabiliter et firmiter observande, et ad dictum scabinorum acquitande, dictus dominus Gerardus me plegium constituit de ducentis libris Parisiensium ecclesie supradicte reddendis, si forte contigerit quod super hac venditione ipsa ecclesia in posterum molestetur. In cujus rei memoriam presentes litteras sigilli mei auctoritate munitas eidem ecclesie contuli, ad

peticionem ipsius domini Gerardi, in munimen et testimonium conservandas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° sexto, mense augusto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 5.

322.

Gilles d'Aigremont, avoué de Tournai, se porte garant de l'exécution du contrat par lequel le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele a vendu à l'abbaye de Saint-Martin les bois, prés, terres, terrages et redevances qu'il possédait à Rumillies.

Août 1226.

Ego Egidius de Acrimonte, Tornacensis advocatus, omnibus hec visuris notum facio quod dominus Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, vendidit pro CLX[a] libris Parisiensium ecclesie Sancti Martini in Tornaco septem bonaria et dimidium nemoris, dimidium bonarium prati, tria bonoria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre arabilis, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum, et unius havotti avene, et viginti tam caponum quam aucarum, que possidebat in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii. Hec omnia vendidit ecclesie memorate libere perpetuo possidenda. Hujus venditionis inviolabiliter et firmiter observande, et ad dictum scabinorum Sancti Brictii acquitande, dictus dominus G[erardus] me plegium constituit de ducentis libris Parisiensium supradicte ecclesie reddendis, si forte contigerit quod super hac venditione ipsa ecclesia in posterum molestetur. Ego vero eandem plegiationem recognovi et concessi in presentia Tornacentium (*sic*) juratorum quorum nomina sunt hec : Letbertus de Helda, Symon Baras, Matheus de Orchies, Walterus de Wes. In hujus rei memoriam, presentes litteras sigilli mei auctoritate munitas

eidem ecclesie contuli, ad petitionem ipsius domini Gerardi, in munimen et testimonium conservandas.

Actum in domo domini Walteri de Sancto Amando, canonici Tornacensis, fratris ejusdem domini Gerardi, anno Domini M°. CC° vicesimo sexto, mense augusto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 4.

323.

Le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele renouvelle sa charte du 10 août précédent, et aux deux garants qu'il a donnés de l'exécution de la vente de ses biens de Rumillies à l'abbaye de Saint-Martin, en ajoute un troisième, Gossuinus de Gauche.

Octobre 1226.

Ego Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, miles, omnibus hec visuris in perpetuum notum facio quod ego, in presentia scabinorum Sancti Brictii Tornacensis constitutus, vendidi ecclesie Sancti Martini in Tornaco septem bonaria nemoris, dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre arabilis, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum avene uno havotto minus, et viginti tam caponum quam aucarum, et omnia alia jura que possidebam in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii. Hec omnia vendidi ecclesie memorate pro centum sexaginta libris Parisiensium, libere et absolute in perpetuum possidenda, nichil michi vel meis heredibus ibidem retinens. Hujus etiam venditionis firmiter observande, et ad dictum scabinorum acquitande, plegios constitui dominum Hellinum de Mauritania, tunc temporis ballivum castellanie Tornacensis, et dominum Egidium de Aigremont, advocatum Tornacensem, et dominum Gossuinum de Gauche, unum-

quemque de ducentis libris Parisiensium ecclesie memorate reddendis, si forte contingat quod super ista venditione ecclesia ipsa ab aliquo molestetur. Nomina autem scabinorum sunt hec : Hugo Fortis, Brictius li Moutons, Johannes de Vilers, Wibertus au Piet, Evrardus de Aubegni, Balduinus de Porta, et Haddo de Camba. Sciri etiam volo quod hec venditio est tertia quas (*sic*) feci cum ecclesia supradicta. Ut igitur hec omnia rata et inconvulsa permaneant, presentes litteras sigilli mei impressione signatas eidem ecclesie contuli, in memoriam warandisie perpetue conservandas.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo sexto, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 82; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 3.

324.

Hellin de Mortagne, garde de la châtellenie de Tournai, renouvelle la garantie par lui donnée au mois d'août précédent, pour l'exécution de la vente des biens à Rumillies faite à l'abbaye de Saint-Martin par le prévôt de la ville de Saint-Amand-en-Pèvele.

Octobre 1226.

Ego Hellinus de Mauritania, ballivus castellanie Tornacensis, notum facio presentibus et futuris quod Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, vendidit libere in perpetuum possidenda pro CLX^a libris Parisiensium ecclesie Sancti Martini in Tornaco, septem bonaria nemoris et dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum avene uno havotto minus, et viginti tam caponum quam aucarum, et omnia alia jura que possidebat in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii. Hujus venditionis inviolabiliter observande, et ad dictum scabinorum Sancti Brictii

acquitande, dictus dominus G[erardus] me plegium costituit de ducentis libris Parisiensium supradicte ecclesie reddendis, si forte contigerit quod super hac venditione ipsa ecclesia ab aliquo molestetur. Ego vero istam plegiationem recognovi et concessi coram Alardo de Vesenciel, qui erat prepositus et juratus, et coram Waltero Abraham, qui juratus erat. Ut igitur hoc in memoria habeatur, presentes litteras sigillo meo signatas, ad petitionem ipsius domini Gerardi, contuli ecclesie in munimen et testimonium confirmationis servandas.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo sexto, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 4.

325.

Gilles d'Aigremont, avoué de Tournai, se déclare à nouveau garant de la vente de terres, bois, redevances, etc., à Rumillies, faite par le prévôt de Saint-Amand-en-Pèvele, à l'abbaye de Saint-Martin.

Octobre 1226.

Ego Egidius de Aigremont, miles, Tornacensis advocatus, notum facio presentibus et futuris, quod dominus Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, vendidit libere, in perpetuum possidenda, pro CLX[a] libris Parisiensium, ecclesie Sancti Martini in Tornaco, septem bonaria nemoris, et dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum avene uno havotto minus, et viginti tam caponum quam aucarum, et omnia alia jura que possidebat in Rumegni, in parrochia Sancti Brictii. Hujus venditionis inviolabiliter observande, et ad dictum scabinorum Sancti Brictii acquitande, dictus dominus G[erardus] me plegium constituit de ducentis libris Parisiensium, supradicte ecclesie reddendis, si forte conti-

gerit quod super hac venditione ipsa ecclesia ab aliquo molestetur. Ego vero istam plegiationem recognovi et concessi, in presentia juratorum Tornacensium quorum nomina sunt hec : Lebertus de Helda, Symon Baras. In hujus rei memoriam presentes litteras, sigilli mei impressione signatas, ad petitionem ipsius domini G[erardi] ecclesie contuli in munimen et testimonium conservandas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX° sexto, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire blonde.

326.

Gossuinus de Gauche se déclare garant de la vente de terres, bois, redevances, etc., à Rumillies, faite par le prévôt de Saint-Amand-en-Pèvele à l'abbaye de Saint-Martin.

Octobre 1226.

Ego Gossuinus de Gauche notum facio presentibus et futuris, quod dominus Gerardus, prepositus ville Sancti Amandi in Pabula, vendidit libere, in perpetuum possidenda, pro CLX[a] libris Parisiensium, ecclesie Sancti Martini in Tornaco, septem bonaria nemoris, et dimidium bonarium prati, tria bonaria terre arabilis, terragiumque in tribus bonariis terre, et quosdam redditus, duarum scilicet raseriarum avene uno havotto minus, et viginti tam caponum quam aucarum, et omnia alia jura que possidebat in Rumegnies, in parrochia Sancti Brictii. Hujus venditionis inviolabiliter observande, et ad dictum scabinorum Sancti Brictii acquitande, dictus dominus G[erardus] me plegium constituit de ducentis libris Parisiensium supradicte ecclesie reddendis, si forte contigerit quod super hac venditione ipsa ecclesia ab aliquo molestetur. Ego vero istam plegiationem recognovi et concessi, in presentia juratorum Tornacensium quorum nomina sunt

hec : Lebertus de Helda, Symon Baras, Matheus de Orchies et Arnulfus de Tiele. In hujus rei memoriam presentes litteras sigilli mei impressione signatas, ad petitionem ipsius domini G[erardi], ecclesie contuli in munimen et testimonium conservandas.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo sexto, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

327.

L'archidiacre de Tournai publie les conditions de l'accord ménagé par lui entre Egidius Kieville et l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion de deux bonniers de terre à Honnevain, au lieu dit Salmoncamp, dont l'abbaye contestait la propriété audit Kieville.

Décembre 1226.

Ego Johannes, archidiaconus Tornacensis, universis Christi fidelibus notum facio, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis Egidium Kieville, civem Tornacensem, coram viris venerabilibus abbate, priore Sancti Vincentii, et decano Sancti Juliani Laudunensis, judicibus a domino papa delegatis, traxisset in causam super duobus bonariis terre jacentis apud Hoisnevang, in loco qui dicitur Salomonis campus, et in pluribus frustis que ecclesia predicta suo juri vendicabat; sed econtra dictus Egidius asserebat quod in illis hereditatem habebat ex parte filiastre sue, que, sicut ipse dicebat, illa duo bonaria ad censum de ecclesia tenebat. Tandem, mediante prudentum consilio, amicabilis compositio intercessit ita, quod pars utraque in nostram presentiam convenit, et dictus Egidius jus ecclesie plenarie recognovit, et ecclesia concessit ei terram ipsam tenere hereditarie, sub annuo censu sexaginta solidorum Laudunensis monete ecclesie reddendorum, scilicet in die Natalis Domini triginta sol., et alios triginta in

Pascha. In cujus rei memoriam presentes litteras emisimus sigillo nostro signatas.

Actum anno Domini M°. CC° vicesimo sexto, mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 53; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 130; *Ibidem*, Cartulaire 132, p. 1136.

328.

Le pape Honorius III déclare que l'abbé et le prieur de Saint-Martin ne peuvent être désignés par le Saint-Siège pour juger les contestations soumises à la cour de Rome.

Au Latran, 12 décembre 1226.

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et priori Sancti Martini Tornacensis, ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem.

A nobis humiliter postulastis ut cum non habeatis juris peritiam, et propter judiciorum strepitum in vobis contingat sancte contemplationis otium impediri, eximere vos a commissionum nostrarum sollicitudine dignaremur. Nos autem vestris postulationibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus, ut per commissiones apostolicas quas decetero ad vos impetrari contigerit, procedere minime teneamini, nisi de indulgentia hujusmodi fecerint mentionem. Nulli ergo, etc. Si quis autem, etc.

Datum Laterani, II idus decembris, pontificatus nostri anno XI°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 409.

329.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que le chevalier Gilles de Quarte a reconnu, en présence du curé et du chapelain de Saint-Brice, devoir la dîme de son jardin à l'abbaye de Saint-Martin.

Janvier 1227.

Gerardus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, universis Christi fidelibus salutem.

Noveritis quod dominus Egydius, miles de Quarta, recognovit coram domino Ysaac, presbitero Sancti Brictii, et Vedo, capellano ejusdem loci, sicut accepimus ab ipsis, quod tenetur decetero persolvere ecclesie Sancti Martini Tornacensis decimam gardini sui. Et ne in posterum super hoc contentio moveatur, presenti pagine sigillum nostrum apposuimus in memoriam rei facte.

Actum anno gratie M°. CC°. XX°. VI°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 70; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 45.

330.

Les échevins de la Cité de Tournai constatent l'arrentement d'une maison de pierre sise à Tournai sur la Place, fait à Aloul le Justice par l'abbaye de Saint-Martin.

Février 1227.

Que geruntur in tempore ne labantur cum tempore, poni solent in lingua testium et scripture memoria perhempnari. Eapropter, noverint tam posteri quam moderni, quod abbas Amandus et conventus Sancti

Martini Tornacensis, domum suam lapideam in Foro scitam, et grangie episcopi contiguam, Alulfo Justiciario arrentaverunt sub annuo redditu undecim librarum Parisiensis monete, et duorum denariorum Parisiensium census in festo sancti Remigii solvendorum. Fuit autem talis conventio, quod ecclesia Sancti Martini in Maccrie domus medietatem sibi retinuit, tam in altitudine quam in longitudine. Ab arista vero domus posteriori linea ducetur in rectum usque ad grangiam episcopi, et ibi super terram suam idem Alulfus murare poterit sumptibus suis, sed et ecclesia in muro corbellos ponet, si voluerit, super quos aisentias suas poterit operari. Notandum similiter quod ob alleviationem redditus supradicti, dictus Alulfus concessit pro sexaginta quinque sol. Parisiensis monete, novem fertones argenti qui debebantur ei annuatim super domum que fuit Johannis Canis in Foro, quorum medietas reddi debet in Purificatione beate Marie, et altera medietas in festo sancti Johannis Baptiste. Hoc ita factum est quod super domum lapideam quam supradiximus arrentatam, septem libre et quindecim solidi redditus remansere, que etiam in terminis supradictis sunt reddende, videlicet in Purificatione beate Marie medietas, et altera medietas in festo sancti Johannis Baptiste. Insuper sciendum est quod si Alulfus infra muros Civitatis adquirere poterit quinquaginta quinque solidos Parisiensium, tam bene sedentes quam bene sedissent supra domum Theoderici Pelliciarii, que est in vico Fossati, si ab aliis impedimentis esset immunis, ad illos ecclesia se tenebit, et sic super domum arrentatam nichil redditus plus quam centum solidi remanebit. Werpivit itaque domnus Johannes Quingnes domum ipsam ex parte ecclesie, et recepit werpitionem novem fertonum supradictorum de manu Alulfi, qui sua omnia, quecunque habebat vel habiturus erat in justicia Civitatis, obligavit, nisi totalis redditus sepefatus et novem fertones sine aliqua diminutione in supradictis terminis persolvantur.

Hec omnia facta et recitata fuerunt in presentia scabinorum Civitatis Tornacensis, quorum nomina sunt hec : Johannes Aletake, Gonterus Rufus, Laurentius Mercennarius, Gonterus Tannator, Walterus Sartiaus, Lebertus de Helda et Nicholaus de Rocha ; anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo sexto, mense februario.

Pars istius chyrographi tradita est servanda scabinis, et altera pars

ecclesie Sancti Martini, hoc notato quod Alulfus debet supradictam domum Johannis Canis ab omnibus redditibus et debitis liberare.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 84; chirographe original sur parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 157.

331.

L'official de Reims juge que l'évêque de Beauvais n'a pas le droit de gîte à Machemont, dépendance du prieuré que l'abbaye de Saint-Martin possède à Saint-Amand lez-Thourotte.

Vendredi 4 juin 1227.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. VII°, feria sexta post Pentecosten.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 117; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 223 [1].

332.

L'évêque de Tournai approuve le don de deux maisons de pierre sises à Tournai, sur l'Escaut, fait à l'abbaye de Saint-Martin par Evrard de Condé, tant à titre d'aumône, qu'en compensation de ce que son père avait reçu de l'abbaye.

Ere, vendredi 3 décembre 1227.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem.

Notum facimus universitati vestre, quod Evrardus de Condato in nostra

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 212.

presentia constitutus, contulit ecclesie Beati Martini Tornacensis domos suas lapideas supra Scaldum sitas, tam in elemosinam quam in restitutionem multarum rerum quas pater suus, Evrardus de Condato, ab eadem ecclesia receperat minus juste, sicut Evrardus supradictus nobis fatebatur audientibus. Preterea domos ipsas in manus abbatis reportavit, rogans nos humiliter et devote quatinus hoc factum confirmaremus. Ne igitur oblivione depereat quod in nostra presentia gestum fuit, litteras inde conscribi et sigillo nostro fecimus confirmari.

Actum apud Heram, in ecclesia, anno gracie M°. CC°. XXVII°, feria sexta post festum beati Andree apostoli, vocatis in testimonium scabinis Tornacensibus, Waltero Sartel, Johanne Aletake, Laurentio Mercennario, et Gontero de Orcha.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 42.

333.

Ansoldus de Remin, chevalier, publie les conditions d'un accord ménagé par arbitres entre lui et l'abbaye de Saint-Martin, à l'occasion de huit mines de terres au territoire de Thourotte, et de l'aire d'un moulin à Clairoix, appartenant au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte.

1228.

Anno gracie M°. CC°. XX°. VIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 270 [1].

[1] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 215.

334.

L'abbaye de Saint-Martin et Marie Estampe s'obligent à supporter par moitié les frais d'entretien de la gouttière qui se trouve entre les deux maisons qui leur appartiennent respectivement, dans la rue Saint-Martin à Tournai.

Avril 1228.

Ço sacent cil ki or vivent et ki après venront, ki ces lettres veront et oront, que li église Saint Martin de Tornay doit mettre à tous jours le moitiet au despens del noue et de le goutière ki est entre se maison et le maison ki fu Marien Estampe, en le rue Saint Martin, por tiere ki fu donée à se maison eslargir, et li maison devant ditte ki fu Marien Estampe l'autre moitiet. Et por çou que ce soit tenu fermement, fu cis escris fais et saielés del saiel de l'église Saint Martin, fais à le manière de cyrografie, dunt li église a une partie, et li iretiers de le maison devant ditte ki fu Marien Estampe l'autre partie.

Ço fu fait l'an de l'incarnation M. CC. XXVIII, el mois d'avril.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 129, p. 295, copie de 1685.

335.

L'évêque de Tournai déclare que c'est à juste titre que l'abbaye de Saint-Martin réclame d'Evrardus de Vinea de la maière *à fermenter cervoises, et qu'elle est en droit de le faire en vertu d'un privilège de l'évêque de Tournai et de Noyon, de l'an 1098.*

Lundi 8 janvier 1229.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, tam posteris quam modernis eternam in Domino salutem.

Notum fieri volumus, quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis traxisset in causam quemdam Evrardum de Vinea, qui inter potentes Civitatis non inferior habebatur, peteretque ab eo sibi persolvi unum fermentum cervisie, id est unam maieriam, per unamquamque omnino ebdomadam, et contra Natale Domini non unam tamen maieriam, sed duas vel tres, vel quotquot opus haberet, respondit dictus Evrardus quod non credebat se ad hoc teneri. Sed quoniam homo noster ligius erat, et in Tornacensem potestatem maierie de nobis in feodo obtinebat, rogabat ut ei jus suum conservaremus, et promisit se in nostra curia juri stare, et quicquid inde judicaremus fideliter observare. Volens autem ecclesia nos de rei veritate instruere et suam intensionem probare, presentavit nostro conspectui quoddam privilegium antiquum, cujus tenor talis erat :

« In nomine patris, et filii, et spiritus sancti, amen. Ego Rabbodus, etc. » (*Suit le texte de la charte de 1098, publiée ci-dessus n° 3.*)

Perlecto itaque privilegio et aperte exposito, communicato fratrum consilio, astantibusque nobiscum Waltero decano, Johanne, archidiacono Tornacensi, et multis aliis, ipsam maieriam adjudicavimus memorate ecclesie quam petebat secundum tenorem privilegii presentati. Ne igitur oblivione depereat quod in nostra presentia gestum fuit, presentem paginam inde conscribi, et auctoritate sygilli nostri fecimus confirmari, sub anathemate prohibentes ut nullus deinceps sepedictam ecclesiam super hoc audeat molestare.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo octavo, feria secunda post Epiphaniam Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 18; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 16.

336.

L'évêque de Tournai termine en faveur de l'abbaye de Saint-Martin un débat qui s'était élevé entre elle et le seigneur et les gens d'Esplechin, à propos du droit de justice que réclamait ledit seigneur sur les terres de l'abbaye à Esplechin, et des éteules que les gens d'Esplechin prétendaient prendre sur lesdites terres.

Lundi 8 janvier 1229.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, omnibus tam futuris quam et instantibus salutem in Domino.

Notum fieri volumus, quod inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, ex una parte, et dominum Alardum, militem de Esplecin, et homines omnes ejusdem ville, ex altera, discordia grandis erat super eo quod dictus Alardus dicebat se habere justiciam in alodiis et terris propriis Sancti Martini Tornacensis apud Esplecin, et super eo quod dicti homines in eisdem terris stipulas clamabant, et contra inhibitionem ecclesie in usus proprios rapiebant. Videns autem ecclesia quod consuetudo prava posset transire in prejudicium juris et gravamen, a sede apostolica litteras impetravit ad judices, abbatem scilicet Sancti Andree, decanum et cantorem Sancti Donatiani in Brugis. Qui, recepto mandato apostolico, fecerunt homines jamdictos citari, diem eis debitum assignantes, ad quam ipsi homines nec ire nec mittere curaverunt, jus ipsum quod clamaverant prosequi negligentes; propter quod excommunicationis sententia in eos lata fuit. Cumque per annum fere dimidium vel eo amplius in ipsa sententia permanere non pertimescerent, aggravaverunt eam judices memorati, adeo ut in ecclesia de Esplecin cessaretur a divinis, et extra cimiterium sepelirentur corpora mortuorum. Nos vero hominum miserorum condolentes periculo, partes convocavimus coram nobis, cupientes eas ad concordiam revocare. Tunc demum in nos compromiserunt, promittentes quod quicquid inde judicaremus, pars utraque inviolabiliter observaret. Itaque, communicato prudentum virorum consilio, astantibusque nobiscum Waltero decano, Johanne, archidiacono Tornacensi, cleroque non modico, per

diffinitivam sententiam pronunciavimus quod homines nullum jus haberent in stipulis, utpote qui nec censum, nec redditum, nec aliquod servicium inde persolvebant. Porro Alardus miles, de quo supra mentionem fecimus, de uno hospite Sancti Martini acceperat duodecim denarios pro emenda unius sanguinis quem fecerat hospes ille, et hanc justiciam dicebat ad se jure hereditario pertinere. Tandem saniori usus consilio, duodecim denarios supradictos reportavit ad manum abbatis, protestans quod nunquam decetero clamabit justiciam in terris seu in allodiis supradictis, et de illata injuria veniam postulavit. Ut ergo predicta ecclesia non possit amodo molestari de premissis, presentem paginam fecimus conscribi, et sygilli nostri auctoritate firmari, prohibentes sub anathematis interminatione, ut nullus omnino hominum hoc nostre confirmationis privilegium audeat attemptare, vel ausu temerario contraire.

Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo vicesimo octavo, feria secunda post Epiphaniam Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original scellé en cire verte, sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 43; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 159.

337.

L'archidiacre de Tournai déclare que le chevalier Jean Jusier de Camphin a reconnu n'avoir le droit de citer devant sa cour l'abbé de Saint-Martin, que s'il est porté préjudice au terrage que ledit chevalier possède à Camphin.

Lundi 29 janvier 1229.

Ego Johannes, archidiaconus Tornacensis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis traxisset in causam coram nobis Johannem Jusier de Canfem, militem, proponeretque contra eum in jure quod abbatem ipsius ecclesie dictus Johannes citasset in sua curia, tanquam hominem suum, sub pena LX[a] lib. Flandrensium, ratione quarumdam terrarum quas eadem ecclesia possidet

apud Canfem, proponeret etiam ipsa ecclesia contra eundem militem quod ipse Johannes miles nullum haberet jus citandi abbatem predictum, et quod ipse abbas ad nullum ei homagium teneretur; dictus Johannes coram nobis in jure constitutus, sollempniter confessus est se nullum jus habere in citando abbatem predictum, et quod ipsum nunquam citavit, et quod abbas dictus ad nullum ei omnino hommagium teneretur, sed ipse Johannes, ut asserebat, habebat terragium in quibusdam terris ipsius ecclesie apud Canfem, ad quas terras debebat trahere si de eo in quo terra ei tenebatur. scilicet in terragio, defectum in aliquo pateretur. In hujus rei memoriam, presentes litteras scribi feci, quas ad preces partium sigilli mei feci munimine roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. octavo, feria secunda ante Purificationem beate Virginis

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 47; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 188.

338.

Le seigneur de Ligne fait avec l'abbaye de Saint-Martin un échange de terres et de terrages à Buissenal, et s'accorde avec elle au sujet des droits de justice, de tonlieu et autres, que chacun d'eux peut exercer audit Buissenal.

Leuze, lundi 16 juillet 1229.

A Leuse, l'an de l'incarnation M. et CC. et XXIX, le lundi devant le Magdaleine.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé en cire verte sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 100; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 156; *Ibidem*, Cartulaire 124, fol. 11v [1].

[1] Cette charte est publiée dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. VI, p. 185.

339.

Les évêques de Cambrai et de Tournai notifient les conditions de l'accord ménagé par eux entre l'abbaye de Saint-Martin et le seigneur de Ligne, pour le règlement des difficultés qui avaient surgi entre ces deux parties à l'occasion de leurs droits respectifs à Buissenal.

Tournai, lundi 19 novembre 1229.

Et ce fu fait l'an de l'incarnation M. CC. et XXIX, à Tornai, l'endemain des octaves saint Martin.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 100; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 157; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 74; *Ibidem*, Cartulaire 124, fol. 12 [1].

340.

Le châtelain de Noyon et de Thourotte déclare qu'après enquête faite par les sergents compétents, il a été reconnu que le prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte a droit au quart du produit de la vente des bois de Machemont.

Janvier 1230.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 282 [2].

[1] Cette charte est publiée dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. VI, p. 184.
[2] Cette charte est publiée dans GORDIÈRE, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 215.

341.

L'évêque de Cambrai mande au doyen de Chièvres de recevoir en son nom la dîme que Nicolas, le clerc d'Ormeignies, a vendue à l'abbaye de Saint-Martin.

Lundi 11 février 1230.

G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, decano christianitatis de Cirvia cum dilectione salutem.

Intelleximus quod Nicholaus, clericus de Ormegnies, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis decimam quandam jacentem in persona dicte ecclesie, assensu et voluntate G[isleberti] de Betinsart, militis, de quo idem Nicholaus tenet in feodo decimam memoratam. Hinc est quod ad petitionem dicte ecclesie in hac parte vices nostras vobis committimus, vobis dantes in mandatis ut, ex parte nostra, ipsam decimam ad opus ipsius ecclesie recipiatis, et rei ordinem per vestras patentes litteras nobis rescribatis, ut secure possimus ipsi ecclesie quod suum est confirmare.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, feria II^a post dominicam qua cantabitur Exurge.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 159.

342.

L'évêque de Cambrai mande au doyen de Chièvres de recevoir en son nom le sixième de toute la dîme d'Ormeignies, vendue à l'abbaye de Saint-Martin par Nicolas, le clerc d'Ormeignies, qui la tenait en fief du chevalier Gilbert de Betinsart.

Lundi 18 février 1230.

G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, dilecto in Christo N[icholao], decano christianitatis de Cirvia, cum dilectione salutem.

Intelleximus quod Nicholaus, clericus de Ormegnies, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis decimam quandam jacentem apud Ormegnies, in personatu dicte ecclesie, videlicet sextam partem decime totius ville de Ormegnies, assensu et voluntate Gisleberti de Betinsart, militis, de quo idem Nicholaus tenebat in feodo decimam memoratam. Hinc est quod ad petitionem dicte ecclesie, in hac parte vices nostras vobis committimus, in mandatis vobis dantes ut, ex parte nostra, ipsam decimam ad opus ipsius ecclesie recipiatis, et rei ordinem per vestras patentes litteras nobis rescribatis, ut secure possimus ipsi ecclesie quod suum est confirmare.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, feria IIª ante Cineres.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 125 et 158.

343.

Le doyen de Chièvres écrit à l'évêque de Cambrai que Nicolas, le clerc d'Ormeignies, lui a remis la dîme d'Ormeignies, par lui vendue à l'abbaye de Saint-Martin, et que le chevalier Gilbert de Bétinsart, de qui cette dîme était tenue en fief, a ratifié la remise faite par ledit clerc d'Ormeignies.

Mardi 19 février 1230.

Reverendo patri et domino G[odefrido], Dei gratia venerabili Cameracensi episcopo, N[icholaus], decanus christianitatis de Cirvia, salutem et paratam ad beneplacita voluntatem.

Reverende paternitati vestre significo quod Nicholaus de Ormegnies, clericus, in mea presentia constitutus, recognovit se vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis, totam decimam quam de jure hereditario possidebat in villa de Ormegnies, spectante ad patronatum ipsius ecclesie, quam ad opus dicte ecclesie in manum meam, loco vestri, libere et absolute reportavit, fide et sacramento interpositis se nunquam artem vel ingenium quesiturum unde super dicta possit vel debeat molestari decima. Insuper

G[islebertus] de Betinsart, miles, a quo dictam decimam idem clericus tenebat in feodo, huic venditioni suum prebuit assensum, dictam decimam cum predicto Nicholao, clerico, in manum meam, tanquam vestram, liberaliter reportando, ab omni servitute seculari liberam et quitatam, salvis fructibus quatuor annorum instantium magistro Johanni Tornikan, hiis vocatis in testimonium Johanne de Bovegnies, etc.

Datum anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, feria IIIa ante Cineres.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 160.

344.

L'évêque de Cambrai approuve la vente de la dime d'Ormeignies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Nicolas, le clerc d'Ormeignies, et ratifie les actes faits en son nom par le doyen de Chièvres, pour assurer la transmission de cette dime à l'abbaye.

Mercredi 20 février 1230.

G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod nos acquisitionem quam fecit ecclesia Beati Martini Tornacensis, de decima que sita est apud Ormegnies, in personatu ipsius ecclesie, a Nicholao, clerico de Ormegnies, de consensu et voluntate Gisleberti de Betinsart, militis, a quo dictam decimam tenebat in feodo dictus clericus, gratam et ratam habemus, et eam auctoritate nostra dyocesiana predicte ecclesie confirmamus, ratum etiam et firmum habentes quod ad mandatum nostrum Nicholaus, decanus noster de Cirvia, cui vices nostras in hac parte commisimus, fecit recipiendo dictam decimam in manus suas, nomine nostro, ad opus ecclesie memorate, sicut

plenius continetur in litteris predicti decani sigilli sui munimine roboratis. Datum anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, in die Cinerum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 109; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 157.

345.

Amaury, chevalier, seigneur de Landas, approuve la vente de huit bonniers de terre à Esplechin, faite par son vassal, le chevalier Jean d'Esplechin, à l'abbaye de Saint-Martin.

Mercredi 27 février 1230.

Ego Amulricus, miles, dominus de Landast, notum facio universis presens scriptum inspecturis, quod dominus Johannes de Esplecin, miles, homo meus, octo bonaria terre sue jacentis apud Esplecin, quorum bonariorum tria et dimidium jacent ex opposito del Casteler, versus Tornacum, et quatuor et dimidium ad Spinam, secus viam de Bovines, quam de me tenebat in feodo, de assensu uxoris sue, legittime vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro centum et viginti libris Flandrensis monete, in presentia mea et hominum meorum, Alardi videlicet fratris mei, Alardi Caccrate, Walteri de Mouschin, Oberti de Hierbautmes, Egidii de Vilers, Johannis de l'Aneise, consensu meo, secundum legem patrie, cum sollemnitate debita accedente. Dictus enim Johannes, et uxor sua, coram me et predictis hominibus meis, plenius sunt confessi quod pro necessitate sua dictam venditionem facere sunt compulsi, quam nisi facerent, ipsos pejus facere oportebat. Et hoc iidem homines mei, pares sui, plenius cognoscebant. Dictus enim dominus Johannes, predicta octo bonaria terre, ad opus dicte ecclesie in manu mea reportavit, et quicquid juris in dicta terra habuerat, legitime renuntiavit, et facta renuntiatione ter requisitus utrum aliquid juris in predicta terra haberet, ter sibi illam abjudicavit, fide et juramento promittens se nullam artem vel ingenium per se vel per alium

quesiturum, per quod dicta ecclesia in posterum de predicta terra aliquatenus molestetur. Homines vero mei predicti, pares sui, a me requisiti si dictus Johannes legitime prefatam terram werpiverat, ita quod ipsam legitime conferre poteram ecclesie Sancti Martini tociens memorate, habito consilio, per judicium dixerunt quod sic, et eandem terram prefato Johanni ter abjudicaverunt. Et ego predictam terram dominis Radulpho et Egidio, monachis Sancti Martini, ab abbate suo ad hoc specialiter destinatis, ad opus ecclesie sue tradidi, ab omni exactione et servicio et consuetudine liberam perpetuo possidendam, hoc solo excepto quod in festo beati Remigii, dicta ecclesia mihi annuatim solvere debet censum duorum denariorum Flandrensis monete pro quolibet bonario, pro quibus recipiendis et exigendis debeo singulis annis ad ecclesiam Beati Martini, ad prepositum scilicet dicte domus, proprium meum nuncium destinare. Ne igitur dictam ecclesiam super prefata terra contingat in posterum molestari, ego ad petitionem dicti domini Johannis, erga dictam ecclesiam plegium et hostagium me constituo, quod ipsi ducentas libras Flandrensis monete reddere tenear, si a prefato Johanne, aut ab uxore sua, vel heredibus ejus contingeret in posterum ecclesiam molestari, antequam heres suus, plenam habens etatem, predicte venditioni legitime consenserit. Sed postquam legitime consenserit plene etatis existens, ego a ducentis libris predictis penitus liberabor; sed sicut dominus, ratione census, per legem perpetuo predictam terram warandizare teneor ecclesie memorate. Dictus autem Johannes totum residuum feodi quod de me tenet, coram hominibus meis predictis mihi assignavit, quod de illo scilicet me servabit indempnem, si de proximo dictis ducentis libris me contingeret dampnum incurrere vel gravamen.

Sciendum etiam quod uxor dicti domini Johannis, que dotata est super medietatem bonorum mariti sui, quia gravida erat, et ad dominum episcopum Tornacensem non poterat laborare, pro consensu suo et voluntate de premissa alienatione requirenda, a viro venerabili Waltero, cancellario Tornacensi, ad ipsam apud Esplecin a domino episcopo Tornacensi ad hoc specialiter destinato, in presentia mea et hominum meorum requisita si prefate venditioni octo bonaria terre prefate sine coactione mariti sui libere et benivole consentiret, de consilio fratris sui domini Johannis Pauket, canonici Tornacensis, tunc ibidem presentis, et amicorum suorum, respondit quod sic, et quod dictam venditionem pro neccessitate sua et mariti sui

fieri, vel ipsos pejus facere, oportebat. Dictus autem maritus suus, in presentia prefati cancellarii, et mea, et predictorum hominum meorum, in recompensationem prefate terre de cujus medietate dotata erat, ipsam assignavit super medietatem molendini sui de Esplecin, cujus aliam medietatem habebat in dotem, et super quadraginta solidis de redditu denariorum provenientium in festo sancti Remigii; quam assignationem equivalere et sibi sufficere de consensu amicorum suorum plenius est confessa. Homines etiam mei super hoc requisiti, habito consilio dixerunt quod bene ipsis talis commutatio sufficiens videbatur; dicta etiam mulier fidem dedit in manu predicti viri venerabilis cancellarii Tornacensis, et juramento prestito promisit se nunquam post mortem mariti sui vel ante, in prefata terra, causa dotis, vel aliqua alia, aliquid juris reclamaturam, nec se aliquo modo artem vel ingenium per se vel per alium quesituram unde dicta ecclesia ullatenus molestetur, sed contra invasores sine suo mittendo consilium et auxilium apponet ad defensionem ecclesie memorate. Promittens etiam quod infra quindenam post mortem mariti sui, si ipsum ante ipsam mori contigerit, consensum suum super premissis legitime renovabit, si fuerit requisita. Ipsa etiam super premissis firmiter observandis jurisditioni se supposuit domini Tornacensis, ita quod si in aliquo contra premissum suum faceret, posset sine reclamatione et sine sollemnitate ordinis judiciarii excommunicari. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi feci quas sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. VIIII°, tercio kalendas martii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 40; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 148.

346.

L'évêque de Tournai déclare qu'en présence de son chancelier, délégué à cet effet, la femme du chevalier Jean d'Esplechin a donné son assentiment à la vente de huit bonniers de terre à Esplechin, faite par son mari à l'abbaye de Saint-Martin.

Mercredi 27 février 1230.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presens scriptum visuris in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod cum dominus Johannes de Esplecin, mil. octo bonaria terre sue jacentis apud Esplecin, de consensu domini Amulrici de Landast, a quo terram illam tenebat in feodo, venderet ecclesie Beati Martini Tornacensis, quia predicta venditio sine consensu uxoris sue sane fieri non potuit, que dotata fuerat super medietatem bonorum mariti sui prefati, quia dos predicta ad nostram jurisditionem noscitur pertinere, predicta mulier ex parte nostra requisita ad mandatum nostrum, in presentia domini Amulrici de Landast, domini feodi, et hominum suorum, si forte vendicioni octo bonariorum terre, quorum bonariorum tria et dimidium jacent ex opposito del Casteller, versus Tornacum, et quatuor et dimidium ad Spinam, secus viam de Bouvines, sine coactione mariti sui libere et benivole consentiret, ipsa de consilio fratris sui, domini Johannis Pauket, canonici Tornacensis, tunc presentis, et amicorum suorum, respondit quod sic, et quod dictam venditionem pro necessitate sua et mariti sui fieri, vel ipsos pejus facere, oportebat. Dictus autem maritus suus in recompensationem dictorum octo bonariorum terre, de cujus medietate dotata erat, ipsam assignavit super medietatem molendini sui siti juxta domum suam apud Esplecin, cujus aliam medietatem habebat in dotem, et super quadraginta solidos de redditu denariorum provenientium in festo sancti Remigii. Quam assignationem equivalere et sibi sufficere, de consensu amicorum suorum, prefata mulier plenius est confessa. Homines etiam dicti Amulrici super hoc requisiti, habito consilio dixerunt quod

bene ipsis talis commutatio sufficiens videbatur. Prefata etiam mulier in manu magistri Walteri d'At, canonici Tornacensis, cancellarii nostri, ad hoc a nobis specialiter destinati, ex parte nostra fidem dedit, et juramento prestito promisit se nunquam post mortem mariti sui, vel ante, in prefata terra, causa dotis vel aliqua alia, aliquid juris reclamaturam, nec se aliquo modo artem vel ingenium per se vel per alium quesituram, unde dicta ecclesia ullatenus molestetur, sed contra invasores sine suo mittendo consilium et auxilium apponet ad defensionem ecclesie memorate. Promittens etiam quod infra quindenam post mortem mariti sui, si ipsum ante ipsam mori contigerit, consensum suum super premissis legitime renovabit, si fuerit requisita. Ipsa insuper, super premissis firmiter observandis nostre jurisdictioni se supposuit, ita quod si in aliquo contra promissum suum faceret, et posset sine reclamatione et sine sollempnitate ordinis judiciarii excommunicari. In hujus rei memoriam, presentes litteras scribi fecimus, quas sepedicte ecclesie tradidimus sigilli nostri munimine confirmatas.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XX°. nono, tercio kalendas marcii.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 150.

347.

Gilbert de Bétinsart ratifie la vente du sixième de la dîme d'Ormeignies que tenait de lui en fief Nicolas, le clerc d'Ormeignies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par ledit Nicolas.

Jeudi 7 mars 1230.

Ego Gillebertus de Betinsart, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum legem patrie, totam decimam quam Nicholaus, clericus de Ormegnies, tenebat a me in feodo in villa de Ormegnies, videlicet sextam partem tocius decime ville de Ormegnies, assensu et voluntate mea. Et ut iste contractus fieret cum debita sollempnitate, dictus

Nicholaus, clericus, in mea presentia et Nicholai, decani de Cirvia, qui a venerabili patre G[odefrido], episcopo Cameracensi, ad hoc videndum et audiendum missus fuerat, constitutus coram paribus meis, videlicet Joifrido de Tongria, Gossuino, majore de Cirvia, et Drogone de Hova, et etiam hominibus meis, paribus predicti Nicholai, clerici, videlicet Joifrido de Becol, Rogero, Waltero de Linea, et Stephano de Tongria, tribus vicibus resignavit in manu mea totam decimam memoratam, ad opus predicte Beati Martini ecclesie, fide et sacramento confirmans se nichil amplius in dicta decima reclamaturum. Cumque, ut est consuetudinis, ter a me requisiti fuissent pares predicti ad quos, secundum consuetudinem patrie, de illo feodo judicare pertinebat, ut si quid fecerat dictus Nicholaus, clericus, de jure facere potuisset, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti utrum amplius quicquam juris haberet in re illa, habito consilio responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus dicte ecclesie, habito consilio dixerunt quod etiam. Quo facto, dicti pares ipsi Nicholao, et ipsius successoribus, dictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam in manum Nicholai, decani christianitatis de Cirvia, qui huic facto, loco supradicti venerabilis patris G[odefridi], Cameracensis episcopi, interfuit, ad opus predicte Beati Martini ecclesie, nomine elemosine liberaliter reportavi ab eadem ecclesia perpetuo libere possidendam, nichil in dicta decima mihi vel meis successoribus retinendo. Quam decimam dictus decanus statim in manum domni Radulphi, prepositi ipsius ecclesie, integre reportavit, a dicta ecclesia libere perpetuo possidendam. Ut autem decetero ecclesiam prefatam super hoc nullus audeat molestare, ego me adversus predictam ecclesiam plegium et hostagium posui, quod eam faciam in pace prefatam decimam tenere, et ipsam indempnem super hoc conservabo. In cujus rei memoriam, presentes litteras scribi feci, quas sepedicte ecclesie tradidi, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XX°. nono, feria quinta post Reminiscere.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 109; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 156.

348.

Le doyen de Chièvres écrit à l'évêque de Cambrai qu'il a transféré à l'abbaye de Saint-Martin la part de dîme à Ormeignies qu'elle avait achetée de Nicolas, le clerc d'Ormeignies.

Chièvres, jeudi 7 mars 1230.

Reverendo patri et domino G[odefrido], Dei gratia venerabili Cameracensi episcopo, Nicholaus, decanus christianitatis de Cirvia, salutem et paratam semper ad omnia beneplacita voluntatem.

Scripsistis mihi sub hac forma : « G., Dei gracia Cameracensis episcopus, etc. » (*Suit le texte de la charte du 18 février 1230, publiée ci-dessus nº* 342.)

Hujus igitur auctoritate mandati, quod in hac parte in mea gestum est presentia, paternitati vestre et universis presentes litteras inspecturis curavi presentium testimonio intimare. Noveritis quod mandato vestro plene exposito, ex parte vestra interfui, ubi Nicholaus, clericus de Ormegnies, recognovit se vendidisse bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis totam decimam quam tenebat apud Ormegnies, videlicet sextam partem tocius decime ville de Ormegnies, assensu et voluntate Gisleberti de Betinsart, militis, a quo dictus Nicholaus tenebat in feodo decimam memoratam. Et ut iste contractus fieret cum debita sollempnitate, dictus Nicholaus, clericus, in presentia dicti Gisleberti de Betinsart a quo dictam decimam tenebat in feodo constitutus, coram paribus ipsius Gisleberti, videlicet Joifrido de Tongria, Gossuino, majore de Cirvia, et Drogone de Hova, et etiam hominibus ipsius G[isleberti], videlicet Joifrido de Bocol, Rogero, Waltero de Linea, et Stefano de Tongria, tribus vicibus resignavit in manu dicti Gisleberti de Betinsart totam decimam predictam ad opus ecclesie supradicte, fide et sacramento confirmans se nichil amplius in dicta decima reclamaturum. Cumque, ut est consuetudinis, ter requisiti fuissent a dicto G[isleberto], predicti pares ad quos secundum consuetudinem patrie de illo feodo judicare pertinebat, ut si quod fecerat predictus Nicholaus, cleri-

eus, de jure facere potuisset, habito consilio responderunt quod ita. Iterum requisiti utrum amplius quicquam juris haberet in re illa, habito consilio responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus dicte ecclesie, habito consilio dixerunt etiam. Quo facto, pares predicti ipsi Nicholao et ipsius successoribus predictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Tandem omnibus rite peractis, sepedictus Gislebertus nominatam decimam in manum meam, tanquam vestram, ad opus ipsius ecclesie liberaliter reportavit, libere perpetuo possidendam, nichil juris sibi vel suis successoribus in dicta decima retinendo, quam in manu Radulphi, prepositi dicte Beati Martini ecclesie, statim reportavi libere ab eadem ecclesia perpetuo possidendam.

Actum in atrio apud Cirviam, anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, feria quinta post Reminiscere.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 124 et 158.

349.

Le doyen de Chièvres déclare que Nicolas, le clerc d'Ormeignies, s'est régulièrement dévesti du sixième de la dime d'Ormeignies entre les mains de Gilbert de Bétinsart, de qui il tenait cette dime en fief, et que ledit Gilbert en a régulièrement investi l'abbaye de Saint-Martin.

Chièvres, jeudi 7 mars 1230.

Ego N[icholaus], decanus de Cirvia, universis Christi fidelibus quibus presens scriptum videre contigerit notum facio, quod Nicholaus exhereditavit se super quodam feodo sexte partis decime de Ormegnies, in manum domini Gisleberti de Betinsart, qui dominus suus erat de eodem feodo, coram VII hominibus feodatis tam paribus quam hominibus suis, et aliis quampluribus, et dictus G[islebertus] de dicto feodo coram eisdem ecclesiam Beati Martini Tornacensis, secundum legem patrie hereditavit.

Huic facto interfuerunt, ut pares : Joifridus de Tongria, Gossuinus, major de Cirvia et Drogo de Hova; ut homines sui feodati : Joifridus de Bocol, Rogerus, Walterus de Linea et Stephanus de Tongria; ut testes : Johannes, presbiter de Bovegnies, magister Johannes, magister Evrardus, Walterus Loupe, Thomas Lukes, Osto Sotins et Theodricus.

Actum in atrio apud Cirviam, anno Domini M°. CC°. XX°. IX°, feria v[a] post Reminiscere.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 160.

350.

L'évêque de Tournai déclare qu'en sa présence les prévôts et jurés de Tournai ont promis d'exempter de la taille les sergents de l'abbaye de Saint-Martin, comme ils en exemptent les sergents de l'évêque et du chapitre.

Jeudi 28 mars 1230.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo nono, feria v[a] ante Ramos palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original scellé en cire verte sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 16; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 11; *Ibidem,* Cartulaire 129, p. 79, copie de 1685 [1].

[1] Cette charte a été publiée par A. Wauters, *De l'origine et des premiers développements des libertés communales, etc.,* Preuves, p. 113, et dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai,* t. I, p. 244.

351.

L'évêque de Tournai déclare qu'en sa présence Gérard Crokin s'est obligé à raser, dans les trente jours de la réquisition qui lui en sera faite par l'abbaye de Saint-Martin, la maison qu'il a construite sur le ruisseau de Ries, au mépris des droits de cette abbaye.

Samedi 30 mars 1230.

Walterus, Dei gracia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis traxisset in causam coram nobis Gerardum Crokin, civem Tornacensem, proponeretque contra eum quod idem G[erardus] nuper edificasset domum super fluvium de Ries, subtus quatuor molendina ipsius ecclesie, cujus domus parietes in gravamen, dampnum et prejudicium ipsius ecclesie cursum dicti fluvii de Ries includebant, peteretque eadem ecclesia a dicto G[erardo] ut dictam domum et dictos parietes destruendo funditus amoveret, dictus Gerardus, in nostra presentia in jure constitutus, sollempniter astantibus scabinis Tornacensibus, recognovit domum predictam in prejudicium dicte ecclesie edificasse, nec hoc sibi licere, ibique coram nobis, domino Amando, abbati ipsius ecclesie, sollempniter emendam obtulit forefacti, concedens et bona fide promittens, quod ipse, quandocunque sive per abbatem dicte ecclesie vel ipsius nuntium requisitus fuerit de domo et omnibus parietibus ejus funditus amovendis a loco et destruendis, infra triginta dies proximas sequentes domum totam et dictos parietes a loco funditus amovebit; ita quod infra quadragesimum diem post monitionem destruende domus, in loco ubi domus est, nichil debet dicti edificii remanere. Et si forte ipse vel heres ejus, postquam de domo amovenda a loco requisitus fuisset, domum predictam totam, ut predictum est, non amoveret, et in prosequendo jus suum in hac parte ecclesia expensas faceret, omnes expensas et omne dampnum quod per gravamen vel molestiam memorate domus abbas dicte ecclesie, per se vel per suum procuratorem

pleno verbo se diceret incurrisse, tam ipse quam heres ejus ad plenum restituet ipsi ecclesie, ponens integre dictum edificium in pignus perpetuum adversus dictam ecclesiam de premissis omnibus firmiter observandis. Insuper idem G[erardus] recognovit quod quamdiu dicta ecclesia de gratia sua pati voluerit ipsam domum in eodem loco permanere, ipse et heres ejus aque cursum sub domo mundabit, et procurabit quod per ipsam domum aque cursus detrimentum in nullo decetero patietur. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi fecimus, quas predicte ecclesie contulimus sigilli nostri munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. vicesimo nono, sabbato ante Ramos palmarum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 50.

352.

Ramundus de Merenghen promet à l'abbaye de Saint-Martin de la laisser jouir en paix de la dîme à Lede qu'elle a achetée de Rogerus de Atrio, et lui transfère cette dîme que ledit Rogerus tenait de lui en fief.

1230.

Ego Ramundus de Merenghen, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legittime, secundum legem patrie, a Rogero de Atrio de Lede, filio Johannis de Lede, assensu et voluntate Sophie, matris sue, et Oliveri, fratris dicti R[ogeri], totam decimam suam jacentem in circuitu templi de Lede, quam idem Rogerus de me tenebat in feodo, pro tredecim libris Flandrensium; et ut iste contractus fieret cum debita sollempnitate, dictus R[ogerus] in mea presentia et decani Curtracensis constitutus, coram paribus suis et hominibus meis, videlicet Willelmo de Holsene, Olivero de Wicchiis, Waltero Brune, et Johanne Magistro, tribus vicibus resignavit in manu mea dictam

decimam ad opus dicte ecclesie, fide et sacramento confirmans se nichil amplius in eadem decima reclamaturum. Cumque, ut est consuetudinis, ter a me requisiti fuissent compares predicti ad quos de illo feodo judicare pertinebat, ut si quod fecerat predictus R[ogerus] de jure facere potuisset, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti utrum amplius quicquam juris haberet in re illa, habito consilio responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus ecclesie, habito consilio dixerunt utique. Quo facto ipsi pares Rogero et ipsius successoribus in perpetuum predictam decimam abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam integre in manu predicti decani christianitatis, ad opus predicte ecclesie libere nomine elemosine reportavi, quittam et liberam in perpetuum possidendam; quam decimam idem decanus statim in manum Roberti de Curtraco, monachi dicte ecclesie, reportavit, ad opus ipsius ecclesie, liberatam et quitatam, penitus ab eadem ecclesia in perpetuum possidendam. Ut autem super hoc decetero ecclesiam ipsam nullus in posterum audeat vel possit molestare, ego promitto bona fide quod faciam, tanquam dominus feodi, ecclesiam ipsam possidere pacifice decimam memoratam. Et ad hoc legitime observandum, ut predictum est, dictus R[ogerus] totum residuum feodi quem apud Lede de me tenet, in manu mea resignavit, ut me et ecclesiam super predictis plenissime liberaret, si super hiis nos contingeret dampnificari. In hujus rei memoriam, presentes litteras dicte contuli ecclesie, sigilli mei munimine confirmatas.
Datum anno Domini M°. CC°. XXX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 61; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 354.

353.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai investit, au nom de l'évêque de Cambrai, l'abbaye de Saint-Martin, de la dîme à Brantegnies qui lui avait été cédée par le clerc Jean du Pont.

1230.

Ego Thomas, decanus Sancti Brictii in Tornaco, universis presentes litteras inspecturis notum volo fieri, quod per litteras venerabilis viri W..., fratris domini episcopi Cameracensis, archidiaconi Brabantensis, in mandatis accepi quatinus quartam partem totius decime de Brantegnies, quam Johannes de Ponte, clericus, infra terminos dicte parrochie tenebat ab Egidio de Ysier, prius ab ipso J[ohanne] libere et absolute resignatam, et ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis, in cujus patronatu sita est decima, in manibus meis, sub legitimo testimonio reportatam, loco domini Cameracensis episcopi reciperem, et auctoritate ipsius eidem ecclesie confirmarem; quod factum est ita. Predicti namque Johannes, Egidius de Ysier, et filius ejus, a quibus idem J[ohannes] predictam decimam tenebat ad censum xii den., in presentia mea constituti, tam ipsam decimam quam censum prefatum, ad opus dicte ecclesie, sub testimonio proborum virorum in manibus meis resignarunt. Que ut premissum est loco domini mei episcopi recepi, unaque cum ipsis predicte Sancti Martini ecclesie, per manum domni Oliveri, ejusdem ecclesie monachi, titulo elemosine tradidi habendam ac perpetuo libere possidendam. Ad interrogationem quoque scabinorum, ter confitentes se in decima illa et censu nichil juris habere promiserunt, fide et sacramento interpositis se in eis nichil amplius clamaturos, sed contra calumpniatores pro viribus defensuros. Igitur quod in mea gestum est presentia ne oblivione depereat, litterarum apicibus annotari feci, quas sigilli mei impressione munivi et testium subscriptione roboravi.

Testes : Johannes, presbiter de Bovegnies; Walterus, presbiter de Main-

waut; Alardus, capellanus curie de Ath; Willelmus Naiars, et Martinus Paniers, scabini, et plures alii.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 162.

354.

Willelmus de Béthune, seigneur de Meulebeke, approuve la vente de la dîme à Wielsbeke, faite par Walterus de Bovinglo à l'abbaye de Saint-Martin, et à titre de seigneur du fief, transfère cette dîme à l'abbaye.

Avril 1230.

Ego Willelmus de Bethunia, dominus de Muelembeke, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum plenam legem patrie, a Waltero de Bovinglo, assensu et voluntate uxoris ejus, integre totam decimam quam idem Walterus de me tenebat in feodo in villa de Willebeka, centum et septuaginta libris Flandrensis monete, et assensu et voluntate mea. Ut igitur iste contractus fieret cum debita sollempnitate, dictus Walterus in mea presentia et domni Radulphi, prepositi predicte ecclesie Beati Martini Tornacensis, qui a venerabili patre W[altero], Tornacensi episcopo, ad hoc videndum et audiendum loco ipsius episcopi missus fuerat, constitutus, coram hominibus meis, paribus ipsius Walteri, videlicet Willelmo de Tielt, Egidio de le Mandre, Eustachio de Olsene, Gossuino de Victe, Renero de Castra, militibus, Waltero Buskere, ballivo meo, Rogero de Scamelhout, Waltero Mostart, Johanne de le Mandre, Gerardo de Gardino, et Gossuino Spine, tribus vicibus sollempniter resignavit in manu mea totam decimam memoratam ad opus predicte Beati Martini Tornacensis ecclesie, fide et sacramento confirmans se nichil in dicta decima reclamaturum. Cumque, ut moris est, ter a me requisiti fuissent homines mei predicti ad quos,

secundum legem patrie, de illo feodo judicare pertinebat, ut si quid fecerat predictus Walterus de jure facere potuisset, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti utrum quicquam juris haberet in illa decima, habito consilio responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus dicte ecclesie Beati Martini Tornacensis, habito consilio dixerunt quod ita. Quo facto, dicti pares Walteri ipsi et successoribus ejus dictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam in manum predicti Radulphi, prepositi, qui huic facto, ut dictum est, loco supradicti venerabilis patris W[alteri], Tornacensis episcopi, interfuit ad opus prefate ecclesie Beati Martini Tornacensis, nomine elemosine libere reportavi in perpetuum ab omni exactione et dominio ab eadem ecclesia libere possidendam, nichil in dicta decima michi vel meis successoribus retinendo. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi feci, quas sepedicte ecclesie tradidi, sigilli mei munimine communitas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 57; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 332.

355.

L'évêque de Tournai approuve la vente de la dime à Wielsbeke, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus de Bovinglo.

Avril 1230.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod nos acquisitionem quam fecit ecclesia Beati Martini Tornacensis de decima que sita est in parrochia de Willebecce, spectante ad patronatum ipsius ecclesie, a Waltero de Bovinglo, laico, de consensu et voluntate viri nobilis Willelmi de Bethunia,

domini de Muelembeke, a quo dictus Walterus prefatam decimam tenebat in feodo, ratam et gratam habemus, et eam auctoritate nostra diocesiana predicte ecclesie confirmamus; ratum etiam et firmum habentes quod ad mandatum nostrum Radulphus, prepositus predicte Beati Martini Tornacensis ecclesie, cui vices nostras in hac parte commisimus, fecit, recipiendo dictam decimam in manus suas nomine nostro ad opus ecclesie memorate. In hujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras sepedicte ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domine M°. CC°. XXX°, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 58; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 333.

356.

Walterus de Coclare, Waubertus de Honlede, Walterus de Schireveldc et Thomas de Mezenghem se portent garants que le chevalier Baudouin d'Yseghem laissera jouir en paix l'abbaye de Saint-Pierre d'Oudenbourg de la dîme d'Emelghem.

Juin 1230.

Nos Walterus de Coclare, Waubertus de Honlede, Walterus de Schireveldc, milites, et Thomas de Mezenghem, notum facimus universis, quod nos plegios nos constituimus domini Balduini, militis de Ysenghem, adversus abbatem et conventum Sancti Petri de Audenborg, pro sexaginta lib. Flandrensium de decima de Emelghem ab abbate et conventu Sancti Petri de Audenborg a domino Balduino impignorata, quod nos ipsos abbatem et conventum ab omni vexatione et molestia que ipsis evenire poterit a dicto Balduino vel heredibus suis conservabimus. Et hoc nos qui sigilla non habuimus, coram hominibus comitis Flandrie creantavimus. Ego Balduinus de Ysenghem, miles, hos dictos plegios ab omni dampno immunes ser-

vare creantavi. In hujus igitur rei securitatem presentes litteras sigillis nostris roboravimus.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo, mense junio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé de trois sceaux pendants sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 304.

357.

Le châtelain de Gand promet, à titre de seigneur du fief, d'assurer à l'abbaye de Saint-Martin la jouissance de la dîme à Lede, qui lui avait été vendue par Olivier et Symon de Lede.

Août 1230.

Ego Hugo, miles, castellanus de Gandavo, notum facio universis presentem cartam inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum legem patrie, a Symone de Lede et Olivero, assensu et voluntate Aelidis, uxoris dicti Symonis, et Sophie, matris dicti Oliveri, totam decimam suam jacentem apud Lede, pro triginta et IX libris Flamingorum. Et ut iste contractus fieret cum debita sollempnitate, dictus Symon in presentia ballivi mei constitutus, coram paribus suis et hominibus meis, scilicet domino Rogero de Moskere, milite, Rogero des Cans, Henrico de le Rue, Waltero le Vilain, Waltero le Cardenal, et Johanne del Bos, terciam partem dicte decime quam tenebat in feodo de dicto Olivero, ad opus dicte ecclesie, in manu ipsius Oliveri resignavit, fide et sacramento confirmans se nichil amplius in eadem decima reclamaturum. Dictus vero

[1] L'état dans lequel se trouve aujourd'hui cet original le rend à peu près inutile.

Oliverus totam integre decimam statim in manu Johannis del Bos, de quo ipsam tenebat in feodum, secundum modum predictum resignavit; qui Johannes eandem decimam quam de me tenebat in feodo, secundum modum prescriptum, in manu ballivi mei qui ibidem loco mei interfuit, coram predictis hominibus protinus resignavit. Confirmaverunt etiam dicti homines et Oliverus, fide et sacramento, se nichil amplius in dicta decima reclamaturos. Cumque, ut est consuetudinis, ter a ballivo meo fuissent requisiti predicti pares et homines mei, ad quos de illo feodo judicare pertinebat, ut si quod fecerant dicti Symon, et Oliverus, et Johannes de jure facere potuissent, habito consilio responderunt quod ita. Requisiti itaque utrum amplius quicquam juris in re illa haberent, responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas ad opus dicte ecclesie sufficeret, consilio habito dixerunt utique. Quo facto dicti pares et homines mei, predictis Symoni, et Olivero, et Johanni et ipsorum successoribus, et etiam tam Aelidi, uxori Symonis, quam Sophie, matri Oliveri, predictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Denique omnibus rite celebratis, dictus ballivus meus vices meas optinens, ipsam decimam integre in manu domni Nicholai, tunc cellararii dicte ecclesie Sancti Martini, ad opus ejusdem ecclesie, libere, nomine elemosine reportavit, quitam et liberam penitus ab eadem ecclesia in perpetuum possidendam. Et ut super hoc decetero ipsam ecclesiam in posterum nullus possit molestare vel audeat, ego promitto bona fide et ad hoc me obligo, quod ecclesiam memoratam faciam, tanquam dominus feodi, prefatam decimam pacifice possidere. In cujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentem cartam sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimento confirmatam.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 61; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 347.

358.

Le seigneur de Cohenghem promet, à titre de seigneur du fief, d'assurer à l'abbaye de Saint-Martin la jouissance des dîmes à Lede, Iseghem et Ingelmunster, qui lui avaient été vendues par Lambert de Lede.

Août 1230.

Ego Rogerus, miles, dominus de Cohenghem, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum legem patrie, a Lamberto de Lede, filio Symonis Sturionis, pro triginta et duabus libris Flandrensis monete, decimam quam tenebat in parrochiis de Lede, de Ysenghem et de Englemostier, in feodo, de manu Symonis, fratris sui. Et ut predicta emptio fieret cum debita sollempnitate, dictus L[ambertus] in mea presentia et in presentia magistri Walteri, presbiteri Curtracensis, constitutus, coram paribus suis et hominibus predicti Symonis, fratris sui, scilicet: Johanne de Lede et Egidio, fratre suo, Johanne de Busco, Willelmo de Busco et Johanne Lenkuchet, dictam decimam in manu predicti Symonis, fratris sui, ad opus dicte ecclesie resignavit, fide et sacramento confirmans se nichil amplius in eadem decima reclamaturum. Cumque, ut est consuetudinis, pares predicti ad quos de illo feodo judicare pertinebat, a Symone predicto requisiti fuissent ut si quod fecerat dictus L[ambertus] de jure facere potuisset, habito consilio, responderunt quod ita. Quo facto ipsi pares predicto L[amberto] et ipsius successoribus in perpetuum predictam decimam abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, dictus Symon dictam decimam integre in manu mea, ad opus memorate ecclesie, nomine elemosine libere resignavit. Quam decimam ego in manu magistri Walteri, presbiteri Curtracensis, qui vice venerabilis patris W[alteri], Tornacensis episcopi, ibidem interfuit, ad opus sepedicte ecclesie nomine elemosine integre reportavi, quittam et liberam in perpetuum possidendam. Et eandem decimam predictus W[alterus], presbiter, statim coram predictis omnibus, in manu domni Nicholai, cellararii ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad opus ipsius ecclesie repor-

tavit, liberatam et quittatam penitus ab eadem ecclesia in perpetuum possidendam. Ut autem super hoc decetero memoratam ecclesiam nullus in posterum audeat vel possit molestare, ego promitto bona fide, tanquam dominus feodi, quod faciam ipsam ecclesiam pacifice possidere decimam memoratam. Et ad hoc legitime observandum, ut predictum est, dicti Lambertus et Symon, fratres, totum, residuum feodi quod apud Lede de me tenent, in manu mea resignaverunt, ut me et ecclesiam super predictis plenissime liberarent, si super hiis nos contingeret dampnificari. In hujus rei memoriam presentes litteras dicte contuli ecclesie, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 62; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 350.

359.

L'abbé d'Eename publie les conditions de l'accord intervenu entre son abbaye et celle de Saint-Martin, au sujet de terres et de dîmes à Flobecq, dont chacune réclamait la jouissance.

Août 1230.

H[enricus], Dei permissione ecclesie Sancti Salvatoris Eihamensis abbas, et ejusdem loci conventus, universis presentem paginam inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum inter nos ex una parte, et ecclesiam Beati Martini Tornacensis ex altera, quedam controversia super quibusdam terris in parrochia de Flosbierch jacentibus, diutius ventilata fuisset, tandem ad hoc res deducta est, ut nos duo bonaria terre que cognominatur Terra Surdelli, que terra durat de Haia Hurdelli usque in vivarium nostrum ibi situm, ita quod pars quedam dicte terre sub eodem vivario nostro occupetur, pro sex sol. Flandrensis monete a supradicta Beati Martini Tor-

nacensis ecclesia ad perpetuam censam recepimus, quos ipsi ecclesie annuatim in Nativitate Domini solvere tenemur; hoc notato quod tota decima dicte terre que adpresens excolitur vel exculta fuit, spectat ad Beati Martini ecclesiam supradictam. Hujus autem terre cum aliqua pars nunquam fuerit exculta, si eandem terram propriis sumptibus et laboribus nostris nos excolere aliquando contigerit, talem et tantam portionem decimarum qualem et quantam ex institutione generalis consilii, et ex tenore privilegii nostri, tenemur habere, percipiemus. Preterea decimam totam de tribus diariis terre que jacet sub Acharfau percipiet Beati Martini ecclesia superius memorata. Cum igitur de utriusque partis consensu compositio ista facta sit, ad hoc firmiter conservandum presentem cartam dicte Beati Martini ecclesie tradidimus sigillorum nostrorum munimine roboratam.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo, mense augusto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 31; original scellé sur double queue de parchemin de deux sceaux en cire blanche. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 103; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 161.

360.

L'abbé de Saint-Martin publie les conditions de l'accord intervenu entre son abbaye et celle de Saint-Sauveur d'Eename, au sujet de terres et de dîmes à Flobecq, dont chacune réclamait la jouissance.

Août 1230.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo, mense augusto [1].

[1] Cette charte, qui est la contre-partie exacte de la précédente, a eté publiée par C. Piot, *Cartulaire de l'abbaye d'Eename*, p. 153.

361.

L'archidiacre de Tournai déclare que l'abbaye de Saint-Martin a loué à Arnoul Loupart plusieurs pièces de terre à Honnevain.

Octobre 1230.

Ego Johannes, archidiaconus Tornacensis, presentibus et futuris litteras istas inspecturis, notum facio quod Arnulphus Loupars accepit ab ecclesia Sancti Martini Tornacensis ad redditum perpetim, quandam terram sitam apud Honevaing ad estimationem vii quartariorum et xx virgarum paulo plus vel minus, in pluribus frustis jacentem, pro qua terra dictus A[rnulphus] tenetur singulis annis reddere memorate ecclesie xxx sol. Parisiensium duobus terminis persolvendos, scilicet medietatem ad Natale Domini, et alteram ad Pascha. In hujus rei memoriam presentes litteras prefate ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 134; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 118.

362.

L'abbé de Saint-Pierre de Gand déclare que son monastère a consenti à céder à l'abbaye de Saint-Martin la dîme qu'il avait achetée à Lierde-Saint-Martin.

Novembre 1230.

Theodericus, Dei permissione abbas Sancti Petri in Gandavo, omnibus tam presentibus quam futuris presentis pagine inspectoribus salutem in Domino.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum nos emissemus ad

opus ecclesie nostre quandam decimam circiter de sexaginta et sex bonariis terre, in parrochia de Lierda Sancti Martini jacentem, ecclesia Sancti Martini Tornacensis ad cujus patronatum dicta decima pertinere dinoscitur, cum jam illam per multos annos possedissemus, nos super eadem decima impetebat. Nos autem intelligentes dictam Beati Martini ecclesiam justam causam habere erga nos in hac parte, totam prefatam decimam sicut eam possidebamus, per manum domni Balduini, tunc ecclesie nostre monachi, in manu domni Nicholai, ecclesie Sancti Martini monachi, ad opus dicte ecclesie resignavimus, recipientes prius ab ecclesia totam pecunie quantitatem qua nobis comparavimus decimam memoratam, sexaginta videlicet et undecim libr. Flandrensium, promittentes bona fide quod nunquam queremus artem vel ingenium unde prefata Beati Martini ecclesia super hoc valeat molestari. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras eidem ecclesie contulimus, sigillo nostro roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 149; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 192.

363.

Le doyen de Grammont déclare que le curé et les paroissiens de Lierde-Saint-Martin ont consenti à céder à l'abbaye de Saint-Martin une dîme qu'ils avaient achetée à Lierde.

Dimanche 24 novembre 1230.

Ego Walterus, decanus christianitatis de Geraldimonte, notum facio universis presentem paginam inspecturis, quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis a presbitero et parrochianis de Lierda Sancti Martini quandam decimam circiter L^a^ [VII] bonariorum terre, jacentem in parrochia de Lierde predicta, spectante ad personatum ipsius Sancti Martini Tornacen-

sis ecclesie, ratione personatus ejusdem repeteret, proponens contra ipsos quod sine suo assensu, ad opus sue parrochialis ecclesie, dictam decimam emissent, et per plures annos in prejudicium prefate Beati Martini ecclesie possedissent; tandem presbiter et parrochiani predicti, in mea presentia constituti, jus predicte Beati Martini Tornacensis ecclesie plenarie cognoverunt. Recepto quoque ab ipsa ecclesia precio quod in emptione prefate decime posuerant, ipsam decimam, per manum meam, ad opus sepedicte Beati Martini ecclesie werpiverunt. Egericus quoque, tunc presbiter prefate parrochie, Gossuinus de Evrebeke, Arnulphus del Bruech, Willelmus del Bourch, milites, Nicholaus de le Warde, Egidius d'Arbeke, fide et sacramento interpositis, promiserunt se nunquam artem vel ingenium quesituros, unde prenominata Beati Martini Tornacensis ecclesia super premissa decima possit vel debeat molestari. In hujus rei memoriam presentes litteras sigillo proprio communivi.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, mense novembri, in vigilia Katerine virginis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 150; *Ibidem,* Cartulaire 122, pp. 184 et 192.

364.

Le seigneur d'Esplechin approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Galcherus, Evrard son fils et Aelidis sa fille, de deux bonniers de terre à Longuesauch, vers Wez, que les vendeurs tenaient de lui en fief.

Tournai, lundi 2 décembre 1230.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes, dominus de Esplechin, salutem in perpetuum.

Noverint universi quod Galcherus, Evrardus, filius, et Aelidis, filia ejus, per advocatum suum, vendiderunt ecclesie Sancti Martini Tornacensis duo bonaria terre, paulo plus paulo minus, sub molendino de Longesauc versus

Weis jacentis, et dictam terram debet ecclesia tenere de me ad censum unius denarii Laudunensis, in festo beati Remigii annis singulis mihi vel nuncio meo infra ambitum monasterii Sancti Martini persolvendi. Quod si requirerem dictum denarium Laudunensem in dicto festo ab illo qui redditus tenet, et non solveretur, defectum illum posset ecclesia per solutionem alterius Laudunensis denarii emendare; et per hunc denarium censualem, ecclesia erit quita erga me ab omni alio servitio, et omnibus consuetudinibus, et eam decetero libere possidebit. Dicta autem duo bonaria terre erant de feodo quem Galcherus a me tenebat; que in manu mea reddiderunt et werpiverunt dictus Galcherus, Evrardus, filius ejus, et Aelidis, filia ejus, per advocatum, ad opus ecclesie Sancti Martini Tornacensis. Quo facto, submonivi homines meos qui presentes aderant, si Galcherus et heredes sui tantum de dicta terra fecerant quod ipse Galcherus et heredes sui in ipsa terra nichil juris haberent. Qui, habito consilio bonorum virorum, judicaverunt Galcherum et heredes suos nichil juris habere decetero in terra memorata, et fidem dederunt et juraverunt Galcherus, Elisabeth, uxor sua, Evrardus, filius ejus, et Aelidis, filia ipsius, quod nec per se nec per alium ecclesiam Sancti Martini Tornacensis dampnificarent nec molestarent super terra prefata. Et si contingeret quod dampnum aliquod vel molestiam inferrent ecclesie Sancti Martini super terra jamdicta, ego sicut dominus redderem sexaginta libras Flandrensis monete, nomine pene, ecclesie supradicte. Ad majorem etiam securitatem et cautelam, memorata Elizabeth omni juri quod ei competebat vel competere poterat, sive dotalicii nomine vel alio quocunque modo, in terra prenotata renuntiavit, et terram eandem legitime quitavit, promittens fide et sacramento interpositis, quod decetero nichil juris in eadem terra clamabit, sub virtute jam prestiti ab ipsa juramenti, asserens quod neque vi seu minis coacta, aut prece aut dolo inducta, sed ex sui mera et libera voluntate, huic venditioni suum benigne est impartita assensum. Post abjudicationem vero Galchero et heredibus suis per pares suos de dictis duobus bonariis terre factam, ego eandem terram reddidi ecclesie Sancti Martini ad unum denarium Laudunensem, absque omni alio servitio et consuetudine, pacifice et libere in perpetuum tenendam, sicut superius est expressum. Et ad submonitionem meam judicaverunt homines mei quod ecclesia Sancti Martini ita benigne et legitime intraverat in dictam terram, quod pro lege patrie eam bene et legitime

poterat retinere. Celebrata autem fuit hec venditio in ecclesia Sancte Marie Tornacensis, coram me et hominibus meis, Johanne de Baudimont, Jacobo de Marege, Egidio de Namaing, et aliis multis bonis viris, Nicholao de Insula, Gerardo de Attrika, canonicis Tornacensibus, magistro Evrardo, officiali Cameracensi, magistro Egidio, tunc vices officialis Tornacensis gerente, Nicholao Houard, milite, Anselmo de Guingies, fratre Galcheri, et Johanne del Molin. Et de hiis omnibus firmiter observandis, constitui me sicut dominum, hostagium et plegium erga ecclesiam Sancti Martini predictam. In cujus rei testimonium et firmitatem, dicte ecclesie Sancti Martini presentem cartam sigillo meo tradidi consignatam. Et tam ego quam dictus Galcherus rogavimus officialem Tornacensem ut huic carte sigillum suum apponeret, in majorem firmitatem et majus testimonium hujus rei. Et ego Galcherus concessi quod possem excommunicari, si predicte venditioni in aliquo contrairem.

Actum in ecclesia Beate Marie Tornacensis, per Radulphum, tunc ecclesie Sancti Martini supradicte prepositum, anno Domini M°. CC°. XXX°, in crastino beati Eligii episcopi et confessoris, mense decembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 28.

365.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que Maroie de Tuns a vendu à l'abbaye de Saint-Martin tout ce qu'elle possédait à Rumillies.

Février 1231.

Ce sacent cil ki sunt et cil ki avenir sunt, ki cest escrit veront et orunt, ke Maroie de Tuns, ki veve estoit, ki bien le puet faire par loi pour çou que Alars ses fils l'otria, vendi et werpi et clama quite absoluement à le glise Saint Martin de Tornai quant que ele avoit à Rumegni, de tiere, de pret, de bosc, de aiwe, de rente et de cens, et ele et Alars ses fils. Et ce fu

fait pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai, en cui poesté li hiretages est. Et Maroie de Tuns et Alars ses fils eurent enconvent à le glise Saint Martin de Tornai à aquiter cel acat à l'assens des eskievins. Plège en sunt Watiers de Holaign, li cevaliers, et Gerars de Erenbaldeghen, de cele quitance faire del tout. Jakemes, li cevaliers de Tuns, et Giles del Pontoit, cevaliers, ausi disent ke il ne pooient noului plégier; mais il otroièrent que se Maroie de Tuns, ne Alars ses fils, ne autres de par iaus voloient faire à le glise Saint Martin de Tornai nul tort de cest acat ki dis est, li mesages de le glise Saint Martin poroit prendre sains mesfait et sains contredit le melleur ceval ke cascuns d'aus aroit en sen estavle u ailleus; et se il estoient de nient encontre, ne altres de par iaus, li glise Saint Martin aroit attaint sor cascun d'aus XL lib. de Paresis. Ce fu fait el tiesmoign de ciaus ki adont furent eskievin, si com Hues li Fors, Gilebiers de Gelves, Wibiers de Morialporte, Grigories de Malde, Jehans li Borgnes, Ades Parlemens, Jaquemes Warisons. Tout cist i furent com eskievin. Et el tiesmoign segnor Jehan d'Alaign, canonie de Tornai, ki i fu el liu de l'official de Tornai, et Thumas, le doien de Saint Brisse, et Alart de Vesenciel, ki i fu comme provos et comme jurés, et Nicholes Cardevake, comme jurés. Et pour çou que ceste cose soit ferme et estable, ne par allongement de tans ne s'esvanuische, et pour çou que jamais à nul jor nus mals ne nus tors n'en soit fais à le glise Saint Martin de Tornai, ne nule malvaise queriele n'en soit requise, si en fist li glise Saint Martin cartre faire, et livra en le main des eskievins dont vos avés les nons oïs.

L'an de l'incarnation M. CC. XXX, el mois de février.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; chirographe original sur parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 174.

366.

L'évêque de Cambrai mande au doyen de Grammont de se transporter à Lierde, pour se rendre compte des dîmes que l'abbaye de Saint-Martin y a achetées, et de lui faire ensuite un rapport sur ces dîmes, afin qu'il puisse, en connaissance de cause, en confirmer la jouissance à l'abbaye.

1231.

G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, dilecto in Christo W[altero], decano christianitatis de Giraldimonte, cum dilectione salutem. Cum ecclesia Beati Martini Tornacensis, ut nobis exposuit, quasdam decimas in parrochia de Lierda, in qua jus optinet patronatus, de manu laica adquisierit, mandamus vobis quatinus ad dictam parrochiam personaliter accedatis, et dictas decimas ad opus dicte ecclesie ex parte nostra recipiatis, et nomina decimarum per circumlocutiones per quas poterunt melius exprimi, et quantitatem earumdem, nobis litteris vestris patentibus rescribatis, ut securius et certius easdem decimas prefate ecclesie possimus confirmare.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 149; *Ibidem*, Cartulaire 122, pp. 186 et 191.

367.

Le doyen de Grammont écrit à l'évêque de Cambrai pour lui énumérer les dîmes que l'abbaye de Saint-Martin a acquises à Lierde, et lui faire savoir qu'il a transféré ces dîmes à un procureur spécial de l'abbaye.

1231.

Reverendo patri ac domino G[odefrido], Dei gratia venerabili Cameracensi episcopo, W [alterus], decanus christianitatis de Geraldimonte, salutem et cum debita reverentia paratam ad omnia beneplacita voluntatem.

Mandatum vestrum recepi in hec verba : « G., Dei gratia Cameracensis episcopus etc. » (*Suit le texte de la charte précédente.*)

Ideoque paternitati vestre significo, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis in parrochia de Lierde, ad personatum ipsius spectante, acquisivit bene et legitime totas decimas quarum portiuncule et nomina eorum qui vendiderunt in presenti pagina subscribuntur. Ecclesia Beati Martini in Tornaco redemit ab ecclesia Sancti Petri Gandensis decimam LX[a] et septem bonariorum terre pro LX[a] et undecim libris Flandrensium. Ab ecclesia Sancti Adriani de Geraldimonte decimam XV bonariorum terre pro XV libris. Ab ecclesia de Lierde decimam LVII bonariorum terre pro L[a] et VII libris et triginta solidis Flandrensium. A capella Beate Katerine de Geraldimonte decimam septem jornalium terre pro XXX[a] et sex solidis Flandrensium. Et has decimas redemit ecclesia Sancti Martini Tornacensis ratione patronatus; predicte enim ecclesie absque licentia et in prejudicium ecclesie Sancti Martini in ipsius personatu emerant decimas memoratas. Ab Egidio autem de Lierde emit prefata Sancti Martini ecclesia decimam undecim bonariorum terre et dimidium jornale pro undecim libris et quinque solidis. A Radulpho, milite, decimam octo bonariorum terre et unius jornalii et dimidium pro octo libris. Ab Arnulpho, milite del Bruech, decimam XIII bonariorum terre pro XIII lib. et sex sol.. A Nicholao de le Warde decimam V bonariorum et dimidium pro C et decem sol.. A Margareta, sorore ejus, decimam V bonariorum terre pro centum et decem sol.. A Gertrude del Borch et filiis ejus, decimam duorum bonariorum et dimidium pro XL[a] et quinque sol.. A Willelmo de Hodenove, milite, decimam quatuor bonariorum, unum jornale minus, pro quatuor libris quinque sol. minus. A Godefrido Bateriel decimam sex jornalium pro XX et septem solidis. A Waltero de Arbeke decimam unius jornalis pro tribus solidis et dimidium. A Waltero de Morcinbroc decimam unius jornalis pro quatuor sol. et dimidium. Ab Arnulpho Moriel de Geraldimonte decimam sex bonariorum pro sex lib..

Noverit igitur vestra paternitas quod omnes predicti, tam procuratores ecclesiarum quam laici, in mea presentia constituti, recognoverunt se vendidisse bene et legitime, secundum legem et consuetudinem patrie, assensu et voluntate eorum ad quos pertinebant, prefate Sancti Martini Tornacensis ecclesie totas decimas memoratas. Quas ad opus sepedicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie in manum meam, tamquam vestram, libere et absolute

reportarunt, fide et sacramento interpositis promittentes se nunquam artem vel ingenium quesituros, unde prefata ecclesia super premissis valeat molestari. Quas decimas statim per manum domni Egidii, ejusdem ecclesie monachi, ad hoc specialiter destinati, sepedicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie, titulo elemosine tradidi habendas ac perpetuo libere possidendas.
Actum anno Domini M°. CC°. XXX° primo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 185.

368.

L'évêque de Tournai approuve les achats de dîmes et de terrages à Evregnies, faits par le curé d'Evregnies, dans l'intérêt de l'abbaye de Saint-Martin.

8 mai 1231.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus. universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Notum vobis facimus quod Theodericus, presbiter de Evregnies, in nostra presentia constitutus, recognovit se emisse in parrochia de Evregnies, assensu et voluntate ecclesie Beati Martini Tornacensis. ad quam spectat patronatus dicte parrochie. tam de sua quam de ecclesie pecunia, ad opus dicte ecclesie, decimas in dicta parrochia; unam videlicet ab Amulrico de Cevalcamp, et Agnete, uxore ipsius. ex cujus parte ipsam decimam tenebant circiter quatuordecim bonariorum terre, unam ab Egidio de Reumont, milite, et Margareta. uxore ejus, ex cujus parte ipsam decimam tenebant, circiter triginta et septem bonariorum, unam ab Eustatio de Haverie et Mathilde, uxore ejus, et Beatrice, filia dicte Mathildis, circiter sedecim bonariorum. unam quam Nicholaus Paniers, miles, et Beatrix, uxor ejus, vendiderant capellano de Lis, quam a dicto capellano redemit, circiter quatuordecim bonariorum, unam a Sygero de Evregnies, milite, circiter quatuordecim bonariorum, unam ab Egidio des Kennes et Elizabet, uxore ejus,

circiter decem bonariorum. Preterea ecclesia Beati Martini Tornacensis tenebat dimidium bonarium jacens ante domum Petri de Molendino, in quo habebat terragium Arnulphus de Crois, miles; tenebat etiam ecclesia ibidem dimidium bonarium in quo habebat similiter terragium Willelmus, filius dicti Arnulphi; tenebat etiam dicta ecclesia in dicta cultura dimidium bonarium in quo similiter terragium habebat Sygerus de Evregnies, miles; habebat etiam ibidem in dimidium bonarium ecclesie similiter terragium Beatrix de Wastines. Que terragia idem presbiter redemit et terras ipsas quittavit; ita quod predicte terre in perpetuum remanebunt ecclesie Beati Martini Tornacensis libere et quittate. Insuper idem presbiter omnes prenominatas decimas et acquisitiones supradictas in manus nostras ad opus ipsius ecclesie resignavit, petens ipsi ecclesie a nobis supradicta omnia confirmari. Nos autem ad petitionem ipsius omnes supradictas acquisitiones, quantum in nobis est, ratas habemus, et sepedicte ecclesie Beati Martini confirmamus in perpetuum, presentium testimonio litterarum. Insuper dictus presbiter in nostra presentia recognovit quod quecunque tenementa dicte ecclesie que hactenus tenuit post mortem suam ad ipsam ecclesiam libere revertentur. Et etiam de omnibus contractibus, et omnibus querelis, et omnibus conventionibus que unquam idem presbiter habuit, vel habere potuit cum dicta ecclesia, in morte ipsius presbiteri libera erit ipsa ecclesia penitus et quittata; que etiam approbamus. In hujus rei memoriam presentes litteras scribi, et sigilli nostri munimine ad firmitatem perpetuam fecimus roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°, in octavis Ascentionis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 50; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 221.

369.

L'évêque de Tournai ratifie l'accord conclu entre les abbayes de Saint-Martin, de Saint-Amand-en-Pèvele et de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, d'une part, et le châtelain de Tournai, de l'autre, pour le rachat des droits que le châtelain prétendait avoir sur ces abbayes.

Vendredi 9 mai 1231.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°, sexta feria ante Penthecosten.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire verte. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 19; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 19. — Lille, Arch. du Nord, Fonds de Saint-Amand, Cartulaire tome II, fol. 75b [1].

370.

Le doyen de chrétienté de Coudun déclare que Guy de Chevincourt a vendu au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte quatre mesures de terres à Béthencourt.

Lundi 12 mai 1231.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°, mense maio, in crastino Pentecosten.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 276 [2].

[1] Cette charte est publiée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. I, p. 245.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 215.

371.

Le seigneur de Meulebeke transfère à l'abbaye de Saint-Martin les dîmes de Vive-Saint-Bavon et Wielsbeke, acquises par elle du chevalier Egidius de le Mandre, et à titre de seigneur du fief, garantit à l'abbaye la libre jouissance de ces dîmes.

Juillet 1231.

Ego Willelmus de Bethunia, miles, dominus de Muelembeke, omnibus presentem paginam inspecturis notum facio quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum legem patrie, ab Egidio de le Mandre, milite, assensu et voluntate Gertrudis, uxoris sue, totam decimam quam ipse E[gidius] tenebat in parrochiis Sancti Bavonis et de Willebeke, personatibus dicte ecclesie Sancti Martini, et hoc assensu et voluntate Walteri de Bovinglo, de quo dictus Egidius ipsam decimam tenebat in feodo, et etiam assensu et voluntate mea; de me enim dictus W[alterus] de Bovinglo eandem decimam in feodo tenebat. Ut igitur iste contractus fieret cum debita sollempnitate, predictus Egidius in mea presentia et in presentia Walteri de Bovinglo constitutus, coram hominibus ipsius Walteri, paribus dicti Egidii, scilicet Waltero de Bakelande et Waltero de Warenghen, et coram hominibus meis, videlicet Henrico de Haines [1] et Renero de Castre, militibus, Gerardo del Gardin, et Waltero le Buescre [2] de Muelembeke, et multis aliis, in manu dicti W[alteri] de Bovinglo totam decimam memoratam tribus vicibus ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis resignavit. Predictus autem W[alterus] de Bovinglo prefatam decimam in manu mea resignavit ad opus ecclesie memorate, fide et sacramento confirmantes, tam ipse W[alterus] de Bovinglo quam predictus Egidius, se nichil amplius in eadem decima reclamaturos. Cumque, sicut est consuetudinis,

[1] Le Cartulaire 121 de Bruxelles écrit *Aines*.

[2] Le même Cartulaire 121 porte *Buskre*.

ter a me requisiti fuissent homines mei et homines Walteri predicti, ad quos secundum legem patrie de illo feodo judicare pertinebat, ut si quod fecerant prefati E[gidius] et W[alterus] de jure facere potuissent, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti utrum amplius quicquam juris haberent in dicta decima, habito consilio dixerunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus ecclesie Beati Martini, habito consilio dixerunt quod ita. Quo facto dicti pares et homines mei, tam dicto Waltero de Bovinglo quam Egidio de le Mandre prefato, et eorum successoribus, dictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam in manu domni Letberti, predicte ecclesie Sancti Martini monachi, qui ibidem propter hoc specialiter missus fuerat, ad opus sepedicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis, nomine elemosine, libere resignavi in perpetuum ab eadem ecclesia libere possidendam, nichil in ipsa decima mihi vel meis successoribus retinendo. Ut autem prefatam ecclesiam de cetero super hoc nullus audeat molestare, promitto tanquam dominus feodi, bona fide et adversus ecclesiam memoratam me plegium et obsidem constituo, quod faciam ipsam ecclesiam in pace decimam memoratam tenere et ipsam super hoc indempnem conservabo, quantum de me et de dictis Egidio de le Mandre, Waltero de Bovinglo, et eorum heredibus. In hujus rei memoriam, ad petitionem predictorum E[gidii] et W[alteri], sepedicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis presentes litteras contuli sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°, mense julio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 58; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 354.

372.

L'official de Noyon déclare que Robert Hoingnes de Cambronne a vendu au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte tout ce qu'il possédait au bois de Plichon.

Vendredi 7 novembre 1231.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. I°, feria VI^a post festum Omnium Sanctorum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 273 [1].

373.

L'official de Tournai déclare que le différend qui avait surgi entre l'abbaye de Saint-Martin et Jean de Froyennes, à l'occasion de l'écluse du moulin de Maire, a été réglé par la vente d'un demi-bonnier de terre le long du ruisseau de Maire, faite par Jean de Froyennes à l'abbaye.

Tournai, décembre 1231.

Universis presentes litteras inspecturis, N[icholaus] de Brugis, clericus et officialis domini Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum inter ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, ex parte una, et Johannem de Froana, ex altera, super exclusa superioris molendini de Maire et rebus aliis, questio verteretur, asserente Johanne quod usque ad medium excluse terra sua protenderetur, et ecclesia sub rivo molendini sui partem terre sue occupasset; ecclesia vero econtrario simpliciter id negante, et super hiis in viros venerabiles Nicholaum

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 216.

de Insula, Willelmum de Brugis, canonicos Tornacenses, et Nicholaum de Hosnevaing, sub pena quadraginta librarum, esset a partibus compromissum; tandem dictis arbitris et aliis bonis viris mediantibus, inter ipsos amicabilis intercessit compositio sub hac forma : Johannes predictus bene et legitime, et secundum legem patrie, vendidit ecclesie Sancti Martini Tornacensis, pro viginti septem libris Parisiensis monete, dimidium bonarium terre sue secus ripam rivi predicti, sicut protendebatur, in longitudine mensurande, et sic ab omnibus querelis inter eos hactenus habitis, se mutuo quittaverunt.

Celebrata vero fuit dicte terre venditio hoc modo : Johannes de Froana in nostra et arbitrorum presentia constitutus, coram hominibus Everardi de Vinea, a quo terra ipsa in feodum tenebatur, paribus Johannis, videlicet Johanne Aletake, Waltero Cane, Jacobo de Platea et Jacobo Clerico, marito Columbe, dimidium bonarium prefate terre, in manus memorati Everardi, domini sui, ecclesie Sancti Martini conferendum sollempniter resignavit, Alulfo, fratre suo, assensum suum resignationi prebente, prefato Johanne et ipso Alulfo, fide et sacramento interpositis, promittentibus quod ipsi nichil juris in dicta terra decetero reclamarent; volentes ad hoc idem suos astringi heredes. Hoc facto Everardus de Vinea, dominus Johannis, requisivit ab hominibus suis supradictis si de jure et secundum legem facere poterat Johannes resignationem predictam, et si jus aliquod ipse vel heredes sui haberent amplius in terra superius nominata. Qui habito consilio responderunt quod quicquid fecerat Johannes, secundum legem et jus facere poterat, et tantum de terra fecerat quod ipse Johannes vel successores sui in ea nichil juris habebant, abjudicantes eidem perpetuo terram ipsam. Quibus omnibus sollempniter adimpletis, facta etiam Johanni de viginti septem libris Parisiensium ex parte ecclesie securitate sufficienti, Everardus de Vinea dimidium bonarium dicte terre Radulfo, preposito Sancti Martini, nomine ecclesie Sancti Martini, sub testimonio hominum suorum et aliorum proborum virorum qui interfuerunt, contulit libere absque omni servicio perpetuo possidendam, nichil in eadem terra sibi vel suis successoribus retinendo. Ego vero auctoritate domini mei Walteri, episcopi Tornacensis, a quo terra sepefata descendit, contractum premissum approbans, et quantum in me est confirmans, ad petitionem Everardi de Vinea, hominis domini episcopi, et Johannis de Froana, in testimonium

et firmitatem hujus rei, presentibus litteris appendi feci sigillum curie Tornacensis, et nomina eorum qui interfuerunt inferius annotari : Nicholaus de Insula, et magister Willelmus de Brugis, canonici Tornacenses, et Nicholaus de Hosnevaing, miles, dicte querele arbitri, magister Arnulfus de Claromonte, Symon de Clastres et Gerardus de Attrika, canonici Tornacenses, et Johannes de Molendiniolo, et plures alii.

Actum in claustro Beate Marie Tornacensis, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo primo, mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 51; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 48; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 51.

374.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que le chevalier Hues de Lis a vendu à l'abbaye de Saint-Martin onze bonniers de bois à Rumillies.

Entre les 18 et 24 décembre 1231.

Ce sacent tout cil ki sunt et ki avenir sunt, ki cest escrit veront et oront, que sire Hues de Lis, cevaliers, a vendut à le glise Saint Martin de Tornai XI boniers de bosc ki gisgent à Rumegnies, sierant al bosc de le glise Saint Martin, en le justice de l'eskievinage de Saint Brisse de Tornai. Et Biernars ses frère otria cest vendage, et dist que nul droit ne clamoit en ces XI boniers devant nommés; et s'em pleja cil Biernars monsegneur Huon, sen frère, d'acquiter jusques al dit des eskievins. Et si l'en plégièrent si fil, Hues et Biernars, d'acquiter ausi jusques al dit des eskievins. Et cis Hues, cevaliers, en douna en wages à le glise Saint Martin de Tornai quant qu'il avoit en le justice de l'eskievinage de Saint Brisse de Tornai, sauf çou qu'il en poroit vendre wi u demain se besoins li avenoit. Ces unze boniers de bosc a li glise Saint Martin de Tornai reciut de celi Huon par mesurage, et bosnet li sunt par le gret de monsegneur Huon, si ke tiesmogniet l'a cil

Hues et Biernars ses frères devant les eskievins de Saint Brisse de Tornai ki adunt estoient eskievin. Et tout çou ki ci devant est deviset d'endroit cest vendage, fu fait en le maison Jehan de Stades, par le main dant Raoul. ki adunt estoit prouvos de Saint Martin, pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai ki adunt estoient eskievin, si com Hues li Fors, Grigores de Malde, Gilebiers de Ghelves, Wibiers Aupiet, Nicholes li Borgnes, Jehans li Borgnes et Jakemes Warisons, ki i furent com eskievin, et devant altres preudommes borgois de Tornai. si com Jehans de Stades, Waltiers de l'Atre, Jakemes de Camberone, Robiers Loskegneus, Waltiers et Symons si fil, Hues Pognes et Waltiers ses fils, et Jehans del Moulin, et altre preudomme. Et por çou que ce soit fermement tenu à tous jors, et ke nus tors ne nus mals n'en soit fais à le glise Saint Martin de Tornai, si en fist li glise Saint Martin cest cyrographe faire, et partir en deus parties dunt ele retiunt l'une partie. et l'autre livra en le main des eskievins ki devant sunt nommet.

Et ce fu fait l'an de l'incarnation M. CC. XXXI, en le semaine devant le Noel.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; copie du XIII[e] siècle, sur une feuille de parchemin où sont également transcrits deux actes d'août 1233, dont le texte est ci-après. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 175.

375.

Le seigneur de Wattripont approuve la vente de vingt-sept bonniers de bois à Dameries, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Willaume de Grandmetz, qui les tenait de lui en fief.

1232.

Ego Gerardus, dominus de Waudripont, notum facio universis quibus presens scriptum videre contigerit, quod Willelmus de Grantmes, homo meus feodalis, in presentia mea constitutus, de assensu et voluntate mea vendidit

bene et legitime ecclesie Sancti Martini Tornacensis, viginti septem bonaria nemoris quod a me tenebat in feodum versus curtem Sancti Martini de Dameries jacentis, ad virgam domini comitis Flandrensis Insulensem, pro trecentis libris Parisiensis monete. Ut autem predicta venditio cum sollempnitate debita celebraretur, dictus Willelmus, homo meus, in presentia mea constitutus, coram viris nobilibus Hugone, domino de Antonio, Balduino de Meverghem, Waltero de Querceto, Willelmo Tonel de Orsonruet, Waltero de Anveng dicto Monacho, et Gontero de Malda, militibus, Nicholao de Pierewes, Terrico de Buillemont, et Ostone de Rothnaco, hominibus meis, paribus dicti Willelmi, predicta viginti septem bonaria nemoris in manu mea ad opus ecclesie Sancti Martini, libere et integre resignavit. Cumque, ut moris est, idem Willelmus tercio requisitus coram dictis hominibus meis, paribus suis, tercio cognovisset quod nec ipse nec heredes sui decetero jus habebant in nemore memorato, predicti homines mei, pares Willelmi, ad quos de feodo illo judicare pertinebat, a me debito modo requisiti utrum quod dictus Willelmus fecerat, de jure potuisset facere, et utrum in dicto nemore decetero quicquam juris haberet, consilio inter se habito, concorditer judicaverunt quod quicquid de venditione predicti nemoris fecerat, bene et legitime facere poterat, maxime cum ipsis hominibus meis, paribus suis, constaret quod tanta eum urgeret necessitas, quod nisi dictam venditionem faceret, majus incurreret detrimentum. Judicaverunt etiam quod Willelmus tantum fecerat de nemore supradicto quod nec ipse nec heredes sui in eo deinceps aliquod jus habebant, et quod ecclesie Sancti Martini bene et legittime poterat assignari. Huic etiam facto spontanee consensit Agnes, uxor Willelmi, promittens firmiter se in nemore prefato nichil juris amplius clamaturam. Promiserunt etiam tam Willelmus quam predicta uxor ejus, fide et sacramento interpositis, quod nec artem nec ingenium querent per quod ecclesia Beati Martini Tornacensis super nemore sepefato damnificetur vel inquietetur, sed eidem contra quoslibet invasores seu etiam molestatores suum impendent bona fide consilium et juvamen. Et ne Agnes, uxor Willelmi, occasione dotalicii sui ecclesiam gravare posset in posterum memoratam, idem Willelmus in presentia mea et hominum meorum, parium suorum predictorum, dicte uxori sue, ipsa laudante et approbante, in residuo feodi sui quadraginta bonaria terre ante portam mansi ipsius Willelmi jacentis, in reconpensatione dicti nemoris assi-

gnavit. Quam terram ipsi Agneti tanquam dominus feodi spopondi fideliter garandire. Hiis igitur omnibus sollempniter adimpletis, et dictis hominibus, paribus Willelmi, dictam sollempnitatem debere sufficere judicantibus, ipsi prefato Willelmo et Agneti, uxori ejus, et eorum successoribus, prefatum nemus in perpetuum abjudicarunt. Verumptamen, ut ecclesia securior esse possit in posterum in possessionem nemoris antedicti, consilium habuit quod ipsum nemus quod liberum feceram ab omni servicio feodali, a me censualiter tenendum acciperet, videlicet sub censu viginti septem denariorum Laudunensis monete in festo sancti Remigii annuatim solvendo; ita tamen quod ego vel nuncius meus infra ambitum monasterii Sancti Martini censum illum ab illo qui redditus ecclesie recipere consuevit, dicto termino requiremus. Et si forte solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit voluntatem, ecclesia non ad aliam propter hoc emendationem tenebitur quam quod nobis pro defectu illius termini duplicem censum reddet, nec ego vel heredes mei aliam emendam vel penam requirere poterimus ab eadem. Ut autem nemus memoratum, quod prius fuerat feodale, legittime fieret et more debito censuale, ego illud michi, sicut predictum est, a prefato Willelmo libere resignatum, reposui in manu majoris, scilicet Stephani, majoris de Luthosa, et scabinorum, videlicet : Liberti le Velut, Liberti de Granmes, Gonteri Rogne, Petri Rousciel, Willelmi le Mach, et Alardi Commere; qui, tam dictus major quam ipsi scabini, de consensu meo et voluntate ipsius Willelmi, et sub testimonio hominum meorum predictorum, ad hoc specialiter instituti fuerunt, et ipse major sub testimonio dictorum scabinorum et hominum meorum sepedictorum, ipsum reddidit prefate ecclesie per manum Amandi, abbatis, censualiter prout dictum est, perpetuo ab eadem ecclesia possidendum; et per dictum censum memorata ecclesia erit quitta erga me et successores meos ab omni alio servicio et relevio, et omnibus consuetudinibus, et nemus prefatum decetero libere possidebit. Tandem omnibus rite celebratis, ad submonitionem mei et majoris, judicaverunt homines mei, pares Willelmi, et scabini prefati, quod ecclesia Sancti Martini ita bene et legitime intraverat in nemus prefatum quod per legem patrie ipsum bene et legitime poterat retinere. Tenetur etiam dictus Willelmus per terram suam viam prebere prefate ecclesie Sancti Martini vel emptoribus suis, ad evacuandam spoliationem

nemoris predicti, quotienscunque necesse fuerit, salva tamen dampni restitutione. Ut autem decetero ecclesiam memoratam super hiis nullus molestare presumat, ego me et heredes meos, ad preces dicti Willelmi et Agnetis, uxoris ejus, adversus eandem ecclesiam plegium et ostagium posui, quod dictum nemus ipsi ecclesie teneor in perpetuum garandire; et si cujusquam reclamatione, causa hujus contractus seu occasione ipsius Willelmi, aut ejus uxoris vel heredum suorum, in eorum nemore detrimentum aliquod vel gravamen ecclesia sustineret, omne dampnum quod ex hoc simplici verbo se assereret habuisse abbas, eidem ecclesie teneor sine contradictione qualibet resarcire. Preterea sepedictus Willelmus in manu mea totum residuum feodi sui resignavit, ut me si quod dampnum incurrerem occasione hujus fidejussionis, adversus ecclesiam plenissime liberaret. In hujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, presentem paginam scribi feci, quam sigilli mei munimine roboravi.

Actum in nemore supradicto, versus curtem de Dameries, anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo secundo, presentibus bonis viris, domno Amando, abbate, Radulfo, preposito, Balduino, cellarario, et Letberto, monachis supradicte ecclesie Sancti Martini, Thoma, decano Sancti Brictii in Tornaco, Johanne de Molendino, Nicholao de le Vies Leuze, Alardo de Curte, Alardo de Rokes, Goscello, castellano domini de Antonio, et aliis bonis viris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original jadis scellé sur double queue de parchemin, en cire blonde [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 97; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 120.

[1] Il est difficile d'utiliser cet original, qui, dans sa première partie, est presque complètement gâté.

376.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare qu'Agnès, femme de Willaume de Grandmetz, a ratifié la vente de vingt-sept bonniers de bois à Dameries, faite par son mari à l'abbaye de Saint-Martin.

1232.

Universis presentes litteras visuris, Thomas, decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod Agnes, uxor Willelmi de Geralmes, in jure coram nobis constituta, laudavit spontanee et approbavit venditionem viginti et septem bonariorum nemoris jacentis versus curtem Beati Martini de Dameries; quod nemus dictus Willelmus vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, sicut in carta sigillata sigillo Gerardi, domini de Waudripont, super hoc confecta, plenius continetur; a quo Gerardo idem Willelmus dictum nemus in feodum tenebat. Renuntiavit etiam dicta Agnes dotalicio quod habebat in nemore prenotato, et cognovit se ob hoc alibi sufficienter esse dotatam, videlicet super quadraginta bonarios terre jacentis ante portam mansi de Geralmes, promittens fide et juramento interpositis, quod nichil de cetero in eodem nemore per se vel per alium reclamaret, et quod prefatam ecclesiam super hoc, causa dotalicii sive alia, non molestaret. Et ut hec perpetuam obtineant firmitatem, presentes litteras, ad petitionem dicte Agnetis, prefate ecclesie dedimus sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini millesimo CC° tricesimo secundo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 126.

377.

Le seigneur d'Antoing et d'Epinoy s'oblige à assurer à l'abbaye de Saint-Martin la jouissance paisible des vingt-sept bonniers de bois à Dameries, que le monastère a achetés de Willaume de Grandmetz, son beau-frère.

Avril 1232.

Ego Hugo, dominus de Anthonio et de Spineto, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego erga ecclesiam Sancti Martini Tornacensis me plegium et ostagium constitui quod Willelmus de Granmes. et Agnes, soror mea, uxor ejus, et filii et filie eorum, quos in presenti habent vel habituri sunt, super viginti septem bonariis nemoris versus curtem Sancti Martini de Dameries jacentis, quod eidem ecclesie legittime vendidit prefatus Willelmus, sicut in litteris Gerardi, domini de Waudripont, a quo ipse Willelmus dictum nemus tenebat in feodum, super hoc confectis plenius continetur, nullum eidem ecclesie dampnum, gravamen vel molestiam, per se vel per alium irrogabunt. Quod si facerent, quod absit! omne dampnum quod abbas Sancti Martini simplici verbo suo super premissis ecclesie Sancti Martini diceret irrogatum, teneor eidem ecclesie plenarie resarcire. In cujus rei testimonium et firmitatem, presens scriptum sigilli mei appensione confirmatum, ecclesie tradidi memorate.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo secundo, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 123.

378.

Le seigneur de Grandmetz s'engage à indemniser le seigneur d'Epinoy et d'Antoing, s'il éprouvait quelque dommage du fait de la garantie par lui donnée à l'abbaye de Saint-Martin, qu'elle jouirait en paix des vingt-sept bonniers de bois à Dameries, achetés par elle dudit seigneur de Grandmetz.

Avril 1232.

Jou Willaumes de Popiole, sires de Grantmès, fac asavoir à tous cials ki ces letres veront et oront, que Hues, li sires d'Espinoit et d'Antoing, m'a plegiet et ostegiet enviers l'abet et le covent de l'abie de Saint Martin de Tornai, de faire tenir en pais xxvii boniers de bos del fief de Grantmès, que jou lor ai vendus, dont jou l'acuiterai tout cuite. Et s'il avoit damaige nul de le plegerie dont il m'a plegiet enviers l'abet et le covent ki devant sont dit, jou l'en aquiterai, et jou et mes oirs, tout cuite par son plain dit. Et de çou l'asenne jou par tout à mi et al mien. Et ceste convenance ai jou fianciet à tenir, et jou et Agniès me feme. Et por çou ke ce soit ferme cose et estable, si l'en ai jou ces letres saielées de mon saiel.

Ce fu fait en l'an de l'incarnation Nostre Segneur M. CC. et XXXII, el mois d'avril.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 124.

379.

L'official de Tournai déclare que Jean de Tupegni et Baudouin, son frère, ont renoncé, en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, aux droits qu'ils pouvaient avoir, du fait de la succession de leur mère, sur douze bonniers de terre à Esplechin.

Avril 1232.

Universis presentes litteras inspecturis, N[icholaus] de Brugis, clericus et officialis domini Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum Johannes de Tupegni, et Balduinus, frater ejus, impeterent ecclesiam Beati Martini Tornacensis, occasione duodecim bonariorum terre jacentium apud Splecin, in quibus ex parte matris sue jus hereditarium reclamabant, tandem predicti Johannes et Balduinus in nostra constituti presentia, habito consilio cum bonis viris, non coacti sed spontanei, recognoverunt se nichil juris habere in terra superius memorata; fide et sacramento interpositis asserentes, super terra ipsa, per se vel per alios, ecclesie Sancti Martini se nullam amplius calumpniam illaturos; constituentes inde plegios adversus eandem ecclesiam Sigerum de Hiertaing, cum duobus filiis suis, Johanne scilicet et Terrico, et Johannem de Haudion, qui etiam confessi sunt quod in terra prefata nichil habebant juris, fide et juramento prestitis promittentes, quod si a predictis Johanne et Balduino, vel ipsorum occasione, super premissis, ecclesia prefata Sancti Martini dampnum vel gravamen incurreret, ipsi ad plenum eidem ecclesie tenerentur resarcire. In cujus rei memoriam et firmitatem, ad petitionem utriusque partis, presentes litteras sepedicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie contulimus, sigilli curie Tornacensis munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. secundo, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 187.

380.

L'official de Tournai publie les conditions de l'accord intervenu entre l'abbaye de Saint-Martin et les prévôts et jurés de Tournai, à l'occasion d'un mur appartenant au monastère et que la commune avait détruit, ainsi que d'un fossé creusé aux dépens du jardin dudit monastère.

Janvier 1233.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. secundo, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 58 [1].

381.

L'official de Tournai publie l'accord intervenu entre le chapitre de Tournai et l'abbaye de Saint-Martin, d'une part, les prévôts et jurés de Tournai, de l'autre, sur les conditions dans lesquelles les sergents du chapitre et de l'abbaye pourront désormais exercer leur ministère dans la Cité de Tournai.

Juillet 1233.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tertio, mense julio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 70; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 17; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 14 [2].

[1] Nous n'avons pas reproduit le texte de cette très longue charte, parce qu'il fait à peu près complètement double emploi avec celui de la charte de janvier 1234 publiée ci-après sous le n° 386, et que nous avons emprunté à un excellent original conservé dans les Archives communales de Tournai. M. Alphonse Wauters, dans son livre *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique, dans le Nord de la France, etc.*, Preuves, p. 121, a d'ailleurs donné une édition de la charte ci-dessus; on y pourra voir les variantes, en somme insignifiantes, qu'elle présente avec celle, plus compréhensive, de janvier 1234.

[2] Cette charte est publiée dans A. Wauters, *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique, etc.*, Preuves, p. 124.

382.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai renouvellent la déclaration par eux faite en décembre 1231, au sujet de la vente de onze bonniers de bois à Rumillies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Hues de Lis.

Août 1233.

Ce sacent tout cil ki cest escrit veront et oront, que sire Hues de Lis, cevaliers, a vendut à le glise Saint Martin de Tornai XI boniers de bosc ki gisgent à Rumegnies, sierant al bosc de le glise Saint Martin, en le justice de l'eskievinage de Saint Brisse de Tornai. Et s'em pleja Biernars ses frères monsegneur Huon d'acquiter jusques al dit des eskievins. Et si l'en plegièrent si fil, Hues et Biernars, d'acquiter ausi jusques al dit des eskievins. Et cis Hues, cevaliers, en donna en wages à le glise Saint Martin de Tornai quant qu'il avoit en le justice de l'eskievinage de Saint Brisse de Tornai, sauf çou qu'il en poroit vendre wi u demain se besoins li avenoit. Ces unze boniers de bosc a li glise Saint Martin de Tornai reciut de celui Huon par mesurage, et bosnet li sunt par le gret de monsegneur Huon, si ke tiesmogniet l'a cil Hues, et Biernars ses frères, pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai. Et tout çou ki ci devant est devisé d'endroit cest vendage, fu fait en l'atre Saint Brisse par le main dant Raoul, ki adunt estoit prouvos de Saint Martin, pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai ki adunt estoient eskievin, si com Grigores de Malde, Jakemes Warisons, Hues li Fors, Nicholes li Borgnes, Mahus Biedanete, Wibiers Aupiet, et Ades Parlemens, ki i furent com eskievin, et devant altres preudommes, si com Robiers Loskegneus, Hues Pognes, et Jehans del Moulin, et altre preudomme. Et por çou que ce soit fermement tenu à tos jors, et ke nus tors ne nus mals n'en soit fais à le glise Saint Martin de Tornai, si en fist li glise Saint Martin cest cyrographe faire et partir en deus parties, dunt ele retiunt l'une partie, et l'autre livra en le main des eskievins ki devant sunt nommet.

Et ce fu fait l'an de l'incarnation M. CC et XXXIII, el mois d'aoust.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; copie du XIII[e] siècle, sur une feuille de parchemin où sont également transcrites : 1° la charte des 18-24 décembre 1231, publiée ci-dessus n° 374, et 2° la charte qui suit la présente. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 175.

383.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que Bernard de Lis a vendu à l'abbaye de Saint-Martin quatre bonniers de bois à Rumillies.

Août 1233.

Ce sacent tout cil ki sunt et ki avenir sunt, ki cest escrit veront et oront, que Biernars de Lis a vendut à le glise Saint Martin de Tornai quatre boniers de bosc ki gisgent à Rumegnies, sierant al bosc de le glise Saint Martin, en le justice de l'eskievinage de Saint Brisse de Tornai. Et s'empleja celi Biernart mes sire Hues ses frères, cevaliers, d'acquiter jusques al dit des eskievins. Ces quatre boniers de bosc a li glise Saint Martin de Tornai reciut de celui Biernart par mesurage, et bosnet li sunt par le gret celi Biernart, si ke tiesmogniet l'a cil Biernars, et mes sire Hues ses frères, devant les eskievins de Saint Brisse de Tornai. Et tout çou ki ci devant est devisé d'endroit cest vendage, fu fait en l'atre Saint Brisse, par le main dan Raoul, ki adunt estoit prouvos de Saint Martin, pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai ki adunt estoient eskievin, si com Grigores de Malde, Jakemes Warisons, Hues li Fors, Nicholes li Borgnes, Mahus Biedanete, Wibiers Aupiet, et Ades Parlemens, ki i furent com eskievin, et devant altres preudommes, si com Robiers Loskegneus, Hues Pognes et Jehans del Moulin, et altre preudomme. Et pour çou que ce soit fermement tenu à tous jors, et ke nus tors ne nus mals n'en soit fais à le glise Saint Martin de Tornai, si en fist li glise Saint Martin cest cyrographe faire et partir en deus parties, dunt ele retiunt l'une partie, et l'autre livra en le main des eskievins ki devant sunt nommet.

Et ce fu fait l'an de l'incarnation M. CC et XXXIII, el mois d'aoust.

Et si sacent tout cil ki cest escrit veront que Hues et Biernars, li fil monsegneur Huon de Lis, ont emplegiet Biernart de Lis, leur oncle, d'endroit le vendage des quatre boniers que cil Biernars vendi à le glise Saint Martin, d'aquiter jusques al dit des eskievins.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; en copie du XIII[e] siècle, sur une feuille de parchemin où sont également transcrites, et la charte précédente, et celle des 18-24 décembre 1231, publiée sous le n° 374. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 176.

384.

Le seigneur de Rume approuve la vente de dix-sept bonniers de bois et de huit bonniers de terre à Taintegnies, faite par Mahieu d'Ere, son beau-frère et son vassal, à l'abbaye de Saint-Martin, et détermine les droits de justice que l'abbaye et lui pourront respectivement exercer à l'avenir sur les biens vendus.

Août 1233.

Ego Balduinus dictus Carons, miles, dominus de Ruma, notum facio universis presentem paginam inspecturis, quod dominus Matheus de Hera junior, miles, et Maria, soror mea, uxor ejus, legittime vendiderunt ecclesie Beati Martini Tornacensis, decem et septem bonaria nemoris, et octo bonaria et dimidium sedecim virgas minus, terre arabilis ad virgam de Ruma, jacentia versus Tintegnies, que de me tenebant in feodo, quodlibet bonarium nemoris pro sedecim libris et dimidia, et quodlibet bonarium terre pro novem libris et dimidia Flandrensis monete. Dicti enim Matheus et Maria, uxor ejus, coram hominibus meis, paribus suis, videlicet Rogero de Bietegnies, Thoma de Holai et Ferrano de Porta, militibus, Terrico de Baisi, Johanne de Alneto, Waltero de Guiegnies, Johanne del Boulic, Johanne de Ruma, Johanne de le Poterie, et Amulrico de Froimunt, plenius sunt confessi, quod pro necessitate sua dictam venditionem facere sunt compulsi; quam nisi facerent, ipsos pejus facere oportebat. Et hoc idem homines mei, pares sui, plenius cognoscebant. Dictus enim Matheus et Maria, uxor ejus, per advocatum suum, scilicet dominum Bernardum de Pesc, militem, dicta bonaria nemoris et terre ad opus dicte ecclesie in manu mea reportaverunt, et omni juri quod in dictis terra et nemore habuerant, legittime renuntiaverunt; et facta renuntiatione, ter requisiti utrum aliquid juris in predictis terra et nemore haberent, ter sibi illa abjudicaverunt, fide et juramento interpositis promittentes se nullam artem vel ingenium per se vel per alium quesituros, unde dicta ecclesia de predictis terra et nemore aliquatenus molestetur. Homines vero mei predicti, pares

sui, a me requisiti si dicti Matheus et Maria, uxor ejus, dictam terram et nemus ita werpiverant quod ipsam terram et nemus legitime conferre poteram ecclesie memorate, habito consilio, per judicium dixerunt quod sic, et eandem terram et nemus prefatis Matheo et ejus uxori abjudicaverunt.

Et ego predictam terram et nemus, ad opus ecclesie Sancti Martini Tornacensis, viro venerabili domno Amando, abbati dicti loci, tradidi perpetuo possidenda, ita quod ecclesia annis singulis in festo sancti Remigii persolvet michi censum unius denarii Laudunensis pro quolibet bonario, et ad hoc recipiendum, ego teneor nuncium meum ad illum qui redditus ecclesie recipit, destinare. Qui si forte in statuto termino requisitus, censum istum reddere distulerit, per censum duplicem tantummodo ecclesia emendabit. Si autem receptor reddituum super ordines suos dixerit quod a me vel meo nuncio non fuerit requisitus, ipsius verbo credendum erit, et nulli subjacebit emende ecclesia memorata si simplicem censum solvet. Postea vero, si abbas vel prepositus requisiti fuerint ut dictum censum solvant vel persolvi faciant, et hoc facere denegaverint, tunc primum super predictam terram vel super nemus, de rebus ecclesie arrestare potero, donec michi duplex census fuerit persolutus. Et per censum predictum, ecclesia memorata erga me quita erit ab omni alio servicio, relevio, exactionibus et consuetudinibus; hoc etiam tenore, quod ipsa ecclesia et omnes sui, scilicet quos abbas ipsius ecclesie servientes suos esse vel ecclesie simplici verbo suo asseret, mee justicie, nisi hominem occiderint, vel aliud forisfactum fecerint quod ad altam justiciam spectet, nullatenus subjacebunt, sed abbas dicti loci de predictis justiciam exercebit. De extraneis autem et nichil ad ecclesiam pertinentibus, si sanguinem vel burinam, vel aliud forisfactum in predicto nemore fecerint, mee justicie super hiis subjacebunt, hoc excepto quod si custos dicte terre vel nemoris, ex parte ecclesie ad custodiam deputatus, vaccam vel jumentum hominum meorum in dicto nemore pro dampno ecclesie caperet, de vacca vel jumento quolibet acciperet quatuor denarios Laudunensium et non ultra. In terra vero arabili, quecumque bestia dampnum fecerit, secundum quantitatem dampni, dampni restitutionem, secundum legem patrie recipiet. Insuper si aliquis in dicto nemore sine licentia ecclesie talliaret, inventus a custode ecclesie posset capi, et donec assisiam legitimam secundum speciem arboris talliate persolveret, posset a custode detineri.

Et omnes tales emende, et etiam thelonea nemoris, erunt ecclesie supradicte. Et si aliquis de predictis violentiam inferret custodi ecclesie memorate, ego teneor ad hoc quod dicte ecclesie de hominibus meis faciam fieri emendam, et etiam de extraneis pro posse meo, tunc solum cum ex parte ecclesie fuero requisitus, et tunc emenda violentie erit mea.

Hanc insuper venditionem Alardus, frater meus, et Ida et Agnes, sorores mee et predicte Marie, uxoris dicti Mathei, spontanei approbaverunt. Et si quid juris in premissis habebant, fide et sacramento adhibitis, illi renunciaverunt, bona fide promittentes quod si quis molestaret ecclesiam de premissis, consilium et auxilium pro posse suo ecclesie fideliter exhiberent. Insuper dicti Matheus et uxor ejus promiserunt quod facient liberos suos, cum ad etatem legitimam venerint, dictam venditionem ratam habere, et cum legitima werpitione plenarie approbare. Et super hoc faciendo, hos plegios constituerunt, scilicet Matheum de Hera, patrem dicti Mathei, et Egidium fratrem ejus, Egidium de Haudion, Bernardum de Scamaing, Sigerum de Haudion et Thomam de Liaucort, milites. Insuper homines mei censuarii, videlicet Egidius del Plumic, Amandus de Quercu, Alardus, frater ejus, Balduinus del Mortier, Alardus, frater ejus, Alardus Senescaus et Rogerus de Ligne, a me per fidem quam mihi debebant submoniti si tam bene et legittime terram et nemus predicta ecclesie tradidissem, quod per legem patrie ea posset legittime detinere, habito consilio, per judicium dixerunt quod sic. Ut autem decetero ecclesiam memoratam super hiis nullus molestare presumat, ego me et heredes meos, ad preces dictorum Mathei et Marie, ejus uxoris, adversus eandem ecclesiam obligo, quod terram et nemus predicta contra omnes homines eidem ecclesie super premissis injuriam inferre attemptantes, ipsi ecclesie tenemur in perpetuum garandire. Et si a quoquam, causa hujus contractus, super dictis terra et nemore detrimentum aliquod vel gravamen ecclesia sustineret, omne dampnum tenemur eidem ecclesie resarcire. In hujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, cartam presentem sepedicte contuli ecclesie, sigilli mei munimine roboratam.

Actum anno Dominice incarnationis M°. ducentesimo tricesimo tertio, mense augusto, presentibus bonis viris, scilicet domno Amando, abbate Sancti Martini, domno Nicholao, abbate Sancti Andree juxta Brugas, domno Johanne del Mast, priore Ursicampi, domnis Radulfo, preposito,

Balduino, cellarario, et Letberto, monachis dicte ecclesie, magistro Johanne, cantore Sancti Donatiani in Brugis, Johanne de Molendino, et multis aliis bonis viris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire blonde. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 54; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 108.

385.

Mahieu d'Ere, le jeune, chevalier, s'oblige à garantir à l'abbaye de Saint-Martin la paisible jouissance des dix-sept bonniers de bois et des huit bonniers de terre à Taintegnies, qu'il lui a vendus, et à l'indemniser au cas où elle serait actionnée en justice à l'occasion de ces terres et bois.

Août 1233.

Ego Matheus de Hera junior, miles, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego et Maria, uxor mea, legitime vendidimus ecclesie Beati Martini Tornacensis decem et septem bonaria nemoris, et octo bonaria et dimidium, sedecim virgas minus, terre arabilis ad virgam de Ruma, jacentia versus Tintegnies, que de domino Balduino Caron de Ruma tenebamus in feodo, quodlibet bonarium nemoris pro sedecim libris et dimidia, et quodlibet bonarium terre pro novem libris et dimidia, Flandrensis monete, sicut in litteris predicti Balduini, domini mei, super hoc confectis, et jamdicte ecclesie collatis, plenius continetur. Insuper, ne occasione venditionis predicte nominata ecclesia dampnum aliquod sustineret, promisi quod si dicta terra vel nemus, vel pars aliqua eorumdem, ratione proximitatis, evinceretur a quoquam in posterum, aut occasione eadem, in judicio vel extra, predicte ecclesie super predictis vel aliquo predictorum, evictionis questio moveretur, sepedicte ecclesie dampnum integre restituerem, quod occasione evictionis, vel litis mote seu reclamationis, se susti-

nuisse abbatis ejusdem loci verbo simplici eadem ecclesia demonstraret. Et ad hoc firmiter observandum, fide et sacramento corporaliter prestitis in manibus reverendi patris ac domini Walteri, Tornacensis episcopi, me astrinxi, concedens ad restitutionem dampni modo expresso superius declarandi, me posse sine judiciorum strepitu a dicto episcopo vel ejus officiali, monitione previa coartari, et rogavi eundem episcopum ut super hac promissione mea, suas concederet litteras ecclesie sepefate. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. III°, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 111.

386.

L'official de Tournai termine le débat pendant entre l'abbaye de Saint-Martin et les prévôts et jurés de Tournai, qui, pour fortifier leur Cité, avaient détruit un mur de l'abbaye, et rejeté les terres d'un fossé dans son jardin, devenu par suite impropre à la culture.

Janvier 1234.

Nicholaus de Brugis, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noveritis quod cum abbas et conventus Sancti Martini Tornacensis traxissent coram nobis in causam prepositos et juratos Tornacenses, super eo quod ipsi prepositi et jurati quemdam murum protensum a muro monasterii Sancti Martini Tornacensis usque ad murum Civitatis, per medium fossati cingentis eandem Civitatem, destruxerant in prejudicium predictorum abbatis et conventus, et super eo quod dicti prepositi, inter dictum murum et portam Civitatis que dicitur Sancti Martini, fecerunt in dicti monasterii prejudicium et gravamen fossatum de

terra orti monasterii prenotati, et super eo quod iidem prepositi et jurati, in prejudicium dicte ecclesie, terram ipsius fossati congesserunt per monticulos super terram dicti orti, ita quod per talem congestionem reddiderunt ex magna parte ipsum ortum sterilem et inhabilem ad culturam, necnon et super eo quod dictum ortum suis fructibus tunc extantibus spoliarunt, in sepedicte ecclesie prejudicium et gravamen; talis compositio intercessit, quod prepositi et quidam jurati, ceteris consentientibus et volentibus, pro se et pro tota communia Tornacensi, predictis abbati et conventui emendam coram nobis personaliter prestiterunt de injuriis et dedecore illatis ipsis abbati et conventui super eo quod fecerant fossatum, congesserant per monticulos terram fossati super terram dicti orti, et super eo quod dictum ortum suis fructibus tunc extantibus spoliarant. De injuriis vero et dedecore sepedicte ecclesie, ut dicebant ipsi abbas et conventus, illatis super eo quod fecerant fossatum de terra ecclesie memorate, ipsi prepositi et jurati nullam prestiterunt emendam, sed placuit tum dictis abbati et conventui, tum ipsis-prepositis et juratis, quod super isto articulo periret instantia judicii, sed jus petendi et prosequendi salvum remaneret predictis abbati et conventui sicut prius, et quandocunque vellet ecclesia prenotata, jus suum posset de novo prosequi super illo, sive coram ordinario sive coram delegatis, ubi potius ipsa vellet.

Gossuinus etiam Fautremie, qui occasio extitit predictorum. forefacti sui personaliter vadiavit emendam. Quod forefactum specialiter in hoc fuit quod ipse Gossuinus abduxit de fossato predicto quasdam vaccas ipsius ecclesie, in ejusdem ecclesie prejudicium et gravamen.

Prepositi insuper et jurati dictum murum suis sumptibus refecerunt, in eodem loco in quo prius fuerat, eque bonum et sufficientem sicut prius fuerat vel etiam meliorem, promittentes in jure coram nobis firmiter bona fide quod dictum murum refectum nunquam amplius destruent, nisi propter neccessitatem evidentissimam vel insultum ipsius Civitatis. Et si contingeret quod propter neccessitatem evidentissimam vel insultum destruerent, quotienscunque hoc contingeret, tociens ipsum, cessante insultu vel neccessitate, infra quadraginta dies post monitionem sibi factam ex parte monasterii, ex toto suis sumptibus repararent. Promiserunt etiam quod inter portam que dicitur Sancti Martini et murum dicte ecclesie predictum, nec in ipsa porta versus dictum monasterium, nec in ipso muro

Civitatis facerent aperturam aliquam seu posternam; aut si contingeret eos facere propter neccessitatem evidentissimam vel insultum, eandem, cessantibus dictis neccessitate vel insultu, obstrui facerent et interrari suis sumptibus, infra quadraginta dies post monitionem sibi factam ex parte monasterii prenotati.

Promiserunt etiam quod super dampnis et expensis que vel quas dictus abbas, occasione premissorum, excepto articulo in quo fit mentio de fossato facto de terra monasterii sepedicti, se incurrisse asseret vel fecisse, stabunt dicto et voluntati virorum venerabilium predicti abbatis, decani, Nicholai de Insula, canonici Tornacensis, et Johannis Aletake, civis Tornacensis, quos dicti abbas et conventus, ex una parte, et prefati prepositi et jurati, ex altera, arbitros ad ordinandum pro sua voluntate de dictis dampnis et expensis communiter elegerunt, et ipsi in se hoc honus receperunt. Quod si isti quatuor in unum non potuerint concordare, magister Gerardus de Marege, de sua voluntate quintus arbiter est assumptus, et de assensu partium predictarum. Et quod dicti quatuor vel quinque, vel major pars ipsorum quinque, duxerint ordinandum super dictis dampnis et expensis, hoc dicte partes promiserunt se firmiter servaturas.

Promiserunt etiam iidem prepositi et jurati, quod predictum Gossuinum Fautremie, qui vaccas, ut dictum est, abduxit, et illos qui predictum murum propriis manibus everterunt, facient stare plenarie dicto et voluntati predictorum arbitrorum super emenda injuriarum et dedecoris, quas injurias et quod dedecus predictis abbati et conventui super premissis intulerunt.

Preter hec autem predicta fecerunt dicti prepositi et jurati emendam dictis abbati et conventui de eo quod ipsi quondam, eo scilicet tempore quo Fernandus, comes Flandrie et Haynonie, obsedit Civitatem Tornacensem, combusserunt quasdam domos et grangias ipsius ecclesie in ejusdem prejudicium et gravamen. Et promiserunt quod super restitutione dampni dati per dictam combustionem, stabunt arbitrio predictorum. Et hec omnia se adimplesse secundum quod superius comprehensa sunt, prepositi et jurati in jure constituti coram nobis postea cognoverunt. Cum igitur coram dictis arbitris abbas et conventus peterent mille et quadringentas libras Flandrensis monete sibi reddi, pro dampnis et injuriis premissis sibi illatis a prepositis et juratis Tornacensibus memoratis, mille videlicet de

incendio memorato, ducentas vero libras pro orto facto sterili ex magna parte et inhabili ad culturam, ducentas similiter libras pro fructibus orti destructis et de expensis in lite factis occasione premissorum; tandem per concordem ordinationem dictorum arbitrorum a partibus expresse approbatam, pro singulis articulis prenotatis, fuit a prepositis et juratis, de dictis dampnis et injuriis prefatis, abbati et conventui per solutionem pecunie satisfactum, sicut per relationem predictorum arbitrorum plenius nobis constat. Gossuinus insuper Fautremie, et alii qui murum predictum propriis manibus everterunt, per ordinationem dictorum arbitrorum processiones faciendo de loco in quo forefactum fuit perpetratum usque circa ecclesiam Sancti Martini, eisdem abbati et conventui humiliter satisfecerunt. Et sic Domino concedente, mediante pace prenotata, bona pax est et firma, et valida quitatio de omnibus querelis hactenus habitis inter dictas partes, excepto illo articulo scilicet quod abbas et conventus dicunt prepositos et juratos fecisse fossatum de terra monasterii Sancti Martini Tornacensis, possunt dicti abbas et conventus quando voluerint, sicut supradictum est, litigare. Et concesserunt dicti prepositi et jurati pro se et pro communia sua tota, quod si deficerent in aliquo premissorum, nos de ipsis justiciam monitione previa faceremus. Simili etiam justicie se supposuerunt dicti abbas et conventus si deficerent in aliquo premissorum. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ad petitionem partium predictarum, presentem paginam fecimus conscribi et sigilli sedis Tornacensis munimine roborari, et utrique parti petenti litteras istas concessimus sigillatas.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tercio, mense januario.

Tournai, Archives communales, Chartrier, layette de 1233; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 13; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 8 [1].

[1] Il y a des fragments de cette charte dans A. WAUTERS, *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique, etc.*, Preuves, p. 127. Voyez à ce sujet la note mise au bas de la charte de janvier 1233, indiquée ci-dessus n° 380.

387.

Le doyen de Grammont déclare que le chevalier Arnulphus de Monte, le clerc Jean de Neder Brakel, Heinemannus de Fonte et Gerardus, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin toutes les dîmes qu'ils possédaient au territoire de Lierde-Saint-Martin.

Mars 1234.

Universis Christi fidelibus tam posteris quam presentibus, quibus litteras has videre contigerit, W[alterus], decanus Geraldimontis, in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus presentium testimonio, quod cum Arnulphus, miles de Monte, tria bonaria et dimidium, Johannes, clericus de Inferiori Bracle v bonaria, Heinemannus de Fonte xii bonaria, et Gerardus, laicus, v jornalia decime in territorio de Lierda Sancti Martini, in allodio suo possiderent, licet pluries moniti fuissent supradicti Arnulphus, Johannes, clericus, Heinemannus, et Gerardus quod dictam decimam resignarent ad opus persone sub cujus personatu dicta decima consistit, videlicet ecclesie Sancti Martini Tornacensis, et quod ipsi dictam decimam ipsi ecclesie Sancti Martini Tornacensis conferrent, cum ipsam decimam contra salutem animarum suarum possiderent, ipsis hujusmodi monitionibus non parentibus, sed ipsis habentibus unanimiter animum alienandi decimam memoratam, dicti Arnulphus, Johannes, Heinemannus, et Gerardus, dictam decimam vendiderunt, prout ipsam possidebant in territorio supradicto, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, videlicet dictus Ar[nulphus] tria bonaria et dimidium, tribus libris et dimidia alborum, Johannes, clericus, v bonaria, iiii^or libris et dimidia alborum, Heinemannus xii bonaria, xiii libris, quatuor solidis alborum minus, Gerardus vero v jornalia, xx et tribus solidis alborum, ipsam in manu nostra tamquam ordinarii dicti loci, ad opus ipsius persone, venditione premissa previa resignantes, omni juri suo fide media nunc et in posterum renuntiantes. In cujus rei

testimonium et munimen, presentem paginam nostri sigilli munimine contulimus ipsi persone roboratam.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. III°, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 191 et 193.

388.

Le pape Grégoire IX charge les évêques de Tournai et de Cambrai, ainsi que l'abbé de Saint-Aubert de Cambrai, de faire respecter l'accord conclu entre le châtelain de Tournai, d'une part, et les abbayes de Saint-Martin, de Saint-Amand-en-Pèvele et de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, de l'autre, au sujet du droit de gîte que ledit châtelain réclamait dans ces abbayes.

Au Latran, 10 mars 1234.

Datum Laterani, VI idus martii, pontificatus nostri anno septimo.

Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique, t. VII, p. 484, et *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. XII, p. 198 [1].

[1] Les deux éditeurs, les chanoines VOISIN pour les *Analectes*, et VOS pour les *Mémoires*, ont puisé la bulle à une même source, dont ils ont négligé de nous indiquer l'emplacement. Cfr. A. WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés*, t. VII, pp. 662 et 670.

389.

L'évêque de Tournai déclare que Roger de Balduimont a vendu à l'abbaye de Saint-Martin les huit bonniers de terre à Templeuve qu'il tenait d'elle en fief.

Mai 1234.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod Rogerus, filius Rogeri de Balduimont, clerici, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse bene et legitime, et werpivisse secundum legem patrie, ecclesie Beati Martini Tornacensis octo bonaria terre paulo plus vel minus, jacentis in parrochia de Templovia, quam terram ipse Rogerus ab eadem ecclesia tenebat in feodum. Hanc venditionem legitime approbaverunt fratres omnes dicti Rogeri, sorores ipsius, et earum mariti, preter Alardum de le Wastine, militem, et ejus uxorem, sororem scilicet predicti Rogeri; promittentes fide media tam dicti fratres, sorores et earum mariti, quam ipse Rogerus, se nunquam quesituros artem vel ingenium unde ipsa ecclesia in aliquibus de predicta terra dampnificetur vel molestetur. Promisit etiam idem Rogerus, fide interposita corporali, quod si prefata ecclesia per dominum Alardum de le Wastine, vel ejus uxorem, qui dictam venditionem non approbaverant, vel eorum heredes super premissis dampnum aliquod incurreret vel detrimentum, ipse eidem ecclesie restituere teneretur ad plenum omne dampnum quod abbas dicte ecclesie simplici verbo se assereret incurrisse; ponens inde in ostagium residuum feodi sui quod de dicta ecclesia tenebat; et constituens plegios legales, scilicet Petrum, fratrem ejus, Balduinum Caron, dominum de Ruma, Alardum de Borghiele, Henricum de Borghiele, Petrum de Guiegnies, Rogerum de Betegnies, Rogerum de Pesch, Feranum de Porta, milites; qui omnes, sicuti ipse Rogerus, fide media legitime promiserunt quod si prefata ecclesia, per predictum Alardum de le Wastine, vel ejus uxorem, vel eorum heredes aliquod sustineret detrimentum, quod absit! quilibet eorum, infra octo dies post monitionem

sibi factam ex parte dicte ecclesie, teneretur restituere omne dampnum quod abbas simplici verbo se diceret incurrisse, concedentes quod si hoc non facerent, nos de ipsis justiciam ecclesiasticam, monitione previa teneremus. Huic recognitioni interfuerunt domnus Radulfus, prepositus, domnus Libertus, monachi Sancti Martini, domnus Petrus, capellanus noster, Egidius de Querceto, clericus noster, Bernardus d'Esquamaing, Egidius de Haudion, milites, et multi alii. In cujus rei noticiam et firmitatem, ad petitionem tam ipsius qui dictam terram vendidit, quam plegiorum predictorum, sepedicte ecclesie presentes litteras contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°, quarto, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 46; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 253.

390.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Jacobus Warison, de Tournai, a échangé toute sa terre de Rumillies contre une terre à Vaulx appartenant à l'abbaye de Saint-Martin, qui lui a payé en outre soixante livres parisis.

Mai 1234.

Ego Thomas, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Jacobus dictus Warisons, civis Tornacensis, in mea presentia constitutus, recognovit se contulisse in elemosinam, in nomine restitutionis, ecclesie Beati Martini Tornacensis, totam terram suam quam habebat in parrochia Sancti Brictii, jacentem in potestate de Rumegnies, in perpetuum possidendam, asserens se werpivisse predictam terram ad opus ecclesie memorate, coram scabinis Sancti Brictii Tornacensis, videlicet Adam Parlement, Wiberto Aupiet, Johanne de Stades, Nicholao Strabone, Jacobo de Vilers et Nicholao Cardevake; adjungens se nichil juris penitus in eadem terra sibi retinuisse,

sed totum jus ad ecclesiam predictam esse devolutum, et se tantum inde fecisse quod nec ipse nec heres suus in dicta terra posset aliquid decetero reclamare. Recognovit etiam idem Jacobus, quod ecclesia memorata, in hujus elemosine commutationem et recompensationem, sibi contulerat quoddam frustum terre quod habebat juxta Hayam de Legni, in parrochia de Vaus, et LX[a] libras Parisiensis monete quas integraliter ab eadem ecclesia, sicut asseruit, pro eadem donatione jam percepit In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem dicti Jacobi eidem ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur lacs de soie jaune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 6.

391.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que les échevins de Saint-Brice, d'une part, et Hugo Pungnet, de l'autre, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin les terrages qu'ils possédaient à Rumillies.

Mai 1234.

Ego Thomas, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, Cameracensis dyocesis, notum fieri volo tam presentibus quam futuris, quod scabini de parrochia Sancti Brictii in Tornaco, Cameracensis dyocesis, vendiderunt ecclesie Sancti Martini Tornacensis quoddam terragium quod habebant in eadem parrochia Sancti Brictii, super quatuor bonarios terre jacentis in potestate de Rumegnies, pro qua venditione jam receperunt a dicta ecclesia viginti libras Parisiensium. Vendidit etiam Hugo Pungnes eidem ecclesie terragium quod habebat in eadem parrochia, et in eadem

[1] L'état de délabrement de cet original le rend inutile.

potestate, super septem bonarios terre et dimidium, pro quo terragio similiter jam recepit ab eadem ecclesia triginta septem libras et dimidiam ejusdem monete. Et omnia predicta, tam dicti scabini quam dictus Hugo, bene et legittime, et sicut melius et coram quibus securius fieri debuerunt, in presentia mea recognoverunt jam esse facta et consummata, asserentes totum jus illius terragii ad ecclesiam memoratam, et jure hereditario in perpetuum possidendum, jam esse devolutum. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillo meo roboratas, sepedicte ecclesie contuli in perpetuum custodiendas.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo quarto, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 7.

392.

Le doyen de Grammont déclare qu'Henckinus de Fonte, du consentement du chevalier Jean de Héripont de qui il la tenait en fief, a vendu à l'abbaye de Saint-Martin toute sa dîme de Lierde-Saint-Martin, moins la dîme de sept bonniers de terre qu'il a donnée à l'église de Lierde.

Mai 1234.

Universis Christi fidelibus quibus presens scriptum videre contigerit, ego Walterus, decanus Geraldimontis, salutem in vero salutari.

Noverit universitas vestra quod Henckinus de Fonte, de Lierda Sancti Martini, in presentia mea constitutus, decimam illam quam tenebat in parrochia memorata in feodum de domino Johanne de Herierpont, milite, et Ida, uxore sua, vendidit bene et legitime, secundum legem patrie, ecclesie Beati Martini Tornacensis, de consensu domini J[ohannis] et uxoris sue I[de] predictorum, pariter et assensu. Quo facto, dictus H[enckinus], ad opus ecclesie prefate, dictam decimam domini J[ohannis] antedicti, et Ide,

uxoris sue, in manibus resignavit, et quicquid juris habebat in eadem. Deinde idem dominus J[ohannes], et uxor sua I[da], eandem decimam, ad opus ecclesie supradicte, in manu mea qui eram ibi in loco venerabilis patris nostri G[odefridi], Dei gratia Cameracensis episcopi, ad hoc specialiter missus, ad opus ecclesie supradicte resignaverunt. Ego vero eandem decimam recepi ad opus ecclesie supradicte libere et absolute, et ibidem tam H[enekinus], quam dominus J[ohannes], quam uxor sua I[da] prefati, promiserunt quod decetero aliquid juris in dicta decima non reclamabunt. Istis autem dum fierent interfuerunt, vocati in testimonium, homines domini J[ohannis] supradicti, videlicet Arnulphus de Palude, Radulphus de Parnaka, milites, Balduinus del Doche, et Walterus, filius Arnulphi, militis memorati, et plures alii. In hujus autem rei testimonium et munimen, presentem cartam ad instantiam H[enekini], J[ohannis] et I[de] predictorum, scribi feci ecclesie Beati Martini Tornacensis sepedicte, et appensione sigilli mei roborari.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. quarto, mense maio.

Excepta decima de VII jornariis terre, quam scilicet dictus H[enekinus] de Fonte contulit in elemosinam ecclesie de Lierda Sancti Martini possidendam.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 187 et 194.

393.

Le chevalier Jean de Héripont, et sa femme Ida, déclarent que c'est avec leur consentement qu'Henekinus de Fonte a vendu à l'abbaye de Saint-Martin toute la dîme qu'il tenait d'eux en fief à Lierde-Saint-Martin, moins la partie de cette dîme qu'il a donnée à l'église de Lierde.

Mercredi 3 mai 1234.

Universis presens scriptum inspecturis, ego Johannes de Heripont, miles, et Ida, uxor mea, notum facimus presentium testimonio litterarum,

quod Hainekinus de Fonte, de Lierda Sancti Martini, homo noster, decimam quam de nobis tenebat in feodum cum aliis rebus, excepta decima de VII jornariis terre, quam scilicet idem H[ainekinus] contulit in elemosinam ecclesie de Lierda Sancti Martini, vendidit abbati Sancti Martini in Tornaco, de consensu nostro pariter et assensu, et sub testimonio venerabilis viri Walteri, decani de Geraldimonte, et hominum nostrorum : Arnulphi de Palude, Radulphi de Paneka, militum, Balduini de Dulci, et Walteri, filii Arnulphi de Palude predicti. In hujus autem rei testimonium et munimen, presentem cartulam scribi fecimus domino abbati memorato, et sigilli nostri appensione confirmari.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°., mense maio, feria quarta post Quasimodo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 189 et 194.

394.

La dame de Nevele approuve l'échange de terres à Saint-Léger, tenues d'elle à cens par Thierry Humevin et sa femme Maria, contre une égale quantité des terres que l'abbaye de Saint-Martin possédait à Warcoing.

Mercredi 24 mai 1234.

Universis presentes litteras inspecturis, Elizabeth, domina de Nivella, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facio quod Terricus Humevin, et Maria, uxor ejus, terram quam de me tenebant ad censum, videlicet bonarium et dimidium viginti novem virgis et dimidia minus, in una pecia, in alia pecia quinque bonaria, octo virgis minus et dimidia virga terre arabilis, et in alia pecia quartarium et dimidium et quinque virgas prati in parrochia Sancti Leodegarii, in presentia hospitum meorum, videlicet Terrici Poutrein, Sigeri Rados, et Hugonis Talage, cum ecclesia Sancti Martini

Tornacensis, pro totidem bonariis illius terre quam habebat ipsa ecclesia in parrochia de Warcoing, de consensu meo legitime excambiaverunt secundum legem patrie, et sollempnitate debita accedente. Dicti enim Terricus et Maria, uxor ejus, dictam terram ad opus dicte ecclesie in manus meas reportarunt, et quicquid juris in ipsa habuerant, legitime renunciaverunt. Ego autem predictam terram domnis Radulfo, preposito, et Balduino, cellarario Sancti Martini Tornacensis, ab abbate suo ad hoc specialiter destinatis, coram predictis hospitibus et francis scabinis, videlicet Bernardo de Pesch, et Alardo, majore de Helcinio, militibus, qui judicaverunt quod hoc legitime facere poteram, tradidi ad opus predicte ecclesie Sancti Martini, ab omni exactione et onere, servicio et consuetudine liberam perpetuo possidendam. Dicti etiam prepositus et cellararius, nomine ecclesie sue, tot bonaria terre illius quam habebat ipsa ecclesia in predicta parrochia, quot ipsi Terricus et Maria ad opus ipsius ecclesie resignaverant, ad opus ipsorum Terrici et Marie, in manus meas reportaverunt, et eisdem legitime renunciaverunt. Quam terram ego predictis Terrico et Marie tradidi loco terre prefate quam, ut dictum est, ad opus predicte ecclesie resignaverant, in presentia hospitum predictorum et francorum scabinorum, ad usus et consuetudines terre quam resignaverant, perpetuo possidendam. Insuper ipsi Terricus et Maria, in presentia mea, fide et juramento interpositis, legitime promiserunt se nullam artem vel ingenium per se vel per alium umquam quesituros, per quod dicta ecclesia de dicta terra in posterum molestetur. Ego etiam de ipsis Terrico et Maria, tanquam de hospitibus meis qui hoc concesserunt, si ipsi Terricus et Maria dictam ecclesiam super dicta terra decetero in aliquo molestarent, ipsi ecclesie plenariam justiciam exhibebo, si ab ipsa ecclesia fuero requisita et aliter non, quia nichil mihi juris vel dominii reservavi in terra tociens memorata. Premissis etiam interfuerunt Johannes de Lambertisarto, miles, Beatrix de Wastina, uxor ejus, Johannes, filius ipsius Beatricis, Mauritius de Echout, Walterus de Mauroit, Godescaldus, frater ejus, Terricus, presbiter de Evregnies, Terricus de Heppegnies, Gosso de Porta, Willelmus de Suregnies, et Rogerus Roce. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem dictorum Terrici et Marie sigillo contuli ipsi ecclesie sigillatas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense maio, quarta feria post Cantate.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 51; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 54; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 227.

395.

La dame de Nevele approuve l'échange de terres à Evregnies et Saint-Léger, tenues d'elle en fief par Sigerus d'Esquelmes et Willelmus son frère, contre une égale quantité des terres que l'abbaye de Saint-Martin possédait à Warcoing.

Mercredi 24 mai 1234.

Universis presentes litteras inspecturis, Ysabella, domina de Nivella, salutem in Domino Jhesu Christo.

Universitati vestre notum facio quod Sigerus d'Eskelmes et Willelmus, frater ejus, terram quam de me tenebant in feodum, scilicet duodecim bonaria, quadraginta novem virgas minus, tum terre arabilis, tum prati, sita in una pecia in parrochia de Evregnies, et novem quartarios et viginti et unam virgas terre arabilis sita in una pecia in parrochia Sancti Leodegarii, in presentia mea et hominum meorum, scilicet Bernardi de Pesch, militis, et Mauricii de Echout, cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis pro totidem bonariis terre quam dicta ecclesia habebat in parrochia de Warcoign, de consensu meo, Johannis de Lambertisarto, militis, et Beatricis de Wastina, uxoris ejus, et etiam Johannis, filii ipsius Beatricis, a qua Beatrice ego tenebam in feodum dictam terram, Willelmi et Sigeri prescriptorum legitime excambiverunt, secundum legem patrie, sollempnitate debita accedente. Dicti enim Sigerus et Willelmus dictam terram ad opus dicte ecclesie in manus meas reportarunt, et quicquid juris in ipsa

[1] Il est aujourd'hui impossible d'utiliser cet original.

habuerant, legitime renuntiaverunt. Ego autem predictam terram domnis Radulfo, preposito, et Balduino, cellarario Sancti Martini Tornacensis, ab abbate suo ad hoc specialiter destinatis, in presentia francorum scabinorum, scilicet dicti Bernardi et Alardi, majoris de Helcinio, militum, qui judicaverunt quod hoc legitime facere poteram, ad opus predicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis tradidi, ab omni exactione et onere, servicio et consuetudine liberam perpetuo possidendam. Dicti etiam prepositus et cellararius, nomine ecclesie sue, tot bonaria terre quam habebat ipsa ecclesia in predicta parrochia, quot ipsi ecclesie tradideram, in manus meas, ad opus predictorum Sigeri et Willelmi reportarunt, et eisdem legitime renuntiaverunt. Quam terram ego dictis Sigero et Willelmo, loco terre prefate, quam ad opus ecclesie resignaverant, ipsis contuli in presentia hominum meorum predictorum, et francorum scabinorum, in feodum perpetuo possidendam. Insuper predicti Sigerus et Willelmus, in presentia mea et hominum predictorum, fide et juramento interpositis, legitime promiserunt se nullam artem vel ingenium, per se vel per alium, quesituros unquam, per quod dicta ecclesia de dicta terra in posterum molestetur. Ego autem ecclesie memorate legitime promisi quod si dicti Sigerus et Willelmus dictam ecclesiam, super premissa terra, in aliquo molestarent, ego de ipsis, tamquam de hominibus meis qui hoc concesserunt ipsi ecclesie, plenariam justiciam exhibebo, si ab ecclesia fuero requisita, et aliter non, quia nichil michi juris vel dominii reservavi in terra memorata. Premissis etiam interfuerunt Walterus de Mauroit, Godescaldus, fratres, homines dicte Beatricis, Terricus, presbiter de Evregnies, Terricus de Heppegnies, Gosso de Porta, Willelmus de Siargnies, et Rogerus Roche. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem dictorum Sigeri et Willelmi sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense maio, feria quarta post Cantate.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 27; original jadis scellé sur lacs de soie. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 54; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 226.

396.

L'official de Tournai déclare que Jacobus l'Hôte de Wissempierre a vendu à l'abbaye de Saint-Martin les deux manses qu'il possédait à Wissempierre.

Mercredi 28 juin 1251.

Magister G[erardus], canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus Jacobus dictus li Hostes de Duysempiere, recognovit se bene et legitime vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis duos mansos suos, sicut sedent ante et retro juxta Triscum de Duisempiere, et ipsos mansos cum appenditiis eorum ad opus dicte ecclesie resignavit, renuntians omni juri quod habuerat vel habebat vel habere poterat in eisdem; recognovit etiam se recepisse in pecunia numerata a dicta ecclesia quindecim lb. et quinque solidos Flandrensium, pro precio venditionis mansorum predictorum; promittens fide et sacramento interpositis, quod dictam ecclesiam super dictis mansis per se vel per alium decetero non molestabit, nec permittet quantum in ipso est ab aliquo molestari, et quod Egidium, Walterum et Jacobum, ejus filios, tales habebit quod dictam venditionem in omnibus approbabunt, et quod fide et sacramento interpositis promittent se legitime servaturos dictam venditionem, prout ipse Jacobus, pater ipsorum, promisit superius observare. Concessit etiam idem Jacobus pater, quod si in aliquo deficeret premissorum, quod nos in ipsum possemus censuram ecclesiasticam exercere. Johannes vero et Agnes, duo liberorum dicti Jacobi, predictam venditionem in omnibus approbantes, dictos mansos coram nobis memorate ecclesie werpiverunt, et fide et sacramento interpositis legitime promiserunt quod in prenotatis mansis decetero nichil juris reclamabunt, nec ipsam ecclesiam super ipsis, per se vel per alium sive alios, decetero molestabunt, nec permittent quantum in ipsis est ab aliquo molestari. Quod si facerent, concesserunt quod nos in ipsos possemus censuram ecclesiasticam exercere. In cujus rei testimonium et firmitatem,

presentes litteras ad petitionem predicti Jacobi, Johannis et Agnetis, liberorum ejus, sigillo sedis Tornacensis contulimus prescripte ecclesie sigillatas.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo quarto, in vigilia apostolorum Petri et Pauli.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 23; original scellé en cire brune, sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 153.

397.

L'évêque de Cambrai ratifie la vente de vingt-sept bonniers de bois à Dameries, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Willaume de Grand-metz et Agnès sa femme, avec l'approbation de Gérard de Wattripont, de qui ils tenaient ce bois en fief.

Septembre 1234.

Godefridus, Dei gratia Cameracensis episcopus, universis tam futuris quam modernis quibus presentes litteras videre contigerit salutem in vero salutari.

Noverit universitas vestra, quod nos venditionem factam ecclesie Beati Martini Tornacensis a Willelmo de Graumes et Agnete, ejus uxore, super viginti et septem bonariis nemoris jacentis juxta mansum dicti Willelmi prope curtem de Dameries, et approbatam a Gerardo de Waudripont, a quo idem Willelmus dictum nemus, tempore dicte venditionis, tenebat in feodum, prout in litteris dicte ecclesie confirmatis sigillo ipsius G[erardi] de Waudripont super hoc confectis vidimus contineri, laudamus, approbamus et auctoritate nostra, quantum in nobis est, confirmamus, inhibentes sub anathematis sententia ne quis decetero super prefato nemore eandem ecclesiam inquietare vel molestare presumat.

Datum anno gratie M°. CC°. XXX°. quarto, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 98; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 124.

398.

La prévôté de Saint-Amand-en-Pèvele approuve la vente faite par le chevalier Jean de Wasnes, son homme de fief, à l'abbaye de Saint-Martin, de dix-neuf bonniers de terre à Longuesauch et à Espain.

Septembre 1234.

Ego Agnes, preposita Sancti Amandi in Pabula, universis tam futuris quam modernis presentem paginam inspecturis eternam in Domino salutem.

Noverit universitas vestra quod Johannes de Wasnes, miles, homo meus feodalis, de assensu et voluntate mea, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, bene et legitime, decem et novem bonaria terre paulo plus minusve, quam terram idem Johannes de me tenebat in feodum. Jacet autem dicta terra in octo frustis hoc modo : apud Longamsalicem quinque bonaria subtus molendinum ad ventum, unum bonarium et dimidium prope Hayam de Longasalice, unum bonarium et dimidium in media cultura juxta stratam, et unum bonarium au Mareskiel, et tria bonaria et dimidium retro le Val, et unum bonarium au Fobertbuisson; et ista sex frusta continent quatuordecim bonaria, septuaginta septem virgas minus; et apud Spaing, in duobus frustis, quinque bonaria et sexaginta quatuor virge et dimidia.

Ut autem iste contractus fieret cum debita sollempnitate, quem ad preces jamdicti Johannis de Wasnes approbavi et laudavi, ego in hac parte vices meas legitime commisi Alexandro de Rozuel, militi. Petii etiam ab Anselmo, advocato Tornacensi, domino superiori istius feodi, ut homines suos mihi prestaret, qui de dicto contractu judicare possent.

Quod idem mihi concessit amicabiliter, et ita fecit. Dictus autem Johannes in presentia dicti Alexandri, coram hominibus meis, Thoma scilicet de le Folie, et Radulfo de l'Espaut, paribus ipsius Johannis, et etiam hominibus predicti advocati, scilicet Waltero de Holein, milite, Walcero de Guiegnies, Letberto, majore de Wes, Michaele, filio dicti majoris, et Henrico Porret, secundum consuetudinem patrie, tribus vicibus resignavit in manum dicti Alexandri predictam terram ad opus predicte Beati Martini ecclesie, fide et sacramento confirmans se in eadem terra nichil amplius clamaturum, nec artem vel ingenium quesiturum inde dicta ecclesia possit super hoc vel debeat molestari. Cumque dictus Johannes predictam terram in manus dicti Alexandri ter reportasset ad opus dicte ecclesie, et ter coram predictis hominibus werpiwisset, et, ut est consuetudinis, a dicto Alexandro requisiti fuissent predicti homines ad quos de illo feodo judicare pertinebat, si quod fecerat dictus Johannes de jure facere potuisset, et si juris aliquid haberet in re illa, et si hec sollempnitas sufficere deberet ad opus dicte ecclesie, dicte homines, habito consilio, per judicium dixerunt quod bene hoc facere poterat de jure, et quod nichil juris decetero in dicta terra habebat, et quod hec sollempnitas bene sufficiebat ecclesie supradicte. Ibique dicti homines predicto Johanni et ejus successoribus inperpetuum predictam terram abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, dictus Alexander predictam terram integre in manu domni Amandi, abbatis dicte ecclesie, ad opus ipsius ecclesie, loco mei, libere reportavit, et legitime quittavit ab eadem ecclesia libere inperpetuum possidendam. Ut autem super hoc dictam ecclesiam nullus audeat vel possit in posterum molestare, ego nec dominium, nec aliquam justiciam, nec districtum, nec aliquid aliud retinui in dicta terra, sed concedo dicte ecclesie libere dictam terram, tamquam allodium suum inperpetuum possidendam, sine omni exactione, vel onere, vel jure aliquo quod umquam habui vel habere potui in dicta terra.

Insuper Anselmus de Aigremont, miles, advocatus Tornacensis predictus, qui superior dominus erat tocius terre predicte, ad preces meas, grato mihi in hac parte concurrens affectu, predicta omnia concessit liberaliter et libenter, ita quod nichil penitus in dicta terra retinuit, sicut nec ego. In cujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, ad instantiam et preces

prefati Johannis, militis, presentem paginam memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie contuli, quam sigilli mei feci munimine roborari.
Actum anno gratie M°. CC°. XXX°. IIII°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 30; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 94.

399.

L'avoué de Tournai ratifie, en qualité de seigneur supérieur, la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Jean de Wasnes, des dix-neuf bonniers de terre à Longuesauch et Espain, tenus par lui en fief de la prévôte de Saint-Amand.

Septembre 1234.

Ego Anselmus, advocatus Tornacensis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Johannes de Wasnes, miles, tenebat in feodum de nobili domina Agnete, preposita Sancti Amandi in Pabula, decem et novem bonaria terre, paulo plus minusve, jacentis in octo frustis hoc modo: apud Longamsalicem, quinque bonaria subtus molendinum ad ventum, unum bonarium et dimidium prope Hayam de Longasalice, unum bonarium et dimidium in media cultura juxta stratam, unum bonarium au Mareskiel, et tria bonaria et dimidium retro le Val, et unum bonarium au Fobiertbuisson; et ista sex frusta continent quatuordecim bonaria, septuaginta septem virgas minus; et apud Spain, in duobus frustis, quinque bonaria et sexaginta et quatuor virgas et dimidia. Et iste feodus de me descendebat ut de domino superiori. Quam terram dictus Johannes de assensu dicte preposite, et etiam de meo assensu, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis bene et legitime et secundum consuetudinem patrie. Ita quod ego istam venditionem ratam et firmam habui hoc modo, quod ego nec dominium, nec aliquam justiciam, nec districtum, nec aliud aliquid mihi vel meis here-

dibus retinui in terra supradicta, sed concessi dicte ecclesie eandem terram in perpetuum libere possidendam, sine omni exactione, onere, vel jure aliquo quod umquam habui vel habere potui in terra superius nominata. Preterea me plegium et ostagium constitui adversus dictam ecclesiam quod contractum habitum de dicta terra inter ipsam ecclesiam et predictum Johannem de Wasnes, militem, secundum tenorem litterarum quas habet dicta ecclesia sigillatas et datas a preposita Sancti Amandi in Pabula, faciam tanquam dominus firmiter observari. Insuper posui me plegium et ostagium de reddendis centum marcis fini argenti ecclesie memorate, si liberi dicti Johannis de Wasnes infra annum et diem postquam ad annos legitimos pervenissent, non preberent assensum venditioni sepedicte. Similiter redderem centum marcas ad simplex verbum abbatis vel nuntii dicte ecclesie, si idem abbas vel nuntius simplici verbo assererent prefatam ecclesiam molestatam ab aliquo aliquid reclamante in terra memorata, jure proximitatis vel aliquo jure quod protenderet, vel alio quocunque modo. Et omnia dampna et omnes expensas que vel quas incurreret, vel faceret ecclesia prefata, occasione hujus rei, teneor eidem ad simplex verbum abbatis vel nuntii ejusdem ecclesie plenius resarcire. Et de hiis omnibus plenius observandis, posui christianitatem meam sub officiali Tornacensi, ita quod dictus officialis me excommunicet libere, si abbas vel nuntius sepefate ecclesie simplici suo verbo assererent me vel prefatum Johannem in aliquo premissorum defecisse. In cujus rei noticiam et perpetuam firmitatem, presentes litteras ad petitionem dicti Johannis, sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 31; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 96.

400.

Le chevalier Jean de Wasnes, seigneur de Wavrechin, s'oblige à indemniser l'abbaye de Saint-Martin, au cas où elle souffrirait un dommage quelconque, à l'occasion de la vente qu'il lui a faite de dix-neuf bonniers de terre à Longuesauch et Espain.

Septembre 1234.

Ego Johannes de Wasnes, miles, dominus de Wavrechin, notum facio universis presentes litteras inspecturis. quod ego decem et novem bonaria terre, paulo plus minusve, quam tenebam de nobili matrona Aguete, preposita Sancti Amandi in Pabula, vendidi bene et legitime, secundum legem patrie, ecclesie Beati Martini Tornacensis, de assensu domine supradicte, quemadmodum in carta sigillo ejusdem domine sigillata et super hoc confecta, quam habet prefata ecclesia penes se, plenius continetur; ita quod nichil penitus mihi vel heredi meo retinui in terra memorata. Jacet autem terra de qua agitur in octo frustis hoc modo : apud Longamsalicem, quinque bonaria subtus molendinum ad ventum, unum bonarium et dimidium prope Hayam de Longasalice, unum bonarium et dimidium in media cultura juxta stratam, et unum bonarium au Mareskiel, et tria bonaria et dimidium retro le Val, et unum bonarium au Foubiertbuisson; et ista sex frusta continent quatuordecim bonaria septuaginta septem virgas minus; et apud Spaing, in duobus frustis, quinque bonaria et sexaginta quatuor virgas et dimidia.

Preterea centum marcas fini argenti apposui nomine pene reddendas, a me vel herede meo, predicte ecclesie, si me vel ipsum heredem contingeret in aliquo contraire venditioni predicte. Promisi etiam ipsi ecclesie super hoc stipulanti, quod abbati vel nuntio ejusdem ecclesie redderem centum marcas fini argenti, si liberi mei infra annum et diem postquam ad annos legitimos pervenissent, non preberent assensum venditioni predicte. Et si aliquis, jure proximitatis vel aliquo jure quod pretenderet, aut alio quocunquemodo, molestaret in aliquo super dicta terra ecclesiam memoratam,

similiter redderem dictas centum marcas abbati vel nuntio ejusdem ecclesie ad suum simplex verbum; et omnia dampna et omnes expensas que vel quas incurreret vel faceret dicta ecclesia occasione hujus rei, teneor eidem ad simplex verbum abbatis vel nuntii sepedicte ecclesie plenius resarcire. Et de hiis omnibus plenius observandis, posui christianitatem meam sub officiali Tornacensi, ita quod dictus officialis me excommunicet libere, si abbas vel nuntius sepedicte ecclesie suo verbo simplici assereret me defecisse in aliquo premissorum, vel meos liberos non prebuisse assensum venditioni predicte in forma superius annotata. In cujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, prefate Sancti Martini Tornacensis ecclesie presentes litteras contuli sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. IIII°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 31; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 97.

401.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Jean de Wasnes, ainsi que l'avoué de Tournai, ont accepté d'avance l'excommunication, au cas où ils n'assureraient pas à l'abbaye de Saint-Martin la libre jouissance des dix-neuf bonniers de terre à Espain et Longuesauch, qui lui ont été vendus par Jean de Wasnes, du consentement de l'avoué de Tournai, seigneur supérieur de ces terres.

Septembre 1234.

Universis tam futuris quam modernis presentes litteras inspecturis, magister Gerardus de Marege, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod Johannes de Wasnes, miles, dominus de Wavrechin, in nostra presentia constitutus recognovit se vendidisse

bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, decem et novem bonaria terre que de nobili matrona Agnete, preposita Sancti Amandi in Pabula, tenebat in feodum, secundum formam contentam in litteris sigillo ipsius Johannis sigillatis, et super hoc confectis, quas dicta ecclesia habet penes se. Preterea, Anselmus de Aigremont, miles, advocatus Tornacensis, qui superior dominus erat feodi predicti, in nostra etiam presentia constitutus, posuit se plegium et ostagium de omni contractu dicte terre. Promiserunt autem, fide et sacramento interpositis, tam ipse Anselmus quam Johannes prefatus, quod omnes conventiones super contractu terre memorate et fidejussione factas, inter ipsos ex una parte, et ecclesiam memoratam ex altera, firmiter observabunt, apponentes centum marcas fini argenti nomine pene eidem ecclesie reddendas, prout in litteris super hoc confectis et sigillis eorum sigillatis plenius continetur. Concedentes ambo et christianitatem suam super hoc jurisdictioni nostre supponentes, quod si in aliqua premissarum conventionum deficerent, nos ipsos ad simplex verbum abbatis ecclesie supradicte vel ejus nuncii, monitione previa libere excommunicemus. In cujus rei noticiam et firmitatem, ad petitionem predictorum Johannis de Wasnes et Anselmi, advocati, litteras presentes memorate contulimus ecclesie, sigilli curie Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. IIII°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 52; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 98.

402.

L'abbé et le prieur de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, juges commis par le pape, décident en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, dans un procès intenté par elle au curé de Barenton, à l'occasion de dîmes, offrandes, etc., indûment perçues par lui à Froidmont et à Cohartille. Ils déterminent, en outre, les limites de la paroisse de Froidmont vers Luvry.

Lundi 18 septembre 1234.

Universis presentes litteras inspecturis, E[gidius], Dei gratia ecclesie Beati Nicholai de Pratis juxta Tornacum abbas, et J[ohannes], prior ejusdem loci, judices a domino papa delegati, salutem in Domino copiosam.

Noverit universitas vestra, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis traxisset in causam coram nobis Willelmum, presbiterum de Barenton super Saram, Laudunensis dyocesis, super quibusdam decimis, obventionibus pertinentibus ad dictam ecclesiam Sancti Martini in villa Frigidimontis, et in tribus partibus ville de Gonhartille, ratione patronatus sive personagii, et etiam super xl^a parrochianis vel familiis, et eorum obventionibus, in villa de Gonhartille, de quibus omnibus dictus W[illelmus], presbiter, dictam ecclesiam spoliaverat, propter que dicta ecclesia dampnificata erat in centum libris Parisiensium, ut dicebat ; unde petebat restitutionem sibi fieri a predicto W[illelmo], presbitero, tam decimarum quam obventionum et fructuum parrochianorum quorum nomina, adnotata in scedula sigillata ab arbitris, hec sunt : Terricus Piscator, Petrus Poismeins, Terricus Cementarius, Adinus Piscator, Hauwidis li Aubri, Elyzabet Ladan, Stephanus Pois et lart, Odo Roche, tota curtis Sancti Johannis Laudunensis sicut sedet, Lambinus Fovelle, Constantius Furnarius, Odo Boileuve, Wido li Borghenous, Rassendis li Porceresse, Lambinus Equs, Walterus Peteriel, Renerus Furnarius, Laurentia, Ermengardis Penaue, Udelina de Geronvile, Emmelina Macheriel, Petrus Malins, Willelmus Gibbosus, Richardus de Pratis, Adinus Doilles, Colinus Monachus, Henricus Koioie, Aucherus, Lambertus de Chevesniel, Radulphus Budanc, Alanus, Emmelina filia

Blondiel, Maria li Giac, et Rogerus; cujus scedule data hec est : « Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. III°, in die beati Vincentii ». Petiit etiam eadem ecclesia centum libras Parisiensium. pro fructibus tam decime quam obventionum predictorum parrochianorum. ab eodem W[illelmo], presbitero, perceptis per septem annos, sibi reddi a Willelmo supradicto. prout omnia supradicta in petitione ipsius ecclesie continentur, que sic incipit : « Dicit ecclesia Beati Martini Tornacensis contra Willelmum, presbiterum de Barenton »; cujus data talis est : « Datum in octabis apostolorum Petri et Pauli, anno Domini M°. CC°. XXX°. III° ». Tandem fuit a partibus in arbitros compromissum super his que in petitione continentur, prout apparet in scedula sigillo curie Laudunensis sigillata, que sic incipit : « Officialis Laudunensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino » etc.; cujus data est : « Anno Domini M°. CC°. XXX°, tercio, mense decembri, in crastino octavarum beati Nicholai »; ita quod quicquid arbitri in dicta scedula contenti, super his que in dicta petitione continentur, judicio vel compositione dicerent statuendum, tenerentur partes observare; et dicta compromissio debebat infra festum beati Johannis Baptiste terminari.

Arbitri vero, suscepto arbitrio. in causa processerunt usque ad diffinitivam sententiam, eam tamen infra prefixum terminum minime proferentes, unde ad instanciam ecclesie prenotate dictum presbiterum citari coram nobis fecimus, predicta auctoritate, ad procedendum coram nobis secundum ea que acta fuerunt coram dictis arbitris, videlicet ad diffinitivam sententiam audiendam. Nos vero confessionibus ipsius presbiteri, depositionibus ipsius ecclesie, privilegiis diligenter inspectis, inspecto insuper processu arbitrorum ordine juris in omnibus et per omnia observato, de prudentum virorum consilio. ipsum presbiterum ad restitutionem decimarum, obventionum, et etiam parrochianorum in actis contentorum, et etiam in centum libris Parisiensium pro fructibus tam decime quam obventionum predictorum parrochianorum ab eodem W[illelmo], presbitero, perceptis per septem annos, eidem ecclesie per sententiam diffinitivam duximus condempnandum, ipsum etiam presbiterum in expensis legitimis in lite factis nichilominus condempnantes.

Judicavimus etiam terminos parrochie de Froimont contra parrochiam de Luvri sic se extendere sicut dicti parrochiani habitant, et a meta que

est in fine prati de Paregni versus Barenthon, directe usque ad viam cavatam subtus novum templum, in ingressu ville, et a via cavata usque ad Furcas, et a Furcis usque ad ortos de Granliu.

Datum anno Domini M°. CC°. tricesimo IIII°, feria II[a] post Exaltationem sancte Crucis, continuata de die in diem, a sabbato precedente.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 317.

403.

L'official de Tournai déclare que Nicolas le Clerc, fils de Jean Merdin d'Outre-Escaut, a vendu à l'abbaye de Saint-Martin la maison de la rue Saint-Martin à Tournai, que sa femme Mathilde avait reçue de sa mère, la veuve Maria la Rousse, à l'occasion de son mariage.

Octobre 1234.

Magister G[erardus] de Marege, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Maria vidua dicta li Rousse, in nostra presentia constituta, recognovit quod contulerat in matrimonium Mathildi, unice filie sue, cum Nicholao Clerico, filio Johannis Merdin de Ultra Scaldum, domum suam sitam in vico Sancti Martini, quam de ecclesia Sancti Martini predicti tenebat ad redditum. Dicti vero Nicholaus Clericus et Mathildis, ejus uxor, domum eandem coram nobis bene et legitime vendiderunt predicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie, pro decem libris Flandrensium, fide et sacramento interpositis promittentes, quod nunquam decetero querent artem vel ingenium unde ecclesia memorata super dicta domo in aliquo dampnificetur vel molestetur. Promiserunt etiam quod si dicta ecclesia per heredem vel heredes ipsius Mathildis, sive per aliquem alium, in dicta domo aliquid jure hereditario vel alio modo reclamantem, aliquod incurreret dampnum vel detrimentum, ipsi eidem ecclesie teneren-

tur reddere viginti libras Parisiensium ; concedentes etiam, in hoc se jurisditioni nostre supponentes, si in aliquo premissorum deficerent, quod nos ipsos monitione previa excommunicaremus. In cujus rei memoriam et firmitatem, ad petitionem predictorum Nicholai et Mathildis, ejus uxoris, litteras presentes sepedicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie contulimus, sigilli curie Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 56.

404.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Nicolas le Clerc, fils de Jean Merdin, s'est obligé à indemniser l'abbaye de Saint-Martin, au cas où elle serait troublée dans la jouissance de la maison qu'il lui a vendue à Tournai, dans la rue Saint-Martin.

Octobre 1234.

Thomas, decanus Sancti Brictii in Tornaco, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod Nicholaus Clericus, filius Johannis Merdin, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse bene et legitime, ecclesie Beati Martini Tornacensis, domum suam, sitam in vico Sancti Martini, quam cum Mathilde, uxore sua, accepit in matrimonium; ita quod viginti libras Parisiensium apposuit fide media reddendas eidem ecclesie, si ipsam ecclesiam in posterum per heredem vel heredes predicte Mathildis, uxoris sue, vel per aliquem alium, jure hereditario vel alio modo, aliquid in domo predicta reclamantem, dampnum aliquod contingeret incurrere sive detrimentum; ponens inde in ostagium adversus dictam ecclesiam omnia que possidet in parrochia Sancti Brictii, tam in hereditario quam in mobilibus, et etiam christianitatem suam, ita quod si

in aliquo premissorum deficeret, nos ipsum ad petitionem dicte ecclesie ad id perficiendum, monitione previa, per censuram ecclesiasticam compelleremus.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. IIII°, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 55.

405.

L'official de Tournai déclare que pour terminer un différend entre l'abbaye de Saint-Martin et les gens qui habitaient sur les rives du ruisseau de Ries, il a été procédé à un bornage, à l'effet de délimiter nettement l'étendue du domaine de chacun.

Novembre 1234.

Magister G[erardus], canonicus et officialis Tornacensis, universis tam presentibus quam futuris presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod cum inter ecclesiam Sancti Martini, ex una parte, et circummanentes super fluvium de Ries, ex altera, controversia verteretur super eo quod ecclesia dicebat se posse evacuare, pro voluntate sua, sclusam quam habet ante suum molendinum quod situm est super fluvium de Ries, prope molendinum Mathei, militis, domini de Hera, ipsis circummanentibus econtrario dicentibus se communem pasturam habere in eadem sclusa; super hoc autem dicta ecclesia cerkemaneriam sibi fieri peteret, cui cerkemanerie Arnulphus, dominus de Mauritania, castellanus Tornacensis, diceret se debere interesse tamquam dominum loci, econtrario Matheo de Hera juniore, milite, dicente se totum dominium ibidem habere, et cerkemaneriam debere fieri per ipsum, sicque propter ipsorum certamen jus ecclesie non posset declarari; tandem ne ecclesia diutius protraheretur, dicti castellanus et Matheus in hoc convenerunt quod, salvo jure utriusque, cerkemaneriam fieri concesserunt.

Die igitur assignata ad faciendum cerkemaneriam predictam, convocatis ad hoc illis qui fuerant evocandi, videlicet potestatibus de Cherc, de Duisonpiere, de Hera, de Tintegnies, presentibus etiam dictis castellano et Matheo, per assensum eorumdem, a circummanentibus due mete posite fuerunt, una super fluvium de Ries, parte versus Tornacum, prope terram Sancti Martini, alia ab altera parte ejusdem fluvii, aliquantulum remota a cursu ipsius fluvii, prope terram Sancti Nicholai de Patris; et per ipsos circummanentes condictum est et judicatum, fide tamen et juramento super hoc ab ipsis prius perceptis, quod ab una meta lineariter usque ad aliam, et ab utraque meta usque ad molendinum inferius, tota terra cum ipsa aqua ecclesie Sancti Martini in perpetuum esse debebat, et de utraque suam poterat facere voluntatem. Et hoc, tam dicti domini quam prepositus Sancti Martini, qui loco ecclesie ibidem presens erat, simpliciter concesserunt. Recognovit etiam ibidem predictus Matheus, dominus de Hera, quod pisces qui in sua parte quam habet in eodem fluvio nutriuntur, agitare poterat et capere usque ad metam que modicum distat, a parte superiori, ab illa meta que sita fuit versus Tornacum, ubi terra Sancti Martini incipit, et non ultra, et usque illuc totum rivum evacuare debebat. Volentes igitur hoc factum memorie posterorum commendare, illud ut dictum est et sicut ex fideli relatione Johannis dicti Aurifabri, capellani in ecclesia Beate Marie Tornacensis, cui vices nostras ad hoc videndum commisimus, et quem interesse ex parte nostra cerkemanerie predicte voluimus, plenius intelleximus, presentibus litteris studuimus annotare; quas etiam litteras ut perpetuum robur optineant, sigillo sedis Tornacensis dignum duximus roborare.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, mense novembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé en cire brune sur cordelettes rouges [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 22; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 41.

[1] L'état de délabrement de cet original n'a pas permis de l'utiliser.

406.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Jean de Wasnes, seigneur de Wavrechin, s'est obligé à indemniser l'abbaye de Saint-Martin, au cas où elle serait troublée dans la jouissance des deux bonniers de terre qu'il lui a vendus à Taintegnies.

Novembre 1234.

Magister Gerardus de Marege, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Johannes de Wasnes, miles, dominus de Wavrechin, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, duo bonaria et unum quartarium terre jacentis apud Tintegnies in uno frusto; ita quod in dicta terra nichil omnino sibi vel heredibus suis retinuit, sed ipsa ecclesia terram eandem sine omni exactione et honere debet in perpetuum libere possidere. Et promisit dictus Johannes, fide et sacramento interpositis, sub pena centum marcarum fini argenti, dicte ecclesie reddendarum, quod liberos suos, infra annum et diem postquam ad annos legitimos pervenerint, faciet dictam venditionem approbare. Promisit insuper, fide et sacramento interpositis, et sub pena premissa, quod si ecclesia prefata, ab aliquo vel per aliquem in dicta terra aliquid, jure proximitatis vel alio quoquomodo, reclamantem, aliquod incurreret detrimentum vel gravamen, ipse omne dampnum quod ecclesia dicta se super hoc assereret sustinuisse, ad simplex verbum abbatis vel ejus nuncii, ad plenum eidem ecclesie resarciret; concedens et super hoc se jurisdictioni nostre supponens, quod si in aliquo premissorum deficeret, nos ipsam ad penam premissam dicte ecclesie solvendam, ad simplex verbum abbatis vel ejus nuncii, per censuram ecclesiasticam compellamus. In cujus rei testimonium et firmitatem, ad petitionem Johannis prefati, ecclesie memorate litteras presentes contulimus, sigilli curie Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Dominice incarnationis M°. CC°. XXX°. IIII°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 32; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 102.

407.

L'abbé et le prieur de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai déclarent que le curé de Froidmont, Eudes, et Arnoul, fils du chevalier Thomas, ont donné à l'abbaye de Saint-Martin toute la dîme qu'ils possédaient à Brazicourt, en compensation des frais que ladite abbaye avait faits pour obtenir droit contre le curé de Barenton, dans une question de dîmes et d'offrandes qui intéressait lesdits Eudes et Arnoul autant que l'abbaye de Saint-Martin.

Jeudi 16 novembre 1234.

E[gidius], divina permissione ecclesie Beati Nicholai de Pratis juxta Tornacum abbas, et J[ohannes], prior ejusdem loci, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino copiosam.

Noverit universitas vestra, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis traxisset in causam coram nobis, auctoritate apostolica, Odonem, presbiterum Frigidimontis, Laudunensis dyocesis, et Arnulphum, filium Thome, militis, qui jure hereditario habet et possidet mediam partem decime de Froimont, contra dictam ecclesiam Beati Martini et contra predictum presbiterum, et peteret ab eisdem partes tres expensarum factarum contra Willelmum, presbiterum de Barenton, pro decimagio apud Gonhartille, parrochialibus recuperatis et adjudicatis eidem ecclesie per sententiam diffinitivam latam a nobis, auctoritate apostolica, contra presbiterum de Barenthon, in quo decimagio ipsi A[rnulphus] et presbiter tres partes percipiunt, et dicta Beati Martini ecclesia quartam; dicti Arnulphus, in propria persona, et Odo, presbiter, per sufficiens instrumentum procurato-

rium, coram nobis, in recompensationem decimagii predicti ab eadem ecclesia recuperati, in quo, ut dictum est, partes tres percipiunt, dicte Beati Martini Tornacensis ecclesie sollempniter donaverunt totam decimam prosecutionis terrarum curtis de Brangicort, in perpetuum possidendam, hoc modo quod quocienscunque in posterum ecclesia Beati Martini Tornacensis, carrucis existentibus et manentibus in curte sua apud Luvri, excoluerit terras curtis ejusdem ecclesie que dicitur Brangicors, decima tota que in illis terris, ratione prosecutionis, accipitur vel potest accipi, erit in perpetuum ecclesie Beati Martini Tornacensis, et totaliter ipsa libere in perpetuum possidebit ecclesia decimam supradictam. Hec autem ad petitionem predictorum Arnulphi et Odonis, presbiteri de Froimont, auctoritate apostolica confirmavimus ecclesie supradicte. In hujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras sepedicte ecclesie contulimus, sigillorum nostrorum munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, feria v^a^ post festum beati Martini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 311.

408.

Le seigneur de Ligne ratifie, moyennant un cens stipulé à son profit, la vente de six bonniers de bois à Dameries, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Stephanus de Alneto, qui tenait de lui ce bois en fief.

Mars 1235.

Ego Walterus, miles, dominus de Linea, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Stephanus de Alneto, homo meus feodalis, in mea presentia constitutus, de assensu et voluntate mea, vendidit bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, sex bonaria nemoris sita prope curtem de Dameries, que de me tenebat in feodum, quodlibet bonarium

pro quatuordecim libris Flandrensis monete, ad virgam Luthosensem. Dictus enim Stephanus, coram hominibus meis, paribus suis, scilicet Terrico de Canteraine, milite, Nicholao Clauwet, Waltero l'Escoier, Johanne de Buisenau, Terrico de Houtaing, Gontero filio Eve, et Ida de le Vies Leuse, prefatum nemus in manu mea ad opus ecclesie jamdicte libere resignavit. Cumque idem Stephanus dictum nemus coram hominibus meis predictis, paribus suis, legitime werpivisset, et ipsi homines ad quos de feodo illo judicare pertinebat a me sollempniter requisiti, prefato Stephano et Maria, uxore ejus, promittentibus, fide et sacramento interpositis, se in eodem nemore nichil amplius clamaturos, ipsis et eorum heredibus nemus prefatum per judicium legitime in perpetuum abjudicassent, ego illud mihi libere resignatum, sicut predictum est, contuli in elemosinam ecclesie Beati Martini Tornacensis supradicte, per manum domni Letberti, monachi ejusdem ecclesie ad hoc specialiter destinati, ab eadem ecclesia a me censualiter perpetuo tenendum, videlicet sub censu duodecim denariorum Flamingorum ad Natale Domini annuatim solvendo; ita tamen quod ego vel nuntius meus ad domicilium majoris hereditarii ecclesie prefate in villa de Buisenau, ab eodem majore ipsum censum dicto termino requiremus; et si forte solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit voluntatem, ecclesia non ad aliam propter hoc emendam tenebitur, quam quod nobis pro defectu illius termini duplicem reddet censum, et per dictum censum ecclesia memorata quita erit erga me et successores meos ab omni alio servicio et relevio, et omnibus consuetudinibus, et nemus dictum decetero libere possidebit. In cujus rei memoriam et firmitatem, ad petitionem Stephani predicti, litteras presentes memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno gratie M°. CC°. XXX°. IIII°, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original scellé en cire brune sur lacs de soie verte [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 99; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 135.

[1] Cet original est si délabré qu'il n'a pu nous servir.

409.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Stephanus de Alneto et Maria, sa femme, se sont soumis d'avance à l'excommunication, pour le cas où ils troubleraient l'abbaye de Saint-Martin dans la jouissance du bois qu'ils lui ont vendu à Dameries.

Mars 1235.

Universis presentes litteras inspecturis, Th[omas], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem.

Noverit universitas vestra quod Stephanus de Alneto et Maria, uxor ejus, coram nobis constituti recognoverunt se bene et legitime vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis, nemus suum prope curtem de Dameries, quod tenebant in feodum a viro nobili Waltero, domino de Linca, prout adpresens est bosnatum, et fossato circundatum. Recognoverunt etiam quod ecclesia predicta, de solutione pecunie qua eis tenebatur pro emptione dicti nemoris, eisdem satisfecerat ad plenum. Promiserunt insuper eidem ecclesie, fide et juramento mediantibus, quod dictum nemus garandient et quittabunt erga quoscumque, nec ipsam ecclesiam super dicto nemore molestabunt, nec permittent ab aliquo ex parte ipsorum molestari. Quod si in aliquo ipsorum deficerent, concesserunt se a nobis vel nostro successore, nulla monitione premissa, vinculo excommunicationis innodari. In hujus rei memoriam, presentes litteras dicte ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. IIII°, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 31; original scellé sur simple queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 156.

410.

Charte de l'évêque de Tournai relative à la dime que l'abbaye de Saint-Martin possédait à Mouscron [1].

Mardi 15 mai 1235.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo quinto, feria tertia ante Ascensionem Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 48; original jadis scellé de trois sceaux pendants sur double queue de parchemin.

411.

Arnoul d'Audenarde approuve l'engagement pour six ans, fait à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Walterus de Scirvelde, de la moitié de la dime de Beveren qu'il tenait de lui en fief.

Hubermont, mercredi 16 mai 1235.

Ego Arnulphus de Aldenarde notum facio universis presentes litteras visuris, quod Walterus de Scirvelde, miles, homo meus feodalis, in mea presentia constitutus, de assensu et voluntate mea, medietatem totius decime quam in parrochia de Beverne de me tenebat in feodum, ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad cujus personatum dicta spectat parrochia, usque ad sex annos, pro octoginta libris Flandrensium, loco pignoris obli-

[1] Ce n'est que par l'analyse faite au XVI[e] siècle au dos de cette charte, qu'il est possible aujourd'hui d'en savoir le contenu. Tout le début de l'acte est entièrement perdu, et il serait impossible même d'en essayer une mauvaise transcription.

gavit, ea interposita conditione quod ipsa decima usque ad sex annos prefatos a quoquam non poterit redimi, elapsis vero sex annis, dicto W[altero] vel ejus successori decimam ipsam redimere licebit de anno in annum, inter festum beati Remigii et Purificationem beate Virginis, sed non tempore alio, fructibus tamen interim vel post ab eadem ecclesia perceptis, in sortem non computatis. Prefatus igitur W[alterus], coram hominibus meis, paribus suis, scilicet Henrico de Scirvelde, Egidio de Chemmersake, et Johanne de Nova ecclesia, dictas conventiones, fide et sacramento interpositis, se promisit fideliter servaturum. Igitur quod in mea gestum est presentia ne oblivione depereat, ego ad preces dicti W[alteri] me obligo adversus eandem ecclesiam quod decimam ipsam eidem ecclesie, secundum modum predictum, tanquam dominus, firmiter garandibo. In cujus rei noticiam et firmitatem, ad preces ipsius W[alteri], presentem paginam sepefate contuli ecclesie, quam sigilli mei duxi munimine roborandam.

Actum apud Hubermont, in vigilia Ascensionis Domini, anno gratie M°. CC°. XXX°. quinto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 357.

412.

Le doyen de chrétienté de Courtrai déclare que Pétronille, fille de Baudouin de Trameries, et Gérard d'Ingrin, son mari, ont engagé pour neuf ans, à l'abbaye de Saint-Martin, la moitié de la dîme qu'ils possédaient à Mouscron.

Vendredi 25 mai 1235.

[X...], decanus christianitatis de Curtraco, universis presentem paginam inspecturis salutem in Domino.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod Petronilla, filia Balduini de Trameries, militis, et Gerardus d'Ingrin, [ipsius] maritus, medietatem

totius decime quam in parrochia de Moskeron habebant, ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad quam patronatus dicte spectat parrochie, usque ad novem annos, pro octoginta libris Flandrensium, coram nobis titulo pignoris obligavit; et hoc de assensu, et voluntate, et in presentia Gommeri Scoitin, a quo dicta decima tenebatur in feodum; hac interposita conditione quod ipsa decima, ante novem annos predictos, a nullo redimi poterit. Elapsis autem novem annis, ecclesia nichilominus eandem decimam tenebit, quousque ei restituta fuerit summa pecunie memorate. Post terminum vero novem annorum, dicte Petronille vel ejus successori ipsam decimam redimer[e licebit] de anno in annum, quandocunque voluerint, inter festum beati Remigii et Purificationem beate Virginis, sed non tempore alio; fructibus tamen interim vel post ab ecclesia perceptis, in sortem non computandis. Promiserunt itaque dicta Petronilla et Gerardus. maritus ejus, fide et sacramento interpositis, presentibus paribus suis, hominibus prefati Gommeri, videlicet Sigero de Rues, Willelmo de Rues, Lambekino Hostiario, Sigero de Spina, conventionem istam se fideliter servaturos, et quod nunquam, per se vel per alium, ingenium querent per quod super premissis ecclesia molestetur. De hiis autem sicut dictum est firmiter observandis, ecclesie plegios dederunt, scilicet dominum Sigerum de Curtraco, dominum Rogerum de Quienghien, Balduinum de Trameries, milites, Rogerum de Trameries. et Johannem del Sartiel; qui omnes. ad preces dictorum Gerardi et Petronille, uxoris ejus. dicte ecclesie se obligaverunt in fidejussione prenotata. Preterea, quia Petronilla prefata de primo marito jam defuncto filium parvulum habebat, heredem futurum decime memorate, nomine Johannem, qui adhuc erat infra annos, idem Johannes per advocatum, scilicet Willelmum le Waule, dicte invadiationi prebuit assensum. Promiserunt [etiam dicti] plegii, et ad hoc tenentur, quod eundem Johannem, cum ad annos legitimos pervenerit, facient [dictam invadiationem], prout in litteris presentibus continetur, sufficienter approbare. Et quia predictus Gommerus Scoitin, [dominus f]eodi. sigillum proprium non habebat, rogatus ab ipso, in memoriam et firmitatem hujus rei, litteras [presentes] ecclesie memorate contuli, quas ad preces sepedictorum Gerardi et Petronille, uxoris sue, dominus Sigerus de Curtraco et dominus Rogerus de Quienghien, milites, plegii istius pactionis, ad majorem firmitatem. cum nostro, sigillorum suorum appensione roborarunt.

Testes : Sigerus de Bosco, miles, Symon Piles, Lambertus Ballinc, Symon filius Racheri.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. quinto, feria sexta ante Pethecosten (*sic*).

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 48; original jadis scellé sur double queue de parchemin de trois sceaux, dont un seul, celui de Roger de Quienghien, en cire blonde, subsiste maintenant.

413.

Charte de l'official de Tournai relative à la dîme de Mouscron, engagée par Gérard d'Ingrin à l'abbaye de Saint-Martin [1].

Lundi 4 juin 1235.

Actum in crastino Trinitatis, anno Dominice incarnationis M°. CC°. tricesimo quinto.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin.

[1] Cette courte charte ne nous est connue que par l'analyse inscrite au XVI[e] siècle au dos de ce qui subsiste du document. Il serait impossible d'en faire une transcription intelligible.

414.

L'archidiacre de Cambrai pour le Brabant déclare que le curé et les paroissiens de Gaurain ont reconnu que l'abbaye de Saint-Martin, à qui appartient le droit de collation de la cure de cette paroisse, n'est tenue à réparer que le seul chancel de Ramecroix, l'entretien du chancel de Gaurain restant à la charge des paroissiens du lieu.

Lundi 9 juillet 1235.

Universis presentes litteras visuris, W..., archidiaconus Cameracensis in Brabantia, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod presbiter de Gaurain et parrochiani ejusdem loci in hoc consenserunt, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis, que jus patronatus habet in dicta parrochia, ad reparationem cancelli de Ramecrois teneatur tantummodo. Promiserunt etiam dicti parrochiani quod cancellum ecclesie de Gaurain, quocienscunque necesse esset, repararent.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. V°, feria secunda post octabas apostolorum Petri et Pauli.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 55.

415.

Le chevalier Walterus, maire de Desselghem, transfère à l'abbaye de Saint-Martin une dîme à Lede et une redevance en avoine, qui lui avaient été cédées par Lambert de Bouarde, à qui ledit chevalier Walterus les avait jadis données.

Septembre 1235.

Universis presentes litteras inspecturis, Walterus, miles, major de Dersenghem, eternam in Domino salutem.

Universitati vestre notum facio, quod cum dedissem in perpetuum Lamberto de Bonarde et successoribus ejus quandam decimam in parrochia de Lede, circiter de xxiii bonariis terre que ad dominium meum spectabat, de qua debebat mihi solvere annuatim unum haustrum avene et quatuor ecclesie Casletensi; insuper cum dedissem eidem et successoribus ejus, pro censu quatuor solidorum, quatuordecim haustra avene annuatim percipienda a submansoribus meis qui solvunt dictam decimam de quatuor bonariis terre, dictus Lambertus predicta omnia in manu mea, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis, quam confessus est coram me et hominibus meis scabinis, videlicet Willardo, Symone del Biest, Waltero Monacho, et Arnulpho de Rida, fratre etiam Gossuino, converso Sancti Petri Gandensis, Symone, milite, Willelmo, sacerdote de Dersenghem, Gabriele, sacerdote de Beverne, et Henrico, clerico de Dersenghem, ab ipso eadem legitime acquisivisse, spontanee et legitime reportavit; et ad petitionem ejusdem Lamberti, predictam decimam et avenam in manu domni Balduini, monachi et cellararii ejusdem ecclesie, ad opus dicte ecclesie, in elemosinam, coram viro venerabili officiali Tornacensi, legitime tradidi sine censu, et homagio, et omni consuetudine, in perpetuum possidènda, nichil juris michi reservans in eisdem, quatuor solidos et haustrum avene plenissime acquitando. Et de hiis bene et firmiter observandis, me plegium et hostagium constituo, et coram dicto officiali constitui erga ecclesiam memoratam. Et hec omnia firmiter promisi coram dicto officiali, fide et juramento interpositis, me legitime observaturum. Sciendum autem quod de supradictis quatuor haustris avene que dictus Lambertus debebat annuatim ecclesie Casletensi, persolvere debet ecclesia Beati Martini Tornacensis annuatim supradicte ecclesie Casletensi tres raserias avene de decima supradicta.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. quinto, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 551 [1].

[1] Il y a dans ce même Cartulaire 121, à la page 555, une autre copie de notre charte, où manque toutefois la dernière phrase avant la date : « Sciendum autem quod », etc.

416.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Walterus, maire de Desselghem, s'est engagé à laisser jouir en paix l'abbaye de Saint-Martin de la dîme et de la redevance en avoine à Lede qu'il avait jadis données à Lambert de Bonarde, et que celui-ci avait vendues à l'abbaye.

Septembre 1255.

Magister S... de Broborg, clericus et officialis domini Tornacensis. universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus Lambertus de Bonarde, quandam decimam jacentem in parrochia de Lede, circiter viginti trium bonariorum terre, spectantem ad dominium Walteri, militis. majoris de Dersenghem, et de qua idem Lambertus debebat dicto militi solvere annuatim unum haustrum avene. et quatuor haustra ecclesie Condatensi [1], sicut idem Lambertus asserebat, reportavit in manu dicti W[alteri], militis, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis, cum quatuordecim haustris avene recipiendis annuatim a quibusdam submansoribus ipsius militis, qui dictam avenam tenentur solvere de quatuor bonariis terre. et quam avenam dictus miles dicto Lamberto et ejus successoribus contulerat pro censu quatuor solidorum, ut dicebat L[ambertus] predictus; et renuntiavit omni juri quod habebat vel habere poterat in premissis. ea quitando legitime dicto militi ad opus ecclesie memorate, asserens eandem ecclesiam ab ipso acquisivisse legitime tam decimam quam avenam. Dictus vero miles ad petitionem prefati Lamberti, tam decimam quam avenam supradictam in manu domni Balduini, monachi et cellararii ecclesie Beati Martini prenotate, ad opus ipsius ecclesie resignavit, predictam decimam et avenam eidem ecclesie in elemosinam conferendo liberaliter et benigne. absque censu et homagio, et omni consuetudine vel servicio, in perpetuum possidenda, et predictos quatuor solidos

[1] La charte précédente nous porte à croire qu'il faudrait ici *Castetensi*.

census et haustrum avene quitavit plenissime ecclesie supradicte, nichil sui juris reservans penitus in premissis. Preterea, tam W[alterus], miles, quam Lambertus nominati superius, fide et sacramento interpositis, promiserunt quod in dictis decima et avena nichil juris decetero reclamabunt, nec ipsam ecclesiam per se vel per alium molestabunt vel molestari procurabunt super eis, et quod ipsam ecclesiam eis permittent gaudere in perpetuum pacifice et quiete, supradicto milite se constituente nichilominus plegium et ostagium, erga ecclesiam antedictam, de portanda garandia ipsi ecclesie de premissis. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem dictorum Walteri et Lamberti sigillo sedis Tornacensis contulimus dicte ecclesie sigillatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. V°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 353.

417.

L'évêque de Laon déclare que Marie, fille de Guy de Monceau, a ratifié la donation d'une redevance en blé faite par son père à l'abbaye de Saint-Martin pour son prieuré de Chantrud, et qu'elle a stipulé que cette redevance serait prise sur sa dîme de Rubigny.

Septembre 1235.

Anselmus, Dei gratia Laudunensis episcopus, omnibus presentes litteras visuris in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constituta coram nobis Maria, filia Guidonis de Moncellis, relicta Walteri de Rameilli, recognovit dictum Guidonem, quondam patrem suum, dum laboraret in extremis, prioratui de Chantrius, nostre dyocesis, contulisse in elemosinam dimidium modium bladi annuum ad mensuram de Roseto ; quam elemosinam dicta Maria coram nobis laudavit et approbavit. Et ut dictus prioratus super solutione ejus-

dem bladi certus et securus perpetuo permaneat, eadem Maria memoratum bladum dicto prioratui assignavit, singulis annis in perpetuum percipiendum in totali parte sua quam dicit se habere in decima de Rubigniis. In cujus rei testimonium presentes litteras patentes emisimus, sigilli nostri munimine, salvo jure nostre et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. V°, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 323.

418.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Alard de le Wastine et sa femme Marguerite, ont approuvé la vente de huit bonniers de terre à Templeuve, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Roger, fils de Roger de Bauduimont.

Octobre 1235.

Universis presentes litteras inspecturis, magister S. de Borborch, clericus et officialis domini Tornacensis, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod constituti in nostra presentia Alardus de le Wastine, miles, et Margareta, ejus uxor, laudaverunt et approbaverunt venditionem quam Rogerus, filius Rogeri de Bauduimont, clerici, fecit ecclesie Beati Martini in Tornaco, super octo bonariis terre jacentis in parrochia de Templovio, super qua venditione octo bonariorum dicte terre confecte sunt littere sigillo venerabilis patris W[alteri], Dei gratia Tornacensis episcopi, sigillate, sicut in eisdem litteris vidimus contineri. Et renuntiaverunt dicti A[lardus] et M[argareta], ejus uxor, omni juri quod habebant vel habere poterant in terra antedicta, promittentes fide et sacramento interpositis, quod non querent artem vel ingenium per que dicta Sancti Martini ecclesia dampnum incurrat deinceps super dicta venditione, vel aliquod detrimentum; et quod si dictam ecclesiam super dicta venditione, per ipsos decetero dampnum, quod absit! contingat

incurrere vel expensas, quod dampna et expensas que abbas dicte ecclesie verbo simplici incurrisse se asseret vel fecisse, eidem ecclesie restituere tenebuntur; concedentes quod si in aliquo deficerent premissorum, nos de ipsis monitione previa jucticiam ecclesiasticam faceremus. In cujus rei memoriam et firmitatem. presentes litteras sepedicte ecclesie contulimus, sigilli sedis Tornacensis munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. quinto, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 253.

419.

Le seigneur de Wattripont approuve, moyennant un cens stipulé à son profit, la vente de vingt-deux bonniers de terre et de bois, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le seigneur de Grandmetz, qui les tenait de lui en fief.

Novembre 1235.

Ego Gerardus, dominus de Waudripont, notum facio universis presens scriptum inspecturis, quod Willelmus, dominus de Granmes, miles, homo meus feodalis, in presentia mea constitutus, de assensu et voluntate mea, vendidit bene et legittime ecclesie Sancti Martini Tornacensis, pro trecentis libris Parisiensis monete, viginti duo bonaria tam nemoris quam terre arabilis ad virgam domini comitis Insulensem, que jacent juxta alia viginti septem bonaria nemoris que dicta ecclesia quondam emit ab eodem Willelmo. Ut autem predicta venditio cum sollempnitate debita celebraretur, dictus Willelmus, homo meus, in presentia mea constitutus, coram viris nobilibus Hugone, domino de Antonio, Balduino, domino de Meverghem. Waltero de Anvaing dicto Monacho, Gontero de Malda, militibus, Soickino de Molendino, Johanne Rainestien des Ablens, Gossuino de Bruiele, Willelmo de Balluel, et Gerardo de Morinpret, hominibus meis, paribus dicti Willelmi, predicta viginti duo bonaria nemoris et terre, in

manu mea, ad opus ecclesie Sancti Martini Tornacensis libere et integre resignavit. Cumque, ut moris est, dictus Willelmus tercio requisitus coram dictis hominibus meis, paribus suis, tercio cognovisset quod nec ipse nec heredes sui decetero jus habebant in terra et nemore memoratis, predicti homines mei, pares Willelmi, ad quos de feodo illo judicare pertinebat, a me debito modo requisiti utrum quod dictus Willelmus fecerat de jure facere potuisset, et utrum in dictis nemore et terra decetero quicquam juris haberet, consilio inter se habito concorditer judicarunt quod quicquid de venditione predictorum terre et nemoris fecerat, bene et legitime facere poterat, maxime cum ipsis hominibus meis, paribus suis, constaret quod tanta eum urgeret necessitas quod nisi dictam venditionem faceret, majus incurreret detrimentum. Judicaverunt etiam quod Willelmus tantum fecerat de terra et nemore supradictis quod nec ipse nec heredes sui in eis deinceps aliquod jus haberent, et quod ecclesie Beati Martini Tornacensis bene et legittime poterant assignari. Huic etiam facto spontanee consensit Agnes, uxor dicti Willelmi, promittens firmiter se in terra et nemore prefatis, nichil juris amplius clamaturam. Promiserunt etiam tam Willelmus quam predicta uxor ejus, fide et sacramento interpositis, quod nec artem nec ingenium querent per que ecclesia Beati Martini super terra et nemore sepefatis dampnificetur vel inquietetur, sed eidem contra quoslibet invasores, seu etiam molestatores suum impendent bona fide consilium et juvamen. Et ne Agnes, uxor Willelmi, occasione dotalicii sui, ecclesiam gravare posset in posterum memoratam, idem Willelmus in presentia mea et hominum meorum, parium suorum predictorum, dicte uxori sue, ipsa laudante et approbante, in residuo feodi sui viginti duo bonaria terre jacentis inter rivum et les Ablens, et inter villam et crucem, et unum modium avene de veteri redditu in recompensationem dictorum terre et nemoris assignavit. Quam terram et quam avenam ipsi Agneti, tanquam dominus feodi, spopondi fideliter garandire. Hiis igitur sollempniter omnibus adimpletis, et dictis hominibus paribus Willelmi dictam sollempnitatem debere sufficere judicantibus, ipsi prefato Willelmo et Agneti, uxori ejus, et eorum successoribus, prefatam terram et prefatum nemus in perpetuum abjudicarunt.

Verumptamen, ut ecclesia securior esse possit in posterum in possessionem dictorum terre et nemoris, consilium habuit quod terram et nemus

predicta que libera feceram ab omni servitio feodali, a me censualiter tenenda acciperet, videlicet sub censu viginti duorum denariorum Laudunensis monete, in festo sancti Remigii annuatim solvendo; ita tamen quod ego vel nuntius meus infra ambitum monasterii Sancti Martini censum illum ab illo qui redditus ecclesie recipere consuevit, dicto termino requiremus. Et si forte solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit voluntatem, ecclesia non ad aliam propter hoc emendam tenebitur quam quod nobis pro defectu illius termini duplicem censum reddet; nec ego vel heredes mei aliam penam vel emendam requirere poterimus ab eadem. Ut autem terra et nemus memorata, que prius fuerant feodalia, legittime fierent et more debito censualia, ego illa mihi, sicut predictum est, a prefato Willelmo libere resignata, reposui in manu majoris, scilicet Stephani, majoris de Luthosa, et scabinorum, videlicet Rogeri, Willelmi le Machon, Liberti le Velut, Nicholai Parent, et Petri Roussiel. Qui, tam dictus major quam ipsi scabini, de consensu meo et voluntate ipsius Willelmi, et sub testimonio hominum meorum predictorum, ad hoc specialiter instituti fuerunt, et ipse major sub testimonio dictorum scabinorum et hominum meorum sepedictorum, terram et nemus predicta reddidit prefate ecclesie per manum domni Amandi, abbatis, censualiter, prout dictum est, perpetuo ab eadem ecclesia possidenda, et per dictum censum, memorata ecclesia quitta erit erga me et successores meos ab omni alio servicio et relevio, et omnibus consuetudinibus, et terram et nemus predicta decetero libere possidebit.

Tandem, omnibus rite celebratis ad submonitionem mei et majoris, judicaverunt homines mei, pares Willelmi, et scabini prefati, quod ecclesia Sancti Martini ita bene et legittime intraverat in terram et nemus prefata, quod per legem patrie ipsa bene et legittime poterat retinere. Tenetur etiam idem Willelmus per terram suam viam prebere prefate ecclesie Sancti Martini vel emptoribus suis, ad evacuandam spoliationem nemoris antedicti quocienscunque necesse fuerit, salva tamen dampni restitutione. Ut autem decetero ecclesiam memoratam super hiis nullus molestare presumat, ego me et heredes meos ad preces dicti Willelmi et Agnetis, uxoris ejus, adversus eandem ecclesiam plegium et ostagium posui, quod terram et nemus sepedicta ipsa ecclesie teneor in perpetuum garandire. Et si cujusquam reclamatione, causa hujus contractus, seu occasione ipsius Willelmi

aut ejus uxoris vel heredum suorum, in eisdem terra et nemore detrimentum aliquod vel gravamen ecclesia sustineret, omne dampnum quod ex hoc simplici verbo se assereret abbas habuisse, teneor eidem ecclesie sine contradictione qualibet resarcire. Preterea, sepedictus Willelmus in manu mea totum residuum feodi sui resignavit, ut me si quod dampnum incurrerem occasione hujus fidejussionis adversus ecclesiam plenissime liberaret. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentem paginam inde conscriptam sepedicte ecclesie tradidi, sigilli mei munimine roboratam.

Actum in domo supradicti Willelmi, anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo quinto, presentibus bonis viris, videlicet domno Amando, abbate, Radulfo, preposito, Balduino, cellarario, Petro de Alcci, Willelmo, fratre cellararii, et Johanne de Foro, monachis supradicte ecclesie Sancti Martini, Terrico de Pestri, et Johanne, fratre ejus, Gerardo de Hiergies, militibus, Michaele, majore de Buisegnau, Stephano de le Piere, Adam Gailon, et Nicholao Clawet, et aliis bonis viris, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 153; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 128.

420.

Le seigneur de Grandmetz s'engage à assurer à l'abbaye de Saint-Martin la paisible jouissance des vingt-deux bonniers de terre et de bois qu'il lui a vendus.

Dimanche 4 novembre 1235.

Ego Willelmus de Popiola, miles, dominus de Grannes, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego, de assensu et voluntate domini mei G[erardi], domini de Waudripont, et Agnetis, uxoris mee, vendidi bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro trecentis libris Parisiensis monete, viginti duo bonaria tam nemoris quam terre arabilis ad virgam domini comitis Flandrensis Insulensem, que jacent

juxta alia viginti septem bonaria nemoris que quondam vendideram eidem ecclesie, que de dicto Gerardo tenebam in feodum, sicut in litteris ejusdem G[erardi], domini mei, super hoc confectis et jamdicte ecclesie collatis plenius continetur. Insuper ne dicta Agnes. uxor mea, occasione dotalicii sui ecclesiam gravare possit in posterum memoratam, super terra et nemore supradictis, ego in presentia dicti G[erardi], domini mei, et parium meorum, dicte uxori mee, ipsa laudante et approbante, in residuo feodi mei viginti duo bonaria terre jacentis inter rivum et les Ablens, et inter villam et crucem, et unum modium avene de veteri redditu, in recompensationem dictorum terre et nemoris assignavi. Et promisimus, tam ego quam dicta uxor mea, fide et sacramento interpositis, quod nec artem nec ingenium queremus per quod ecclesia Beati Martini Tornacensis super predictis terra et nemore dampnificetur vel inquietetur, sed eidem ecclesie contra quoslibet invasores seu etiam molestatores nostrum impendemus bona fide consilium et juvamen. Teneor etiam per terram meam viam prebere prefate ecclesie Sancti Martini, vel emptoribus suis, ad evacuandam spoliationem nemoris antedicti, salva tamen dampni restitutione. Sciendum etiam quod ego totum residuum feodi mei resignavi in manu dicti G[erardi], domini mei, ut eum si quod dampnum incurreret, occasione fidejussionis quam ad preces meas et uxoris mee super isto contractu fecit adversus ecclesiam, plenissime liberarem. In cujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. quinto, dominica post festum Omnium sanctorum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 155; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 127.

421.

Willaume de Grandmetz s'oblige à indemniser Gérard de Wattripont, s'il était inquiété à l'occasion de la garantie par lui donnée à l'abbaye de Saint-Martin, qu'elle jouirait en paix des vingt-deux bonniers de bois et des onze bonniers de terre que Willaume de Grandmetz lui avait jadis vendus.

Novembre 1235.

Jou Willaumes de Grantmès, fach asavoir à tous cials ki sunt et ki ces letres verunt et orunt, ke jou ai vendut les moinnes de Saint Martin de Tornai XXII boniers de bosch, et XI boniers de terre ahanavle, ke jou tenoie de Gérart de Waudripont, men segneur de fief. Et de ce a Gérars de Waudripont, me sire, données ses letres à l'abeie de Saint Martin pour iestre warans comme sire de cest vendage. Et de chou li ai jou assené al remanant del fief que jou tienc de lui, que s'il avenoit chose qu'il en fust en damage ne si oir, jou li renderoie parmi sen plain dit, en tiesmoing de ses hommes et de mes pers : monsegneur Huon d'Antoing, monsegneur Bauduin de Mievrenghiem, monsegneur Gontier de Maude, monsegneur Watier d'Anvaing le Moine, et Soiekin del Moulin, et Rainestiel des Ablens, et Gosson del Bruille, et Gérart de Morinpret, et Willaume de Bailluel, ki si homme sont tout nuef. Et pour chou ke ce soit ferme chose et estavle, si en ai jou données mes letres, saielées de mon saiel, ke jou ai coneut ki miens est devant ses homes ki ci devant sont nommet, ki si per sunt.

Chou fu fait en l'an de l'incarnation Nostre Segneur M. et CC. et XXX. et V, el mois de nuevembre.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 135; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 128 [1]

[1] Notre édition est faite d'après le Cartulaire 120, qui présente ici avec le Cartulaire 122 de grandes différences d'orthographe.

422.

L'évêque de Tournai établit une compensation entre une rente de neuf sous trois deniers de Laon, qu'il doit à l'abbaye de Saint-Martin, et une autre de vingt-deux sous de Laon qui lui est due par l'abbaye, laquelle en somme ne paiera plus à l'évêque que treize sous moins trois deniers.

Décembre 1235.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum nos teneremur ecclesie Beati Martini Tornacensis in annuo redditu novem solidorum et trium denariorum Laudunensium, pro masura Fratrum Minorum jacente apud Sanctum Medardum Tornacensem, nos eidem ecclesie recompensationem et excambium de dicto redditu facere volentes, fecimus ipsi ecclesie Beati Martini assignamentum legale supra acquisitum nostrum quod in molendinis nostris sitis in Machecleria Tornacensi acquisivimus, et de nostro. Verum, cum eadem ecclesia nobis nostrisque successoribus, de redditibus episcopalibus, in viginti duobus solidis Laudunensium annui census teneretur, nos predictum assignamentum super nostrum acquisitum, ut predictum est, a nobis factum, acquitare volentes, tantum, videlicet novem solidos et tres denarios, remisimus perpetuo dicte ecclesie, de viginti duobus solidis Laudunensium memoratis; ita quod de eisdem viginti duobus solidis Laudunensium, dicta ecclesia nobis nostrisque successoribus tantummodo deinceps in tredecim solidis, tribus denariis minus, perpetuo tenebitur annuatim In hujus igitur rei memoriam et firmitatem, presentes litteras memorate ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quinto, mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original scellé sur lacs de soie verte, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 45

423.

Le doyen de Grammont déclare que Baudouin Rodestert et l'église de Saint-Pierre de Neder-Brakel ont cédé à l'abbaye de Saint-Martin la dîme à Lierde-Saint-Martin qu'ils avaient indûment acquise d'Ivanus del Woelewe.

Mardi 15 janvier 1236.

Universis Christi fidelibus tam posteris quam presentibus, ad quorum noticiam presens scriptum pervenerit, W[alterus], decanus christianitatis Geraldimontis, salutem vite presentis pariter et future.

Universitati vestre notum facimus presentium testimonio litterarum, quod cum Ivanus del Woelewe, pie memorie, decimam octo bonariorum terre, uno jornario minus, jacentis in parrochia de Lierda Sancti Martini possideret, et eandem decimam sine licentia et consensu patroni dicti loci de Lierda, videlicet viri venerabilis.., Dei gratia abbatis Sancti Martini Tornacensis, Balduino dicto Rodestert vendidisset sub hac forma, quod dictus Ivanus dictam decimam ecclesie Beati Petri de Inferiori Braecle conferret, ob salutem anime sue, et idem B[alduinus] eam ab ipsa ecclesia Beati Petri, sub annuo censu sex denariorum ipsi ecclesie reddendorum, jure perpetuo possideret, factumque fuerit ita quod sepedictus Ivanus dictam decimam ipsi ecclesie de Braecle, sicut premissum est, contulisset, et eam dictus Balduinus recepisset, licet istud esset in prejudicium patroni et contra statuta canonum; tandem nos, auctoritate nostra fungentes, tanquam ordinarius loci, monuimus tam prefatam ecclesiam de Braecle quam etiam Balduinum memoratum, et hoc ad petitionem dicti patroni, ut dicte decime renuntiarent, et eadem dictum patronum gaudere permitterent. Qui ecclesia et Balduinus sano freti consilio, dictam decimam in manu nostra ad opus ipsius patroni resignaverunt et quitaverunt, renuntiantes expresse omni juri quod ipsis in eadem decima competebat. Idem vero patronus ecclesie de Braecle supradicte pro jure suo si quod fuit octo solidos alborum, et dicto B[alduino] xx sol. alborum, pro quolibet bonario dicte decime persolvit. In cujus rei testimonium et munimen, presentes

litteras exibuimus, ad petitionem tam dicte ecclesie de Braecle quam etiam dicti Balduini, ecclesie Beati Martini Tornacensis, sigillo nostro roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. V°, feria III[a] post octabas Epiphanie, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 189 et 195.

424.

Le doyen de Grammont déclare que Colin de le Warde et Arnoul del Wede ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin la dîme de cinq bonniers de terre qu'ils possédaient par moitié à Lierde-Saint-Martin.

Lundi 21 janvier 1236.

Universis Christi fidelibus litteras has visuris, W[alterus], decanus Geraldimontis, in Domino salutem.

Universitati vestre notum facio presentis scripti testimonio, quod Colinus de le Warde et Arnulphus del Wede, ecclesie Beati Martini Tornacensis decimam v bonariorum terre site in parrochia de Lierda Sancti Martini, quam decimam dicti C[olinus] et A[rnulphus] ibi insimul et equali portione possidebant, vendiderunt, scilicet quodlibet bonarium dicte decime xx sol. alborum, et ipsi C[olinus] et A[rnulphus] dictam decimam ad opus dicte ecclesie Beati Martini Tornacensis in manu mea, eo quod eram ordinarius loci in quo sita est dicta decima, resignaverunt, renuntiantes expresse ad presens et in posterum, omni juri quod eis competebat in decima supradicta. Interposuerunt autem dicti Colinus et Arnulphus fidem corporalem cum juramento, quod decetero occasione dicte decime, contra ipsam ecclesiam Beati Martini Tornacensis, aliquam non movebunt personaliter vel per interpositam personam actionem. In cujus rei testimonium et munimen, presens scriptum, ad petitionem dictorum C[olini] et

A[rnulphi], dicte ecclesie Beati Martini Tornacensis exhibui sigillo meo roboratum.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. V°, feria secunda ante Conversionem beati Pauli, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 188 et 195.

425.

Le seigneur de le Wastine engage pour neuf ans, à l'abbaye de Saint-Martin, toute la dîme qu'il possède dans la paroisse d'Aeltre.

Février 1236.

Ego Philippus, miles, dominus de Wastina, notum facio universis tam futuris quam modernis presentes litteras inspecturis, quod ego, de assensu et voluntate Mathildis, uxoris mee karissime, et filiarum mearum Elizabet et Aelidis, et etiam de assensu nobilis viri domini Danielis de Masculines, mariti dicte filie mee Elizabet, primogenite mee, totam decimam meam jacentem in parrochia de Haltra, ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad cujus patronatum spectat dicta parrochia de Haltra, pro quadringentis et sexaginta et decem libris Flandrensis monete, usque ad novem annos, titulo pignoris obligavi; tali conditione interposita, quod ipsa decima usque ad novem annos prefatos ab aliquo non poterit redimi. Elapsis vero dictis novem annis, michi vel successori meo ipsam decimam redimere licebit de anno in annum, inter festum sancti Remigii et Purificationem beate Virginis, sed non tempore alio, fructibus tamen interim vel post ab eadem ecclesia perceptis in sortem nullatenus computatis. Volens igitur prefatam Sancti Martini ecclesiam memorate decime pacifica possessione gaudere per terminum suum, karissimos michi et illustres viros, videlicet dominum Sygerum de Curtraco, dominum Balduinum de Prat, dominum Willelmum de Huela, dominum Alardum, fratrem ejus, et dominum Danielem de Maskelines, supradictum maritum filie mee, per me certos

plegios super ista pactione firmiter tenenda, ecclesie constitui sepedicte. Et ad meliorem certitudinem et memoriam, litteras presentes eidem ecclesie contuli, quas tam sigilli mei quam sigillorum dictorum plegiorum duxi munimine roborandas.

Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo tricesimo quinto, mense februario.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé de six sceaux pendants sur double queue de parchemin.

426.

Le seigneur d'Antoing et d'Epinoy fait hommage à l'abbaye de Saint-Martin pour onze bonniers de terre à Bras, qu'il tiendra en fief de l'abbaye en remplacement du tiers du bois de Vezon. En remettant à l'abbaye de Saint-Martin ce tiers du bois de Vezon, le seigneur d'Antoing n'abandonne pas cependant la garde de ce bois, qu'il continuera d'avoir sous sa protection.

Alain, février 1236.

Ego Hugo, de Antonio dominus et de Spineto, notum facio tam futuris quam modernis, quibus cartam presentem videre vel audire contigerit, quod cum ego totius nemoris de Veson spectantis ad ecclesiam Beati Martini Tornacensis, quod nemus totum circiter quadraginta bonaria fundi, paulo plus vel minus, continet, terciam partem ob custodiam ipsius nemoris, ab abbate ejusdem ecclesie, per hominium tenerem in feodum. hoc modo quod nullam vendendi, dandi, invadiandi, vel aliquo modo alienandi haberem potestatem, nisi de dicte ecclesie voluntate et consensu, et ita quod si michi vel successori meo domino de Antonio, quicumque esset, plures habere contingeret heredes, inter quos hereditas dispartiretur, is qui Antonium teneret super hoc dicte ecclesie hominium faceret, et sic

ab abbate ejusdem ecclesie feodum suum reciperet; tandem per quendam contractum inter me et ipsam ecclesiam habitum convenimus in hoc quod ego, coram hominibus dicte ecclesie, paribus meis, scilicet Bernardo de Pesc, et Waltero de le Val, militibus, Egidio de Dors, Waltero de Renierpret, Michaele, majore de Buisignau, et Rogero de Balduinmont, terciam partem nemoris cum custodia michi contingentem, et terciam partem trium denariorum census sitorum super tres quartarios terre arabilis dicto nemori adjacentis, necnon et quicquid in dicto nemore ab ipsa ecclesia tenebam in feodum, eidem ecclesie reportavi et resignavi, per manum viri venerabilis domni Amandi, ipsius ecclesie abbatis, et werpivi per legem patrie ab eadem ecclesia perpetuo libere possidendum.

Verum quia idem nemus in procinctu de Antonio et dominii mei situm est, ego volens prefatam ecclesiam nemore predicto sub protectione mea velut propria omnimode pacifica possessione gaudere, ad majorem securitatem ipsius ecclesie, dictum nemus continens circiter quadraginta bonaria fundi, sicut premissum est, conservandum eidem ecclesie in perpetuum, suscipio legitime fideliter et tuendum, hoc modo quod ipsa ecclesia dictum nemus potest, si voluerit, ad terram arabilem redigere, vendere vel alienare, sive silvam nutrire, vel quocunque modo voluerit fructus suos facere, et pro velle suo custodiam adhibere, cui ligna et ferramenta a succisoribus quos nemori injuriosos adinvenerit, auctoritate propria, dicte ecclesie licebit asportare, et ab eisdem leges suas accipere, quales et quantas in proprio nemore forestarii mei et servientes in casu consimili capere consueverunt. Quod si forte malefactor indomabilis existat, et ad me vel successorem meum sive ministrum fuerit delata querela, quicunque nostrum ecclesie impotentiam suscipere et consummare tenetur, hoc est malefactori penam et emendam debitam injungere ad satisfaciendum dicte ecclesie, et ad dampnum eidem restituendum, forestario etiam meo, si absente custodia ecclesie nemoris injuriosos aliquos vel aliquem prior adinvenerit, sua licebit auctoritate, salvo jure ecclesie, vindicare; sed si dicto forestario meo custodiam dicte ecclesie infra ambitum nemoris videre, vel eidem obviare contigerit, ipsi tenebitur reddere vadium, vel quod acceperat forefactum. Insuper, teneor sepedicte ecclesie iter prebere eidem et emptoribus suis, per totam terram meam et nemus, ad evacuan-

dam spoliationem nemoris predicti, quotienscunque necesse fuerit, salva tamen dampni restitutione.

Preterea, quoniam dicta ecclesia petebat et volebat per conventiones inter me et ipsam habitas, quod ego homo suus feodalis super aliquo remanerem, et eidem hommagium prefatum in equipollenti restituerem, ego voluntati ipsius in hac parte benigne consentiens, undecim bonaria terre arabilis paulo plus minusve, que in potestate de Bras, in uno frusto jacentia, et etiam in procinctu justicie mee et dominii libere possidebam, eidem ecclesie, coram hominibus suis predictis, et etiam coram hominibus meis, videlicet domino Gerardo de Audommes, domino Nicholao de Vies Condet, et domino Jacobo del Mortier, militibus, Hugone de le Mote, Gerardo, fratre ejus, Fulcardo de Alneto, Gossello de Maubrai, Henrico de Hemes, Waltero de Boucarmes, Colardo Poignet, Johanne, majore de Buri, Nicholao etiam de le Mote, per manum supradicti abbatis, ad faciendam penitus voluntatem ipsius, ecclesie libere reportavi et contuli. Dictus vero abbas eandem terram coram hominibus predictis omnibus, continuo mihi reddidit in feodum, et ego illic eidem feci hommagium super eadem terra a me et successoribus meis ab ipso et ecclesia perpetuo tenenda, secundum formam superius expressam, videlicet secundum quam primo tenueram terciam partem cum custodia nemoris memorati. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentem cartam sepedicte contuli ecclesie, sigilli mei munimine confirmatam.

Actum apud Alaing, in templo, anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo tricesimo quinto, mense februario, presentibus predictis abbate et hominibus feodalibus, viris discretis et religiosis Thoma, dechano Sancti Brictii Tornacensis, domno Radulfo, preposito, domno Balduino, cellarario, et domno Letberto, prefate ecclesie monachis, et multis aliis bonis viris.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 32; original jadis scellé sur lacs de soie jaune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 141 ; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 30; *Ibidem*, Cartulaire 128, fol. 2[b].

427.

L'évêque de Tournai constate un échange de terres à Evregnies, fait entre l'abbaye de Saint-Martin et le curé d'Evregnies, dans le but de rapprocher le presbytère de celui-ci de son église.

Samedi 22 mars 1236.

Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus quod Theodericus, presbiter de Evregnies, in nostra presentia constitutus, recognovit quod terra super quam habitat ad presens spectare solebat ad presbiteratum de Evregnies, sed in tantum remota est ab ecclesia de Evregnies, quam presbiter ibi non potest commode habitare. Unde per consensum nostrum et dicti Theoderici, presbiteri, et per voluntatem et consensum ecclesie Beati Martini Tornacensis, que patronatum dicte ville dinoscitur possidere, decetero illam terram totam que in mansionaria presbiteri, et circa mansionariam. possidebat hactenus presbiter parrochialis in dicta villa de Evregnies. dicta Beati Martini ecclesia in perpetuum libere et pacifice possidebit, et prope ecclesiam de Evregnies, plene tandumdem terre, predicta Beati Martini ecclesia presbitero assignabit quantum recipit de presbiteratu, ita quod utraque pars indempnis conservabitur in hac parte. Insuper idem presbiter coram nobis recognovit quod predicta terra super quam nunc habitat. que, ut predictum est, ad presbiteratum spectare solebat, cum idem presbiter ad manendum ibi primo venit, vacuam et sine omni edificio eam invenit, et omnia edificia que ibi nunc edificata sunt, construi de suo fecit. Que edificia integre coram nobis ecclesie predicte Beati Martini in elemosinam contulit, et ea in manum nostram ad opus dicte ecclesie resignavit. Et nos dictam elemosinam in manum domni Amandi, ipsius loci abbatis, reportavimus ab eadem ecclesia in perpetuum libere possidendam, omnia supradicta grata et rata habentes, et sigilli nostri munimine dicte ecclesie confirmantes.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. quinto, sabbato ante Ramos palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 27; original en forme de charte-partie, jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, pp. 68 et 165; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 225.

428.

Le prévôt, le doyen et le chapitre de Renaix, cèdent à l'abbaye de Saint-Martin la rente annuelle de dix marcs qui leur était due par le chevalier Philippe de le Wastine, à cause de la dîme d'Aeltre.

Mercredi 23 avril 1236.

Universis presentes litteras inspecturis, E[verardus], prepositus, G.., decanus, totumque Rothnacensis ecclesie capitulum, salutem in Domino. Universitati vestre volumus esse notum, quod nos de communi consensu omnium nostrum, vendidimus bene et legittime ecclesie Beati Martini Tornacensis, decem marchas, triginta tres solidos et quatuor denarios Flandrensis monete pro marcha, annui census, in quibus nobis tenebatur annuatim, in vigilia Nativitatis sancti Johannis Baptiste, vir nobilis Philippus, miles de Wastina, ratione decime de Haltra, et bene concedimus et volumus quod idem vir nobilis et successores sui, dictas decem marchas prefate Sancti Martini ecclesie decetero persolvant, eodem modo et eodem termino quo nobis easdem persolvere tenebatur hactenus idem miles. Nos enim quicquid juris habebamus vel habere poteramus, tam in decem marchis predictis quam in decima memorata de Haltra, occasione cujus decem marche predicte nobis a milite memorato hactenus debebantur, transtulimus in eandem ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, ab ipsa ecclesia perpetuo libere possidendum. In cujus rei testimonium et firmi-

[1] Cet original est si délabré qu'il n'a pu nous servir.

tatem, litteras presentes sepedicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. sexto, mense aprili, feria quarta post dominicam qua cantatur Jubilate.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 143; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 278; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 2ᵃ.

429.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Philippe de le Wastine s'est engagé à payer désormais à l'abbaye de Saint-Martin les dix marcs de rente annuelle qu'il payait auparavant au chapitre de Renaix, à cause de la dîme d'Aeltre.

Mercredi 23 avril 1236.

Magister S.. de Broborg, clericus et officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod vir nobilis Philippus, miles de le Wastine, in nostra propter hoc presentia constitutus, concessit et ad hoc se obligavit, ut censum decem marcharum in quo annuatim tenebatur ecclesie Rothnacensi, et quem solebat eidem ecclesie solvere annuatim ratione decime de Haltra, triginta et tres solidos et quatuor denarios pro marcha, teneretur decetero solvere et solveret ecclesie Sancti Martini Tornacensis, annis singulis in vigilia vel in die Nativitatis beati Johannis Baptiste; concedens quod si dicta vigilia vel die dicta deficeret in solutione dicti census, in toto vel in parte, dicta decima de Haltra integraliter rediret ad ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, in cujus personatu sita est decima prenotata. Et hec facta sunt de consensu ecclesie Rothnacensis, sicut in ipsius ecclesie Rothnacensis litteris super hoc confectis vidimus plenius contineri. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad

instantiam dicti militis ecclesie Sancti Martini predicti contulimus, sigilli sedis Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VI°, mense aprili, quarta feria post Jubilate.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 140; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 279; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 5ᵃ.

430.

L'official de Tournai constate la cession par le chapitre de Renaix à l'abbaye de Saint-Martin, de la rente de dix marcs que le chevalier Philippe de le Wastine devait payer chaque année audit chapitre, à cause de la dîme d'Aeltre.

Mercredi 23 avril 1236.

Magister S... de Broborch, clericus et officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod ecclesia Rothnacensis vendidit bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis decem markas annui census, triginta tres solidos et quatuor denarios Flandrensis monete pro marcha, in quibus vir nobilis Philippus de le Wastine, miles, dicte ecclesie Rothnacensi tenebatur pro decima de Haltre; et renuntiavit dicta ecclesia Rothnacensis omni juri quod habebat vel habere poterat tam in dictis decem marchis quam in dicta decima de Haltre, ratione cujus prefatus miles easdem markas hactenus annis singulis in vigilia Nativitatis beati Johannis Baptiste eidem ecclesie Rothnacensi solvere tenebatur; transferens integraliter omne jus premissum in ecclesia Sancti Martini prenotata, ab eadem ecclesia perpetuo libere possidendum, sicut magister

[1] L'état de délabrement de cet original le rend maintenant inutile.

Everardus de Vinea, prepositus Rothnacensis, St[ephanus] et magister Matheus de Aria, canonici Rothnacenses ad hoc destinati, et habentes plenariam potestatem super premissis faciendis, per litteras speciales sigillo capituli sui sigillatas, hec omnia premissa coram nobis recognoverunt. In cujus rei testimonium et firmitatem, ad petitionem dictorum canonicorum Rothnacensium, sepedicte Beati Martini Tornacensis ecclesie litteras presentes contulimus, sigillo Tornacensis curie roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. sexto, mense aprili, feria quarta post dominicam qua cantatur Jubilate.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé sur lacs de soie bleue et blanche, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 140.

431.

Le doyen de Grammont déclare que Hugo de Molendino, ses frères et son beau-frère, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin la dîme qu'ils possédaient sur quatre bonniers de terre à Lierde-Saint-Martin.

Mai 1236.

Universis Christi fidelibus tam posteris quam presentibus ad quorum noticiam presentes litteras pervenire contigerit, W[alterus], decanus christianitatis Geraldimontis, in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus presentium testimonio litterarum, quod Hugo de Molendino, Guido, Johannes et Walterus, fratres, et Genekinus qui habet ipsorum sororem in uxorem, vendiderunt ecclesie Beati Martini Tornacensis decimam quatuor bonariorum terre, uno dimidio jornario minus, de ipsorum allodio, site in parrochia de Lierda Sancti

[1] Cet original n'a pu nous servir, tant son état est aujourd'hui mauvais.

Martini, in loco qui dicitur Maltrau [1]; quam decimam hucusque possederunt jure allodiali, et receperunt in terra supradicta. Recognoverunt itaque quod quodlibet bonarium dicte decime, et verum est, dicte ecclesie vendiderunt XVIII sol. alborum; et hoc, ipsius pecunie summa ipsis ad plenum ex parte ipsius ecclesie persoluta, et in manu nostra tanquam ordinarii ipsius loci, dictam decimam ad opus ipsius ecclesie reportaverunt, et eam ad presens et in posterum ipsi ecclesie quitaverunt, interponentes fidem cum jnramento, quod per se vel per alios, ratione dicte decime decetero contra ipsam ecclesiam non movebunt calumpniam publicam vel clandestinam. Nos itaque, ex officio nostro, dictam decimam sic in nostra manu reportatam, ecclesie contulimus memorate, venditionem confirmantes ipsi ecclesie premissam, appensione sigilli nostri, de predictorum fratrum et Genekini consensu et voluntate.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. sexto, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, pp. 190 et 196.

432.

Carta domini Philippi de Wastina, de eo quod nos ei persolvimus quadringentas et lx libras, pro decima de Haltra quam ipse invadiavit nobis [2].

Mercredi 14 mai 1236.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. sexto, feria quarta ante Penthecosten.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

[1] La copie de la page 196 dans le Cartulaire 122 de Bruxelles porte *Mautrau*.

[2] Cette analyse, d'une main du XVI[e] siècle, est très lisible au dos de la charte qui, elle, est complètement illisible.

433.

Le doyen de Grammont déclare que l'église Saint-Adrien de Grammont, et les frères Philippe et Jean de Welewe, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin toute la dîme qu'ils possédaient à Lierde-Saint-Martin.

Décembre 1236.

[Universis Christi fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit, Walterus, decanus christianitatis de Geraldimonte, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod][1] cum ecclesia Beati Adriani Geraldimontensis, in parrochia de Lierda Beati Martini possideret xi jornariorum terre allodialiter decimam, et ex altera parte decimam viginti bonariorum terre titulo collationis, uno jornario minus, in ipsa parrochia dicta ecclesia Beati Adriani possideret et haberet, haberent etiam in ipsa parrochia Beati Martini de Lierda nobilis vir dominus Philippus de Welewe et Johannes, frater ejus, decimam trium bonariorum terre et dimidium jornarium : tandem ecclesia Beati Martini Tornacensis, eo quod est dicti loci de Lierda persona, dictam decimam, prout premissum est, bene et legitime tam erga dictam ecclesiam Beati Adriani, quam etiam dictos Philippum et Johannem, fratres, prout ipsam decimam possidebant, sibi adquisivit et comparavit, ita quod ipsa ecclesia Beati Martini Tornacensis quodlibet bonarium emit xx sol. alborum, et hoc, portione cujusque partis ad plenum persoluta, ipsis ecclesie Beati Adriani et fratribus predictis, prout quantitas dicte decime se extendit. Quo facto dicta ecclesia Beati Adriani et dicti fratres in manu mea, eo quod ad hoc ex speciali mandato reverendi patris ac domini G[odefridi], Dei gratia Cameracensis episcopi, essem missus, dictam decimam cum omni integritate et jure quo eam possederant, ad opus jamdicte ecclesie Beati Martini Tornacensis reportarunt libere ac benigne, omni juri quod eis in dicta decima competebat ad presens vel in posterum renuntiantes, et manumittentes. Dicti vero fratres fidem interposuerunt

[1] La charte ne nous est connue que par une copie tronquée, insérée dans une autre charte de mai 1257 qu'on trouvera ci-après. Nous avons rétabli les formules d'après celles dont se servait le plus souvent le doyen de Grammont.

cum juramento quod decetero personaliter, vel per interpositam personam, occasione dicte decime, prout eam manumiserunt, adversus jamdictam ecclesiam Beati Martini Tornacensis non movebunt actionem vel calumpniam. Astiterunt autem cum hec fierent, venerabilis vir abbas Geraldimontensis, et ejus conventus, G... de Acrima, presbiter, G.., capellanus hospitalis Geraldimontensis, Arnulphus de Palude et Arnulfus, clerici, dominus Arnulphus de Monte, miles, Willelmus de Dafang[es] et Balduinus, fratres, et Johannes de Marka. In cujus rei testimonium et munimen presentem paginam exhibui, sigilli mei munimine roboratam

Actum anno gratie M°. CC°. XXX°. VI°, mense decembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 196.

434.

Le pape Grégoire IX confirme la constitution apostolique qui a ordonné qu'il y ait toujours au moins deux moines, dans les maisons de l'ordre de saint Benoît.

Terni, 13 janvier 1237.

Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universis abbatibus et prioribus abbates proprios non habentibus, ordinis sancti Benedicti, Tornacensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum in ordinatione pro reformatione vestri ordinis facta nuper a sede apostolica, sit insertum ut ubi unus monachus commoratur, alius associetur eidem, quatinus si ceciderit habeat sublevantem; quieti vestre providere volentes, auctoritate vobis presentium indulgemus, ut in hujusmodi locis ultra id quod hactenus est obtentum, nullus sibi de novo presumat hac occasione aliquid usurpare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Dat. Interanni, idubus januarii, pontificatus nostri anno decimo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 415.

435.

L'official de Tournai déclare que Walterus de Beauvoir, d'Orcq, a renoncé moyennant finance, en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, au cens annuel de douze deniers de Laon, et à la redevance annuelle d'un chapon et d'un quartaud de cervoise, que cette abbaye était tenue de lui servir.

Mars 1237.

Magister S... de Brouborg, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino

Noverit universitas vestra, quod Walterus dictus de Beauvoir, de Orka, in nostra presentia constitutus, recognovit se bene et legitime vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis xii d. Laudunensium annui census, et unum caponem et unum quartereullum cervisie annui redditus, in quibus dicta ecclesia dicto Waltero tenebatur, ut dicebat; recognovitque idem Walterus sibi esse de precio satisfactum, et renuntiavit predictis, et omni juri quod ei competebat in premissis, ad opus dicte ecclesie, libere coram nobis. Quam venditionem et werpitionem Petrus dictus de Beavoir, frater dicti Walteri, et alius frater ejus, approbaverunt in omnibus, coram nobis, tam dictus Walterus, quam dictus Petrus et alius ejus frater, fide et sacramento interpositis promittentes, quod in premissis nichil juris decetero reclamabunt, et quod dictam ecclesiam super eis per se vel per alium decetero nullatenus molestabunt; concedentes quod nos de ipsis justiciam faceremus, si contra premissa eos in aliquo contingeret attemptare.

Datum anno Domini M°. CC°. XXX°. sexto, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 65; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 155.

[1] Il est à peu près impossible aujourd'hui de se servir de cet original.

436.

Le doyen de Grammont récapitule tous les divers achats de dîmes, faits depuis 1230 par l'abbaye de Saint-Martin à Lierde-Saint-Martin.

Mai 1237.

Universis Christi fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit, Walterus, decanus christianitatis de Geraldimonte, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra me mandatum venerabilis patris mei G[odefridi], Dei gratia Cameracensis episcopi, recepisse in hec verba : « G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, etc. » (*Suit le texte de la charte de 1231, publiée sous le n° 366*).

Hujus igitur auctoritate mandati, in dicto negocio processi in hunc modum. In primis litteras bone memorie venerabilis viri Theoderici, quondam abbatis Sancti Petri in Gandavo, inspexi sub hac forma : « Theodericus, Dei permissione abbas, etc. » (*Suit le texte de la charte de novembre 1230, publiée sous le n° 362*).

Preterea, cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis a presbitero et parrochianis de Lierda, etc. (*Suit le texte de la charte du 24 novembre 1230, publiée sous le n° 363*).

Preterea, cum Arnulphus, miles de Monte, tria bonaria et dimidium, etc. (*Suit le texte de la charte de mars 1234, publiée sous le n° 387*).

Preterea, Henekinus de Fonte, de Lierda Sancti Martini, in presentia mea, etc. (*Suit le texte de la charte de mai 1234, publiée sous le n° 392*).

Litteras quoque domini Johannis de Heripont, militis, et Ide, uxoris sue, inspexi, sub hac forma : « Universis presens scriptum, etc. » (*Suit le texte de la charte du 3 mai 1234, publiée sous le n° 393*).

Preterea, cum Ivanus de Welewe, pie memorie, decimam octo bonariorum, etc. (*Suit le texte de la charte du 15 janvier 1236, publiée sous le n° 423*).

Preterea, Colinus del Warde et Arnulphus del Woede, ecclesie Beati Martini Tornacensis, etc. (*Suit le texte de la charte du 21 janvier 1236, publiée sous le n° 424*).

Preterea, Hugo de Molendino, Guido. Johannes et Walterus, fratres, etc. (*Suit le texte de la charte de mai 1236, publiée sous le n° 431*).

Preterea, cum ecclesia Beati Adriani Geraldimontensis in parrochia de Lierda. etc. (*Suit le texte de la charte de décembre 1236, publiée sous le n° 433*).

Preterea, emit ecclesia Sancti Martini Tornacensis ab ecclesia Sancti Adriani in Geraldimonte decimam xxv bonariorum terre, videlicet in parrochia de Lierda Sancti Martini xv, et decem apud Flobercam, pro xxv lib. Flandrensium. Item a capellano Beate Katerine de Geraldimonte decimam vii jornariorum terre pro xxx[a] et sex sol. Flandrensium. Item ab Egidio de Lierda decimam xi bonariorum terre et dimidii jornarii pro xi lb. et v sol.. Item a Radulfo, milite, decimam octo bonariorum terre et unum jornarium et dimidium pro octo libris. Preterea, ab Arnulpho, milite de Bruech, decimam quatuordecim bonariorum terre pro xiii libris et sex sol.. A Nicholao de le Warde, decimam v bonariorum et dimidium pro centum et decem sol.. Item a Margareta, sorore ejus, decimam v bonariorum terre pro centum et decem sol.. Item a Gertrude del Borch et filiis ejus, decimam duorum bonariorum et dimidium pro xl et v sol.. Item a Willelmo de Hodenove, decimam quatuor bonariorum, uno jornario minus, pro quatuor lb. quinque s. minus. A Godefrido Bateriel, decimam sex jornariorum pro xx et vii solidis. Item a Waltero de Arbeke, decimam unius jornarii pro tribus solidis et dimidium. A Waltero de Morcimbrouc, decimam unius jornarii, pro quatuor sol. et dimidium. Ab Arnulpho Moriel de Geraldimonte, decimam vi bonariorum pro vi lb.. A domino Girardo de Wasberge, milite, decimam ix jornariorum terre in parrochia de Lierda Sancti Martini, pro xlv sol. Flamingorum.

Omnium igitur istorum partibus olim a me, prout tempus exegerat, successive sigillatis, in presenti pagina, compendii causa, in unum collectis, ut omnia prenotata majoris securitatis robur optineant, ad instantiam viri venerabilis A[mandi], abbatis Sancti Martini Tornacensis, et ejusdem loci conventus, presens scriptum sigilli mei appensione roboravi.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VII°, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 149; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 191.

437.

L'évêque de Cambrai ratifie les divers achats de dîmes à Lierde-Saint-Martin, faits depuis l'an 1230 par l'abbaye de Saint-Martin.

Lundi 1er juin 1237.

G[odefridus], Dei gratia Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis eternam in Domino salutem.

Universitati vestre significamus, quod nos decimas quas ecclesia Beati Martini Tornacensis in personatu suo de Lierde, sita in episcopatu nostro, de manibus laicorum acquisivit, jus suum redimendo, quas W[alterus], decanus Geraldimontensis, nomine nostro, de speciali mandato nostro, a clericis et laicis ad opus dicte ecclesie recepit in manu sua resignatas, sicut in litteris testimonialibus dicti decani hiis litteris appensis plenius continetur, dicte Beati Martini ecclesie benigne perpetuo in pace tenendas concedimus, et illas sibi testimonio presentium pontificali auctoritate confirmamus.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VII°, feria secunda post Ascensionem Domini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 153; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 198.

438.

Le seigneur de Sorel déclare que les frères Gautier et André, leur sœur Emechin, et leur beau-frère Godefroid, ont renoncé moyennant finance, au profit du prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, au setier et demi de vin qu'ils prétendaient prendre sur la vigne de ce prieuré nommée Bertuinval. En qualité de seigneur desdits Gautier, André, Emechin et Godefroid, le seigneur de Sorel garantit cette renonciation.

Saint-Amand lez-Thourotte, juin 1237.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VII°, mense junio, in ecclesia Sancti

Amandi, coram bonis viris, videlicet : domino Petro de Ressons, milite, domno Johanne, priore, et monachis ipsius loci, et multis aliis bonis viris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 255 [1].

439.

L'official de Tournai déclare que Simon Barat a donné à l'abbaye de Saint-Martin une rente et un cens annuels, assis sur les huit jardins aux Argilliers que tenaient de lui Jean Busenau et Jean Buchau.

Mercredi 16 septembre 1237.

Officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino

Universitati vestre notum fieri volumus, quod Simon dictus Baras, in nostra presentia constitutus, ob remedium anime sue, in puram elemosinam contulit ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad opus elemosine et pauperum, viginti quatuor solidos Flandrensium annui redditus, et octo denarios ejusdem monete annui census, siti, ut dicebatur, super octo ortos jacentes apud les Argilliers Tornac[enses]; quorum ortorum Johannes Busenaus quatuor hereditarie dicitur possidere, Johannes vero Buchaus, reliquos quatuor; et quilibet eorum pro duodecim solidis monete predicte persolvendis mediatim in Natali Domini et in festo Nativitatis sancti Johannis Baptiste, et IIIIor denarios annui census ejusdem monete persolvendis in festo beati Remigii annuatim; quos ortos dicti Johannes et Johannes, in nostra presentia constituti, se possidere recognoverunt a predicto Simone dicto Barat, sub censu et redditu memoratis. In cujus rei testimonium et firmitatem, ad preces dicti Simonis, litteras presentes

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 219.

ecclesie contulimus antedicte, sigilli sedis Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. septimo, mense septembri, feria quarta post Exaltationem sancte Crucis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 55.

440.

Le doyen de Grammont déclare que Henricus de Lyelar, Egidius de Lyuchau et Arnulphus de Weeda, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin les dîmes qu'ils possédaient à Lierde-Saint-Martin.

Octobre 1237.

Universis Christi fidelibus tam posteris quam presentibus ad quorum noticiam presens scriptum pervenerit, W[alterus], decanus Geraldimontensis, in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus presentis scripti testimonio, quod Henricus de Lyelar, coram nobis tanquam ordinario loci, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis duas garbas decime de duodecim bonariis terre sue et allodii, site in parrochia de Lierda Beati Martini, cum omni jure quo ipse H[enricus] dictam decimam possedit et habuit usque in diem hodiernam, et recognovit idem H[enricus] quod de quolibet denario illius decime. ab ipsa ecclesia Beati Martini Tornacensis viginti sol. alborum habuit nomine venditionis et recepit; et obligavit se ad hoc coram nobis idem H[enricus], fide et juramento interpositis, quod decetero dictam decimam non reclamabit, per se neque per personam interpositam; immo eidem ecclesie bene et legitime contra quoscumque guarandiet eandem, et eandem manumisit; et renuntiavit ad presens et in posterum eidem decime cum omni jure, ad opus ipsius ecclesie Beati Martini Tornacensis, con-

ferens eandem ipsi ecclesie perpetuo jure libere et absolute possidendam. Et eidem decime renuntiavit mera voluntate domina Aelydis, que fuit uxor domini Sygeri de Lyclar, qui fuit frater ipsius Henrici, et fidem interposuit cum juramento, quod decetero jus suum quod in eadem sibi competebat non reclamabit, et quod ipsam ecclesiam super illo non inquietabit. Et quoniam eidem decime, sicut dictum est, renuntiavit, habuit et recepit ipsa A[elydis] a jamdicta ecclesia, de sex bonariis illius decime, videlicet de unoquoque sex sol. alborum.

Et sub hac forma vendidit dominus Egidius de Lyuchau, miles, ipsi ecclesie duas garbas decime de sex jornariis terre sue et allodii, site in parrochia supradicta, mediantibus triginta sol. alborum quos ipsa ecclesia eidem militi persolvit, et hoc dicta Aelide, uxore sua, laudante cum fidei interpositione de non reclamando

Ad hec Arnulphus de Weeda dicte ecclesie decimam unius dimidii bonarii terre sue et allodii, site in jamdicta parrochia de Lierda vendidit modo consimili, mediantibus decem sol. alborum ad plenum sibi persolutis. Astiterunt autem, cum hec facta fuerunt, in testimonium vocati, viri religiosi et fidedigni fratres, Daniel, prior Ninivensis, frater Agenor, monachus Montis Sancti Martini, Henricus, presbiter de Lirda Beati Martini, viri nobiles, dominus Arnulphus de Gavre, dominus Walterus de Cortraco, Raimondus de Elst, et Gisselinus, filius ejus, milites, et multi alii. In cujus rei testimonium et munimen, presens scriptum exhibuimus dicte ecclesie appensione sigilli nostri roboratum.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. septimo, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 171; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 184.

441.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Marie, femme de Gilles de Dors, a ratifié l'échange de onze bonniers de terre près du bois de Grandmetz, fait par son mari, contre onze bonniers de bois, terre et pré à Hacquegnies, appartenant à l'abbaye de Saint-Martin.

Mercredi 7 octobre 1237.

Universis presentes litteras inspecturis, Th[omas], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in vero salutari.

Noverit universitas vestra, quod Maria, uxor Egidii de Dors, in presentia nostra constituta, laudavit et approbavit commutationem undecim bonariorum terre, paulo plus vel minus, jacentis apud Kokeriaulmont, prope nemus de Geralmes, quam Egidius, predictus maritus ejusdem Marie, ecclesie Beati Martini Tornacensis commutavit pro aliis undecim bonariis nemoris, terre et prati, jacentium per plures pecias in parrochia de Hakegnies, quas dicta ecclesia ibidem possidebat. Renuntiavit etiam ipsa Maria, spontanea et non coacta, dotalicio quod habebat in terra predicta de Kokerialmont. recognoscens se ob hoc alibi sufficienter esse dotatam, videlicet super undecim bonariis terre et dimidium que idem Egidius apud Hagegnies possidebat. Promisit itaque dicta Maria quod in dicta terra de Kokeriaulmont decetero nichil juris reclamabit, et quod dictam ecclesiam Sancti Martini super hoc, causa dotalicii vel alia, nullatenus molestabit; concedens se a nobis excommunicationis vinculo innodari, si in aliquo premissorum ipsam contingeret contraire. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem predicte Marie contulimus ecclesie memorate, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo septimo, feria quarta post festum beati Remigii.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 131.

442.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que la veuve Élisabeth Rahier et ses enfants ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin un demi-bonnier de terre à Rumillies.

Dimanche 18 octobre 1237.

Universis presentes litteras inspecturis, Th[omas], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in vero salutari.

Universitati vestre notum facimus, quod Elizabeth. relicta Rahier, et ejus liberi, in jure coram nobis constituti, werpiverunt ecclesie Beati Martini Tornacensis, dimidium bonarium terre arabilis, paulo plus vel minus, site in territorio de Rumegnies, ad locum qui dicitur Gonnerssars, recognoscentes se bene et legittime dictam terram vendidisse ecclesie memorate; et promiserunt fide et juramento mediantibus, quod nichil in dicta terra decetero reclamabunt, nec dictam ecclesiam super eadem terra, per se vel per alium, molestabunt. Quod si secus in aliquo attemptarent, concesserunt se a nobis et a nostro successore excommunicationis vinculo innodari.

Actum in die beati Luce, anno Domini M°. CC°. tricesimo septimo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 15.

443.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Walterus de Rumillies, et sa femme Isabelle, ont donné à l'abbaye de Saint-Martin un bonnier de terre à Rumillies.

Novembre 1237.

Universis presentes litteras visuris, Th[omas], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Walterus de Rumignies, et Ysabella, uxor ejus, in nostra constituti presentia, tum pro restitutione facienda ecclesie Beati Martini Tornacensis, si quid de bonis ipsius ecclesie acceperant que longo tempore in territorio de Rugmignies custodierant, tum pro remedio animarum suarum, ipsi ecclesie contulerunt unum bonarium terre arabilis, jacens in eodem territorio, in duabus peciis, quarum una jacet ad locum qui dicitur Ruels, altera juxta triescum de Nieuregies, quam terram in manu prepositi ipsius ecclesie werpiverunt et effestuccaverunt, sicut moris est patrie, ad opus ecclesie memorate; promittentes, fide et juramento mediantibus, quod nichil in dicta terra decetero reclamarent. Quod si in aliquo contra dictam fidem venirent, concesserunt se a nobis et a nostro successore excommunicari.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo septimo, mense novembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur simple queue de parchemin.

444.

Evrard de Condé, châtelain de Leuze, approuve au nom de Watier d'Avesnes, son seigneur, l'échange de onze bonniers de terre à Grandmetz, fait par Gilles de Dors, contre onze bonniers de bois, terre et pré, appartenant à l'abbaye de Saint-Martin à Hacquegnies et Herquegies.

Novembre 1237.

Jou Evrars de Condet, castelains de Leuse, fac asavoir à tous ciaus ki cest escrit veront et oront, que il avint en fin de parole et en droit de plait, devant les homes monsegnor Watier, segnor d'Avenes, Jehan Reinier, cevalier, Evrart de le Vigne, Teri de Buillemont, Jehan son frère, Grigore et Jakemon de Maude, Gérat Moulle, Huon des Ausnes, Nicholes de Caisne, et les sierjans del segnor sovent nommé, Estievenon, le maieur de Leuse,

Jehan Rossiel de Breuse, et devant dant Raoul, le provost, et dant Libert, monies de Saint Martin de Tornai, ki por leur glise noméement i estoient envoié par les letres de l'abbet et del convent. et par l'otroi de le glise Saint Martin, que Gilles de Dors et Maroie, se feme, cangièrent à le glise de Saint Martin de Tornai de XI boniers de tiere qu'il avoient à Cokerialmont, après le bos de Grantmès, à altres XI boniers de tiere par pièces, en bos, en prés, en tiere ahanible et en rentes que cele glise adont tenoit en le parroce de Hakegnies et de Herkezies. Et jou loai l'escange de par mon segneur, et de par le dit des homes devant nommés, et aïretai les parties de lor escanges, maiement par l'otroi de le glise Saint Gillain ki clamoit les XI boniers premiers nommés ausi comme fiés. Et dist que bien en avoit sen voloir sor autre tiere dont Gilles devant dis li avoit fait homage et mis d'aluet à fief, et par le dit des homes de celi glise, Baudri Ridet, Baudri Pance, Alart le Maior de Hornut, Colart Colekin, Jakemon Buckart, Gossuin Briket, et Estievenon de le Piere. Et li feme Gilion loa l'escange, et jura et fiança que jamais apriès ne clameroit, ne les glises devant dites n'en destorberoit por doaire ne por assenement ne por vevée, et coneut et jura que bien i estoit se voloirs, et que Gilles l'en avoit fait escange sor autre tiere qu'il tenoit de le glise Saint Gillain, et cele glise avoit loé qu'ele en fust doée devant ses homes : Alart de Strepi, Jehan de Flegnies, son frère, Alart de Hiong, et Lambiert de Hornut. Et de çou a ille livré à le glise Saint Martin letres del doien de Saint Brisse de se crestienté. Et si conut Giles devant nommés ke mais n'avoit ne justice ne autre droit sor chose ke Sains Martins eust à Dors. Et jo à le requeste des parties ai doné à aus ceste cyrographe partit en deus, por ço ke calenge n'en fust apriés, et confremée de mon saiel, l'an de l'incarnation Jhésu Crist M. CC. XXXVII, el mois de novembre.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original en forme de charte-partie, scellé en cire brune sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 132.

445.

L'évêque de Tournai déclare que l'abbaye de Saint-Martin et le seigneur Mahiu d'Ere ont décidé de confier à des arbitres le soin de terminer le différend qui avait surgi entre eux, à l'occasion du moulin que ledit seigneur possède à Ere, sur le Ries.

Janvier 1238.

Jou Watiers, par le gratie de Dieu vesques de Tornai, fach savoir à tous cials ki verunt ces letres, ke il avoit descort entre segneur Mahiu d'Ere, cevalier, et le glise Saint Martin de Tornai, de chou ke sire Mahius disoit et se desplaingnoit que ses muelins d'Ere, ki siet sur Ries, noieve pluseurs fies, par l'okison de chou ke li glise Saint Martin avoit hauchiet le ventaille u le siège del ventaile à Ries, ki siet desous le muelin segneur Mahiu devantdit, u par chou ke li glise destraingnoit trop sen aive; et disoit sire Mahius que par ces choses ki sunt dites avoit grant damage à se muelin, et encontre chou disoit li glise ke le ventaile ne le siège del ventaile n'avoit mie hauciet, et ensi com il ert ore l'avoit lonc tans tenu et maniié en pais, et que se li muelins segneur Mahiu noiieve, ne creoit mie que ce fust par le coupe de le glise, mais par chou ke sire Mahius ne nioit mie le siue partie del riu desous sen muelin ensement com il deuist. u par chou que il avoit sen muelin abaissiet u se ruee engrangié. Tant à le pardefin ke li glise, d'une part, et sire Mahius, et sire Gilles, ses fius, d'autre, de ceste queriele fisent compromission en preudommes, en seingneur Sohier, canoine de Tornai, ki fu osteliers, en segneur Watier de Holaing, cevalier, et en segneur Henri Aletake, bourgois de Tornai, sur painne de cent lib. de blans, que li partie ki n'auroit mie tenu l'arbitre u l'atirement de cials, doit rendre à le partie ki chou tenroit, et en tel forme que li arbitre doivent enquerre diligentement le vérité de ceste chose à ciaus ki mainnent et ki ont mès entour, et as monsniers, et as machons, et as carpentiers ki ont ovré al ventaile et as muelins, et tous çaus que il vorront et qu'il porunt

entendre meillor vérité de cest afaire; et doivent lor arbitre terminer dedens l'enclose Pasque, et se poront tout dis li doi des arbitres aler avant en le queriele, se li tiers n'i est. Et jà soit ce chose que li une des parties ne soit mie présens, et si ont les parties promis sur le painne devant dite qu'eles tenront chou ke li arbitre u li doi d'iaus diront u ordeneront de cest à faire, u par composition u par jugement, sauves toutes les bousnes ki mises sont et les concordes et les chierkemanages, ki ont esté faites devant ceste compromission.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhésu Crist M. et CC. et XXX. et VII, el mois de jenvier.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 69.

446.

Le chapitre général des abbés de l'ordre de Prémontré déclare faire échange de prières avec l'abbaye de Saint-Martin.

Prémontré, 1238.

Abbates gerentes vices W[illelmi], abbatis Premonstracensis, et ejusdem ordinis abbatum capitulum generale, venerabili viro Radulpho, Dei gratia abbati Sancti Martini Tornacensis, et ejusdem loci conventui salutem et orationes in Domino salutares.

Ex pie devotionis affectu quam erga ordinem nostrum vos habere cognovimus. vicissitudinem quam possumus referentes, plenam participationem spiritualium beneficiorum vobis concedimus. que decetero in ordine nostro fient; hoc adicientes ut cum obitus vestri nostro innotuerit capitulo generali, sub testimonio presentium litterarum, tantum fiet pro vobis quantum pro uno de nostris fieri consuevit in missis, orationibus et psalmis.

Datum Premonstrati, in capitulo generali, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo octavo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Manuscrit portant le n° 35 parmi ceux provenant de Cheltenham, p. 345, copie du XIVe siècle.

447.

Sohier, chanoine de Tournai, le chevalier Watier d'Hollain, et Henri Aletake, bourgeois de Tournai, arbitres désignés pour terminer le différend survenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le seigneur d'Ere, à l'occasion du moulin que ce dernier possède à Ere, sur le Ries, rendent leur sentence dans cette affaire.

Avril 1238.

A tous chiaus ki verront ces lettres u orunt, sires Sohiers, canonnies de Tornai, qui fu hosteliers, et sires Watiers de Holaing, cevaliers, et sires Henris Aletake, borjois de Tornai, salus en Deu nostre Sengnor.

Nos faisommes savoir à vos tous, que li glise Saint Martin de Tornai, d'une part, et sires Mahius de Ere, et sires Giles, ses fius, d'autre, fisent compromission en nos en le présense no père spirituel le vesque Watier de Tornai, d'un descort ki estoit entre iaus, et fu li compromisions saielée del saiel l'ofissial de Tornai, de lequele compromission li teneurs fu tele mot à mot :

« Jou Watiers, par le grasse de Deu vesques de Tornai » etc. (*Suit le texte de la charte de janvier 1238, publiée sous le n° 445*).

Et nos adonkes quant nos euimes cel arbitre reciut en nos, enquesimes selong le forme del arbitre diligentement le vérité de ceste queriele, as parties, et as machons, et as carpentiers, et à autres gens cerkemanans, et à tous chiaus que li une partie et li autre vorrent conduire en tiesmongnage de cest afaire, et regardammes le ventaile Saint Martin diligentement, et au vit et à plain, et le riu et le muelin monsengnor Mahiu, et se ruef et sen aivuière, et tout chou ki fist à reguarder ; et apriés traitammes à un jor des parties concorder par composition Et quant ce fu fait, nos assesimes jor as parties en le pièce de tiere à Ries por oïr no dit ; et desimes à cel jor tout troi, et en le présense d'ammedeus les parties en no dit, que

li ventailes Saint Martin demouroit à tous jors mais permenavlement en ce point ke il estoit devant, et en fesimes prendre escantillon en un baston fendu à manière de taile, dont li glise enporta une partie, et mesires Mahius l'autre; et commandammes selong cele mesure à faire clauvières, et à le glise Saint Martin et al muelin Saint Martin là aluec, et à le maison monsengnor Mahiu à Ere. Et por cho que se il avenoit par aventure que on perdist ces mesures et ces clauvires, que on seuvist tous jors mais quels li ventailes Saint Martin doit estre. Li ventailes eut adonkes, et doit avoir à tous jors mais, de hautece deus haunes Tornisiennes troie doie mains, tout sans le suel encor ki desous est. Et por chou que mesires Mahius fust d'or en avant boens amis et boens visins à le glise, nos fesimes par composition en no dit que li glise donna à monsengnor Mahiu xx lib. de blans, I d. mains, por aiuve à haucier sen muelin se il haucier le voloit; et ensi remaint li ventailes Saint Martin et le rius à tous jors ausi com il ert devant. Et ce dit loèrent et aprovèrent les parties ambesdeus, et ensi est boenne pais entr'iaus de ceste queriele à tous jors permenavlement. Et por chou que ceste chose soit ferme, et qu'ele ne soit mise en oubliance par allonge de tans, nos fesimes faire ces lettres et saieler de nos saiaus. Et por chou que jou, Henris Aletake, n'avoi mie saiel propre, jou enpruntai le saiel l'ofissial de Tornai, et fis mettre à ces lettres.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhésu Crist M. CC. XXX VIII, el mois d'avril.

Mons, Arch. de l'Etat, Fonds de Saint-Martin, carton 25; original scellé sur double queue de parchemin, de trois sceaux en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 159; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 45; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 315, copie de 1685.

448.

L'official de Noyon déclare qu'une convention, dont il relate les termes, est intervenue entre les prieurs de Saint-Amand lez-Thourotte et de Saint-Léger-au-Bois, d'une part, et le damoiseau Wiard de Tracy, de l'autre, pour régler l'usage du vivier que Wiard possédait à Tracy, au-dessus du moulin qui appartenait aux prieurés de Saint-Amand et de Saint-Léger.

Avril 1238.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. octavo, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 78; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 248 [1].

449.

Accord entre l'abbaye de Saint-Martin et le propriétaire de la maison appartenant autrefois à Marie Estampe, au sujet de la gouttière à établir à frais communs entre cette maison et celle que l'abbaye possédait dans la rue Saint-Martin, à Tournai.

Avril 1238.

Ço sacent cil ki or vivent et ki après venront, ki ces lettres veront et oront, que li glise Saint Martin de Tornai doit mettre à tous jors le moitiet au despens del noe et de le goutierè ki est entre se maison et le maison ki fu Marien Estampe, en le rue Saint Martin, por tiere ki fu donée à se mai-

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 221.

son eslargir, et li maisons devant dite ki fu Marien Estampe l'autre moitiet. Et por çou que ce soit tenu fermement, fu cis escris fais et saielès del seel de le glise Saint Martin, fais à le manière de cyrografie, dunt li glise a une partie, et li ireticrs de le maison devantditte ki fu Marien Estampe l'autre partie.

Ço fu fait l'an de l'incarnation M. CC. XXXVIII, el mois d'avril.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 68; original en forme de chirographe, jadis scellé sur double queue de parchemin.

450.

Le doyen de Grammont déclare que Thierry d'Orcq a vendu à l'abbaye de Saint-Martin tous les droits qu'il possédait à Flobecq.

Lundi 12 avril 1238.

Universis Christi fidelibus ad quorum noticiam presens scriptum pervenerit, W[alterus], decanus de Geraldimont, salutem in salutis auctore.

Universitati vestre notum facimus, quod Theodericus de Orke vendidit ecclesie Sancti Martini Tornacensis omne jus suum quod ipse Theodericus habuit in septem bonariis terre site in parrochia de Florberch, et etiam omne jus quod ipse Theodericus habuit apud Florberch in redditibus duorum caponum, duorum parvorum sistariorum avene, et octo denariorum alborum, cum omni dominio basso et alto; et in hiis omnibus habuit idem Theodericus quartam partem; et hec erant de franco allodio ipsius Theoderici. Et ipsa ecclesia emit et acquisivit contra dictum Theodericum dictam quartam partem, sicut premissum est, bene et legitime, mediantibus triginta solidis alborum ipsi Theoderico jam persolutis ad plenum. Et ipse Theodericus ad opus jam dicte ecclesie omne jus suum sic venditum manumisit, et in nostra manu reportavit, omni reclamatione remota ad presens et in posterum. Quo facto, dictam ecclesiam dicto jure sic acquisito investivimus, et ipsum jus, sicut predictum est, eidem ecclesie

contulimus perpetuo possidendum; de quibus firmiter ipsi ecclesie observandis, Gossuinus, frater noster, pro dicto Theoderico, et Arnulphus de Froitmaingeiul se plegios constituerunt et obligarunt. Et idem Theodericus super guarandisia prestanda ipsi ecclesie super omni jure premisso, nunc et in posterum posuit in manu dictorum plegiorum omnia bona sua mobilia et immobilia, que eodem tempore possedit et habuit in parrochia de Eversbecca. Astiterunt autem, cum hec omnia facta fuerunt, viri nobiles dominus Philippus de Bonlario, dominus Gossuinus de Scendelbecha, et dominus Gerardus de Halluin, milites, et multi alii super hiis in testimonium vocati. In cujus rei testimonium presens scriptum contulimus, ad petitionem ipsius Theoderici, jamdicte ecclesie, munimine nostri sigilli roboratum.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. octavo, mense aprili, in crastino Quasimodo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 51; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 165.

451.

Le doyen de Roulers constate que Jean de Alneto et Daniel de le Couture ont engagé pour neuf ans, à l'abbaye de Saint-Martin, les dîmes qu'ils possédaient en la paroisse d'Iseghem.

Courtrai, lundi 19 avril 1238.

[Universis prese]ntes litteras inspecturis,... decanus Rosliariensis, salutem in eo qui est salus omnium.

Noverit universitas vestra, quod Johannes de [Alneto], in nostra presentia constitutus, coram hominibus virorum nobilium Balduini, domini de Ysenghein, et domini Sigeri de Mouscre, [militum], paribus ipsius Johannis, videlicet domino Waltero de Mouscre, milite, Sigero de Mouscre, consanguineo ejus, Willelmo Scoriart, Arnulfo de le [Buskier]e, Egidio de

le Hunpline, Henrico del Rues, Balduino de le Haie, Waltero Spise, Sichero de Ponte, Willelmo Crampe, Roberto de Bissenghem (?), Nicholao de Quaile, Lamberto de Pratis, Henrico de le Beke (?), totam decimam quam in parrochia de Ysenghien a predictis Balduino et Sigero tenebat in feodum, necnon et quamdam portiunculam ejusdem decime quam in eadem parrochia, ab illustri domina comitissa Flandrensi J[ohanna] in feodum tenebat, que portiuncula annuatim circiter xxx^{a} sol. Flandrensis monete valebat, ecclesie Beati Martini Tornacensis, in cujus personatu tota predicta decima sita est, usque ad novem annos, pro centum et tribus libris Flandrensium, de assensu et voluntate dictorum Balduini et Sigeri, titulo pignoris obligavit, tali interposita conditione, quod dicta decima infra predictos novem annos a nullo poterit redimi. Elapsis autem [novem] annis, dicta ecclesia nichilominus ipsam decimam possidebit quousque eidem restituta fuerit totaliter summa pecunie memorata. Et tunc prefato Johanni vel ejus successori ipsam decimam redimere licebit de anno in annum, infra festum beati Remigii et Purificationem beate Virginis, sed non tempore alio; fructibus tamen interim vel post ab ipsa ecclesia perceptis, in sortem non computandis.

Preterea Danihel de le Couture, coram nobis et in presentia Johannis de Alneto supradicti, totam partem suam decime quam in parrochia habebat antedicta, de assensu et voluntate supradicti Johannis a quo ipsam decimam tenebat in feodum, predicte Sancti Martini ecclesie, coram hominibus antedictis, usque ad prefinitum terminum, pro viginti et septem libris monete supradicte, sub priori omnino conditione, loco similiter pignoris, obligavit.

Hiis contractibus benignum prebuerunt assensum Clementia, uxor Johannis sepedicti, et Clementia, similiter uxor prefati Danihelis, spontanee, non coacte. Et promiserunt coram predictis hominibus, paribus suis, fide et juramento mediantibus, tam dicti Johannes et Danihel quam eorum uxores antedicte, se conventiones istas legittime et fideliter servaturos, et quod nunquam querent artem vel ingenium per se vel per alios unde ipsa ecclesia super hiis conventionibus in aliquo molestetur. Predicti vero Balduinus et Sigerus, ad instantiam et preces dictorum Johannis et Danihelis, adversus dictam ecclesiam plegios et hostagios se constituerunt, quod ipsi totam decimam supradictam, tam eam que a domina comitissa

tenetur, quam illam que a dictis Balduino et Sigero vel Johanne tenetur sepedictis, contra omnes qui occasione conventionum istarum ipsam ecclesiam in aliquo dampnificare vel molestare presumerent, tenentur eidem ecclesie garandire. Nos autem obligationi huic, ex speciali mandato domini Tornacensis episcopi, et loco ipsius, interfuimus. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras, ad preces dictorum Johannis et Danihelis, ecclesie contulimus memorate, quas sigilli nostri appensione fecimus roborari.

Actum Curtraci, in templo Beati Martini, anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo octavo, mense aprili, feria secunda post Misericordia Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

452.

Baudouin, seigneur d'Iseghem, et Siger de Mouscre, chevaliers, approuvent l'acte par lequel Jean de Alneto et Daniel de le Couture ont engagé pour neuf ans, à l'abbaye de Saint-Martin, les dîmes qu'ils possédaient à Iseghem.

Courtrai, lundi 19 avril 1238.

Actum Curtraci, in templo Beati Martini, anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo octavo, mense aprili, feria secunda post Misericordia Domini [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin.

[1] Cette charte ne fait que répéter, à peu près dans les mêmes termes, la précédente. On a donc jugé d'autant moins utile de la reproduire, qu'elle n'est connue que par l'original, lequel est en très mauvais état.

453.

L'official de Tournai déclare que le chevalier Hues de Lis a renoncé à réclamer de l'abbaye de Saint-Martin deux bonniers et demie, qu'il prétendait lui appartenir dans le bois de l'abbaye à Rumillies.

Juillet 1238.

Jou officiaus de Tornai fach savoir à tous ciaus ki ces lettres verront et orunt, que mesires Hues de Lis, cevaliers, reconent devant nos, que li glise Saint Martin de Tornai avoit acatet XLII boniers de bos, pau plus u pau mains, bien et loialment à monsegnor Gérart de Saint Amant, à segnor Jehan de Wasnes, à segnor Segart le Gris, cevaliers, et à dame Marien de Tuns, ki oirs en estoient. Et en toutes ces parties de cest bosc, mesires Hues de Lis il reclamoit II boniers et demi de bos, pou plus u pou mains; et mesires Hues et Bernars, ses frères, en traisent le glise Saint Martin en plait devant les eskevins de Saint Brisse en qui poesté li bos estoit. Et li glise si eswarda ses jors, et mesires Hues ne ne viunt ne envoia por tant comme il deuist, et li eskevin disent plainnement que li glise maniast le bos ensi comme le sien. Et por çou que li glise Saint Martin fust d'or en avant en bone pais à tos jors, mesires Hues done à le glise por Deu en ausmone, et por ses ancisseurs, et cleint quitte se il avoit nule cose ne pooit avoir el bos devantdit. Et se jura et fiança ke il et si oir seront à le glise d'or en avant warant et aidant envers tous homes, et ne querront art ne engien par quoi li glise soit par iaus ne par autrui grevée en avant. Et se nus le querroit, il seroient à le glise aidant et consillant à bone foit, sains le leur donant. Et se promettent que se il trespassoient leur sairement, ke il seroient tenu envers le glise Saint Martin de XL lib. de Paresis, à rendre à le glise deuens le quinsaine k'il seroient amonesté, si ne l'amendoient. Et quant li eskevin de Saint Brisse il vauront i estre, et li abbes de Saint Martin semonsra monsegnor Huun, deuens le tier jor k'il sera semons, il sera aparilliés de werpir le bos, et de faire chou ke devant est dit. Et sour çou done il wages de XL lib. de Paresis sour cant ke il a, se il le trespassoit; et se il ne tenoit fermement toutes ces choses ki sunt devant

dites, il loe et si otrie que jou face de lui justisce de sainte glise. Et por çou que ceste cose soit fermement tenue à tos jors, jou fis par le requeste monsegnor Huun devantdit ces lettres saieler del saiel le court de Tornai.

Çou fu fait l'an de l'incarnation Jhésu Crist M. CC. XXXVIII, el mois fenerelic.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 15.

454.

L'official de Tournai constate la vente par l'abbaye du Sart-Notre-Dame lez-Tournai, à l'abbaye de Saint-Martin, d'une rente annuelle de cent quatre sous de Flandre, assise sur une maison de la Place à Tournai.

Tournai, lundi 12 juillet 1238.

Magister P... de Quercu, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod abbatissa et conventus de Sarto Beate Marie juxta Tornacum, Cameracensis dyocesis, vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis centum et quatuor solidos Flandrensium annui redditus pro octoginta et x libris Flandrensium, super quandam domum in Foro Civitatis Tornacensis, contiguam domui Aloudi dicti le Justice, accipiendos. Abbatissa autem in nostra presentia constituta, et conventus in presentia Johannis dicti Joveniel, clerici nostri, ad hoc a nobis specialiter destinati, predictam venditionem approbaverunt. Abbatissa etiam predictum redditum pro se et conventu in manu nostra resignavit ad opus ecclesie prenotate. Nos autem predictum redditum ecclesie Beati Martini sepedicte, per manum Egidii, ejusdem ecclesie monachi, tradidimus in perpetuum possidendum. In cujus rei testimonium et firmitatem, ad instantiam utriusque ecclesie, presentes litteras sigillo curie Tornacensis duximus roborandas.

Datum Tornaci, feria IIa ante Divisionem apostolorum, anno Domini M°. CC°. XXX°. VIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 63.

455.

Le prévôt, le doyen et tout le chapitre de Renaix renoncent en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, et moyennant payement par elle de vingt-cinq livres Parisis, au cens que cette abbaye devait payer chaque année au chapitre de Renaix, à l'occasion d'une terre à Brantegnies.

Mercredi 28 juillet 1238.

Universis presentes litteras inspecturis, E[vrardus], prepositus, G..., decanus, totumque Rothnacensis ecclesie capitulum, salutem in Domino.

Universitati vestre volumus esse notum quod nos, de communi consensu omnium nostrum, vendidimus bene et legittime ecclesie Beati Martini Tornacensis viginti solidos annui census monete comparabilis ejusdem vicinie, in quibus nobis tenebatur annuatim in festo beati Remigii, ratione cujusdam terre site apud Brantegnies, cum redditibus, justiciis, aqua et dominio eidem terre spectantibus, pro viginti et quinque libris Parisiensium, de quibus nobis legittima solutione ex parte ipsius ecclesie satisfactum est. Insuper jus omne quod habebamus vel habere poteramus, tam in viginti dictis solidis annui census quam in terra, redditibus, justicia, aqua et dominio memoratis, transtulimus in eandem ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, ab ipsa ecclesia perpetuo libere possidendum. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras sepedicte Beati Martini Tornacensis ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine confirmatas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo octavo, mense julio, feria quarta post festum beati Cristofori.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 13; original jadis scellé sur lacs de soie rouge. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 143; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 166.

456.

Carta domini Balduini de Ysenghem, de impignoratione decime xv bonariorum, et straminis et palee decime nostre de Emerghem [1].

Septembre 1238.

Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo octavo, mense septembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin.

457.

L'official de Noyon constate la vente faite au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte par Pierre le Gai de Cambronne, d'une terre et d'un bois sis à Cambronne, près du bois Plichon.

Octobre 1238.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VIII°, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 281 [2].

[1] Cette analyse, d'une main du XVI[e] siècle, se voit au verso de l'original, qui aujourd'hui est complètement gâté.

[2] Cette charte est publiée dans Goadière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 222.

458.

Le chevalier Jean d'Esplechin approuve l'acensement fait à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Thierry de Pecq, des six bonniers de terre qu'il tenait de lui en fief, à Esplechin.

Octobre 1238.

Ego Johannes de Esplecin, miles, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Theodericus de Pesc, miles, homo meus feodalis, in presentia mea et hominum meorum, videlicet : domini Johannis de Lesdaing, Balduini de Esplecin, et Walcheri de Guignies, constitutus, multisque aliis bonis viris presentibus, me concedente pariter et laudante, sex bonaria terre jacentis apud Esplecin, in duobus frustis, quam a me emerat et de me tenebat in feodo, contulit in elemosinam ecclesie Beati Martini Tornacensis, tali conditione quod ecclesia predicta singulos denarios Tornacensis monete pro singulis bonariis dicto Theoderico et heredibus ejus persolvere tenebitur annuatim, infra quindenam sancti Remigii. Si autem infra dictam quindenam persolutus non fuerit census iste, cirothecas solummodo dabit ecclesia pro emendatione, nec amplius ab ea poterit extorqueri pro forisfacto dilationis, nec unquam decetero ipsa legi vel relevamento, seu etiam exactioni cuilibet subjacebit. Hanc itaque elemosinam dictus Theodericus fiduciavit firmiter se tenere, nec decetero reclamare, nec unquam super hoc ecclesiam molestare, sed contra omnes pro posse suo fideliter garandire, me dominum suum super omne quod de me tenebat in feodo fidejussorem constituens hujus rei firmiter observare. Convocatis autem paribus suis, hominibus meis supradictis, prefatus Theodericus hanc elemosinam in manu mea reddidit absolute, de qua dictam ecclesiam per ramum et cespitem investivi; requirens semel et secundo ac tercio ab hominibus meis predictis, paribus ipsius Theoderici, utrum hoc legitime posset facere et de jure. Qui sapientum utentes consilio, per judicium dixerunt quod hoc legitime facere poterat et de jure, et

insuper in audientia omnium qui aderant, terram de qua agebatur ipsi Theoderico et heredibus ejus penitus abjudicaverunt. Et ego predictam terram, sicut supradictum est, tradidi ecclesie memorate, ab ipsa per dictum censum in perpetuum libere possidendam. Que omnia supradicta, sicut in carta viri nobilis domini Evrardi Radoul, tunc castellani Tornacensis, plenius continetur, quam ad petitionem meam et predicti Theoderici, quia tunc sigilla non habebamus, sigillavit, approbo et confirmo, me plegium et ostagium constituens et heredes meos erga dictam ecclesiam super premissis omnibus firmiter observandis. In cujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras ecclesie sepedicte postea contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. octavo, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 154.

459.

Le seigneur de Coudun promet de garantir au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, moyennant un cens annuel, la possession d'une portion du bois de Bétencourt qui avait été cédée à ce prieuré par Raoul de Boulonge et sa femme Agnès.

Janvier 1239.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. VIII°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 275 [1].

[1] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 220.

460.

Les échevins de Tournai déclarent que l'abbaye de Saint-Martin a arrenté à Jean de Bourghelles et à Jean l'Escuelier, son gendre, deux maisons sur le Marché, à Tournai.

Février 1259.

Çou sacent tout cil ki cest escrit veront et oront, ke li glise Saint Martin de Tornai a donet à perpétuel rente à Johan de Borghiele et à Johan l'Escuelier. ki se fille a. les II maisons ki sieent el Markiet, entre lor helde et le maison Aloul le Justice, et toute le tiere derière les II maisons, de jusques à le grange le vesque, parmi XIIII lib. de Paresis III s. mains. Si prent on dedens VII s. de Paresis de cens, que on doit paier à le saint Remi; et les XIII lib. et demie cascun an à trois tiermines, c'ert au Noel IIII lib. et demie, et à Pasques IIII lib. et demie. et à le saint Johan Baptiste IIII lib. et demie. Et par tel que Johans et Johans, ki dit sont, pueent haucier le masière de le helde ki dite est si haut com il volront, et metre nohe de piere à moitiet masière, et à moitiet coustenghe. Et si ont Johans et Johans ki dit sunt le moitiet en le masière Aloul le Justice, et en haut et en lonc hiretavelement. Et doit on mener une ligne de le reste de le masière derière, de jusques à le grange le vesque. et là puet Alous sor se tiere faire mur à sen despens. Et Johans et Johans ki dit sunt i pueent metre lor corbials por avoir lor aises et por sus ovrer. Et por l'enforcement et por le seurté de ceste rente. se nient en défaloit, si a mis Johans de Borghiele en wages por XL s. de Paresis de rente, enviers le glise ki dite est, une maison de piere ki siet el Bruille, en le Foulenie, là ù Ghérars Aunès maint; et Watiers li Escueliers a mis en wages por Johan sen fil demi bonier de tiere ki gist à Tintegnies, à Longhehaie, près de le leur, por XL s. de Paresis de rente. Et por çou que li demis boniers de tiere n'est mie bien soffiscans por XL s., si ont enconvent Johans et Johans ki dit sont, à mettre dedens III ans ki vienent proçainement XXX lib. de Paresis d'enmioldrance sor cele tiere ki arentée est; et si pueent escangier s'il lor plaist ces II wages

ki dit sunt de IIII lib. de rente por autre wage soffiscant. Toutes ces convenences ki dites sunt otria et werpi li abbes Raous par le commun assens de sen capitele, à Johan et Johan, ki dit sunt, pardevant les eskievins de Tornai, si cum Jakemon del Casteler, Gontier Roussiel, Tricot de Saint Piat, Johan Morsiel, Johan Païen, Téri de Falempin, et Huon de le Bétune.

Çou fu fait en l'an de l'incarnation M. CC. XXXVIII, el mois de féverier.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 84; original en forme de chirographe. — Paris, Bibliothèque nationale, Manuscrit 2309 du Fonds des nouvelles acquisitions latines, pièce 105; chirographe original sur parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 157.

461.

Le seigneur d'Irchonwez approuve la vente de trois bonniers de terre à Mainvault, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Arnoul de Mainvault, et s'oblige, moyennant un cens annuel, à garantir à l'abbaye la paisible jouissance de cette propriété.

Mars 1239.

Ego Egidius, dominus de Hyrechonwes, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Arnulphus de Mainwaut, miles, homo meus feodalis, in mea presentia constitutus, de ascensu et voluntate mea, vendidit bene et legittime, ecclesie Beati Martini Tornacensis, tria bonaria terre site in territorio de Mainwaut, juxta vivarium domini Walteri, militis de le Haverie, quam de me tenebat in feodum. quodlibet bonarium pro sedecim libris Flandrensis monete, ad virgam dicte ville de Mainwaut. Dictus enim Arnulphus, coram hominibus meis, paribus suis, scilicet Gerardo de Hergies, Theoderico de Canteraine, militibus, Waltero de Boucaut, Hugone de le Bare, Matheo de le Vies Leuze, prefata tria bonaria in manu mea, ad opus predicte ecclesie, libere resignavit. Cumque idem Arnulfus dictam

terram coram hominibus meis predictis, paribus suis, legittime werpivisset, et ipsi homines, ad quos de feodo illo judicare pertinebat, a me ter sollempniter requisiti, prefato Arnulfo promittente, fide et sacramento interpositis, se in eadem terra nichil amplius clamaturum, nec artem nec ingenium per se vel per alium quesiturum per quod possit super hoc decetero dicta ecclesia molestari, ipsi et ejus heredibus prefatam terram per judicium legittime in perpetuum abjudicassent, ego illam mihi libere resignatam, sicut predictum est, contuli in elemosinam ecclesie Beati Martini Tornacensis supradicte, per manum domnorum Johannis et Remigii, monachorum ejusdem ecclesie, ab abbate suo ad hoc specialiter destinatorum, ab eadem ecclesia a me censualiter perpetuo tenendam, videlicet sub censu trium denariorum Flamingorum ad festum sancti Remigii annuatim solvendorum; ita tamen quod ego vel nuncius meus, ad domicilium majoris mei de Mainwaut, ab eodem majore ipsum censum dicto termino requiremus. Et si forte dicto termino solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit voluntatem, ecclesia non ad aliam propter hoc emendam tenebitur, quam pro defectu illius termini censum duplicem nobis reddet; et per dictum censum ecclesia memorata quitta erit erga me et successores meos ab omni servitio, et relevio, et omnibus consuetudinibus, et dictam terram decetero libere possidebit. Ut autem sepedictam ecclesiam super prefata terra nullus possit vel presumat in posterum molestare, ego ad preces tam dicte ecclesie quam Arnulphi supradicti, predictam terram ipsi ecclesie teneor bona fide, tanquam dominus, ratione census in perpetuum garandire, contra omnes qui voluerint juri stare. Et quia sigillum non habeo, ego ad petitionem Arnulphi supradicti, in hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie contuli, sigilli patris mei, domini Ostonis de Trazegnies, militis, munimine confirmatas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo octavo, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 17; original scellé sur lacs de soie rouge en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 144; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 115.

462.

Le seigneur de Cysoing approuve l'acte par lequel l'abbaye de Saint-Martin a abandonné cinq bonniers de terre à Camphin à Jehan Hainaut, à condition que ledit Hainaut renoncerait aux droits de terrage et autres qu'il tenait en fief du seigneur de Cysoing, et qu'il possédait sur seize autres bonniers de terre appartenant à l'abbaye à Camphin.

Bourghelles, avril 1239.

Jou Jehans, sires de Cison, fac savoir à tous ciaus ki veront ces lettres, que li glise Saint Martin de Tornai tenoit en le vile de Camphaing xx boniers de tiere, pau plus pau mains, esqueus Jehans Hainaus, li fius Jehan Jusier ki fu, avoit le tierage. Et si avoit cis mesmes Jehans en le court de le glise devant dite à Camphaing hierbans et corovées, et augunes droitures. Et tous ces tierages, et ces autres choses tenoit Jehans de mi en fief et mes hom en estoit, tant ke par men assens et par men los, et par le los de Iernoul, men fil, li glise et Jehans ki devant est dis, on fait tel escange et tele convenance ke li glise donne à Jehan ciunc boniers de tiere, desqueus li quatre sunt des vint devant dis là ù Jehans avoit le tierage, et el ciunquisme n'avoit mie Jehans le tierage; et cel ciunquisme bonier, à tout les autres quatre, a Jehans remis à sen fief que il tient de mi. Et ces ciunc boniers li donne li glise en trois pièces, deus boniers en une pièce, pau plus pau mains, en le tiere Simon tenant à Gonhasart, se li glise en puet finer à Simon raisnavlement; et se c'est chose que li glise ne puet finer à Symon légierement, pour ces deus donroit li glise Jehan deus autres à Fumenière au cor devers Cison; et bonier et demi en une pièce pau plus pau mains à Longerue; et chou ke ci defauroit de v boniers, li parferoit li glise au Rukeruel entre le tiere Nicholon Cluignet et segneur Alart de Crespelaines, pardevers le Rukeruel. Et par ceste convenance, li autre xvi bonier demouront à le glise tout quitte, sans nul tierage; et si iert li cours de le glise à Camphaing toute quitte à tous jors mais, enviers

Jehan et enviers ses successeurs, de tous herbans, de toutes corovées, et de toutes droitures, parmi xii Lonisiens de cens que li glise en rendera à Jehan à le saint Remi, par si ke Jehans doit venir u envoier por ce cens en le court de le glise à Camphaing, à le warde de le court. Et s'il li paie, li glise en est bien quitte; et s'il avenoit ke il ne li vousist païer, li glise deveroit Jehan double cens d'amende.

Et si avoit li glise hostes en le vile de Camphaing, ki devoient rente à le glise, si comme Robuet et Jehan le Wantier, Iernoul le Bailiu, Mounart d'Eskamaing, Gosson le Maieur et Jehan Gieskière. Tout cil hoste ki ci sunt dit, et toute le rente et toutes les droitures ke il devoient à le glise, seront d'or en avant à Jehan en cest mesme puint qu'il ièrent à le glise, fors Robuet, liqueus demeure tous quittes à le glise, à tel rente et à tel droiture qu'il estoit devant. Et s'il avenoit c'on trouvast par droit ke li glise Saint Martin deuist à Jehan Noiret ix havos d'aveine de rente, u plus u mains, Jehans Hainnaus li doit faire païer, et si en doit aquitter le glise del tout. Ces xvi boniers de tiere et le court de Camphaing, et Robuet à tout chou qu'il doit, tenra li glise de Jehan Hainnau parmi le cens ki devant est nommés, ne autre chose nule ne retient Jehans en toutes ces choses for sen cens. Et tel assenement que li suer Jehan, Adeluie, avoit sor ces tieres, s'ele point i avoit, doit Jehans aquitter et mettre del tout en pais.

Toutes ces convenances fiancha Jehans devant mi à tenir loialment, et jura en sains qu'il jamais ne querra art ne engien, par lui ne par autrui, par quoi li glise soit nient arière ne adamagié de cest escange. A ceste convenance fu dans Liebers de Saint Martin, ki i fu envoiés spéciaument de par l'abé et de par le couvent pour cest escange faire. Et si furent mi homme, li per Jehan Hainnaut : Alars de Borghiele, Jehans Mouniers, Jehans de Wasnes, Alars de Crespelaines, Jehans li Oncles, tout cevalier, Hues Doucecars de Baisiu, Jakemes de Luichin, Giles li Verduns de Borghiele, Alars Boucars de Camphaing, ki tout loèrent cest escange, et disent à me semonsce et assenèrent que bien et loialment estoit fais, et si furent autre preudomme assés. Et por chou que li glise soit plus seure de cest afaire, jou et Iernous, mes fius, avons enconvent que nous ferons ces convenances warder et tenir loialment; et en ramenbrance et en tiesmoignage de ceste chose, à le requeste de l'une partie et de l'autre, avons donné à le glise ces lettres confremées de mon saiel. Et pour chou ke Iernous,

mes fius, n'avoit mie saiel propre, si les a confremées del saiel l'abet de Cison; et si a enconvent lernous à le glise qu'il le confremera volentiers de son saiel propre, tantost qu'il l'auera, se li glise li requiert.

Chou fu fait à Borghiele, el moustier, l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. CC. XXXVIIII, el mois d'avril.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 59; original jadis scellé de deux sceaux, pendants sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 136; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 166.

463.

Le seigneur de Cysoing ratifie un échange de biens à Camphin, fait entre l'abbaye de Saint-Martin et Jean Hainaut, fils de feu Jean Jusier [1].

Avril 1239.

Çou fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. CC. XXXIX, el mois d'avril.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 168.

464.

L'évêque de Tournai ratifie la convention passée entre l'abbaye de Saint-Martin et Jean Hainaut, pour le rachat des droits de terrage et autres que ce dernier possédait à Camphin sur des terres de l'abbaye.

Samedi 30 avril 1239.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

[1] Cette charte n'offre avec la précédente que des différences trop insignifiantes pour qu'il soit utile de la reproduire intégralement.

Noverit universitas vestra, quod cum ecclesia Sancti Martini in Tornaco viginti bonarios terre paulo plus vel minus, et curtem quandam haberet in villa de Camphaing, sub tenemento viri nobilis Johannis, domini de Cysonio, in qua terra Johannes dictus Hainnaus, filius quondam Johannis Jusier, militis, terragium, et in curte quedam servitia que vulgariter *herebans* et *corovées* appellantur, dicebat se habere, ratione cujus terragii et servicii, idem Johannes Hainnaus homo ipsius Johannis de Cysonio existebat, ut dicebat; tandem in nostra presentia constituti, tam dicte ecclesie procurator quam Johannes Hainnaus predictus, quandam conventionem sive commutationem vel excambium se fecisse recognoverunt; que talis est : Ecclesia Sancti Martini Tornacensis dedit Johanni Hainnau quinque bonaria terre, quorum quatuor sunt de viginti bonariis supradictis, in quibus idem Johannes habebat terragium, et illos quinque bonarios retulit idem Johannes, una cum feodo quem de ipso domino Johanne de Chysonio tenebat, in augmentum dicti feodi. Illos siquidem quinque bonarios promisit se assignare eidem Johanni Hainnau dicta ecclesia in tribus partibus, videlicet duos bonarios paulo plus vel minus in una pecia in terra que fuit Symonis dicti Tenant apud Gonhasart; et si istos duos bonarios eidem Johanni non poterit ad legem perducere, pro ipsis duobus bonariis dabit ecclesia Johanni duos alios bonarios terre apud Fumenière, ad angulum versus Chisonium; bonarium et dimidium in alia pecia paulo plus vel minus terre jacentis apud Longerue; et quod deerit de quinque bonariis supplebit ecclesia dicto Johanni apud Rukeruel, inter terram Nicholai Clugnet et Alardi de Crespelainnes, militis, in parte versus le Rukeruel. Et per hanc commutationem sive excambium, ecclesia Sancti Martini residuos sedecim bonarios de viginti bonariis supradictis quittos ac liberos perpetue possidebit, cum curte sua de Camphaing, ab omni terragio et servicio, quocunque nomine censeatur; ita quod dictus Johannes vel successores sui, in dictis sedecim bonariis et curte de Camphaing nichil juris sive *herebans* vel *corovées* poterunt reclamare, preter duodecim denarios Laudunensium annui census, quem ecclesia Sancti Martini solvet annuatim in festo sancti Remigii dicto Johanni et suis successoribus. Ita tamen quod idem Johannes et successores sui venire debebunt vel mittere certum nuntium ad curtem de Camphaing, pro dicto censu annuo recipiendo ab illo qui dicte curtis custos erit. Et si

forte custos curtis eidem Johanni vel successoribus suis sive certo nuncio eorum dictum censum termino statuto solvendum solvere non vellet, ecclesia teneretur in duplici censu nomine emende.

Item, cum ecclesia prefata in eadem villa de Camphaing hospites haberet, videlicet Robuet, Johanne le Wantier, Arnulphum le Baillui, Monardum de Escamaing, Gossone Majore et Johanne Ghieskiere, qui debebant eidem ecclesie annuum redditum, ut dicebant ecclesia et Johannes, eadem ecclesia dictos hospites dicto Johanni coram nobis resignavit, mittens ipsum Johannem Hainnau in eodem jure dictorum hospitum quo fuerat hactenus ecclesia memorata, preter Robuet supradictum, qui eidem ecclesie in eodem statu quo fuit hactenus remanebit. Et si forte posset constare quod ecclesia Sancti Martini teneretur Johanni Noiret in redditu novem havotorum avene vel minus vel amplius, idem Johannes Hainnaus tenetur ecclesiam perpetuo quittare de dicto redditu erga Johannem Noiret prenotatum. Istos siquidem sedecim bonarios terre et curtem de Camphaing, et Robuet hospitem prenotatum cum tali redditu qualem hactenus solvit ecclesie, tenebit ecclesia Sancti Martini Tornacensis de Johanne Hainnau et suis successoribus ad censum superius nominatum, nec aliquid ulterius poterit idem Johannes Hainnaus vel successores sui, in premissis bonis decetero reclamare.

Et recognoverunt ecclesia et Johannes Hainnaus coram nobis, quod hanc conventionem legitime fecerant coram domino Johanne de Cysonio, et coram Arnulpho, filio ejusdem. Ad hec Adeluya, soror ipsius Johannis Hainau, una cum Olivero, marito suo presente et consentiente, coram nobis constituti, conventiones habitas inter predictam ecclesiam et Johannem Hainnau, sicut superius continetur, approbarunt; renunciantes expresse omni juri, si quod ipsis competebat in premissis omnibus, ratione dotis sive assignamenti dicte Adeluie, ad opus ecclesie memorate, et fide et sacramento interpositis promittentes quod decetero, per se vel per alium, dictam ecclesiam super premissis nullatenus molestabunt nec molestari procurabunt. Insuper juravit dicta Adeluia quod hoc faciebat spontanea, nullo metu aut vi inducta. Premissas etiam conventiones idem Johannes Hainnaus, fide et juramento interpositis, promisit se inviolabiliter observaturum; promittens sub juramento suo quod ipsis conventionibus, vel in parte vel in toto, vel per se vel per alium decetero nullatenus obviabit.

In cujus rei robur et testimonium, ad instantiam partium, et etiam dictorum Adeluye et ejus mariti, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo nono, sabbato ante Ascentionem Domini, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 39; original scellé sur lacs de soie verte en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 157; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 192.

465.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Bernard de Lis a renoncé à toutes les prétentions qu'il avait élevées sur diverses possessions de l'abbaye de Saint-Martin à Rumillies, et qu'il s'est obligé à payer à ladite abbaye, en compensation des torts qu'il lui avait faits, une somme de cent livres de Flandre.

Samedi 30 avril 1239.

Universis presentes litteras visuris, W[alterus], decanus Sancti Brictii Tornacensis, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod cum inter ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex una parte, et Bernardum de Lis, ex altera, quedam controversia diu ventilaretur super eo quod idem Bernardus, in quadam parte nemoris dicte ecclesie siti apud Rumegnies, aliquod jus reclamabat, et talliatores ipsius ecclesie a dicto nemore ejecerat, minus juste, in prejudicium ipsius ecclesie, ut ipsa ecclesia asserebat, occasione cujus reclamationis et ejectionis dicta ecclesia dicebat se esse dampnificatam ad valorem centum lib. Flamingorum, quas centum libras ab ipso Bernardo petebat; tandem, mediantibus bonis viris, de consensu et voluntate propria utrius-

[1] Cet original n'a pu nous servir, vu son état de délabrement.

que partis, pax amicabilis inter ipsas partes occurrit, talis scilicet quod dictus Bernardus coram nobis recognovit se nichil juris habere vel habuisse in omnibus premissis; promittens fide interposita, quod in omnibus hiis que ad presens ipsa ecclesia, tam in prefato nemore quam in aliis hereditatibus, in territorio de Rumegnies possidet, nichil decetero per se vel per alium reclamabit, et quod amplius ipsam ecclesiam in aliquo non molestabit sive dampnificabit. Promisit etiam, fide mediante et juramento, se redditurum ipsi ecclesie centum libras Flamingorum ad suam submonitionem et voluntatem, pro dampnis et expensis factis ab ipsa ecclesia, occasione dicte controversie, et quod omnia premissa recognoscet, et ad ea observanda se obligabit fide et juramento coram judicibus ordinariis seu delegatis, sive etiam scabinis et justiciis secularibus, et ubicumque voluerit abbas ecclesie memorate. In cujus rei noticiam et firmitatem presentes litteras ad petitionem Bernardi predicti ecclesie Beati Martini Tornacensis contulimus supradicte, quas sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo nono, sabbato ante Ascensionem Domini.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 20.

466.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que Bernard de Lis a renoncé à toutes ses prétentions sur divers biens de l'abbaye de Saint-Martin à Rumillies, et a promis de payer à ladite abbaye, pour compenser les torts qu'il lui avait faits, la somme de cent livres de Flandre.

Mai 1239.

Çou sacent tout cil ki cest escrit veront et oront, que Bernars de Lis a clamé quite à le glise Saint Martin de Tornai, pardevant les eskevins de

[1] Tout le début de cet original est maintenant inutilisable.

Saint Brisse de Tornai, tout le droit qu'il disoit qu'il avoit et qu'il demandoit enviers le glise ki dite est, el bos de Rumegnies, dont il avoit longhement plaidiet. Et si a reconeut que nul droit n'avoit ne onques n'eut el bos ki dis est. et encovent a que jamès enviers le glise rien n'en demandera. ne par lui ne par autrui le glise n'en destorbera ne adamagera; et reconneut a pardevant les eskevins ki dit sunt à rendre à le glise ki dite est, c lib. de Flamens à le somonse et à le volenté del capitle, por le damage et por les despens del plait qu'il meut enviers le glise. Toutes ces convenences furent dites et faites pardevant les eskevins de Saint Brisse de Tornai, dont li non sunt tel : Nicholes li Faitis, et Rogiers de Maude, Jakemes de Vilers, Jehans Tiebegos, Nicholes li Cambiers, Wibiers de Morielporte, et Nicholes Colemers. Et por çou que ce soit fermement tenut, si fu fais cis escris par le commun assens des parties, et mis en le main des eskievins ki nomet sont.

Çou fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. CC. et XXX. IX, el mois de mai.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original en forme de charte-partie. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 157.

467.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que le chevalier Hues de Lis et ses fils, Hues et Bernard, ont renoncé à tous les droits qu'ils prétendaient avoir à Rumillies, dans le bois appartenant à l'abbaye de Saint-Martin.

Mai 1239.

Ce sacent tout cil ki cest escrit veront et oront, ke mesires Hues de Lis, cevaliers, et si fil Hues et Biernars. ont clamet quite, pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai, à le glise Saint Martin de Tornai, et renonciet à tous les drois k'il disoient k'il avoient et k'il demandoient el bosc de Rumegnies, dont il avoient longement plaidiet enviers le glise ki

est dite, et si ont recouneut pardevant les eskievins ki dit sont, ke en cel bosc ki dis est n'ont nul droit ne onques n'eurent. Et encovent ont ke jamais enviers le glise rien n'en demanderont ne par aus ne par autrui, ne procurront par coi li glise en soit destorbée, ne adamagié. Et s'il le faisoient, il renderoient à le glise XL lib. de Paresis à le somonse et à le volentet de le glise. Et se nus le glise entravelloit ne adamagoit, il doivent iestre à le glise en boine foit aidant et consellant, sans le leur metant. Toutes ces convenences furent dites et faites pardevant les eskievins de Saint Brisse de Tornai dont li non sunt tel : Nicholes li Feitis, et Rogiers de Maude, Jakemes de Vilers, Jehans Tiebegos, Nicholes li Cambiers, Wibiers de Morielporte et Nicholes Colemers. Et por çou ke ce soit fermement tenut, si fu fais cis escris par le comun asens des parties et mis en le main des eskievins ki nomet sont.

Çou fu fait en l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. CC. XXXIX, el mois de mai.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original en forme de chirographe [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 176.

468.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que le chevalier Hues de Lis a renoncé à réclamer de l'abbaye de Saint-Martin deux bonniers et demie, qu'il prétendait lui appartenir dans le bois de l'abbaye à Rumillies.

Mai 1239.

Jou doiens de Saint Brictie de Tornai, fach savoir à tous ciaus ki ces lettres verront et orunt, que mesires Hues de Lis, cevaliers, reconneut devant nos que li glise Saint Martin de Tornai avoit acatet XLII boniers de

[1] Cet original est en très mauvais état, et ne peut plus être utilisé.

bos, pou plus u pou mains, bien et loialment, à monsegnor Gèrart de Saint Amant, et segnor Jehan de Wasnes, à segnor Ségart le Gris, cevaliers, et à dame Marien de Tuns ki oir en estoient. Et en toutes ces parties de ces bosc, mesires Hues de Lis il réclamoit II boniers et demi de bos pou plus u pou mains; et mesires Hues et Bernars ses frères, en traisent le glise Saint Martin en plait devant les eskevins de Saint Brisse, en qui poesté li bos estoit. Et li glise en warda ses jors, et mesires Hues ne ne viunt ne envoia por tant comme il deuist, et li eskevin disent plainnement que li glise maniast le bos ensi comme le sien. Et por çou que li glise Saint Martin fust d'or en avant en bone pais à tous jors, mesire Hues done à le glise por Deu en aumosne et por ses ancisseurs, et claient quite se il avoit nule cose, ne pooit avoir el bos devantdit. Et se jura et fiança ke il et si oir seront à le glise d'ore en avant warant et aidant envers tous homes, et ne querront art ne engien par quoi li glise soit par iaus ne par autrui grevée en avant; et se nus le querroit, il seroient à le glise aidant et consillant a bone foit, sains le leur donant. Et se promettent que se il trespassoient leur sairement, ke il seroient tenu envers le glise Saint Martin de XL lib. de Paresis, à rendre à le glise deuens le quinsainne k'il seroient amonesté, si ne l'amendoient. Et quant li eskevin de Saint Brisse il vauront iestre, et li abbés de Saint Martin semonra monsegnor Huun, deuens le tier jor k'il sera semons, il sera aparilliés de werpir le bos et de faire chou ke devant est dit. Et sour çou done il wages de XL lib. de Paresis sor cant ke il a, se il le trespassoit. Et se il ne tenoit fermement toutes ces choses ki sunt devant dites, il loe et si otroie que jou face de lui justice de sainte glise. Et por çou que ceste cose soit fermement tenue à tous jors, jou fis par le requeste monsegnor Huun devant dit ces lettres saielées del mon seel.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. CC. XXXVIIII, el mois de mai.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 14.

469.

Le doyen et le chapitre d'Antoing échangent une dîme et un terrage qu'ils possédaient à Chercq et à Bruyelle, contre une dîme que l'abbaye de Saint-Martin possédait à Fontenoy.

Mai 1239.

Universis presentes litteras inspecturis, decanus, totumque capitulum Anthoniense, eternam in Domino salutem.

Universitati vestre notum fieri volumus, quod cum ecclesia Sancti Martini Tornacensis, in parrochia de Fontenoit, ad nostrum spectante personatum, quartam partem decime possideret ab antiquo, ut dicebat ipsa ecclesia, et super ea parte decime inter nos et ipsam ecclesiam questio verteretur, et controversia quedam diu agitaretur, coram viro religioso domno [Godefrido], abbate Sancti Andree juxta Brugas, a sede apostolica delegato, super eo videlicet quod ipsa ecclesia dicebat se esse in possessione quod partem suam predicte decime poterat partiri in campis, et accensire, et ducere sicut suam propriam ubicumque volebat; nobis id negantibus, et econtrario dicentibus quod ipsa quarta pars decime cum nostra communibus sumptibus debebat in grangia nostra collocari communiter et includi, et ad mensuram in area partiri. Et cum tamdiu inter nos et ipsam ecclesiam super premissis et aliis litigaretur, quod ad sacramentum calumpnie deventum fuisset, tandem bonis viris mediantibus, altercationibus omnibus postpositis, inter nos et ipsam ecclesiam amicabilis intercessit compositio sub hac forma, quod ipsa ecclesia totam partem suam decime predicte, cum omni jure quod in ea habebat, ratione redditus sive cense nobis concessit jure perpetuo possidendum. Nos vero pro ipsa decima tenemur in perpetuum dicte ecclesie reddere annuatim, infra Natale Domini, viginti et unam raserias, scilicet undecim raserias et dimidium siliginis, valentis quatuor denarios minus melioris, et novem rase-

rias et dimidium avene. Quas omnes raserias tam avene quam bladi infra ambitum monasterii Sancti Martini, sumptibus nostris ducere et solvere tenemur, illic, ad mensuram ecclesie qua redditus alii sive cense recipiuntur, legitime mensurandas.

Preterea cum nos in tribus bonariis et dimidium terre proprie ecclesie predicte, paulo plus vel minus, jacentis juxta curtem de Warnavia, scilicet in duobus bonariis et dimidium, in uno frusto prope murum dicte curtis de Warnavia, que sita sunt in parrochia de Cherch, et in uno bonario paulo minus in aliis duobus frustis juxta locum qui dicitur Hubiertlius, quod situm est in parrochia de Bruella, terragium cum decima possideremus, nos eidem ecclesie recompensavimus et quittavimus ipsum terragium totum cum eadem decima, ab ipsa ecclesia jure perpetuo libere possidendum. Quod terragium cum dicta decima contra omnes usque ad legem patrie debemus eidem ecclesie garandire, salva tamen portione decime quam habet presbiter de Bruella in dicto bonario sito juxta locum qui dicitur Hubiertlius, et sic ab omnibus querelis, super premissis, hactenus inter nos et ipsam ecclesiam habitis, et expensis in lite factis, nos mutuo quitavimus. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras conscribi fecimus, quas sigillorum nostrorum duximus munimine roborandas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo nono, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 75; original scellé en cire brune sur lacs de soie verte [1] — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 142; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 124.

[1] Le mauvais état de ce document le rend aujourd'hui à peu près inutile.

470.

L'official de Tournai approuve l'échange de la dîme que l'abbaye de Saint-Martin possédait à Fontenoy, contre les dîme et terrage que le chapitre d'Antoing possédait à Chercq et à Bruyelle.

Vendredi 13 mai 1239.

Universis presentes litteras inspecturis, magister P... de Quercu, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod decanus totumque ecclesie Anthoniensis capitulum, per suum procuratorem, Walterum d'Obiert, ejusdem capituli concanonicum, habentem super hoc ab ipsis speciale mandatum, propter quandam commutationem quarte partis decime de Fontenoit factam inter dictum decanum et capitulum, ex una parte, et ecclesiam Sancti Martini Tornacensis, ex altera, cujus commutationis contractus in litteris dictorum decani et capituli, quas dicta ecclesia Sancti Martini Tornacensis penes se habet, plenius continetur, in nostra presentia recompensaverunt et quitaverunt eidem Sancti Martini Tornacensis ecclesie, decimam et terragium que habebant et ab antiquo possederant in tribus bonariis et dimidium terre proprie ejusdem ecclesie Sancti Martini, paulo plus vel minus, jacentis juxta curtem de Warnavia, videlicet in duobus bonariis et dimidium in uno frusto prope murum dicte curtis de Warnavia, que sita sunt in parrochia de Cerch, et in uno bonario paulo minus in duobus frustis juxta locum qui dicitur Hubertlius, quod situm est in parrochia de Bruella. Insuper quicquid juris et possessionis habebant vel habere poterant in dictis decima et terragio, in eandem Sancti Martini Tornacensis ecclesiam totaliter transtulerunt, ab eadem ecclesia jure perpetuo libere possidendum. Recognoverunt etiam se teneri dictam decimam cum terragio contra omnes usque ad legem patrie eidem ecclesie garandire, salva tamen portione decime quam habet presbiter de Bruella in dicto bonario sito juxta locum qui dicitur Hubertlius. Nos vero commutationem prefatam, prout in his litteris nostris presentibus, necnon et in litteris predic-

torum decani et capituli super hoc confectis plenius continetur, ad petitionem utriusque partis approbamus. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras sepedicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis contulimus, quas sigilli sedis Tornacensis duximus munimine roborandas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX° nono, mense maio, feria sexta ante Pentecosten.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 125.

471.

L'official de Tournai déclare que Bernard de Lis a renoncé à toute prétention sur les biens de l'abbaye de Saint-Martin à Rumillies, et s'est engagé à payer à cette abbaye cent livres de Flandre, en compensation des torts qu'il lui avait causés.

Vendredi 24 juin 1239.

Universis presentes litteras visuris, magister P... de Quercu, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod cum inter ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex una parte, et Bernardum de Lis, ex altera, quedam controversia diu ventilaretur, super eo quod idem Bernardus in quadam parte nemoris dicte ecclesie siti apud Rumegnies, aliquod jus reclamabat, et talliatores ipsius ecclesie a dicto nemore ejecerat minus juste, in prejudicium ipsius ecclesie, ut ipsa ecclesia asserebat, occasione cujus reclamationis et ejectionis dicta ecclesia dicebat se esse dampnificatam ad valorem c librarum Flamingorum, quas centum libras ab ipso Bernardo petebat; tandem mediantibus bonis viris, de consensu et voluntate propria utriusque partis, pax amicabilis inter ipsas partes occurrit, talis scilicet quod dictus Bernardus coram nobis recognovit se nichil juris habere vel habuisse in omnibus premissis; promittens fide interposita, quod in omnibus hiis que ad presens ipsa ecclesia, tam in prefato nemore quam in aliis

hereditatibus in territorio de Rumegnies, possidet, nichil decetero per se vel per alium reclamabit, et quod amplius ipsam ecclesiam in aliquo non molestabit sive dampnificabit. Promisit etiam fide mediante et juramento, se redditurum ipsi ecclesie centum libras Flamingorum ad suam summonitionem et voluntatem, pro dampnis et expensis factis ab ipsa ecclesia occasione dicte controversie, et quod omnia premissa recognoscet. Et ad ea observanda se obligabit fide et juramento coram judicibus ordinariis seu delegatis, sive etiam scabinis et justiciis secularibus, et ubicunque voluerit abbas ecclesie memorate. In cujus rei noticiam et firmitatem, presentes litteras ad petitionem Bernardi predicti, ecclesie Beati Martini Tornacensis contulimus supradicte, quas sigilli sedis Tornacensis munimine fecimus roborari.

Actum anno Domini milesimo ducentesimo tricesimo nono, in die Nativitatis beati Johannis Baptiste.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 19.

472.

Amaury, seigneur de Landas, ratifie la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Henri de Kikenpoist, qui les tenait de lui en fief, de cinq bonniers de terre à Taintegnies, et garantit à l'abbaye la libre possession de cette terre, en payement de laquelle elle avait concédé au chevalier de Kikenpoist son moulin de Florent.

Novembre 1239.

Ego Amulricus, dominus de Landast, notum facio omnibus presens scriptum inspecturis, quod dominus Henricus de Kikenpoist, miles, homo

[1] Cet original est si délabré qu'il n'a pu nous servir.

meus, quinque bonaria terre sue jacentis apud Tintegnies, retro curtem ecclesie Sancti Martini Tornacensis, que de me tenebat in feodo, de assensu uxoris sue, legitime vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis predicte, pro quinquaginta quinque libris Flandrensis monete; et dicta ecclesia molendinum quod habebat apud Floreng dicto Henrico militi concessit possidendum, quod estimabat ad valorem quadraginta et quinque librarum predicte monete; et hoc in presentia hominum meorum, videlicet : Alardi de Bourghiele, militis, Alardi de Landast, militis, Johannis de l'Annes, militis, Hugonis del Mes, Amulrichi de l'Espesce, Terrici de Rupi, Johannis de Nameng. Predictus autem Henricus, dominus de Kikenpoist, coram me et predictis hominibus meis, fide et sacramento interpositis, plenius est confessus quod pro necessitate sua dictam venditionem facere est compulsus; quam si non faceret, ipsum pejus facere oportebat. Et hoc idem homines mei, pares sui, plenius cognoscebant. Predictus autem Henricus, dominus de Kikenpoist, predicta quinque bonaria terre ad opus dicte ecclesie in manu mea reportavit, et quicquid juris in dicta terra habebat, legitime renuntiavit. Et facta renuntiatione ter requisitus utrum aliquid juris in predicta terra haberet, ter sibi illam coram me et hominibus meis, paribus suis, abjudicavit; promittens fide et sacramento se nullam artem vel ingenium, per se vel per alium, quesiturum, per quod dicta ecclesia in posterum de predicta terra aliquatenus molestetur. Homines vero mei predicti, pares sui, a me requisiti utrum dominus Henricus, miles, prefatam terram legitime werpivisset, ita quod ipsam legitime conferre possem ecclesie Sancti Martini tociens memorate, habito consilio, per judicium dixerunt quod sic, et eandem terram prefato domino Henrico, militi, predicti homines mei, pares sui, abjudicaverunt. Et ego dominus de Landast, predictam terram domno Petro, monacho ecclesie predicte, ab abbate suo ad hoc specialiter destinato, ad opus ecclesie sue, coram hominibus meis, paribus suis, in manu sua reportavi, ab omni exactione, et servitio, et consuetudine liberam perpetuo possidendam. Ne igitur dictam ecclesiam super prefata terra in posterum contingat molestari, ego Amulricus, dominus de Landast, ad petitionem domini Henrici, militis, erga dictam ecclesiam plegium et ostagium me constituo, ita quod ipsi ecclesie centum markas Flandrensis monete reddere tenear, si a predicto domino Henrico, milite, aut ab uxore sua, aut ab heredibus

ejus, contingeret in posterum ecclesiam molestari. In cujus rei memoriam et firmitatem, presentes litteras feci scribi, quas sepedicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX° nono, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 139; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 90.

473.

Raoul d'Anvaing approuve la vente de quinze bonniers de terre à Tourelies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Robert de Maulde, et s'oblige, moyennant un cens annuel, à garantir à l'abbaye la jouissance paisible de cette terre.

Mercredi 11 janvier 1240.

Ego Radulphus de Anveng, quondam domini Radulphi militis filius, notum fieri volo universis quibus presens scriptum videre vel audire contigerit, quod dominus Robertus de Malda, miles, homo meus feodalis, in mea constitutus presentia, de assensu et voluntate mea, et etiam assensu et voluntate Elyzabeth, ejus uxoris, vendidit bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, quindecim bonaria terre que a me tenebat in feodum, jacentia juxta curtem de Toreillies [1], partim circa locum qui dicitur al Haviel, cum praticulo ibidem in longitudine protenso, prato et terris curtis predicte contiguo; partim vero ultra viam desuper, ad virgam parrochie in qua sita est dicta terra, pro ducentis et viginti quinque libris Flandrensis monete. Ut autem predicta venditio cum sollempnitate debita celebraretur. dictus Robertus, homo meus, in mea presentia constitutus, coram hominibus meis, paribus ipsius Roberti, videlicet : Egydio de Tymougies, milite, Johanne del Bruech, Egidio del Lai, Sygero de Saisnonruet, pre-

[1] Les Cartulaires 122 et 125 de Bruxelles écrivent *Thorellies.*

dicta quindecim bonaria terre in manu mea, ad opus ecclesie Sancti Martini, libere et integre resignavit. Cumque, ut moris est, idem Robertus tercio requisitus coram dictis hominibus meis, paribus suis, tèrcio cognovisset quod nec ipse nec heredes sui decetero jus habebant in terra memorata, predicti homines mei, pares ipsius Roberti, ad quos de feodo illo judicare pertinebat, a me debito modo requisiti utrum quod dictus Robertus fecerat, de jure facere potuisset, et utrum in dicta terra decetero quicquam juris haberet, consilio inter se habito, concorditer judicaverunt quod quicquid de venditione predicte terre fecerat, bene et legitime facere poterat, maxime cum ipsis hominibus meis, paribus suis, constaret quod tanta eum urgeret necessitas, quod nisi dictam venditionem faceret, majus incurreret detrimentum. Judicaverunt etiam quod idem Robertus tantum fecerat de terra supradicta, quod nec ipse nec heredes sui in ea deinceps aliquod jus habebant, et quod ecclesie Sancti Martini bene et legitime poterat assignari. Huic etiam facto spontanee consensit Elyzabet, uxor dicti Roberti, promittens firmiter se in terra prefata nichil juris amplius clamaturam. Promiserunt etiam, tam ipse Robertus quam predicta uxor ejus, fide et sacramento interpositis, quod nec artem nec ingenium admodo querent, per que ecclesia Beati Martini Tornacensis super terra sepedicta dampnificetur in aliquo, vel inquietetur, sed eidem, contra quoslibet invasores, seu etiam molestatores, suum impendent bona fide consilium et juvamen.

Et ne Elyzabeth, uxor dicti Roberti, occasione dotalicii vel assignamenti, seu aliqua causa alia ecclesiam gravare posset in posterum memoratam, ne etiam juris aliquid ei deperiret si in predicta terra jus aliquod habere deberet post decessum mariti sui, ipsa vivente, idem Robertus in presentia mea et hominum meorum, parium suorum predictorum, dicte uxori sue, ipsa laudante et approbante, in residuo feodi sui alia quindecim bonaria terre predictis quindecim contigua, in hujus recompensatione venditionis assignavit. Quam terram ipsi Elyzabeth, tanquam dominus feodi, spopondi fideliter garandire. Hiis igitur omnibus sollempniter adimpletis, et dictis hominibus, paribus ipsius Roberti, dictam sollempnitatem debere sufficere judicantibus, ipsi Roberto et Elyzabeth, ejus uxori, et eorum successoribus, prefatam terram in perpetuum abjudicarunt.

Verumptamen, ut ecclesia sepedicta securior esse possit in posterum in

possessionem terre memorate, consilium habuit quod ipsam terram, quam ab omni servicio feodali liberam feceram, a me censualiter tenendam acciperet, videlicet sub censu quindecim denariorum Laudunensium in festo sancti Remigii annuatim solvendorum; ita tamen quod ego vel nuntius meus, infra ambitum monasterii Sancti Martini, censum illum ab illo qui redditus ecclesie recipere consuevit, dicto termino requiremus, et si forte solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit voluntatem, ecclesia non ad aliam propter hoc emendam tenebitur, quam quod nobis pro defectu illius termini duplicem censum reddet; nec ego nec heredes mei aliam emendam vel penam requirere poterimus ab eadem. Ut autem terra memorata que prius fuerat feodalis, legitime fieret et more debito censualis, ego illam mihi, sicut predictum est, a prefato Roberto libere resignatam, reposui in manu majoris, scilicet Johannis, de Bierclers, in presentia scabinorum ejusdem loci, videlicet: Wiberti de le Bieke, Hugonis de l'Espesce, Thome de le Cambe, Petri de Rikemont, et Nicholai de Atrio. Qui major, de consensu meo et voluntate Roberti, tam sub testimonio dictorum scabinorum quam hominum meorum sepedictorum, ipsam terram reddidit ecclesie memorate, per manum domni Leberti, tunc elemosinarii, et ipsius ecclesie monachi, ab ipsa ecclesia, prout dictum est, perpetuo libere possidendam; et per dictum censum eadem ecclesia quitta erit erga me et successores meos ab omni alio servicio et relevio, et omnibus consuetudinibus, et terram prefatam decetero libere possidebit. Tandem omnibus rite celebratis, ad submonitionem mei et dicti majoris, judicaverunt homines mei, pares ipsius Roberti, et scabini prefati, quod ecclesia Sancti Martini ita bene et legitime intraverat in terram prefatam, quod per legem patrie ipsam bene et legitime poterat detinere.

Ut autem decetero ecclesiam memoratam super hiis nemo molestare presumat, ego me et heredes meos, ad preces dicti Roberti et Elyzabeth, ejus uxoris, adversus eandem ecclesiam plegium et hostagium posui, quod dictam terram ipsi ecclesie teneor in perpetuum garandire. Et si cujusquam reclamatione, causa hujus contractus, seu occasione ipsius Roberti, aut ejus uxoris vel heredum suorum, in eadem terra detrimentum aliquod vel gravamen ecclesia sustineret, omne dampnum quod ex hoc simplici verbo se assereret habuisse abbas, eidem ecclesie teneor sine contradictione qualibet resarcire. Preterea sepedictus Robertus in manu mea totum residuum feodi sui resignavit, ut me si quod dampnum incurrerem occa-

sione hujus fidejussionis adversus ecclesiam predictam plenissime liberaret. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, tam ad petitionem et instantiam sepedictorum Roberti et ejus uxoris quam ecclesie memorate, presentes litteras eidem ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum super terram supradictam al Haviel, in grangia predicti Roberti tunc temporis ibi existente, anno gratie M°. CC°. XXX°. nono, feria quinta post Epyphaniam, presentibus bonis viris, videlicet : domnis Egidio, tunc cellarario, Leberto, tunc elemosinario, et Petro de Campis, prefate ecclesie monachis, Hugone, clerico decani Sancti Brictii in Tornaco, ex parte ejusdem decani ibi misso, Stephano, majore de Luthosa, Roberto de Rosteleu, medietario comitis, et aliis quampluribus bonis viris.

Et quia tunc temporis nundum proprium sigillum habueram, occasione hujus contractus sigillum proprium feci, recognoscens coram hominibus meis antedictis quod sigillum meum erat, et ipso uti volebam, et eodem sigillo feci cartam presentem in predictorum hominum meorum presentia sigillari.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 145; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 73; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 52.

474.

Le chevalier Robert de Maulde vend à l'abbaye de Saint-Martin quinze bonniers de terre à Tourelies, qu'il tenait en fief de Raoul d'Anvaing.

Mercredi 11 janvier 1240.

Actum al Haviel, ... anno incarnationis Domini M°. CC°. XXX°. nono, mense januario, feria quarta post Epiphaniam [1].

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 147; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 70; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 45.

[1] On n'a pas jugé utile de publier cette charte très longue, et qui ne fait, *mutatis mutandis*, que reproduire la précédente.

475.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai confirme la vente de quinze bonniers de terre à Tourelies, faite à l'abbaye de Saint-Martin par le chevalier Robert de Maulde.

Jeudi 12 janvier 1240.

Actum al Haviel, ... anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo nono, mense januario, feria quinta post Epiphaniam [1].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 15; original jadis scellé. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 77; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 60.

476.

L'official de Tournai déclare qu'Aloul de Frankerue a vendu à l'abbaye de Saint-Martin le terrage qu'il possédait en franc-alleu sur huit bonniers et demi de terre à Evregnies.

Samedi 3 mars 1240.

Universis presentes litteras visuris, magister P... de Quercu, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus, Alulphus de Frankerue recognovit se vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis terragium suum de octo bonariis et dimidio terre sue, site in parrochia de Evregnies, et etiam illud terragium werpivisse ecclesie memorate coram francis scabinis; quod terragium dictus Alulphus possidebat tanquam francum allodium. Recognovit etiam idem Alulphus precium venditionis

[1] Cette charte ne fait que reproduire, *mutatis mutandis*, celle de Raoul d'Anvaing, publiée ci-dessus n° 473; on a donc cru qu'on pouvait se dispenser de la publier intégralement.

a dicta ecclesia sibi esse numeratum. Juravit etiam idem Alulphus, quod nec per se nec per alium. dictam ecclesiam decetero super dicto terragio molestabit, et quod in fraudem vel detrimentum alicujus dictam venditionem non fecerat, sed propria neccessitate compulsus. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras ad petitionem dicti Alulphi, sigillo sedis Tornacensis fecimus roborandas.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. nono, sabbato post Cineres.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 170; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 246.

477.

L'official de Tournai déclare qu'Aloul de Frankerue a vendu à l'abbaye de Saint-Martin toute la dîme qu'il avait en franc-alleu sur trois bonniers et demi de terre à Evregnies.

Samedi 24 mars 1240.

Universis presentes litteras inspecturis, magister P... de Quercu, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus, Aloudus de Frankerue recognovit se vendidisse bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, decimam suam quam habebat in tribus bonariis et dimidio terre sue quam tenet de franco allodio. site in parrochia de Evregnies, in personatu ecclesie supradicte; fide et juramento interpositis promittens, quod nichil juris in dicta decima decetero reclamabit, nec dictam ecclesiam super eadem decima decetero molestabit, vel procurabit molestari. Recognovit etiam dictus A[loudus] sibi de precio dicte venditionis ad plenum fuisse satisfactum ab ecclesia memorata. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillo sedis Tornacensis fecimus roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XXX°. nono, sabbato post dominicam qua cantatur Oculi mei.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 245.

478.

Arnoul, seigneur de Mortagne et châtelain de Tournai, notifie les conditions de l'accord passé entre lui et l'abbaye de Saint-Martin, pour la solution des nombreuses questions qui les divisaient.

Mars 1240.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Crist mil et CC. et XXX. et IX, el mois de march.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 1; original jadis scellé sur lacs de soie jaunâtre. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 129; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 25 [1].

479.

L'abbé de Saint-Martin publie les conditions de l'accord intervenu entre son monastère et le châtelain de Tournai, pour la solution des nombreuses questions qui les divisaient.

Tournai, mars 1240.

Ce fu fait à Tornai, en no glise de Saint Martin, l'an de l'incarnacion Jeshu Crist mil et CC. et XXX. et IX, el mois de march.

Paris, Archives nationales, J. 528 n° 1; original scellé [2].

[1] Cette charte est publiée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. I, p. 246.

[2] Cette charte, qui est la contre-partie exacte de la précédente, est publiée dans Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 423.

480.

L'évêque de Tournai ratifie l'accord intervenu entre l'abbaye de Saint-Martin et le châtelain de Tournai, à l'occasion de leurs droits de justice respectifs dans la châtellenie de Tournai, des viviers de l'abbaye, des droits d'aubaine et de bâtardise, etc.

Mars 1240.

Ego Walterus, Dei gratia Tornacensis episcopus, notum facio universis presens scriptum audituris vel visuris, quod cum inter ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex una parte, et virum nobilem Arnulphum, dominum de Mauritania, castellanum Tornacensem, ex altera, controversia esset super diversis, et inter alia super eo quod, ut dicebat ipsa ecclesia, dictus castellanus tum per se, tum per servientes suos, tum per familiam suam sibi ultra altam legem petebat, et volebat habere et manutenere quasdam justicias super allodia, et super hospites, et super tenentes allodia dicte ecclesie in castellania Tornacensi; dicente ipsa ecclesia quod idem castellanus nullum jus in premissis habebat vel habere debebat, preter quatuor altas justicias, nec mortem hominis, nec albanos, nec bannos augustales, nec aliquid aliud.

Item, cum esset controversia inter dictas partes, super eo quod dictus castellanus dicebat quod multi per castellaniam suam apud ipsum querimoniam deponebant, super eo quod dicta ecclesia super quibusdam partitionibus, justiciis et rebus aliis ad justiciam ecclesie spectantibus, super allodia sua, in hospites suos et tenentes de ipsis, et extraneos petentes legem, eisdem legem vel justiciam non faciebant; propterea volebat castellanus quod ipsa ecclesia hospites suos vel scabinos pro talibus duceret ad scabinos Tornacenses, pro consilio vel inquesta, et secundum consilium vel inquestam scabinorum Tornacensium faceret eis legem et jus; ecclesia econtrario dicente quod nec jus erat, nec ad hoc tenebatur, et quod bene suis, absque scabinis Tornacensibus, quemadmodum deberet et per quos deberet, faceret legis et justicie complementum.

Insuper dicebat castellanus predictus quod eadem ecclesia, in quibusdam locis, esclusas molendinorum suorum altius elevarat, vivaria quoque sua reparaverat et augmentaverat de rejectis in dicta castellania, in ipsius castellani prejudicium et gravamen.

Tandem per Dei gratiam, interveniente consilio bonorum virorum partes suas interponentium, super premissis omnibus amicabilis compositio intercessit, ita quod tam ipsa ecclesia Sancti Martini sepedicta, ex una parte, quam dictus castellanus Tornacensis, ex altera, in hoc benigne et unaniniter consenserunt quod prefatus castellanus super dicta allodia ecclesie in castellania sua quatuor altas justicias, quas ipsa ecclesia eidem ante recognoscebat, decetero exercebit. videlicet raptum, mordrum, rapinam de keminis, et incendium cum vexillo levato. Habebitque idem castellanus in dictis allodiis justiciam hominis interfecti, ita tamen quod nec ipse castellanus nec alius ex parte sua, pro aliquo vulnerato vel leso se intromittere vel aliquem capere poterit, licet quocunque mortis periculo contingente vel imminente, donec penitus sit mortuus qui vulneratus fuerit sive lesus. Quinimmo. si ecclesia videat quod aliquis sub jurisdictione sua aliquem posuerit in mortis periculo eminenti, ipsa ecclesia, si potest, tenebit vel teneri faciet illum qui perpetraverit tale malum, necnon et bona illius quam citius poterit saisiet, vel saisiri faciet, si tamen sit ejus hospes. Que bona saisita dictus castellanus tunc videre poterit per se vel per suos. si placuerit. Et si contigerit illum mori inde, tunc demum castellanus faciet quod erit de morte hominis faciendum, et alio modo intromittere se non poterit. Item, duellum, si acciderit, habebit castellanus. Item super albanos venientes de ultra Lisium et de ultra Scaldam, habebit castellanus annuam duodenam, et in morte contentus erit meliori catallo tantummodo. In bonis vero eorum qui de thoro non erunt legitimo, et quos sine herede de carne sua contigerit decedere, nil habebit, nec alius nisi ecclesia supradicta. Item, castellanus bannos faciet augustales, ut nullus ante solis ortum vel post occasum carricare presumat, et de nocte custodiri faciet sicut alibi facit communiter in castellania Tornacensi, tantummodo super terras quas ecclesia posuit ad redditum vel ad censum, unde fecit hospites vel tenentes; sed supra curtes vel supra terras proprias ecclesie quas habet vel habitura est in castellania Tornacensi, et quas excolet, vel excultura est suis sumptibus vel expensis, vel quas ad medietariam vel ad censas ad

certos annos concessit vel concessura est excolendas, nullum bannum facere poterit castellanus.

Item sua allodia, suos hospites, suos tenentes, et alios qui jus fieri sibi petent per scabinos vel hospites ipsius ecclesie, justiciabit ipsa ecclesia sicut ei melius videbitur expedire; et quamdiu sic faciet et facere volet, non ducet eos alibi ad consilium vel inquestam Sed si fortassis aliquid esset faciendum quod justiciare nescirent ipsi hospites vel scabini per dicte ecclesie consilium vel etiam ecclesia ipsa, ecclesia eos tunc demum duceret vel duci faceret ad consilium vel inquestam, et ad legem francorum scabinorum, et secundum consilium eorum justiciaret eosdem. Et si forte ecclesia in defectu esset, ita quod id facere recusaret etiam ab ipso submonita castellano, ipsa post submonitionem existente in defectu, idem castellanus illos faceret habere predictam legem francorum scabinorum; nec aliud juris quam quod hic declaratum est remanebit penes castellanum, vel habebit super allodia, super hospites ipsius ecclesie vel tenentes.

Item vivaria cum esclusis molendinorum ecclesie, sicut ipsa habebat tunc ecclesia in castellania Tornacensi, concessit et confirmavit dictus castellanus dicte ecclesie in perpetuum pacifice possidenda. Insuper et totam terram que est juxta aquam de Ries extra bannileucam Tornacensem, inter pontem lapideum apud Ries sicut itur versus Warnaviam, et esclusam superioris molendini ecclesie versus Heram, tam extra quam intra esclusas, et tam rejectum si tamen aliquid sit rejecti, quam hereditatem ecclesie, exceptis keminis qui ibi sunt, concessit et confirmavit idem castellanus eidem ecclesie in perpetuum pacifice possidendam.

Insuper si quid habuerat, vel habebat, vel manutenuerat, vel manutenebat per se vel per alios quoquomodo ipse castellanus super allodia, vel hospites ecclesie vel tenentes, ultra quod superius est expressum, quitum clamavit ecclesie supradicte, et contulit in elemosinam, ut ipsum et suos predecessores haberet decetero in suis benefactis et orationibus commendatos; et sua allodia, et suos hospites, et suos tenentes que vel quos habet vel habitura est dicta ecclesia in futurum in castellania Tornacensi, tenebit in perpetuum secundum formam superius adnotatam. Omnes conventiones premissas concessit et confirmavit dictus castellanus ecclesie sepedicte, et creantavit quod pacem istam in perpetuum observabit inviolabiliter, et faciet observari, et quod contra pacem istam per se vel per alios nichil

attemptabit, nec dictam ecclesiam ulterius scienter in aliquo molestabit vel dampnificabit. Hec omnia servari debent, salvis nichilominus et salvatis in omnibus kartis quibusdam sigillatis sigillis Milonis, Belvacensis, et P[etri], Attrebatensis Dei gratia episcoporum, et M[ichaelis] de Harnes, militis, qui de viginti libris Parisiensium quas Sancti Martini Tornacensis, Sancti Amandi in Pabula, et Sancti Nicholai in Pratis juxta Tornacum ecclesie debent castellano Tornacensi, faciunt mentionem. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, nos ad petitionem dictarum partium omnia supradicta auctoritate pontificali confirmamus, et presentem kartam sigilli nostri munimine fecimus roborari, quam ad petitionem dicti castellani ecclesie tradidimus sepedicte.

Actum anno gratie millesimo ducentesimo tricesimo nono, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé sur lacs de soie rouge et verte, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 131; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 28.

481.

L'official de Tournai constate que le châtelain de cette ville a fait publiquement amende honorable pour les torts qu'il avait causés à l'abbaye de Saint-Martin, et a promis de défendre à l'avenir cette abbaye contre ceux qui voudraient la molester.

22 mai 1240.

Actum anno Domini ut supra [M°. CC°. XL°], feria tertia predicta [ante Ascensionem Domini].

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 164; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 59 [1].

[1] Cette charte, publiée dans le GALLIA CHRISTIANA NOVA, t. III, Instr., col. 62, a été rééditée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. I, p. 249.

482.

Arnoul, seigneur de Mortagne et châtelain de Tournai, donne à cens le pâturage du Locquet et les marais de le Wele, à la commune de Froyenne, à l'hôpital Notre-Dame à Tournai, et aux moines de Saint-Martin.

Juillet 1240.

Ce fu fait en l'an de l'incarnation mil CC. XL, au mois de jullet.

Tournai, Archives des hospices, Fonds de l'Hôpital Notre-Dame, *Cartularium magnum B.*, fol. 162ª, copie du XVIe siècle [1].

483.

Le seigneur d'Escamaing approuve l'échange de treize bonniers et demie de terre à Taintegnies, fait par le chevalier Henri de Kikenpoist, son vassal, contre une égale quantité de terre à Taintegnies et à Willemeau, appartenant à l'abbaye de Saint-Martin.

Tournai, août 1240.

Ego Bernadus, miles, dominus d'Eskameng, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod dominus Henricus de Kikenpoist, miles, homo meus feodalis, tredecim bonaria et dimidium terre arabilis que de me tenebat in feodum, jacentia in parrochia de Tintegnies, videlicet in uno frusto, in loco qui dicitur Mousconculture, dimidium quartarium et tres virgas et dimidiam; in alio frusto septem quartarios viginti septem

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 71.

virgas minus; in alio frusto unum quartarium et dimidium, et quinque virgas et dimidiam; in alio frusto unum bonarium et sex virgas, unum quartarium minus; in alio frusto quinque quartarios et tres virgas et dimidiam; in alio frusto tres quartarios et XL[a] duas virgas et dimidiam; in alio frusto quatuor bonaria et sexaginta et decem virgas; in alio autem frusto tria bonaria et dimidium et viginti quatuor virgas, in presentia mea et hominum meorum, videlicet: domini Sicheri de Mares, militis, domini Hellini de Molembeis, militis, Walteri de Calonne, Wicardi de Flekières, et Petri Boteriel, cum ecclesia Beati Martini Tornacensis pro totidem bonariis terre quam dicta ecclesia habebat in frustis pluribus, videlicet in parrochia de Tintegnies predicta, in uno frusto quinque quarterios sex virgas minus; in alio frusto tres quartarios et dimidium, virgam et dimidiam minus; in alio frusto unum bonarium et dimidium, et octodecim virgas; in alio frusto tres quartarios viginti et novem virgas minus; in alio frusto unum quartarium et dimidium et quinque virgas, et quartam partem unius virge; in alio frusto unum bonarium et tredecim virgas, unum quartarium minus; in alio frusto duo bonaria et dimidium, et tres virgas, unum quartarium minus; in alio frusto unum quartarium et viginti quinque virgas et dimidiam; in alio frusto tres quartarios et duodecim virgas et dimidiam; in alio frusto unum bonarium; in parrochia vero de Willemiel, in uno frusto dimidium bonarium tredecim virgas minus, et quartam partem unius virge, de consensu meo legitime excambiavit, secundum legem patrie, sollempnitate debita accedente. Dictus autem dominus Henricus dictam terram ad opus dicte ecclesie in manus meas reportavit, et quicquid juris in ipsa habuerat legitime renuntiavit. Ego autem predictam terram domno Radulpho, tunc temporis abbati, in presentia hominum meorum predictorum, qui ter a me requisiti judicaverunt quod hoc legitime facere poteram, ad opus predicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis reportavi, ab omni exactione, onere, servicio et consuetudine liberam perpetuo possidendam. Dictus autem abbas, nomine ecclesie sue, tot bonaria terre quot ipsi ecclesie tradideram, in manus meas, ad opus predicti domini H[enrici], hominis mei, reportavit, et eidem legitime renuntiavit; quam terram ego dicto domino H[enrico] loco terre prefate quam ad opus ecclesie in manus meas reportaverat, et ipsi ecclesie renuntiaverat, ipsi contuli in presentia hominum meorum predictorum, in

feodum perpetuo possidendam. Insuper predictus dominus H[enricus], in presentia mea et hominum meorum predictorum, fide et sacramento interpositis, legitime promisit se nullam artem vel ingenium per se vel per alium quesiturum unquam, per que dicta ecclesia super terra prefata in posterum molestetur vel dampnificetur. Ego autem ecclesie memorate legitime promisi, quod si dictus dominus H[enricus] vel ipsius heredes dictam ecclesiam super premissa terra in aliquo molestarent vel dampnificarent, ego de ipsis, tanquam de hominibus meis, prefate ecclesie justiciam plenariam exhibebo, si ab ipsa ecclesia fuero requisitus. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ad petitionem sepedicti domini Henrici, presentes litteras ecclesie predicte contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum Tornaci, in ecclesia Beati Martini, presentibus bonis viris, domno Radulfo, tunc temporis abbate, Nicholao, preposito, Johanne de Foro, Petro de Fromont, monachis dicte ecclesie, domino Egidio de Here, milite, Walcero le Sauvage, et aliis quampluribus bonis viris, anno gratie millesimo ducentesimo quadragesimo, mense augusto.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 77; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 92.

484.

L'official de Tournai déclare que les fils du seigneur Jean d'Esplechin, devenus majeurs, ont approuvé les ventes de terre à Esplechin, faites par leur père à l'abbaye de Saint-Martin, et ont accepté par avance les peines dont l'official les frapperait, s'ils troublaient l'abbaye dans la jouissance desdites terres.

Septembre 1240.

Universis presentes litteras inspecturis, magister W... de Gandavo, clericus et officialis domini Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum dominus Johannes de Esplecin,

miles, de assensu uxoris sue Cylie, vendidisset ecclesie Beati Martini Tornacensis octo bonaria terre sue site in parrochia de Esplecin, quorum bonariorum tria et dimidium sita sunt ex opposito del Casteler, versus Tornacum, et quatuor et dimidium ad Spinam secus viam de Bovines, quam terram dictus miles tenebat in feodum a domino Amulrico de Landast, milite; ac idem J[ohannes], miles, promisisset se habiturum tales duos filios suos, Johannem scilicet et Petrum, qui tempore venditionis facte minoris erant etatis, quod cum dicti filii sui ad etatem pervenissent legitimam, dictam venditionem approbarent et laudarent, sicut coram nobis recognovit idem miles, et etiam in carta domini Amulrici de Landast, militis predicti, super hoc confecta vidimus plenius contineri; tandem dicti Johannes et Petrus, filii dicti J[ohannis] militis, habentes quindecim annos et amplius, ut dicebant, et sicut ex aspectu corporis videbatur, in nostra propter hoc constituti presentia, dictam terram werpiverunt ecclesie memorate, venditionem predictam, et omnes venditiones alias quas pater eorum predictus dicte ecclesie fecerat approbantes et laudantes, fide etiam et juramento interpositis, promiserunt quod contra dictam venditionem, seu etiam contra venditiones alias jam factas eidem ecclesie a patre eorum memorato, nullo tempore venient, nec aliquid juris in eadem terra vel aliis rebus ipsi ecclesie a patre eorum venditis decetero reclamabunt, nec dictam ecclesiam super terra predicta vel aliis rebus venditis, ut dictum est, molestabunt, nec per se nec per alium molestari procurabunt. Et si ipsos vel alterum eorum contra premissa vel aliquid premissorum venire contigerit, concesserunt quod nos ipsos ad desistendum, ad simplicem querimoniam, per excommunicationis sententiam compellamus, monitione tamen competenti precedente, et quod nichilominus utrique eorum in xx lib. Flandrensium nomine pene ipsi ecclesie teneatur. Promiserunt etiam dicti Johannes et Petrus quod super premissis conventionibus dicte ecclesie cartam dabunt, sigillo patris eorum predicti sigillatam, quia sigilla propria non habebant. In cujus rei testimonium, presentes litteras contulimus dicte ecclesie, sigillo sedis Tornacensis roboratas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo, mense septembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 156.

485.

Jean et Pierre, fils et héritiers du seigneur Jean d'Esplechin, arrivés à majorité, approuvent les ventes faites par leur père à l'abbaye de Saint-Martin, et en particulier celle de huit bonniers de terre à Esplechin, jadis tenus en fief par lui d'Amaury de Landas.

Septembre 1240.

Nos Johans et Pieres, enfant et hoir mensegneur Johan d'Esplecin, cevalier, faisons asavoir à tous cials ki sunt et ki avenir sunt, et cest escrit veront et orunt, que nos ki avons eage loial, le vendage de wit boniers de tiere ki gist à Esplecin, que nos père ki devant est nommés a fait à le glise Saint Martin de Tornai, que il tenoit de monsegneur Amolri de Landast, cevalier, en fief, au tans delquel vendage nos n'aviens mie eage loial, delquel vendage li glise devantdite a le cartre mensegneur Amolri ki devant est dis, et tous autres vendages que nos pères devant només a fais à le glise devantdite, otrions nos et loons. Et se nos veniens encontre nul de ces vendages, nos avons otroiet par devant l'official de Tornai qu'il nos puist escumenier. Et si renderoit cascuns de nos à le glise devantdite vint lib. de Flamens en non de paine. Et si avons fienciet et juret que jamès à nul jor art ne engien ne querrons ne par nos ne par autrui, par quoi li glise devant nomée ait damage ne soit destorbée por l'oquoison des vendages ki devant sunt dit. Et por çou que nos n'avons mie seaus, nos avons fait ceste cartre saieler del saiel no père ki devant est només.

Çou fu fait en l'an de l'incarnation Nostre Segneur M. CC. et quarante, el mois de septembre.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 156; *Ibidem*, Cartulaire 127, p. 295.

486.

Le châtelain de Tournai approuve la vente de terres à Warnave, faite aux moines de Saint-Martin par Walterus de Calonne; il investit les moines de la propriété des dites terres, et leur en garantit la jouissance à condition qu'ils lui payeront chaque année un cens.

Tournai, octobre 1240.

Actum Tornaci, in claustro Beate Marie Virginis, anno Domini M°. CC°. XL°, mense octobri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 19; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 73; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 74 [2].

487.

L'official de Tournai déclare que Walterus de Calonne et Maria, sa femme, se sont soumis à la censure ecclésiastique, pour le cas où ils troubleraient l'abbaye de Saint-Martin dans la jouissance de la terre qu'ils lui ont vendue à Warnave.

Octobre 1240.

Magister W... de Gandavo, clericus et officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

[1] Cet original est maintenant dans un état déplorable.
[2] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 72.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constituti Walterus de Kalone et Maria, ejus uxor, recognoverunt se vendidisse bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, unum bonarium et dimidium, septem virgis et dimidia minus, terre sue proprie jacentis retro curtem de Warnavia, in loco qui dicitur Bauduinsmortiers, quam tenebant dicti Walterus et Maria, uxor ejus, in feodum a castellano Tornacensi; quam terram dicti Walterus et Maria ad opus dicte ecclesie werpiverunt coram nobis, recognoscentes de precio dicte venditionis sibi esse ad plenum satisfactum, et pecuniam inde receptam in communes usus eorum esse conversam. Promiserunt etiam dicti Walterus et Maria; ejus uxor, fide et juramento interpositis, quod contra dictam venditionem nullo tempore venient, nec aliquid juris in dicta terra decetero reclamabunt, nec dictam ecclesiam ullatenus molestabunt vel procurabunt molestari. Renuntiavit etiam dicta Maria, uxor dicti Walteri de Kalone, omni juri quod ei, ratione dotis, vel assignamenti, vel aliunde competebat vel competere poterat in terra supradicta, promittens fide et juramento interpositis, quod nichil juris in dicta terra decetero reclamabit, nec dictam ecclesiam super aliquo jure quod ei competat vel competere possit, molestabit vel procurabit molestari. Concesserunt insuper dicti Walterus et Maria, uxor ejus, quod si contra premissa vel aliquod premissorum venirent, nos ipsos ad desistendum per censuram ecclesiasticam compelleremus. In cujus rei testimonium presentes litteras, ad petitionem dictorum Walteri et Marie, ejus uxoris, dicte ecclesie contulimus, sigillo sedis Tornacensis roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°, mense octobri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 76.

488.

L'official de Laon déclare que Lieduidis la Folete a vendu au prieur de Chantrud deux pièces de pré et une pièce de terre à Grandlup, et que les enfants de ladite Lieduidis ont approuvé cette vente.

Novembre 1240.

Universis presentes litteras visuris, magister Willelmus de Antogniaco, officialis Laudunensis, salutem in Domino.

Noverint universi, quod constituta coram nobis Lieduidis li Folete, de Tierroit, recognovit se vendidisse priori domus de Chantrius, Laudunensis dyocesis, precio octo librarum et IX sol. et quatuor den. Laudunensium, de quibus recognovit sibi plenius esse satisfactum, duas pecias prati et unam peciam terre arabilis, sitas in territorio de Grandiloco, juxta locum qui dicitur Samblecort, qui ad ipsam Lieduidem jure hereditario pertinebant, ut dicebat eadem L[ieduidis]. Renerus vero, Beatridis, Honda, Elyzabeth et Bartholomeus, liberi dicte Lieduidis, coram nobis constituti, dictam venditionem laudaverunt et approbaverunt, et gratam et firmam habuerunt, et quitaverunt penitus in perpetuum dicte domni de Chantrius quicquid juris habebant et habere poterant, quocumque modo vel titulo, in dictis peciis prati et terre predicte, fidem interponentes corporaliter de non contraveniendo in posterum per se vel per alium. Et ad majorem securitatem promisit fide prestita coram nobis dicta Lieduidis, quod super dictis terris prefato priori et dicte domui legitimam portabit garandiam contra omnes qui juri et justicie parere voluerint, et quod dictam venditionem faciet laudari a Mathilde et Ermengarde, filiabus suis, cum ipse M[athildis] et E[rmengardis] ad etatem legitimam pervenerint, si super hec ex parte domus fuerint requisite. Et de hoc faciendo, et etiam de dicta garandia portanda, ut dicebat se ad hoc teneri dicta L[ieduidis], ut dictum est, Martinus Carpentarius, frater dicte L[ieduidis], Bauderus Foucars de Grandiloco, et Therricus de Novo molendino, coram nobis plegii se constituerunt erga dictum priorem, et ad hoc obligaverunt eidem. In cujus rei

testimonium presentes litteras patentes emisimus, sigillo curie Laudunensis, salvo jure domini Laudunensis episcopi et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 321.

489.

L'abbé de Saint-Martin déclare que des arbitres sont chargés de rétablir l'accord entre son monastère et l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, à l'occasion de l'usage du ruisseau de Ries, d'une dîme à Gaurain, d'un terrage à Vezon, etc.

Décembre 1240.

Actum mense decembri, anno gratie millesimo ducentesimo quadragesimo.

Le Rouge livre, ancien cartulaire de l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, folio 21b [1].

[1] Le lieu actuel de gisement de ce cartulaire ne nous est pas connu. En publiant la charte, dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. XII, p. 225, d'après ce cartulaire, M. le chanoine Vos n'en a pas indiqué l'emplacement.

490.

L'abbé de Saint-Nicolas-des-Prés lez-Tournai, juge délégué par le pape, déclare que Hugo de Gonhartille, qui avait été excommunié pour avoir frustré l'abbaye de Saint-Martin de certains de ses droits paroissiaux à Froidmont, a reconnu ses torts et fait amende honorable à l'abbaye.

Jeudi 17 janvier 1241.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes divina permissione abbas Sancti Nicholai de Pratis juxta Tornacum, judex unicus a domino papa delegatus, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod cum, auctoritate apostolica, occasione ecclesie Beati Martini Tornacensis excommunicatus fuisset coram nobis Hugo de Gonhartille, pro eo quod dicta ecclesia dicebat quod cum dictus H[ugo] maneret infra parrochiam de Froimont, que est de personatu dicte ecclesie, ipse suam parrochiam propriam contempnens, in alia parrochia jura ecclesiastica percipiebat, et decimas suas et alia jura parrochialia persolvebat; tandem dictus H[ugo] reversus ad cor, comparens in jure coram nobis, recognovit quod in dicta parrochia de Froimont manebat, et promisit quod in dicta parrochia sua propria decetero jura ecclesiastica perciperet, et decimas suas, et alia jura parrochialia decetero persolveret eidem ecclesie memorate. De injuria vero quam intulit dicte ecclesie contempnendo suam parrochiam propriam, prout superius est expressum, et super refundendis decimis et aliis ad jura parrochialia pertinentibus ipsi ecclesie, que parrochie non sue persolverat, et super expensis factis ab ipsa ecclesia occasione dicte litis, stabit ordinationi abbatis ecclesie Beati Martini Tornacensis supradicte. Promisit autem omnia premissa, fide et juramento interpositis, se firmiter servaturum, et etiam sub pena xx librarum Parisiensium, ipsi ecclesie reddendarum si in aliquo contrairet; et nichilominus concessit se posse a nobis vinculo excommunicationis innodari, et ad solutionem dicte pene se posse a nobis per censuram ecclesias-

ticam compelli, si committi contingeret eandem. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. feria v^{a} post octabas Epiphanie.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 519.

491.

Le doyen de Grammont publie les conditions d'un accord conclu pour la culture de douze bonniers de terre à Lierde-Saint-Martin, entre l'abbaye de Saint-Martin, d'une part, Gertrude de Stenvelt et ses enfants, d'autre part.

Février 1241.

In nomine Domini, universis Christi fidelibus tam posteris quam presentibus ad quos presens scriptum pervenerit, W[alterus], decanus de Geraldimonte, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod cum inter ecclesiam Sancti Martini in Tornaco, ex una parte, et Gertrudem de Stenvelt, et liberos ejus, ex altera, super agricultura quam iidem Gertrudis et ejus liberi, scilicet Egidius et Johannes, dicebant et asserebant se habere jure hereditario in xii bonariis terre arabilis, et etiam quibusdam mansis quos dicta Gertrudis et dicti liberi ejus dicebant se possidere jure hereditario et sub annuo censu, diutius mota esset controversia et habita; tandem super omni controversia super jure utriusque partis hactenus habita et mota, intervenit compositio inter dictas partes sub hac forma, quod memorata Gertrudis et ejus liberi habebunt in perpetuum et possidebunt hereditario jure septem jornaria tam in mansis quam in prato, cum omni commoditate adjacente, et prout hactenus dictos mansos et pratum possederunt, sub anno censu quatuor solidorum Flandrensium de quolibet jornario, semper de anno in annum, ad Natale Domini, in die sancti Stephani, ecclesie Sancti Martini superius expresse, aut ejus certo nuntio a dictis Gertrude et ejus liberis reddendorum. Et dicta xii bonaria terre memorate

debent dicti Gertrudis et ejus liberi xxx[a] annis instantibus bene et legitime suis propriis sumptibus excolere, et suo semine prout decebit seminare; et semper in augusto mediatim fructus in quolibet agro existentes et apparentes debent ipsi Gertrudis et ejus liberi, et ecclesia predicta, cum fuerint collecti et accumulati, partificare, et medietatem dicte ecclesie, cum currus dicte ecclesie advenerit, cum curru suo in domo quam ad hoc nuntius dicte ecclesie infra parrochiam de Lierda Sancti Martini sibi elegerit, deducere et carrucare. Et infra istos xxx[a] annos possunt dicti Gertrudis et ejus liberi salices ad testam expoliare, reservato trunco, et de omni ligno carpentario in dictis xii bonariis dicte terre sito, pro sue voluntatis arbitrio disponere, necnon et de salicibus siccis dum plantam reponant. Et transactis istis xxx[a] annis, non possunt nec debent aliquid juris dicti Gertrudis aut ejus liberi in dictis xii bonariis predicte terre sibi repetere vel reclamare; immo ipsa ecclesia potest extunc de dicta terra tanquam de suo allodio ordinare et disponere libere et absolute, non obstante aliqua dictorum Gertrudis et ejus liberorum contradictione. Et de istis xxx[a] annis incipit primus in instanti medio martio. Et mediante ista compositione, sopita est omnino controversia occasione premissorum habita et mota inter dictas partes usque in diem hodiernam. Et interposuerunt fidem cum juramento dicti Gertrudis et ejus liberi, quod dicte ecclesie compositionem istam ratam conservabunt et firmam, ad presens et in posterum; renuntiantes omni juri in dicta terra eis usque ad hanc diem competenti. Et ipsa ecclesia contulit eis jam xx et duas libras alborum pro omni rancore amovendo. Astiterunt autem cum hec facta fuerunt: Johannes, presbiter de Dafanges, dominus Ar[nulfus] de Palude, miles, Willelmus et Boidinus de Dafanges, fratres, Colinus de le Warde, et omnes parrochiani de Lierda Sancti Martini. Et ista compositio fuit coram nobis Ivone, ballivo, villico et omnibus scabinis de Geraldimonte recitata. In hujus autem rei testimonium et munimen perpetuum, ad preces dictarum partium roboravimus presens scriptum appensione tam sigilli viri venerabilis B. ., Dei patientia abbatis de Geraldimonte, quam nostri, quam etiam appensione sigilli Ivonis, ballivi, Johannis de Daftenges et Ar. . . . . de Lierda Beati Martini presbiterorum.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°, mense februario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 199.

492.

Nicole de Barbençon concède à l'abbaye de Saint-Martin le droit d'acquérir, sans lui payer aucune redevance, des terres dans ses domaines jusqu'à concurrence de soixante bonniers à la mesure de Merbes.

Février 1241.

Ego Nicholaus de Barbechon notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod si aliquid in curte de Merbiis, que est curtis ecclesie Beati Martini Tornacensis, michi vel alicui ex parte mea hactenus forte exhibitum fuit, vel exhiberi umquam contigerit, presentium litterarum testimonio recognosco exhibitum fuisse semper et esse de pura gratia dicte curtis et ecclesie, non de jure, et quod in dicta curte jus nullum habeo, vel clamo modo aliquo vel clamabo. Et etiam pro bonis michi a dicta ecclesia exhibitis, tam dicte ecclesie quam curti, nomine elemosine, concedo et confero ut sine aliquo servitio, vel mea vel heredum meorum licentia, in omni dominio meo quod habeo et habebo, crescant decetero et acquirant, ubicumque poterunt, usque ad valorem sexaginta bonariorum terre ad mensuram de Merbiis, et ut in perpetuum possideant et habeant libere tam acquisita quam etiam acquirenda. In cujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras predicte Beati Martini ecclesie contuli, sigilli munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. quadragesimo, mense februario.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 217.

493.

Le doyen de Binche et l'official forain de Reims au diocèse de Cambrai, déclarent que Jean et Wibert Bordon, de Binche, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin tous leurs droits sur un moulin sis à Merbes-le-Château, au-dessous du moulin de l'abbaye de Bonne-Espérance.

Vendredi 15 février 1241.

B..., decanus christianitatis de Binchio, et St[ephanus], canonicus Rothnacensis et officialis foraneus curie Remensis in dyocesi Chameracensi, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod Johannes, clericus de Binchio, cognomine Bordons, et Eva et Elisabet, filie et heredes ipsius, et Wibertus, laicus, cognomento Bordons, civis Binchiensis, frater predicti Johannis, in nostra et capituli nostri de Binchio presentia apud Binchium constituti, recognoverunt se bene et legitime vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis, quicquid juris clamabant vel habebant vel habere poterant in molendino sito apud Merbes Castello, subtus molendinum ecclesie Beate Marie de Bona Spe, quod est ecclesie Beati Martini Tornacensis, pro centum solidis Parisiensium, quos jam se habuisse integre similiter recognoverunt; ibique coram nobis et predicto capitulo, fide et sacramento interpositis, legitime promiserunt, quod occasione dicte venditionis vel dicti molendini, dictam Beati Martini ecclesiam vel curtem de Merbes, que est dicte ecclesie, vel res ipsius ecclesie, per se vel per alium nunquam decetero molestabunt, et quod nunquam querent artem vel ingenium unde super hoc dicta ecclesia possit vel debeat in aliquo molestari. Hoc etiam idem predicti Johannes, clericus, et Wibertus, frater ejus, recognoverunt coram nobis apud Merbes, coram juratis ipsius ville, et Johanne, presbitero dicti loci, postulantes a nobis ut quod in nostra gestum est presentia, ne in posterum oblivione depereat, ad opus sepedicte Beati Martini ecclesie litteris commendemus, et ipsas eidem ecclesie conferamus, sigillorum nostrorum munimine roboratas. In cujus rei memoriam et perpetuam

firmitatem, presentes litteras scribi fecimus, quas supradicte ecclesie Beati Martini contulimus, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. quadragesimo, sexta feria post diem Cinerum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé de deux sceaux, pendants sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 214; *Ibidem,* Cartulaire 126, fol. 13[b].

494.

L'official de Laon déclare que Baudouin, clerc de Festieux, a vendu au prieuré de Chantrud une pièce de terre à Froidmont, près du bois de Luvry.

Mars 1241.

Universis presentes litteras visuris, magister Willelmus de Antogniaco, officialis Laudunensis, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constitutus in presentia nostra Balduinus, clericus de Festeolis, recognovit se vendidisse priori de Chantrius quandam peciam terre arabilis, ab omni debito et debitionis onere quocumque quitam et liberam, preterquam de decima, continentem quatuor galetos et dimidium, et duas virgas et dimidiam, ad mensuram Laudunensem, sitam in decimagio de Frigidomonte, prope boscum de Luvri, contiguam terre Theobaldi de Barenton, precio octo libr. Parisiensium, de quibus recognovit sibi a dicto priore plenius esse satisfactum; fide corporali prestita promittens se legitimam portaturum garandiam prioratui de Chantrius, super pecia terre antedicta, adversus omnes qui juri et justicie parere noluerint; et ad eandem garandiam perpetuo portandam, se et heredes suos obligavit et constituit obligatos. Hersendis etiam, uxor dicti Balduini, eandem venditionem coram nobis laudavit et approbavit; et quicquid juris habebat in dicta pecia terre, vel habere poterat sive nomine

dotis, sive alio modo, dicto prioratui, spontanea et non coacta, sicut eadem dicebat in perpetuum penitus quitum clamavit, fidem interponens corporalem, quod in pecia terre supradicta, nichil in posterum per se vel per alium reclamabit. In cujus rei testimonium, presentes litteras patentes emisimus, sigillo curie Laudunensis, salvo jure domini Laudunensis episcopi et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 325.

495.

Le seigneur d'Iseghem approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Henricus Spise et sa femme Elisabeth, de toute la dîme qu'ils tenaient de lui en fief dans la paroisse d'Emelghem.

Mars 1241.

Ego Balduinus, miles, dominus de Ysenghem, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis, de assensu et voluntate mea, emit bene et legitime, secundum plenam legem patrie, ab Henrico dicto Spise et Elizabet, uxore ejus, totam decimam quam de me tenebant in feodum in parrochia de Emlenghem, que spectat ad ipsius ecclesie patronatum, quindecim libris Flandrensis monete. Ut igitur contractus iste fieret cum debita sollempnitate, dicti Henricus et Elizabet, uxor ejus, in mea propter hoc presentia constituti, coram hominibus meis, paribus ipsorum, videlicet : Lamberto de Curia, Arnulfo, fratre ejus, Henrico Majore, Symone de Mandra, Balduino de Haya, Waltero Bar et Henrico de le Bieke, tribus vicibus sollempniter in manu mea resignaverunt, ad opus predicte Beati Martini Tornacensis ecclesie, totam deci-

mam memoratam, fide et sacramento confirmantes se nichil in dicta decima decetero reclamaturos. Cumque, ut moris est, ter a me requisiti fuissent homines mei predicti, ad quos secundum legem patrie de illo feodo judicare pertinebat, ut si quod fecerant predicti Henricus et Elizabet, uxor ejus, de jure facere potuissent, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti utrum quicquam juris haberent amplius in illa decima, habito consilio responderunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus ecclesie memorate, habito consilio dixerunt quod ita. Quo facto, dicti pares ipsis Henrico et Elizabet, uxori ejus, et eorum successoribus, dictam decimam in perpetuum abjudicaverunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam in manum domni Nicholai, dicte ecclesie prepositi, ab ecclesia sua ad hoc specialiter destinati, ad opus ipsius ecclesie Beati Martini Tornacensis, nomine elemosine libere reportavi, ab eadem ecclesia in perpetuum, ab omni exactione et dominio libere possidendam, nichil in dicta decima mihi vel meis successoribus retinendo. Ut autem super hoc decetero nullus ipsam ecclesiam possit vel audeat molestare, ego promitto bona fide quod faciam ipsam ecclesiam, tanquam dominus feodi, pacifice possidere decimam sepedictam. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras supradicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 10; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 505.

[1] Cet original est maintenant à peu près inutile.

496.

Le châtelain de Tournai approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Gilles de Haudion d'une terre à l'Epine, et garantit aux moines de l'abbaye la libre jouissance de cette terre, à condition que chaque année ils lui payeront un cens.

Avril 1241.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo, mense aprili.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original scellé sur double queue de parchemin, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 74; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 40; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 294, copie de 1685 [1].

497.

L'évêque de Tournai approuve la fondation d'une chapelle dédiée à Notre-Dame dans l'église de Saméon, et détermine les droits et devoirs du chapelain.

Tournai, mai 1241.

Actum Tornaci anno Domini M°. CC°. XL°. primo, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 189 [2].

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 75.
[2] Cette charte est publiée dans les *Mémoires de la Société historique de Tournai*, t. I, p. 297.

498.

L'évêque de Cambrai approuve la vente d'un moulin à Merbes, faite à l'abbaye de Saint-Martin par un hôte de cette abbaye, nommé Evrard, qui le tenait d'elle à cens.

Mercredi 5 juin 1241.

G[uido], Dei gratia Cameracensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod in nostra constitutus presentia Evrardus, laicus de Merbiis Castelli, hospes, ut dicitur, ecclesie Beati Martini Tornacensis, recognovit coram nobis se vendidisse bene et legitime, ecclesie Beati Martini Tornacensis supradicte, molendinum aque situm apud Merbes, ante curtem dicte ecclesie Beati Martini sitam in eadem villa, quod tenebat, ut dicitur, de predicta Beati Martini ecclesia, ad annuum censum quatuordecim raserarum bladi, ad mensuram de Binchio, pro centum et viginti libris Flandrensis monete, et quod de dicta pecunia eidem est satisfactum ab ecclesia supradicta. Insuper, fide et sacramento interpositis, coram nobis promisit quod nunquam per se vel per alium queret artem vel ingenium unde predicta Beati Martini ecclesia vel pertinentia ad ipsam, occasione hujus venditionis vel dicti molendini, in posterum possint vel debeant molestari; postulans dictam recognitionem et venditionem a nobis dicte ecclesie Beati Martini sigillari. Nos igitur ad preces tam dicte ecclesie quam prefati Evrardi, in testimonium premissorum presens scriptum sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Datum feria quarta post octavas Trinitatis, anno Domini M°. CC°. XL°. primo.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 215; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 14°.

499.

L'évêque de Tournai constate que le seigneur de Favereules a vendu pour trois ans, à l'abbaye de Saint-Martin, toutes les redevances, dîmes, terrages qui lui étaient dus sur vingt-deux bonniers de terre à Evregnies.

Mardi 18 juin 1241.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras visuris in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constitutus propter hoc in presentia nostra Willelmus de Evregnies, miles, dominus de Favereules, recognovit se vendidisse bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, omnes redditus, omnem decimam, omniaque terragia que habet idem miles in viginti et duobus bonariis terre, paulo plus vel minus, jacentis in parrochia de Evregnies, in personatu ecclesie Sancti Martini predicte, a festo Nativitatis beati Johannis Baptiste proximo venturo usque ad tres annos sequentes; ita tamen quod si, per defectum illorum qui in [dictis] redditibus, decimis et terragiis tenentur, ipsos contingeret leges aliquas committere, dicta ecclesia .. ona omni, ipsis redditibus, decimis et terragiis perciperet ipsas leges. Volens et concedens dictus Willelmus, miles, quod dicta ecclesia dictos redditus, decimam, terragia et leges percipiat per dictos tres annos [integraliter], secundum quod superius dictum est, et hoc pretio viginti et sex librarum Flandrensium, de quibus idem miles ... plenum recognovit fuisse satisfactum ab ecclesia Sancti Martini Tornacensis predicta, in pecunia numerata. Promittens etiam, fide et juramento corporaliter prestitis, quod contra dictam venditionem non v[eniet i]n futurum, n[ec ip]sam ecclesiam impediet vel impediri procurabit quominus ipsa possit percipere redditus, [decimam], terragia et leges supradictas. Concedens etiam idem miles, quod si ipsum in aliquo premissorum contraveni[re] contingeret, quod [ab]sit! quod nos ipsum ad desistendum per excommunicationis sententiam possemus compellere ad quamcunque ..... transtulerit in futurum; renuntians expresse omni exceptioni, et omni [privil]egio crucis indulto seu etiam in posterum indulgendo.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. primo, f[eria] tercia ante Nativitatem beati Johannis Baptiste.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 27; original jadis scellé sur double queue de parchemin.

500.

L'official de Tournai constate le don fait à l'abbaye de Saint-Martin par Ogine, veuve de Gossuin le Prévost, bourgeois de Tournai, sous réserve de l'usufruit sa vie durant, de sept quartiers de terre à Taintegnies et Willemeau.

10 août 1241.

Magister Willermus de Gandavo, clericus et officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod constituti propter hoc in presentia nostra Ogina, dicta Preposita, vidua relicta Gossuini dicti Prepositi, civis quondam Tornacensis, et Bernardus de Watrelos, maritus Marie, filie dicte Ogine, septem quartarios terre ipsius Ogine, cujus terre unus bonarius jacet apud Tintegnies, et reliqui tres quartarii jacent apud Willemeil, sub Faubusk, qui tres quartarii tenentur ab ecclesia Tornacensi; que terra ad dictum Bernardum et ejus uxorem post decessum prefate Ogine jure hereditario devolvi debebat, ut dicebant, ecclesie Beati Martini Tornacensis in puram elemosinam contulerunt, eo salvo quod dicta Ogina de consensu et permissione ejusdem ecclesie usufructum retinuit in eadem. Et promiserunt fide et juramento interpositis, quod in eadem terra, per se vel per alium nichil juris decetero reclamabunt, nec artem querent vel ingenium quibus possent dictam ecclesiam super terra predicta molestare, salvo, ut dictum est, eidem vidue usufructu ad vitam suam in eadem. In cujus rei testimonium presentes litteras ad instantiam ipsorum contulimus eidem ecclesie sigilli sedis Tornacensis munimine consignatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. primo, in die beati Laurentii martiris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 162.

501.

Le châtelain de Tournai ratifie un échange fait entre Evrard Brifaut et l'abbaye de Saint-Martin, en vertu duquel ledit Brifaut cède à l'abbaye une terre qu'il tenait du châtelain à Wissempierre, et reçoit d'elle une rente en seigle, plus une soulte en argent.

Janvier 1242.

Actum anno Domini M°. CC°. XLI°, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 72; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 100 [1].

502.

Le seigneur d'Ere approuve la vente d'une terre à Longuesauch, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Arnulphus de Latoloco et sa femme Marguerite, qui la tenaient de lui en fief, et stipule que l'abbaye, en échange de son approbation, lui payera chaque année un cens de trois deniers de Laon.

Ere, mars 1242.

Ego Matheus, miles, dominus de Hera, notum facio omnibus presentem paginam inspecturis, quod dominus Arnulphus de Latoloco, miles, homo meus feodalis, et Margareta, ejus uxor, in presentia mea constituti, de consensu meo et voluntate eorum, bene et legitime vendiderunt ecclesie Beati Martini Tornacensis duo bonaria et octoginta virgas terre sue proprie, quam de me tenebant in feodo, tam in terra arabili quam in hospi-

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 77.

tibus, jacentis juxta murum curtis de Longasalice; et hoc coram hominibus meis, paribus suis, videlicet : Egidio de Pesc, milite, Johanne Tiebegot, Arnulphus de Froania, Anselmo de Hera, Johanne Creton. Predicti autem Arnulphus et Margareta, ejus uxor, per advocatum suum, videlicet dominum Gerulphum de Latoloco, coram me et hominibus meis, paribus suis predictis, fide et sacramento interpositis, plenius sunt confessi quod pro necessitate sua dictam venditionem facere sunt compulsi; quam si non facerent, ipsos pejus facere oportebat. Et hoc idem homines mei, pares sui, plenius cognoscebant. Dicti vero Arnulphus et Margareta, ejus uxor, per advocatum suum predictum, dictam terram cum hospitibus, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis in manu mea reportaverunt, et quicquid juris in dictis terra et hospitibus habebant, legitime renuntiaverunt. Et facta renuntiatione ter requisiti utrum aliquid juris in predictis terra et hospitibus haberent, ter sibi illa coram me et hominibus meis, paribus suis, abjudicaverunt; promittentes fide et juramento interpositis, se nullam artem vel ingenium, per se vel per alium quesituros, unde dicta ecclesia de predictis terra et hospitibus aliquatenus in posterum molestetur. Homines vero mei, pares sui antedicti, a me requisiti si dicti Arnulphus et Margareta, ejus uxor, dictam terram et hospites ita werpiverant quod ipsam cum hospitibus legitime conferre possem ecclesie memorate, habito consilio per judicium dixerunt quod sic, et eandem terram cum hospitibus, Arnulpho et ejus uxori Margarete, pares sui predicti abjudicaverunt. Et ego, dominus de Hera, dictam terram cum hospitibus, ad opus ecclesie predicte, domnis Nicholao, preposito, et Petro de Campis, ab abbate suo ad hoc specialiter destinatis, in manibus eorum reportavi, ab omni exactione, et servicio feodali, et consuetudine liberam perpetuo possidendam.

Verumtamen, ut ecclesia predicta securior esse possit in posterum in possessionem predictorum terre et hospitum, consilium habuit quod terram illam cum hospitibus, quam liberam feceram a servicio feodali, a me censualiter tenendam acciperet, videlicet sub censu trium denariorum Laudunensium in festo beati Remigii annuatim solvendo. Insuper, homines mei censuarii, videlicet : Gerardus, presbiter, Hermannus, capellanus, Sobaudus, a me per fidem quam mihi debebant submoniti si eam bene et legitime terram et hospites ecclesie predicte tradidissem, ita quod per legem et de jure posset legitime detinere, habito consilio, per judicium dixerunt

quod sic. Ut autem decetero ecclesiam memoratam super his nullus molestare presumat, ego me et heredes meos, ad preces dictorum Arnulphi et Margarete, ejus uxoris, adversus eamdem ecclesiam me obligo, et plegium et hostagium me constituo, quod terram cum hospitibus contra omnes homines, eidem ecclesie super premissis injuriam inferre attemptantes, teneor in perpetuum legitime garandire. Et si a quoquam, causa hujus contractus, super dictis terra et hospitibus detrimentum aliquod vel gravamen ecclesia sustineret, omne dampnum teneor eidem ecclesie resarcire. In hujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, cartam presentem sepedicte contuli ecclesie, sigilli mei munimine roboratam.

Actum apud Heram, in atrio, anno Domini M°. CC°. XL°. primo, mense martio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 23; original scellé en cire brune sur lacs de soie verte [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 84.

503.

Gilles d'Ere, chevalier, approuve la vente d'une terre à Longuesauch, tenue en fief de son père, et cédée à l'abbaye de Saint-Martin par Arnulphus de Latoloco et sa femme Marguerite.

Ere, mars 1242.

Ego Egidius de Hera, miles, notum facio omnibus presentem paginam visuris, quod ego venditionem factam a domino Arnulpho de Latoloco, milite, et Margareta, ejus uxore, de terra cum hospitibus quam tenebant in feodo a domino Matheo, patre meo, secundum quod in carta ejusdem patris mei super hoc confecta plenius continetur, laudo et approbo, et in perpetuum bona fide conservare promitto. In cujus rei testimonium et

[1] L'état actuel de cet original le rend à peu près inutile.

perpetuam firmitatem, presentem cartulam ad preces dictorum Arnulphi et Margarete, ejus uxoris, ecclesie Beati Martini contuli, sigilli mei munimine roboratam

Actum in atrio de Hera, anno Domini M°. CC°. XL°. primo, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 86.

504.

L'abbesse de Morsele approuve la vente des dîmes que Jean Scortin, fils de Gommer, tenait en fief de son monastère à Luingne et Mouscron, faite par ledit Jean à l'église de Notre-Dame et à l'abbaye de Saint-Martin, à Tournai.

Mars 1242.

Universis presentes litteras inspecturis, Aelidis, humilis abbatissa de Morsella, Cysterciensis ordinis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Johannes, filius Gommeri, dictus Scortin, homo noster, totam decimam quam de nobis tenebat in feodum, et unum homagium ad ipsam pertinens decimam, que utique decima percipitur in parrochiis de Lugne et de Moskeron, in quibus Beate Marie et Beati Martini ecclesie Tornacenses jus patronatus dinoscuntur habere, vendidit de assensu et voluntate nostra jamdictis ecclesiis, presentibus propter hoc coram nobis hominibus nostris, paribus jamdicti Johannis, videlicet : Lamberto Fabro, Hugone le Poitevin, Ghiselino de Alneto, et Rogero, filio presbiteri de Morsella, qui ex parte nostra per ballivum nostrum submoniti, communicato inter se consilio, dixerunt per judicium quod jamdictus Johannes heres erat legitimus de ipsis decima et homagio, et quod bene et legitime vendebat et vendere poterat decimam et homagium supradicta, et quod venditionem hujusmodi faciebat paupertate

compulsus, quam si non faceret, facere deterius cogeretur. Ut autem per jus et legem in eandem decimam et dictum homagium intrarent ecclesie memorate, memoratus Johannes, per dictum nostrorum hominum, suorum parium, in manu nostra, ad opus predictarum ecclesiarum, sepefata decimam et homagium reportavit, et eadem ex toto guerpiens, omni juri quod habebat in eis renuntiavit omnino. Nostri vero homines memorati secum associatis, de concessione Danielis, ballivi domini comitis, ad infortiandum eorum consilium, hominibus ipsius domini comitis, scilicet : Rogero de Campis, Waltero Souris, Stassino de Lisia, Symone Pilet, et Renaldo de Kienghien, eisdem hominibus domini comitis cum ipsis in hoc concordantibus, judicarunt quod prenotate venditio, reportatio et guerpitio, cum premissis omnibus, bene et legitime facte erant, et quod dictus Johannes tantum exinde fecerat quod ipse vel alius ex parte sua nichil deinceps in prescriptis decima et homagio poterat reclamare, ac de ipsis dictas ecclesias investire secure et licite poteramus. Et pro sollempnitate juris et legis implenda, a nobis semel, secundo et tertio super hoc requisiti, idem ad interrogationes singulas responderunt. Nos autem hiis omnibus rite ac recte peractis, decimam et homagium sepedicta magistro Johanni de Lens, canonico Tornacensi, et N[icholao], preposito Sancti Martini Tornacensis, ad hoc pro suis ecclesiis specialiter destinatis, ad opus ecclesiarum suarum reddidimus ab omni jure exempta et servicio feodali, necnon et consuetudine, et exactione qualibet, ab eisdem ecclesiis libere et pacifice perpetuo possidenda, tam nostris hominibus quam hominibus domini comitis memoratis ad hoc astantibus, et similiter judicantibus quod tam ipsa nostra redditio sive investitio, quam omnia supradicta bene et legitime facta erant, et quod jamdicte ecclesie bene et legitime intraverant in premissa. Que ut robur optineant firmitatis, presentes litteras dedimus ecclesiis prenotatis, sigilli nostri appensione munitas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. primo, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 166; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 247.

505.

L'official de Tournai déclare qu'Arnulphus de Latoloco et sa femme Marguerite se sont soumis par avance à l'excommunication, pour le cas où ils troubleraient l'abbaye de Saint-Martin dans la jouissance des terres qu'ils lui avaient vendues à Longuesauch.

Mardi 11 mars 1242.

Magister W[illermus] de Gandavo, canonicus et officialis Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod constituti coram nobis Arnulphus de Latoloco, miles, et Margareta, uxor ejus, recognoverunt se legitime vendidisse ecclesie Sancti Martini Tornacensis, duos bonarios et octoginta virgas terre sue, cum hospitibus in eadem manentibus, jacentis ad Longamsalicem, et tenetur ad censum annuum trium Laudunensium de domino de Hera; quam terram cum hospitibus predictis recognoverunt se eidem ecclesie, coram domino de Hera, et coram illis per quos habet judicari, legitime werpivisse; et promiserunt fide et juramento interpositis, quod in eadem terra et hospitibus manentibus in eadem, nichil juris per se vel per alium decetero reclamabunt, nec eandem ecclesiam, super eadem, per se vel per alium aliquatenus molestabunt vel molestari procurabunt. Dicta etiam Margareta renuntiavit expresse coram nobis omni juri quod sibi in dicta terra competebat, ratione assignamenti sibi facti a dicto marito suo; promittens fide et juramento interpositis, quod ratione dicti assignamenti vel dotis, vel alia quacumque causa, nichil juris sibi in eadem vendicabit, et affirmans, prestito juramento, quod hanc venditionem fecerat et in eadem consenserat, spontanea, nullo metu aut vi inducta, et quod dictus maritus suus dicti assignamenti sui ad residuum feodi quem tenet de domino de Hera recompensationem sibi fecerat competentem. Quod idem Arnulphus, juramento prestito, affirmavit. Concedentes se posse a nobis excommunicationis vinculo innodari, si dictam venditionem decetero reclamarent vel ei in aliquo contrairent, vel si dictam ecclesiam super eadem in aliquo

molestarent; et quantum ad hoc se supposuerunt jurisdictioni curie Tornacensis. Ad hec prefate Margarete coram nobis suffecit recompensatio sibi facta. In cujus rei testimonium, presentes litteras eidem ecclesie ad instantiam dictorum Arnulphi et Margarete contulimus, sigilli sedis Tornacensis munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. primo, feria tertia post Invocavit me.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 86.

506.

Gossuin, seigneur du Quesnoy, approuve la vente de divers biens à Quarte, faite par Thierry de Brugeletes, qui tenait de lui ces biens en fief, à l'abbaye de Saint-Martin; mais en échange de son approbation, il stipule que l'abbaye devra chaque année lui payer un cens de neuf deniers de Laon.

Dimanche 13 avril 1242.

Ego Gossuinus, dominus del Caisnoit [1], quondam domini Walteri, militis, filius, notum facio universis quibus presens scriptum videre vel audire contigerit, quod Terrichus de Brugeletes, homo meus feodalis, in mea presentia constitutus, de assensu meo et voluntate, vendidit bene et legitime ecclesie Beati Martini Tornacensis, novem bonaria terre et prati, paulo plus vel minus, que de me tenebat in feodo. jacentia in parrochia de Quarte, necnon et mansum cujusdam hospitis, videlicet Hugonis de Leskeruele, illic juxta eandem terram manentis, cum omni jure in quo dictus Hugo eidem Terricho tenebatur, pro centum triginta una libris Flandrensis monete. Ut autem dicta venditio cum debita sollempnitate celebraretur, dictus Terricus, homo meus, in mea presentia, coram hominibus meis, paribus suis, videlicet : Egidio de Tymougies, et Sygero de Haudion,

[1] Les Cartulaires 122 et 123 de Bruxelles écrivent *de Kesnoit*.

militibus, Gossuino de Arundiel, Radulfo de Rosne, Letberto Chavatte, Evrardo Louinel, et Waltero del Caisnoit, dictam terram et pratum, cum manso predicto, in manu mea, ad opus ecclesie Sancti Martini, libere et integre reportavit. Cumque, ut moris est, idem Terrichus ter a me requisitus coram dictis hominibus meis, paribus suis, tertio recognovisset quod nec ipse nec successores sui decetero jus habebant in predictis, homines mei prefati, pares ipsius Terrichi, ad quos de feodo illo judicare pertinebat, a me modo debito requisiti utrum quod dictus Terrichus fecerat, de jure facere potuisset, et utrum decetero in dictis terra, prato et manso, quicquam juris habebat, consilio inter se habito, concorditer judicaverunt quod quicquid de dictis terra, prato et manso fecèrat, bene et legitime facere poterat, maxime cum ipsis hominibus constaret quod nisi dictam venditionem faceret, majus incurreret detrimentum. Judicaverunt etiam quod idem Terrichus tantum fecerat de premissis, quod in eis ipsi vel ipsius successoribus nichil juris amplius competebat, et quod ecclesie Sancti Martini bene et legitime poterat assignari. Cumque postmodum dictus Terrichus, fide corporali et sacramento prestitis, firmiter promisisset se in premissis nichil juris amplius clamaturum, nec ingenium quesiturum vel artem, per se vel per alium, per que dicta ecclesia Sancti Martini super contractu isto in aliquo molestetur vel dampnificetur, sed contra quoslibet invasores pro posse suo fideliter defensurum, predicti homines mei ipsi Therrico et ipsius successoribus dictam terram et pratum cum manso, in perpetuum abjudicaverunt.

Hiis igitur omnibus sollempniter adimpletis, ego terram eandem quam prius liberam ab omni servicio feodali feceram, cum dictis prato et manso, dicte Sancti Martini Tornacensis ecclesie, per manum domni Letberti, ejusdem ecclesie monachi, tunc elemosinarii, sub testimonio predictorum hominum meorum et etiam scabinorum de Quarte, scilicet : Walteri Buisenau, Roberti de Froidejeskiere, Gonteri del Perier, et Roberti del Bos, libere resignavi, ab eadem ecclesia a me perpetuo censualiter tenendam sub annuo censu novem denariorum Laudunensium, mihi vel nuntio meo, in festo beati Remigii annuatim solvendorum; ita tamen quod ego vel nuntius meus infra ambitum monasterii Sancti Martini censum illum ab illo qui redditus ecclesie recipere consuevit, dicto termino requiremus. Et si forte solutus non fuerit, vel per nostram respectatus non fuerit

voluntatem, ecclesia pro defectu illius termini mihi duplicem censum reddet, nec ad aliam mihi tenebitur emendam; et per dictum censum eadem ecclesia quita erit erga me ab omni servicio, et relevio, et omnibus consuetudinibus. Ut autem decetero memoratam ecclesiam super hiis nemo molestare vel inquietare presumat, ego ad preces Terrichi prefati, adversus dictam ecclesiam me plegium et hostagium constitui quod dictam terram et pratum cum manso, ipsi ecclesie teneor in perpetuum sub pacifica possessione fideliter guarandire. Et si cujusquam reclamatione, causa hujus contractus, in premissis dampnum aliquod vel gravamen eadem ecclesia sustineret, omne dampnum quod ex hoc simplici verbo se assereret abbas ecclesie sustinuisse, teneor eidem ecclesie sine contradictione qualibet resarcire. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ad preces sepedicti Terrichi, litteras presentes memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie contuli, sigilli mei munimine confirmatas.

Actum anno Domini M°. CC°. XLI°, mense aprili, dominica in Ramis palmarum.

Et quia tunc temporis nundum proprium sigillum habueram, occasione hujus contractus sigillum proprium feci, cognoscens coram hominibus meis predictis quod sigillum meum erat, et ipso uti volebam in hac parte; et eodem sigillo cartam presentem feci in predictorum hominum meorum presentia sigillari.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 78; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 81; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 69.

507.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Nicholaus, chevalier, frère de Thierry de Brugeletes, chanoine de Leuze, a approuvé la vente de divers biens à Quarte, faite par ledit Thierry à l'abbaye de Saint-Martin.

Lundi 14 avril 1242.

Universis presentes litteras visuris, W[alterus], decanus Sancti Bricii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Terricus de Brugeletes, canonicus Lutosensis, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse bene et legittime, ecclesie Beati Martini Tornacensis, novem bonaria terre et prati, paulo plus vel minus. jacentia in parrochia de Quarta, necnon et mansum cujusdam hospitis, videlicet Hugonis de Leskeruele, illic juxta eandem terram manentis, cum omni jure in quo dictus hospes dicto Terrico tenebatur, pro centum triginta libris et viginti sol. Flandrensium, que a Gossuino de Querceto tenebat in feodo, secundum formam in litteris dicti Gosuini super hoc confectis, quas dicta ecclesia Sancti Martini penes se habet, contentam. Constitutus etiam propter hoc in nostra presentia Nicholaus, miles, frater dicti Terrici, dictam venditionem benigne approbavit. Promiseruntque, tam dictus Nicholaus, miles, quam ipse Terricus, fide et juramento interpositis, quod nunquam querent ingenium vel artem, per se vel per alium, per que dicta ecclesia Sancti Martini super hoc contractu in aliquo molestetur vel dampnificetur, sed contra omnes molestatores, si qui essent, suum ecclesie prefate apponent bona fide consilium et juvamen; supponentes ambo se jurisdictioni nostre in hac parte, ita quod ad petitionem ecclesie Beati Martini predicte, monitione previa, eos possemus excommunicare, si ipsos vel alterum ipsorum memoratam ecclesiam super dictis terra, prato vel hospite, per se vel per alium decetero in aliquo molestare contingeret, quod absit! seu dampnificare, vel aliquid in eisdem reclamare. In cujus rei testimonium, ad petitionem et preces dictorum Terrici et Nicholai, presentes litteras ecclesie Sancti Martini contulimus sepedicte, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. primo, mense aprili, feria secunda post Ramos palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 15; original scellé sur lacs de soie rouge, en cire brune. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 79; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 83; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 74.

508.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Hugo Poignet, de Rumillies, a donné à l'abbaye de Saint-Martin le manse qu'il habite à Rumillies, se réservant seulement le droit de disposer, sa vie durant, des arbres croissant sur ce manse, un aulne excepté.

Lundi 14 avril 1242.

Universis presentes litteras visuris, W[alterus], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod Hugo de Rumignies, dictus Poignes, coram nobis constitutus, contulit pure et absolute ecclesie Beati Martini Tornacensis mansum suum de Rumignies, in quo manet, cum appendiciis mansi, prout sedet ante et retro, retinens tantummodo ut liceat ipsi, quamdiu vixerit, de omnibus arboribus dicti mansi suam facere voluntatem, preterquam de alneto ibidem sito et ad dictum mansum pertinente. In cujus rei noticiam presentes litteras ipsi ecclesie dedimus, ad preces dicti Hugonis, sigillo nostro sigillatas.

Actum presentibus preposito ipsius ecclesie, Egidio et Andrea, fratribus ordinis Fratrum Minorum, Viviano de Curtraco, Waltero de Atrio, et Gossuino de Maubrai, anno Domini M°. CC°. quadragesimo primo, feria secunda post Ramos palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 12.

509.

Daniel de Maskelines, seigneur d'Aishove, déclare avoir vendu à l'abbaye de Saint-Martin, du consentement d'Isabelle, sa femme, et d'Arnoul de Landas, son seigneur, tous ses droits sur la dîme de Zulte.

Oudembourg, avril 1242.

Ego Daniel de Maskelines, dominus de Aishove, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod ego omne jus quod habebam in decima de Zulte, tam in censu quam in redditibus, hospitibus et homagiis que tenebam in feodo de viro nobili Arnulfo de Landast, domino de Eynes, de consensu et voluntate Ysabelle, uxoris mee, in presentia domini mei predicti et hominum suorum, parium meorum, videlicet : Bernardi de Eynes, Danielis de Bracle, Gossuini de Haspra, militum, Willelmi Bloc, Henrici de Grangia, Eustachii de Hurne, Nicholai de Dam, et Eustachii Zelle, bene et legitime vendidi ecclesie Beati Martini Tornacensis, in cujus ecclesie personatu sita est decima supradicta, de cujus precio venditionis recognosco mihi esse satisfactum ad plenum in pecunia numerata, exceptioni non numerate et tradite pecunie renuntians. Cum autem a domino meo predicto peterem ut ecclesiam predictam mitteret in possessionem predictorum per legem, ipse, homines suos, pares meos predictos, in fidelitate qua ei tenebantur, adjuravit ut eum docerent quomodo dictam ecclesiam mittere deberet per legem in possessionem predictorum. Qui, habito inter se consilio, responderunt et dixerunt per judicium, quod ego totum jus meum, prout superius est expressum, reportarem et resignarem in manu domini mei predicti, ad opus ecclesie predicte ; et postmodum uxor mea renuntiaret omni juri quod ei competebat in predictis, tam ratione dotis quam assignamenti, vel alia quacunque ratione, coram hominibus dicti domini mei et paribus meis, et coram ipso vel coram illo quem ad hoc, loco sui, duceret destinandum ; quibus factis posset dominus meus predictus mittere dictam ecclesiam per legem in possessionem predictorum. Postmodum autem, ego totum jus meum predictum reportavi et resignavi

in manu domini mei predicti, ad opus ecclesie predicte; ipse autem ad uxorem meam misit de hominibus suis, paribus meis, videlicet : Bernardum de Eynes, militem, Walterum de Erlenghem, Henricum Russinc, et Henricum de Grangia, et Eustachium de Hurne, loco sui, coram quibus uxor mea predicta venditioni consensit, et renuntiavit omni juri quod ei in premissis, ratione dotis vel assignamenti, aut alia quacumque ratione competebat. Qui cum hoc ad dominum meum predictum retulissent, ipse dicte ecclesie Sancti Martini dictam decimam, et quicquid ego et uxor mea habebamus in eadem, reddidit quitum et liberum ab omni onere et servitio feodali et alio quocunque. Ego et uxor mea, fide et juramento interpositis, promisimus quod in dicta decima, seu etiam in predictis, decetero nichil juris reclamabimus, nec per nos nec per alium molestabimus dictam ecclesiam super predictis, nec artem nec ingenium queremus, quibus dicta ecclesia gravetur occasione premissorum. Ut autem premissa omnia robur perpetue obtineant firmitatis, et ne ab aliquo possint infringi, presentem cartam sigilli mei appensione feci muniri.

Actum Aldenburgi, anno Domini M°. CC°. XL°. II°, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 71; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 343.

510.

Arnoul de Landas, seigneur d'Eyne, approuve la vente à l'abbaye de Saint-Martin par Daniel de Maskelines, seigneur d'Aishove, de tous les droits qu'il tenait de lui en fief sur la dîme de Zulte.

Avril 1242.

Ego Arnulfus de Landast, dominus de Eynes, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod vir nobilis Daniel de Maskelines, dominus de Aishove, homo meus, in presentia mea et hominum meorum, parium suorum, videlicet : Bernardi de Eynes, Danihelis de Bracle, Gossuini de

Haspre, militum, Willelmi Bloc, Henrici de Grangia, Eustacii de Hurne, Nicholai de Dam et Eustachii Zelle, omne jus quod habebat in decima de Zulte, tam in censu quam in redditibus, hospitibus et homagiis que de me tenebat in feodo, de consensu et voluntate Isabelle, uxoris sue, bene et legitime vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, in cujus ecclesie personatu jacet decima supradicta, de cujus precio venditionis recognovit sibi esse satisfactum ad plenum in pecunia numerata, exceptioni non numerate et tradite pecunie renuntians. Cum autem a me peteret ut dictam ecclesiam mitterem in possessionem predictorum per legem, ego homines meos, pares dicti Danielis predictos, in fidelitate qua mihi tenebantur, adjuravi ut me docerent quomodo dictam ecclesiam mittere deberem per legem in possessionem predictorum. Qui habito inter se consilio, responderunt et dixerunt per judicium, quod dictus Daniel de Maskelines totum jus quod habebat in predictis reportaret et resignaret in manu mea, ad opus ecclesie predicte, et postmodum uxor ipsius Danielis, coram hominibus meis, paribus suis, et coram me vel coram illo quem ad hoc loco mei ducerem destinandum, renuntiaret omni juri quod ei, ratione dotis vel assignamenti, aut alia quacunque ratione competebat in predictis; quibus factis possem dictam ecclesiam mittere per legem in possessionem predictorum. Postmodum autem dictus Daniel de Maskelines in presentia hominum meorum, parium suorum predictorum, omne jus suum, prout superius est expressum, reportavit et resignavit in manu mea ad opus ecclesie predicte. Ego autem ad uxorem ipsius, de hominibus meis, paribus suis, videlicet : Bernardum de Eynes, militem, Walterum de Erlenghem, Henricum Russinch, Henricum de Grangia, et Eustachium de Hurne, loco mei destinavi, coram quibus dicta uxor ipsius Danielis venditioni predicte consensit, et renuntiavit omni juri quod ei in premissis, ratione dotis vel assignamenti, aut alia quacunque ratione competebat. Qui homines mei predicti, cum hec ad me retulissent, ego dicte ecclesie Sancti Martini dictam decimam, et quicquid dictus Danihel et ejus uxor habebant in eadem, reddidi quitum et liberum ab omni onere et servicio feodali, et alio quocunque, facta mihi a dicto Daniele de Maskelines recompensatione condigna pro homagio quod habebam ex feodo supradicto. Ad hec dictus Daniel de Maskelines et ejus uxor, fide et juramento interpositis, promiserunt quod in dicta decima, vel etiam in predictis decetero nichil juris

reclamabunt, nec per se nec per alium dictam ecclesiam molestabunt, nec procurabunt molestari super premissis, nec artem nec ingenium querent quibus dicta ecclesia gravetur occasione predictorum. Ego autem garandizare teneor, tanquam dominus superior, dictam decimam, censum, redditus, hospites, et homagia, prout superius sunt expressa, ecclesie Beati Martini supradicte. Et ut omnia supradicta robur obtineant firmitatis perpetue, et ne ab aliquo possint infringi, presentem cartam sigilli mei appensione duxi roborandam.

Actum anno Domini M°. CC°. XL° II°, mense aprili.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 70; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 344

511.

L'évêque de Tournai déclare qu'Isabelle, femme de Daniel de Maskelines, seigneur d'Aishove, a solennellement approuvé la vente faite par son mari à l'abbaye de Saint-Martin, de tous les droits qu'il tenait en fief d'Arnoul de Landas sur la dîme de Zulte.

Mai 1242.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod Ysabella, uxor viri nobilis Danielis de Maskelines, domini de Aishove, coram Waltero Clerico, nuntio nostro propter hoc ad ipsam a nobis specialiter destinato, recognovit se ratam habere et gratam venditionem quam fecerat dictus Daniel, maritus ejus, ecclesie Sancti Martini Tornacensis, de toto jure quod habebat in decima de Zulte, tam in censu, redditibus, hospitibus et homagiis, que idem Daniel tenebat de viro nobili Arnulpho de Landast, domino de Eynes; promittens fide et juramento interpositis dicta Ysabella, quod in predictis decetero nichil juris reclamabit, et quod contra eandem venditionem dece-

tero non veniet, nec dictam ecclesiam super premissis molestabit, nec per se nec per alium molestari procurabit. Preterea dicta Ysabella renuntiavit expresse omni juri quod ei competebat vel competere poterat in bonis predictis, sive ratione dotis seu assignamenti, seu etiam alia quacunque; recognoscens sub prestito juramento, quod neque vi neque metu ad hoc erat inducta quod dicte venditioni suum preberet assensum, sed istud faciebat spontanea voluntate. Promisit etiam eadem Ysabella omnia predicta et singula se fideliter observaturam, sub virtute prestiti juramenti; concedens se posse a nobis excommunicationis vinculo innodari, si ipsam contra aliquod premissorum venire contingat, et quantum ad hoc se nostre jurisdictioni supposuit expresse, ubicunque se duxerit transferendam.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. II°, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 546.

512.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que les fils et les gendres de Hugo Poignet, de Rumillies, ont approuvé le don fait par lui à l'abbaye de Saint-Martin, du manse qu'il habite à Rumillies.

Mai 1242.

Universis presentes litteras visuris, W[alterus], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus Hugo dictus Poignes, de Rumignies, contulit libere et absolute ecclesie Beati Martini Tornacensis mansum suum situm apud Rumignies, in quo manet, sicut sedet ante et retro, nichil sibi retinens in eodem. Huic autem collationi consenserunt expresse Walterus, Egidius, filii dicti Hugonis, Henricus et Sigerus, mariti filiarum ipsius Hugonis, pro se, uxoribus suis et liberis eorum promittentes, fide et juramento interpositis, quod in dicto manso

decetero nichil juris reclamabunt, nec dictam ecclesiam super de predicto manso, per se vel per alium molestabunt, nec artem vel ingenium querent quibus dicta ecclesia in aliquo molestetur vel agravetur. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ad instantiam dicti Hugonis et heredum suorum antedictorum, presentes litteras contuli ecclesie supradicte, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum presentibus N[icholao], preposito, et P[etro] de Campis, monachis Sancti Martini, Odone, presbitero de Vaus, Letberto, tunc capellano Sancti Brictii, Silvestro, presbitero de Busenau, Waltero dicto Malet, Michaele, majore de Busenau, Symone l'Escuier, et Hugone, clerico nostro, anno Domini M°. CC°. XL°. II°, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 162; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 11.

513.

Raoul de Saint-Quentin, chanoine de Tournai, rend une sentence arbitrale favorable à l'abbaye de Saint-Martin, dans un différend qui avait surgi entre elle, l'église de Leuze et le curé de Grandmetz, à l'occasion des dîmes de Dameries que réclamaient cette église et ce curé, et que l'abbaye refusait de leur servir.

Vendredi 2 mai 1242.

R[adulphus] de Sancto Quintino, canonicus Tornacensis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Noverit universitas quod cum ecclesia Luthosensis et presbiter de Granmes, ex una parte, abbatem et conventum Sancti Martini Tornacensis traxissent in causam coram officiali Cameracensi, predicti ecclesia et presbiter petitionem suam contra predictos abbatem et conventum forma-

verunt in hunc modum : Dicunt ecclesia Luthosensis et presbiter de Granmes contra abbatem et conventum Sancti Martini in Tornaco, quod cum ipsa ecclesia et ipse presbiter jus habeant percipiendi decimas in parrochia de Granmes, et sint in possessione dictarum decimarum ipsa ecclesia, tanquam persona et patronus loci, et ipse presbiter, tanquam presbiter parrochialis de Granmes, dicti abbas et conventus habent quandam curtem sitam in parrochia de Granmes, que dicitur Dameries, que curtis habet terras jacentes in personatu ecclesie Luthosensis, et in parrochia dicti presbiteri, que terre de novo redacte sunt ad culturam; unde cum tam de jure communi quam etiam alia ratione predicta, decime dictorum novalium pertineant ad dictam ecclesiam et ad dictum presbiterum, et dicti abbas et conventus decimas eorumdem novalium, que estimant dicti presbiter et ecclesia ad valorem quadraginta lib. alborum, per tres annos minime solverint, sed eas in prejudicium dictorum presbiteri et ecclesie absportaverint, petunt dicti presbiter et ecclesia a predictis abbate et conventu quadraginta lib. alborum sibi solvi pro decimis absportatis, ut dictum est, et quod vos, domine judex, dictos abbatem et conventum eisdem presbitero et ecclesie ad hoc condempnetis ut decimas dictorum novalium presbitero et ecclesie Luthosensi solvant decetero. Hec petunt salvo jure addendi, minuendi, mutandi et corrigendi; et super hiis dies est assignata in crastino beati Egidii, ad deliberandum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo, feria tercia post octabas apostolorum Petri et Pauli.

Lite vero pendente in curia Cameracensi, partes predicte in me Radulphum de Sancto Quintino consenserunt et arbitrum elegerunt, sub pena viginti lib. Parisiensium a parte resiliente ab arbitrio parti non resilienti reddendarum; et jam in curia Cameracensi processum fuerat ita quod dies erat assignata ad prestandum calumpnie sacramentum, sicut vidimus in litteris super arbitrio confectis contineri. Postmodum vero, recepto a me arbitrio, partes diutius litigarunt, et eandem predicti abbas et conventus in modum exceptionis, contra predictos ecclesiam et presbiterum, proposuerunt quod habebant privilegium domini pape, per quod exempti erant a prestatione predictarum decimarum novalium, protestatione tamen facta a procuratore dictorum abbatis et conventus, pro dictis abbate et conventu, quod non renuntiabant actis in curia Cameracensi confectis per proposi-

tionem exceptionis predicte. Die vero assignata ad ostendendum privilegium, partes coram me comparuerunt, et lecto privilegio, in mei presentia et in jure, copia facta fuit predictis ecclesie et presbitero illius articuli privilegii, qui articulus sic incipit : « Sane novalium vestrorum que propriis manibus vel sumptibus colitis, seu de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas extorquere presumat », de quo articulo privilegii dicti abbas et conventus nitebantur se tueri. Cum vero postmodum dies esset assignata ad dicendum contra privilegium, aliqua fuerunt objecta contra illud, et cum ex parte abbatis et conventus positum esset coram me contra predictos ecclesiam et presbiterum, quod ipsi terras illas de quibus petebantur decime novalium propriis manibus vel sumptibus excolebant, responsum fuit a parte ecclesie et presbiteri quod credebant esse verum. Postmodum vero, ad ultimam diem ultra quam ego R[adulphus] non habebam potestatem arbitrandi, partes coram me comparuerunt, et cum instantia petebant quod ego proferrem arbitrium, quia ad curiam Cameracensem nolebant reverti, et partes mandatum habebant ad audiendam sententiam, ego vero inspecto tenore privilegii, et cum nichil probatum esset contra articulum privilegii quo abbas et conventus se tuebantur, et audita confessione procuratoris predictorum ecclesie et presbiteri, habita deliberatione, habito etiam prudentum virorum consilio, dictos abbatem et conventum ab impetitione ecclesie Luthosensis et presbiteri de Granmes, arbitrando, denuntiavi absolutos. et absolvi ecclesiam Luthosensem et presbiterum de Granmes ab expensis in curia Cameracensi et coram me factis, cum in me super predictis expensis fuisset compromissum.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, in crastino apostolorum Phylippi et Jacobi.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 34; original scellé en cire brune sur lacs de soie verte et rouge. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 154; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 118.

514.

Les abbés d'Alne et de Saint-Ghislain déclarent qu'à leur demande, Gilles, seigneur de Barbençon, atteint d'une maladie grave, a promis de ne plus molester l'abbaye de Saint-Martin à l'occasion des biens qu'elle possédait à Merbes.

Vendredi 18 juillet 1242.

W[alterus], Dei gracia Sancti Gisleni, et frater B[alduinus] de Alna dicti abbates, universis presentes litteras inspecturis salutem et dilectionem.

Notum vobis esse volumus, quod cum virum nobilem E[gidium], dominum de Barbenchon, convenissemus in lecto egritudinis sue, super quibusdam injuriis quas sibi conquerebatur ecclesia Beati Martini Tornacensis inferri ab eodem in omnibus tenementis que dicta ecclesia possidet in villa de Merbiis, penitentia ductus idem nobilis, et sano usus consilio, sub testimonio nostro quitavit omnino et remisit exactiones quascumque, et novitates exactionum suo tempore introductas, ita quod dictam ecclesiam Beati Martini de hujusmodi exactionibus liberam decetero esse voluit et quitatam, et a suis heredibus amplius non posse molestari occasione aliqua, vel vexari de omnibus supradictis. In cujus rei testimonium presentes litteras conscriptas dicte ecclesie sigillorum nostrorum munimine dedimus roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. II°, feria vi^a^ proxima ante festum beate Marie Magdalene.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 216.

515.

Gilles, seigneur de Barbençon, déclare qu'à la demande des abbés d'Alne et de Saint-Ghislain, il a exempté pour toujours l'abbaye de Saint-Martin des impôts qu'il avait voulu tirer des biens de cette abbaye à Merbes.

Lundi 21 juillet 1242.

Ego E[gidius], dominus de Barbenchon, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego coram viris religiosis abbate Sancti Gisleni et B[alduino], abbate de Alna, quitavi et quitam clamavi in perpetuum ecclesiam Beati Martini Tornacensis, de omnibus exactionibus et omnibus exactionum novitatibus, meo tempore introductis in tenementis dicte Beati Martini ecclesie, sitis in villa de Merbiis. In cujus rei memoriam presentes litteras predicte Beati Martini Tornacensis ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Datum in vigilia beate Marie Magdalene, anno Domini M°. CC°. XL°. secundo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 217.

516.

Simon, archidiacre de Tournai, approuve la vente d'une redevance annuelle assise sur un quartier et demi de terre à Rumillies, faite par le chapelain de Lys à l'abbaye de Saint-Martin.

Septembre 1242.

Universis presentes litteras inspecturis, Symon, archidiaconus Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus Johannes, capellanus de Lis, recognovit se unam raseriam bladi et quinque

havotos avene ad mensuram Tornacensem, et unum denarium Laudunensem annui redditus, quem ratione capellanie sue habebat apud Rumengies, in parrochia Sancti Brictii Tornacensis, super unum quartarium et dimidium terre, paulo plus vel minus, jacentis in territorio de Rumengies, quam tenet Johannes dictus Boinepoire, ecclesie Beati Martyni Tornacensis vendidisse bene et legitime, pro sex libris Flandrensium, quas confessus est se in numerata pecunia recepisse. Et promisit dictus capellanus, fide et juramento interpositis, quod in dicto redditu decetero nichil juris nec per se nec per alium reclamabit, nec dictam ecclesiam super ipso reddito molestabit nec procurabit molestari, recognoscens se dictam pecuniam in commodiorem et viciniorem redditum ad opus capellanie sue convertisse; quod quia nobis constitit, nos dicte venditioni nostrum prebuimus assensum, ratam habentes eandem et approbantes. In cujus rei testimonium presentes litteras dicte ecclesie contulimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. quadragesimo secundo, mense septembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé en cire brune sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 80; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 12.

517.

Simon, archidiacre de Tournai, P. du Quesne, chanoine de Tournai, et frère Gilles Bariseau, de l'ordre des Prêcheurs, fixent les conditions du transfert de l'abbaye de Morselle dans la paroisse de Wevelghem, et déterminent les rapports que cette abbaye devra entretenir avec celle de Saint-Martin de qui dépend ladite paroisse.

Septembre 1242.

Actum anno gratie M°. CC°. XL°. secundo, mense septembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 168; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 308 [1].

[1] Cette charte n'est pas inédite; on la trouve imprimée notamment dans le GALLIA CHRISTIANA NOVA, t. III, Instr., col. 75.

518.

L'official de Tournai déclare qu'Henri Aletake, bourgeois de Tournai, a donné à l'abbaye de Saint-Martin les trois quartiers de terre, sur le ruisseau de Ries, qu'il tenait à cens et à rente de ladite abbaye.

Mardi 16 septembre 1242.

Universis presentes litteras inspecturis, magister W[illermus] de Gandavo, canonicus et officialis Tornacensis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod in nostra presentia constitutus Henricus Ad Labem, civis Tornacensis, recognovit se contulisse pure et liberaliter ecclesie Beati Martini Tornacensis tres quartarios terre, parum plus vel minus, jacentis supra rivum de Ries, quam terram tenebat dictus Henricus a dicta ecclesia, mediantibus octo sol. Parisiensium annui redditus, et duobus denariis Laudunensium census. Et promisit quod de cetero contra hujusmodi donationem non veniret, nec dictam ecclesiam super dicta terra molestaret, vel per alium procuraret molestari. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillo sedis Tornacensis, ad instantiam dicti Henrici, duximus roborandas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, feria III[a] post Exaltationem sancte Crucis.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 80; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 102.

519.

Guillaume d'Antony, chanoine, et Clément de Saint-Germain, official de Laon, déclarent que Rémi Cuner, de Grandlup, et sa femme Marie, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin une pièce de terre à Chantrud.

Décembre 1242.

Universis presentes litteras visuris, magistri Willelmus de Antogniaco, canonicus, et Clemens de Sancto Germano, officialis Laudunensis, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constituti in presentia nostra Remigius dictus Cuner, de Grandiloco, et Maria, uxor ejus, recognoverunt se vendidisse ecclesie Sancti Martini Tornacensis quandam peciam terre arabilis continentem, ut dicitur, tres galetos terre sementis ad mensuram de Petreponte, ab omni debito et debitionis onere quocunque, preterquam de decima, quitam et liberam, quam, sicut dicebant, insimul acquisierunt, sitam in territorio de Chantrius, contiguam semite per quam itur a Chantrius apud Moncellos le Wast, precio octo libr. et XII sol. Laudunensium, de quibus recognoverunt sibi a dicta ecclesia plenius esse satisfactum in pecunia numerata ; fide corporali prestita promittentes, quod dictam peciam terre ab omni debito et debitionis onere quocumque, preterquam de decima, quitam et liberam garandizabunt ecclesie supradicte, contra omnes qui juri et justicie parere voluerint; et ad eandem garandiam perpetuo portandam, se et heredes suos obligaverunt et constituerunt obligatos. In cujus rei testimonium, presentes litteras patentes emisimus, sigillo curie Laudunensis, salvo jure domini Laudunensis episcopi, et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. II°, mense decembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 324.

520.

Guillaume de Béthune, seigneur de Meulebeke, approuve la vente faite à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus de le Mandre, des dîmes qu'il possédait à Wielsbeke et à Vive-Saint-Bavon.

Janvier 1243.

Ego Willermus de Bethunia, miles, dominus de Meulembecca, notum facio omnibus presentes litteras visuris, quod Walterus de Mandera vendidit bene et legitime, pro sexies viginti et decem lib. Flandrensis monete, ecclesie Beati Martini Tornacensis, decimam quam habebat in parrochiis de Wilebecca et Sancti Bavonis juxta Fiviam, quam tenebat in feodum de Daniele, filio Danielis del Dieve, cum omni integritate qua eam possidebat. Qui Walterus in presentia hominum meorum, videlicet : Johannis de Mandera, Walteri de Warenghen, Walteri Castellani de Fivia, Walteri le Buscre, Eustachii de Gavera, Henrici de Hulsevelt, et Balduini dicti Wicre, quos Gossuino de Mortecate, baillivo et tutori Walteri de Bovinglo, hominis mei, commodavi, et dictus Gossuinus predicto Danieli quantum ad hoc commodavit, decimam predictam in manu dicti Danielis, domini sui, ad opus dicte ecclesie reportavit et effestucavit. Qui homines a dicto Daniele conjurati, dixerunt per judicium quod dictus Walterus de Mandera, vel ejus heres, decetero in dicta decima nichil juris poterat reclamare vel habere. Et quia dictus Daniel de dicta decima erat homo Walteri, filii Walteri de Bovinglo, decimam eandem, presente et assentiente, per advocatum, Oda, matre dicti Danielis, et fide et juramento interpositis promittente quod in dicta decima decetero nichil juris reclamaret, ad opus ipsius ecclesie per legem reportavit et effestucavit, et homines predictos reddidit in manu Gossuini de Mortecate predicti, baillivi ac tutoris Walteri de Bovinglo predicti, tunc in minori etate constituti, presentibus hominibus predictis. Qui a dicto Gossuino conjurati, habito consilio dixerunt per judicium quod dictus Daniel, vel ejus mater, aut heredes eorum, in dicta decima decetero nichil juris reclamare poterant, vel habere. Et quia dictus

Walterus de Bovinglo de dicta decima homo meus erat, predictus Gossuinus decimam predictam, nomine dicti Walteri, in manu mea, ad opus dicte ecclesie, per legem reportavit et effestucavit, presentibus hominibus meis supradictis, qui a me conjurati, per judicium dixerunt quod dictus Gossuinus per legem erat baillivus et tutor dicti Walteri de Bovinglo, et illud quod per ipsum Gossuinum fiebat nomine dicti Walteri robur firmitatis obtinebat. Dixerunt etiam per judicium quod dictus Walterus de Bovinglo decetero nichil juris in dicta decima reclamare poterat vel habere.

Tandem vero ego et Isabella, uxor mea, decimam sepedictam dicte ecclesie, per manum domni Lieberti, tunc elemosinarii ipsius ecclesie, nomine elemosine tradidimus, quitam et liberam ab omni onere et servicio feodali, et ab omni jure si quod nobis quacunque ratione competebat in eadem; promittentes firmiter quod decetero nichil juris reclamabimus per nos aut per alium in decima supradicta, nec ipsam ecclesiam super ipsa decima molestabimus vel procurabimus molestari. Ne autem aliquis ecclesiam ipsam super ipsa decima inquietet vel molestet, ego Willermus eandem decimam adversus omnes ipsi ecclesie promitto me garandizaturum, tamquam dominus, bona fide. Ad hec predicti Walterus de Mandera, Daniel et Oda, ejus mater, et Gossuinus, nomine Walteri de Bovinglo, fide et juramento interpositis, promiserunt quod in dicta decima decetero nichil juris per se vel per alium reclamabunt, nec artem nec ingenium querent quibus dicta ecclesia, occasione dicte decime molestetur vel gravetur. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ego et Isabella, uxor mea, presentes litteras tradidimus dicte ecclesie Sancti Martini, ad instantiam et petitionem dicti Walteri de Mandera, Danielis et Ode, ejus matris, et Gossuini, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 76; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 335.

521.

Guillaume de Béthune, seigneur de Meulebeke, s'oblige à donner une compensation à Walterus de Bovinglo, si, à sa majorité, il en réclame une pour la perte de ses droits sur les dîmes de Wielsbeke et de Vive-Saint-Bavon, cédées à l'abbaye de Saint-Martin par Walterus de le Mandre, du consentement dudit seigneur de Meulebeke.

Janvier 1243.

Ego Willermus de Bethunia, miles, dominus de Muelembecca, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod si Walterus de Bovinglo, cum ad etatem pervenerit legitimam, noluerit consentire venditionem facte (*sic*) ecclesie Beati Martini Tornacensis a Waltero de Mandera, de decima quam idem Walterus habebat in parrochiis de Willebecca et Sancti Bavonis juxta Fiviam, quam de Daniele, filio Danielis del Dieve tenebat in feodum, de qua decima ipse Daniel homo erat dicti Walteri de Bovinglo, et idem Walterus homo meus, ego ipsi Waltero de Bovinglo teneor, in recompensationem homagii quod habebat ex predicta decima, dare equivalens homagium quod de ipso tenebit Daniel supradictus, et ipse Walterus de me. Et ad hoc me obligo presentium testimonio litterarum; et homines mei dixerunt per judicium quod ipse Walterus, cum ad etatem legitimam pervenerit, tenetur venditionem predictam approbare, vel homagium predictum recipere, prout superius est expressum. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentem cartam ecclesie predicte contuli, sigilli mei munimine roboratam.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. secundo, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 337.

522.

L'évêque de Tournai ratifie la vente des dîmes à Wielsbeke et à Vive-Saint-Bavon, faite par Walterus de le Mandre à l'abbaye de Saint-Martin.

Janvier 1243.

W[alterus], Dei gratia episcopus Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino,

Noverit universitas vestra quod Walterus de Mandera in presentia R..., decani nostri christianitatis Curtracensis, ad hoc a nobis destinati, constitutus, recognovit se ecclesie Beati Martini Tornacensis decimam quam in personatu dicte ecclesie, in parrochiis de Wilbeca et Sancti Bavonis juxta Fiviam, tenebat in feodum de Daniele, filio Danielis del Dieve, bene et legitime vendidisse cum omni integritate qua eam possidebat, pro sexies viginti et decem lib. Flandrensis monete, quas in pecunia numerata confessus est se recepisse; renuntians omni juri quod ei in dicta decima competebat, quacunque ratione, et promittens fide et juramento interpositis, quod in dicta decima decetero per se vel per alium nichil juris reclamabit, nec artem nec ingenium queret quibus dicta ecclesia, occasione dicte decime, molestetur vel gravetur. Daniel etiam predictus, qui de eadem decima homo erat Walteri de Bovinglo, et Oda, mater ejusdem Danielis, omni juri quod eis in dicta decima, ratione dominii, dotis vel assignamenti, vel alia quacunque ratione competebat, renuntiaverunt expresse coram decano memorato. Gossuinus etiam de Mortecate, baillivus ac tutor Walteri de Bovinglo predicti, qui Walterus homo erat domini Willermi de Bethunia, militis, de decima predicta, nomine dicti Walteri renuntiavit omni juri quod dicto Waltero competebat in eadem decima, quacunque ratione. Promiserunt etiam, tam dictus Daniel et Oda, mater ejus, quam dictus Gossuinus, nomine Walteri de Bovinglo predicti, fide et juramento interpositis, quod in dicta decima decetero nichil juris reclamabunt per se vel per alium, nec artem nec ingenium querent quibus dicta ecclesia, occasione prefate decime, molestationem aliquam sentiat vel gravamen. Ad

hec dominus Willermus de Bethunia, miles predictus, et Isabella, ejus uxor, dictam decimam prefate ecclesie, per manum domni Lieberti, elemosinarii ejusdem ecclesie, reddiderunt quitam et liberam ab omni onere et servicio feodali; promittentes firmiter quod in dicta decima decetero nichil juris, ratione dominii, dotis aut assignamenti, seu alia quacunque ratione, reclamabunt, nec artem nec ingenium querent quibus dicta ecclesia, occasione ipsius decime, molestetur vel gravetur. Promisit etiam dictus miles quod dictam decimam ipsi ecclesie garandizabit contra quoscumque, tanquam dominus, bona fide. Omnia autem predicta coram decano predicto acta, et venditionem predictam prout in litteris domini Willermi de Bethunia, militis predicti, continetur, approbamus et laudamus, et auctoritate pontificali confirmamus.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense januario.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 77; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 338.

523.

Bernard, seigneur d'Escamaing, approuve la cession faite à l'abbaye de Saint-Martin par Jean des Plus, des terres à Calonne qu'il tenait de lui à cens et à terrage; mais stipule que l'abbaye continuera de lui payer les mêmes cens et terrage, aux lieu et place dudit Jean des Plus.

Tournai, 1243.

Ego Bernardus, miles, dominus d'Eskamaing, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quibus presentes litteras videre vel audire contigerit, quod Johannes des Plus duo bonaria terre arabilis et sedecim virgas, quartam partem unius virge minus, jacentia in uno frusto in potestate de Calonne, et dimidium quartarium, septem virgas et dimidiam minus, in alio frusto et in eadem potestate, quam terram dictus Johannes

a me tenebat sub annuo censu quatuor denariorum Laudunensium pro unoquoque bonario, mihi vel nuntio meo in festo beati Johannis Baptiste solvendorum, et dimidium bonarium terre arabilis quam de me tenebat ad terragium, de assensu meo et voluntate mea excambiavit ecclesie Beati Martini Tornacensis. Ut autem ista commutatio firma et rata habeatur, dictus Johannes in mea presentia constitutus, coram scabinis de Calonne, scilicet : Gossuino Leurenc, Johanne Divite, Petro de Bar, Gossuino Flamingo, Waltero de Scalda, et Willermo de Fonte, et coram majore, scilicet Willermo Renart, terram antedictam in manu mea, ad opus prefate Sancti Martini ecclesie reportavit. Cumque idem Johannes terram ipsam coram me et coram dictis scabinis et majore werpivisset, recognoscens se amplius nichil in ea juris habere, et promittens, fide et juramento interpositis, se in dicta terra nichil amplius clamaturum, nec per se nec per alium artem vel ingenium quesiturum, per que ecclesia predicta super dicta terra in aliquo molestetur seu dampnificetur, ego terram ipsam per manum domni Nicholai, prepositi memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie, quitam et liberam ab omni exactione et servicio resignavi, tenendam a me perpetuo, sub annuo censu quatuor denariorum Laudunensium pro unoquoque bonario, mihi vel nuntio meo, ab eadem ecclesia, in festo beati Johannis Baptiste annuatim solvendorum. Sciendum autem quod dimidium bonarium terre quam dictus Johannes a me tenebat ad terragium, sub annuo terragio tenebit a me ecclesia memorata. Ne quis igitur super hac terra ecclesiam sepedictam molestare presumat, ego in hujus rei testimonium et firmitatem perpetuam, ad preces dictarum partium, litteras presentes contuli ecclesie memorate, sigilli mei munimine roboratas.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. XL° tercio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 161; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 79.

524.

Guillaume de Béthune, seigneur de Meulebeke, approuve l'engagement pour neuf ans d'une partie de la dîme de Vive-Saint-Bavon, fait par Eustache de le Mandre à l'abbaye de Saint-Martin.

Meulebeke, mercredi 22 avril 1243.

Ego Willermus de Bethunia, dominus de Muelenbecca, notum facio universis presentem paginam inspecturis, quod Eustacius de Mandra, in mea presentia constitutus, de assensu meo et voluntate, quartam partem totius decime quam a Waltero de Bovinglo tenebat in feodum in parrochia Sancti Bavonis juxta Fiviam, et dictus Walterus de me, ipso Waltero consentiente et approbante per tutorem suum, Gossuinum scilicet del Mortgaet, ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad cujus personatum spectat dicta parrochia, usque ad novem annos, pro quinquaginta libris Flandrensium, titulo pignoris obligavit, presentibus hominibus meis, videlicet : Arnulpho d'Orscham, milite, Daniele del Deve, Gerardo del Bruec, Willelmo de Molembeke, Willelmo del Rieu, Daniele de Suevensele; tali conventione interposita, quod dicta decima usque ad novem annos ab aliquo non poterit redimi. Elapsis vero novem annis, dicta ecclesia eandem decimam possidebit quousque redempta fuerit a summa pecunie pretaxata. Sed extunc ipsi Eustacio vel ejus successoribus dictam decimam redimere licebit de anno in annum, inter festum beati Remigii et Purificationem beate Virginis, et non tempore alio, fructibus tamen interim vel post, ab ipsa ecclesia perceptis seu percipiendis, in sortem minime computandis. Huic impignorationi Beatrix, uxor dicti Eustacii, et eorum liberi, scilicet Walterus et Johannes, spontaneum et benignum prebuerunt assensum. Promiseruntque tam dictus Eustacius quam Beatrix, ejus uxor, et eorum liberi predicti, coram prefatis hominibus meis, fide prestita corporali cum juramento, quod omnes conventiones istas fideliter et firmiter observabunt, et quod nunquam querent artem vel ingenium, per se vel per alium, quibus ecclesia sepedicta super hiis molestetur in aliquo vel

inquietetur; renuntiantes omni juri quod eisdem in hac decima quocunque modo competebat, quousque redempta fuerit, sicut prenotatur. Ne quis igitur ecclesiam memoratam super hiis molestare presumat, ad instantiam et preces utriusque partis, promitto firmiter quod ipsi ecclesie teneor decimam dictam, tanquam dominus, fideliter garandire. In cujus rei testimonium, presentes litteras ecclesie Beati Martini contuli sepedicte, sigilli mei munimine roboratas.

Actum apud Molembecce, anno gratie M°. CC°. XL°. III°, feria IIIIª post Quasimodo.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 342.

525.

L'abbé de Saint-Martin déclare que son monastère a fait un échange de biens à Merbes avec le seigneur de Barbençon, et publie les conditions d'un accord passé, ensuite de cet échange, pour régler les droits respectifs de l'abbaye de Saint-Martin et du seigneur de Barbençon à Merbes.

Mai 1243.

R[adulphus], Dei patientia ecclesie Beati Martini Tornacensis abbas, et totus ejusdem loci conventus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Notum vobis facimus, quod nos omne jus quod habemus in molendino nostro de Merbiis et vivario, et in hospitibus nostris ibidem manentibus, et in domibus et ortis eorum, justiciis et redditibus, preter in domo et orto et redditu Richesardi, excepta etiam minuta decima que nobis remanet, que omnia hactenus in allodio possedimus, viro nobili Nicholao, domino de Barbenchon, et heredibus suis, concessimus et dedimus possidenda in perpetuum, sicut ea possedimus libere et in allodio, in excambium duodecim bonariorum terre, videlicet duorum bonariorum prati sui in brulio.

subtus curtem nostram de Merbiis jacentis, scilicet quintam partem brulii in communi percipiendam, in quo brulio continetur x bon., et decem bonariorum terre sue proprie jacentis in uno frusto in utraque parte vie qua itur de Merbiis ad Souram ; ita quod, sicut dictus Nicholaus nobilis ea que ipsi concessimus libere et in allodio in perpetuum possidebit, ita et ea que nobis ab ipso nobili sunt collata, nobis in allodio et libera in perpetuum remanebunt.

Sciendum autem quod unoquoque anno, in molendinis suis in perpetuum, ubicunque voluerimus in parrochia de Merbiis, duodecim modios bladi ad mensuram de Merbiis molemus sine molatura; ita quod suus molendinarius semper post primum bladum quem molet, bladum curtis nostre tenebitur molere, cum ad molendinum venerit nuncius curtis nostre.

Preterea sciendum quod quocienscunque illi qui terras de nobis tenent in parrochia de Merbiis vendere voluerint easdem, dictus nobilis scabinos suos parrochie de Merbiis nobis ad hoc prestabit in perpetuum, ad quod etiam sui heredes tenentur, ut possimus, tanquam domini terre, in ipsorum scabinorum testimonio emptores heredare et venditores exheredare, sicut hactenus fecimus per hospites nostros, et servicia de ipsis terris et census percipere et habere.

Preterea sciendum quod, tam in terra quam recepimus in excambium, quam in omni alia quam tenemus, et etiam que de nobis movet extra clausuram curtis nostre, altam justiciam dedimus predicto Nicholao, sine advocatione. Et si forte in curte nostra predicta, alta justicia vel alia unde aliquem vellemus vocare emergeret, sine subjectione advocationis, ipsum vocare debemus ad corrigendum excessus, et ipse excessus corrigere tenetur, nec alium vocare debemus, nec pati quod aliquis veniat ad corrigendum, secundum posse nostrum, nisi predictus N[icholaus] nobis fuerit in defectu postquam hoc ei fuerit ex parte ecclesie demonstratum. Et sicut alium vocare non possumus nisi ipsum, ad corrigendum tamen excessus, si infra clausuram curtis nostre forte emerserint, donec fuerit in defectu, ita idem nobilis non se debet vel potest intromittere in aliquo de rebus curtis predicte, vel de justicia aliqua infra clausuram ejusdem curtis, donec fuerit super hoc ex parte ecclesie requisitus; sed gaudere debet dicta curtis nostra in perpetuum in omnibus libertate, tanquam curtis, quam in allodio

et sine advocato aliquo possidemus. Insuper predictus nobilis N[icholaus] omnes aisentias communes parrochie de Merbiis, quibuslibet in rebus, concessit predicte curti nostre de Merbiis possidendas in perpetuum et habendas. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras predicto nobili Nicholao contulimus, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. tercio, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé en cire brune, sur double queue de parchemin.

526.

Le seigneur de Barbençon fait un échange de biens à Merbes avec l'abbaye de Saint-Martin, et publie les conditions d'un accord passé par lui avec ladite abbaye, pour la détermination de leurs droits respectifs à Merbes.

Mai 1243.

Nicholaus, dominus de Barbenchon, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Notum vobis facimus, quod abbas et conventus ecclesie Beati Martini Tornacensis, omne jus quod habebant in molendino suo de Merbiis et vivario, et in hospitibus suis ibidem manentibus, in domibus et in ortis eorum, justiciis et redditibus, preter in domo et reddilu Rikesardi, excepta minuta decima que ipsis remanet, que omnia hactenus in allodio possederunt, nobis et heredibus nostris in allodio concesserunt in perpetuum possidenda. Nos autem predictis abbati et conventui Beati Martini Tornacensis in excambium dedimus bene et legitime duodecim bonaria terre, videlicet duo bonaria prati nostri in brulio subtus curtem Sancti Martini Tornacensis sitam apud Merbes, scilicet quintam partem brulii in communi percipiendam, in quo brulio decem bonaria continentur, et decem bonaria

terre nostre proprie, jacentis in uno frusto in utraque parte vie qua itur de Merbiis ad Souram; ita quod sicut nos ea que nobis concesserunt predicti abbas et conventus libere et in allodio possidebimus in perpetuum, ita et ea que eis a nobis sunt collata, ipsis in allodio et libera possessione in perpetuum remanebunt.

Sciendum autem quod unoquoque anno in perpetuum, in molendinis nostris de Merbiis, ubicunque voluerit rector curtis Sancti Martini Tornacensis apud Merbes, duodecim modios bladi ad mensuram de Merbiis molere debet sine molatura; ita quod noster molendinarius semper post primum bladum quem molet, bladum curtis Sancti Martini molere tenetur, cum ad molendinum venerit nuntius dicte curtis.

Preterea sciendum est quod quotienscunque illi qui terras tenent in parrochia de Merbiis de ecclesia Beati Martini predicta, vendere vel emere voluerint ipsas terras, nos scabinos parrochie de Merbiis eisdem prestabimus in perpetuum, ad quod etiam heredes nostri tenentur, ut dicta ecclesia et sui procuratores, tanquam domini terre, possint coram eisdem scabinis heredare emptores, et venditores similiter exheredare, in ipsorum testimonio, sicut hactenus fecerunt per hospites suos quos nobis in excambium concesserunt, et servicia de terris et census percipere et habere.

Preterea est sciendum quod tam terram quam ecclesia predicta a nobis recipit in excambium, quam omnem aliam quam tenet apud Merbes, possidet et tenet in allodio, in qua terra et etiam in omni alia que movet de dicta ecclesia extra clausuram curtis predicte, abbas et conventus altam justiciam nobis dederunt sine advocatione. Et si forte in curte ecclesie predicte aliqua alta justicia, vel alia justicia unde aliquem vellent vocare emergeret sine subjectione advocationis, nos vocare tenentur ad corrigendum excessus, et nos corrigere tenemur excessus, nec alium vocare debent, nec pati quod aliquis veniat ad corrigendum, secundum posse suum, nisi nos eis fuerimus in defectu, postquam hoc nobis ex parte ecclesie demonstratur. Et sicut alium vocare non possunt ad corrigendum excessus, tantum si infra clausuram curtis sue forte emerserint, donec fuerimus in defectu, ita nos intromittere non debemus vel possumus in aliquo de rebus curtis predicte, vel de justicia aliqua infra clausuram ejusdem curtis, donec fuerimus super hoc, ex parte ecclesie predicte requisiti; sed gaudere debet sepedicta curtis ipsius ecclesie in perpetuum in omnibus libertate, tam-

quam curtis quam in allodio et sine advocato aliquo possidet ecclesia supradicta. Insuper aizentias omnes communes parrochie de Merbiis, quibuslibet in rebus, concessimus predicte curti possidendas in perpetuum et habendas. Insuper sciri volumus quod Ysabella, uxor mea, suum attribuit assensum omnibus supradictis. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras predicte Beati Martini ecclesie, ego et predicta Ysabella, uxor mea, contulimus, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. tercio, mense maio.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original scellé en cire verte, sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 213; *Ibidem*, Cartulaire 126, fol. 12v.

527.

Le châtelain de Tournai accense aux moines de Saint-Martin tout le rejet qui est devant la ferme de leur abbaye, à Longuesauch.

Mai 1243.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Christ mil et CC. et XLIII, el mois de mai.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 24; original complètement gâté. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 164; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 99 [1].

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 79.

528.

Le châtelain de Tournai donne à l'abbaye de Saint-Martin, à titre de franc-alleu, un pré à Froyennes, au Loket.

Mai 1243.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhesu Crist M. et CC. et XLIII, el mois de mai.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 164; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 152; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 117; *Ibidem*, Cartulaire 127, p. 186 [1].

529.

Le seigneur du Rœulx approuve la cession faite à l'abbaye de Saint-Martin d'une terre à Solre-sur-Sambre, tenue de lui en fief par le seigneur de Barbençon.

Mardi 9 juin 1243.

Ego Eustatius, dominus de Rues, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod vir nobilis Nicholaus, dominus de Barbenchon, tenebat de me in feodum quandam terram jacentem in parrochia de Soure super Sambriam, de qua terra dedit ecclesie Beati Martini de Tornaco decem bonaria jacentia in uno frusto, in utraque parte vie qua de Merbiis ad Souram itur, partim in elemosinam, partim in excambium cujusdam molendini quod dicta ecclesia tenebat apud Merbes. Et ut ista elemosina et istud excambium possent fieri cum debita sollempnitate, ita quod predicta Beati Martini ecclesia in perpetuum predictam terram pacifice possidere posset, predictus nobilis Nicholaus in mea et hominum meorum : Walteri

[1] Cette charte est publiée dans l'*Histoire des châtelains de Tournai*, par A. d'Herbomez, t. II, p. 79.

de Fonteines, Egidii Happart, militum, Johannis de Ellers, Nicholai de Haya, et Balduini Parvagrangia, presentia constitutus, rogavit me ut hoc fieret de mea licentia et consensu. Ego autem in presentia predictorum hominum meorum, Egidii etiam le Brun, militis, et aliorum multorum, quod a me predictus Nicholaus nobilis petebat, amicabiliter annui, ibique coram me, et coram predictis hominibus meis, idem Nicholaus nobilis predicta decem bonaria terre, de consensu meo et licentia, reportavit in manum domni Roberti, monachi predicte ecclesie, ad opus ipsius ecclesie, bene et legitime in perpetuum a predicta ecclesia possidenda libere et habenda, sibi in predicta terra tantum altam justiciam retinendo. Ut autem dicta Beati Martini ecclesia dictam terram libere et pacifice in perpetuum possidere possit, quod in mea et hominum meorum gestum est presentia, predicte ecclesie garandizabo, tamquam dominus, usque ad legem patrie. In hujus rei memoriam et perpetuam firmitatem, presentes litteras predicte Beati Martini ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. tercio, feria tercia post Trinitatem.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 46; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 212; *Ibidem,* Cartulaire 126, fol. 11v.

530.

Clément de Saint-Germain, official de Laon, déclare qu'Aubry, de Grandlup, et ses frères Renaud et Jean, ont vendu à l'abbaye de Saint-Martin une pièce de terre à Cohartille.

Novembre 1243.

Universis presentes litteras visuris, magister Clemens de Sancto Germano, canonicus et officialis Laudunensis, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constitutus in presentia nostra Albricus, de Grandiloco, Renaldus et Johannes, clericus, fratres ejusdem

Albrici, filii defuncti Remigii Magni, de Grandiloco, recognoverunt se vendidisse ecclesie Sancti Martini Tornacensis quandam peciam terre arabilis continentem, ut dicebant, quinque galetos et decem et octo virgas terre sementis ad mensuram Laudunensem, ab omni debito et debitionis onere quocumque, preterquam de decima, quitam et liberam, ut dicebant, sitam in territorio de Honhartille, loco qui dicitur Effeuchieres, contiguam terre Gerardi de Froimont, precio xv lib. et ix sol. Parisiensium, de quibus recognoverunt sibi a dicta ecclesia plenius esse satisfactum; fide corporali prestita promittentes se legitimam portaturos garandiam dicte ecclesie Sancti Martini super pecia terre antedicta, sicut supra dictum est, ab omni debito et debitionis onere quocumque, preterquam de decima, quita et libera, contra omnes qui juri et justicie parere voluerint, et ad eandem garandiam perpetuo portandam se et heredes suos obligaverunt et constituerunt obligatos. Houda etiam et Lieda, sorores predictorum fratrum, et Marga, uxor predicti Albrici, eandem venditionem coram nobis laudaverunt et approbaverunt, et quicquid juris habebant in pecia terre supradicta, vel habere poterant, sive jure hereditario, sive nomine dotis, sive quocumque alio modo vel titulo, dicte ecclesie Sancti Martini, spontanee et non coacte, sicut eedem dicebant, in perpetuum penitus quitaverunt, fidem interponentes corporalem quod nullo tempore contraibunt sive reclamabunt; Marcho, marito predicte Houde, supradicta ab ipsa Houda facta et recognita faciendi et recognoscendi eidem Houde coram nobis auctoritatem prestante, et dictam peciam terre dicte ecclesie quantum ad ipsum pertinet, fide prestita quitante. In cujus rei testimonium, presentes litteras patentes emisimus, sigillo curie Laudunensis, salvo jure domini Laudunensis episcopi et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. III°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 325.

531.

L'archidiacre de Cambrai pour le Brabant déclare que Thierri Cafart, de Rumillies, a donné à l'abbaye de Saint-Martin la terre à Rumillies qu'il tenait à terrage de cette abbaye.

Dimanche 27 mars 1244.

Universis presentes litteras visuris, W..., Cameracensis archidiaconus in Brabantia, salutem in Domino.

Universitati vestre notum facimus, quod Terricus Cafars, de Rumegnies, coram nobis constitutus, contulit ecclesie Beati Martini Tornacensis libere et absolute, in elemosinam, unum jornale et decem et octo virgas terre arabilis, parum plus vel minus, jacentis in territorio de Rumegnies, infra nemus et terram ipsius ecclesie; quam terram idem Terricus possidebat ab ipsa ecclesia ad terragium. Et promisit, fide et juramento mediantibus, quod nichil in eadem terra reclamabit, nec artem nec ingenium queret per se vel per alium, per quod possit ipsa ecclesia super dicta terra in aliquo molestari. In cujus rei testimonium, presentes litteras ipsi ecclesie contulimus, ad petitionem dicti Terrici, sigilli nostri munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. III°, dominica in Ramis palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original jadis scellé sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 8.

[1] Cet original, extrêmement délabré, n'a pu nous servir.

532.

Jean Hainaut approuve un échange de terres à Camphin, fait par Simon de Laoutre avec l'abbaye de Saint-Martin.

Camphin, mardi 29 mars 1244.

Ego Johannes, dictus Hainaus, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod cum ecclesia Beati Martini Tornacensis sex bonaria terre haberet apud Camphaing, in quibus Symon de Laoutre terragium habebat, quod de me tenebat in feodum, tandem ecclesia Beati Martini predicta, ex parte una, et dictus Symon, de assensu et voluntate Ermentrudis, uxoris sue, et liberorum eorum Willardi et Sarre, ex altera, excambium de assensu meo fecerunt quod tale est :

Ecclesia Beati Martini dedit dicto Symoni bonarium et dimidium terre, paulo plus vel minus, jacentis in una piechia in loco qui dicitur au Pumereul, que terra erat de sex bonariis predictis in quibus dictus Symon terragium habebat; et illum bonarium et dimidium terre retulit et redegit idem Symon, cum feodo quem de me tenebat, in augmentum dicti feodi. Et per hoc excambium, ecclesia predicta residua quatuor bonaria et dimidium de sex predictis quita et libera ab omni terragio perpetuo possidebit et tenebit de me, sub eodem censu duodecim denariorum Laudunensium in quo mihi tenetur predicta ecclesia, ratione sedecim bonariorum terre vel circiter, et curtis sue de Camphaing; ita quod census ille propter ista quatuor bonaria et dimidium terre non augmentabitur nec ampliabitur. Ut autem dictum excambium per legem fieret et robur obtineret, dictus Symon sex bonaria terre predicta, cum omni jure quod in eis habebat, in manu mea reportavit et resignavit. Quod etiam Ermentrudis, uxor sua, Willardus et Sarra, liberi eorum predicti, fecerunt, presentibus Flamingo de Crespelaines, homine meo, pari ejusdem Symonis, Jacobo de Luchin,

Egidio de Caveerue, Johanne de Armentieres, et Alardo Heket, hominibus Arnulphi, domini de Chisonio, domini mei, et paribus meis, quos impruntavi, et homines meos feci ad opus hujus negotii. Ego vero de dictis sex bonariis terre dicto Symoni reddidi bonarium et dimidium terre predicte, quem de me recepit in feodum, et in augmentationem feodi quem de me tenebat, presentibus hominibus meis predictis, qui a me conjurati et habito consilio dixerunt per judicium quod dictus Symon in dictis quatuor bonariis et dimidio terre, nec heredes ejus aut successores nichil juris decetero poterunt reclamare, et quod bene et legitime intraverat et missus erat a me in bonarium et dimidium terre predicte.

Postmodum autem ego quatuor bonaria et dimidium de dictis sex bonariis terre ecclesie Beati Martini predicte reddidi per manum domni Lieberti, elemosinarii ad hoc ab ecclesia Sancti Martini predicta specialiter missi, quitta ab omni terragio et servicio, censu predicto mihi salvo, prout superius continetur, presentibus Roberto Carpentario, Gossuino Majore, Symone de Escamaing, Johanne Hanebaut, Colardo de Fonte, Petro Walopin, Hugone de Cruce, et Johanne Hanikiel, hospitibus meis, et etiam dicti Symonis, qui a me conjurati et habito consilio dixerunt per judicium quod ad hoc quod res ista perduceretur ad legem, oportebat quod Symon, uxor ejus et liberi eorum jurarent, et fide interposita promitterent, quod in dictis quatuor bonariis terre et dimidio, decetero nichil juris reclamarent, nec artem nec ingenium quererent quibus dicta ecclesia, occasione dicte terre, molestationem aliquam sentiret vel gravamen. Symon ergo predictus, Ermentrudis, uxor ejus, Willardus et Sarra, liberi eorum, fide et juramento interpositis, promiserunt quod in dictis quatuor bonariis et dimidio terre decetero nichil juris reclamarent, nec artem nec ingenium quererent quibus dicta ecclesia, per se vel per alios, occasione dicte terre molestetur vel gravetur. Postmodum autem hospites mei predicti, a me conjurati et habito consilio, dixerunt per judicium quod dicti Symon, uxor ejus et liberi eorum, tantum fecerant quod in dicta quatuor bonaria terre et dimidium de sex predictis, decetero nichil juris habebant vel poterant reclamare. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ego Johannes dictus Hainaus, presentibus litteris sigillum domini mei Arnulphi, domini de Cysonio, quia proprium sigillum non habebam, rogavi et impetravi apponi, et ipsas litteras contuli ecclesie supradicte.

Actum apud Camphaing, anno Domini millesimo CC°. quadragesimo tercio, feria tercia post Ramos palmarum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 165; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 179 [1].

533.

Arnoul, seigneur de Cysoing, ratifie l'échange de terrages et services à Camphin, fait par Jean Hainaut, contre cinq bonniers de terre appartenant à l'abbaye de Saint-Martin.

Mardi 29 mars 1244.

Ego Arnulphus, dominus de Cysonio, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod ego excambium sive commutationem factam inter Johannem Hainau, hominem meum, ex parte una, et ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex altera, de terragio viginti bonariorum terre, paulo plus vel minus, jacentis apud Camphaing, et quibusdam serviciis que vulgariter vocantur *herebans* et *corowées*, que habebat dictus Johannes Hainaus in curte dicte ecclesie apud Camphaing, ut dicebat, ad quinque bonarios terre tradite dicto Johanni Hainau a dicta ecclesia, prout in carta bone memorie domini Johannis, quondam patris mei, plenius continetur, cui etiam carte sigillum abbatis de Cysonio feci apponi, quia tempore celebrati contractus sigillum proprium non habebam, ratam habeo et confirmo. In cujus rei testimonium et firmitatem, presentes litteras dicte ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. tercio, feria tercia post Ramos palmarum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 170.

[1] Il se trouve à Mons (Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 59), une charte du même Jean Hainaut, portant la même date que la présente, et n'offrant avec elle que peu de variantes; c'est pourquoi on n'a pas jugé utile de la reproduire ici. Cette charte qui, à Mons, est en original jadis scellé sur double queue de parchemin, se trouve copiée dans le Cartulaire 121 (p. 177), des Archives générales du royaume, à Bruxelles.

534.

Arnoul, seigneur de Cysoing, approuve un échange de terrages et services appartenant à Jean Hainaut à Camphin, contre cinq bonniers de terre appartenant à l'abbaye de Saint-Martin audit Camphin. Il renonce, en outre, à la taille qu'il prélevait sur deux bonniers de terre de ladite abbaye à Luchin.

Mardi 29 mars 1244.

Ego Arnulphus, dominus de Cysonio, notum facio omnibus presens scriptum visuris, quod ego excambium factum inter Johannem Hainau, hominem meum, ex parte una, et ecclesiam Beati Martini Tornacensis, ex altera, de terragio viginti bonariorum terre, paulo plus vel minus, jacentis apud Camphaing, et quibusdam serviciis que vulgariter vocantur *herebans, corovées,* que habebat dictus Johannes Hainaus in curte dicte ecclesie apud Camphaing, ut dicebat, ad quinque bonaria terre tradite dicto Johanni Hainau a dicta ecclesia. prout in carta bone memorie domini Johannis, quondam patris mei, plenius continetur, cui etiam carte sigillum abbatis de Cysonio feci apponi, quia tempore celebrati contractus sigillum proprium non habebam, ratum habeo et confirmo.

Preterea talliam quam ego poscebam a dicta ecclesia, occasione duorum bonariorum terre, paulo plus minusve, jacentium juxta Lucin, que eadem ecclesia tenet et possidet, ob remedium anime mee quitam clamo. Concedoque et confirmo ipsi ecclesie dicta duo terre bonaria libere et absque omni onere possidenda. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, cartam presentem sepedicte contuli ecclesię, sigilli mei munimine roboratam.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo XL° tertio, feria III^a post Ramos palmarum.

Omnia premissa confirmo, sicut dictum est, reservata tamen michi alta lege in duobus bonariis antedictis, si forte contingeret.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 164; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 191.

535.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que l'abbaye de Saint-Martin a donné un demi bonnier de pré sis à Warchin à Gilles Poignet, en échange d'un jardin et d'une terre que ledit Poignet possédait à Rumillies.

Mercredi 30 mars 1244.

Universis presentes litteras visuris, Willelmus, decanus christianitatis Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Egidius dictus Poignes, in presentia nostra constitutus, werpivit et effestucavit, et etiam quitavit ecclesie Beati Martini Tornacensis ortum quemdam quem possidebat apud Rumegnies, qui dicitur Balduinimons, et terram que jacet inter ipsum ortum et domum ipsius ecclesie ibidem site, que quondam fuit Hugonis Poignet, patris ipsius Egidii, mediante tamen dimidio bonario prati ipsius ecclesie, sito in territorio de Warcin, ad molendinum de Esclusa, quem dimidium bonarium prati dicta ecclesia ipsi Egidio et successoribus ejus concessit, in commutationem dictorum orti et terre, hereditario jure possidendum. Et promiserunt dictus Egidius et Emma, uxor ejus, fide et juramento interpositis, quod nil in dictis orto et terra decetero reclamabunt, nec ipsam ecclesiam super eisdem molestabunt per se vel per alium, nec molestari procurabunt, omni juri quod habebant in dictis orto et terra penitus renuntiantes.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. III°, feria IIII^a post Ramos palmarum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 50; original scellé en cire verte, sur double queue de parchemin [1]. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 162; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 10.

[1] Il est impossible maintenant de se servir de cet original.

536.

Les échevins de Saint-Brice à Tournai déclarent que l'abbaye de Saint-Martin a arrenté pour toujours à Jacques Dierin la maison sur l'Escaut ayant appartenu à Evrard de Condé.

1244.

Ce sacent tout cil ki cest escrit veront et oront, ke li glise Saint Martin de Tornai a se maison sor Escaut, ki fu segneur Evrart de Condet, arentée Jakemon Dierin et ses oirs perpétuelment, x lib. et v. s. de Flamens, en ceste forme et en ceste manière, ke Jakemes ki devant est dis, et si succes-seur, renderont d'or en avant d'en en en à le glise Saint Martin IIII lib. d'Artisiens au Noel, et IIII lib. d'Artisiens à le saint Jehan apriés, et v s. et v d. de cens à le saint Remi. Et ces VIII lib. et v s. et v d. d'Artisiens ki ci sunt nomet, doit li maisons sor Escaut ki devant est dite à le glise Saint Martin perpétuelment. Et si a fait Jakemes asenement à le glise des autres XL s. v d. mains sus le maison Jehan Costart, en le rue Saint Brise, viers le porte d'Aubegni, et sor les cortius Jehan Brouete, encosté le maison Huon le Rous, à Morialporte; sor le maison Jehan Costart XVIII s. d'Artisiens al Noel, et XVIII s. d'Artisiens à le saint Jehan, et IIII d. Artisiens à le saint Remi, et sor les cortiuls Jehan Brouete III s. et III d. d'Artisiens. Et ces XL s. v d. mains werpi Jakemes en le main dant Pieron de Froimont, à weus le glise devant dite, pardevant les eskievins de Saint Brisse : Jakemon de Vilers, Rogier de Maude, Jehan Aletake, Gossuin Buchiel, Symon de Waus, ...[1]. Et eut encovent pardevant als qu'il aquiteroit à le glise ces XL s. v d. mains loialment à leur assens. Et s'il ave-noit par aventure ke nuls en travellast le glise, et Jakemes ne peuist cele rente aquiter à le glise, dont se tenroit li glise sor le maison sor Escaut devantdite de tous les x lib. et v s. entirement. Et si ne puet Jakemes ne si oir jamais rente aleuer sus le maison, se li glise ne s'i asent. Et s'il estoit

[1] Un blanc existe ici dans le Cartulaire; il remplace *deux* noms d'échevins de Saint-Brice.

cose ke Jakemes volsist asener encor à le glise XL s. de rente bien asise dedens les murs de Tornai, por se maison alegier, ce ne li violt nient li glise refuser. Et por çou ke ce soit ferme cose et estavle, s'a li glise fait cyrographe, et deviset, et donet l'une partie as eskievins de Tornai, et l'autre partie retenue pardeviers li.

Ce fu fait l'an de l'incarnation Jhésu Crist M. CC. et XLIIII.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 158.

537.

L'abbé de Saint-Bertin cède à l'abbaye de Saint-Martin tous les droits de son monastère sur la dîme à Passchendaele qui lui avait été engagée par le chevalier Roger de Winghines.

Dimanche 17 avril 1244.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Symon, permissione divina ecclesie Sancti Bertini abbas, et ejusdem loci conventus, in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod cum nos quandam decimam jacentem in parrochia de Paskendale, a Rogero de Winghines, milite, possessam in pignore ab eodem milite, pro octoginta libris Flandrensis monete receperimus obligatam, sub forma que in litteris super hoc contractu confectis plenius continetur, nos, recepta dicte pecunie summa ab ecclesia Beati Martini Tornacensis que in dicta parrochia jus optinet patronatus, eidem ecclesie quicquid juris in dicta decima habebamus, cum instrumentis omnibus que super dicto contractu habuimus, resignavimus, et nichil juris umquam reclamabimus vel petemus in decima memorata. In cujus rei memoriam presentes litteras nostras dicte Beati Martini Tornacensis ecclesie tradidimus, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum dominica qua cantatur Misericordia Domini, anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 303.

538.

L'abbesse et le couvent des Prés Porcins lez-Tournai vendent à l'abbaye de Saint-Martin une terre à Watroufosset.

Mercredi 4 mai 1244.

Universis presentes litteras inspecturis, A[elidis], abbatissa, et conventus de Pratis juxta Tornacum, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod nos vendidimus ecclesie Beati Martini Tornacensis unum bonarium terre nostre, duodecim virgis minus, que terra sita est prope locum qui dicitur Waterousfosses, que terra fuit Arnulphi, quondam civis Tornacensis, et hoc pro viginti et quinque libris Flandrensium; quam pecuniam confitemur nobis esse numeratam a dicta ecclesia. Promittimus etiam quod contra dictam venditionem non veniemus, et quod ipsam ecclesiam super dicta terra per nos vel per alium in futurum nullatenus molestabimus, vel procurabimus molestari. Et ut hoc firmum habeatur, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, feria quarta post Inventionem sancte Crucis.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 2; original jadis scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 56; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 296, copie de 1685.

539.

L'abbé de Saint-Martin donne à la prévôté de son abbaye divers biens appartenant à la communauté, et en échange donne la ferme de Camphin à cette communauté.

Juillet 1244.

Sciendum quod conventus habebat x et viii bonaria terre, i quartario minus, et ii raserias avene apud Evregnies et Stainpuch; et i quartarium terre apud Maubrai; item as Argelieres vii bonaria et xxiiii virgas in duobus frustis; ab oppositis etiam de Daflieres ii bonaria et i quartarium et xvii virgas; de terra quoque Philippi de Haudion iii quartaria et dimidium, v virgis minus; et ad Vivumfontem iii bonaria et i quartarium et dimidium, v virgis minus; itemque iii quartaria que Ermengardis excolere solebat subtus Duzenpiere; in terra etiam Mathei Cantoris, in cultura de Warnavia, i bonarium et dimidium quartarium et xx virgas; retro curtem de Warnavia i quartarium; de terra etiam que fuit Sarre Morghet vii quartaria, xiiii virgis minus; itemque apud Warnaviam terragium trium bonariorum et dimidii.

Hec omnia de assensu conventus accepit abbas ad opus prepositure, et concessit conventui, in restitutionem omnium supradictorum, curtem de Camphaing cum terris et appendiciis suis in perpetuum possidendam. Preterea pro terragio vii bonariorum que habebat conventus apud Camphaing, restituit ei abbas terragium vii bonariorum apud Buisenau.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°, mense julio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 124, fol. 35ᵉ, copie du XIVᵉ siècle.

540.

L'abbé de Saint-Martin écrit au roi saint Louis pour lui demander de faire rapporter la mesure prise par le comte de Flandre, en conflit avec les habitants de Tournai à propos du cours de l'Escaut, pour interdire à ses sujets d'apporter ou de laisser parvenir aucun objet d'alimentation dans la ville de Tournai.

Lundi 8 août 1244.

Excellentissimo domino Ludovico, Dei gratia Francorum regi magnifico, frater R[adulphus], ecclesie Beati Martini Tornacensis minister humilis, salutem et cum debita reverentia paratam ad obsequia voluntatem.

Vidimus et a majoribus nostris audivimus, quod novis institutionibus factis, seu consuetudinibus introductis aque que transit per Tornacum, navigantibus honerosis, cives Tornacenses comitem Flandrensem, per cujus districtum dicta transit aqua, requirebant ut hujusmodi injurias faceret emendari, et si non relevabat talia gravamina requisitus, cathene positione, que hameyde vulgariter appellatur, usque ad condignam emendam aque transitum obstruebant; hac usi consuetudine dicti cives pro quibusdam injuriis quas vobis plenius referre poterunt viva voce, post plures requisitiones factas dicto comiti et dilationes eidem de ipsis injuriis emendandis indultas, tandem necessitate compulsi, ut asserunt, cathenam de novo in aque transitu more solito posuerunt. Comes vero predictus hoc factum civium grave ferens, per terram suam fecit publice inhiberi, ne quis subditorum suorum victualia, ligna et alia humanis usibus necessaria, de terra sua duceret vel ad civitatem duci permitteret Tornacensem. Hanc igitur inhibitionem, non solum civibus sed et nobis gravem, sustinere diutius non valentes, regie clementie magnificentiam humiliter imploramus, quatinus tanto gravamini, ne ulterius contingat, vestra dignetur sublimitas obviare.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, feria secunda ante Assumptionem beate Virginis.

Tournai, Archives communales, Registre 6, fol. 137ᵛ; copie du XIVᵉ siècle.

541.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que Gérard de Goubautsart, de Leuze, et sa femme Ermengarde, ont donné à l'abbaye de Saint-Martin une rente annuelle, assise sur une partie du jardin de leur maison, à Leuze.

Tournai, lundi 10 octobre 1244.

Universis presentes litteras inspecturis, W[alterus], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Gerardus de Goubautsart et Ermengardis, ejus uxor, de Lutosa, in nostra presentia constituti, contulerunt ecclesie Beati Martini Tornacensis, in elemosinam, unum caponem et dimidiam raseriam avene, ad mensuram Tornacensem, annui redditus, solvendi dicte ecclesie vel ejus nuntio ad Natale, annuatim, ad domum Johannis Fievet, seu alibi tam longe a manso ipsius Gerardi, ubicumque dicta ecclesia voluerit. Et fecerunt inde assignamentum super dimidium quartarium orti sui, in quo manent apud Lutosam, et hoc assensu et voluntate Johannis de Wiheries, a quo dictum ortum censualiter tenebant; promittentes fide et juramento interpositis, quod dictum redditum pacifice in perpetuum, sicut premissum est, persolvent, nec querent artem vel ingenium quibus dicta ecclesia super hoc molestetur in aliquo seu dampnificetur. Promiserunt itaque tam dictus Johannes de Weheries quam predicti Gerardus et Ermengardis, fide interposita corporali, quod si dicta ecclesia hunc redditum alicui laice persone resignare voluerit, ipsi eandem personam ponent in dictum redditum, per legem patrie, videlicet coram majore et scabinis de Lutosa; concedentes quod si premissa non observarent, vel in aliquo delinquerent, nos de ipsis justiciam ecclesiasticam, monitione previa, teneremus. In hujus rei testimonium, ad preces et instantiam dictorum Johannis, Gerardi et Ermengardis, presentes litteras ecclesie contulimus antedicte, sigilli nostri appensione confirmatas.

Actum Tornaci, anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°, in crastino beati

Dyonisii, presentibus domno Leberto, tunc elemosinario, magistro Egidio d'Argi, fratre Sygero, fratre Terricho, Ruissole de Marvis, et multis aliis probis viris.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 100; *Ibidem,* Cartulaire 125, p. 115.

542.

L'official de Laon déclare que Wiard de l'Orme a donné à l'abbaye de Saint-Martin, s'en réservant toutefois l'usufruit sa vie durant, le pré qu'il possédait à Vaux.

Novembre 1244.

Universis presentes litteras visuris, magister Clemens de Sancto Germano, canonicus et officialis Laudunensis, in Domino salutem.

Noverit universitas vestra, quod constitutus in presentia nostra Wiardus de Ulmo, de Vallibus, recognovit se quoddam pratellum quod, sicut dicebat, acquisivit, situm in Vallibus, retro domum suam, inter grangiam suam et presorium domus ecclesie Sancti Martini Tornacensis, post decessum suum, in puram et perpetuam elemosinam, dicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis contulisse, salvo sibi quamdiu ipse vixerit usufructu suo in pratello memorato. Et in recognitione hujus collationis, promisit se reddîturum dicte ecclesie annuatim, quamdiu ipse vixerit, unum denarium bone monete in festo beati Remigii in capite octobris; volens et ordinans quod post decessum suum, dicta ecclesia Sancti Martini Tornacensis, de dicto pratello, singulis annis in perpetuum, reddat et reddere teneatur quatuor den. bone monete presbiteris juratis de Vallibus, in dicto festo beati Remigii, et quod nullatenus liceat dicte ecclesie Sancti Martini exitum habere de pratello supradicto, nisi versus pressorium ejusdem ecclesie. In cujus rei testimonium presentes litteras patentes emisimus, sigillo curie

Laudunensis, salvo jure domini Laudunensis episcopi et alieno, roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 316.

543.

Le comte Thomas et la comtesse Jeanne de Flandre et de Hainaut, renoncent à tous les droits qu'ils peuvent avoir sur la ferme de l'abbaye de Saint-Martin à Tenre.

Dimanche 4 décembre 1244.

Thomas, comes, et Johanna, uxor ejus, comitissa Flandrie et Haynonie, universis presentes litteras inspecturis salutem.

Noveritis quod nos, pro salute nostra et predecessorum nostrorum, libere et absolute remisimus et quitavimus ecclesie Beati Martini Tornacensis quicquid juris habebamus vel habere poteramus, sive jure possessionis, proprietatis, consuetudinis in curte dicte ecclesie que dicitur Tenre, cum appendiciis suis, in exigendo et recipiendo, tam per nos personaliter quam per alium, tam pro nobis quam aliis servientibus nostris, ballivis et aliis quibuscumque, gistas, corveias, procurationes, consuetudines, exactiones, concessiones vel accomodationes hominum, equorum, curruum, bigarum et ceterarum rerum dicte curtis vel pertinentium ad eandem, necnon omnes species angariarum et perangariarum que nobis, in dicta curte vel ex dicta curte et appendiciis suis, competunt ad presens vel competere poterunt in futurum, omni juris auxilio quod nobis ad presens vel in futurum contra presentem cartam competere potest, pro nobis et successoribus nostris renuntiantes. In cujus rei noticiam presentem paginam, sigillorum nostrorum munimine duximus roborandam.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, dominica secunda in Adventu.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 170; *Ibidem,* Cartulaire 122, p. 167; *Ibidem,* Cartulaire 123, p. 82.

544.

L'abbé de Cysoing échange une terre à Taintegnies et une maison au Bruille à Tournai, propriétés de son monastère, contre divers biens de l'abbaye de Saint-Martin à Genech et Nomain.

Décembre 1244.

Actum anno Domini M°. CC. quadragesimo quarto, mense decembri.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 23; original jadis scellé sur double queue de parchemin de deux sceaux, dont un seul subsiste, celui de l'abbé de Cysoing, en cire blanche. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 127, p. 148; *Ibidem*, Cartulaire 129, p. 318, copie de 1685 [1].

545.

L'abbé de Saint-Martin échange divers biens que possédait son monastère à Genech et Nomain, contre une terre à Taintegnies et une maison au Bruille à Tournai, propriétés de l'abbaye de Cysoing.

Décembre 1244.

Actum anno Domini M°. CC°. quadragesimo quarto, mense decembri.

Lille, Arch. du Nord, Fonds de Cysoing; original sur parchemin [2].

[1] Cette charte est publiée dans I. de Coussemaker, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, p. 139.

[2] Cette charte, qui est la contrepartie exacte de la précédente, est publiée dans le *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, par I. de Coussemaker, p. 138.

546.

L'abbé et les moines de Saint-Martin renoncent à toute revendication sur les sommes données à l'abbaye des Dunes par le curé d'Evregnies.

Samedi 18 février 1245.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°, mense februario, sabbato ante cathedram beati Petri apostoli.

Bruges, Bibliothèque du Séminaire épiscopal, Manuscrit n° 452 [1].

547.

Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, confirme la renonciation faite par le comte Thomas et la comtesse Jeanne de Flandre, en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, à tous leurs droits sur la ferme de l'abbaye à Tenre, mais stipule que cette renonciation ne s'applique qu'aux biens présents, et que le droit de justice dans ladite ferme demeure aux comtes de Flandre.

Mars 1245.

Margaretha, comitissa Flandrie et Haynonie, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Noveritis quod nos quitationem illam, et remissionem sive gratiam, quam nobilis vir Thomas, quondam comes Flandrie et Haynonie, et illus-

[1] Cette charte est publiée dans *Chronica et cartularium monasterii de Dunis*, p. 447. La source, que l'éditeur n'a pas pris soin d'indiquer nettement, est douteuse.

tris domina et karissima soror nostra Johanna, pie recordationis uxor ejusdem, de assensu nostro fecerunt ecclesie Beati Martini Tornacensis quantum ad curtem de Tenre cum appendiciis suis, confirmamus per presentes litteras, concedimus et ratum habemus, sub hac tamen declaratione quod illam remissionem vel gratiam nolumus, neque concedimus, nec voluimus unquam neque concessimus extendi ad acquirenda in posterum a predicta ecclesia in terra nostra, nisi super hoc ipsi ecclesie de novo faceremus gratiam specialem. Preterea justiciam in terris ejusdem ecclesie in terra nostra sitis, sicut hactenus habuerunt antecessores nostri, retinuimus et retinemus, de quibus etiam predicta ecclesia per litteras abbatis et conventus, et per litteras domini episcopi Tornacensis debet nobis facere cautionem. In robur igitur et memoriam predictorum, presens scriptum tradidimus, sigilli nostri appentione munitum.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 170; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 168.

548.

L'abbé et le couvent de Saint-Martin reconnaissent que l'abandon des droits sur la ferme de l'abbaye à Tenre, fait par le comte et la comtesse de Flandre et de Hainaut, ne s'applique pas aux biens qui pourront à l'avenir être annexés à ladite ferme, et que la justice continue d'y appartenir à la comtesse de Flandre.

Mars 1245.

R[adulphus], Dei permissione ecclesie Beati Martini Tornacensis abbas, totusque ejusdem loci conventus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod nos quitationem illam, et remissionem sive gratiam, quam nobilis vir Thomas, quondam comes Flandrie et Haynonie, et illustris domina Johanna, pie recordationis uxor

ejusdem, de assensu illustris domine Margarethe, nunc Flandrie ac Haynonie comitisse, fecerunt ecclesie nostre quantum ad curtim nostram de Tenre cum appendiciis suis, sicut in cartha super hoc edita continetur, intelligimus et declaramus non debere extendi ad ea que ibidem forsitan in posterum adquiremus, nisi nobis super hoc de novo gratia fieret specialis. Non intelligimus etiam dictos Thomam comitem, et Johannam comitissam pie memorie, et Margaretam, sororem ejus, nunc comitissam, nobis quitasse vel contulisse justiciam, si qua emergeret facienda talem qualem ipsi et sui predecessores, in terris ad dictam curtim nostram spectantibus, hactenus habere consueverunt. In cujus rei memoriam, presentes litteras tradidimus sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 171.

549.

L'évêque de Tournai vidime et confirme la charte précédente.

Mars 1245.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem.

Universitati vestre notum facimus, quod nos litteras abbatis et conventus Beati Martini Tornacensis, ipsorum sigillis sigillatas, inspeximus sub hac forma :

« R[adulphus], Dei permissione ecclesie Beati Martini Tornacensis abbas, etc. » (*Suit le texte de la charte de mars 1245, publiée ci-dessus n° 548.*)

Nos igitur predictam declarationem ratam habemus et approbamus, et presentium testimonio confirmamus.

Datum anno Domini M°. CC°. XL°. quarto, mense martio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 171.

550.

Le seigneur de Cysoing transfère à l'abbaye de Saint-Martin la dîme à Lede que lui a vendue Willermus de Lede.

Tournai, vendredi 14 avril 1245.

Ego Arnulphus, miles, dominus de Cisonio, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Willermus de Lede, homo meus feodalis, assensu meo et voluntate, totam decimam quam in parrochia de Lede a me tenebat in feodum, bene et legitime vendidit ecclesie Beati Martini Tornacensis, ad cujus patronatum spectat parrochia memorata, pro sexaginta libris Flandrensis monete, cum omni integritate qua eam possidebat. Ut autem ista venditio cum debita fieret sollempnitate, dictus Willermus, in mea presentia constitutus, coram hominibus meis, paribus ipsius Willermi, videlicet : Johanne Avunculo, milite, Dierekino de Petengien, Willermo de Bosco, Eustacio de le Bieke, Bernardo de Five. Johanne de Lende, fratre dicti Willermi qui decimam vendidit, decimam predictam in manu mea, ad opus ecclesie Sancti Martini predicte, reportavit et werpivit, promittens, fide corporali prestita cum juramento, quod in eadem decima nichil juris de cetero reclamabit, nec ingenium queret nec artem, per se vel per alium, per que prefata ecclesia Sancti Martini super ipsa decima molestetur in aliquo seu gravetur. Huic contractui Johannes de Lende, frater ipsius Willermi, spontaneum et legitimum prebuit assensum. Cumque homines mei predicti, a me submoniti et conjurati more debito, per judicium dixissent quod dicto Willermo vel ejus heredibus in dicta decima nichil juris amplius competebat, ipsam decimam eidem Willermo et ejus successoribus in perpetuum abjudicantes, ego decimam sepedictam dicte ecclesie Sancti Martini, per manum domini Liberti, tunc elemosinarii ipsius ecclesie, resignavi et nomine elemosine tradidi, quitam et liberam ab omni onere et servicio feodali, et ab omni jure si quod mihi, quacunque ratione, competebat in eadem, ad hoc me obligans quod decimam ipsam eidem ecclesie teneor in perpetuum sub pacifica possessione fideliter guarandire.

In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, presentes litteras tradidi dicte ecclesie Sancti Martini, ad instantiam et petitionem dictorum Willermi et Johannis, fratris ejus, sigilli mei munimine roboratas.

Actum Tornaci, in cenobio Sancti Martini, anno Dominice incarnationis M°. CC°. XL°. quarto, mense aprili, in Parasceve Domini.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 165; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 349.

551.

L'official de Tournai publie les conditions d'un accord conclu entre l'abbaye de Saint-Martin et Jean Castaigne, bourgeois de Tournai, à l'occasion d'une construction édifiée par ce dernier sur le ruisseau de Maire, entre les deux moulins de l'abbaye.

Tournai, dimanche 16 avril 1245.

Magister N... de Orchies, clericus et officialis domini Tornacensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Juxta rivum de Maire, inter duos molendinos Sancti Martini Tornacensis, Johanne Castanea, cive Tornacensi, opus inchoante, cujus constructionem abbas et conventus dicti Sancti Martini in suum dampnum et gravamen fieri asserentes, ad novi operis nuntiationis remedium confugerunt, cui nuntiationi, ut dictus abbas et conventus dicunt, cum dictus Johannes minime detulisset, ipsum in causam traxerunt in curia Tornacensi, a qua dictus Johannes, asserens se gravatum, ad Remensem curiam appellavit. Ubi cum aliquantulum processum fuisset in causa, memoratus Johannes omni liti renuntians, de demoliendo opere quod post novi operis nuntiationem fecerat, et expensis quas dicti abbas et conventus in dicta causa fecerant refundendis, in solidum vel pro parte, sepedicti abbatis se supposuit voluntati, sub pena ducentarum librarum Flandrensium; promittens quod quicquid super premissis ei idem abbas injungeret, adimpleret. Sub

eadem etiam pena dicto Johanni solvenda, prefatus conventus, de abbatis sui auctoritate, promisit quod super premissis ab ejusdem abbatis sui dicto nullatenus resiliret.

Insuper dicti abbas et conventus, ex una parte, et nominatus Johannes, ex altera, in viros venerabiles Walterum, thesaurarium, magistrum Gerardum de Marege, et Nicholaum de Brugis, canonicos Tornacenses, super jure quod in loco ubi factum est dictum opus se habere proponunt, et dampno quod ex constructione operis idem abbas et conventus sibi asserunt imminere, compromiserunt sub hac forma, quod dicti arbitri seu arbitratores ore ad os primo studebunt pacem facere inter eos, in quam si partes non contigerit concordare, iidem arbitri, auditis rationibus partium, inspecto loco contentioso, a producendis coram eis et ab his quos ipsi duxerint evocandos veritate plenius inquisita, dictum suum proferent, jus suum utrique parti, si liqueat, declarando. Quod si de jure partium, post inquisitionem hujusmodi sibi appareat non liquere, arbitri sepedicti commissum sibi negocium ordinando decident secundum quod sibi equius apparebit. Et si omnes in unum dictum sive ordinationem non contigerit convenire, quod a duobus ipsorum dictum sive ordinatum fuerit, partes sub pena ducentarum librarum Flandrensium, a resiliente parti relique solvendarum, tenebuntur inviolabiliter observare; et usque ad diem Pentecostes proximo venturam, prefati arbitri dictum suum sive ordinationem potestatem habent quando sibi placuerit proferendi, et infra dictam diem Pentecostes, super his de quibus prefatus Johannes abbatis se supposuit voluntati, dictum suum proferre non poterit idem abbas, nisi prius predictis tribus arbitris commissum negotium fuerit terminatum. Actum est etiam inter partes ut, pendente compromisso, in loco contentioso dictus Johannes nichil edificet, nisi, de voluntate ad minus unius arbitrorum, sepem ibi poneret ad pecora excludenda.

Actum in cenobio Sancti Martini predicti, anno gratie M°. CC° XL°. V°, in die sancte Pasce.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 121, p. 54.

552.

Gilles de Béthune, seigneur de Meulebeke, approuve la vente de dîmes à Vive-Saint-Bavon et Wielsbeke, faite à l'abbaye de Saint-Martin par Eustache de le Mandre, qui les tenait de lui en arrière-fief.

Mai 1245.

Ego Egidius de Bethunia, miles, dominus de Moulenbecha, notum facio omnibus presentem paginam inspecturis, quod ecclesia Beati Martini Tornacensis emit bene et legitime, secundum legem patrie, ab Eustatio de le Mandre, assensu et voluntate Beatricis, uxoris sue, et Walteri et Johannis, filiorum ipsorum, totam decimam quam ipse Eustatius tenebat in parrochiis Sancti Bavonis et de Willebeche, personatibus dicte ecclesie Sancti Martini, et hoc assensu et voluntate Walteri de Bovinglo, de quo dictus Eustatius ipsam decimam tenebat in feodo, et etiam assensu et voluntate mea; de me enim Walterus de Bovinglo eandem decimam in feodo tenebat. Ut igitur iste contractus fieret cum debita sollempnitate, predictus Eustatius, in mea presentia et in presentia Walteri de Bovinglo constitutus, coram hominibus meis, scilicet : Waltero des Tombes, milite, Rogero de le Haverie, milite, Waltero de Warenghien, Rollino de Fivia, Waltero de le Houte, Willermo de Meulenbecha, Johanne de Mandra, Eustatio Perche, Johanne de Hedebusc, quos homines dicto W[altero] de Bovinglo quantum ad hoc specialiter commodavi, in manu dicti W[alteri] de Bovinglo totam decimam memoratam, tribus vicibus, ad opus ecclesie Beati Martini Tornacensis resignavit. Predictus autem W[alterus] de Bovinglo prefatam decimam in manu mea resignavit ad opus ecclesie memorate. Fide et sacramento confirmantes, tam ipse W[alterus] de Bovinglo quam predictus Eustatius et uxor ejus, insuper Walterus et Johannes, filii ipsorum, quod nichil amplius in eadem decima reclamabunt. Cumque, sicut est consuetudinis, ter a me requisiti fuissent homines mei predicti, quos dicto W[altero] de Bovinglo quantum ad hoc commodavi, ut si quod fecerant prefatus Eustatius et W[alterus] de Bovinglo de jure facere potuissent, habito consilio responderunt quod ita. Item requisiti

utrum amplius quicquam juris haberent in dicta decima, habito consilio dixerunt quod non. Item requisiti utrum hec sollempnitas sufficeret ad opus ecclesie Beati Martini, habito consilio dixerunt quod ita. Quo facto dicti homines mei, tam dicto W[altero] de Bovinglo quam Eustatio de le Mandre et eorum successoribus, dictam decimam in perpetuum abjudicarunt. Tandem omnibus rite celebratis, ego nominatam decimam in manu domni Nicholai, prepositi dicte ecclesie Sancti Martini, qui ibidem propter hoc specialiter missus fuerat, resignavi ad opus sepedicte ecclesie Sancti Martini Tornacensis, nomine elemosine, quitam et liberam ab omni onere et servicio feodali, in perpetuum ab eadem ecclesia libere possidendam, nichil in ipsa decima mihi vel meis successoribus retinendo. Ne autem aliquis ecclesiam ipsam super ipsa decima inquietet vel molestet, ego Egidius eandem decimam adversus omnes ipsi ecclesie promitto me garandizaturum, tanquam dominus, bona fide. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, ego et Ysabella, uxor mea, presentes litteras tradidimus dicte ecclesie Sancti Martini, ad instantiam et petitionem Eustatii de Mandra et Beatricis, uxoris ejus, et Walteri et Johannis, filiorum ipsorum, et W[alteri] de Bovinglo predicti, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. quinto, mense maio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 167; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 339.

553.

L'évêque de Tournai approuve la vente de dîmes à Vive-Saint-Bavon et Wielsbeke, faite par Eustache de le Mandre à l'abbaye de Saint-Martin.

Vive-Saint-Bavon, juin 1245.

W[alterus], Dei gratia episcopus Tornacensis, universis presentes inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Eustacius de Mandra et Beatrix, ejus

uxor, in presentia Johannis, quondam clerici nostri, canonici Curtracensis, ad hoc a nobis specialiter destinati, constituti, recognoverunt se vendidisse ecclesie Beati Martini Tornacensis quandam decimam suam quam habebant in parrochiis Sancti Bavonis et de Willebecca, personatibus dicte ecclesie Sancti Martini, pro ducentis et quinquaginta libris Flandrensium, quas in pecunia numerata confessi sunt se recepisse ab ecclesia supradicta, et eandem decimam werpiverunt bene et legitime, in presentia hominum viri nobilis domini Egidii de Bethunia et Walteri de Bovinglo, de quo Waltero de Bovinglo idem Eustatius predictus tenebat decimam prenotatam in feodum; qui homines et pares dicti Eustacii ad hoc faciendum vocati fuerunt. Tandem, dicto per judicium hominum predictorum quod idem Eustacius et Beatrix, ejus uxor, tantum fecerant de dicta decima quod nichil juris sibi de cetero poterant vendicare in illa, resignaverunt eam in manu dicti Walteri de Bovinglo, qui dominus est principalis ipsius E[ustacii] prenotati. Postmodum idem W. de Bovinglo reportavit dictam decimam in manu supradicti domini Egidii, superioris domini, et quicquid juris habebat in dicta decima resignavit ibidem. Hoc peracto, dictus dominus Egidius contulit in elemosinam ecclesie Sancti Martini memorate ipsam decimam, pro remedio anime sue et antecessorum suorum, ac deinceps successorum, quitam et liberam ab omni servicio feodali seu alio quocunque; promittens se dictam decimam garandizare contra omnes, tanquam dominus, bona fide; recognovit etiam dicta Beatrix, sub juramento prestito, quod neque vi neque metu erat inducta ad hujusmodi contractum faciendum, sed spontanea et necessitate urgente, et propter suum deterius evitandum, hoc faciebat; renuntians omni juri quod ei competebat vel competere poterat in dicta decima, ratione dotis vel assignamenti. seu alia quacumque ratione; promittens firmiter, fide mediante et juramento prestito, tam ipsa quam duo filii ejus, Walterus et Johannes, quod contra dictam venditionem de cetero non venient, nec per se nec per alium dictam ecclesiam molestabunt nec molestari procurabunt super decima memorata. Quod si eos contra aliquod premissorum venire contigerit, concesserunt quod nos ad observationem eorum ipsos per censuram ecclesiasticam compelleremus, et quantum ad hoc supposuerunt se jurisdictioni nostre, ad quemcumque locum se duxerint transferendos. Omnia autem predicta coram predicto Johanne, a nobis ad hoc destinato, acta, et venditionem

predictam, prout in litteris dicti E[gidii] de Bethunia, militis, continetur, approbamus et laudamus, et auctoritate pontificali confirmamus.

Actum apud Fiviam, anno Domini M°. CC°. XL°. V°, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 168; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 340.

554.

L'évêque de Tournai approuve la cession faite à l'évêque et au chapitre de Tournai par Godefroid de Gand, chanoine de Tournai, agissant au nom de l'abbaye de Saint-Bavon de Gand, de la portion de dîme que cette abbaye avait achetée, concurremment avec celle de Saint-Martin, dans les paroisses de Luingne et de Mouscron, d'un nommé Jean de Bissenghiem, dit le Doyen.

Vendredi 2 juin 1245.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Johannes de Bissenghiem, dictus Decani, decimam jacentem in parrochiis de Lugne et de Moskeron, quam tenebat in feodum a decano et capitulo Sancte Marie, abbateque et conventu Sancti Martini Tornacensis, facta proclamatione de dicta decima vendenda per plures dominicas, ut moris est, vendidit ecclesiis Beati Martini Tornacensis et Sancti Bavonis Gandavensis communiter, dicte Sancti Bavonis ecclesie jure emendi, pro portione sibi competenti, cesso a decano et capitulo Tornacensi, in hac cessione nostro interveniente consensu, ob evidentem utilitatem utriusque ecclesie. Hec autem venditio facta fuit coram hominibus abbatis predicti, paribus dicti Johannis, eam sic rite et legitime fieri judicantibus; in eorumdem etiam hominum presentia, et de eorum judicio, resignata fuit sepedicto abbati, et magistro Godefrido de Gandavo, canonico Tornacensi, procuratori ecclesie Sancti Bavonis, communiter, et

ter werpita decima memorata. Huic etiam venditioni Vergina, uxor nominati Johannis, ipso Johanne, marito suo, assumpto ad hoc in advocatum, consensit et juri dotis sive donationis propter nuptias, omnique alii quod habebat vel habere poterat in predicta decima, sponte renuntiavit, de non veniendo contra dictam venditionem et suam renuntiationem, corporali prestito juramento affirmans quod ad terram emptam de precio dicte decime magis sibi utilem erat assignata, de quo etiam assignamento plures nobis fidedigni testimonium perhibebant. Insuper Perona, mater dicti Johannis, de consensu Gerardi de Hengrin, mariti sui, assumpto ipso Gerardo ad hoc in advocatum, usufructui quem in predicta habebat decima, coram memoratis hominibus renuntiavit, et ad non veniendum contra suam renuntiationem juramento proprio se astrinxit; et quod ad usufructum terre de premisso precio empte eadem Perona assignata esset, ipsius assertio nobis et plurium fidedignorum relatio fidem fecit; quod etiam contra dictas venditionem, renuntiationem et consensum non venirent, nec artem nec ingenium ad turbandum super sepedicta venditione ecclesias memoratas, vel eos qui in ipsarum locum succederent, nominati Johannes et Vergina, Gerardus et Perona firmiter promiserunt, et se fide prestita astrinxerunt.

Hiis ita peractis, dictus magister Godefridus decimam sepedictam, et omne jus quod in ea per ipsum Sancti Bavonis ecclesie fuerat acquisitum, nobis, decano et capitulo Tornacensi, et pio loco qui ex collatione comitisse Flandrensis in decimis novalium Mouri de Rodenborg partem capiet, procuratorio nomine resignavit. Et nos quia predicta Sancti Bavonis ecclesia nobis et premissis comparticipibus nostris ad assignandum decimam valentem XIIII libras annuatim fuerat obligata, pensata utilitate predicte Sancti Bavonis ecclesie, nostra et predictorum nostrorum participum, prefatam resignationem a magistro Godefrido factam, laudamus et approbamus, et pontificali auctoritate confirmamus. In testimonium igitur premissorum, et ut firmitatem debitam sortiantur, presentem paginam sigilli nostri appensione fecimus communiri.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. quinto, feria sexta ante Pentecosten.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 166; *Ibidem*, Cartulaire 121, p. 234.

555.

L'évêque de Tournai constate la vente consentie à l'abbaye de Saint-Martin par Jean Castaigne senior, de la motte et des fossés à Maire qu'il avait faits au préjudice des droits de ladite abbaye.

Juin 1245.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras visuris salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod cum coram officiali nostro, inter viros religiosos abbatem et conventum Sancti Martini Tornacensis, ex una parte, et Johannem dictum Castegne, seniorem, ex altera, super nuntiatione novi operis, et super quadam mota et quibusdam fossatis, que dictus Johannes apud Maire fieri faciebat in prejudicium et gravamen dictorum abbatis et conventus, ut iidem abbas et conventus asserebant; tandem, pro bono pacis, placuit dicto Johanni et ejus uxori, de consilio virorum peritorum, motam predictam, cum fossatis et omnibus appenditiis suis, dictis abbati et conventui vendere pro centum et viginti libris Parisiensium; quam pecuniam postea confessi sunt dicti Johannes et uxor ejus, a dictis abbate et conventu, pro dicta venditione integraliter se recepisse in pecunia numerata. Qui Johannes propter hoc in jure constitutus coram nobis, presentibus Henrico Ad Labem, tunc preposito Tornacensi, et Johanne dicto Pagano. Johanne dicto Morsiel, Egidio Kieville et Johanne Colemer, tunc scabinis Tornacensibus, Gossuino de Hostes, tunc jurato, presentibus etiam magistro Nicholao de Brugis, canonico Tornacensi, et magistro Gabriele, clerico nostro, Fratribus etiam Minoribus, videlicet : Rogero, tunc Fratrum lectore, et Willermo de Audemborc, et etiam domno Petro, procuratore dictorum abbatis et conventus, potestatem emendi habente, motam prefatam, cum terra et fossatis et pomerio, et quicquid juris ibidem habebat vel habere poterat, tam citra rivum de Maire quam ultra, bene et legitime werpivit, et per cirothecam in manu domni R[adulphi], tunc abbatis, coram nobis et dominis antedictis reportavit ad opus ecclesie Beati Martini

Tornacensis. Et tam ipse Johannes quam ejus uxor, predicta omnia dicto Petro procuratori resignarunt, ab ecclesia Sancti Martini Tornacensis in perpetuum possidenda; promittentes fide et sacramento interpositis, procuratori antedicto, legitima stipulatione dicti procuratoris prius interveniente, se contra dictam venditionem de cetero non venturos, nec artem nec ingenium quesituros quominus dicta ecclesia Sancti Martini de dicta mota cum suis appenditiis gaudere possit infuturum, et quod contra omnes molestatores super possessione pacifica premissorum pro posse suo, bona fide, dictam ecclesiam adjuvabunt, et obligarunt se et heredes suos ad predictam venditionem in perpetuum inviolabiliter observandam, et renuntiarunt omni exceptioni non solute et non numerate pecunie, et omni auxilio legis et constitutionis nove vel veteris, et omni auxilio quod sibi competere posset in futurum.

Actum in nostra capella, anno Domini M°. CC°. XL°. quinto, mense junio.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 169; *Ibidem,* Cartulaire 121, p. 52.

556.

L'official de Tournai et le doyen de Saint-Brice à Tournai déclarent que le chevalier Egidius de Alneto et l'abbaye de Saint-Martin ont décidé de remettre à des arbitres le soin d'évaluer les biens qu'ils ont échangés à Tourelies.

Samedi 8 juillet 1245.

Universis presentes litteras inspecturis, magister N. de Orchies, clericus et officialis domini Tornacensis, et W[alterus], decanus Sancti Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra, quod Egidius de Alneto, miles, novem bonaria tam terre arabilis quam prati, paulo plus vel minus, jacentia ante portam curtis de Torillies, que in feodum tenebat a domino Gerardo de Busignies, milite, commutavit sive excambiavit pro totidem bonariis terre

et prati que ecclesia Sancti Martini Tornacensis tenebat ibidem ad censum annuum de Gosello de Kaisnoit, quam terram ipsa ecclesia emerat a Terrico de Brugeletes, ita scilicet quod bonarium pro bonario, virgam pro virga. Verum quia e terris predictis una forte melior est altera, et fructus in eisdem existentes ad presens alii aliis sunt potiores, dictus Egidius, miles, pro se, ex parte una, et domnus Petrus, monachus, procurator dicte ecclesie, habens super hoc potestatem nomine dicte ecclesie, ex altera, super estimatione dictarum terrarum et pratorum, et fructuum existentium ad presens in eisdem, in Gerardum de Ingrin, a dicto milite electum, Lebertum, medietarium de Warnavia, a dicta ecclesia assumptum, et Sigerum de Orcha, communiter electum, hinc et inde compromiserunt; promittentes sub pena sexaginta lib. Flandrensium a parte resiliente, ab ordinatione dictorum trium, vel duorum ipsorum si tres in unam non possint convenire sententiam, parti alteri reddendarum, quod ipsorum stabunt ordinationi sive dicto. Cui ordinationi sive dicto idem miles, etiam fide prestita, promisit se staturum. Ad hec altera pars alteri plegium dedit et debitorem constituit; videlicet dictus Egidius, miles, Gerardum predictum, et dicta ecclesia Sigerum predictum, de dicta pena solvenda, si ipsam committi contingat. Debet etiam dictus miles dictam ecclesiam ponere in possessionem terre quam, ut dictum est, tenebat in feodum, et procurare quod per legem patrie, de consensu domini ipsius terre, eamdem terram teneat ipsa ecclesia immunem et liberam ab omni onere et servicio tam feodali quam alio; et de hoc debet dictus E[gidius] dare ipsi ecclesie cartam domini predicti de Busignies. Dicta etiam ecclesia debet similiter ponere in possessionem terre quam tenebat ad censum, ut dictum est, et eidem dare litteras ipsius ecclesie super commutatione facta Debet autem dictum sive ordinatio super premissis infra instans festum Magdalene proferri. Et dicti arbitri in se suscipientes onus arbitrii, fide et juramento interpositis promiserunt, quod de dicto negotio, pro posse suo, fideliter ordinabunt. In cujus rei testimonium, presentes litteras, ad instantiam utriusque partis, sigillorum nostrorum fecimus munimine roborari.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. quinto, sabbato post octabas apostolorum Petri et Pauli.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 15; en vidimus dans une charte originale de l'official de Tournai, datée d'août 1264.

557.

Gérard, seigneur de Busignies, ratifie l'échange de terres à Tourelies fait par le chevalier Egidius de Alneto, son vassal, avec l'abbaye de Saint-Martin.

Tournai, dimanche 16 juillet 1245.

Ego Gerardus, miles, dominus de Busegnies, notum facio universis presentem paginam visuris, quod Egidius de Alneto, miles, homo meus feodalis, assensu meo et voluntate, in presentia Willermi de Giermegni, ballivi mei, habentis super hoc speciale mandatum per litteras meas patentes, fecit excambium sive commutationem ecclesie Beati Martini Tornacensis, de novem bonariis tam terre quam prati, jacentibus ante portam de Torellies, in parrochia de Quarte, que de me tenebat in feodum, pro totidem bonariis tam terre quam prati, que dicta ecclesia Sancti Martini in eadem parrochia tenebat a Gossello del Caisnoit ad annuum censum novem den. Laudunensium. Ut autem excambium istud sive commutatio cum debita sollempnitate celebraretur, dictus Egidius, miles, coram hominibus meis, paribus suis, scilicet : Egidio de Timougies, milite, Gerardo de Buisencort, Colardo de Manaing, Philippo de Bullemont, Terrico de Tresin, Jacobo Grisiel, et Pagano, predicta novem bonaria terre et prati in manu prefati Willermi, ballivi mei, resignavit, fide media promittens in eisdem se nichil juris amplius reclamaturum. Cumque ad petitionem predicti Willermi, ballivi mei, homines mei antedicti per judicium dixissent quod ipse Egidius tantum fecerat de premissis terra et prato quod in eisdem nichil juris habebat, idem ballivus meus sepedicta novem bonaria tam terre quam prati, ab omni servicio et onere feodali liberata, et penitus exonerata, in manu dicti Gosselli del Caisnoit, ad opus Sancti Martini Tornacensis ecclesie reportavit. Dictus vero Gossellus sub testimonio scabinorum de Quarte, videlicet : Roberti de Froidegieskiere, Roberti del Bosc, Gonteri del Perier, et Jacobi de Couvregnies, quos a dicto Egidio de Alneto impetraverat ad id faciendum, eadem novem bonaria terre et prati, per manum domni Letberti, tunc elemosinarii sepedicte Sancti Martini

Tornacensis ecclesie resignavit, ab eadem ecclesia perpetuo possidenda. sub annuo censu novem den. Laudunensium ipsi Gossello vel ejus nuntio ab eadem ecclesia solvendorum, in eadem forma qua prius alia novem solvere tenebatur.

Hiis peractis, domnus Letbertus, tunc elemosinarius, habens similiter super hoc speciale mandatum per litteras abbatis patentes, alia novem bonaria terre et prati que a dicto Gossello tenebat primo sub annuo censu, sicut superius expressum est, eidem Gossello, sub testimonio predictorum scabinorum resignavit. Dictus vero Gossellus eadem ab omni censu exonerata, in manu predicti Willermi, ballivi mei, coram dictis hominibus meis, ad opus sepedicti Egidii de Alneto reportavit. Dictus autem Willermus, ballivus meus, illa novem bonaria terre et prati que primo, ut dictum est, fuerunt censualia, sub testimonio predictorum hominum meorum, parium ipsius Egidii, in augmentum feodi sui, eidem Egidio vicissitudine reciproca resignavit, ab ipso Egidio sicut alia novem primo tenebat feodaliter perpetuo possidenda. Huic excambio sive commutationi Marota, uxor dicti Egidii, militis, spontaneum prebuit assensum, renuntians expresse omni juri quod ei in primis novem bonariis terre et prati, causa dotalicii seu alia quacunque ratione competebat vel competere poterat, recognoscens etiam super alia novem bonaria se esse sufficienter assignatam; et hoc idem dicti homines mei per judicium asserebant. Promiserunt itaque tam ipsa Marota quam dictus Egidius, ejus maritus, fide prestita corporali, quod nunquam querent ingenium vel artem, per se vel per alium, per que predicta Sancti Martini Tornacensis ecclesia super hoc excambio vel commutatione dampnificetur in aliquo sive molestetur. Hiis demum sollempniter adimpletis, predicti homines mei quantum ad feodum, dicti vero scabini quantum ad censum, per judicium dixerunt quod utraque pars secundum legem plenariam bene et sufficienter hereditabatur. In cujus rei testimonium et firmitatem presentes litteras memorate Sancti Martini Tornacensis ecclesie contuli, sigilli mei munimine roboratas.

Actum Tornaci, in monasterio Sancti Martini, anno Verbi incarnati M°. CC°. XL°. quinto, dominica post Divisionem apostolorum.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 120, p. 172; *Ibidem*, Cartulaire 122, p. 84; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 76.

558.

Le doyen de Saint-Brice à Tournai déclare que le chevalier Egidius de Alneto, et sa femme, se sont par avance soumis à l'excommunication, pour le cas où ils troubleraient l'abbaye de Saint-Martin dans la jouissance des biens qu'ils lui ont donnés, en échange d'autres, à Tourelies.

Tournai, dimanche 16 juillet 1245.

Universis presentes litteras inspecturis, Walterus, decanus Santi Brictii in Tornaco, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod Egidius de Alneto, miles, de assensu et voluntate Gerardi, domini de Busegnies, fecit excambium sive commutationem ecclesie Beati Martini Tornacensis, bene et legittime, de novem bonariis terre et prati, paulo plus vel minus, jacentibus ante portam curtis de Torellies, in parrochia de Quarte, que dictus Egidius a predicto Gerardo de Busegnies tenebat in feodum, pro totidem bonariis terre et prati que dicta ecclesia in eadem parrochia emerat a Terrico de Brugeletes, canonico Luthosensi, et a Gossello de Querceto, sub annuo censu novem denariorum Laudunensium, tenebat, prout ejusdem commutationis seu excambii contractus in litteris dicti domini Gerardi de Busegnies super hoc confectis distincte et expresse totaliter continetur. Huic excambio sive commutationi. Marota, uxor dicti Egidii, spontaneum prebuit assensum, renuntians expresse omni juri quod ei in predictis novem bonariis terre et prati, causa dotalicii seu alia quacunque ratione, competebat vel competere poterat, et recognoscens super alia novem bonaria se esse sufficienter assignatam. Promiseruntque tam dicta Marota quam Egidius, maritus ejus antedictus, fide et juramento interpositis, quod nunquam querent ingenium vel artem, per se vel per alium, per que ecclesia Sancti Martini super premissis molestetur in aliquo seu dampnificetur; concedentes se a nobis ad petitionem dicte ecclesie posse vinculo excommunicationis innodari, si ipsos vel ipsorum alterum in aliquo contingeret deficere premissorum. In cujus rei testimonium et firmitatem, ad instantiam et preces partium, litteras presentes ecclesie Beati Martini contulimus memorate, sigilli nostri munimine confirmatas.

Actum Tornaci, in monasterio Sancti Martini, anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo quadragesimo quinto, dominica post Divisionem apostolorum.

Mons, Arch. de l'État, Fonds de Saint-Martin, carton 15; original jadis scellé sur double queue de parchemin. — Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 86; *Ibidem*, Cartulaire 125, p. 80.

559.

L'abbé de Saint-Martin charge le moine Pierre d'assister à la délimitation des paroisses de Wielsbeke et de Roosebeke.

Mercredi 19 juillet 1245.

Datum anno Domini M. CC. XL. quinto, feria quarta post Divisionem apostolorum.

Cartulaire de l'abbaye d'Eename, p. 270 [1].

560.

L'official de Noyon constate la vente par Raoul Maton et sa femme Agnès, au prieuré de Saint-Amand lez-Thourotte, d'une terre à Montmacq, au diocèse de Soissons.

Novembre 1245.

Actum anno Domini M°. CC°. XL°. V°, mense novembri.

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 256 [2].

[1] M. Ch. Piot, qui a publié la charte à la page 227 de son *Cartulaire de l'abbaye d'Eename*, n'en indique pas autrement la source.

[2] Cette charte est publiée dans Gordière, *Le prieuré de Saint-Amand*, p. 223.

561.

L'évêque de Tournai vidime la charte par laquelle la comtesse Marguerite de Flandre, en mars 1245, avait accordé diverses faveurs à l'abbaye de Saint-Martin pour sa ferme de Tenre.

Mercredi 20 décembre 1245.

W[alterus], Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presentes litteras visuris, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod nos vidimus litteras illustris domine Margarete, Flandrie et Hanonye comitisse, in hec verba, non abolitas, nec cancellatas, nec in aliqua sui parte viciatas, anno Domini M°. CC°. XL°. IIII°[1], feria IIII[a] ante diem Natalis Domini.

« Margareta, comitissa Flandrie et Hanonie, omnibus, etc. » (*Suit le texte de la charte de mars 1245, publiée ci-dessus, n° 547.*)

Bruxelles, Arch. gén. du royaume, Cartulaire 122, p. 170.

[1] Erreur évidente; il faut lire *V°*, puisque Marguerite, devenue comtesse de Flandre seulement en décembre 1244, n'avait pu donner en mars 1244 la charte que vidime ici l'évêque de Tournai. Cette charte est de mars 1245 (nouveau style), et c'est en décembre 1245 que l'évêque de Tournai la vidime.

TABLE ONOMASTIQUE

(Les chiffres renvoient aux pages.)

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

P.

Q.

R.

S.

T.

U.

V.

W.

Y.

Z.

ERRATA.

Page 27, ligne 7, au lieu de : *A[rn]ulfo,* lisez : *[Rad]ulfo.*

Pages 43 et 44, dans les analyses des chartes 42 et 43, au lieu de : *Bracquegnies,* lisez : *Brantignies.*

Page 67, dans l'analyse de la charte 62, au lieu de : *Lierde,* lisez : *Lede.*

Page 208, dans l'analyse de la charte 202, au lieu de : *Bracquegnies,* lisez : *Brantignies.*

Page 212, ligne 7, au lieu de : *Geuleng,* lisez : *Genleng.*

Page 222, ligne 7, au lieu de : *Ledesfliere,* lisez : *le Desfliere.*

Page 224, dans l'analyse de la charte 215, au lieu de : *Bracquegnies,* lisez : *Brantignies.*

Page 231, ligne 9, au lieu de : *Meurenghem,* lisez : *Menrenghem.*

Page 232, dans l'analyse de la charte 223, au lieu de : *Bracquegnies,* lisez : *Brantignies.*

Page 237, dans l'analyse de la charte 228, au lieu de : *Bonlers,* lisez : *Bouloere.*

Page 313, ligne 5 en partant du bas de la page, au lieu de : *Watronfosset,* lisez : *Watroufosset.*

Page 467, ligne 7, au lieu de : *Dafang[es],* lisez : *Dafting[es].*

Page 479, ligne 3, au lieu de : *se li tiers n'i est. Et jà soit,* lisez : *se li tiers n'i est, et jà soit...*

Page 599, dans la première ligne de la charte 548, après : *Beati,* ajoutez : *Martini.*

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME



Publications de la Commission Royale d'Histoire de Belgique.

IN-QUARTO.

Rymkronyk van Jan Van Heelu, uitgegeven met ophelderingen en aenteekeningen van J. F. Willems; 1836.

Chronique rimée de Philippe Mouskés, publiée par le baron de Reiffenberg, 2 vol., 1836-1838; *Suppl.* 1845.

Corpus Chronicorum Flandriae, edidit J. J. De Smet, 4 vol., 1837-1865.

Brabantsche Yeesten, of Rymkronyk van Braband, door Jan De Klerk van Antwerpen, 3 vol., 1839-1869. (Les deux premiers volumes publiés par Willems, le 3me par J. H. Bormans.)

Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg. (Les tomes I, IV, V, VII et VIII ont été publiés par le bon de Reiffenberg.) — Tome Ier. Chartes de Namur et de Hainaut; 1844. — Tome II. Cartulaire de Cambron, 1re et 2me part, publié par J. J. De Smet; 1869. — Tome III. Cartulaires de Hainaut : suite et fin; par M. Léop. Devillers; 1874. — Tomes IV et V. Le Chevalier au Cygne et Godefroid de Bouillon; 1846 et 1848. — Tome VI. 1re part. : suite du Chevalier au Cygne et Godefr. de Bouillon, par Ad. Borgnet. 1854; 2me partie : Glossaire, par Ém. Gachet et Liebrecht; 1859. — Tome VII. Gilles de Chin, poëme; Chroniques monastiques; 1847. — Tome VIII. Autres Chron. monastiques du Namurois et du Hainaut; 1848.

Documents relatifs aux troubles du pays de Liége, sous les princes-évêques Louis de Bourbon et Jean de Hornes, publiés par le chanoine de Ram; 1844.

Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint, suivie de 330 documents inédits sur cet événement, publiée par Gachard; 1846.

Chronique de Brabant, par de Dynter, avec la trad. de Wauquelin; publiée par de Ram, 4 vol., 1854-1857.

Joannis Molani Historiae Lovaniensium libri XIV, publiés par de Ram : part. I et II; 1861.

Chronique de Jean de Stavelot, par Adolphe Borgnet, 1861; *Table des matières*, par S. Bormans, 1887.

Chronique de Jean d'Outremeuse, publiée par Adolphe Borgnet: t. I, II, III et V, 1864-1867; par M. Stanislas Bormans, t. IV et VI, 1877-1880; *Introduction et Table des matières*, 1887.

Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, par M. Alphonse Wauters: t. I à VI, 1868-1881; t. VII, 1re partie, 1885; t. VII, 2de partie 1889, t. VIII, 1892; t. IX, 1896.

Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous les ducs de Bourgogne, publiées par le baron Kervyn de Lettenhove : t. I, 1870; t. II, 1873; t. III, 1876.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond, publié par M. Ch. Piot : t. I, 1870; t. II, 1875.

Collection des voyages des souverains des Pays-Bas, publiée par Gachard : t. I, 1876; t. II, 1874; par MM. Gachard et Piot, t. III, 1881; par M. Piot, t. IV, 1882.

Les Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial. Notices et Extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique, par Gachard; 1875.

Codex Dunensis sive Diplomatum et chartarum medii aevi amplissima collectio, publié par le baron Kervyn de Lettenhove; 1875.

La Bibliothèque nationale, à Paris. Notices et Extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique, par Gachard; t. I, 1875; t. II, 1877.

Correspondance du cardinal de Granvelle, publiée par MM. Edm. Poullet et Ch. Piot; t. Ier, 1878; t. II, 1880; t. III, 1881; t. IV, 1884; t. V, 1886; t. VI, 1887; t. VII, 1889; t. VIII, 1890; t. IX, 1892; t. X, 1893; t. XI, 1894; t. XII, 1896.

Istore et Chroniques de Flandres, publiées par le baron Kervyn de Lettenhove; t. Ier, 1879; t. II, 1880.

Chroniques de Brabant et de Flandre (en flamand), publiées par M. Charles Piot; 1879.

Cartulaire de l'abbaye d'Orval, publié par le P. Goffinet; 1879. Supplément par M. A. Delescluse; 1896.

Cartulaire des comtes de Hainaut, par M. Léopold Devillers; t. Ier, 1881; t. II, 1883; t. III, 1886; t. IV, 1889; t. V, 1891; t. VI, 1re et 2e partie, 1896.

Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II, par le baron Kervyn de Lettenhove; t. I, 1882; t. II et III, 1883; t. IV, 1885; t. V, 1886; t. VI, 1887; t. VII, 1888; t. VIII, 1889; t. IX, 1890; t. X, 1891.

Histoire des Troubles des Pays-Bas par Renon de France, t. I, II et III, publiée par M. Ch. Piot.

Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liége, publié par MM. S. Bormans et E. Schoolmeesters : t. I, 1893; t. II, 1895; t. III, 1898.

Le Cotton, manuscrit Galba B. I. du British Museum de Londres, par Ed. Scott et L. Gilliodts-Van Severen.

Chartes de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, publiées par M. A. d'Herbomez : t. I, 1898.

IN-OCTAVO.

Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire, ou Recueil de ses Bulletins : 1re série, 16 vol., 1834-1850; 2me série, 12 vol., 1850-1859; 3me série, 14 vol., 1860-1873; 4me série, 17 vol., 1873-1890; 5me série, t. I, 1891-1892.

Table générale des Bulletins (1re série, t. I à XVI), rédigée par Ém. Gachet, 1852; — (2me série, t. I à XII), par M. Ernest Van Bruyssel, 1865; — (3me série, t. I à XIV), par M. J. J. E. Proost.

Table générale chronologique et analytique des chartes, lettres, ordonnances, traités et autres documents contenus dans les 1re, 2e et 3e séries, rédigée par M. J. J. E. Proost.

Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste : Lettres inédites, publiées par M. Gachard. Introduction, 1854; t. Ier, 1854; t. II, 1855.

Relations des ambassadeurs vénitiens sur Charles-Quint et Philippe II, par Gachard; 1855.

Synopsis actorum ecclesiae Antverpiensis, par de Ram; 1856.

Revue des Opera diplomatica de Miraeus, par Le Glay; 1856.

Correspondance de Charles-Quint et d'Adrien VI, publiée pour la première fois, par Gachard; 1859.

Actes des États généraux des Pays-Bas, 1576-1585. *Notice chronologique et analytique*, par Gachard: t. Ier, 1861; t. II, 1866.

Don Carlos et Philippe II, par Gachard : t. I et II, 1863.

Le Livre des feudataires du duc Jean III, par L. Galesloot; 1865.

Table générale des notices concernant l'histoire de Belgique publiées dans les Revues belges, de 1830 à 1865; par M. Ernest Van Bruyssel; 1869.

Le Livre des fiefs du comté de Looz sous Jean d'Arckel, publié par M. le chevalier C. de Borman; 1875.

Documents inédits relatifs à l'histoire du XVIe siècle, par le baron Kervyn de Lettenhove. 1re partie, 1883.

Mémoire du légat Onufrius sur les affaires de Liége, (1468), publié par M. S. Bormans; 1886.

Obituaire de l'église St-Jean, de Gand, par M. de Pauw.

Inventaire des cartulaires conservés dans les dépôts des Archives de l'État en Belgique; 1895.

Inventaire des cartulaires conservés en Belgique ailleurs que dans les dépôts des Archives de l'État; 1897.

Polyptique de Guillaume, abbé de Saint-Trond, par M. H. Pirenne; 1897.

SOUS PRESSE :

Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liége, par MM. S. Bormans et E. Schoolmeesters, t. IV.

Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique, par M. A. Wauters, t. X.

Cartulaire généalogique des Van Artevelde, publié par M. de Pauw.

Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II, par M. L. Gilliodts-Van Severen, t. XI.

Les chartes de l'abbaye de Saint-Hubert, publiées par M. Godefroid Kurth.

Chartes de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, publiées par M. A. d'Herbomez, t. II.

Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons, par M. Léop. Devillers.

Le livre des fiefs de l'église de Liége sous Adolphe de la Marck, par M. Poncelet (in-8e).

On peut s'adresser, pour tout ce qui concerne la vente, à l'imprimerie Hayez, rue de Louvain, 112, à Bruxelles.